



RUSSIE – MESURES AFFECTANT L'IMPORTATION DE MATÉRIELS FERROVIAIRES ET LEURS PARTIES

RAPPORT FINAL DU GROUPE SPÉCIAL

RCC SUPPRIMÉS, COMME INDIQUÉ [[XXX]]

TABLE DES MATIÈRES

1 INTRODUCTION	20
1.1 Plainte de l'Ukraine	20
1.2 Établissement et composition du Groupe spécial	20
1.3 Travaux du Groupe spécial	20
1.3.1 Généralités	20
1.3.2 Procédures de travail concernant les renseignements commerciaux confidentiels (RCC)	21
1.3.3 Décision préliminaire	21
2 ASPECTS FACTUELS	21
3 CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS DEMANDÉES PAR LES PARTIES	22
4 ARGUMENTS DES PARTIES	23
5 ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES	23
6 RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE	23
6.1 Décision préliminaire du Groupe spécial	24
6.2 Décision sur une demande d'exclusion de deux pièces du dossier	25
6.3 Présentation des allégations et ordre d'analyse suivi par le Groupe spécial	26
6.4 Allégations concernant la suspension de certificats	26
6.4.1 Mesures en cause	26
6.4.2 Compatibilité des suspensions avec l'article 5.1.1 de l'Accord OTC	27
6.4.3 Compatibilité des suspensions avec l'article 5.1.2 de l'Accord OTC	31
6.4.4 Compatibilité des suspensions avec l'article 5.2.2 de l'Accord OTC	33
6.5 Allégations concernant les rejets des demandes de nouveaux certificats	33
6.5.1 Compatibilité des rejets avec l'article 5.1.2 de l'Accord OTC	33
6.6 Allégations concernant la non-reconnaissance des certificats de l'Union douanière délivrés dans les autres pays de l'Union douanière en vertu du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière	35
6.7 Allégations concernant le fait allégué d'empêcher systématiquement l'importation	36
7 CONSTATATIONS	38
7.1 Questions préliminaires	38
7.1.1 Décision préliminaire du Groupe spécial	38
7.1.1.1 Question 1: Question de savoir si la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Ukraine n'"énonc[e] [pas] clairement le problème"	39
7.1.1.1.1 Question 1 a)	40
7.1.1.1.2 Question 1 b)	47
7.1.1.1.3 Question 1 c)	51
7.1.1.1.4 Question 1 d)	53
7.1.1.1.5 Question 1 e)	55
7.1.1.1.6 Question 1 f)	58
7.1.1.2 Question 2: Question de savoir si la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Ukraine élargit la portée du différend	59

7.1.1.2.1 Question 2 a)	59
7.1.1.2.2 Question 2 b)	63
7.1.1.2.3 Question 2 c).....	67
7.1.2 Décision sur l'infraction à la règle de confidentialité.....	73
7.1.2.1 Confidentialité des renseignements présentés au Groupe spécial et par le Groupe spécial.....	73
7.1.2.2 Infractions alléguées à la règle de confidentialité	75
7.1.2.2.1 Divulgence de certaines parties du calendrier des travaux du Groupe spécial	75
7.1.2.2.2 Divulgence de certains aspects de la position de la Russie	76
7.1.3 Décision sur une demande d'exclusion de deux pièces du dossier	77
7.1.3.1 Principaux arguments des parties.....	78
7.1.3.2 Exclusion d'éléments de preuve dans le règlement des différends à l'OMC pour des motifs de procédure et autres	78
7.1.3.3 Évaluation de la demande de la Russie	78
7.1.4 Désignation de renseignements comme renseignements commerciaux confidentiels (RCC)	79
7.2 Présentation des allégations et ordre d'analyse suivi par le Groupe spécial	82
7.3 Allégations concernant la suspension de certificats	84
7.3.1 Mesures en cause	84
7.3.1.1 Aperçu du cadre juridique de la Russie concernant les procédures d'évaluation de la conformité	84
7.3.1.2 Instructions de l'IBF contestées	86
7.3.1.3 Mandat du Groupe spécial.....	91
7.3.2 Compatibilité des suspensions avec l'article 5.1.1 de l'Accord OTC	91
7.3.2.1 Interprétation.....	92
7.3.2.1.1 Produits similaires	94
7.3.2.1.2 Le Membre importateur <i>accorde accès</i> à des fournisseurs de produits d'un autre Membre à <i>des conditions moins favorables</i>	94
7.3.2.1.3 Le Membre importateur accorde des conditions d'accès moins favorables aux fournisseurs de produits similaires, " <i>dans une situation comparable</i> "	98
7.3.2.2 Application	100
7.3.2.2.1 Nature des allégations	100
7.3.2.2.2 Applicabilité de l'article 5.1.1 et ordre d'analyse.....	100
7.3.2.2.3 Question de savoir si la Russie a <i>accordé accès</i> à des fournisseurs spécifiques de produits d'un autre Membre à <i>des conditions moins favorables</i>	101
7.3.2.2.4 Question de savoir si la Russie a accordé des conditions d'accès moins favorables à des fournisseurs spécifiques de produits, " <i>dans une situation comparable</i> "	105
7.3.2.2.4.1 Considérations horizontales	105
7.3.2.2.4.2 Incertitude quant à la sûreté et à la sécurité des employés de l'IBF voyageant en Ukraine pour réaliser des inspections.....	106
7.3.2.2.4.3 Restrictions à l'entrée des ressortissants russes en Ukraine	114
7.3.2.2.4.4 Évaluation globale des éléments de preuve présentés par les parties	117
7.3.2.2.5 Analyse concernant les produits similaires.....	120

7.3.2.2.6 Conclusion	121
7.3.3 Compatibilité des suspensions avec l'article 5.1.2 de l'Accord OTC	121
7.3.3.1 Interprétation.....	122
7.3.3.1.1 Article 5.1.2, première phrase	123
7.3.3.1.2 Article 5.1.2, deuxième phrase	124
7.3.3.1.3 Charge de la preuve	127
7.3.3.2 Application	129
7.3.3.2.1 Nature des allégations	129
7.3.3.2.2 Applicabilité de l'article 5.1.2 et ordre d'analyse.....	130
7.3.3.2.3 Article 5.1.2, deuxième phrase	130
7.3.3.2.3.1 Contribution pour ce qui est de donner à la Russie une assurance suffisante que les produits sont conformes aux règlements techniques.....	130
7.3.3.2.3.2 Caractère strict de la manière d'appliquer la procédure d'évaluation de la conformité	132
7.3.3.2.3.3 Risques que la non-conformité entraînerait.....	133
7.3.3.2.3.4 Manières d'appliquer moins restrictives pour le commerce.....	133
7.3.3.2.3.5 Évaluation globale du point de savoir si la Russie a appliqué sa procédure d'évaluation de la conformité de manière plus stricte que nécessaire.....	149
7.3.3.2.3.6 Conclusion.....	149
7.3.3.2.4 Article 5.1.2, première phrase	149
7.3.3.2.5 Conclusion générale	150
7.3.4 Compatibilité des suspensions avec l'article 5.2.2 de l'Accord OTC	150
7.3.4.1 Interprétation des deuxième et troisième obligations de l'article 5.2.2	150
7.3.4.2 Application de la troisième obligation de l'article 5.2.2	153
7.3.4.2.1 Applicabilité de l'article 5.2.2	153
7.3.4.2.2 Aperçu des faits pertinents	154
7.3.4.2.3 Compatibilité avec la troisième obligation de l'article 5.2.2	154
7.3.4.2.4 Conclusion	158
7.4 Allégations concernant les rejets des demandes de nouveaux certificats.....	158
7.4.1 Mesures en cause	158
7.4.1.1 Aperçu du cadre juridique de l'Union douanière concernant les procédures d'évaluation de la conformité.....	158
7.4.1.2 Décisions de l'IBF contestées.....	160
7.4.1.3 Mandat du Groupe spécial.....	163
7.4.2 Compatibilité des rejets avec l'article 5.1.1 de l'Accord OTC	163
7.4.2.1 Nature des allégations	163
7.4.2.2 Applicabilité de l'article 5.1.1 et ordre d'analyse.....	164
7.4.2.3 Décisions 1 et 2: impossibilité de mener à bien une procédure de certification dans son intégralité.....	165
7.4.2.3.1 Question de savoir si la Russie a <i>accordé accès</i> à des fournisseurs spécifiques de produits d'un autre Membre à <i>des conditions moins favorables</i>	165
7.4.2.3.2 Question de savoir si la Russie a accordé des conditions d'accès moins favorables à des fournisseurs spécifiques de produits, " <i>dans une situation comparable</i> "	167

7.4.2.3.3 Analyse concernant les produits similaires	168
7.4.2.3.4 Conclusion	168
7.4.2.4 Décision 3: Absence de documents	169
7.4.2.4.1 Question de savoir si la Russie a <i>accordé accès</i> à des fournisseurs spécifiques de produits d'un autre Membre à <i>des conditions moins favorables</i>	169
7.4.2.5 Conclusion générale	170
7.4.3 Compatibilité des rejets avec l'article 5.1.2 de l'Accord OTC	171
7.4.3.1 Nature des allégations	171
7.4.3.2 Applicabilité de l'article 5.1.2 et ordre d'analyse.....	171
7.4.3.3 Décisions 1 et 2	172
7.4.3.3.1 Article 5.1.2, deuxième phrase	172
7.4.3.3.1.1 Contribution pour ce qui est de donner à la Russie une assurance suffisante que les produits sont conformes aux règlements techniques.....	172
7.4.3.3.1.2 Caractère strict de la manière d'appliquer la procédure d'évaluation de la conformité	174
7.4.3.3.1.3 Risques que la non-conformité entraînerait.....	174
7.4.3.3.1.4 Manières d'appliquer moins restrictives pour le commerce	175
7.4.3.3.1.5 Évaluation globale du point de savoir si la Russie a appliqué sa procédure d'évaluation de la conformité de manière plus stricte que nécessaire	185
7.4.3.3.1.6 Conclusion.....	186
7.4.3.3.2 Article 5.1.2, première phrase	186
7.4.3.3.3 Conclusion générale	187
7.4.3.4 Décision 3.....	187
7.4.3.4.1 Article 5.1.2, deuxième phrase	187
7.4.3.4.1.1 Contribution pour ce qui est de donner à la Russie une assurance suffisante que les produits sont conformes aux règlements techniques.....	188
7.4.3.4.1.2 Caractère strict de la manière d'appliquer la procédure d'évaluation de la conformité	190
7.4.3.4.1.3 Risques que la non-conformité entraînerait.....	190
7.4.3.4.1.4 Manières d'appliquer moins restrictives pour le commerce	191
7.4.3.4.1.5 Évaluation globale du point de savoir si la Russie a appliqué sa procédure d'évaluation de la conformité de manière plus stricte que nécessaire	192
7.4.3.4.1.6 Conclusion.....	192
7.4.3.4.2 Article 5.1.2, première phrase	192
7.4.3.4.3 Conclusion générale	193
7.4.4 Compatibilité des rejets avec l'article 5.2.2 de l'Accord OTC	193
7.4.4.1 Application des deuxième et troisième obligations de l'article 5.2.2	193
7.4.4.1.1 Applicabilité de l'article 5.2.2	193
7.4.4.1.2 Aperçu des faits pertinents	193
7.4.4.1.3 Compatibilité avec la troisième obligation de l'article 5.2.2	194
7.4.4.1.3.1 Conclusion.....	196
7.4.4.1.4 Compatibilité avec la deuxième obligation de l'article 5.2.2	196
7.4.4.1.4.1 Conclusion.....	200

7.5 Allégations concernant la non-reconnaissance des certificats de l'Union douanière délivrés dans les autres pays de l'Union douanière en vertu du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière.....	200
7.5.1 Mesure en cause.....	201
7.5.1.1 Mandat	202
7.5.1.2 Existence de la mesure en cause.....	205
7.5.1.2.1 Conclusion	213
7.5.2 Allégation de l'Ukraine au titre de l'article 2.1 de l'Accord OTC.....	214
7.5.2.1 Obligation d'accorder un traitement non moins favorable "pour ce qui concerne les règlements techniques"	215
7.5.2.2 Conclusion	218
7.5.3 Allégation de l'Ukraine au titre de l'article I:1 du GATT de 1994.....	218
7.5.3.1 Questions visées à l'article III:4 du GATT de 1994	219
7.5.3.2 Produits importés similaires.....	220
7.5.3.3 Non-extension d'un avantage	221
7.5.3.4 Conclusion	223
7.5.4 Allégation de l'Ukraine au titre de l'article III:4 du GATT de 1994	223
7.5.4.1 Prescription intérieure affectant la vente et la mise en vente sur le marché intérieur	223
7.5.4.2 Produits importés et nationaux similaires	224
7.5.4.3 Traitement moins favorable.....	225
7.5.4.4 Conclusion	226
7.5.5 Allégation au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994.....	226
7.5.5.1 Conclusion	228
7.6 Allégations concernant le fait allégué d'empêcher systématiquement l'importation.....	228
7.6.1 Mesure en cause.....	228
7.6.1.1 Détermination de l'existence d'une mesure systématique non écrite.....	228
7.6.1.2 Teneur précise de la mesure et éléments de preuve indiquant son existence	229
7.6.1.2.1 Composants et nature systématique de la mesure.....	229
7.6.1.2.2 Données commerciales sur les importations.....	236
7.6.1.2.3 Évaluation globale des éléments de preuve présentés à l'appui de l'existence de la mesure	239
7.6.2 Conclusion	240
8 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATION	240

LISTE DES ANNEXES**ANNEXE A**

DÉCISION PRÉLIMINAIRE

Table des matières		Page
Annexe A-1	Décision préliminaire du Groupe spécial (Conclusions)	A-2

ANNEXE B

PROCÉDURES DE TRAVAIL DU GROUPE SPÉCIAL

Table des matières		Page
Annexe B-1	Procédures de travail du Groupe spécial	B-2
Annexe B-2	Procédures de travail additionnelles concernant les renseignements commerciaux confidentiels (RCC)	B-8

ANNEXE C

ARGUMENTS DES PARTIES

UKRAINE

Table des matières		Page
Annexe C-1	Première partie du résumé analytique des arguments de l'Ukraine	C-2
Annexe C-2	Deuxième partie du résumé analytique des arguments de l'Ukraine	C-12

FÉDÉRATION DE RUSSIE

Table des matières		Page
Annexe C-3	Première partie du résumé analytique des arguments de la Fédération de Russie	C-22
Annexe C-4	Deuxième partie du résumé analytique des arguments de la Fédération de Russie	C-33

ANNEXE D

ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe D-1	Résumé analytique des arguments du Canada	D-2
Annexe D-2	Résumé analytique des arguments de l'Union européenne	D-6
Annexe D-3	Résumé analytique des arguments de l'Indonésie	D-10
Annexe D-4	Résumé analytique des arguments du Japon	D-11
Annexe D-5	Résumé analytique des arguments des États-Unis	D-16

AFFAIRES CITÉES DANS LE PRÉSENT RAPPORT

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
<i>Argentine – Mesures à l'importation</i>	Rapports de l'Organe d'appel <i>Argentine – Mesures affectant les importations de marchandises</i> , WT/DS438/AB/R / WT/DS444/AB/R / WT/DS445/AB/R, adoptés le 26 janvier 2015
<i>Argentine – Peaux et cuirs</i>	Rapport du Groupe spécial <i>Argentine – Mesures visant l'exportation de peaux de bovins et l'importation de cuirs finis</i> , WT/DS155/R et Corr.1, adopté le 16 février 2001
<i>Argentine – Services financiers</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Argentine – Mesures concernant le commerce des marchandises et des services</i> , WT/DS453/AB/R et Add.1, adopté le 9 mai 2016
<i>Australie – Pommes</i>	Rapport du Groupe spécial <i>Australie – Mesures affectant l'importation de pommes en provenance de Nouvelle-Zélande</i> , WT/DS367/R, adopté le 17 décembre 2010, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS367/AB/R
<i>Australie – Saumons</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Australie – Mesures visant les importations de saumons</i> , WT/DS18/AB/R, adopté le 6 novembre 1998
<i>Brésil – Aéronefs</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs</i> , WT/DS46/AB/R, adopté le 20 août 1999
<i>Canada – Automobiles</i>	Rapport du Groupe spécial <i>Canada – Certaines mesures affectant l'industrie automobile</i> , WT/DS139/R, WT/DS142/R, adopté le 19 juin 2000, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS139/AB/R, WT/DS142/AB/R
<i>Canada – Exportations de blé et importations de grains</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Canada – Mesures concernant les exportations de blé et le traitement des grains importés</i> , WT/DS276/AB/R, adopté le 27 septembre 2004
<i>Canada – Exportations de blé et importations de grains</i>	Rapport du Groupe spécial <i>Canada – Mesures concernant les exportations de blé et le traitement des grains importés</i> , WT/DS276/R, adopté le 27 septembre 2004, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS276/AB/R
<i>Canada – Maintien de la suspension</i>	Rapport du Groupe spécial <i>Canada – Maintien de la suspension d'obligations dans le différend CE – Hormones</i> , WT/DS321/R et Add.1 à Add.7, adopté le 14 novembre 2008, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS321/AB/R
<i>CE – Amiante</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Communautés européennes – Mesures affectant l'amiante et les produits en contenant</i> , WT/DS135/AB/R, adopté le 5 avril 2001
<i>CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques</i>	Rapports du Groupe spécial <i>Communautés européennes – Mesures affectant l'approbation et la commercialisation des produits biotechnologiques</i> , WT/DS291/R, Add.1 à Add.9 et Corr.1 / WT/DS292/R, Add.1 à Add.9 et Corr.1 / WT/DS293/R, Add.1 à Add.9 et Corr.1, adoptés le 21 novembre 2006
<i>CE – Certaines questions douanières</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Communautés européennes – Certaines questions douanières</i> , WT/DS315/AB/R, adopté le 11 décembre 2006
<i>CE – Hormones</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carnés (hormones)</i> , WT/DS26/AB/R, WT/DS48/AB/R, adopté le 13 février 1998
<i>CE – Marques et indications géographiques (Australie)</i>	Rapport du Groupe spécial <i>Communautés européennes – Protection des marques et des indications géographiques pour les produits agricoles et les denrées alimentaires, plainte de l'Australie</i> , WT/DS290/R, adopté le 20 avril 2005
<i>CE – Matériels informatiques</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Communautés européennes – Classement tarifaire de certains matériels informatiques</i> , WT/DS62/AB/R, WT/DS67/AB/R, WT/DS68/AB/R, adopté le 22 juin 1998
<i>CE – Morceaux de poulet</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Communautés européennes – Classification douanière des morceaux de poulet désossés et congelés</i> , WT/DS269/AB/R, WT/DS286/AB/R, adopté le 27 septembre 2005, et Corr.1
<i>CE – Préférences tarifaires</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Communautés européennes – Conditions d'octroi de préférences tarifaires aux pays en développement</i> , WT/DS246/AB/R, adopté le 20 avril 2004
<i>CE – Produits dérivés du phoque</i>	Rapports de l'Organe d'appel <i>Communautés européennes – Mesures prohibant l'importation et la commercialisation de produits dérivés du phoque</i> , WT/DS400/AB/R / WT/DS401/AB/R, adoptés le 18 juin 2014
<i>CE – Produits des technologies de l'information</i>	Rapports du Groupe spécial <i>Communautés européennes et leurs États membres – Traitement tarifaire de certains produits des technologies de l'information</i> , WT/DS375/R / WT/DS376/R / WT/DS377/R, adoptés le 21 septembre 2010
<i>CE – Sardines</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Communautés européennes – Désignation commerciale des sardines</i> , WT/DS231/AB/R, adopté le 23 octobre 2002
<i>CE – Sardines</i>	Rapport du Groupe spécial <i>Communautés européennes – Désignation commerciale des sardines</i> , WT/DS231/R et Corr.1, adopté le 23 octobre 2002, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS231/AB/R

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
<i>CE – Subventions à l'exportation de sucre (Australie)</i>	Rapport du Groupe spécial <i>Communautés européennes – Subventions à l'exportation de sucre, plainte de l'Australie</i> , WT/DS265/R, adopté le 19 mai 2005, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS265/AB/R, WT/DS266/AB/R, WT/DS283/AB/R
<i>CE – Subventions à l'exportation de sucre (Brésil)</i>	Rapport du Groupe spécial <i>Communautés européennes – Subventions à l'exportation de sucre, plainte du Brésil</i> , WT/DS266/R, adopté le 19 mai 2005, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS265/AB/R, WT/DS266/AB/R, WT/DS283/AB/R
<i>CE – Subventions à l'exportation de sucre (Thaïlande)</i>	Rapport du Groupe spécial <i>Communautés européennes – Subventions à l'exportation de sucre, plainte de la Thaïlande</i> , WT/DS283/R, adopté le 19 mai 2005, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS265/AB/R, WT/DS266/AB/R, WT/DS283/AB/R
<i>CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Communautés européennes et certains États membres – Mesures affectant le commerce des aéronefs civils gros porteurs</i> , WT/DS316/AB/R, adopté le 1 ^{er} juin 2011
<i>Chili – Boissons alcooliques</i>	Rapport du Groupe spécial <i>Chili – Taxes sur les boissons alcooliques</i> , WT/DS87/R, WT/DS110/R, adopté le 12 janvier 2000, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS87/AB/R, WT/DS110/AB/R
<i>Chine – Matières premières</i>	Rapports de l'Organe d'appel <i>Chine – Mesures relatives à l'exportation de diverses matières premières</i> , WT/DS394/AB/R / WT/DS395/AB/R / WT/DS398/AB/R, adoptés le 22 février 2012
<i>Chine – Publications et produits audiovisuels</i>	Rapport du Groupe spécial <i>Chine – Mesures affectant les droits de commercialisation et les services de distribution pour certaines publications et certains produits de divertissement audiovisuels</i> , WT/DS363/R et Corr.1, adopté le 19 janvier 2010, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS363/AB/R
<i>Colombie – Bureaux d'entrée</i>	Rapport du Groupe spécial <i>Colombie – Prix indicatifs et restrictions relatives aux bureaux d'entrée</i> , WT/DS366/R et Corr.1, adopté le 20 mai 2009
<i>Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Corée – Mesures affectant les importations de viande de bœuf fraîche, réfrigérée et congelée</i> , WT/DS161/AB/R, WT/DS169/AB/R, adopté le 10 janvier 2001
<i>États-Unis – Acier au carbone</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne</i> , WT/DS213/AB/R, adopté le 19 décembre 2002
<i>États-Unis – Chemises et blouses de laine</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde</i> , WT/DS33/AB/R, adopté le 23 mai 1997, et Corr.1
<i>États-Unis – Cigarettes aux clous de girofle</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Mesures affectant la production et la vente de cigarettes aux clous de girofle</i> , WT/DS406/AB/R, adopté le 24 avril 2012
<i>États-Unis – Coton upland</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Subventions concernant le coton upland</i> , WT/DS267/AB/R, adopté le 21 mars 2005
<i>États-Unis – Coton upland</i>	Rapport du Groupe spécial <i>États-Unis – Subventions concernant le coton upland</i> , WT/DS267/R et Add.1 à Add.3, adopté le 21 mars 2005, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS267/AB/R
<i>États-Unis – Crevettes (Thaïlande) / États-Unis – Directive sur les cautionnements en douane</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Mesures visant les crevettes en provenance de Thaïlande / États-Unis – Directive sur les cautionnements en douane pour les marchandises assujetties à des droits antidumping/compensateurs</i> , WT/DS343/AB/R, WT/DS345/AB/R, adopté le 1 ^{er} août 2008
<i>États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Droits antidumping et droits compensateurs définitifs visant certains produits en provenance de Chine</i> , WT/DS379/AB/R, adopté le 25 mars 2011
<i>États-Unis – EPO (article 21:5 – Canada et Mexique)</i>	Rapports de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Certaines prescriptions en matière d'étiquetage indiquant le pays d'origine (EPO) – Recours du Canada et du Mexique à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends</i> , WT/DS384/AB/RW / WT/DS386/AB/RW, adoptés le 29 mai 2015
<i>États-Unis – Essence</i>	Rapport du Groupe spécial <i>États-Unis – Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules</i> , WT/DS2/R, adopté le 20 mai 1996, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS2/AB/R
<i>États-Unis – FSC (article 21:5 – CE II)</i>	Rapport du Groupe spécial <i>États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger" – Deuxième recours des Communautés européennes à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends</i> , WT/DS108/RW2, adopté le 14 mars 2006, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS108/AB/RW2
<i>États-Unis – Jeux</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Mesures visant la fourniture transfrontières de services de jeux et paris</i> , WT/DS285/AB/R, adopté le 20 avril 2005, et Corr.1

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
États-Unis – Jeux (article 21:5 – Antigua-et-Barbuda)	Rapport du Groupe spécial <i>États-Unis – Mesures visant la fourniture transfrontières de services de jeux et paris – Recours d'Antigua-et-Barbuda à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends</i> , WT/DS285/RW, adopté le 22 mai 2007
États-Unis – Maintien de la réduction à zéro	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Maintien en existence et en application de la méthode de réduction à zéro</i> , WT/DS350/AB/R, adopté le 19 février 2009
États-Unis – Maintien de la suspension	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Maintien de la suspension d'obligations dans le différend CE – Hormones</i> , WT/DS320/AB/R, adopté le 14 novembre 2008
États-Unis – Mesures antidumping concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance du Mexique</i> , WT/DS282/AB/R, adopté le 28 novembre 2005
États-Unis – Mesures compensatoires et mesures antidumping (Chine)	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Mesures compensatoires et mesures antidumping visant certains produits en provenance de Chine</i> , WT/DS449/AB/R et Corr.1, adopté le 22 juillet 2014
États-Unis – Réduction à zéro (CE)	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Lois, réglementations et méthode de calcul des marges de dumping ("réduction à zéro")</i> , WT/DS294/AB/R, adopté le 9 mai 2006, et Corr.1
États-Unis – Réduction à zéro (Japon)	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Mesures relatives à la réduction à zéro et aux réexamens à l'extinction</i> , WT/DS322/AB/R, adopté le 23 janvier 2007
États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (article 21:5 – Japon)	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Mesures relatives à la réduction à zéro et aux réexamens à l'extinction – Recours du Japon à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends</i> , WT/DS322/AB/RW, adopté le 31 août 2009
États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine</i> , WT/DS268/AB/R, adopté le 17 décembre 2004
États-Unis – Sauvegardes concernant l'acier	Rapports du Groupe spécial <i>États-Unis – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de certains produits en acier</i> , WT/DS248/R / WT/DS249/R / WT/DS251/R / WT/DS252/R / WT/DS253/R / WT/DS254/R / WT/DS258/R / WT/DS259/R, adoptés le 10 décembre 2003, modifiés par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS248/AB/R, WT/DS249/AB/R, WT/DS251/AB/R, WT/DS252/AB/R, WT/DS253/AB/R, WT/DS254/AB/R, WT/DS258/AB/R, WT/DS259/AB/R
États-Unis – Thon II (Mexique)	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Mesures concernant l'importation, la commercialisation et la vente de thon et de produits du thon</i> , WT/DS381/AB/R, adopté le 13 juin 2012
États-Unis – Thon II (Mexique) (article 21:5 – Mexique)	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Mesures concernant l'importation, la commercialisation et la vente de thon et de produits du thon – Recours du Mexique à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends</i> , WT/DS381/AB/RW et Add.1, adopté le 3 décembre 2015
États-Unis – Vêtements de dessous	Rapport du Groupe spécial <i>États-Unis – Restrictions à l'importation de vêtements de dessous de coton et de fibres synthétiques ou artificielles</i> , WT/DS24/R, adopté le 25 février 1997, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS24/AB/R
États-Unis – Volaille (Chine)	Rapport du Groupe spécial <i>États-Unis – Certaines mesures visant les importations de volaille en provenance de Chine</i> , WT/DS392/R, adopté le 25 octobre 2010
Inde – Cellules solaires	Rapport du Groupe spécial <i>Inde – Certaines mesures relatives aux cellules solaires et aux modules solaires</i> , WT/DS456/R et Add.1, adopté le 14 octobre 2016, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS456/AB/R
Inde – Droits d'importation additionnels	Rapport de l'Organe d'appel <i>Inde – Droits additionnels et droits additionnels supplémentaires sur les importations en provenance des États-Unis</i> , WT/DS360/AB/R, adopté le 17 novembre 2008
Inde – Produits agricoles	Rapport du Groupe spécial <i>Inde – Mesures concernant l'importation de certains produits agricoles</i> , WT/DS430/R et Add.1, adopté le 19 juin 2015, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS430/AB/R
Indonésie – Poulet	Rapport du Groupe spécial <i>Indonésie – Mesures concernant l'importation de viande de poulet et de produits à base de poulet</i> , WT/DS484/R et Add.1, adopté le 22 novembre 2017
Mexique – Mesures antidumping visant le riz	Rapport de l'Organe d'appel <i>Mexique – Mesures antidumping définitives visant la viande de bœuf et le riz, plainte concernant le riz</i> , WT/DS295/AB/R, adopté le 20 décembre 2005
République dominicaine – Importation et vente de cigarettes	Rapport de l'Organe d'appel <i>République dominicaine – Mesures affectant l'importation et la vente de cigarettes sur le marché intérieur</i> , WT/DS302/AB/R, adopté le 19 mai 2005

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
<i>Russie – Porcins (UE)</i>	Rapport du Groupe spécial <i>Fédération de Russie – Mesures visant l'importation de porcins vivants, de viande de porc et d'autres produits du porc en provenance de l'Union européenne</i> , WT/DS475/R et Add.1, adopté le 21 mars 2017, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS475/AB/R
<i>Russie – Traitement tarifaire</i>	Rapport du Groupe spécial <i>Russie – Traitement tarifaire de certains produits agricoles et manufacturés</i> , WT/DS485/R, Corr.1, Corr.2, et Add.1, adopté le 26 septembre 2016
<i>Thaïlande – Cigarettes (Philippines)</i>	Rapport du Groupe spécial <i>Thaïlande – Mesures douanières et fiscales visant les cigarettes en provenance des Philippines</i> , WT/DS371/R, adopté le 15 juillet 2011, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS371/AB/R
<i>Thaïlande – Poutres en H</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne</i> , WT/DS122/AB/R, adopté le 5 avril 2001

PIÈCES CITÉES DANS LE PRÉSENT RAPPORT

Pièce présentée au Groupe spécial	Titre	Titre abrégé
UKR-1	Federal Law No. 184-FZ "On Technical Regulation" of 27 December 2002	Loi n° 184 sur la réglementation technique
UKR-2	"Rules of the Certification System for Federal Railway Transport of the Russian Federation. General provisions" approved by the Ministry of Railways of the Russian Federation on 12 November 1996	CS FRT 01-96
UKR-3 (Corr.)	"Rules of the Certification System for Federal Railway Transport. Procedure for organizing and conducting an inspection control." ("CS FRT 12-2003")	CS FRT 12-2003
UKR-5	Treaty on the Eurasian Economic Union	Traité de l'UEE
UKR-9 (Corr.)	Technical Regulation 001/2011 "On the safety of railway rolling stock"	Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière
UKR-10 (Corr.)	Technical Regulation 002/2011 "On high-speed rail safety"	Règlement technique n° 002/2011 de l'Union douanière
UKR-11 (Corr.)	Technical Regulation 003/2011 "On the safety of rail transport infrastructure"	Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière
UKR-12	Extract of the FBO's Register	
UKR-13	Extract of Unified Register of Issued Certificates of Conformity and Registered Declarations of Conformity	Extrait du Registre unifié
UKR-14	Export data from International Trade Centre for customs code 86	
UKR-15(RCC)	Letter [[xxx]] from the FBO to PJSC [[xxx]] with instruction [[xxx]] attached, 8 August 2014	Lettre [[xxx]] de l'IBF du 8 août 2014
UKR-16(RCC)	Letter [[xxx]] from the FBO to PJSC [[xxx]], 2 October 2014	Lettre [[xxx]] de l'IBF du 2 octobre 2014
UKR-17(RCC)	Letter [[xxx]] from PJSC [[xxx]] to the FBO, 12 May 2014	
UKR-18(RCC) (Corr.)	Letter [[xxx]] from PJSC [[xxx]] to the FBO	
UKR-19(RCC) (Corr.)	Letter [[xxx]] from the FBO to PJSC [[xxx]] with instruction [[xxx]] attached, 3 October 2014	Lettre [[xxx]] de l'IBF du 3 octobre 2014
UKR-20(RCC)	Letter [[xxx]] from the FBO to PJSC [[xxx]] with instruction [[xxx]] attached, 27 February 2015	Lettre [[xxx]] de l'IBF du 27 février 2015
UKR-21(RCC)	Letter [[xxx]] from PJSC [[xxx]] to the FBO, 13 March 2015	
UKR-22(RCC)	Letter [[xxx]] from the FBO to PJSC [[xxx]], 26 March 2015	
UKR-23(RCC)	Letter [[xxx]] from the FBO to PJSC [[xxx]], 9 February 2015	Lettre [[xxx]] de l'IBF du 9 février 2015
UKR-25(RCC)	Letter [[xxx]] from the FBO to PJSC [[xxx]] with instruction [[xxx]] attached, 17 July 2014	Lettre [[xxx]] de l'IBF du 17 juillet 2014
UKR-28(RCC)	Letter [[xxx]] from the FBO to PJSC [[xxx]], 1 August 2014	
UKR-30(RCC) (Corr.)	Letter from State Border Service of Ukraine to PJSC [[xxx]]	
UKR-31(RCC)	Letter [[xxx]] from the FBO to PJSC [[xxx]] with instruction [[xxx]] attached, 11 February 2015	Lettre [[xxx]] de l'IBF du 11 février 2015
UKR-32(RCC)	Letter [[xxx]] from the FBO to PJSC [[xxx]], 23 January 2015	Lettre [[xxx]] de l'IBF du 23 janvier 2015
UKR-33(RCC)	Letter [[xxx]] from LLC [[xxx]] to the FBO, 14 April 2015	
UKR-34(RCC)	Letter [[xxx]] from PJSC [[xxx]] to the FBO, 30 December 2014	
UKR-35(RCC)	Letter [[xxx]] from PJSC [[xxx]] to the FBO, 22 January 2015	
UKR-36(RCC)	Letter [[xxx]] from the FBO to PJSC [[xxx]] with instruction [[xxx]] attached, 27 January 2015	Lettre [[xxx]] de l'IBF du 27 janvier 2015
UKR-37(RCC)	Letter [[xxx]] from the FBO to PJSC [[xxx]] with instruction No. [[xxx]] attached, 11 February 2015	Lettre [[xxx]] de l'IBF du 11 février 2015
UKR-39(RCC)	Letter [[xxx]] from the FBO to PJSC [[xxx]] with instruction [[xxx]] attached, 8 October 2014	Lettre [[xxx]] de l'IBF du 8 octobre 2014
UKR-40(RCC)	Letter [[xxx]] from the FBO to PJSC [[xxx]] with instruction [[xxx]] attached, 9 October 2014	Lettre [[xxx]] de l'IBF du 9 octobre 2014
UKR-41(RCC)	Letter [[xxx]] from PJSC [[xxx]] to the FBO, 10 October 2014	

Pièce présentée au Groupe spécial	Titre	Titre abrégé
UKR-42(RCC)	Letter [[xxx]] from the FBO to PJSC [[xxx]] with instruction [[xxx]] attached, 11 February 2015	Lettre [[xxx]] de l'IBF du 11 février 2015
UKR-43(RCC)	Letter [[xxx]] from the FBO to PJSC [[xxx]] with instruction [[xxx]] attached, 18 May 2015	Lettre [[xxx]] de l'IBF du 18 mai 2015
UKR-45(RCC) (Corr.)	Letter [[xxx]] from the FBO to PJSC [[xxx]] with instruction [[xxx]] attached, 8 June 2015	Lettre [[xxx]] de l'IBF du 8 juin 2015
UKR-46(RCC)	Letter [[xxx]] from the FBO to PJSC [[xxx]] with instruction [[xxx]] attached, 6 July 2015	Lettre [[xxx]] de l'IBF du 6 juillet 2015
UKR-47(RCC)	Letter [[xxx]] from the FBO to PJSC [[xxx]] with instruction [[xxx]] attached, 7 September 2015	Lettre [[xxx]] de l'IBF du 7 septembre 2015
UKR-48(RCC)	Letter from the Federal Railway Transport Administration of the Ministry of Transport of the Russian Federation to JSC [[xxx]] accompanied to Protocol No. A 4-3 of 20 January 2015 of the Ministry of Transport of the Russian Federation regarding issuance by the certification authority of the Customs Union of the certificates of conformity for products manufactured by third-countries	Lettre d'accompagnement et Protocole n° A 4-3 du 20 janvier 2015
UKR-49(RCC) (Corr.)	Letter from the Federal Agency for Railway Transport to [[xxx]] – on validity of certificates, 4 February 2016	
UKR-50	"Between two stools: Ukraine says EU trade deal certain, Russia-led union also an option", RT, 25 Sep, 2013	
UKR-51	"Minister of the EEC: exports of goods from the Customs Union to Ukraine could be complicated", Chamber of Commerce of the Russian Federation, 30 September 2013	
UKR-52	Irina Ksyanova, "Glazyev: Euromissioners receive good fees for involving Ukraine", Vesti, December 14, 2013	
UKR-53	Extract of the FBO's Register concerning European producers	
UKR-54 (Corr.)	Extract of Unified Register of Issued Certificates of Conformity and Registered Declarations of Conformity concerning European producers	
UKR-55	Extract of the FBO's Register concerning Kazakh producers	
UKR-56	Extract of Unified Register of Issued Certificates of Conformity and Registered Declarations of Conformity concerning Kazakh producers	
UKR-57	Extract of the FBO's Register concerning Belarusian producers	
UKR-58	Extract of Unified Register of Issued Certificates of Conformity and Registered Declarations of Conformity concerning Belarusian producers	
UKR-59 (Corr.)	Resolution of Cabinet of Ministers of Ukraine "On the list of settlements in the territory where anti-terrorist operation is carried out, and declare invalid some orders of the Cabinet of Ministers of Ukraine", No. 1275-p, 2 December 2015	
UKR-60	Extract of the FBO's Register concerning Russian producers	
UKR-61	Certificate [[xxx]]	
UKR-62(RCC)	List of producers holding certificates in 2013 and 2017	
UKR-63(RCC)	Map of Ukraine indicating producers holding certificates in 2017	
UKR-64	Dmytro Kostyuk (First Deputy Director of JSC [[xxx]]), "Results of the year for Ukrainian heavy manufacturing", 29 December 2014	
UKR-65	Olga Levkovich, "Infographics: what's happening to import and export in Ukraine", 1 October 2015	
UKR-66(RCC)	Decision [[xxx]] of the FBO dated 21 January 2015	
UKR-67	Certificate [[xxx]]	
UKR-68	Tehnomashkomplekt's shop webpage	
UKR-69	Certificate [[xxx]]	
UKR-70	Rostok's shop webpage	
UKR-71(RCC)	Screenshots of search engine available at FBO's website	
UKR-72	Letter No. 4422-05/26901-03 from the Administration of State Border Service of Ukraine to the Ministry of Economic Development and Trade of Ukraine, 3 August 2017	
UKR-79	Annex B to CS FRT 01-96	
UKR-80	CS FRT Rules 31/PMG 40-2003, 25 June 2003	Règles CS FRT 31/PMG 40-2003
UKR-81	Extract from the FBO's website	

Pièce présentée au Groupe spécial	Titre	Titre abrégé
UKR-82	Extract of the FBO's Register indicating reasons for suspension	
UKR-83	Extract of Unified Register of Issued Certificates of Conformity and Registered Declarations of Conformity concerning Russian producers	
UKR-85	"The real crisis is coming up – Nazarbayev", TENGRI NEWS, 19 October 2015.	
UKR-87	State Statistics Service of Ukraine "On production of railway products in Ukraine during 2012-2016"	
UKR-88	Letter of the State Border Service of Ukraine dated 29 June 2017; extract from the website of the State Statistics Service of Ukraine	Lettre du Service national des frontières de l'Ukraine du 29 juin 2017
UKR-89(RCC) (Corr.)	Certificate of compliance [[xxx]] issued to PJSC [[xxx]]	
UKR-90(RCC)	Certificate of compliance [[xxx]] issued to PJSC [[xxx]]	
UKR-92	Statistics "On the number of Russian citizens that travelled to Ukraine for 'official, business and diplomatic' purposes in 2014-2016"	
UKR-94	Eurasian Economic Commission, Decision No. 20, 28 April 2017	
UKR-95	"Russia's customs service halts all Ukrainian imports, says Ukraine's Employers Federation", Interfax-Ukraine, 14 August 2013	
UKR-96	R. Emmott, "Putin warns Ukraine over Europe ambitions", Reuters, 23 September 2014	
UKR-97	"Russia is getting ready to cease cooperation with Ukraine in production of aircraft", 22 August 2013, Levyy Bereg	
UKR-98	B. Hoyle, "Russia threatens to back Ukraine split", The Times, 23 September 2013	
UKR-99	S. Walker, "Ukraine's EU trade deal will be catastrophic, says Russia", The Guardian, 22 September 2013	
UKR-100	J. Fleming, "Lithuania warns Russia over cheese ban and KGB smears", Euractiv, 6 November 2013	
UKR-101	"More than 500 trucks occupied the Russian-Ukrainian border", Vesti, 31 October 2013	
UKR-102	Russia will strengthen customs control if Kyiv is to sign an agreement with the EU, RIA Novosti Ukraine, 18 August 2013	
UKR-104	Russia's government Order No. 328 "On implementation of state program of Russian Federation 'Development of the manufacturing industry and increase of its competitiveness'", 15 April 2014	
UKR-105	The main results of the work of Russia's Ministry of Industry and Trade in 2016, 19 April 2017	
UKR-106	Russia's government Decree No. 925 Moscow "On the priority of goods of Russian origin, works and services performed by Russian persons in relation to goods originating from a foreign country, work, services performed by foreign Persons", 16 September 2016	
UKR-107	Gazeta.ru, "The most popular foreign city of winter was Kyiv", 1 June 2016.	
UKR-108	RBC, "Russian tourists in 2016 became less likely to travel abroad", 16 March 2016	
UKR-109	LentaRu, "Ukraine enters the top 5 popular foreign country destinations for Russians", 25 July 2016.	
UKR-110	Statistics on most popular destinations for Russian citizens in 2014-2016	
UKR-111(RCC)	Applications submitted by PJSC [[xxx]], 1 October 2014	
UKR-112(RCC)	Applications submitted by PJSC [[xxx]] on behalf of PJSC [[xxx]], 22 December 2014	
UKR-113(RCC)	Decisions [[xxx]], 20 and 21 January 2015	
UKR-114	Ukraine's Law "On Border Control"	
UKR-115	Ukraine's Law "On the legal status of foreigners and stateless persons"	
UKR-116	Ukraine's Law No 1207-VII "On Securing the Rights and Freedoms of Citizens and the Legal Regime on the Temporarily Occupied Territory of Ukraine", 15 April 2014	

Pièce présentée au Groupe spécial	Titre	Titre abrégé
UKR-117	Resolution No. 86 of the Cabinet of Ministers of Ukraine "On certain issues of the state border of Ukraine crossing", 4 March 2015	
UKR-118	Resolution No. 884 of the Cabinet of Ministers of Ukraine "On approval of the Procedure of sufficient funds proof for foreigners and apartheid for entry into, stay in, transit through and leaving the territory of Ukraine and of calculation of such funds", 4 December 2013.	
UKR-119	Agreement between Ukraine and Russia on visa-free travels for citizens of Russia and Ukraine, 16 January 1997	
UKR-120	Resolution of the Cabinet of Ministers of Ukraine No. 23 "On suspension of validity of certain provisions of the Agreement between [Ukraine] and [Russia] on visa-free travels for citizens of [Russia] and Ukraine", 30 January 2015	
UKR-123	Agreement between Ukraine and Russia on the procedure of crossing Ukraine-Russian state border by citizens living in the border regions of Ukraine and Russia	
UKR-124	Commission Implementing Regulation (EU) 2016/90 of 26 January 2016 amending Council Implementing Regulation (EU) No 102/2012 imposing a definitive anti-dumping duty on imports of steel ropes and cables originating, <i>inter alia</i> , in Ukraine following a partial interim review pursuant to Article 11(3) of Council Regulation (EC) No 1225/2009	Règlement d'exécution (UE) 2016/90 de la Commission instituant un droit antidumping sur les importations de câbles en acier en provenance, entre autres, d'Ukraine
UKR-125	Government of Pakistan National Tariff Commission Report On Final Determination and Levy of Definitive Anti-Dumping Duties on Dumped Imports of Cold Rolled Coils/Sheets into Pakistan Originating in and/or Exported from the People's Republic of China and Ukraine, ADC NO 35/2015/NTC/CRC, January 13, 2017	Rapport de la Commission tarifaire du Pakistan concernant les droits antidumping sur les rouleaux/tôles laminés à froid en provenance de Chine et d'Ukraine
UKR-126	Final Findings, Anti-dumping investigation concerning imports of "Cold-Rolled flat products of alloy or non-alloy steel" originating in or exported from China PR, Japan, Korea RP and Ukraine-reg, Government of India, Ministry of Commerce & Industry, Department of Commerce (Directorate General of Anti-Dumping & Allied Duties), F.No.14/12/2016-DGAD, 10 April 2017	Constatations finales du Département du commerce de l'Inde dans le cadre de l'enquête antidumping visant "les produits plats laminés à froid, en aciers alliés ou non alliés" en provenance, entre autres, d'Ukraine
UKR-127	Resolution No. 367 of the Cabinet of Ministers of Ukraine "On Approval of the Procedure for Entry into and Exit from the Temporarily Occupied Territory of Ukraine," 4 June 2015	Résolution n° 367
UKR-128	"Russia hits at Ukraine with chocolate war", Euractiv, 14 August 2013	
UKR-129	Customs Union Customs Code (selected provisions)	Code des douanes de l'Union douanière
UKR-131	D. Cenusă, M. Emerson, T. Kovziridese & V. Movchan, Russia's Punitive Trade Policy Measures towards Ukraine, Moldova and Georgia, CEPS Working Document, No. 400, September 2014	
UKR-132	"An unfortunate agreement with the anti-Russian nature - Russia's reaction to the ratification of the Ukraine-EU Association Agreement", 24TV, 31 May 2017	
UKR-134(RCC)	Letter [[xxx]] from PJSC [[xxx]], 22 September 2017	
UKR-135(RCC)	Letter [[xxx]] from PJSC [[xxx]], 21 September 2017	
UKR-136(RCC)	Letter [[xxx]] from PJSC [[xxx]], 7 September 2017	
UKR-137(RCC)	Letter [[xxx]] from PJSC [[xxx]], 25 September 2017	
UKR-138(RCC)	Letter [[xxx]] from PJSC [[xxx]], 22 September 2017	
UKR-139(RCC)	Letter [[xxx]] from company [[xxx]] to Ukraine's Ministry of Economic Development and Trade, 12 September 2017	
UKR-140	GOST 31814-2012 "Conformity assessment. General Rules of sampling for tests of products in the course of conformity assessment"	GOST 31814-2012
UKR-141(RCC)	Letter from the Federal Agency for Railway Transport to JSC [[xxx]] – on validity of certificates, 10 August 2016	
UKR-147	Letter from Border Department of Odessa, 13 December 2017	

Pièce présentée au Groupe spécial	Titre	Titre abrégé
UKR-148(RCC)	Extract of Belarus Register with information concerning certificates issued to PJSC [[xxx]]	
UKR-150	Extract of the FBO's Register, November 2017	
UKR-151(RCC)	Inspection act of certified products of PJSC [[xxx]], 23 January 2014	
UKR-152(RCC)	Inspection act of certified products of PJSC [[xxx]], 24 January 2014	
UKR-154	Extract of the Unified Register of certificates issued to Ukrainian producers under the CU Technical Regulations	
UKR-155 (Corr.)	The Order of Administration of the State Border Service of Ukraine "On approval of Regulation on the State Border Protection Agency of the State Border Service of Ukraine"	
RUS-2	Protocol of the 61st Meeting of the Commission of the Rolling Stock of 22-24 March 2016 and the annexed Dissenting opinion; The Railway Administration of the Russian Federation	Protocole de la réunion de mars 2016 de la Commission du matériel roulant
RUS-3	Letter of the FBO No. [[xxx]] of 2 October 2014	
RUS-4	Letter of the FBO No. [[xxx]] of 23 January 2015	
RUS-5	Extract of the FBO's Register with respect to the suspended certificates	
RUS-6(RCC)	Declaration of FBO employees	
RUS-11(RCC)	Certificate of Conformity [[xxx]]	
RUS-12(RCC)	Certificate of Conformity [[xxx]]	
RUS-13	Explanatory letter of the Eurasian Economic Commission	
RUS-14	Protocol of the State Border Service of Ukraine, Border Department of Odessa, 17 April 2014	Protocole du Service des frontières
RUS-15	Facebook post of 10 July 2017	
RUS-16	Facebook post of 11 July 2017	
RUS-17	Official website of Ukraine's Ministry of Economic Development and Trade, "First meeting in the WTO with respect to Russia's ban on imports of Ukrainian railway products", 11 July 2017	
RUS-18	Eurointegration, "Russia's ban on imports of railway products from Ukraine will be considered in the WTO", 10 July 2017	
RUS-19	Facebook post of 9 July 2017	
RUS-22	Abstract from Ukraine's Criminal Code	Code pénal ukrainien
RUS-23	Organization Standard CTO PC-FZT 08-2013 "Procedure of organization and implementation of inspection control of certified products"	PC-FZT 08-2013
RUS-25	Certification Rules R CSFRT 31/PMG 40-2003 (P SSFZhT 31/PMG 40-2003) "Procedure of certification of technical equipment of railway transport"	CS FRT 31/PMG 40-2003
RUS-27(RCC)	Report of Financial Results for 2015 of Public Joint-Stock Company [[xxx]]	
RUS-28(RCC)	Report of Financial Results for 2015 of Public Joint-Stock Company "Public Joint Stock Company [[xxx]]"	
RUS-29(RCC)	Report of Financial Results for 2015 of Public Joint-Stock Company "Public Joint Stock Company [[xxx]]"	
RUS-30(RCC)	Report of Financial Results for 2015 of Public Joint-Stock Company "Public Joint-Stock Company [[xxx]]"	
RUS-31(RCC)	Report of Financial Results for 2015 of Public Joint-Stock Company "Public Joint Stock Company [[xxx]]"	
RUS-32	Travel advice of the Department of the Situation and Crisis Center of the Ministry of Foreign Affairs of Russia	Conseils aux voyageurs de la Russie
RUS-33	Media report "Chaos grips Odessa, Ukraine's third-largest city", 2 May 2014	Article de presse, 2 mai 2014
RUS-34	Media report "Dozens die in Odessa, rebels down Ukraine helicopters", 2 May 2014	Article de presse, 2 mai 2014
RUS-35	Media report "How did Odessa's fire happen?", 6 May 2014	Article de presse, 6 mai 2014
RUS-36	Media report "Ukrainian protestors vandalise Russian bank", 22 November 2016	Article de presse, 22 novembre 2016
RUS-37	Mass media report "Ukraine Political Crisis Update: Russian Banks Attacked On Anniversary Of Revolution", 20 February 2016	Article de presse, 20 février 2016
RUS-38	Decree of the Cabinet of Ministers of Ukraine "On Approval of the Procedure for Entry into and Exit of the Temporarily Occupied Territory of Ukraine"	

Pièce présentée au Groupe spécial	Titre	Titre abrégé
RUS-39(RCC)	Volume of Purchase by the company [[xxx]] of the park of Russia's cargo wagons in 2013-2016	
RUS-40(RCC)	Volume of Purchase by [[xxx]] of Production for Rolling Stock in the Period 2012-2016	
RUS-42	List of the certificates of conformity to the requirements of CU Technical Regulations 001/2011, 002/2011, 003/2011 issued in the period from 02 August 2014 to 31 August 2017 to foreign manufacturers	
RUS-43	Report on the governmental portal of Ukraine "Citizens of the Russian Federation to enter Ukraine on foreign passports, PM on the Government's decision"	
RUS-45	News on the web-site of Russian Ministry of Foreign Affairs "On changing of the order of trips of Russian citizens to Ukraine"	
RUS-46	News on the web-site of Russian Ministry of Foreign Affairs "On changing of the order of trips of Russian citizens to Ukraine"	
RUS-47	News on the web-site of Russian Ministry of Foreign Affairs "Statement of the Russian Ministry of Foreign Affairs in connection with the new restrictions of the Ukrainian authorities against Russian citizens"	
RUS-49(RCC)	Table of the valid certificates issued to Ukrainian producers on the basis of CU Technical Regulations 001/2011, 002/2011 and 003/2011 (based on Exhibit UKR-13)	
RUS-50(RCC)	Certificates of conformity issued on the basis of CU Technical Regulations 001/2011, 002/2011 and 003/2011 during the period from 02 August 2014 to 31 August 2017 to the third countries producers	
RUS-51(RCC)	The certificates issued by the certification body of the Republic of Belarus and the Republic of Kazakhstan to Ukrainian producers (as of 15 September 2017)	
RUS-52	Extract of Belarusian registry of certificates [[xxx]]	
RUS-53	Extract of Belarusian registry of certificates [[xxx]]	
RUS-55	Media report, 20 February 2014	
RUS-56	Media report, 29 January 2014	
RUS-57	Media report, 2 March 2014	
RUS-58	Media report, 2 March 2014	
RUS-59	Media report, 3 February 2014	
RUS-60	Media report, 10 May 2017	
RUS-61	Abstract from "Report on the human rights situation in Ukraine: 16 November 2016 to 15 February 2017"	Rapport de 2017 du HCDH
RUS-62(RCC)	Documents of the FBO providing for the inconsistencies of the certified products of PJSC [[xxx]]	
RUS-63(RCC)	Documents of the FBO providing for the inconsistencies of the certified products of PJSC [[xxx]]	
RUS-64(RCC)	Documents of the FBO providing for the inconsistencies of the certified products of PJSC [[xxx]]	
RUS-65(RCC)	Documents of the FBO providing for the inconsistencies of the certified products of PJSC [[xxx]]	
RUS-66(RCC)	Documents of the FBO providing for the inconsistencies of the certified products of PJSC [[xxx]]	
RUS-67(RCC)	Letter from company [[xxx]] to the FBO of 23 May 2016	
RUS-68(RCC)	Letter from company [[xxx]] to the Deputy Minister of the Ministry of Transport of 13 June 2013	
RUS-69(RCC)	Letter from company [[xxx]] to the FBO of 3 December 2015	
RUS-70(RCC)	Letter from company [[xxx]] to the FBO of 17 February 2013	
RUS-71	Abstract from the Statute of the Federal Agency for Railway Transport of Russia's Ministry of Transport	
RUS-72	Information provided on analytical website Share Ukrainian Potential with respect to the company [[xxx]]	
RUS-73(RCC)	Letter from company [[xxx]] to the FBO of 3 November 2017	
RUS-74	Uaprom.info, extract from article	
RUS-75	Center of Transport Strategies, extract from the article, "Second life: How [[xxx]] produces railway wheels from scrap iron", 8 November 2016	

Pièce présentée au Groupe spécial	Titre	Titre abrégé
RUS-77(RCC)	Information provided by the FBO on certificates of conformity with the requirements of CU Technical Regulations 001/2011, 002/2011, and 003/2011 issued in the period from 2 August.2014 to 31 August 2017 to foreign manufacturers	
RUS-78(RCC)	Letter from company [[xxx]] to the FBO of 7 November 2017, [[xxx]]	
RUS-79(RCC)	The documents of the FBO providing for the lack of inconsistencies of the certified products of PJSC [[xxx]] under the CU Technical Regulations	
RUS-80(RCC)	The documents of the FBO providing for the lack of inconsistencies of the certified products of PJSC [[xxx]] under the CU Technical Regulations	
RUS-81(RCC)	The documents of the FBO providing for the lack of inconsistencies of the certified products of PrJSC [[xxx]] under the CU Technical Regulations	
RUS-82(RCC)	The documents of the FBO providing for the lack of inconsistencies of the certified products of PJSC [[xxx]] under the CU Technical Regulations	
RUS-85(RCC)	Extract of the FBO's Register with respect to the suspended certificates (dates of suspension and reasons for suspension)	
RUS-89(RCC)	The Decision of the FBO on issuance of the conformity certificate [[xxx]]	
RUS-90(RCC)	The Decision of the FBO on issuance of the conformity certificate [[xxx]]	
RUS-92(RCC)	Order of Federal Agency on Railway Transport as of 27 January 2016 No. 50/k "On temporary assignment of performance of duties"	
RUS-93(RCC)	Extract of the FBO's Register concerning Kazakh producers	
RUS-94(RCC)	Extract of the FBO's Register concerning Belarusian producers	
RUS-95(RCC)	Extract of the FBO's Register concerning European producers	

ABRÉVIATIONS UTILISÉES DANS LE PRÉSENT RAPPORT

Abréviation	Désignation
Accord OTC	Accord sur les obstacles techniques au commerce
Convention de Vienne	Convention de Vienne sur le droit des traités, faite à Vienne le 23 mai 1969, 1155 R.T.N.U. 331; 8 International Legal Materials 67
GATT DE 1994	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994
HCDH	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
IBF	Institution budgétaire fédérale "Registre de certification concernant le transport ferroviaire fédéral".
Mémoire d'accord	Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends
OMC	Organisation mondiale du commerce
ORD	Organe de règlement des différends
PJSC	Société publique par actions
RCC	Renseignements commerciaux confidentiels
Règles CS FRT	Règlements de la Russie régissant les procédures d'évaluation de la conformité des produits ferroviaires qui font partie du système de certification pour le transport ferroviaire fédéral
Russie	Fédération de Russie
Traité de l'UEE	Traité instituant l'Union économique eurasiatique
UEE	Union économique eurasiatique
Union douanière	Union économique eurasiatique, établie en vertu du Traité du 29 mai 2014 instituant l'Union économique eurasiatique (anciennement, Union douanière entre la République du Bélarus, la République du Kazakhstan et la Fédération de Russie)

1 INTRODUCTION

1.1 Plainte de l'Ukraine

1.1. Le 21 octobre 2015, l'Ukraine a demandé l'ouverture de consultations avec la Fédération de Russie (la Russie) conformément aux articles 1^{er} et 4 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémoire d'accord), à l'article XXII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (GATT de 1994) et à l'article 14 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce (Accord OTC), au sujet des mesures et allégations exposées ci-après.¹

1.2. Les consultations ont eu lieu le 4 décembre 2015.²

1.2 Établissement et composition du Groupe spécial

1.3. Le 10 novembre 2016, l'Ukraine a demandé, conformément à l'article 6 du Mémoire d'accord, l'établissement d'un groupe spécial doté du mandat type.³ À sa réunion du 16 décembre 2016, l'Organe de règlement des différends (ORD) a établi un groupe spécial comme l'Ukraine l'avait demandé dans le document WT/499/2, conformément à l'article 6 du Mémoire d'accord.⁴

1.4. Le mandat du Groupe spécial est le suivant:

"Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes des accords visés cités par les parties au différend, la question portée devant l'ORD par l'Ukraine dans le document WT/DS499/2; faire des constatations propres à aider l'ORD à formuler des recommandations ou à statuer sur la question, ainsi qu'il est prévu dans lesdits accords."⁵

1.5. Le 2 mars 2017, les parties sont convenues que le Groupe spécial aurait la composition suivante:

Président: M. Ronald Saborío Soto

Membres: M. Hugo Cayrús
M. Hunter Nottage

1.6. Le Canada, la Chine, les États-Unis, l'Inde, l'Indonésie, le Japon, Singapour et l'Union européenne ont notifié leur intérêt pour la participation aux travaux du Groupe spécial en tant que tierces parties.

1.3 Travaux du Groupe spécial

1.3.1 Généralités

1.7. Après avoir consulté les parties, le Groupe spécial a adopté ses procédures de travail et son calendrier le 24 mars 2017 et le 27 mars 2017, respectivement. Il a adopté une version modifiée de son calendrier les 10 avril 2017 et 29 mars 2018, et de ses procédures de travail le 4 octobre 2017.⁶

1.8. Le Groupe spécial a tenu une première réunion de fond avec les parties les 10 et 11 juillet 2017. Une séance avec les tierces parties a eu lieu le 10 juillet 2017. Le Groupe spécial a tenu une deuxième réunion de fond avec les parties les 6 et 7 novembre 2017. Le 18 décembre 2017, il a remis la partie descriptive de son rapport aux parties. Il a remis son

¹ Voir WT/DS499/1.

² Voir la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Ukraine (demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Ukraine), WT/DS499/2.

³ Voir WT/DS499/2.

⁴ Voir WT/DSB/M/390, paragraphe 5.4.

⁵ WT/DS499/3.

⁶ Voir les procédures de travail du Groupe spécial à l'annexe A-1.

rapport intérimaire aux parties le 19 avril 2018. [Il a remis son rapport final aux parties le 25 mai 2018.

1.3.2 Procédures de travail concernant les renseignements commerciaux confidentiels (RCC)

1.9. Le 16 mars 2017, à la réunion d'organisation du Groupe spécial, l'Ukraine et la Russie ont demandé au Groupe spécial d'adopter des procédures de travail additionnelles pour la protection de tout RCC que les parties pourraient lui communiquer. Le 17 mars 2017, le Groupe spécial a soumis aux parties les procédures qu'il proposait pour les RCC. Le 20 mars 2017, les deux parties ont présenté des observations sur les procédures proposées pour les RCC. Compte tenu de ces observations, le Groupe spécial a adopté, le 23 mars 2017, les procédures de travail additionnelles concernant les renseignements commerciaux confidentiels.⁷

1.10. À la suite d'une invitation du Groupe spécial, le 18 juin 2018, l'Ukraine a présenté des demandes spécifiques en vue de nouvelles suppressions de RCC dans la version publique du rapport du Groupe spécial. La Russie n'a pas présenté de demandes de ce type. Sur la base de la communication de l'Ukraine, nous avons apporté les modifications appropriées à la version publique du rapport du Groupe spécial.

1.3.3 Décision préliminaire

1.11. Le 3 avril 2017, la Russie a présenté au Groupe spécial une demande de décision préliminaire dans laquelle elle alléguait que la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Ukraine ne satisfaisait pas aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémoire d'accord. L'Ukraine a répondu à la demande de la Russie, le 13 avril 2017. La Russie a présenté des observations sur la réponse de l'Ukraine, le 18 mai 2017. L'Ukraine a présenté des observations concernant les observations de la Russie, le 30 mai 2017. Il a été par ailleurs indiqué aux parties qu'elles pourraient s'exprimer de nouveau sur la demande de la Russie dans le cadre de leurs déclarations orales liminaires à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties. Le Groupe spécial a en outre indiqué aux tierces parties qu'elles pourraient formuler des observations sur la demande de la Russie dans leurs communications écrites au Groupe spécial, ou dans leurs déclarations orales à la séance avec les tierces parties tenue dans le contexte de la première réunion de fond du Groupe spécial. La Russie ayant demandé au Groupe spécial de rendre une décision préliminaire avant la première réunion de fond (ce qu'il a jugé irréalisable), le Groupe spécial a rendu ses conclusions sur la demande de décision préliminaire de la Russie le 17 juillet 2017, peu après la fin de la première réunion de fond.

1.12. Dans ses conclusions concernant la demande de décision préliminaire de la Russie, le Groupe spécial a indiqué que les raisons sous-tendant ses conclusions feraient partie intégrante de son rapport. En conséquence, les conclusions du Groupe spécial et les raisons qui les sous-tendent sont exposées plus loin à la section 7.1.1.

2 ASPECTS FACTUELS

2.1. Le présent différend concerne certaines mesures prises, selon les allégations, par la Russie s'agissant de ses procédures d'évaluation de la conformité des produits ferroviaires, qui se rapportent aux fournisseurs ukrainiens. Les produits concernés ont été identifiés par l'Ukraine comme étant le matériel ferroviaire roulant, les dispositifs d'aiguillage, d'autres matériels ferroviaires et leurs parties. Des certificats de conformité sont exigés pour mettre ces produits sur le marché de la Russie.

2.2. Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, l'Ukraine conteste les mesures ci-après dont il est allégué qu'elles sont imposées par la Russie. La section II de ladite demande indique ce qui suit:

Depuis 2014, les certificats d'évaluation de la conformité délivrés par l'institution budgétaire fédérale "Registre de certification concernant le transport ferroviaire

⁷ Voir les procédures de travail additionnelles du Groupe spécial concernant les RCC à l'annexe B-2.

fédéral" (IBF "RC TFF") aux producteurs ukrainiens de produits ferroviaires avant l'entrée en vigueur des Règlements techniques sont systématiquement suspendus.

De plus, les producteurs ukrainiens ne peuvent pas obtenir de nouveaux certificats d'évaluation de la conformité sur la base des Règlements techniques auprès des organismes de certification de la Fédération de Russie. Les demandes présentées par les producteurs ukrainiens à l'IBF "RC TFF" ont été systématiquement rejetées ou renvoyées sans être examinées.

En outre, les certificats d'évaluation de la conformité délivrés par les autorités de la République du Bélarus et de la République du Kazakhstan ne sont pas reconnus par les autorités de la Fédération de Russie. De fait, les autorités compétentes de la Fédération de Russie, y compris son Ministère des transports et l'Agence fédérale du transport ferroviaire, ont décidé que le Règlement technique n° 001/2011 s'appliquait uniquement aux marchandises produites dans les pays de l'Union douanière. Par conséquent, les autorités de la Fédération de Russie ont conclu que les certificats d'évaluation de la conformité délivrés aux producteurs ukrainiens dans les autres pays de l'Union douanière n'étaient pas valides sur le territoire de la Fédération de Russie et que les produits ferroviaires de ces producteurs ne pouvaient être ni importés ni enregistrés pour une utilisation sur le territoire de la Fédération de Russie.

Les mesures en cause visées par la présente demande d'établissement d'un groupe spécial sont les suivantes:

- 1) Le fait d'empêcher systématiquement les producteurs ukrainiens d'exporter leurs produits ferroviaires vers la Fédération de Russie par le biais de la suspension de leurs certificats d'évaluation de la conformité valides, du refus de leur délivrer de nouveaux certificats d'évaluation de la conformité et de la non-reconnaissance des certificats d'évaluation de la conformité délivrés par les autorités compétentes des autres membres de l'Union douanière, à savoir la République du Bélarus et la République du Kazakhstan. Cette pratique est attestée par les instructions des autorités de la Fédération de Russie énumérées aux annexes I, II et III.
- 2) La suspension des certificats d'évaluation de la conformité, le rejet des nouvelles demandes de certificats d'évaluation de la conformité et le refus de reconnaître les certificats d'évaluation de la conformité valides délivrés par les autres pays de l'Union douanière à l'égard des producteurs ukrainiens, mentionnés aux annexes I, II et III.
- 3) Le Règlement technique n° 001/2011 sur la sécurité du matériel ferroviaire roulant, lu conjointement avec le Protocole n° A 4-3 du Ministère des transports de la Fédération de Russie concernant la délivrance par l'autorité de certification de l'Union douanière des certificats de conformité pour les produits fabriqués par des pays tiers, adopté le 20 janvier 2015, et les instructions mentionnées à l'annexe III.

Par suite des mesures décrites ci-dessus, il a été effectivement interdit à certains producteurs ukrainiens d'exporter des produits ferroviaires vers la Fédération de Russie. À la suite de la mise en œuvre des mesures en cause, les exportations de ces produits de l'Ukraine vers la Fédération de Russie, qui s'élevaient à 1,7 milliard de dollars EU en 2013, sont tombées à 600 millions de dollars EU en 2014 et à seulement 110 millions de dollars EU en 2015.⁸

3 CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS DEMANDÉES PAR LES PARTIES

3.1. L'Ukraine demande que le Groupe spécial constate que:

⁸ WT/DS499/2, page 2.

- a. le fait d'empêcher systématiquement que des produits ferroviaires ukrainiens soient importés en Russie est incompatible avec les obligations de la Russie au titre des articles I:1, XI:1 et XIII:1 du GATT de 1994;
- b. les instructions émises par l'autorité russe compétente qui suspendent des certificats de conformité valides détenus par des producteurs ukrainiens de produits ferroviaires, ainsi que plusieurs décisions émises par l'autorité russe compétente qui rejettent les demandes de certificats de conformité présentées par des producteurs ukrainiens de produits ferroviaires, sont incompatibles avec les obligations de la Russie au titre de l'article 5.1.1, 5.1.2 et 5.2.2 de l'Accord OTC; et
- c. la décision de la Russie de ne pas accepter sur son territoire la validité des certificats délivrés aux producteurs ukrainiens dans d'autres pays de l'Union douanière⁹, figurant dans le Protocole n° A 4-3 du Ministère des transports et dans les décisions énumérées à l'annexe III de la demande d'établissement d'un groupe spécial lus conjointement avec le Règlement technique n° 001/2011, est incompatible avec les obligations de la Russie au titre des articles 2.1, 5.1.1 et 5.1.2 de l'Accord OTC et des articles I:1, III:4 et X:3 a) du GATT de 1994.¹⁰

3.2. L'Ukraine demande en outre, conformément à l'article 19:1 du Mémoire d'accord, que le Groupe spécial recommande que la Russie rende ses mesures conformes à ses obligations dans le cadre de l'OMC au titre du GATT de 1994 et de l'Accord OTC.

3.3. La Russie demande que le Groupe spécial constate que les mesures contestées par l'Ukraine ne relèvent pas de son mandat. À titre subsidiaire, elle demande que le Groupe spécial rejette, dans leur intégralité, les allégations formulées par l'Ukraine dans le présent différend et constate que les mesures contestées ne sont pas incompatibles avec les obligations de la Russie dans le cadre de l'OMC.

4 ARGUMENTS DES PARTIES

4.1. Les arguments des parties sont exposés dans les résumés analytiques qu'elles ont fournis au Groupe spécial conformément au paragraphe 19 des procédures de travail adoptées par celui-ci (voir les annexes B-1, B-2, B-3 et B-4).

5 ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES

5.1. Les arguments du Canada, des États-Unis, de l'Indonésie, du Japon et de l'Union européenne sont exposés dans les résumés analytiques qu'ils ont fournis au Groupe spécial conformément au paragraphe 20 des procédures de travail adoptées par celui-ci (voir les annexes C-1, C-2, C-3, C-4 et C-5). La Chine, l'Inde et Singapour n'ont pas présenté d'arguments écrits ou oraux au Groupe spécial.

6 RÉEXAMEN INTÉrimAIRE

6.1. Le 19 avril 2018, le Groupe spécial a remis son rapport intérimaire aux parties. Le 3 mai 2018, l'Ukraine et la Russie ont demandé par écrit que des aspects précis du rapport intérimaire soient réexaminés. Le 14 mai 2018, l'Ukraine et la Russie ont présenté des observations sur leurs demandes de réexamen respectives. Aucune partie n'a demandé de réunion consacrée au réexamen intérimaire.

6.2. Conformément à l'article 15:3 du Mémoire d'accord, la présente section du rapport expose la réponse du Groupe spécial aux demandes présentées par les parties pendant la phase de réexamen intérimaire.

⁹ Dans le cadre de la présente procédure, les parties ont utilisé l'expression "Union douanière" pour désigner l'Union économique eurasiatique, établie en vertu du Traité du 29 mai 2014 instituant l'Union économique eurasiatique (anciennement, Union douanière entre le Bélarus, le Kazakhstan et la Russie).

¹⁰ Ukraine, première communication écrite, paragraphe 401; et deuxième communication écrite, paragraphes 447 à 450.

6.3. En plus des modifications indiquées ci-après, le Groupe spécial a corrigé des erreurs typographiques et apporté des clarifications d'ordre rédactionnel ne portant pas sur le fond dans son rapport, y compris celles que les parties avaient indiquées. Nous avons également apporté, lorsque cela était pertinent, certaines modifications horizontales que l'Ukraine avait incluses sous la rubrique "erreurs typographiques" dans ses observations du 3 mai 2018.

6.4. La numérotation de certains des paragraphes et notes de bas de page du rapport a changé en comparaison de celle du rapport intérimaire. Dans l'exposé ci-après, les numéros indiqués sont ceux du rapport, les numéros correspondants du rapport intérimaire étant inclus lorsqu'ils sont différents.

6.1 Décision préliminaire du Groupe spécial

6.5. En ce qui concerne le paragraphe 7.16, l'Ukraine demande que le Groupe spécial apporte des modifications afin de rendre pleinement compte de la position de l'Ukraine sur l'allégation de la Russie selon laquelle elle n'a pas fourni le fondement juridique suffisant pour énoncer clairement le problème.

6.6. La Russie ne s'oppose pas aux suggestions de l'Ukraine, à condition qu'il soit précisé que les modifications suggérées reflètent la position de l'Ukraine.

6.7. Le Groupe spécial a apporté les modifications appropriées au paragraphe 7.16.

6.8. En ce qui concerne le paragraphe 7.18, l'Ukraine demande que le Groupe spécial apporte des modifications afin de mieux rendre compte de la position de l'Ukraine sur ce qui permet de distinguer sa demande d'établissement d'un groupe spécial de celles des parties plaignantes dans l'affaire *Chine – Matières premières*.

6.9. Le Groupe spécial a apporté les modifications appropriées au paragraphe 7.18.

6.10. S'agissant des paragraphes 7.32 et 7.33, l'Ukraine demande, afin d'éviter tout doute quant à la position du Groupe spécial, que celui-ci explique en détail les raisons spécifiques pour lesquelles il est d'avis qu'il y a un lien suffisant entre la première mesure et les allégations au titre de l'article 5.1.1, 5.1.2 et 5.2.2 de l'Accord OTC.

6.11. Le Groupe spécial a apporté les modifications appropriées aux paragraphes 7.32 et 7.33. Compte tenu de l'observation de l'Ukraine visant à obtenir des précisions additionnelles, nous avons également précisé notre position concernant le lien entre les suspensions de certificats et les allégations de l'Ukraine au titre de l'article 5.2.2 de l'Accord OTC.

6.12. En ce qui concerne le paragraphe 7.34, l'Ukraine demande que le Groupe spécial mentionne au paragraphe 7.34 le fait qu'elle a abandonné ses allégations au titre de l'article 5.2.3 de l'Accord OTC et qu'il ajoute qu'il n'est pas nécessaire d'examiner ce lien.

6.13. Le Groupe spécial a ajouté la note de bas de page 29 au paragraphe 7.34 pour indiquer que l'Ukraine avait abandonné ses allégations au titre de l'article 5.2.3. Toutefois, nous ne pensons pas qu'il n'est pas nécessaire d'examiner le lien entre les mesures en cause et l'article 5.2.3. La demande de décision préliminaire présentée par la Russie concerne le point de savoir si la demande d'établissement d'un groupe spécial satisfait aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémoire d'accord et se rapporte, entre autres choses, aux allégations de l'Ukraine au titre de l'article 5.2.3. Nous estimons donc qu'il est nécessaire d'examiner cette question, indépendamment de la décision prise par l'Ukraine, longtemps après le dépôt de sa demande d'établissement d'un groupe spécial, d'abandonner ses allégations au titre de l'article 5.2.3.

6.14. En ce qui concerne le paragraphe 7.48, l'Ukraine demande que le Groupe spécial déplace la note de bas de page de la troisième à la deuxième phrase de ce paragraphe. Elle dit que la référence de l'Ukraine au rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *CE – Morceaux de poulet* renvoie au fait que l'article 6:2 du Mémoire d'accord prévoit que l'indication des produits en cause doit découler des mesures spécifiques indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, et non à son avis selon lequel il est nécessaire seulement pour certaines obligations dans le cadre de l'OMC d'indiquer les produits en cause pour indiquer les mesures en cause.

6.15. Le Groupe spécial ne pense pas que cette modification soit appropriée parce que l'approche générale du rapport consiste à inclure dans chaque paragraphe une seule note de bas de page qui comporte les références étayant les déclarations contenues dans l'ensemble du paragraphe.

6.16. En ce qui concerne le paragraphe 7.49, l'Ukraine demande que le Groupe spécial apporte des modifications afin de rendre compte d'une manière plus exacte de la position de l'Ukraine selon laquelle sa demande d'établissement d'un groupe spécial indiquait dûment les produits en cause.

6.17. La Russie s'oppose à la demande de l'Ukraine visant à ce qu'il soit ajouté, parmi les modifications demandées pour ce paragraphe, que la Russie admet que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Ukraine indique les produits en cause. Elle estime que cela est contraire à sa position dans la présente procédure.

6.18. Le Groupe spécial a apporté les modifications appropriées au paragraphe 7.49.

6.19. En ce qui concerne le paragraphe 7.54, l'Ukraine demande que le Groupe spécial ajoute un nouveau paragraphe qui complète la description de la position de l'Ukraine concernant ses observations sur la demande de décision préliminaire présentée par la Russie.

6.20. La Russie indique qu'elle ne voit aucune valeur ajoutée dans le paragraphe suggéré par l'Ukraine et qu'elle apprécierait, si le Groupe spécial devait accepter la demande de l'Ukraine, qu'il prenne en compte sa position sur cette question pour assurer un équilibre dans la présentation de la position de chaque partie.

6.21. Le Groupe spécial considère que les arguments auquel l'Ukraine fait référence sont déjà résumés de façon appropriée dans le paragraphe 7.49. Nous n'avons donc pas apporté de modifications au paragraphe 7.54.

6.22. En ce qui concerne le paragraphe 7.116, l'Ukraine demande que le Groupe spécial apporte des modifications afin d'indiquer avec plus de précision la position de l'Ukraine sur les différences entre l'indication des mesures en cause dans la demande de consultations et dans la demande d'établissement d'un groupe spécial.

6.23. Le Groupe spécial a apporté les modifications appropriées au paragraphe 7.116.

6.24. En ce qui concerne le paragraphe 7.127, l'Ukraine demande que le Groupe spécial précise à quels instruments juridiques énumérés dans la demande de consultations et dans la demande d'établissement d'un groupe spécial il fait référence.

6.25. Le Groupe spécial considère qu'aucune précision additionnelle n'est nécessaire. Une comparaison entre les deux documents à la lumière de notre explication figurant au paragraphe 7.161 permet d'identifier les instruments juridiques qui sont visés au paragraphe 7.127.

6.26. En ce qui concerne le paragraphe 7.168, la Russie demande que le Groupe spécial précise que dans ses communications, elle a souligné le fait que les lettres en question avaient été émises au titre d'un autre Règlement technique de l'Union douanière qui n'est pas mentionné dans la demande de consultations.

6.27. L'Ukraine s'oppose à la demande de la Russie parce qu'à son avis, la formulation actuelle de ce paragraphe rend compte avec exactitude des arguments de la Russie.

6.28. Le Groupe spécial a apporté les modifications appropriées au paragraphe 7.168.

6.2 Décision sur une demande d'exclusion de deux pièces du dossier

6.29. En ce qui concerne le paragraphe 7.207, l'Ukraine demande que le Groupe spécial ajoute un résumé de la position de l'Ukraine sur la demande de la Russie visant à l'exclusion de deux pièces du dossier.

6.30. La Russie n'est favorable à aucun résumé, description ou analyse additionnel concernant les questions soulevées par l'Ukraine dans cette demande en raison de leur nature politique.

6.31. Le Groupe spécial estime que la demande de l'Ukraine repose sur un postulat incorrect. L'Ukraine semble considérer que le paragraphe 7.207 est un résumé de la position de la Russie. Cela n'est pas le cas. Le paragraphe 7.207 cherche à établir le fondement de la demande de la Russie visant à l'exclusion de deux pièces. Nous avons résumé les arguments de la Russie dans le paragraphe 7.202 et ceux de l'Ukraine dans le paragraphe 7.203. Nous estimons donc qu'il n'est pas nécessaire de répéter le résumé des arguments de l'Ukraine.

6.32. En ce qui concerne le paragraphe 7.210, la Russie observe qu'elle prend note de la conclusion du Groupe spécial énoncée dans ce paragraphe mais remarque que la décision du Groupe spécial n'implique aucun jugement quant à la pertinence, l'exactitude ou la valeur de la teneur des pièces dont la Russie a demandé qu'elles soient exclues du dossier.

6.33. L'Ukraine note que l'observation de la Russie ne correspond pas au type de demandes qui peuvent être formulées en ce qui concerne le rapport intérimaire. Elle conteste en outre les vues exprimées par la Russie.

6.34. Le Groupe spécial note que les observations de la Russie sur le paragraphe 7.210 n'énoncent pas une demande spécifique de réexamen. Nous avons pris note des observations de la Russie.

6.3 Présentation des allégations et ordre d'analyse suivi par le Groupe spécial

6.35. En ce qui concerne le paragraphe 7.225, la Russie demande que le Groupe spécial décrive les mesures en cause comme il l'a fait au paragraphe 3.1 du rapport intérimaire, c'est-à-dire qu'il cite précisément la description que donne l'Ukraine des mesures en cause pertinentes.

6.36. L'Ukraine s'oppose à la demande de la Russie. À son avis, le paragraphe 7.225 indique avec exactitude les mesures en cause telles qu'elles sont décrites dans plusieurs parties des communications de l'Ukraine. L'Ukraine estime en outre qu'il ne serait pas approprié de suivre la description figurant au paragraphe 3.1 car ce paragraphe décrit spécifiquement sa demande de constatations.

6.37. Le Groupe spécial ne juge pas approprié d'apporter la modification demandée parce que ce paragraphe contient sa présentation des allégations formulées et l'ordre dans lequel il examine et analyse les allégations de l'Ukraine.

6.38. En ce qui concerne le paragraphe 7.230, l'Ukraine demande que le Groupe spécial modifie la dernière phrase afin de clarifier la description par l'Ukraine du fait allégué d'empêcher systématiquement les importations de produits ferroviaires ukrainiens en Russie.

6.39. Le Groupe spécial ne juge pas approprié d'apporter la modification demandée. Toutefois, nous avons apporté les modifications appropriées pour clarifier le texte du paragraphe.

6.4 Allégations concernant la suspension de certificats

6.4.1 Mesures en cause

6.40. En ce qui concerne le paragraphe 7.233, la Russie demande que le Groupe spécial remplace l'expression "occupational health and safety" (santé et sécurité au travail) par "labour safety" (sécurité au travail). Elle note qu'elle formule cette demande bien qu'elle n'ait pas contesté la traduction que l'Ukraine a fournie de la pièce UKR-2 (CS FRT 01-96).

6.41. L'Ukraine considère que la suggestion de la Russie n'est pas appropriée. Elle estime que l'expression "occupational health and safety" qui est utilisée dans la traduction anglaise de la pièce UKR-2 est plus appropriée dans le contexte de "l'environnement au travail" et de la "sécurité des conditions de travail", alors que l'expression "labour safety" proposée par la Russie est plus généralement utilisée dans le contexte de la protection sociale.

6.42. Le Groupe spécial estime qu'il n'y a pas de différence essentielle entre les deux expressions. Compte tenu de cela, nous acceptons la préférence de la Russie, notant aussi que la traduction concerne un instrument juridique russe. Nous avons donc apporté la modification appropriée au paragraphe 7.233.

6.43. S'agissant du paragraphe 7.236, la Russie demande que le Groupe spécial corrige les renseignements figurant dans le tableau 4 en ce qui concerne les dispositifs au titre desquels certains certificats ont été suspendus au moyen de deux instructions [[xxx]]. Selon elle, contrairement à ce qui est indiqué dans le tableau 4, les certificats n'ont pas tous été délivrés au titre du dispositif 3a. Certains l'ont été au titre du dispositif 5, qui prescrit également des inspections sur site. À l'appui de sa demande, la Russie présente deux nouvelles pièces (pièce RUS-100 et pièce RUS-101). Elle note qu'elle comprend parfaitement que les nouvelles pièces ont été présentées à un stade tardif de la procédure, après que la possibilité de présenter des éléments de preuve était devenue caduque. Toutefois, elle indique que ces éléments de preuve ne visent pas à faire valoir à nouveau son argumentation ni à avancer des arguments additionnels mais visent en fait à corriger une erreur factuelle. Elle estime en outre que la correction de cette erreur factuelle ne modifierait pas ses arguments, ni non plus les constatations du Groupe spécial.

6.44. L'Ukraine s'oppose à la demande de la Russie parce que le rapport intérimaire n'est pas le stade approprié pour présenter de nouveaux éléments de preuve. Elle estime en outre que la Russie a eu amplement la possibilité de formuler des observations sur la teneur des pièces sur lesquelles le Groupe spécial a fondé ses constatations.

6.45. Le Groupe spécial rappelle que l'Organe d'appel et des groupes spéciaux antérieurs ont constaté que, conformément à l'article 15 du Mémoire d'accord, le réexamen intérimaire était limité à la vérification d'aspects précis du rapport du groupe spécial et que cela n'incluait pas une évaluation d'éléments de preuve nouveaux et auxquels les parties n'avaient pas répondu.¹¹ Nous observons en outre que les demandes visant à la correction d'erreurs factuelles figurant dans le rapport intérimaire devraient être étayées par une référence aux éléments de preuve versés au dossier, puisque le Groupe spécial doit établir des constatations fondées sur les éléments de preuve versés au dossier.

6.46. Ainsi que la Russie le note, les renseignements indiqués dans le tableau 4 sont fondés sur les pièces présentées par l'Ukraine. La Russie n'a pas contesté les pièces présentées par l'Ukraine dans la mesure où elles concernaient les dispositifs au titre desquels certains certificats étaient suspendus, et elle n'a pas non plus présenté d'éléments de preuve contraires à un stade antérieur de la procédure. Elle signale peut-être à juste titre l'erreur factuelle qui apparaît dans le tableau 4. Toutefois, eu égard au champ limité du réexamen intérimaire et au stade tardif auquel il a lieu, nous ne jugeons pas approprié de prendre en compte de nouveaux éléments de preuve à ce stade tardif. Nous rejetons donc la demande de la Russie.

6.4.2 Compatibilité des suspensions avec l'article 5.1.1 de l'Accord OTC

6.47. En ce qui concerne la note de bas de page 202 (note de bas de page 200 du rapport intérimaire), les paragraphes 7.255 et 7.276, la note de bas de page 258 (note de bas de page 255 du rapport intérimaire) et la note de bas de page 260 (note de bas de page 257 du rapport intérimaire), l'Ukraine demande que le Groupe spécial apporte certaines modifications afin de rendre compte avec plus d'exactitude de la position de l'Ukraine sur les questions traitées dans ces paragraphes.

6.48. Le Groupe spécial a apporté les modifications appropriées à la note de bas de page 202 (note de bas de page 200 du rapport intérimaire) et aux paragraphes 7.255 et 7.276. Nous avons aussi apporté les modifications appropriées à la note de bas de page 258 (note de bas de page 255 du rapport intérimaire) et à la note de bas de page 260 (note de bas de page 257 du rapport intérimaire).

¹¹ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Sardines*, paragraphe 301. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 259; et le rapport du Groupe spécial *Russie – Porcins (UE)*, paragraphes 6.13 à 6.16.

6.49. En ce qui concerne le paragraphe 7.310, l'Ukraine demande que le Groupe spécial apporte certaines modifications afin de mieux rendre compte de la position de la Russie.

6.50. Le Groupe spécial ne juge pas approprié d'apporter les modifications demandées par l'Ukraine, parce que le résumé figurant au paragraphe 7.310 rend compte de manière adéquate de la position de la Russie. Toutefois, nous avons corrigé une erreur linguistique au paragraphe 7.310.

6.51. En ce qui concerne le paragraphe 7.312, l'Ukraine demande que le Groupe spécial inclue des références aux communications de tierces parties qu'elle a mentionnées dans sa deuxième communication écrite.

6.52. La Russie s'oppose à la demande de l'Ukraine et la juge inappropriée parce que les paragraphes auxquels l'Ukraine fait référence n'étaient pas sa position.

6.53. Le Groupe spécial a apporté les modifications appropriées à la note de bas de page 250 (247 du rapport intérimaire) afin de rendre compte du fait que dans ses communications, l'Ukraine faisait référence à certaines communications de tierces parties.

6.54. En ce qui concerne le paragraphe 7.316, l'Ukraine demande que le Groupe spécial apporte certaines modifications afin de mieux rendre compte de la position de la Russie. En particulier, elle demande que le Groupe spécial fasse référence au point de vue de la Russie concernant l'impossibilité de procéder à certaines formes de contrôle d'inspection en raison de la taille des produits devant être inspectés ou soumis à des essais.

6.55. La Russie s'oppose à la demande de l'Ukraine. Elle estime qu'elle a présenté ses observations sur le dispositif de certification applicable et la taille des produits seulement dans le contexte de l'examen du critère des caractéristiques physiques servant à déterminer si deux produits sont "similaires". Elle considère que les ajouts suggérés par l'Ukraine sont dénués de pertinence dans cette partie du rapport.

6.56. Le Groupe spécial note que, bien que la Russie ait fait référence dans sa deuxième communication écrite à l'impossibilité de procéder à certaines formes de contrôle d'inspection en raison de la taille des produits, il croit comprendre qu'elle n'a pas repris cet argument plus ancien aux stades ultérieurs de la procédure. Nous estimons que le point de vue de la Russie le plus actualisé sur cette question est exprimé dans sa déclaration liminaire à la deuxième réunion, spécifiquement aux paragraphes 35 et 43. Cela est confirmé en outre par la position de la Russie exposée dans les réponses auxquelles l'Ukraine a fait référence dans sa demande de réexamen. Sur cette base, nous ne jugeons pas nécessaire de rendre compte des vues plus anciennes de la Russie concernant la pertinence de la taille du produit aux fins de la réalisation de l'inspection hors site. Nous rejetons donc la demande de l'Ukraine.

6.57. En ce qui concerne le paragraphe 7.329, l'Ukraine demande que le Groupe spécial rende compte avec plus d'exactitude de la teneur de la pièce à laquelle il fait référence.

6.58. La Russie s'oppose à la demande de l'Ukraine parce que la pièce RUS-56 étaye dûment le fait que des manifestants ont pris le contrôle de cette ville.

6.59. Le Groupe spécial a apporté les modifications appropriées au paragraphe 7.329.

6.60. En ce qui concerne le paragraphe 7.331, l'Ukraine demande que le Groupe spécial insère une référence aux manifestations qui ont eu lieu "pour et contre" l'intervention russe en Ukraine, et pas seulement "contre", afin de rendre compte avec plus d'exactitude du contenu de la pièce à laquelle le Groupe spécial fait référence.

6.61. La Russie s'oppose à la demande de l'Ukraine parce que la pièce RUS-58 démontre qu'il s'agissait de rassemblements et de manifestations contre l'intervention russe en Ukraine et qu'il n'y a aucun élément de preuve étayant l'existence d'émeutes, d'affrontements ou de manifestations en faveur de la Russie ou demandant l'intervention de la Russie en Ukraine.

6.62. Le Groupe spécial a apporté les modifications appropriées au paragraphe 7.331.

6.63. En ce qui concerne le paragraphe 7.332, l'Ukraine demande que le Groupe spécial modifie la référence indiquant qu'il y a eu 42 morts et, à la place, fasse état de 31 morts afin de rendre compte de manière plus exacte de la teneur des pièces auxquelles il fait référence.

6.64. La Russie s'oppose à la demande de l'Ukraine parce que la pièce RUS-34 fait référence à 43 morts. Elle demande que le Groupe spécial remplace le chiffre de 42 morts par celui de 43 morts.

6.65. Le Groupe spécial a ajouté davantage de détails dans la note de bas de page 268 (note de bas de page 265 du rapport intérimaire) sur la teneur des pièces auxquelles il est fait référence dans ce paragraphe.

6.66. En ce qui concerne le paragraphe 7.333, l'Ukraine demande que le Groupe spécial fasse référence au fait que "des manifestants de droite ont brisé des vitrines et saccagé deux banques russes" plutôt qu'à des "attaques contre deux banques russes" et qu'il insère une référence aux manifestations pacifiques qui se sont déroulées au même moment, afin de rendre compte de manière plus exacte de la teneur de la pièce à laquelle il fait référence.

6.67. La Russie s'oppose à la demande de l'Ukraine parce qu'elle estime que cette demande est une tentative visant à atténuer les renseignements contenus dans les pièces pertinentes.

6.68. Le Groupe spécial a apporté les modifications appropriées au paragraphe 7.333 et ajouté la note de bas de page 269.

6.69. En ce qui concerne le paragraphe 7.335, l'Ukraine demande que le Groupe spécial apporte une modification pour rendre compte de manière plus exacte de la teneur de la pièce à laquelle il fait référence.

6.70. Le Groupe spécial a apporté les modifications appropriées au paragraphe 7.335.

6.71. S'agissant des paragraphes 7.329 à 7.336, l'Ukraine demande que le Groupe spécial reconsidère son utilisation des expressions "troubles civils", "confrontation armée" et "sentiment anti-russe", qui sont des expressions utilisées dans les articles de presse communiqués en tant que pièces par la Russie. Selon elle, le Groupe spécial devrait tenir compte du fait que ces expressions telles qu'elles sont utilisées par les médias pourraient ne pas constituer une description exacte des circonstances factuelles en cause.

6.72. Le Groupe spécial est conscient du fait que les sources dans lesquelles ces expressions sont utilisées sont des articles de presse. Nous notons toutefois que pendant la présente procédure, l'Ukraine n'a pas contesté la teneur de ces articles de presse et n'a pas non plus présenté d'autres éléments de preuve factuels qui jetteraient le doute sur l'exactitude de la description des événements relatés dans les pièces présentées par la Russie. Nous avons donc apporté les modifications appropriées à la note de bas de page 264 (note de bas de page 261 du rapport intérimaire).

6.73. En ce qui concerne le paragraphe 7.336, l'Ukraine demande que le Groupe spécial apporte diverses modifications concernant les dates relatives aux éléments de preuve examinés dans ce paragraphe, les régions où se sont produits les événements décrits et le type d'incidents décrits, afin de mieux rendre compte des conclusions factuelles tirées des éléments de preuve présentés par la Russie.

6.74. La Russie s'oppose à la demande de l'Ukraine parce que cela entraînerait des révisions dénuées de fondement, non fondées sur les faits de l'espèce et qui donneraient une représentation erronée de la situation actuelle pertinente. Elle fait référence aux éléments de preuve pertinents à l'appui de son point de vue selon lequel les modifications demandées par l'Ukraine ne sont pas fondées.

6.75. Le Groupe spécial a apporté les modifications appropriées au paragraphe 7.336.

6.76. S'agissant du paragraphe 7.338, l'Ukraine demande que le Groupe spécial apporte certaines modifications afin de rendre compte de manière plus exacte de la période couverte par les renseignements concernant l'entrée des ressortissants russes en 2017.

6.77. Le Groupe spécial a apporté les modifications appropriées au paragraphe 7.338 et à la note de bas de page 274 (note de bas de page 270 du rapport intérimaire).

6.78. En ce qui concerne le paragraphe 7.360, l'Ukraine demande que le Groupe spécial complête la référence au Code pénal ukrainien.

6.79. Le Groupe spécial a apporté la modification appropriée au paragraphe 7.360.

6.80. En ce qui concerne le paragraphe 7.378, l'Ukraine demande que le Groupe spécial inclue une référence à la période pertinente à laquelle les éléments de preuve font référence, c'est-à-dire, d'après ses indications, la période de janvier à mai 2014.

6.81. La Russie s'oppose à la demande de l'Ukraine parce que les éléments de preuve qu'elle a présentés couvrent la période de janvier 2014 à mai 2017. Elle estime que la modification suggérée par l'Ukraine ne rend pas compte de la situation factuelle.

6.82. Le Groupe spécial a apporté les modifications appropriées au paragraphe 7.378.

6.83. En ce qui concerne le paragraphe 7.379, l'Ukraine demande que le Groupe spécial précise que les faits auxquels il fait référence se sont produits à Kiev, où aucun des producteurs concernés n'est situé. Elle demande en outre que le Groupe spécial précise que les événements décrits dans la pièce RUS-36 font référence à des attaques menées contre le bureau d'un politicien ukrainien pro-russe et non contre sa personne.

6.84. La Russie s'oppose à la demande de l'Ukraine. Elle estime que cette demande est dénuée de fondement et elle fait référence à des éléments de preuve indiquant que les faits auxquels il est fait référence dans ce paragraphe se sont produits non seulement à Kiev mais partout en Ukraine.

6.85. Le Groupe spécial a apporté les modifications appropriées au paragraphe 7.379.

6.86. S'agissant des sections 7.3.2.2.5 et 7.4.2.3.3 (concernant l'analyse des "produits similaires"), l'Ukraine demande que le Groupe spécial formule dans ces sections les constatations de fait nécessaires qui aideraient l'Organe d'appel, si cela devenait pertinent, à compléter l'analyse juridique concernant la question des "produits similaires".

6.87. La Russie s'oppose à la demande de l'Ukraine. Selon elle, le Groupe spécial a décidé à juste titre d'appliquer le principe d'économie jurisprudentielle et les constatations demandées par l'Ukraine ne sont pas nécessaires pour régler le présent différend. La Russie estime aussi que le stade du rapport intérimaire n'est pas la circonstance appropriée pour contester le choix du Groupe spécial d'appliquer le principe d'économie jurisprudentielle.

6.88. Le Groupe spécial ne juge pas nécessaire d'accepter la demande de l'Ukraine. Comme nous l'avons expliqué au paragraphe 7.251, une incompatibilité avec l'article 5.1.1 de l'Accord OTC ne peut se produire que si l'existence de chacun des trois éléments distincts est démontrée. En l'espèce, nous avons constaté que l'Ukraine n'avait pas établi l'un de ces trois éléments s'agissant à la fois des instructions de suspension et des décisions de rejet. Eu égard à ces constatations, il n'était pas nécessaire de procéder à l'analyse avant de formuler une conclusion au sujet des allégations de l'Ukraine au titre de l'article 5.1.1. En outre, nous notons qu'en tout état de cause, l'Ukraine n'a pas indiqué quelles constatations de fait spécifiques elle nous demandait de formuler. Nous observons aussi que si nous devions formuler des constatations de fait entièrement nouvelles à ce stade tardif, la Russie serait privée de la possibilité de demander, s'il y a lieu, que le Groupe spécial réexamine des aspects précis de ces constatations. Pour ces raisons, nous rejetons la demande de l'Ukraine.

6.4.3 Compatibilité des suspensions avec l'article 5.1.2 de l'Accord OTC

6.89. En ce qui concerne le paragraphe 7.425, l'Ukraine demande que le Groupe spécial modifie le résumé de la position de l'Ukraine concernant l'attribution de la charge de la preuve au titre de l'article 5.1.2 de l'Accord OTC. Elle demande aussi que le Groupe spécial ajoute une référence à la jurisprudence sur laquelle elle s'appuie pour étayer sa position dans la note de bas de page 345 (note de bas de page 341 du rapport intérimaire).

6.90. Le Groupe spécial a apporté une modification appropriée au paragraphe 7.425.

6.91. S'agissant du paragraphe 7.445, l'Ukraine demande que le Groupe spécial complète le résumé des arguments de l'Ukraine afin de rendre compte du point de vue de celle-ci sur le niveau de confiance de la Russie concernant les produits de grande taille.

6.92. Le Groupe spécial rejette la demande de l'Ukraine. Nous estimons que le résumé de l'argument de l'Ukraine inclus dans ce paragraphe résume suffisamment ses vues sur la question examinée dans cette section du rapport et qu'il n'est pas nécessaire d'ajouter d'autres vues exprimées par l'Ukraine sur des questions sans rapport. Toutefois, nous avons apporté des modifications d'ordre rédactionnel à ce paragraphe.

6.93. S'agissant des paragraphes 7.454 et de la dernière phrase du paragraphe 7.539, l'Ukraine demande que le Groupe spécial supprime la déclaration selon laquelle la suspension des certificats n'est pas le mode le plus strict suivant lequel l'IBF pouvait appliquer sa procédure d'évaluation de la conformité. D'après elle, l'IBF n'aurait pas pu retirer les certificats dans les circonstances de l'espèce parce que le retrait des certificats ne serait possible que si l'IBF déterminait que le produit n'était pas conforme aux prescriptions pertinentes et qu'il ne soit possible de remédier à aucune non-conformité dans un délai acceptable. L'Ukraine fait valoir que ses allégations concernent une situation dans laquelle l'IBF n'a établi aucune détermination concernant la conformité des produits pertinents. Elle estime que la suspension des certificats était donc le mode le plus strict suivant lequel l'IBF pouvait appliquer sa procédure d'évaluation de la conformité.

6.94. La Russie s'oppose à la demande de l'Ukraine et note que l'IBF aurait pu retirer les certificats pertinents et que, par conséquent, la suspension des certificats était une manière moins stricte pour l'IBF d'appliquer sa procédure d'évaluation de la conformité.

6.95. Le Groupe spécial ne partage pas le point de vue de l'Ukraine parce que, comme cela est expliqué dans la note de bas de page 366 (note de bas de page 362 du rapport intérimaire), dans le cadre juridique pertinent de la Russie, l'IBF avait le pouvoir de suspendre ou de retirer les certificats. En outre, le paragraphe 7.454 ne concerne pas la question de savoir si, dans les cas pertinents, l'IBF aurait pu à bon droit retirer les certificats dans le cadre de la législation russe. De fait, conformément à son devoir de procéder à une évaluation objective, le Groupe spécial fournit simplement, au paragraphe 7.454, une indication du caractère strict relatif de la manière d'appliquer choisie par l'IBF en le comparant au caractère strict d'une autre manière d'appliquer (le retrait des certificats) prévue par la législation pertinente de la Russie. Nous rejetons donc la demande de l'Ukraine.

6.96. S'agissant du paragraphe 7.455, l'Ukraine demande que le Groupe spécial ajoute au résumé qu'il fait des arguments de l'Ukraine des références aux vues de l'Ukraine sur le niveau de confiance demandé par la Russie.

6.97. Le Groupe spécial rejette la demande de l'Ukraine parce que les ajouts proposés ne sont pas liés à la question examinée dans cette section du rapport, qui concerne les risques que la non-conformité entraînerait.

6.98. S'agissant du paragraphe 7.494, l'Ukraine demande que le Groupe spécial supprime la référence à la lettre du 1^{er} août 2014 dans laquelle l'IBF fait référence aux conditions pertinentes pour la réalisation d'inspections à distance. Elle note que la lettre du 1^{er} août 2014 ne fait pas référence à l'article 7.4.1.

6.99. La Russie estime que la lettre du 1^{er} août 2014 énumérait spécifiquement les conditions des inspections à distance. Par conséquent, elle suggère qu'une modification soit apportée à cette

phrase pour préciser que les conditions énoncées à l'article 7.4.1 ont été reproduites mais non citées en tant que telles.

6.100. Le Groupe spécial a apporté les modifications appropriées au paragraphe 7.494.

6.101. S'agissant du paragraphe 7.506, la Russie demande que le Groupe spécial modifie la troisième phrase du paragraphe afin de mieux rendre compte des vues de la Russie sur le sens de l'article 7.4.1 de la norme PC-FZT 08-2013.

6.102. Le Groupe spécial a apporté les modifications appropriées au paragraphe 7.506. Compte tenu de ces modifications, nous avons également apporté les modifications correspondantes au paragraphe suivant (paragraphe 7.507 du rapport intérimaire), que nous avons supprimé.

6.103. S'agissant des paragraphes 7.509 et 7.518 (paragraphes 7.510 et 7.519 du rapport intérimaire), la Russie demande que le Groupe spécial ne lui attribue pas le point de vue exprimé dans ces paragraphes en ce qui concerne la possibilité de procéder à des inspections hors site.

6.104. L'Ukraine s'oppose à la demande de la Russie parce que le paragraphe 7.509 (paragraphe 7.510 du rapport intérimaire) n'est pas un résumé des arguments des parties mais énonce une interprétation possible de l'article 7.4.1 dans le cadre du raisonnement du Groupe spécial. Elle suggère de supprimer la deuxième phrase du paragraphe 7.510 pour répondre à la préoccupation exprimée par la Russie.

6.105. Le Groupe spécial a apporté les modifications appropriées aux paragraphes 7.509 et 7.518 (paragraphes 7.510 et 7.519 du rapport intérimaire).

6.106. En ce qui concerne le paragraphe 7.516 (paragraphe 7.517 du rapport intérimaire), l'Ukraine demande que le Groupe spécial corrige un déséquilibre dans la présentation de la position de chaque partie en ajoutant à la note de bas de page 406 (note de bas de page 402 du rapport intérimaire) les arguments et éléments de preuve présentés par l'Ukraine en relation avec la possibilité de procéder à des inspections hors site.

6.107. Le Groupe spécial a apporté les modifications appropriées à la note de bas de page 406 (note de bas de page 402 du rapport intérimaire).

6.108. En ce qui concerne le paragraphe 7.521 (paragraphe 7.522 du rapport intérimaire), l'Ukraine demande que le Groupe spécial apporte des précisions additionnelles concernant le fondement de sa conclusion figurant dans la dernière phrase de ce paragraphe.

6.109. Le Groupe spécial a apporté les modifications appropriées au paragraphe 7.521 (paragraphe 7.522 du rapport intérimaire).

6.110. S'agissant également du paragraphe 7.521 (paragraphe 7.522 du rapport intérimaire), la Russie demande que le Groupe spécial modifie son raisonnement concernant un certificat [[xxx]]. Elle observe que la pièce RUS-62(RCC) montre que des incompatibilités avaient été relevées en ce qui concerne le système de gestion de la qualité pour le produit en cause.

6.111. L'Ukraine s'oppose à la demande de la Russie, notant que le compte rendu d'inspection du 18 avril 2013 contenu dans la pièce RUS-32(RCC) fait référence à un certificat pour le système de gestion de la qualité qui est différent du système sur la base duquel le certificat pertinent [[xxx]] a été délivré. De plus, elle considère que les incompatibilités indiquées dans le compte rendu d'inspection du 18 avril 2013 concernent la gestion de la qualité et qu'aucune explication n'indique dans le document quels sont les produits qui sont affectés par ces incompatibilités. Elle note en outre que les rapports contenus dans la pièce RUS-62(RCC) montrent qu'il est indiqué que le producteur concerné fonctionne généralement de manière efficace et que les incompatibilités ont été éliminées.

6.112. Le Groupe spécial a apporté les modifications appropriées au paragraphe 7.521 (paragraphe 7.522 du rapport intérimaire). Nous notons que, comme cela est expliqué dans la note de bas de page 410 (note de bas de page 406 du rapport intérimaire), le compte rendu d'inspection daté du 18 avril 2013 contenu dans la pièce RUS-62(RCC) est incomplet. Nous ne

pouvons donc pas vérifier si les incompatibilités auxquelles ce document fait référence concernent les produits couverts par les certificats en question.

6.113. S'agissant des paragraphes 7.528 à 7.534 (paragraphes 7.529 à 7.535 du rapport intérimaire), la Russie demande que le Groupe spécial modifie ces paragraphes afin de rendre compte des arguments et éléments de preuve de la Russie concernant les plaintes des consommateurs au sujet des produits des producteurs mentionnés dans les pièces RUS-66(RCC), RUS-69(RCC) et RUS-70(RCC).

6.114. L'Ukraine s'oppose à la demande de la Russie. Elle note que le Groupe spécial a résumé les arguments de la Russie selon lesquels les inspections hors site n'étaient pas possibles au titre de l'article 7.4.1 et selon lesquels les pièces de la Russie et leur teneur sont mentionnées dans les deux notes de bas de page.

6.115. Le Groupe spécial rejette la demande de la Russie parce que les arguments auxquels celle-ci fait référence sont indiqués dans le résumé des arguments de la Russie figurant au paragraphe 7.493. De plus, nous évaluons les éléments de preuve mentionnés par la Russie dans les paragraphes 7.528 à 7.534 (paragraphes 7.529 à 7.535 du rapport intérimaire), y compris dans les notes de bas de page 406 et 419 à 421 (paragraphes 402 et 415 à 417 du rapport intérimaire).

6.4.4 Compatibilité des suspensions avec l'article 5.2.2 de l'Accord OTC

6.116. S'agissant du titre de la section 7.3.4.2, l'Ukraine demande que le Groupe spécial supprime une référence non nécessaire à la deuxième obligation de l'article 5.2.2.

6.117. Le Groupe spécial a fait la suppression demandée.

6.5 Allégations concernant les rejets des demandes de nouveaux certificats

6.5.1 Compatibilité des rejets avec l'article 5.1.2 de l'Accord OTC

6.118. En ce qui concerne le paragraphe 7.592 (paragraphe 7.593 du rapport intérimaire), l'Ukraine demande que le Groupe spécial apporte une modification afin d'indiquer la date d'entrée en vigueur effective des règlements techniques de l'Union douanière, c'est-à-dire le 2 août 2014.

6.119. La Russie admet la demande de l'Ukraine.

6.120. Le Groupe spécial a apporté la modification demandée.

6.121. En ce qui concerne le paragraphe 7.596 (paragraphe 7.597 du rapport intérimaire), s'agissant de la demande A3 [[xxx]], la Russie demande que le Groupe spécial modifie le tableau 6 afin de rendre compte d'une manière plus exacte des marchandises qui font l'objet de cette demande.

6.122. Le Groupe spécial a apporté les modifications demandées au tableau 6.

6.123. En ce qui concerne le paragraphe 7.647 (paragraphe 7.648 du rapport intérimaire), la Russie demande que le Groupe spécial modifie le résumé des arguments de la Russie afin de clarifier sa position sur la nécessité de procéder à l'inspection de la production et de réaliser des essais sur échantillons, pour certains producteurs ukrainiens, dans les installations du producteur en Ukraine.

6.124. Le Groupe spécial a apporté les modifications appropriées au paragraphe 7.647 (paragraphe 7.648 du rapport intérimaire).

6.125. En ce qui concerne le paragraphe 7.648 (paragraphe 7.649 du rapport intérimaire), l'Ukraine demande que le Groupe spécial complète le résumé des arguments de l'Ukraine par les arguments qui sont inclus dans le paragraphe 7.445 mais non dans le paragraphe 7.648 (paragraphe 7.649 du rapport intérimaire).

6.126. Le Groupe spécial ne juge pas nécessaire de répéter, dans le contexte des allégations de l'Ukraine concernant les rejets, ce que celle-ci a dit dans le contexte de ses allégations concernant les suspensions. Toutefois, nous avons apporté des modifications d'ordre rédactionnel à ce paragraphe et ajouté un renvoi aux arguments de l'Ukraine dans la note de bas de page 513 (note de bas de page 509 du rapport intérimaire).

6.127. En ce qui concerne le paragraphe 7.668 (paragraphe 7.669 du rapport intérimaire), l'Ukraine demande que le Groupe spécial modifie le paragraphe afin de mieux rendre compte de la position de l'Ukraine concernant la mesure de rechange consistant à confier l'inspection sur site des producteurs ukrainiens concernés à un organisme de certification d'un autre pays de l'Union douanière.

6.128. Le Groupe spécial a apporté les modifications appropriées au paragraphe 7.668 (paragraphe 7.669 du rapport intérimaire).

6.129. En ce qui concerne le paragraphe 7.670 (paragraphe 7.671 du rapport intérimaire), l'Ukraine demande que le Groupe spécial indique explicitement que les règlements techniques de l'Union douanière sont directement applicables dans les pays de l'Union douanière.

6.130. Le Groupe spécial a apporté les modifications appropriées au paragraphe 7.670 (paragraphe 7.671 du rapport intérimaire).

6.131. En ce qui concerne le paragraphe 7.696 (paragraphe 7.697 du rapport intérimaire), l'Ukraine demande que le Groupe spécial supprime la référence à la lettre du 1^{er} août 2014 dans laquelle l'IBF fait référence aux conditions pertinentes pour la réalisation des inspections à distance. Elle note que la lettre du 1^{er} août 2014 ne fait pas référence à l'article 7.4.1.

6.132. La Russie estime que la lettre du 1^{er} août 2014 énumérait spécifiquement les conditions des inspections à distance. Par conséquent, elle suggère qu'une modification soit apportée à cette phrase afin de préciser que les conditions énoncées à l'article 7.4.1 ont été reproduites mais non citées en tant que telles.

6.133. Le Groupe spécial a apporté les modifications appropriées au paragraphe 7.696 (paragraphe 7.697 du rapport intérimaire).

6.134. En ce qui concerne le paragraphe 7.705 (paragraphe 7.706 du rapport intérimaire), la Russie demande que le Groupe spécial modifie le paragraphe afin de rendre compte du fait qu'elle a présenté des éléments de preuve (pièce RUS-62(RCC)) montrant que les non-conformités relevées avaient été éliminées après que le dernier contrôle d'inspection avait eu lieu. Elle considère que cela démontre que, s'agissant des demandes A1 et A2, il n'est pas satisfait à la condition exigeant qu'il n'y ait pas de non-conformité lors du précédent contrôle d'inspection.

6.135. L'Ukraine rejette la demande de la Russie. D'après elle, le compte rendu d'inspection contenu dans la pièce RUS-62(RCC) n'explique pas ce qu'étaient les non-conformités corrigées ni quels produits elles concernent. Elle fait valoir aussi que les documents contenus dans la pièce RUS-62(RCC) ou dans tout autre élément de preuve versé au dossier ne montrent pas l'existence d'un lien entre les non-conformités relevées dans la pièce RUS-62(RCC) et les produits visés par les demandes A1 et A2.

6.136. Le Groupe spécial a apporté les modifications appropriées à la note de bas de page 556 (note de bas de page 552 du rapport intérimaire) pour préciser que même si les non-conformités ont été éliminées après le dernier contrôle d'inspection, le texte du compte rendu d'inspection contenu dans la pièce RUS-62(RCC) est incomplet et qu'il n'y a donc pas d'éléments de preuve sur la base desquels il pourrait déterminer si ces non-conformités concernaient les produits visés par les demandes A1 et A2.

6.137. S'agissant des paragraphes 7.727, 7.728 et 7.764 (paragraphes 7.728, 7.729 et 7.765 du rapport intérimaire), l'Ukraine demande que le Groupe spécial fasse référence aux deux phrases de l'article 5.1.2 de l'Accord OTC.

6.138. Le Groupe spécial a apporté les modifications appropriées aux paragraphes 7.727, 7.728 et 7.764 (paragraphes 7.728, 7.729 et 7.765 du rapport intérimaire).

6.6 Allégations concernant la non-reconnaissance des certificats de l'Union douanière délivrés dans les autres pays de l'Union douanière en vertu du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière

6.139. En ce qui concerne le paragraphe 7.808 (paragraphe 7.809 du rapport intérimaire), l'Ukraine demande que le Groupe spécial ajoute une référence à un paragraphe additionnel de sa première communication écrite dans la note de bas de page.

6.140. Le Groupe spécial a apporté la modification demandée.

6.141. En ce qui concerne le paragraphe 7.814, la Russie suggère que le Groupe spécial insère deux abréviations utilisées ultérieurement dans le rapport intérimaire.

6.142. Le Groupe spécial ne juge pas approprié d'ajouter ces abréviations au paragraphe 7.814 car ce paragraphe fait référence aux arguments de l'Ukraine. De plus, son utilisation des expressions "condition relative à la production" et "condition relative à l'enregistrement" est déjà traitée dans les notes de bas de page 632 et 633 et les paragraphes 7.823 et 7.824.

6.143. En ce qui concerne le paragraphe 7.842 (paragraphe 7.843 du rapport intérimaire), la Russie demande que le Groupe spécial ajoute une référence au paragraphe 136 de sa deuxième communication écrite et à la pièce RUS-52(RCC) ainsi qu'à la pièce RUS-53(RCC).

6.144. L'Ukraine estime que le paragraphe 7.842 (paragraphe 7.843 du rapport intérimaire) rend compte de manière appropriée des arguments de la Russie.

6.145. Le Groupe spécial ne juge pas nécessaire d'apporter la modification demandée. Il est déjà fait référence aux paragraphes 135 et 136 de la deuxième communication écrite de la Russie dans la note de bas de page 647 (note de bas de page 643 du rapport intérimaire). En outre, le paragraphe 7.835 et la note de bas de page 645 (paragraphe 7.836 et note de bas de page 641 du rapport intérimaire) traitent déjà la teneur de la pièce RUS-52(RCC) et de la pièce RUS-53(RCC) ou y font référence. Néanmoins, eu égard à l'observation de la Russie, le Groupe spécial a ajouté la note de bas de page 654 pour faire encore une fois référence à ces pièces.

6.146. En ce qui concerne le paragraphe 7.844 (paragraphe 7.845 du rapport intérimaire), la Russie demande que le Groupe spécial apporte une modification afin de rendre compte du fait qu'elle n'admet pas l'existence ni l'authenticité de la lettre de février 2016.

6.147. L'Ukraine note que la position de la Russie est déjà indiquée au paragraphe 7.844 (paragraphe 7.845 du rapport intérimaire). Elle fait valoir en outre que les modifications que la Russie propose d'apporter ne concernent pas l'authenticité de la lettre mais ses traductions.

6.148. Le Groupe spécial a apporté les modifications appropriées au paragraphe 7.844 (paragraphe 7.845 du rapport intérimaire) et les modifications correspondantes à la note de bas de page 653 (note de bas de page 649 du rapport intérimaire).

6.149. En ce qui concerne le paragraphe 7.855 (paragraphe 7.856 du rapport intérimaire), la Russie demande que le Groupe spécial inclue une référence à la pièce RUS-73(RCC) et à la pièce RUS-78(RCC) ainsi qu'aux arguments de la Russie fondés sur ces pièces, tels qu'ils sont indiqués dans sa réponse à la question n° 128 du Groupe spécial.

6.150. L'Ukraine estime que le Groupe spécial devrait rejeter la demande de la Russie. Elle note que les pièces pertinentes sont déjà examinées au paragraphe 7.859 (paragraphe 7.860 du rapport intérimaire).

6.151. Le Groupe spécial ne juge pas nécessaire de faire référence à la pièce RUS-73(RCC) et à la pièce RUS-78(RCC) dans le paragraphe 7.855 (paragraphe 7.856 du rapport intérimaire). Comme le note la Russie dans ses observations sur le rapport intérimaire, nous traitons les éléments de preuve pertinents au paragraphe 7.859 (paragraphe 7.860 du rapport intérimaire). Comme ces

éléments de preuve se rapportent à la situation postérieure à l'établissement du Groupe spécial, nous les traitons conjointement avec tous les éléments de preuve de ce type communiqués par les parties. Par ailleurs, il est déjà fait référence à la réponse de la Russie à la question n° 128 du Groupe spécial dans la note de bas de page 664 (note de bas de page 659 du rapport intérimaire). Par souci d'exhaustivité, toutefois, nous avons inclus une autre référence à cette réponse dans la note de bas de page 660 (note de bas de page 655 du rapport intérimaire). De plus, nous avons apporté les modifications appropriées aux paragraphes 7.855 et 7.859 (paragraphes 7.856 et 7.860 du rapport intérimaire) afin de clarifier la structure de l'analyse.

6.152. En ce qui concerne le paragraphe 7.868 (paragraphe 7.869 du rapport intérimaire), l'Ukraine demande que le Groupe spécial complète le résumé des arguments de l'Ukraine.

6.153. Le Groupe spécial a complété le résumé des arguments de l'Ukraine.

6.154. En ce qui concerne le paragraphe 7.880 du rapport intérimaire, l'Ukraine demande que le Groupe spécial apporte une modification afin de rendre compte de manière plus exacte de l'un des arguments de l'Ukraine. Elle soutient qu'elle n'a pas fait une déclaration générale mais s'est intéressée à la relation entre le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière et la troisième mesure en cause.

6.155. Le Groupe spécial note que le paragraphe 85 de la déclaration liminaire de l'Ukraine à la première réunion du Groupe spécial est formulé d'une manière qui suggère une affirmation générale. Néanmoins, compte tenu de l'observation de l'Ukraine, nous avons supprimé le paragraphe 7.880 du rapport intérimaire.

6.156. En ce qui concerne le paragraphe 7.904 (paragraphe 7.906 du rapport intérimaire), l'Ukraine demande que le Groupe spécial précise à quelles sources spécifiques des éléments de preuve présentés par l'Ukraine il fait référence.

6.157. Le Groupe spécial a apporté une précision appropriée.

6.158. En ce qui concerne le paragraphe 7.932 (paragraphe 7.934 du rapport intérimaire), la Russie demande que le Groupe spécial complète son résumé des arguments de la Russie.

6.159. L'Ukraine considère que la formulation actuelle du paragraphe rend compte avec exactitude des arguments de la Russie.

6.160. Le Groupe spécial a apporté les modifications appropriées au paragraphe 7.932 (paragraphe 7.934 du rapport intérimaire).

6.7 Allégations concernant le fait allégué d'empêcher systématiquement l'importation

6.161. En ce qui concerne le paragraphe 7.952 (paragraphe 7.954 du rapport intérimaire), la Russie demande que le Groupe spécial apporte certaines modifications afin de mieux rendre compte des vues divergentes des parties sur le nombre de certificats suspendus et rejetés.

6.162. L'Ukraine s'oppose à la demande de la Russie. Selon elle, cette modification n'est pas nécessaire car le désaccord des parties sur le nombre spécifique de certificats suspendus et rejetés est indiqué dans les notes de bas de page relatives au tableau 8.

6.163. Le Groupe spécial a apporté les modifications appropriées au paragraphe 7.952 (paragraphe 7.954 du rapport intérimaire).

6.164. En ce qui concerne le paragraphe 7.956 (paragraphe 7.958 du rapport intérimaire), l'Ukraine demande que le Groupe spécial modifie la description par l'Ukraine de la mesure contestée. En particulier, elle demande que la référence du Groupe spécial à la mesure appliquée "au moyen de trois éléments" soit modifiée pour indiquer que la mesure est "obtenue par différents moyens". Elle demande aussi que le Groupe spécial énumère les éléments de preuve qu'elle a communiqués pour étayer l'existence de la mesure contestée.

6.165. Le Groupe spécial note que le paragraphe 7.956 (paragraphe 7.958 du rapport intérimaire) donne son interprétation de la façon dont l'Ukraine a décrit la mesure contestée. Nous rappelons que dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial et à divers endroits dans ses communications, l'Ukraine a fait référence à cette mesure comme étant "le fait d'empêcher systématiquement les producteurs ukrainiens d'exporter leurs produits ferroviaires vers la ... Russie par le biais de la suspension de leurs certificats d'évaluation de la conformité valides, du refus de leur délivrer de nouveaux certificats d'évaluation de la conformité et de la non-reconnaissance des certificats d'évaluation de la conformité délivrés par les autorités compétentes des autres membres de l'Union douanière, à savoir la République du Bélarus et la République du Kazakhstan". En outre, les éléments de preuve communiqués par l'Ukraine sont évalués dans les paragraphes ultérieurs de cette section du rapport. Enfin, nous notons que les paragraphes 7.950 et 7.951 (paragraphes 7.952 et 7.953 du rapport intérimaire) fournissent un résumé des arguments de l'Ukraine. Cela étant dit, nous avons apporté les modifications appropriées aux paragraphes 7.950 et 7.956 (paragraphes 7.952 et 7.958 du rapport intérimaire).

6.166. S'agissant des paragraphes 7.957 et 7.958 (paragraphes 7.959 et 7.960 du rapport intérimaire), l'Ukraine demande que le Groupe spécial apporte certaines modifications afin de clarifier la position de l'Ukraine selon laquelle le fait allégué d'empêcher systématiquement l'importation ne s'est pas seulement produit par le biais des instructions et décisions individuelles de l'IBF. Elle demande également que le Groupe spécial indique clairement qu'elle n'a pas utilisé le mot "éléments" lorsqu'elle a fait référence aux éléments de preuve qu'elle avait communiqués pour étayer l'existence de l'empêchement systématique allégué de l'importation.

6.167. Le Groupe spécial a apporté les modifications appropriées aux paragraphes 7.957, 7.958, 7.964, 7.990 et 7.991 (paragraphes 7.959, 7.960, 7.966, 7.991 et 7.992 du rapport intérimaire) ainsi qu'au titre 7.6.1.2.1, et il a ajouté le paragraphe 7.989.

6.168. En ce qui concerne le paragraphe 7.960 (paragraphe 7.962 du rapport intérimaire), la Russie demande que le Groupe spécial apporte certaines modifications afin de compléter les arguments de l'Ukraine selon lesquels l'IBF a délivré des certificats au titre des règlements techniques de l'Union douanière à certains producteurs situés dans les régions de l'est de l'Ukraine parce que, dans les cas en question, aucune non-conformité n'avait été relevée pour les produits en cause lors du précédent contrôle d'inspection.

6.169. L'Ukraine estime que le paragraphe 7.960 (paragraphe 7.962 du rapport intérimaire) rend suffisamment compte des arguments de la Russie et suggère que le Groupe spécial, au lieu d'apporter la modification proposée par celle-ci, ajoute une référence aux réponses à la question n° 156 du Groupe spécial dans la note de bas de page 743 (note de bas de page 739 du rapport intérimaire). Elle demande en outre que le Groupe spécial rende compte de la position de l'Ukraine selon laquelle les éléments de preuve présentés par la Russie sont insuffisants pour établir qu'il n'y a pas eu de problème de non-conformité en ce qui concerne la qualité des produits certifiés.

6.170. Le Groupe spécial a apporté les modifications appropriées au paragraphe 7.960 (paragraphe 7.962 du rapport intérimaire).

6.171. S'agissant du paragraphe 7.966 (paragraphe 7.968 du rapport intérimaire), l'Ukraine demande que le Groupe spécial modifie la référence à la situation géographique du producteur visé dans ce paragraphe, afin de clarifier le fait qu'il est situé dans la partie centrale de l'Ukraine. En outre, elle demande que le Groupe spécial inclue l'explication donnée par l'Ukraine en ce qui concerne la limitation de l'utilisation des certificats détenus par le producteur entre 2014 et 2016.

6.172. La Russie s'oppose à la demande de l'Ukraine. Selon elle, l'Ukraine tente de faire valoir à nouveau son argumentation. Elle estime qu'elle a traité pleinement les vues de l'Ukraine dans ses observations sur la réponse de l'Ukraine à la question n° 115 du Groupe spécial et au paragraphe 28 de la déclaration liminaire de la Russie à la deuxième réunion du Groupe spécial.

6.173. Le Groupe spécial a apporté les modifications appropriées au paragraphe 7.966 (paragraphe 7.968 du rapport intérimaire).

6.174. En ce qui concerne le paragraphe 7.967 (paragraphe 7.969 du rapport intérimaire), l'Ukraine demande que le Groupe spécial apporte certaines modifications afin de préciser que l'argument de l'Ukraine concernant la répétition substantielle en tant qu'élément de preuve indiquant la nature systématique de la mesure contestée est fondé sur les constatations du Groupe spécial *Russie – Traitement tarifaire* et que l'Ukraine s'est appuyée également sur la diminution substantielle du nombre de producteurs détenant des certificats.

6.175. Le Groupe spécial a apporté les modifications appropriées au paragraphe 7.967 (paragraphe 7.969 du rapport intérimaire).

6.176. S'agissant du tableau 8 figurant dans le paragraphe 7.968 (paragraphe 7.970 du rapport intérimaire), l'Ukraine demande que le Groupe spécial modifie le chiffre indiqué dans la colonne correspondant aux certificats détenus par les producteurs ukrainiens en avril 2017. Selon elle, le chiffre correct est 30, et non 40 tel qu'il apparaît dans le tableau 8.

6.177. Le Groupe spécial a ajouté la note de bas de page 760 dans le tableau 8 afin d'expliquer la position de l'Ukraine à cet égard.

6.178. En ce qui concerne le paragraphe 7.970 (paragraphe 7.972 du rapport intérimaire), l'Ukraine demande que le Groupe spécial apporte des modifications afin de compléter le point de vue de l'Ukraine selon lequel l'existence d'un système est montrée par le fait que la raison invoquée par l'IBF pour suspendre des certificats et rejeter les demandes de nouveaux certificats est répétée à l'identique. Elle demande aussi que le Groupe spécial précise davantage le champ et l'objet de la dernière phrase de ce paragraphe.

6.179. La Russie s'oppose à la demande de l'Ukraine parce que, contrairement à l'avis de l'Ukraine, le fait que le fondement de la plupart des suspensions et rejets est le même (à savoir que les employés de l'IBF n'étaient pas en mesure de procéder à des inspections en Ukraine) ne prouve pas que la Russie ait mis en œuvre un effort organisé pour empêcher l'importation des produits ferroviaires ukrainiens. En outre, elle indique que les suspensions et rejets n'étaient pas tous fondés sur le même motif; un rejet au moins est fondé sur le fait que la demande était présentée sans les documents requis.

6.180. Le Groupe spécial estime qu'il n'est pas nécessaire de traiter cet argument soulevé par l'Ukraine parce que, comme cela est indiqué dans les paragraphes 7.959 et 7.970 (paragraphes 7.961 et 7.972 du rapport intérimaire), nous avons constaté que l'IBF avait donné des raisons justifiant la suspension des certificats. Toutefois, nous avons apporté les modifications appropriées pour clarifier la dernière phrase du paragraphe 7.970 (paragraphe 7.972 du rapport intérimaire).

6.181. En ce qui concerne le paragraphe 7.985 (paragraphe 7.987 du rapport intérimaire), l'Ukraine demande que le Groupe spécial ajoute l'explication qu'elle donne des raisons pour lesquelles les importations de produits ferroviaires ukrainiens au Kazakhstan et au Bélarus ont diminué.

6.182. Le Groupe spécial a apporté les modifications appropriées aux paragraphes 7.979 et 7.985 (paragraphes 7.981 et 7.987 du rapport intérimaire).

7 CONSTATATIONS

7.1 Questions préliminaires

7.1.1 Décision préliminaire du Groupe spécial

7.1. Le 3 avril 2017, la Russie a présenté au Groupe spécial une demande de décision préliminaire concernant la compatibilité de la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Ukraine avec l'article 6:2 du Mémoire d'accord.

7.2. La demande de décision préliminaire présentée par la Russie soulève deux questions principales. Comme il est expliqué de façon plus détaillée plus loin, il s'agit de savoir si la demande d'établissement d'un groupe spécial ne contient pas le fondement juridique de la plainte de

l'Ukraine pour énoncer clairement le problème, et si la demande d'établissement d'un groupe spécial élargit la portée du différend.

7.3. L'article 6:2 dispose ce qui suit:

La demande d'établissement d'un groupe spécial sera présentée par écrit. Elle précisera si des consultations ont eu lieu, indiquera les mesures spécifiques en cause et contiendra un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème. Dans le cas où la partie requérante demande l'établissement d'un groupe spécial dont le mandat diffère du mandat type, sa demande écrite contiendra le texte du mandat spécial proposé.

7.4. Le 13 avril 2017, l'Ukraine a présenté au Groupe spécial une réponse à la demande de décision préliminaire de la Russie. Le 18 mai 2017, la Russie a présenté au Groupe spécial ses observations sur la réponse de l'Ukraine. Le 30 mai 2017, l'Ukraine a formulé des observations concernant les observations de la Russie. Le 8 juin 2017, les tierces parties ont exposé leurs vues sur la demande de décision préliminaire de la Russie.

7.5. Le 30 juin 2017, le Groupe spécial a envoyé des questions concernant la demande de décision préliminaire de la Russie avant la première réunion. Il a invité les deux parties à fournir des réponses orales à ces questions pendant la réunion. À la fin de la première réunion de fond, le Groupe spécial a indiqué que les parties pouvaient présenter des réponses écrites aux questions concernant la demande de décision préliminaire de la Russie jusqu'au 14 juillet 2017. Le 14 juillet 2017, l'Ukraine et la Russie ont présenté des réponses écrites aux questions posées à l'avance par le Groupe spécial concernant la demande de décision préliminaire de la Russie.

7.6. Le Groupe spécial a remis aux parties ses conclusions concernant la demande de la Russie le 17 juillet 2017.¹² Il a conclu que la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Ukraine n'était pas incompatible avec l'article 6:2 et il a, par conséquent, rejeté les allégations de la Russie à cet égard. Il a indiqué qu'il présenterait un exposé détaillé des raisons étayant ses conclusions à une date ultérieure, et au plus tard dans le rapport intérimaire.

7.7. Les conclusions du Groupe spécial envoyées aux parties (et aux tierces parties pour information) sont reproduites à l'annexe A du présent rapport. Comme il y est indiqué, le présent rapport contient l'exposé détaillé des raisons ayant motivé les conclusions du Groupe spécial concernant la demande de la Russie. Les conclusions distribuées aux parties le 17 juillet 2017, font partie intégrante du présent rapport.

7.8. Pour élaborer l'exposé détaillé de ces raisons, le Groupe spécial a suivi, dans la mesure du possible, la structure utilisée dans ses conclusions. Par conséquent, les raisons sont données à l'appui de deux conclusions distinctes. Lorsque les conclusions ont été subdivisées, nous expliquons le détail de notre raisonnement pour chaque sous-question.

7.1.1.1 Question 1: Question de savoir si la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Ukraine n'«énonc[e] [pas] clairement le problème»

7.9. La question 1 comprend six allégations indépendantes. D'après la Russie, la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Ukraine n'énonce pas clairement le problème car:

- a. elle ne contient pas le fondement juridique suffisant pour énoncer clairement le problème (à savoir, dans la section IV de la demande d'établissement d'un groupe spécial);
- b. elle n'indique pas les mesures spécifiques en cause;
- c. elle n'indique pas les produits nationaux similaires ou les produits similaires en provenance de tout autre pays, s'agissant des allégations formulées au titre des articles 2.1 et 5.1.1 de l'Accord OTC et des articles I:1, III:4 et X:3 a) du GATT de 1994.

¹² Le 17 juillet 2017, les conclusions du Groupe spécial ont aussi été distribuées aux tierces parties, pour information.

7.10. La Russie a inclus dans la question 1 trois allégations additionnelles concernant des aspects de la demande d'établissement d'un groupe spécial qui ne portent pas sur la question de savoir si celle-ci énonce clairement le problème:

- d. la demande d'établissement d'un groupe spécial appelle le Groupe spécial à dépasser le cadre des accords visés;
- e. lorsqu'elle décrit la mesure qui figure au point 3) de la section II, la demande d'établissement d'un groupe spécial n'indique pas la mesure spécifique en cause;
- f. seule la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial contient les mesures contestées.

7.1.1.1.1 Question 1 a)

7.11. Comme il est noté plus haut, la première allégation de la Russie est essentiellement que la demande d'établissement d'un groupe spécial ne satisfait pas aux prescriptions de l'article 6:2 parce que sa section IV, qui énumère les allégations, ne contient pas un exposé du fondement juridique pour énoncer clairement le problème. L'allégation de la Russie concerne toutes les mesures et toutes les allégations indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial.

7.12. La Russie fait valoir qu'une demande d'établissement d'un groupe spécial doit indiquer le fondement juridique de la plainte en établissant explicitement un lien entre la ou les mesure(s) contestée(s) et la ou les disposition(s) des accords visés dont il est allégué qu'elles ont été enfreintes, afin que la partie défenderesse soit informée du fondement concernant l'annulation ou la réduction alléguée d'avantages de la partie plaignante. D'après la Russie, la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Ukraine ne satisfait pas à cette prescription dans la mesure où "[l]es accords visés dont la violation est alléguée sont énuméré[s] dans la section IV "Fondement juridique de la plainte" sans aucune référence aux mesures contestées".¹³

7.13. La Russie estime que les mesures indiquées dans les sous-paragraphes de la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Ukraine sont "de nature différente" ainsi que "distinctes et absolument différentes les unes des autres". De l'avis de la Russie, même en tenant compte des différences entre les mesures contestées, il manque dans la demande d'établissement d'un groupe spécial un lien entre chaque mesure distincte décrite dans la section II et la disposition correspondante de l'accord visé qui est en cause. La Russie considère que "la simple énumération des bases juridiques dans la section IV" de la demande, sans aucune explication de la manière dont chaque mesure contestée est, selon les allégations, incompatible avec les dispositions pertinentes de l'OMC, l'empêche de comprendre à quelle argumentation elle doit répondre.¹⁴

7.14. L'Ukraine convient avec la Russie que, en vertu de l'article 6:2 du Mémoire d'accord, une demande d'établissement d'un groupe spécial doit contenir un bref exposé du fondement juridique de la plainte de manière à énoncer clairement le problème. Toutefois, elle fait valoir que sa demande d'établissement d'un groupe spécial établit explicitement un lien entre les mesures contestées et les dispositions de l'OMC dont il est allégué qu'elles ont été enfreintes.¹⁵

7.15. L'Ukraine estime que la section IV de la demande d'établissement d'un groupe spécial énumère les dispositions de l'OMC spécifiques dont il est allégué qu'elles ont été enfreintes et fournit une explication de la raison pour laquelle les mesures en cause contreviennent à la disposition de l'OMC pertinente. Elle fait valoir que cela indique clairement l'argumentation à laquelle la Russie doit répondre. En outre, elle considère que la Russie lit la section IV en l'isolant du reste de la demande d'établissement d'un groupe spécial, ce qui va à l'encontre de l'obligation faite à un groupe spécial d'examiner la demande d'établissement dans son ensemble.¹⁶

¹³ Russie, demande de décision préliminaire, paragraphes 12 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 162) et 15.

¹⁴ Russie, demande de décision préliminaire, paragraphes 16 et 17.

¹⁵ Ukraine, réponse à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphes 38 à 44 et 64.

¹⁶ Ukraine, réponse à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphes 65 à 68.

7.16. L'Ukraine considère en outre que la référence à la section II dans le paragraphe d'introduction de la section IV de la demande d'établissement d'un groupe spécial est claire lorsqu'elle indique que ces deux sections devraient être lues conjointement pour déterminer le lien entre chaque mesure en cause et la disposition de l'OMC dont il est allégué qu'elle a été enfreinte. L'Ukraine estime que la description des mesures en cause dans la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial comprend à la fois les paragraphes descriptifs et l'indication des mesures en cause aux trois points numérotés de la section II. En particulier, elle considère que a) les allégations formulées au titre de l'article 5.1.1 et 5.1.2 de l'Accord OTC portent sur l'application de procédures d'évaluation de la conformité et concernent donc les mesures spécifiques affectant l'application des procédures d'évaluation de la conformité indiquées aux points 2) et 3) de la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial, b) les allégations formulées au titre de l'article 5.2.2 de l'Accord OTC sont axées sur le caractère complet de la documentation et la communication dans les moindres délais des résultats d'une procédure d'évaluation de la conformité, ce qui se rapporte à l'application de procédures d'évaluation de la conformité, et concernent donc aussi les mesures décrites aux points 2) et 3) de la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial, c) l'allégation au titre de l'article 5.2.3 de l'Accord OTC se limite aux demandes de renseignements aux fins des procédures d'évaluation de la conformité, ce qui concerne uniquement la mesure décrite au point 3) de la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial, mais l'Ukraine a abandonné l'allégation formulée au titre de l'article 5.2.3, d) les allégations au titre de l'article 2.1 de l'Accord OTC, qui traite de l'élaboration, l'adoption ou l'application des règlements techniques, portent sur l'obligation de non-discrimination dans le cas des règlements techniques et concernent donc la mesure décrite au point 3) de la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial (alors que les mesures indiquées aux points 1) et 2) concernent respectivement, les restrictions à l'importation et les procédures d'évaluation de la conformité), e) les allégations au titre de l'article I:1 du GATT de 1994 portent sur le vaste champ d'application de cette disposition et rien dans le texte de l'article I:1 ne donne à penser qu'une ou plusieurs des mesures indiquées aux points 1) à 3) de la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial ne relèveraient pas de cette disposition, f) les allégations au titre de l'article III:4 du GATT de 1994 portent sur les lois, règlements et prescriptions affectant la vente de produits importés sur le marché intérieur et peuvent donc uniquement concerner les mesures décrites aux points 2) et 3) de la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial, étant donné que le point 1) fait expressément référence à des restrictions à l'importation et qu'il apparaîtrait donc qu'il ne relève pas de l'article III:4, g) les allégations au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 portent de manière générale sur l'application de tous les règlements, lois, décisions judiciaires et administratives et concernent donc les mesures décrites dans la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial, et h) les allégations au titre des articles XI:1 et XIII:1 du GATT de 1994 portent, respectivement, sur les restrictions quantitatives et sur leur application non discriminatoire, et concernent donc uniquement la mesure décrite au point 1) de la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial étant donné que rien dans le libellé de l'indication des autres mesures spécifiques en cause ne donne à penser que ces mesures concernent des actes ou omissions de la Russie touchant l'importation. L'Ukraine rejette par ailleurs l'argument de la Russie selon lequel le fait qu'elle n'a pas contesté certaines mesures au titre de certaines dispositions confirme le manque de clarté de la demande d'établissement d'un groupe spécial.¹⁷

7.17. La Russie fait valoir en outre que la situation concernant la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Ukraine est très analogue à celle dans l'affaire *Chine – Matières premières* dans laquelle l'Organe d'appel a constaté que la section III des demandes d'établissement d'un groupe spécial présentées par les parties plaignantes ne satisfaisait pas à la prescription de l'article 6:2 du Mémoire d'accord selon laquelle cette section devait contenir un "bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui [devait] être suffisant pour énoncer clairement le problème". Pour étayer ce point de vue, la Russie dit que, comme dans le différend *Chine – Matières premières*, a) d'après le libellé de la section IV de la demande d'établissement d'un groupe spécial, il est impossible de discerner quelle mesure a causé quelle violation alléguée, b) les dispositions de l'OMC énumérées dans la section IV de la demande d'établissement d'un groupe spécial contiennent toute une série d'obligations dissemblables, et c) les paragraphes descriptifs de la section IV de la demande d'établissement d'un groupe spécial n'expliquent pas comment chacune

¹⁷ Ukraine, réponse à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphes 68 à 85; et observations concernant les observations de la Russie sur la réponse de l'Ukraine à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphes 17 à 26.

des mesures contestées viole, d'après les allégations, à des dispositions spécifiques des accords de l'OMC.¹⁸

7.18. L'Ukraine rejette les parallèles établis par la Russie entre sa demande d'établissement d'un groupe spécial et la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les parties plaignantes dans l'affaire *Chine – Matières premières*. En particulier, l'Ukraine estime que a) contrairement à la section III des demandes d'établissement d'un groupe spécial dans l'affaire *Chine – Matières premières*, les mesures spécifiques indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Ukraine ont une portée précise et bien définie et concernent toutes directement ou indirectement des procédures d'évaluation de la conformité pour les produits ferroviaires; de plus, contrairement aux parties plaignantes dans l'affaire *Chine – Matières premières*, l'Ukraine ne conteste pas un code ou une charte entiers régissant tout le commerce extérieur entre la Russie et les pays tiers; b) la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Ukraine indique les mesures spécifiques en cause, décrivant à la fois les actes et les omissions attribuables à la Russie, ainsi que les sources et les éléments de preuve se rapportant à ces mesures, et pour chacun des accords visés dont l'Ukraine allègue qu'il a été violé; et c) s'agissant de chacune des mesures spécifiques en cause, l'Ukraine a donné une explication du fondement juridique de la plainte dans la section IV et il ressort de la lecture de la demande d'établissement dans son ensemble, que cette demande d'établissement établit un lien entre les allégations juridiques et les mesures spécifiques en cause.¹⁹

7.19. La Russie ne souscrit pas aux explications fournies dans la réponse de l'Ukraine à sa demande de décision préliminaire, s'agissant de la façon dont la demande d'établissement d'un groupe spécial pourrait être interprétée pour démontrer le lien entre les mesures contestées et les dispositions de l'OMC dont il est allégué qu'elles ont été enfreintes. En particulier, la Russie considère que a) les mesures II et III ne constituent pas des procédures d'évaluation de la conformité et ne se rapportent donc pas à l'article 5.1.1 et 5.1.2 de l'Accord OTC, b) dans sa première communication écrite, l'Ukraine n'a pas formulé d'allégations au titre de l'article 5.2.2 de l'Accord OTC à l'égard des mesures II et III, et la demande d'établissement d'un groupe spécial ne fait pas mention de problèmes concernant le caractère complet de la documentation, c) l'Ukraine fait valoir que la mesure III concerne l'application de procédures d'évaluation de la conformité ainsi qu'un règlement technique relevant de l'article 2.1 de l'Accord OTC, et il est donc impossible de savoir quelle est la mesure contestée, d) dans sa première communication écrite, l'Ukraine formule des allégations au titre de l'article I:1 du GATT de 1994 uniquement à l'égard des mesures I et III, ce qui confirme le manque de clarté de la demande d'établissement d'un groupe spécial, e) malgré l'affirmation de l'Ukraine selon laquelle toutes les mesures pourraient relever de l'article III:4 du GATT de 1994, on ne voit pas très bien comment les restrictions à l'importation décrites dans le premier élément de la mesure II et la mesure I pourraient relever de l'article III:4, et l'Ukraine a contesté uniquement la mesure III au titre de cette disposition, f) de même, on ne voit pas très bien comment toutes les mesures contestées pourraient relever de l'article X:3 du GATT de 1994, et l'Ukraine formule uniquement des allégations au titre de cette disposition à l'égard de la mesure III, et g) malgré l'affirmation de l'Ukraine selon laquelle toutes les mesures pourraient relever des articles XI:1 et XIII:1 du GATT de 1994, la description de la mesure I dans la demande d'établissement d'un groupe spécial n'a pas trait à des questions visées par ces dispositions. La Russie note que, lorsqu'elle indique que l'Ukraine a formulé des allégations uniquement à l'égard de certaines mesures, elle n'entend pas mettre en question la capacité de l'Ukraine d'abandonner des allégations, mais souligne le manque de clarté de la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Ukraine.²⁰ En outre, la Russie estime qu'il ne peut pas être remédié aux lacunes de la demande d'établissement d'un groupe spécial au moyen des explications fournies par l'Ukraine dans des communications ultérieures.²¹

¹⁸ Russie, observations sur la réponse de l'Ukraine à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphes 8 à 12.

¹⁹ Ukraine, observations concernant les observations de la Russie sur la réponse de l'Ukraine à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphes 8 à 15.

²⁰ Russie, observations sur la réponse de l'Ukraine à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphe 21.

²¹ Russie, observations sur la réponse de l'Ukraine à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphes 13 à 22.

7.20. La Russie demande donc au Groupe spécial "de dire et trancher que les [mesures] énumérées dans la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial contestées par l'Ukraine ne relèvent pas de son mandat et de rejeter les allégations de l'Ukraine".²²

7.21. Le Groupe spécial rappelle que, conformément à l'article 6:2 du Mémoire d'accord, une demande d'établissement d'un groupe spécial doit "cont[enir] un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème".

7.22. Selon l'Organe d'appel, "[l]'article 6:2 du Mémoire d'accord exige une clarté suffisante en ce qui concerne le fondement juridique de la plainte ... [parce qu'une] partie défenderesse a le droit de savoir à quelle argumentation elle doit répondre et quelles violations ont été alléguées afin qu'elle puisse commencer à préparer sa défense".²³ Plus spécifiquement, le fondement juridique d'une allégation doit être énoncé d'une manière qui est "suffisant[e] pour énoncer clairement le problème".²⁴ L'Organe d'appel a expliqué que, "afin d'«énoncer clairement le problème», au sens de l'article 6:2, une demande d'établissement d'un groupe spécial [devait] "établir explicitement un lien" entre la ou les mesures contestées et la ou les dispositions dont il [était] allégué qu'elles [avaient] été enfreintes afin qu'un défendeur puisse "savoir à quelle argumentation [il devait] répondre et ... commencer à préparer sa défense".²⁵

7.23. Compte tenu du caractère général de la première allégation de la Russie, nous commençons par l'examen détaillé de la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Ukraine.

7.24. La demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Ukraine est divisée en quatre sections. La première donne un aperçu du contexte du différend. La deuxième décrit les mesures en cause. La troisième décrit le cadre juridique pertinent de la Russie. La quatrième contient le fondement juridique de la plainte.²⁶

7.25. La section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial contient trois paragraphes descriptifs sur les mesures en cause, suivis de la liste numérotée des mesures, laquelle comporte des renvois aux annexes I à III de la demande. Cette section se termine par un paragraphe de conclusion décrivant les effets des mesures contestées sur le commerce.²⁷

7.26. La section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial décrit trois mesures. Pour avoir la base appropriée sur laquelle asseoir notre analyse de la première exception soulevée par la Russie, nous exposons brièvement la façon dont nous comprenons chacune des mesures contestées. Nous donnons des explications additionnelles sur les raisons pour lesquelles nous considérons que ces mesures sont celles qui sont indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial lorsque nous évaluons les exceptions soulevées par la Russie au sujet de l'indication des mesures.

7.27. La mesure 1 est décrite comme étant le "fait d'empêcher systématiquement les producteurs ukrainiens d'exporter leurs produits ferroviaires" vers la Russie par le biais de la suspension des certificats de conformité valides détenus par des producteurs ukrainiens de produits ferroviaires, du rejet des demandes de nouveaux certificats de conformité présentées par des producteurs ukrainiens de produits ferroviaires, et de la non-reconnaissance des certificats de conformité délivrés par les autres pays de l'Union douanière. Cette mesure est décrite au point 1) de la section II.

7.28. La mesure 2 consiste en trois éléments séparés qui concernent les producteurs ukrainiens. Premièrement, la "suspension des certificats d'évaluation de la conformité", qui est mentionnée à l'annexe I. Deuxièmement, le "rejet des nouvelles demandes de certificats d'évaluation de la conformité", qui est mentionné à l'annexe II. Troisièmement, le "refus de reconnaître les certificats

²² Russie, demande de décision préliminaire, paragraphe 18.

²³ Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Poutres en-H*, paragraphe 88.

²⁴ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 168.

²⁵ Rapports de l'Organe d'appel *Argentine – Mesures à l'importation*, paragraphe 5.39 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures compensatoires et mesures antidumping (Chine)*, paragraphe 4.8 (citant à son tour le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 162)).

²⁶ WT/DS499/2.

²⁷ WT/DS499/2, pages 2 et 3.

d'évaluation de la conformité valides délivrés par les autres pays de l'Union douanière", qui est mentionné à l'annexe III. La description de la mesure 2, au moyen de ses éléments constitutifs, figure dans les deux premiers paragraphes descriptifs et au point 2) de la section II.

7.29. La troisième mesure est décrite dans le troisième paragraphe descriptif et au point 3) de la section II. Cette mesure consiste en la non-reconnaissance par la Russie des certificats délivrés dans les autres pays de l'Union douanière, si les produits certifiés n'ont pas été produits dans un pays de l'Union douanière.

7.30. La section IV de la demande d'établissement d'un groupe spécial commence par un paragraphe d'introduction qui indique que: "les mesures décrites dans la section II ... sont incompatibles avec les obligations de la ... Russie au titre des dispositions suivantes du GATT de 1994 et de l'Accord OTC". Ce paragraphe d'introduction est suivi d'une liste de dix dispositions – cinq de l'Accord OTC et cinq du GATT de 1994 –, chacune d'elles étant accompagnée d'une brève description de la manière dont elle est enfreinte.²⁸

7.31. Nous passons à l'examen de chaque point de la section IV de la demande d'établissement d'un groupe spécial, en gardant à l'esprit la description des trois mesures en cause figurant dans la section II de la demande d'établissement, afin de déterminer si celle-ci établit un lien entre les mesures contestées et les dix dispositions de l'OMC dont il est allégué qu'elles ont été enfreintes. Pour mener cette tâche, nous notons que nous ne nous prononçons pas sur le bien-fondé des allégations formulées par l'Ukraine. Nous nous concentrons sur la question de savoir si les liens sont suffisants pour que la Russie ait pu comprendre quel était le problème soulevé par l'Ukraine et à quelle argumentation elle devait répondre.

7.32. Les points 1 et 2 de la section IV de la demande d'établissement d'un groupe spécial contiennent les allégations de l'Ukraine relatives à l'application des procédures russes d'évaluation de la conformité au titre de l'article 5.1.1 et 5.1.2 de l'Accord OTC. Ces allégations concernent, d'une part, l'application discriminatoire des procédures d'évaluation de la conformité et, d'autre part, le caractère inutilement restrictif pour le commerce de leur application. Les trois mesures décrites plus haut pourraient avoir rapport à la fois à l'application discriminatoire alléguée des procédures russes d'évaluation de la conformité et à son caractère inutilement restrictif pour le commerce, parce que toutes trois pourraient concerner l'application des procédures d'évaluation de la conformité de la Russie aux produits ferroviaires. Cela inclut le fait d'empêcher l'importation de manière générale, dans la mesure où il apparaît que les deux autres mesures, qui concernent l'application des procédures russes d'évaluation de la conformité aux produits ferroviaires, servent d'éléments de preuve de l'existence de cette dernière. Nous considérons donc que le fait d'empêcher l'importation de manière générale pourrait avoir rapport à l'application des procédures d'évaluation de la Russie aux produits ferroviaires. Nous considérons donc qu'il y a un lien entre les allégations de l'Ukraine au titre de l'article 5.1.1 et 5.1.2 et les mesures contestées.

7.33. Le point 3 de la section IV de la demande d'établissement d'un groupe spécial contient les allégations de l'Ukraine au titre de l'article 5.2.2 de l'Accord OTC. Ces allégations concernent la manière dont les autorités russes ont mené les procédures d'évaluation de la conformité. En particulier, les allégations de l'Ukraine ont rapport a) à l'examen dans les moindres délais de la question de savoir si la documentation des requérants est complète, b) à l'information des requérants de toutes les lacunes de leur demande, et c) à la communication des résultats de l'évaluation de la conformité aussitôt que possible et de manière précise et complète. Le libellé de l'explication fournie au point 3 fait référence à deux situations. L'une concerne les "producteurs demandant des certificats d'évaluation de la conformité" et l'autre concerne la communication aux requérants des résultats de l'évaluation de la conformité. Ainsi, une mesure qui concerne une demande de certificat d'évaluation de la conformité ou la communication des résultats de l'évaluation de la conformité est exclue de cette allégation. La suspension des certificats de conformité valides détenus par des producteurs ukrainiens, qui est l'un des éléments de la mesure 2, est décrite dans la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial comme faisant référence à la vérification des conditions de conformité pour un certificat déjà délivré. Cette mesure comprend donc l'évaluation de la conformité, mais pas la demande de certificat d'évaluation de la conformité. Par conséquent, cet élément de la mesure 2 est lié au point c) susmentionné, et non aux points a) et b). À l'inverse, les autres éléments de la mesure 2 (rejet des nouvelles demandes et refus de reconnaître les certificats d'évaluation de la conformité valides

²⁸ WT/DS499/2, page 3.

délivrés par les autres pays de l'Union douanière) se rapportent à une demande déclenchant une procédure d'évaluation de la conformité. Le rejet des nouvelles demandes pourrait avoir rapport aux trois aspects (a) à c) susmentionnés) des allégations formulées au titre de l'article 5.2.2. Le refus de reconnaître les certificats de conformité délivrés par les autres pays de l'Union douanière pourrait avoir rapport au point a) susmentionné, parce que la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial laisse entendre que la raison du refus de reconnaître les certificats des pays de l'Union douanière pourrait avoir rapport à l'absence d'examen des documents pertinents. Toutefois, cet élément de la mesure 2 ne semble pas se rapporter aux points b) et c) susmentionnés parce qu'il apparaît que la demande d'établissement d'un groupe spécial reconnaît que les refus ont été communiqués aux requérants dans un délai raisonnable. Nous considérons donc qu'il y a un lien entre les allégations de l'Ukraine au titre de l'article 5.2.2 et la suspension de certificats valides, le rejet des demandes de certificats de conformité, la non-reconnaissance des certificats délivrés par les autres pays de l'Union douanière (uniquement en ce qui concerne l'examen dans les moindres délais de la question de savoir si la documentation est complète) et le fait d'empêcher l'importation de manière générale, dans la mesure où il apparaît que la suspension, le rejet et la non-reconnaissance servent d'éléments de preuve de l'existence de ce dernier.

7.34. Le point 4 de la section IV de la demande d'établissement d'un groupe spécial contient les allégations de l'Ukraine au titre de l'article 5.2.3 de l'Accord OTC. Ces allégations concernent les demandes de renseignements non nécessaires tout au long de la procédure d'évaluation de la conformité. La suspension des certificats de conformité valides détenus par des producteurs ukrainiens ne semble pas être liée à cette allégation parce que la demande d'établissement d'un groupe spécial n'indique pas que l'évaluation du maintien de la conformité des produits était d'une façon ou d'une autre en rapport avec la demande de renseignements non nécessaires. Le problème posé par cet élément de la mesure 2 semble lié aux raisons qui sous-tendent l'incapacité de procéder à des inspections sur site. Le rejet des demandes de certificats de conformité pourrait avoir rapport à l'imposition par les autorités russes de prescriptions additionnelles étant donné que ce rejet pourrait avoir été le résultat de demandes de renseignements non nécessaires. Toutefois, cette allégation ne pourrait pas couvrir les demandes qui, comme il est indiqué dans la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial, ont été "renvoyées sans être examinées"; parce que cela impliquerait que les autorités russes n'ont fait aucune demande de renseignements. Le refus de reconnaître les certificats de conformité délivrés par les autres pays de l'Union douanière pourrait avoir rapport à des demandes de renseignements non nécessaires parce que les autorités russes pourraient demander des renseignements additionnels à ceux qui sont considérés comme suffisants par les autorités compétentes des autres pays de l'Union douanière. Ce ne serait toutefois pas le cas pour les mesures 1 et 3, en raison de leur nature de mesure systématique et de prescription générale. Nous considérons donc qu'il y a un lien entre les allégations de l'Ukraine au titre de l'article 5.2.3 et deux éléments de la mesure 2, à savoir le rejet des demandes de certificats de conformité (à l'exception des demandes renvoyées sans être examinées) et le refus de reconnaître les certificats d'évaluation de la conformité délivrés par les autres pays de l'Union douanière. Nous ne considérons pas qu'il y a un lien entre les allégations de l'Ukraine au titre de l'article 5.2.3 et la mesure 1, un élément de la mesure 2 (la suspension des certificats de conformité valides détenus par des producteurs ukrainiens) et la mesure 3.²⁹

7.35. Le point 5 de la section IV de la demande d'établissement d'un groupe spécial contient les allégations de l'Ukraine au titre de l'article 2.1 de l'Accord OTC. Ces allégations concernent les effets discriminatoires de l'application de règlements techniques. La demande d'établissement d'un groupe spécial conteste l'application discriminatoire de certaines prescriptions techniques au moyen des trois mesures en cause. Par conséquent, les trois mesures pourraient avoir rapport à cette discrimination alléguée. Nous considérons donc qu'il y a un lien entre les allégations de l'Ukraine au titre de l'article 2.1 et les mesures contestées.

7.36. Les points 6 et 7 de la section IV de la demande d'établissement d'un groupe spécial contiennent les allégations de l'Ukraine au titre des articles I:1 et III:4 du GATT de 1994. Ces allégations concernent le traitement discriminatoire allégué à l'égard des produits ferroviaires ukrainiens par rapport, d'une part, au traitement accordé aux produits en provenance d'autres pays et, d'autre part, au traitement accordé aux produits nationaux. La demande d'établissement d'un groupe spécial souligne que les mesures contestées sont appliquées uniquement aux produits

²⁹ Nous notons que, ultérieurement dans la présente procédure, l'Ukraine n'a pas soulevé d'allégations au titre de l'article 5.2.3 de l'Accord de l'OTC.

ferroviaires ukrainiens, ce qui pourrait aboutir à un traitement discriminatoire en faveur des produits ferroviaires d'autres pays et en faveur des produits nationaux. Nous considérons donc qu'il y a un lien entre les allégations de l'Ukraine au titre des articles I:1 et III:4 et les mesures contestées.

7.37. Le point 8 de la section IV de la demande d'établissement d'un groupe spécial contient les allégations de l'Ukraine au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Ces allégations concernent l'application uniforme, impartiale et raisonnable des lois, règlements et décisions d'application générale. La mesure 1 et la mesure 3 sont des mesures d'application générale qui pourraient relever de l'article X:3 a). Ce n'est toutefois pas le cas des trois éléments de la mesure 2 qui se rapportent tous à des cas d'application particuliers. Nous considérons donc qu'il y a un lien entre les allégations de l'Ukraine au titre de l'article X:3 a) et les mesures 1 et 3. Nous considérons également qu'il n'y a pas de lien entre les allégations de l'Ukraine au titre de l'article X:3 a) et la mesure 2.

7.38. Les points 9 et 10 de la section IV de la demande d'établissement d'un groupe spécial contiennent les allégations de l'Ukraine au titre des articles XI:1 et XIII:1 du GATT de 1994. Ces allégations concernent l'imposition et l'application de restrictions ou prohibitions à l'importation de produits ferroviaires ukrainiens. Il pourrait être allégué que les mesures contestées constituent une restriction à l'importation. En particulier, il est clair que la mesure 1 entrerait dans cette catégorie. De plus, la mesure 1 pourrait avoir été appliquée d'une manière discriminatoire. Nous considérons donc qu'il y a un lien entre les allégations de l'Ukraine au titre des articles XI:1 et XIII:1 et les mesures contestées.

7.39. Compte tenu de ce qui précède, nous considérons que les allégations de l'Ukraine, telles qu'elles sont décrites dans la section IV de la demande d'établissement d'un groupe spécial, lue conjointement avec la section II, se rapportent aux mesures suivantes:

Tableau 1 – Lien entre les allégations formulées par l'Ukraine et les mesures en cause

Mesures		Allégations correspondantes
1:	Fait d'empêcher systématiquement les exportations	Articles 5.1.1, 5.1.2 et 2.1 de l'Accord OTC. Articles I:1, III:4, X:3 a), XI:1 et XIII:1 du GATT de 1994.
2:	Suspension des certificats de conformité valides détenus par des producteurs ukrainiens	Articles 5.1.1, 5.1.2, 5.2.2 et 2.1 de l'Accord OTC. Articles I:1, III:4, XI:1 et XIII:1 du GATT de 1994.
	Rejet des demandes de certificats de conformité	Articles 5.1.1, 5.1.2, 5.2.2, 5.2.3 (à l'exception des demandes renvoyées sans être examinées) et 2.1 de l'Accord OTC. Articles I:1, III:4, XI:1 et XIII:1 du GATT de 1994.
	Refus de reconnaître les certificats de conformité délivrés par les autres pays de l'Union douanière	Articles 5.1.1, 5.1.2, 5.2.2 et 2.1 de l'Accord OTC. Articles I:1, III:4, XI:1 et XIII:1 du GATT de 1994.
3:	Non-reconnaissance des certificats de conformité délivrés par les autres pays de l'Union douanière	Articles 5.1.1, 5.1.2 et 2.1 de l'Accord OTC. Articles I:1, III:4, X:3 a), XI:1 et XIII:1 du GATT de 1994.

7.40. Nous ne souscrivons pas aux "parallèles" établis par la Russie entre la demande d'établissement d'un groupe spécial en cause et les demandes d'établissement d'un groupe spécial dans l'affaire *Chine – Matières premières*. Dans cette affaire, l'Organe d'appel devait répondre à la question de savoir si la section III des demandes d'établissement d'un groupe spécial contenait un "bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui [soit] suffisant pour énoncer clairement le problème".³⁰ Après avoir examiné les aspects pertinents des demandes de consultations dans l'affaire *Chine – Matières premières*, l'Organe d'appel a conclu qu'ils violaient l'article 6:2 parce que "les plaignants n'[avaient] indiqué, ni dans les paragraphes descriptifs ni dans l'énumération finale des dispositions des accords visés dont il était allégué qu'elles avaient été violées, la base sur laquelle le Groupe spécial et la Chine pouvaient déterminer de façon suffisamment claire quel "problème" ou quels "problèmes" avait (avaient) été causé(s) par quelles mesures".³¹

7.41. Il y a deux différences entre les demandes d'établissement d'un groupe spécial dans l'affaire *Chine – Matières premières* et la demande d'établissement d'un groupe spécial en cause.

³⁰ Rapports de l'Organe d'appel *Chine – Matières premières*, paragraphe 226.

³¹ Rapports de l'Organe d'appel *Chine – Matières premières*, paragraphe 231.

Premièrement, les paragraphes descriptifs de la section II des demandes d'établissement d'un groupe spécial dans l'affaire *Chine – Matières premières* mentionnent plusieurs types de mesures distincts (autres restrictions à l'exportation des matières; administration des mesures d'une manière qui n'est pas uniforme, impartiale et raisonnable; imposition de redevances et formalités excessives à l'exportation; et non-publication de certaines mesures relatives aux prescriptions, restrictions ou prohibitions à l'exportation) et plusieurs allégations de violations (concernant l'administration des contingents d'exportation; l'attribution des contingents d'exportation, la publication des montants et des procédures de demandes de contingents d'exportation; les prescriptions relatives aux licences d'exportation; les prescriptions en matière de prix minimaux à l'exportation; et les redevances et formalités).³² À la suite des paragraphes descriptifs, les demandes d'établissement d'un groupe spécial contiennent une liste d'au moins 37 instruments juridiques qui vont de codes ou de chartes entiers à des mesures administratives spécifiques, sans qu'il soit fait référence à des sections ou à des dispositions spécifiques de l'un quelconque des instrument énumérés.³³ En résumé, les paragraphes descriptifs contiennent une brève description de différentes allégations de violation se rapportant à différents types de restrictions, mais ils n'établissent pas de lien entre elles et la multitude d'instruments juridiques énumérés dans la section suivante. À l'inverse, les paragraphes descriptifs de la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Ukraine indiquent trois mesures en cause et fournissent une description qui permet de discerner la nature de chacune d'elles. En particulier, le troisième paragraphe descriptif de la section II, dans lequel la non-reconnaissance d'autres certificats de l'Union douanière est décrite, fournit une indication claire des instruments juridiques concernés par cette mesure (par exemple le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière). En outre, les instruments juridiques décrits dans la section III de la demande d'établissement d'un groupe spécial sont limités à neuf, dont les cinq premiers se rapportent clairement aux mesures contestées décrites dans la section II et les quatre autres se rapportent au contexte du cadre juridique applicable aux procédures russes d'évaluation de la conformité.³⁴

7.42. Deuxièmement, le paragraphe final de la section III des demandes d'établissement d'un groupe spécial dans l'affaire *Chine – Matières premières* contient une liste de 13 dispositions de l'OMC dont il est allégué qu'elles ont été enfreintes, sans indiquer comment l'une quelconque des mesures en cause a entraîné l'une quelconque des violations alléguées. Toutefois, les paragraphes descriptifs fournissaient des explications.³⁵ À l'inverse, comme il a été expliqué plus haut, la section IV de la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Ukraine contient la liste des dix dispositions de l'OMC dont il est allégué qu'elles ont été enfreintes, accompagnées d'une explication de la raison pour laquelle l'Ukraine juge chaque disposition incompatible avec les mesures en cause.³⁶

7.43. Nous considérons que la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Ukraine, comme il a été expliqué plus haut et lorsqu'elle est lue dans son ensemble, est d'une clarté suffisante pour établir explicitement un lien entre les dispositions de l'OMC dont il est allégué qu'elles ont été enfreintes et les mesures en cause. Ce lien est suffisant pour que la Russie ait pu savoir à quelle argumentation elle devait répondre. Nous rejetons donc la demande de la Russie.

7.1.1.1.2 Question 1 b)

7.44. La deuxième allégation de la Russie est essentiellement que la demande d'établissement d'un groupe spécial n'énonce pas clairement le problème car elle n'indique pas les mesures spécifiques en cause. La Russie fait valoir que la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Ukraine n'indique pas les mesures spécifiques en cause parce qu'elle n'indique pas les produits spécifiques en cause, et il est donc impossible à la Russie de discerner les mesures spécifiques en cause.

7.45. La Russie affirme que l'article 6:2 du Mémoire d'accord n'exige pas qu'une demande d'établissement d'un groupe spécial indique les produits auxquels la mesure spécifique en cause s'applique. Toutefois, elle estime que, pour certaines obligations dans le cadre de l'OMC, il peut être nécessaire d'indiquer les produits faisant l'objet des mesures en cause pour pouvoir indiquer

³² Rapports de l'Organe d'appel *Chine – Matières premières*, paragraphes 222 et 223.

³³ Rapports de l'Organe d'appel *Chine – Matières premières*, paragraphe 224.

³⁴ Voir WT/DS499/2, page 3.

³⁵ Voir WT/DS394/7, pages 7 à 10; WT/DS395/7, pages 7 à 10; et WT/DS398/6, pages 7 à 10.

³⁶ Voir WT/DS499/2, pages 3 et 4.

les mesures spécifiques en cause. Selon la Russie, il était nécessaire que l'Ukraine indique les produits en cause pour que la Russie puisse identifier les mesures spécifiques en cause.³⁷

7.46. D'après la Russie, la référence dans la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Ukraine aux "produits ferroviaires" n'indique pas les produits en cause d'une manière qui donne une certitude quant aux mesures contestées, ce qui empêche la Russie de comprendre quels sont les produits visés dans le différend. La Russie considère que la référence aux "produits ferroviaires" est trop vague. Pour étayer cette opinion, elle indique que la nomenclature des marchandises du Système harmonisé ne mentionne aucun produit ou groupe de produits sous la désignation de "produits ferroviaires", mais fait plutôt référence à des types spécifiques de produits (par exemple véhicules et matériel pour voies ferrées ou similaires et leurs parties, etc.) Elle fait valoir en outre qu'il n'existe pas de définition dans le dictionnaire de l'expression "produits ferroviaires" et qu'il ne s'agit pas d'un terme commercial facilement compréhensible dans le cadre des échanges commerciaux.³⁸

7.47. De plus, la Russie considère que la définition des produits ferroviaires figurant dans le premier paragraphe de la demande d'établissement d'un groupe spécial n'apporte aucune clarté. Premièrement, la Russie considère que l'expression "autres matériels ferroviaires" est tout aussi vague quant à ce qui peut être qualifié de produits ferroviaires. Elle considère que, de la même façon, les "autres matériels ferroviaires" ne sont pas répertoriés en tant que type de produits dans le Système harmonisé et ne correspondent pas non plus à un terme commercial. Deuxièmement, il en va de même pour l'expression "et leurs parties". La Russie considère par ailleurs que cette définition donne une liste non limitative de produits en cause, ce qui va à l'encontre de la sécurité et de la prévisibilité du système de règlement des différends de l'OMC qui sont prévues à l'article 3:2 du Mémoire d'accord.³⁹

7.48. L'Ukraine indique que le Mémoire d'accord n'exige pas l'indication des produits en cause dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. Elle considère que l'article 6:2 prévoit que l'indication des produits doit découler des mesures spécifiques indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. Elle estime qu'il est nécessaire seulement pour certaines obligations dans le cadre de l'OMC d'indiquer les produits en cause pour indiquer les mesures en cause.⁴⁰

7.49. L'Ukraine fait valoir que la Russie n'a pas expliqué pourquoi, en vertu de l'article 6:2, l'Ukraine était tenue, étant donné les obligations dans le cadre de l'OMC qui étaient concernées, d'indiquer les produits en cause pour indiquer les mesures contestées. Elle estime que cette seule raison est suffisante pour rejeter l'allégation de la Russie. En tout état de cause, elle fait valoir que sa demande d'établissement d'un groupe spécial indiquait et définissait les produits en cause.⁴¹

7.50. L'Ukraine allègue que la Russie demande au Groupe spécial de constater que les produits en cause doivent être non seulement indiqués dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, mais aussi définis d'après les positions du Système harmonisé, les définitions employées dans les dictionnaires faisant autorité et les termes commerciaux facilement compréhensibles dans le cadre des échanges commerciaux. Selon l'Ukraine, la définition des produits en cause dans la demande d'établissement d'un groupe spécial n'est pas non limitative et ne permet pas l'élargissement de la liste de ces produits.⁴²

³⁷ Russie, demande de décision préliminaire, paragraphe 19 (citant le Rapport de l'Organe d'appel CE – *Matériels informatiques*, paragraphes 67, 68 et 70); et observations sur la réponse de l'Ukraine à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphes 25, 26 et 28.

³⁸ Russie, demande de décision préliminaire, paragraphes 20 à 24; et observations sur la réponse de l'Ukraine à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphe 24 et 27.

³⁹ Russie, demande de décision préliminaire, paragraphes 25 à 27; et observations sur la réponse de l'Ukraine à la demande de décision préliminaire de la Russie paragraphes 30 et 31.

⁴⁰ Ukraine, réponse à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphe 90 (citant le rapport de l'Organe d'appel CE – *Morceaux de poulet*, paragraphe 165).

⁴¹ Ukraine, réponse à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphes 91 et 92; et observations concernant les observations de la Russie sur la réponse de l'Ukraine à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphes 29 à 37.

⁴² Ukraine, réponse à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphes 93 à 97; et observations concernant les observations de la Russie sur la réponse de l'Ukraine à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphes 38 à 40.

7.51. En ce qui concerne la première communication écrite de l'Ukraine, la Russie dit en outre que l'Ukraine élargit de manière inadmissible la portée du différend en donnant une nouvelle définition des produits ferroviaires. La Russie fait référence à l'insertion des mots "qui sont soumis à une certification obligatoire selon la législation pertinente applicable dans la Fédération de Russie", dans la définition des produits ferroviaires. La Russie considère que cet ajout démontre le manque de clarté de la définition donnée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial et qu'il ne peut pas y être remédié au moyen de communications ultérieures. Elle demande donc au Groupe spécial de ne pas tenir compte de cette nouvelle définition des produits en cause.⁴³

7.52. En outre, la Russie affirme pour les besoins de l'argumentation que, même si cette nouvelle définition est acceptée, elle n'apporte pas suffisamment de clarté pour indiquer les produits en cause. Premièrement, cela tient au fait que, selon les règlements pertinents, des dizaines de produits ferroviaires sont soumis à une certification obligatoire. Deuxièmement, les produits soumis à une certification obligatoire ne sont pas tous mentionnés dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, si bien que cet ajout élargirait la portée du différend. Troisièmement, la première communication écrite de l'Ukraine contient des références à des produits non inclus dans la définition des produits ferroviaires, par exemple, les sélecteurs et éléments de fixation, les wagons de marchandises, les châssis latéraux et traverses de bogies, les wagons-citernes, les condensateurs et citernes pour gaz liquéfié, et de transport ferroviaire.⁴⁴

7.53. L'Ukraine rejette l'argument de la Russie selon lequel, dans sa première communication écrite, elle élargit la portée du différend en donnant une nouvelle définition des produits en cause. Elle fait valoir que la définition des produits en cause donnée dans sa première communication écrite reprend celle qui figure au premier paragraphe de la demande d'établissement d'un groupe spécial, telle qu'elle est développée dans les sections suivantes de cette demande. Elle estime que la référence aux produits soumis à une certification obligatoire en Russie figure dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, étant donné que les mesures en cause, les instruments juridiques pertinents et les dispositions de l'OMC qui sont mentionnés dans cette demande d'établissement indiquent clairement que le problème soulevé par l'Ukraine concerne les procédures d'évaluation de la conformité obligatoires.⁴⁵

7.54. L'Ukraine rejette également l'argument de la Russie selon lequel ses références, dans sa première communication écrite, aux sélecteurs et éléments de fixation, aux wagons de marchandises, aux châssis latéraux et traverses de bogies, aux wagons-citernes, aux condensateurs et citernes pour gaz liquéfié, et au transport ferroviaire élargissent la portée du différend. Elle estime que la Russie n'a pas expliqué pourquoi ces produits ne relevaient pas de la description des produits en cause.⁴⁶

7.55. Compte tenu de ce qui précède, la Russie affirme que la demande d'établissement d'un groupe spécial n'indique pas les mesures spécifiques en cause et demande au Groupe spécial de constater que les mesures énumérées dans la section II de cette demande d'établissement ne relèvent pas de son mandat.⁴⁷ L'Ukraine demande au Groupe spécial de rejeter l'allégation de la Russie.⁴⁸

7.56. Le Groupe spécial estime que la Russie allègue que la définition des produits en cause, c'est-à-dire les produits ferroviaires, au premier paragraphe de la demande d'établissement d'un groupe spécial est trop vague. Selon la Russie, ce vague l'empêche de discerner les mesures en cause et par conséquent, la demande d'établissement d'un groupe spécial n'énonce pas clairement

⁴³ Russie, observations sur la réponse de l'Ukraine à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphe 32 (citant l'Ukraine, première communication écrite, paragraphe 24).

⁴⁴ Russie, observations sur la réponse de l'Ukraine à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphes 33 à 37 (faisant référence à l'Ukraine, première communication écrite, paragraphes 82, 92, 102, 105 et 113).

⁴⁵ Ukraine, observations concernant les observations de la Russie sur la réponse de l'Ukraine à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphes 41 à 44.

⁴⁶ Ukraine, observations concernant les observations de la Russie sur la réponse de l'Ukraine à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphe 45.

⁴⁷ Russie, demande de décision préliminaire, paragraphes 28 à 30; et observations sur la réponse de l'Ukraine à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphe 38.

⁴⁸ Ukraine, réponse à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphe 98; et observations concernant les observations de la Russie sur la réponse de l'Ukraine à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphe 46.

le problème. Or cette contestation se rapporte à la prescription de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord selon laquelle la demande d'établissement d'un groupe spécial doit indiquer la mesure ou les mesures spécifiques en cause, et non à la prescription imposant d'énoncer clairement le problème.⁴⁹

7.57. L'Organe d'appel a constaté que, pour qu'une demande d'établissement d'un groupe spécial satisfasse à cette prescription, les mesures doivent être indiquées avec suffisamment de précision pour que ce qui est soumis au processus juridictionnel d'un groupe spécial puisse être discerné d'après la demande.⁵⁰ Selon lui, cela pourrait être obtenu par l'indication de la mesure ou des mesures en cause "avec le niveau de détail suffisant pour dévoiler la nature de la mesure et l'essentiel de ce qui est en cause".⁵¹

7.58. La prescription imposée par l'article 6:2 consiste à indiquer la mesure en cause, et non les produits régis ou visés par cette mesure.⁵² Toutefois, il peut y avoir des cas dans lesquels la nature de la disposition de l'OMC dont il est allégué qu'elle a été enfreinte (par exemple une allégation selon laquelle le niveau d'une consolidation tarifaire a été dépassé) peut exiger l'indication des produits en cause pour indiquer la mesure en cause.⁵³

7.59. Nous devons donc déterminer si la Russie a démontré que, en raison de la nature des allégations formulées par l'Ukraine, la définition des produits en cause dans la demande d'établissement d'un groupe spécial était insuffisante pour indiquer les mesures en cause. Il est dit au paragraphe 1 de la demande d'établissement d'un groupe spécial que le présent différend concerne certaines mesures imposées à l'importation de "matériel ferroviaire roulant, de dispositifs d'aiguillage, d'autres matériels ferroviaires et de leurs parties ("produits ferroviaires") en provenance d'Ukraine". Les sections I, II et III de la demande d'établissement d'un groupe spécial font référence aux "produits ferroviaires" dans le cadre de l'examen du contexte, des mesures en cause et des instruments juridiques sous-jacents. Malgré son caractère général, cette définition présente un groupe spécifique de produits qui ont été visés par les mesures contestées. Cela est encore renforcé par les références, faites dans la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial, aux annexes I, II et III qui énumèrent une série d'instructions et de décisions des autorités russes. Ces instructions et décisions, au moyen desquelles les certificats d'évaluation de la conformité ont été suspendus, les demandes de nouveaux certificats rejetées ou les certificats des autres pays de l'Union douanière non reconnus, concernent des produits ferroviaires spécifiques.

7.60. Comme il a déjà été noté plus haut, la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial fournit une description claire des mesures contestées, qui comprennent la mesure 1 (le fait d'empêcher systématiquement les exportations), la mesure 2 et ses trois éléments constitutifs (la suspension des certificats de conformité valides détenus par des producteurs ukrainiens, le rejet des demandes de certificats de conformité, et le refus de reconnaître les certificats de conformité valides délivrés par les autres pays de l'Union douanière) et la mesure 3 (la non-reconnaissance des certificats de conformité délivrés par les autres pays de l'Union douanière). D'après la description donnée dans la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial, il est clair que ces mesures s'appliquent aux produits ferroviaires. On ne voit donc pas très bien en quoi la demande d'établissement d'un groupe spécial, en raison de la définition des produits en cause, manque d'indiquer les mesures spécifiques en cause.

⁴⁹ En ce qui concerne la prescription de l'article 6:2 selon laquelle la demande d'établissement d'un groupe spécial doit indiquer les mesures spécifiques en cause, voir: rapports de l'Organe d'appel *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, paragraphe 120; et *CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs*, paragraphe 790.

⁵⁰ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Maintien de la réduction à zéro*, paragraphe 168.

⁵¹ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Maintien de la réduction à zéro*, paragraphe 169.

⁵² Rapports de l'Organe d'appel *CE – Matériels informatiques*, paragraphe 67; et *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 165.

⁵³ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Matériels informatiques*, paragraphe 67 (dans lequel l'Organe d'appel a conclu que l'article 6:2 n'exigeait pas explicitement l'indication des produits en cause, et a constaté ensuite que la référence générale au "matériel de réseau local" et aux "PC multimédia" n'avait pas porté atteinte aux droits des Communautés européennes en tant que défendeur). Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 167 (dans lequel l'Organe d'appel a constaté que, dans des circonstances où une série de décisions des autorités douanières étaient contestées, il pouvait être nécessaire d'indiquer les produits en cause pour indiquer les mesures en cause).

7.61. En outre, nous estimons que la Russie n'a pas avancé d'arguments expliquant pourquoi les allégations formulées par l'Ukraine, qui concernent dix dispositions différentes de l'OMC, exigeaient une indication plus détaillée des produits en cause. À cet égard, nous notons que la Russie formule une allégation subsidiaire relative à l'incidence de la définition des produits en cause sur l'énonciation claire du problème, en ce qui concerne certaines dispositions de l'OMC dont il est allégué qu'elles ont été enfreintes, cette allégation étant, d'après ce que nous croyons comprendre, distincte de la présente allégation générale.

7.62. Nous rappelons que, selon la Russie, la nature générale de la définition des produits en cause équivaut à une liste non limitative, ce qui est contraire à l'article 3:2 du Mémorandum d'accord. La Russie s'appuie sur la décision préliminaire rendue dans l'affaire *Chine – Matières premières*, dans laquelle le Groupe spécial a constaté que les parties plaignantes n'étaient pas autorisées à inclure des mesures additionnelles autres que celles qui étaient énumérées et indiquées sous la forme de points dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. Cette constatation se rapportait à la référence à l'expression "entre autres" dans la section des demandes d'établissement d'un groupe spécial dans laquelle les mesures en cause étaient décrites.⁵⁴ Nous convenons avec l'Ukraine qu'il est inapproprié pour la Russie de s'appuyer sur la décision du Groupe spécial *Chine – Matières premières* dans la mesure où elle concerne une référence textuelle à l'expression "entre autres" qui ne figure pas dans la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Ukraine.

7.63. Nous ne sommes pas convaincus par la position de la Russie selon laquelle, d'après la manière dont elle décrit les produits en cause dans sa première communication écrite, l'Ukraine élargit la portée du différend. Il est clair que les produits en cause sont les produits ferroviaires tels qu'ils sont définis dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. La description que l'Ukraine fait dans sa première communication écrite des produits en cause, comme étant ceux qui sont soumis à une certification obligatoire conformément à la législation pertinente de la Russie, fait référence à la situation particulière qui concerne l'Ukraine. Cette référence ne peut donc pas être interprétée comme un élargissement de la portée du différend. En outre, les références aux sélecteurs et éléments de fixation, aux wagons de marchandises, aux châssis latéraux et traverses de bogies, aux wagons-citernes, aux condensateurs et citernes pour gaz liquéfié, et au transport ferroviaire, ont été faites pour expliquer le type de produits que chacun des producteurs ukrainiens visés produisait. La Russie n'a pas établi de lien entre ces descriptions et les allégations juridiques de l'Ukraine ou l'une quelconque des mesures en cause, ce qui donne à penser que l'Ukraine n'élargit pas la portée du différend au moyen de ces références. En outre, comme l'Ukraine le fait observer, la Russie n'a pas expliqué pourquoi chacun de ces produits ne relève pas de la définition des produits ferroviaires figurant dans la demande d'établissement d'un groupe spécial.

7.64. Nous considérons que la manière dont les produits en cause sont définis dans la demande d'établissement d'un groupe spécial n'a pas d'incidence sur la capacité de la Russie de discerner les mesures en cause. Nous rejetons donc la demande de la Russie.

7.1.1.1.3 Question 1 c)

7.65. La troisième allégation de la Russie est essentiellement que la demande d'établissement d'un groupe spécial ne contient pas un bref exposé du fondement juridique qui soit suffisant pour énoncer clairement le problème, s'agissant des allégations formulées au titre des articles 2.1 et 5.1.1 de l'Accord OTC ainsi que des articles I:1, III:4, X:3 a) et XIII:1 du GATT de 1994, parce qu'elle n'indique pas les produits nationaux similaires ou les produits similaires en provenance de tout autre pays. Cette allégation concerne toutes les mesures indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. La Russie a formulé cette allégation à titre subsidiaire au cas où le Groupe spécial rejetterait sa deuxième allégation. Ayant rejeté la deuxième allégation de la Russie, nous passons à l'évaluation des arguments des parties concernant la troisième allégation de la Russie.

7.66. La Russie fait valoir que l'indication, dans une demande d'établissement d'un groupe spécial, des produits spécifiques, y compris les produits importés et les produits nationaux, peut être nécessaire dans certains cas aux fins de la présentation d'un bref exposé du fondement juridique

⁵⁴ Voir WT/DS394/9, WT/DS395/9 et WT/DS398/8, paragraphes 10 à 13.

de la plainte. Pour étayer ce point de vue, la Russie s'appuie sur les constatations du Groupe spécial *États-Unis – Cigarettes aux clous de girofle*.⁵⁵

7.67. La Russie fait valoir que la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Ukraine aurait dû indiquer les produits nationaux similaires et les produits importés similaires par rapport auxquels les produits ferroviaires ukrainiens seraient comparés. La Russie estime que, parce qu'elle n'indique pas les produits nationaux similaires et les produits importés similaires pertinents, s'agissant des allégations formulées au titre des articles 2.1 et 5.1.1 de l'Accord OTC ainsi que les articles I:1, III:4, X:3 a) et XIII:1 du GATT de 1994, la demande d'établissement d'un groupe spécial ne contient pas un bref exposé qui soit suffisant pour énoncer clairement le problème. La Russie estime en outre que les réponses de l'Ukraine à son allégation démontrent que cette prescription n'est clairement pas satisfaite dans la demande d'établissement d'un groupe spécial.⁵⁶

7.68. En conséquence, la Russie demande au Groupe spécial de constater que la demande d'établissement d'un groupe spécial n'énonce pas clairement le problème s'agissant des allégations relatives aux mesures décrites dans la section II et formulées au titre des articles 2.1 et 5.1.1 de l'Accord OTC ainsi que des articles I:1, III:4, X:3 a) et XIII:1 du GATT de 1994, et que, par conséquent, ces allégations ne relèvent pas de son mandat.⁵⁷

7.69. L'Ukraine demande au Groupe spécial de rejeter l'allégation de la Russie. Elle fait valoir que la Russie a mal interprété le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Cigarettes aux clous de girofle*. Elle estime que le Groupe spécial *États-Unis – Cigarettes aux clous de girofle* a examiné l'incidence d'une limitation des produits en cause dans la demande d'établissement d'un groupe spécial dans le cadre de l'analyse de la similarité et a conclu que, même si aucune prescription n'exigeait qu'une demande d'établissement d'un groupe spécial indique les produits en cause, lorsque la demande d'établissement précisait les produits en cause, cette indication ne devrait pas être dénuée de signification. L'Ukraine fait référence à la conclusion de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Cigarettes aux clous de girofle* selon laquelle, pour déterminer les produits similaires pertinents, un groupe spécial n'est pas tenu par son mandat de limiter son analyse aux produits que le Membre plaignant a indiqués dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial. Elle fait valoir que, sur cette base, l'allégation de la Russie est dénuée de tout fondement juridique.⁵⁸

7.70. L'Ukraine fait valoir également que, lorsqu'elle est lue dans son ensemble, la demande d'établissement d'un groupe spécial indique les produits en cause. En particulier, elle estime que les références aux produits ferroviaires dans les sections II et IV devraient être interprétées à la lumière de la définition de cette expression figurant au premier paragraphe de la demande d'établissement d'un groupe spécial. Sur cette base, elle considère que les produits en cause sont le matériel ferroviaire roulant, les dispositifs d'aiguillage, d'autres matériels ferroviaires, et leurs parties, appelés de manière générale des produits ferroviaires. De plus, l'Ukraine estime qu'en indiquant que les produits en cause étaient des produits ferroviaires dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, elle a informé la Russie que les allégations qui exigeaient une évaluation de la similarité entre les produits importés et nationaux et ceux de différents Membres de l'OMC portaient sur les produits de ce type d'origine russe et sur ceux qui étaient originaires d'autres Membres de l'OMC.⁵⁹

7.71. Le Groupe spécial rappelle que l'article 6:2 exige qu'une demande d'établissement d'un groupe spécial "cont[ienne] un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème". Pour satisfaire à cette prescription, une demande

⁵⁵ Russie, demande de décision préliminaire, paragraphe 31 (citant le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Cigarettes aux clous de girofle*, paragraphe 7.139).

⁵⁶ Russie, demande de décision préliminaire, paragraphes 32 à 38; et observations sur la réponse de l'Ukraine à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphes 39 à 43.

⁵⁷ Russie, demande de décision préliminaire, paragraphe 39; et observations sur la réponse de l'Ukraine à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphe 44.

⁵⁸ Ukraine, réponse à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphes 104 à 107 (citant le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Cigarettes aux clous de girofle*, paragraphes 7.137 et 7.141; et rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Cigarettes aux clous de girofle*, paragraphe 191); et observations concernant les observations de la Russie sur la réponse de l'Ukraine à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphes 49 à 51.

⁵⁹ Ukraine, réponse à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphes 108 à 122; et observations concernant les observations de la Russie sur la réponse de l'Ukraine à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphe 50.

d'établissement d'un groupe spécial doit établir explicitement un lien entre les mesures contestées et les dispositions de l'OMC dont il est allégué qu'elles ont été enfreintes.

7.72. L'argument de la Russie implique que, pour qu'une demande d'établissement énonce clairement le problème lorsqu'elle contient des allégations de discrimination, elle devrait indiquer les produits nationaux similaires et les produits importés similaires spécifiques par rapport auxquels les produits de la partie plaignante devraient être comparés. La Russie étaye cet argument en faisant référence aux constatations du Groupe spécial *États-Unis – Cigarettes aux clous de girofle*.

7.73. Nous considérons que la lecture faite par la Russie des constatations du Groupe spécial *États-Unis – Cigarettes aux clous de girofle* est inappropriée. Nous convenons avec l'Ukraine que le Groupe spécial *États-Unis – Cigarettes aux clous de girofle* n'a pas examiné si l'indication des produits nationaux similaires dans la demande d'établissement d'un groupe spécial était nécessaire pour satisfaire aux prescriptions de l'article 6:2. Ce groupe spécial a examiné si son évaluation des "produits similaires" devrait être limitée à l'examen des produits nationaux similaires indiqués par la partie plaignante dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial.⁶⁰

7.74. Dans une situation analogue à celle qui est évoquée par la Russie, le Groupe spécial *Inde – Produits agricoles* a examiné si la partie plaignante aurait dû indiquer dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial l'instrument juridique qu'elle a contesté par la suite (dans la première communication écrite) au motif qu'il accordait un meilleur traitement aux produits nationaux similaires, lorsqu'elle a formulé une allégation de discrimination au titre de l'article 2:3 de l'Accord SPS. Se fondant sur la distinction entre *allégations* et *arguments*, ce Groupe spécial a constaté que l'article 6:2 n'exigeait pas l'indication de l'instrument juridique qui accordait le traitement plus favorable aux produits nationaux similaires, en particulier lorsque la partie plaignante ne considérait pas l'instrument accordant le traitement plus favorable comme une mesure contestée, mais plutôt comme un élément de preuve du traitement discriminatoire allégué des produits importés.⁶¹

7.75. Nous ne trouvons rien dans les rapports antérieurs de groupes spéciaux ou de l'Organe d'appel qui étaye la position de la Russie selon laquelle la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Ukraine aurait dû indiquer les produits nationaux similaires et les produits importés similaires pour énoncer clairement le problème. Comme il est expliqué en détail plus haut dans la section 1.2.1, nous considérons que la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Ukraine contient un bref exposé du fondement juridique de la plainte qui est suffisant pour énoncer clairement le problème. Nous considérons que l'absence d'indication des produits d'origine russe et des produits en provenance d'autres Membres de l'OMC dont il est allégué qu'ils sont similaires aux produits ferroviaires ukrainiens, n'empêche pas la demande d'établissement d'un groupe spécial d'énoncer clairement le problème et n'a pas d'incidence sur la capacité de la Russie de savoir à quelle argumentation elle devait répondre. Nous rejetons donc la demande de la Russie.

7.1.1.1.4 Question 1 d)

7.76. La quatrième allégation de la Russie est que les allégations formulées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, s'agissant de la mesure 3, ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial parce qu'elles exigent de celui-ci qu'il se prononce sur des questions allant au-delà des accords visés.

7.77. La Russie demande d'abord au Groupe spécial de confirmer que la portée des mesures décrites au point 3) de la section II est limitée au "Règlement technique n° 001/2011 sur la sécurité du matériel ferroviaire roulant". Elle fait valoir que les mots "lu conjointement" au point 3) de la section II signifient que les autres documents qui y sont mentionnés ne sont pas des mesures, mais plutôt des éléments de preuve ou des arguments présentés par l'Ukraine dans la demande d'établissement d'un groupe spécial.⁶²

7.78. La Russie fait valoir que, si le Groupe spécial ne souscrit pas à cette interprétation, la mesure décrite au point 3) ne relève pas de son mandat. Elle considère qu'une contestation visant

⁶⁰ Groupe spécial *États-Unis – Cigarettes aux clous de girofle*, paragraphes 7.134 à 7.148.

⁶¹ Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 7.45 à 7.55.

⁶² Russie, demande de décision préliminaire, paragraphes 41 à 43.

une décision des autorités russes, selon laquelle le Règlement technique n° 001/2011 s'applique uniquement aux marchandises produites dans les pays de l'Union douanière, porte sur la manière dont la Russie a appliqué les dispositions du règlement technique de l'Union douanière. Elle fait valoir que cela soulève une allégation de compatibilité de ses actions avec le règlement de l'Union douanière pertinent.⁶³

7.79. L'Ukraine fait valoir qu'il n'y a aucun fondement à la lecture limitée que la Russie fait du point 3) de la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial et que la mesure contestée, telle qu'elle est exposée au point 3) et dans le troisième paragraphe descriptif de la section II, est la décision de la Russie de ne pas accepter sur son territoire la validité des certificats d'évaluation de la conformité délivrés aux producteurs ukrainiens dans les autres pays de l'Union douanière et de ne pas enregistrer ces producteurs en vue de l'exercice d'activités sur son territoire.⁶⁴

7.80. L'Ukraine considère que la Russie fait valoir à tort que, par sa contestation de la mesure 3, l'Ukraine demande au Groupe spécial de formuler des constatations sur la compatibilité de cette mesure avec les règlements de l'Union douanière pertinents. Elle fait valoir que la Russie n'identifie aucune obligation dans le cadre juridique de l'Union douanière au sujet de laquelle l'Ukraine demande au Groupe spécial de formuler des constatations et des recommandations.⁶⁵

7.81. La Russie fait valoir que, dans sa réponse à la demande de décision préliminaire, l'Ukraine modifie la nature de la mesure contestée. Elle considère que, dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, l'Ukraine fait seulement référence au Règlement technique n° 001/2011 et non aux actions des autorités russes. À l'inverse, d'après la Russie, dans sa réponse à la demande de décision préliminaire de la Russie, l'Ukraine décrit la mesure en cause comme étant la décision de la Russie de ne pas accepter sur son territoire la validité des certificats d'évaluation de la conformité délivrés aux producteurs ukrainiens dans les autres pays de l'Union douanière et de ne pas enregistrer ces producteurs en vue de l'exercice d'activités sur son territoire.⁶⁶

7.82. L'Ukraine rejette l'argument de la Russie selon lequel, dans sa réponse à la demande de décision préliminaire, elle a modifié la nature des mesures contestées. D'après l'Ukraine, sa réponse à la demande de décision préliminaire de la Russie se limite à expliquer comment la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial décrit la mesure contestée comme étant la décision de la Russie de ne pas reconnaître la validité des autres certificats de l'Union douanière délivrés à des producteurs ukrainiens. L'Ukraine rejette par ailleurs la lecture faite par la Russie de la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial, selon laquelle la mesure contestée est seulement le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière.⁶⁷

7.83. En conséquence, la Russie demande que le Groupe spécial constate que la mesure 3 ne relève pas de son mandat.⁶⁸ Au contraire, l'Ukraine s'oppose à la demande de la Russie.⁶⁹

7.84. Le Groupe spécial note que l'allégation de la Russie est double. Premièrement, la Russie demande au Groupe spécial de confirmer son interprétation de la mesure contestée. Deuxièmement, elle demande au Groupe spécial de constater que, si la mesure inclut quoi que ce soit d'autre que le Règlement technique n° 001/2011, elle ne relève pas de son mandat parce qu'elle l'appelle à formuler des constatations sur des questions allant au-delà des accords visés.

⁶³ Russie, demande de décision préliminaire, paragraphes 44 à 48; et observations sur la réponse de l'Ukraine à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphes 52 à 54.

⁶⁴ Ukraine, réponse à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphes 125 à 131.

⁶⁵ Ukraine, réponse à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphes 132 à 134; et observations concernant les observations de la Russie sur la réponse de l'Ukraine à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphe 65.

⁶⁶ Russie, observations sur la réponse de l'Ukraine à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphes 45 à 50.

⁶⁷ Ukraine, observations concernant les observations formulées par la Russie sur la réponse de l'Ukraine à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphes 55 à 64.

⁶⁸ Russie, demande de décision préliminaire, paragraphe 49; et observations sur la réponse de l'Ukraine à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphe 55.

⁶⁹ Ukraine, réponse à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphe 135; et observations concernant les observations de la Russie sur la réponse de l'Ukraine à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphe 66.

7.85. À notre avis, le premier aspect de l'allégation de la Russie ne concerne pas la question de savoir si la demande d'établissement d'un groupe spécial est incompatible avec l'article 6:2 du Mémoire d'accord. La Russie ne demande pas une décision précisant que toute mesure ou toutes mesures indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial ne *relèvent pas* du mandat du Groupe spécial. Elle demande, au contraire, au Groupe spécial de confirmer que la mesure 3 est circonscrite à ce qu'elle est selon l'interprétation de la Russie, à savoir le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière. La Russie semble présenter cette demande comme base de la seconde partie de son allégation. Compte tenu du fait qu'elle ne formule pas de contestation au titre de l'article 6:2, nous ne pouvons pas formuler de constatations concernant cet aspect de la demande de la Russie, et nous ne le faisons pas.

7.86. Pour ce qui est du deuxième aspect de l'allégation de la Russie, nous notons qu'il est exact qu'un groupe spécial ne serait pas compétent pour formuler des constatations sur la compatibilité des mesures de la Russie avec la législation de l'Union douanière. Toutefois, la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Ukraine ne contient pas d'allégations concernant le non-respect par la Russie des dispositions du Traité instituant l'Union économique eurasiatique (UEE) ou de la législation secondaire de l'UEE. En d'autres termes, la demande d'établissement d'un groupe spécial n'indique pas que le Traité de l'UEE ou les règlements techniques de l'Union douanière indiqués sont le fondement juridique des allégations. Dans sa section II, la demande d'établissement d'un groupe spécial paraît laisser entendre que l'Ukraine conteste l'interprétation faite par la Russie des règlements techniques de l'Union douanière pertinents. Toutefois, la section IV de la demande d'établissement indique par ailleurs que les mesures en cause donnent lieu à une incompatibilité avec les obligations de la Russie au titre de dispositions spécifiques de l'OMC. La demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Ukraine se limite donc aux allégations formulées au titre des accords visés. Nous rejetons par conséquent la demande de la Russie.

7.1.1.1.5 Question 1 e)

7.87. La cinquième allégation de la Russie est que, s'agissant de la mesure 3, la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Ukraine ne satisfait pas à la prescription de l'article 6:2 imposant d'indiquer la mesure spécifique en cause.

7.88. La Russie fait valoir qu'en vertu de l'article 6:2, une demande d'établissement d'un groupe spécial doit indiquer les mesures spécifiques avec le niveau de détail suffisant pour dévoiler la nature de la mesure et l'essentiel de ce qui est en cause. La Russie estime que la référence au Règlement technique n° 001/2011 et à d'autres documents au point 3) de la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial est trop générale et ne permet pas d'identifier clairement la mesure en cause. Elle fait valoir que les documents mentionnés au point 3) sont volumineux et traitent de plusieurs questions, ce qui rend impossible l'identification des mesures contestées. Elle considère que l'Ukraine n'a pas non plus précisé les parties particulières des instructions mentionnées dans l'annexe III qui se rapportent à la mesure 3. La Russie fonde son allégation sur les constatations que le Groupe spécial *Australie – Pommes* a formulées dans son rapport, selon lesquelles la référence générale faite dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande à certaines mesures ne satisfaisait pas à la prescription relative à la clarté suffisante dans l'indication des mesures en cause qui était énoncée à l'article 6:2 du Mémoire d'accord. Par conséquent, la Russie demande au Groupe spécial de constater que la mesure 3 ne relève pas de son mandat.⁷⁰

7.89. L'Ukraine s'oppose à la demande de la Russie concernant la question 1 e). Elle fait valoir que l'article 6:2 n'exige pas qu'une demande d'établissement d'un groupe spécial indique les dispositions spécifiques des instruments juridiques spécifiques au moyen desquels les mesures en cause fonctionnent ou sont appliquées. L'Ukraine considère que la Russie ne fait pas de distinction entre le concept de mesures en cause et l'instrument juridique au moyen duquel ces mesures fonctionnent ou sont appliquées. En outre, elle estime que la mesure en cause est indiquée de manière suffisante dans la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial. Elle fait valoir par ailleurs que les constatations du Groupe spécial *Australie – Pommes* n'étaient pas le point de vue selon lequel une demande d'établissement d'un groupe spécial doit indiquer les articles des instruments juridiques sur lesquels reposent les mesures contestées, parce que ce

⁷⁰ Russie, demande de décision préliminaire, paragraphes 50 à 55; et observations sur la réponse de l'Ukraine à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphe 58 (citant le rapport du Groupe spécial *Australie – Pommes*, paragraphe 7.1449).

Groupe spécial a constaté que 17 mesures indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Nouvelle-Zélande relevaient de son mandat.⁷¹

7.90. Le Groupe spécial commence par rappeler que le texte de l'article 6:2 indique clairement qu'une demande d'établissement d'un groupe spécial doit, entre autres choses, indiquer la mesure ou les mesures spécifiques en cause. Les mesures qui ne sont pas indiquées de manière appropriée ne relèvent pas du mandat d'un groupe spécial et ne peuvent pas faire l'objet des constatations ou recommandations d'un groupe spécial.⁷²

7.91. Selon l'Organe d'appel, "la détermination du point de savoir si une demande d'établissement d'un groupe spécial satisfait aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord doit être fondée sur un examen de cette demande telle qu'elle était libellée et existait au moment de son dépôt".⁷³ Il est aussi indiqué dans des différends antérieurs que "[l]a tâche consistant à évaluer le caractère suffisant de la demande d'établissement d'un groupe spécial aux fins de l'article 6:2 peut être entreprise au cas par cas, eu égard à la demande d'établissement dans son ensemble et compte tenu des circonstances entourant l'affaire".⁷⁴ En ce qui concerne la prescription imposant d'indiquer les mesures spécifiques en cause, l'Organe d'appel a expliqué que "les mesures en cause [devaient] être indiquées avec suffisamment de précision pour que ce qui [était] soumis au processus juridictionnel d'un groupe spécial puisse être déterminé d'après la demande d'établissement d'un groupe spécial".⁷⁵ Une demande d'établissement d'un groupe spécial satisfera à cette prescription lorsqu'elle indiquera la ou les mesure(s) en cause "avec le niveau de détail suffisant pour dévoiler la nature de la mesure et l'essentiel de ce qui est en cause".⁷⁶

7.92. Nous rappelons par ailleurs que, selon l'Organe d'appel, "il peut y avoir des circonstances dans lesquelles une partie décrit une mesure d'une manière plus générique, qui permet toutefois de déterminer cette mesure"⁷⁷ et qu'"[u]ne évaluation de la question de savoir si une partie plaignante a indiqué les mesures spécifiques en cause peut dépendre du contexte particulier dans lequel ces mesures existent et fonctionnent".⁷⁸ Ces déclarations nous donnent à penser qu'il n'existe pas une manière unique selon laquelle une mesure contestée doit être invariablement indiquée.

7.93. Comme il est expliqué plus haut, la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial contient un texte descriptif sur les mesures en cause, suivi de la liste numérotée de ces mesures. La section II contient également des références aux annexes I à III de la demande d'établissement d'un groupe spécial. Une lecture attentive de la demande d'établissement d'un groupe spécial révèle que la troisième mesure en cause est traitée dans le troisième paragraphe descriptif, les trois points numérotés et l'annexe III. Ces diverses références doivent être lues conjointement.⁷⁹

7.94. Le troisième paragraphe descriptif indique que l'Ukraine conteste le fait allégué que la Russie ne reconnaît pas les certificats délivrés aux producteurs ukrainiens dans les autres pays de l'Union douanière (Biélarus et Kazakhstan). Il précise en outre que cette non-reconnaissance est la "conséquence" d'une "décision", ou est fondée sur une "décision", de la Russie, y compris de son Ministère des transports, selon laquelle le Règlement technique n° 001/2011 s'applique uniquement aux marchandises produites dans les pays de l'Union douanière.

⁷¹ Ukraine, réponse à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphes 138 à 142; et observations concernant les observations de la Russie sur la réponse de l'Ukraine à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphes 68 à 75.

⁷² Rapports de l'Organe d'appel *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, paragraphe 120; et *CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs*, paragraphe 790.

⁷³ Rapports de l'Organe d'appel *Argentine – Mesures à l'importation*, paragraphe 5.48.

⁷⁴ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – FSC (article 21:5 – CE II)*, paragraphe 7.74. Voir aussi les rapports de l'Organe d'appel *Canada – Exportations de blé et importations de grains*, paragraphe 206, et *CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs*, paragraphe 787; et le rapport du Groupe spécial *Chine – Publications et produits audiovisuels*, paragraphe 7.104.

⁷⁵ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Maintien de la réduction à zéro*, paragraphe 168.

⁷⁶ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Maintien de la réduction à zéro*, paragraphe 169.

⁷⁷ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (article 21:5 – Japon)*, paragraphe 116.

⁷⁸ Rapport de l'Organe d'appel *CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs*, paragraphe 641.

⁷⁹ Voir plus loin le texte de la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial dans le tableau 2.

7.95. Le point 1) concerne la première mesure. Il indique que la "non-reconnaissance" des certificats est l'un des moyens par le biais desquels la Russie a, selon les allégations, empêché les importations de produits ferroviaires ukrainiens.

7.96. Le point 2) se rapporte à la deuxième mesure et aux éléments qui la composent. Le point 2) de la section II fait référence au "refus de reconnaître" des certificats valides délivrés à des producteurs ukrainiens comme il est indiqué à l'annexe III. Il fait également référence à la suspension de certificats et au rejet de nouvelles demandes, qui sont mentionnés aux annexes I et II. Étant donné que ces trois catégories (refus de reconnaître, suspensions et rejets) sont regroupées dans le point 2) et qu'il est fait référence aux "refus", au pluriel dans la version anglaise, et à l'annexe III contenant les "instructions", il peut être inféré que l'Ukraine cherche à indiquer que ces instructions particulières sont des éléments distincts de la mesure 2, de la même manière que les suspensions et rejets particuliers sont des éléments distincts de la mesure 2, au sujet desquels l'Ukraine a formulé des allégations.⁸⁰

7.97. Le point 3) indique le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière, lu conjointement avec le Protocole du Ministère des transports et les instructions mentionnées à l'annexe III. Il ressort de la lecture du point 3) et de la description explicative des mesures en cause, que le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière et le Ministère des transports sont indiqués une fois seulement, dans le troisième paragraphe descriptif, qui traite de la non-reconnaissance des certificats. Cela montre que, comme le point 2), le point 3) concerne la non-reconnaissance des certificats. Comme le point 3) est distinct du point 2) et vient après celui-ci, cela suggère que le point 3) ne concerne pas des instructions particulières en matière de non-reconnaissance.

7.98. Pour mieux comprendre la troisième mesure, il est utile de se reporter au troisième paragraphe descriptif de la section II. Il y est dit que les autorités russes compétentes ont conclu que les certificats délivrés dans les autres pays de l'Union douanière n'étaient pas valides sur le territoire de la Russie et que les produits concernés ne pouvaient pas être importés ou enregistrés. En d'autres termes, selon l'Ukraine, les autorités russes ont conclu que ces certificats ne pouvaient pas être reconnus. Le troisième paragraphe descriptif précise en outre que cette conclusion résultait du point de vue des autorités selon lequel le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière ne s'appliquait qu'aux produits qui étaient produits dans les pays de l'Union douanière.

7.99. Ainsi, l'interprétation par référence au contexte corrobore le point de vue selon lequel la troisième mesure indiquée par l'Ukraine vise à contester une prescription alléguée qui, d'après les autorités russes, découle du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière. Selon cette prescription alléguée, les autorités russes ne doivent pas reconnaître les certificats délivrés aux producteurs ukrainiens dans les autres pays de l'Union douanière si les produits certifiés n'ont pas été produits dans un pays de l'Union douanière. Cette interprétation est compatible avec la description de l'élément pertinent de la deuxième mesure, qui concerne les "refus" particuliers mentionnés dans l'annexe III qui résulte de l'application de la prescription alléguée en matière de non-reconnaissance. Le point 3) indique la source de la prescription en matière de non-reconnaissance, à savoir le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière tel qu'il est lu et appliqué par la Russie dans le Protocole du Ministère des transports et les instructions mentionnées à l'annexe III.

7.100. De plus, nous ne souscrivons pas à la position exprimée par la Russie selon laquelle elle ne pouvait pas comprendre le problème en cause sans disposer de références précises aux sections pertinentes des documents énumérés au point 3) de la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial. Nous rappelons que le Groupe spécial *CE – Marques et indications géographiques (Australie)* a constaté que, à condition que la mesure en cause soit indiquée de manière adéquate, l'article 6:2 du Mémoire d'accord n'imposait pas d'indiquer les aspects spécifiques des mesures spécifiques en cause.⁸¹ Nous partageons ce point de vue et considérons

⁸⁰ Voir les points 1) et 3) de la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial, WT/DS499/2, page 2. Il conviendrait toutefois de noter que, pendant la procédure du Groupe spécial, l'Ukraine a déclaré que, même si elle demandait au Groupe spécial de formuler des constatations sur chacune des instructions et décisions particulières contenues dans les annexes I et II de la demande d'établissement d'un groupe spécial, elle ne demandait pas des constatations sur les refus particuliers mentionnés dans l'annexe III de la demande d'établissement d'un groupe spécial. Ukraine, réponse à la question n° 7 a), b) et c) du Groupe spécial.

⁸¹ Rapport du Groupe spécial *CE – Marques et indications géographiques (Australie)*, paragraphe 7.2.26.

que la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Ukraine indique de manière suffisante que la mesure en cause est la prescription alléguée selon laquelle les autorités russes ne doivent pas reconnaître les certificats délivrés dans les autres pays de l'Union douanière si les produits ferroviaires certifiés n'ont pas été produits dans un pays de l'Union douanière.

7.101. Nous ne sommes pas non plus convaincus par l'argument de la Russie selon lequel le rapport du Groupe spécial *Australie – Pommes* étaye sa conclusion selon laquelle la demande d'établissement d'un groupe spécial n'a pas indiqué de manière suffisante la mesure 3. La Russie n'explique pas la pertinence des différences entre la situation examinée par le Groupe spécial *Australie – Pommes* et les lacunes alléguées de la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Ukraine. Dans l'affaire *Australie – Pommes*, la demande d'établissement d'un groupe spécial de la Nouvelle-Zélande contenait une référence générale aux mesures spécifiées dans le Rapport final d'analyse de risques à l'importation concernant les pommes en provenance de Nouvelle-Zélande de novembre 2006 (Rapport FIRA), ainsi qu'une liste de 17 mesures spécifiques énoncées dans le Rapport FIRA.⁸² De l'avis du Groupe spécial, l'indication des 17 éléments du Rapport FIRA était suffisamment précise pour indiquer les mesures spécifiques en cause, en ce qui concerne ces 17 éléments, conformément à l'article 6:2 du Mémoire d'accord. Le Groupe spécial a en outre conclu que, compte tenu de la longueur et de la complexité du Rapport FIRA, la référence générale faite à celui-ci en tant que mesure en cause ne satisfaisait pas à la prescription relative à l'indication spécifique des mesures prévue à l'article 6:2.⁸³

7.102. Nous voyons d'importantes différences entre la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Ukraine dans la présente affaire et la demande d'établissement d'un groupe spécial de la Nouvelle-Zélande dans l'affaire *Australie – Pommes*. Comme il a déjà été expliqué, la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Ukraine indique la mesure en cause dans différentes parties de la section II. Elle le fait avec suffisamment de clarté pour permettre au lecteur de discerner que la mesure est la prescription alléguée selon laquelle les autorités russes ne doivent pas reconnaître les certificats délivrés dans les autres pays de l'Union douanière si les produits certifiés n'ont pas été produits dans un pays de l'Union douanière. En revanche, la Nouvelle-Zélande tentait de présenter la mesure en cause comme étant le Rapport FIRA, un instrument juridique complexe et long. Comme il est expliqué plus haut, les références faites par l'Ukraine au Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière et au Protocole du Ministère des transports dans certaines parties de la demande d'établissement d'un groupe spécial semblent destinées à signaler les instruments juridiques dont découle la mesure contestée. Il s'agit là encore d'une différence importante par rapport à la demande d'établissement d'un groupe spécial de la Nouvelle-Zélande.

7.103. Il ressort de notre analyse de la demande d'établissement d'un groupe spécial que la mesure en cause indiquée dans cette demande d'établissement comme étant la mesure 3 est la prescription alléguée selon laquelle les autorités russes ne doivent pas reconnaître les certificats délivrés dans les autres pays de l'Union douanière si les produits ferroviaires certifiés n'ont pas été produits dans un pays de l'Union douanière.

7.104. En résumé, nous considérons que la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Ukraine indique la mesure contestée d'une manière qui satisfait aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémoire d'accord. Nous rejetons donc la demande de la Russie.

7.1.1.1.6 Question 1 f)

7.105. La sixième allégation de la Russie est que les mesures en cause figurent seulement à la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial.

7.106. La Russie demande au Groupe spécial de confirmer que seuls les points numérotés de la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial contiennent les mesures en cause. Elle considère que la section I, la section II et les paragraphes descriptifs de la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial ne contiennent pas de mesures contestées par l'Ukraine. En outre, la Russie fait valoir que toute tentative d'élargir ou de modifier la portée des mesures contestées en faisant référence à des sections autres que la section II de la demande

⁸² Rapport du Groupe spécial *Australie – Pommes*, paragraphe 7.1446.

⁸³ Rapport du Groupe spécial *Australie – Pommes*, paragraphe 7.1449.

d'établissement d'un groupe spécial serait incompatible avec l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.⁸⁴

7.107. L'Ukraine demande au Groupe spécial de rejeter la demande de la Russie. Elle considère que le but d'une demande de décision préliminaire est d'obtenir une décision du groupe spécial, avant la remise du rapport du groupe spécial, sur l'incompatibilité alléguée de la demande d'établissement d'un groupe spécial avec les prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Selon l'Ukraine, ni l'article 6:2 ni aucune autre disposition du Mémorandum d'accord n'offre un fondement juridique pour demander à un groupe spécial de prendre une décision sur l'interprétation d'une demande d'établissement d'un groupe spécial en l'absence d'un différend.⁸⁵

7.108. Le Groupe spécial considère que cet aspect de la demande de décision préliminaire de la Russie ne permet pas de formuler une allégation selon laquelle la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Ukraine est incompatible avec l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. En fait, la Russie ne demande pas une décision précisant que toute mesure ou toutes mesures indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial *ne relèvent pas* du mandat du Groupe spécial. Nous rappelons que, conformément à l'article 11 du Mémorandum d'accord, notre tâche consiste à procéder à une évaluation objective de la question dont nous sommes saisis. À notre avis, cela n'inclut pas de confirmer, en réponse à une demande de décision préliminaire, l'interprétation que les parties donnent d'une demande d'établissement d'un groupe spécial.

7.109. En outre, l'argument de la Russie selon lequel toute tentative d'élargir ou de modifier la portée des mesures contestées en faisant référence à des sections autres que la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial serait incompatible avec l'article 6:2 du Mémorandum d'accord n'est pas approprié. Comme il est expliqué plus haut, pour examiner la compatibilité d'une demande d'établissement d'un groupe spécial avec les prescriptions énoncées à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, un groupe spécial doit procéder à un examen de la demande d'établissement d'un groupe spécial dans son ensemble. L'argument de la Russie est en contradiction directe avec cette directive.

7.110. Compte tenu de ce qui précède, nous ne pouvons pas formuler de constatations au titre de l'article 6:2 concernant cet aspect de la demande de la Russie, et nous ne le faisons pas.

7.1.1.2 Question 2: Question de savoir si la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Ukraine élargit la portée du différend

7.111. La question 2 comprend trois allégations indépendantes. Selon la Russie, la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Ukraine élargit la portée du différend parce que:

- a. les mesures 1 et 2 élargissent la portée du différend;
- b. la mesure 1, prise isolément, élargit la portée du différend;
- c. certains aspects de la mesure 2, pris isolément, élargissent la portée du différend.

7.1.1.2.1 Question 2 a)

7.112. L'allégation de la Russie est essentiellement que les mesures 1 et 2 élargissent la portée du différend en en modifiant l'essence, comme il est indiqué dans la demande de consultations.

7.113. La Russie fait valoir qu'une partie plaignante doit s'abstenir d'élargir la portée ou de modifier l'essence d'un différend dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial par rapport à sa demande de consultations. Elle considère que cette prescription empêche une partie plaignante d'inclure dans une demande d'établissement d'un groupe spécial des mesures qui n'ont pas été mentionnées dans la demande de consultations, dans les cas où ces mesures sont différentes et juridiquement distinctes de celles qui sont mentionnées dans la demande de consultations. De plus, la Russie considère qu'une partie plaignante peut ajouter à la demande

⁸⁴ Russie, demande de décision préliminaire, paragraphe 56; et observations sur la réponse de l'Ukraine à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphe 60.

⁸⁵ Ukraine, réponse à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphes 143 à 147; et observations concernant les observations formulées par la Russie sur la réponse de l'Ukraine à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphes 76 et 77.

d'établissement d'un groupe spécial uniquement les nouvelles dispositions dont on peut raisonnablement dire qu'elles étaient le prolongement du fondement juridique de la ou des mesures qui constituaient l'objet des consultations.⁸⁶

7.114. La Russie fait valoir que la structure et le texte de la demande de consultations de l'Ukraine révèlent que les mesures en cause ne sont indiquées que dans la section II, intitulée "mesures en cause". Selon la Russie, cette section contient une liste de onze documents qui englobent les mesures en cause. La Russie fait valoir que les mesures en cause sont, en revanche, indiquées au paragraphe 4 de la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Ukraine. Elle considère que seuls trois (Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière, Protocole n° A-4-3 du 20 janvier 2015 et Lettre [[xxx]] du 9 février 2015) des onze documents énumérés à la section II de la demande de consultations figurent dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. La Russie fait valoir que les mesures 1 et 2 ont une nature et une substance distinctes de tout autre document énuméré à la section II de la demande de consultations. En outre, la Russie considère qu'elle a entamé des consultations étant entendu que les mesures en cause étaient les instruments juridiques énumérés à la section II de la demande de consultations.⁸⁷

7.115. En conséquence, la Russie considère que la demande d'établissement d'un groupe spécial a élargi la portée du différend et en a radicalement modifié l'essence et elle demande donc au Groupe spécial de constater que les mesures 1 et 2 ne relèvent pas de son mandat.⁸⁸

7.116. L'Ukraine s'oppose à la demande de la Russie en ce qui concerne le point 2 a). Elle fait valoir que la Russie considère à tort que les mesures en cause sont les instruments juridiques décrits à la section II de la demande de consultations. Elle fait valoir que la Russie décrit de manière inappropriée le contenu de la demande de consultations car, malgré la confusion qui pourrait venir du fait que les titres dans la demande de consultations ne rendent pas compte de la distinction établie dans la demande d'établissement d'un groupe spécial entre la section II ("mesures en cause") et la section III ("cadre juridique de la ... Russie), les mesures en cause ne sont pas seulement décrites dans la section II de la demande de consultations. L'Ukraine considère que les actes et omissions des autorités russes décrits dans la section I de la demande de consultations, intitulée "contexte", reflètent les mesures en cause. Elle estime que la section II de la demande de consultations donne une indication des instruments juridiques au moyen desquels les mesures en cause décrites à la section I ont été imposées et administrées. Selon l'Ukraine, l'inclusion des instruments juridiques dans la section II de la demande de consultations vise à fournir la source des mesures en cause et fait donc partie intégrante de leur description.⁸⁹

7.117. En outre, l'Ukraine considère que les mesures en cause décrites dans la section I de la demande de consultations sont identiques à celles qui figurent, bien que sous une présentation différente, dans la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial. Elle fait valoir qu'une comparaison minutieuse de la section II de la demande de consultations avec la section III, intitulée "Cadre juridique de la Fédération de Russie", et les annexes de la demande d'établissement d'un groupe spécial montrent que les onze instruments juridiques indiqués dans la demande de consultations figurent dans la demande d'établissement d'un groupe spécial.⁹⁰

7.118. Le Groupe spécial commence son analyse en notant que l'article 6:2 du Mémoire d'accord exige qu'un Membre indique dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial "si des consultations ont eu lieu". Toutefois, le Mémoire d'accord n'aborde pas explicitement la question soulevée dans la demande de décision préliminaire de la Russie, qui est de savoir si, et

⁸⁶ Russie, demande de décision préliminaire, paragraphes 61 à 64 (faisant référence aux rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 293; *Argentine – Mesures à l'importation*, paragraphe 5.13; et *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphes 137 et 138).

⁸⁷ Russie, demande de décision préliminaire, paragraphes 66 à 72; et observations sur la réponse de l'Ukraine à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphes 62 à 66.

⁸⁸ Russie, demande de décision préliminaire, paragraphe 73; et observations sur la réponse de l'Ukraine à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphe 67.

⁸⁹ Ukraine, réponse à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphes 149 à 165.

⁹⁰ Ukraine, réponse à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphes 155 et 161 à 164.

dans quelle mesure, la portée d'un différend est limitée aux mesures explicitement mentionnées dans la demande de consultations.⁹¹

7.119. Nous trouvons des indications concernant cette question dans la jurisprudence de l'Organe d'appel. En particulier, nous notons la clarification de l'Organe d'appel selon laquelle l'article 6:2 n'"exige[]" [pas] une identité précise et exacte des mesures spécifiques qui ont fait l'objet des consultations et des mesures spécifiques indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial".⁹² L'Organe d'appel a donc mis en garde les groupes spéciaux contre l'imposition d'"un critère trop strict en ce qui concerne l'"identité précise et exacte" de la portée des consultations et de la demande d'établissement d'un groupe spécial".⁹³ Selon l'Organe d'appel, "la prescription, énoncée à l'article 4:4, imposant d'indiquer la mesure en cause ne peut pas être trop astreignante à ce stade initial de la procédure"⁹⁴, parce que "cela aurait pour effet de substituer la demande de consultations à la demande d'établissement d'un groupe spécial"⁹⁵ et donnerait trop d'importance à ce qui n'est "que la première étape du processus de règlement des différends de l'OMC".⁹⁶ L'Organe d'appel a également noté que le remplacement de la demande d'établissement d'un groupe spécial par la demande de consultations "affaiblirait également la disposition énoncée à l'article 7 du Mémorandum d'accord voulant que, à moins que les parties n'en conviennent autrement, c'est la demande d'établissement d'un groupe spécial qui détermine le mandat du groupe spécial".⁹⁷

7.120. Cela dit, l'Organe d'appel a aussi indiqué clairement que le libellé utilisé dans une demande de consultations devrait "suffisamment averti[r]"⁹⁸ la partie défenderesse quant à "la nature et ... l'objet du problème soulevé par le plaignant".⁹⁹ En outre, selon l'Organe d'appel, étant donné qu'une partie plaignante ne peut pas "élargi[r] ... la portée"¹⁰⁰ ni "modifier l'essence" du différend¹⁰¹ dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, cette demande détermine le mandat du groupe spécial.¹⁰² Le point de savoir si l'inclusion d'une mesure dans une demande d'établissement d'un groupe spécial a élargi la portée d'un différend doit être déterminé "au cas par cas"¹⁰³ et "suppose d'examiner la mesure dans laquelle la mesure indiquée en cause ... [a] évolué ou [a] été modifiée[]" entre la demande de consultations et la demande d'établissement d'un groupe spécial".¹⁰⁴ Une mesure indiquée dans une demande d'établissement d'un groupe spécial peut ne pas relever du mandat d'un groupe spécial si elle "est différente et juridiquement distincte" des mesures indiquées dans la demande de consultations.¹⁰⁵

7.121. En outre, l'Organe d'appel a donné des indications concernant la mesure dans laquelle le "fondement juridique" d'une plainte, contrairement à la ou aux mesure(s) indiquée(s), devait être cohérent dans les demandes de consultations et d'établissement d'un groupe spécial présentées par une partie plaignante. Selon l'Organe d'appel, "il n'est pas nécessaire que les dispositions [des accords concernés] visées dans la demande de consultations soient identiques à celles qui sont indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial", à condition que l'on "puisse raisonnablement dire que [l'inclusion d'une disposition additionnelle quelconque dans la demande d'établissement d'un groupe spécial] est le prolongement [de] ... l'objet des consultations"¹⁰⁶, et à condition également que l'ajout de nouvelles allégations juridiques ne "modifie[]" [pas] l'essence"

⁹¹ Nous faisons référence à la demande de consultations parce que l'Organe d'appel a indiqué que, pour déterminer la portée des consultations menées dans un différend, les groupes spéciaux devraient examiner le texte de la demande de consultation et n'avaient pas besoin de chercher à établir ce qui était effectivement discuté pendant les réunions de consultation entre les parties. Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 287.

⁹² Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Aéronefs*, paragraphe 132 (italique dans l'original).

⁹³ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 293.

⁹⁴ Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Mesures à l'importation*, paragraphe 5.12.

⁹⁵ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 293.

⁹⁶ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 293.

⁹⁷ Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Mesures à l'importation*, paragraphe 5.13.

⁹⁸ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 95.

⁹⁹ Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Mesures à l'importation*, paragraphe 5.12.

¹⁰⁰ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 293.

¹⁰¹ Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphes 137 et 138.

¹⁰² Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Mesures à l'importation*, paragraphe 5.13.

¹⁰³ Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes (Thaïlande) / États-Unis – Directive sur les cautionnements en douane*, paragraphe 293.

¹⁰⁴ Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Mesures à l'importation*, paragraphe 5.13.

¹⁰⁵ Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Mesures à l'importation*, paragraphe 5.13.

¹⁰⁶ Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 138.

du différend.¹⁰⁷ Nous notons que, ultérieurement, l'Organe d'appel a aussi appliqué le critère de la "modification de l'essence" dans les cas où l'inclusion de mesures additionnelles dans une demande d'établissement d'un groupe spécial avait été contestée au titre de l'article 6:2.¹⁰⁸

7.122. Gardant ces considérations à l'esprit, nous passons à l'examen de l'allégation de la Russie. Les arguments de la Russie portent sur l'absence de concordance entre les mesures en cause qui sont décrites dans la demande de consultations de l'Ukraine et dans la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Ukraine. Nous passons donc à l'examen de la demande de consultations de l'Ukraine afin de la comparer à la demande d'établissement d'un groupe spécial.

7.123. La demande de consultations de l'Ukraine commence par un paragraphe d'introduction suivi de trois sections. La première, intitulée "contexte", contient neuf paragraphes descriptifs expliquant les problèmes soulevés par l'Ukraine. La deuxième, intitulée "mesures en cause", commence par un paragraphe d'introduction qui indique que la section contient les instruments juridiques au moyen desquels la Russie impose et administre les mesures susmentionnées, qui sont ensuite énumérés. La deuxième section se termine par un dernier paragraphe qui indique que la demande de consultations couvre certains instruments concernant les mesures contestées. La troisième section, intitulée "fondement juridique de la plainte", énumère les dispositions de l'OMC dont il est allégué qu'elles ont été enfreintes et explique brièvement pourquoi les mesures semblent incompatibles avec chacune de ces dispositions.

7.124. Nous rappelons qu'un groupe spécial devrait examiner une demande d'établissement d'un groupe spécial dans son ensemble lorsqu'il évalue sa conformité avec les prescriptions de l'article 6:2 du Mémoire d'accord. À notre avis, un groupe spécial devrait faire de même lorsqu'il examine une demande de consultations.

7.125. Nous convenons avec l'Ukraine que, considérées dans leur ensemble, les sections I et II de la demande de consultations décrivent clairement les mesures en cause. L'Ukraine a choisi d'intituler la section I "Contexte" et la section II "Mesures en cause". Cela pourrait prêter à confusion si chaque section est examinée isolément. Cependant, lorsqu'on les examine minutieusement, il devient clair que les neuf paragraphes descriptifs de la section I expliquent les différentes mesures à l'origine des problèmes dont l'Ukraine se plaint. Bien qu'elle s'intitule "mesures en cause", la section II contient une liste de certains instruments juridiques au moyen desquels la Russie impose et administre les mesures décrites dans la section I. Cette conclusion est également étayée par le texte du paragraphe introductif de la section II, qui se lit comme suit: "[I]es instruments juridiques au moyen desquels la Fédération de Russie impose et administre les mesures susmentionnées d'une manière qui affecte les droits de l'Ukraine dans le cadre de l'OMC sont les suivants".

7.126. Sur cette base, nous ne souscrivons pas à l'affirmation de la Russie selon laquelle les mesures en cause sont décrites uniquement dans la section II de la demande de consultations. Nous considérons que les mesures en cause sont décrites dans les sections I et II de la demande de consultations. Par conséquent, la première allégation de la Russie selon laquelle la demande d'établissement d'un groupe spécial élargit la portée ou modifie la nature du différend en décrivant des mesures qui ne sont pas indiquées en tant que telles dans la demande de consultations est inappropriée.

7.127. En outre, nous notons que neuf des onze instruments juridiques décrits dans la section II de la demande de consultations sont énumérés dans la section II ou dans les annexes I, II et III de la demande d'établissement d'un groupe spécial. Cela confirme encore que la demande d'établissement d'un groupe spécial, considéré dans son ensemble, n'élargit pas ni ne modifie l'essence de la demande de consultations, elle aussi considérée dans son ensemble.

7.128. Nous rejetons donc l'allégation de la Russie selon laquelle la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial élargit la portée de la demande de consultations en indiquant des mesures différentes de celles décrites dans la section II de la demande de consultations.

¹⁰⁷ Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 138.

¹⁰⁸ Rapports de l'Organe d'appel *Argentine – Mesures à l'importation*, paragraphe 5.30; et *États-Unis – Crevettes (Thaïlande) / États-Unis – Directive sur les cautionnements en douane*, paragraphe 293.

7.1.1.2.2 Question 2 b)

7.129. L'allégation de la Russie est essentiellement que, si le Groupe spécial considère que la mesure 1 entre dans le cadre du différend, alors à titre subsidiaire, cette mesure ne relève pas de son mandat. Le principal argument de la Russie à l'appui de cette allégation est que les divergences entre la façon dont cette mesure est décrite dans la demande de consultations et dans la demande d'établissement d'un groupe spécial sont telles que cette dernière élargit la portée du différend.

7.130. La Russie fait valoir que la description de la mesure 1 au point 1) de la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial fait référence à des mesures qui ne sont pas décrites dans la demande de consultations. En particulier, elle considère que c'est le cas de la référence au "refus de ... délivrer de nouveaux certificats d'évaluation de la conformité".¹⁰⁹

7.131. La Russie considère également que la référence au "fait d'empêcher systématiquement les producteurs ukrainiens d'exporter leurs produits ferroviaires vers" la Russie par le biais de la suspension des certificats, du refus de délivrer de nouveaux certificats et de la non-reconnaissance des certificats n'est pas mentionnée dans la demande de consultations. Selon la Russie, la demande de consultations porte sur des suspensions spécifiques de certificats de conformité valides détenus par des producteurs ukrainiens et sur des rejets de demandes de certificats de conformité présentées par des producteurs ukrainiens, et ne comprend pas de référence générale à des actions de ce type menées par des autorités russes.¹¹⁰

7.132. L'Ukraine fait valoir que l'interprétation donnée par la Russie des articles 4:4 et 6:2 du Mémorandum d'accord risque de remplacer les prescriptions concernant les demandes de consultations par celles qui concernent les demandes d'établissement de groupes spéciaux. L'Ukraine considère comme bien établi qu'il n'est pas nécessaire d'avoir une identité précise et exacte des mesures indiquées dans la demande de consultations et dans la demande d'établissement d'un groupe spécial.¹¹¹

7.133. L'Ukraine fait valoir que les septième et huitième paragraphes descriptifs de la section I de la demande de consultations font référence aux demandes de certificats d'évaluation de la conformité rejetées par la Russie et aux obstacles aux demandes de nouveaux certificats. Elle considère que ces références, bien qu'elles soient formulées différemment, renvoyaient au refus de la Russie de délivrer de nouveaux certificats, qui est décrit dans la demande d'établissement d'un groupe spécial.¹¹²

7.134. L'Ukraine estime que la demande de consultations et la demande d'établissement d'un groupe spécial font toutes deux référence au refus de délivrer de nouveaux certificats, à la suspension de certificats de conformité valides détenus par des producteurs ukrainiens et à la non-reconnaissance des certificats de l'Union douanière, qui ont pour effet de restreindre les exportations de produits ferroviaires ukrainiens vers la Russie. Selon l'Ukraine, l'ajout de l'adverbe "systématiquement" à la description de cette mesure dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, par rapport à la demande de consultations, ne suffit pas pour conclure que la demande d'établissement d'un groupe spécial élargit de manière inadmissible la portée du différend, car la mesure est clairement indiquée dans les deux documents. L'Ukraine considère que l'ajout de l'adverbe "systématiquement" est le prolongement naturel du processus de consultation.¹¹³

7.135. En réponse, la Russie estime que l'ajout de l'adverbe "systématiquement" à la description de la mesure contestée n'est pas simplement le prolongement naturel du processus de

¹⁰⁹ Russie, demande de décision préliminaire, paragraphes 76 et 77; et observations sur la réponse de l'Ukraine à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphes 68 à 70.

¹¹⁰ Russie, demande de décision préliminaire, paragraphes 78 à 80.

¹¹¹ Ukraine, réponse à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphe 172.

¹¹² Ukraine, réponse à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphes 167 et 168; et observations concernant les observations formulées par la Russie sur la réponse de l'Ukraine à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphes 85 et 86.

¹¹³ Ukraine, réponse à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphes 169 à 171.

consultation, car ce terme a une signification particulière dans le système de règlement des différends de l'OMC et s'applique à un type particulier de mesure.¹¹⁴

7.136. Toutefois, selon l'Ukraine, l'utilisation de l'adverbe "systématiquement" concerne la description de la mesure et non les allégations formulées au sujet de cette mesure. De plus, l'Ukraine fait valoir que la question de savoir si une demande d'établissement d'un groupe spécial élargit la demande de consultations ne dépend pas des constatations et des recommandations qu'un groupe spécial peut formuler dans l'exercice de sa sphère de compétence.¹¹⁵

7.137. La Russie demande au Groupe spécial de constater que la mesure décrite au point 1) de la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial élargit de manière inadmissible la portée du différend et ne relève donc pas de son mandat.¹¹⁶ L'Ukraine rejette la demande de la Russie en ce qui concerne le point 2 b).¹¹⁷

7.138. Le Groupe spécial considère que la question soulevée par l'allégation de la Russie est celle de savoir si la description du fait allégué d'empêcher l'importation de manière générale dans la demande d'établissement d'un groupe spécial élargit de manière inadmissible la portée du différend. Nous passons à l'examen de l'allégation de la Russie, en gardant à l'esprit les indications données par l'Organe d'appel sur la concordance requise entre la demande de consultations et la demande d'établissement d'un groupe spécial.

7.139. Pour comparer le texte de la demande de consultations avec celui de la demande d'établissement d'un groupe spécial, nous trouvons utile de reproduire les sections pertinentes de chaque document. Le tableau ci-dessous contient le libellé des paragraphes descriptifs de la section I de la demande de consultations, dans la colonne de gauche, et le libellé de la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial, dans la colonne de droite.

Tableau 2 – Texte des parties pertinentes des demandes de consultations et d'établissement d'un groupe spécial¹¹⁸

Demande de consultations	Demande d'établissement d'un groupe spécial
I. Contexte	II. Mesures en cause
<p>1. Par suite de plusieurs mesures prises par la Fédération de Russie en ce qui concerne l'importation de certains produits ferroviaires, les producteurs ukrainiens ont été effectivement interdits d'exportation vers la Fédération de Russie. En conséquence, les exportations de produits ferroviaires de l'Ukraine vers la Fédération de Russie, qui s'élevaient à 1,7 milliard de \$EU en 2013, ont notablement diminué en 2014 (600 millions de \$EU) et continuent de diminuer: leur valeur n'a atteint que 51 millions de \$EU au premier semestre de 2015.</p> <p>2. Le 15 juillet 2011, la Commission de l'Union douanière du Bélarus, du Kazakhstan et de la Fédération de Russie (l'"Union douanière") a adopté la Décision n° 710 sur les Règlements techniques n° 01/2011, n° 002/2011 et n° 003/2011 (les "Règlements techniques") établissant des prescriptions techniques et en matière de sécurité pour la mise sur le marché de "matériel ferroviaire roulant", de "matériel de transport ferroviaire à grande vitesse" et d'"infrastructures de transport ferroviaire" (la "Décision n° 710"). Conformément à cette décision, les nouveaux règlements techniques sont entrés en vigueur 3 ans après leur adoption, soit le 2 août 2014, et, depuis cette date, tous les certificats d'évaluation de la conformité des</p>	<p>1. Depuis 2014, les certificats d'évaluation de la conformité délivrés par l'institution budgétaire fédérale "Registre de certification concernant le transport ferroviaire fédéral" (IBF "RC TFF") aux producteurs ukrainiens de produits ferroviaires avant l'entrée en vigueur des Règlements techniques sont systématiquement suspendus.</p> <p>2. De plus, les producteurs ukrainiens ne peuvent pas obtenir de nouveaux certificats d'évaluation de la conformité sur la base des Règlements techniques auprès des organismes de certification de la Fédération de Russie. Les demandes présentées par les producteurs ukrainiens à l'IBF "RC TFF" ont été systématiquement rejetées ou renvoyées sans être examinées.</p> <p>3. En outre, les certificats d'évaluation de la conformité délivrés par les autorités de la République du Bélarus et de la République du Kazakhstan ne sont pas reconnus par les autorités de la Fédération de Russie. De fait, les autorités compétentes de la Fédération de Russie, y compris son Ministère des transports et l'Agence fédérale du transport ferroviaire, ont décidé que le Règlement technique n° 001/2011 s'appliquait uniquement aux</p>

¹¹⁴ Russie, observations sur la réponse de l'Ukraine à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphes 71 et 72.

¹¹⁵ Ukraine, observations concernant les observations formulées par la Russie sur la réponse de l'Ukraine à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphes 91 et 92.

¹¹⁶ Russie, demande de décision préliminaire, paragraphes 75 et 80.

¹¹⁷ Ukraine, réponse à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphe 173; et observations concernant les observations formulées par la Russie sur la réponse de l'Ukraine à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphe 93.

¹¹⁸ Pour faciliter la lecture, les différents paragraphes sont numérotés dans le tableau, ce qui n'est pas le cas dans les documents originaux. Les notes de bas de page des originaux sont omises.

Demande de consultations	Demande d'établissement d'un groupe spécial
<p>produits ferroviaires doivent être enregistrés auprès de l'institution budgétaire fédérale "Registre de certification concernant le transport ferroviaire fédéral" (OBF "RC TFF") conformément aux nouvelles procédures définies par les règlements techniques.</p> <p>3. La Décision n° 710 a ensuite été modifiée par la Décision n° 285 de la Commission de l'Union douanière du 2 décembre 2013 portant modification de la Décision n° 710 de la Commission de l'Union douanière du 15 juillet 2011, qui prévoit une période d'application transitoire allant jusqu'au 1^{er} août 2016 pour les certificats d'évaluation de la conformité délivrés aux producteurs de produits ferroviaires avant l'entrée en vigueur des règlements techniques susmentionnés. Elle établit aussi une période transitoire allant jusqu'au 1^{er} août 2016 pour les produits ferroviaires qui n'étaient pas auparavant soumis aux procédures obligatoires d'évaluation de la conformité.</p> <p>4. Point important, les certificats d'évaluation de la conformité des producteurs de produits ferroviaires ukrainiens qui étaient déjà enregistrés auprès de l'OBF "RC TFF" ont commencé à être suspendus à partir de la fin de 2013. Les autorités de la Fédération de Russie ont justifié ces suspensions par des "questions techniques" et l'"absence de conditions appropriées pour la réalisation des inspections [annuelles requises]" des installations de production des producteurs ukrainiens. Malgré des demandes répétées, les autorités de la Fédération de Russie n'ont donné aux exportateurs ukrainiens et aux autorités ukrainiennes aucune explication raisonnable pour ces suspensions injustifiées des certificats.</p> <p>5. Par ailleurs, les difficultés liées à l'obtention des certificats n'existent pas dans les autres pays de l'Union douanière. En effet, en ce qui concerne le matériel ferroviaire roulant, les organismes d'évaluation de la conformité de l'Union douanière situés dans la République du Bélarus et la République du Kazakhstan ont déjà délivré les certificats d'évaluation de la conformité sur la base du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière aux producteurs ukrainiens de matériel ferroviaire roulant.</p> <p>6. Pourtant, ces certificats ont été considérés comme non valides par les autorités de la Fédération de Russie. Celles-ci ont en outre déterminé que les produits en question ne pouvaient être enregistrés pour une utilisation sur le territoire de la Fédération de Russie.</p> <p>7. S'agissant des infrastructures de transport ferroviaire, les producteurs ukrainiens de dispositifs d'aiguillage affectés par la suspension de leurs certificats d'évaluation de la conformité ont présenté en décembre 2014 de nouvelles demandes de certificats conformément aux nouvelles procédures énoncées dans le Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière. Toutefois, en février 2015, ces demandes ont été rejetées par les autorités de la Fédération de Russie, là encore sans la moindre explication raisonnable des motifs du rejet.</p> <p>8. Par suite des suspensions susmentionnées des certificats d'évaluation de la conformité et des obstacles aux demandes de nouveaux certificats conformément aux règlements techniques nouvellement adoptés par l'Union douanière, les producteurs ukrainiens ne peuvent plus exporter leurs produits ferroviaires vers la Fédération de Russie.</p> <p>9. L'Ukraine a évoqué à plusieurs occasions ses préoccupations concernant cette question au Comité des obstacles techniques au commerce de l'OMC et au niveau bilatéral avec la Fédération de Russie. Toutefois, ses efforts pour régler cette question n'ont pas abouti à une solution mutuellement convenue.</p>	<p>marchandises produites dans les pays de l'Union douanière. Par conséquent, les autorités de la Fédération de Russie ont conclu que les certificats d'évaluation de la conformité délivrés aux producteurs ukrainiens dans les autres pays de l'Union douanière n'étaient pas valides sur le territoire de la Fédération de Russie et que les produits ferroviaires de ces producteurs ne pouvaient être ni importés ni enregistrés pour une utilisation sur le territoire de la Fédération de Russie.</p> <p>4. Les mesures en cause visées par la présente demande d'établissement d'un groupe spécial sont les suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Le fait d'empêcher systématiquement les producteurs ukrainiens d'exporter leurs produits ferroviaires vers la Fédération de Russie par le biais de la suspension de leurs certificats d'évaluation de la conformité valides, du refus de leur délivrer de nouveaux certificats d'évaluation de la conformité et de la non-reconnaissance des certificats d'évaluation de la conformité délivrés par les autorités compétentes des autres membres de l'Union douanière, à savoir la République du Bélarus et la République du Kazakhstan. Cette pratique est attestée par les instructions des autorités de la Fédération de Russie énumérées aux annexes I, II et III. 2) La suspension des certificats d'évaluation de la conformité, le rejet des nouvelles demandes de certificats d'évaluation de la conformité et le refus de reconnaître les certificats d'évaluation de la conformité valides délivrés par les autres pays de l'Union douanière à l'égard des producteurs ukrainiens, mentionnés aux annexes I, II et III. 3) Le Règlement technique n° 001/2011 sur la sécurité du matériel ferroviaire roulant, lu conjointement avec le Protocole n° A 4-3 du Ministère des transports de la Fédération de Russie concernant la délivrance par l'autorité de certification de l'Union douanière des certificats de conformité pour les produits fabriqués par des pays tiers, adopté le 20 janvier 2015, et les instructions mentionnées à l'annexe III. <p>5. Par suite des mesures décrites ci-dessus, il a été effectivement interdit à certains producteurs ukrainiens d'exporter des produits ferroviaires vers la Fédération de Russie. À la suite de la mise en œuvre des mesures en cause, les exportations de ces produits de l'Ukraine vers la Fédération de Russie, qui s'élevaient à 1,7 milliard de \$EU en 2013, sont tombées à 600 millions de \$EU en 2014 et à seulement 110 millions de \$EU en 2015.</p>

7.140. Nous considérons que, telle qu'elle est libellée, la demande de consultations de l'Ukraine décrit quatre mesures différentes. La première, décrite dans le quatrième paragraphe de la demande de consultations, correspond aux suspensions des certificats d'évaluation de la conformité précédemment accordés aux producteurs ukrainiens de produits ferroviaires. La deuxième, décrite dans les cinquième et sixième paragraphes, correspond au fait que, les autorités russes n'ont pas considéré comme valides les certificats délivrés dans d'autres pays de l'Union douanière (par exemple le Bélarus et le Kazakhstan) aux producteurs ukrainiens de produits ferroviaires sur le territoire de la Russie. La troisième, décrite dans le septième paragraphe, correspond aux rejets par la Russie des demandes de nouveaux certificats présentées par les producteurs ukrainiens de produits ferroviaires. La quatrième, décrite dans le huitième paragraphe, correspond au fait que les producteurs ukrainiens ne sont plus en mesure d'exporter leurs produits ferroviaires vers la Fédération de Russie par suite des suspensions des certificats existants et des obstacles aux demandes de nouveaux certificats conformément aux règlements techniques nouvellement adoptés par l'Union douanière.

7.141. Ces mesures sont décrites d'une manière similaire dans la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial. Comme il est expliqué plus haut, la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial décrit trois mesures distinctes. Premièrement, le fait d'empêcher systématiquement les producteurs ukrainiens d'exporter leurs produits ferroviaires vers la Russie par le biais des éléments de la deuxième mesure. Deuxièmement, la suspension des certificats d'évaluation de la conformité détenus par des producteurs ukrainiens, le rejet des nouvelles demandes de certificats d'évaluation de la conformité et le refus de reconnaître les certificats d'évaluation de la conformité valides délivrés par les autres pays de l'Union douanière. Troisièmement, la prescription alléguée selon laquelle les autorités russes ne doivent pas reconnaître les certificats délivrés dans les autres pays de l'Union douanière si les produits certifiés n'ont pas été produits dans un pays de l'Union douanière.

7.142. Comme il est expliqué plus haut, la Russie invoque deux motifs à l'appui de son allégation selon laquelle la mesure décrite au point 1) de la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial élargit la portée du différend. Nous examinons d'abord l'argument de la Russie selon lequel la demande de consultations ne faisait pas référence au "refus de ... délivrer de nouveaux certificats d'évaluation de la conformité", et selon lequel cette partie de la mesure décrite au point 1) de la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial élargit donc la portée du différend.

7.143. En comparant la demande de consultations et la demande d'établissement d'un groupe spécial, on observe que la demande d'établissement d'un groupe spécial ne contient pas le libellé exact utilisé dans la demande de consultations, à savoir "refus de ... délivrer de nouveaux certificats d'évaluation de la conformité". Nous rappelons la conclusion de l'Organe d'appel selon laquelle une *identité précise et exacte* des mesures spécifiques ayant fait l'objet des consultations et des mesures spécifiques indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial *n'était pas requise*.¹¹⁹ Nous convenons avec l'Ukraine que les septième et huitième paragraphes de la demande de consultations décrivent ce qui est appelé dans la demande d'établissement d'un groupe spécial le "refus de ... délivrer de nouveaux certificats d'évaluation de la conformité".

7.144. Le deuxième paragraphe de la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial ressemble beaucoup à la description figurant dans le septième paragraphe de la section I de la demande de consultations, qui est résumée dans le huitième paragraphe de la demande de consultations. L'essentiel de la mesure décrite dans ces paragraphes est que les autorités russes ont "rejeté" des demandes de nouveaux certificats présentées conformément aux Règlements techniques pertinents de l'Union douanière. L'Ukraine aurait pu utiliser le même libellé au point 1) de la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial, comme elle l'a fait au point 2) de la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial. Cependant, nous considérons que modifier la description de la mesure en utilisant le substantif "refus" au lieu du verbe "rejetées" ne modifie pas de manière significative la mesure décrite. Le terme "refusal" (refus) est défini dans le dictionnaire comme "the action or act of refusing; a denial or rejection of something demanded, or offered" (l'action ou l'acte de refuser; le déni ou le rejet de ce qui est, demandé ou offert)¹²⁰, tandis que le terme "reject" (rejeter) est défini comme signifiant "refuse to recognize,

¹¹⁹ Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Mesures à l'importation*, paragraphe 5.13. (italique ajouté)

¹²⁰ Shorter Oxford English Dictionary, 6th edn, A. Stevenson (ed.) (Oxford University Press, 2007), Vol. 2, page 2509.

acquiesce in, or adopt (a command, practice, etc.)" (refuser de reconnaître, d'accepter ou d'adopter (un ordre, une pratique, etc.)).¹²¹ Il est donc clair que dans ce contexte, ces termes sont synonymes. Nous ne souscrivons donc pas au point de vue de la Russie selon lequel l'utilisation de l'expression "refus de ... délivrer de nouveaux certificats d'évaluation de la conformité" faisait référence à une mesure autre que les demandes des producteurs ukrainiens qui avaient été "rejetées par" les autorités russes.

7.145. Nous passons maintenant au second motif invoqué par la Russie, à savoir que la référence au "fait d'empêcher systématiquement les producteurs ukrainiens d'exporter leurs produits ferroviaires vers" la Russie (mesure 1) au point 1) de la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial élargit la portée du différend.

7.146. Nous ne souscrivons pas au point de vue de la Russie selon lequel le fait d'empêcher systématiquement l'importation est une nouvelle mesure qui n'est pas décrite dans la demande de consultations. À notre avis, une version de cette mesure est décrite au huitième paragraphe de la demande de consultations. Ce paragraphe fait référence au fait que les producteurs ukrainiens ne sont plus en mesure d'exporter leurs produits ferroviaires vers la Russie en raison des "suspensions susmentionnées des certificats d'évaluation de la conformité et des obstacles aux demandes de nouveaux certificats conformément aux règlements techniques nouvellement adoptés par l'Union douanière". Ce paragraphe décrit une mesure et non l'effet des autres mesures auxquelles il fait référence. L'effet des différentes mesures contestées par l'Ukraine est décrit au paragraphe 1 de la demande de consultations, qui contient une référence à l'impact monétaire des mesures contestées sur les exportations ukrainiennes.

7.147. Nous comparons à présent la façon dont cette mesure est décrite dans la demande de consultations et dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. Nous reconnaissons que la demande d'établissement d'un groupe spécial contient un libellé additionnel qui n'apparaît pas dans la demande de consultations, à savoir "fait d'empêcher systématiquement". Il s'agit toutefois de savoir si cette différence est telle que la demande d'établissement d'un groupe spécial élargit la portée ou modifie l'essence de la mesure décrite dans la demande de consultations. Nous considérons que ce n'est pas le cas. Le huitième paragraphe de la section I de la demande de consultations, lorsqu'il est lu conjointement avec les autres paragraphes de cette section, montre clairement que l'Ukraine fait référence à l'imposition par la Russie d'un certain nombre de mesures depuis 2013, ce qui a conduit à une baisse notable des exportations de produits ferroviaires de l'Ukraine vers la Russie. En outre, les instruments juridiques décrits dans la section II de la demande de consultations corroborent le point de vue selon lequel l'Ukraine fait référence à la fois aux décisions et aux instructions particulières qui étayaient l'existence de la mesure empêchant les producteurs ukrainiens de produits ferroviaires d'exporter vers la Russie. Le fait que l'Ukraine n'a pas inclus le libellé "fait d'empêcher systématiquement" dans le huitième paragraphe de la demande de consultations pourrait s'expliquer par l'évolution de ces termes depuis la demande de consultations. Le libellé additionnel de la demande d'établissement d'un groupe spécial est une description plus élaborée de la mesure en cause et non un élargissement de la portée du différend.

7.148. Nous rejetons donc l'allégation de la Russie selon laquelle le point 1) de la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial élargit la portée de la demande de consultations en indiquant une mesure qui n'est pas décrite dans la section II de la demande de consultations.

7.1.1.2.3 Question 2 c)

7.149. L'allégation de la Russie est essentiellement que, si le Groupe spécial considère que la mesure 2 entre dans le cadre du différend, alors à titre subsidiaire, certains aspects de cette mesure élargissent la portée du différend.

7.150. La Russie fait valoir que certains aspects de la mesure 2 élargissent la portée du différend et ne relèvent donc pas du mandat du Groupe spécial. Elle divise ses observations entre a) les documents relatifs à la suspension des certificats de conformité valides, b) les documents relatifs

¹²¹ Shorter Oxford English Dictionary, 6th edn, A. Stevenson (ed.) (Oxford University Press, 2007), Vol. 2, page 2517.

au rejet des certificats délivrés dans les autres pays de l'Union douanière, et c) les documents relatifs au rejet des demandes.¹²²

7.151. En ce qui concerne les documents relatifs à la suspension des certificats de conformité, la Russie fait valoir que la demande de consultations ne fait pas référence à des instructions spécifiques, ce qui la prive de la possibilité de se préparer pour les consultations et porte atteinte à sa capacité de se défendre. La Russie considère que compte tenu du volume des instructions de l'IBF, on ne pouvait pas raisonnablement s'attendre à ce qu'elle déduise soit de la demande de consultations soit des consultations les 16 instructions énumérées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, ce qui élargit donc la portée du différend.¹²³

7.152. L'Ukraine rejette la demande de la Russie en ce qui concerne la question 2 c). Selon l'Ukraine, la Russie confond les concepts de mesures en cause et d'instruments juridiques sous-jacents. L'Ukraine considère que l'argument de la Russie exige l'indication précise des instruments juridiques en cause dans la demande de consultations, ce qui, selon elle, n'est pas exigé à l'article 4:4 du Mémoire d'accord. Elle fait valoir que les mesures décrites dans la demande de consultations correspondent à celles qui sont indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial et que, par conséquent, les références à un instrument juridique différent ne peuvent pas être considérées comme élargissant la portée du différend. En particulier, l'Ukraine considère que comme la référence générale dans la section II de la demande de consultations renvoie aux "Instructions de l'[IBF] concernant la suspension des certificats des producteurs ukrainiens", la référence à 16 instructions spécifiques réduit, plutôt qu'elle n'élargit, la portée du différend. L'Ukraine considère que les références plus spécifiques sont le prolongement naturel du processus de consultation, plutôt que l'indication d'une nouvelle mesure.¹²⁴

7.153. Le Groupe spécial commence par rappeler que le mandat du groupe spécial sera déterminé par la demande d'établissement d'un groupe spécial, à moins que cette demande n'élargisse la portée ou ne modifie l'essence du différend. Nous rappelons que la détermination du point de savoir si une demande d'établissement d'un groupe spécial élargit la portée ou modifie l'essence d'un différend concerne a) l'indication des mesures contestées et b) l'indication du fondement juridique de la plainte. Les allégations de la Russie concernent le point a), c'est-à-dire la question de savoir si les mesures indiquées dans la demande de consultations correspondent à celles qui sont indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial.

7.154. Comparant la demande de consultations à la demande d'établissement d'un groupe spécial, nous reconnaissons que la demande de consultations ne fait référence à aucune instruction émise par les autorités russes compétentes prévoyant la suspension des certificats d'évaluation de la conformité détenus par des producteurs ukrainiens de produits ferroviaires. Toutefois, lorsque le quatrième paragraphe de la section I et le neuvième point de la section II de la demande de consultations sont lus conjointement, il devient clair que les mesures en cause sont les "Instructions de l'[IBF] concernant la suspension des certificats des producteurs ukrainiens". La mesure indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial se rapporte, dans des termes semblables, à cette mesure. Elle est décrite au premier paragraphe et aux points 1) et 2) de la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial comme étant la suspension des certificats d'évaluation de la conformité délivrés par l'IBF aux producteurs ukrainiens de produits ferroviaires. Cela donne à penser que la demande d'établissement d'un groupe spécial n'élargit ni ne modifie l'essence du différend.

7.155. En outre, comme l'explique l'Ukraine en réponse à une question du Groupe spécial, le Registre de certification concernant le transport ferroviaire fédéral de la Russie fonctionne comme une base de données rassemblant tous les certificats et déclarations émis par l'IBF. L'Ukraine a fourni des éléments de preuve convaincants montrant que la Russie était en mesure d'identifier les instructions en cause au moyen de cette base de données, d'après les renseignements fournis dans la demande de consultations, à savoir: a) l'auteur de l'instruction (l'IBF de la Russie),

¹²² Russie, demande de décision préliminaire, paragraphe 82; et observations sur la réponse de l'Ukraine à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphe 82.

¹²³ Russie, demande de décision préliminaire, paragraphes 83 et 84; observations sur la réponse de l'Ukraine à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphes 78 et 79; et réponse à la question n° 1 du Groupe spécial.

¹²⁴ Ukraine, réponse à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphe 184 à 191; et observations concernant les observations formulées par la Russie sur la réponse de l'Ukraine à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphes 100 à 102.

b) l'objet des instructions (suspension des certificats de conformité), c) la nationalité des producteurs (producteurs ukrainiens), d) les produits en cause (produits ferroviaires) et e) la période pendant laquelle ces décisions ont été adoptées (à partir de la fin de 2013).¹²⁵

7.156. De plus, nous ne considérons pas que les 16 instructions figurant dans l'annexe I de la demande d'établissement d'un groupe spécial sont différentes et juridiquement distinctes de la mesure indiquée dans la demande de consultations. Comme il est expliqué plus haut, la demande de consultations contient une référence générale aux instructions émises par l'IBF. Cette référence se limite clairement à une catégorie d'instruments juridiques, à savoir les instructions émises par l'IBF au moyen desquelles les certificats de conformité détenus par les producteurs ukrainiens de produits ferroviaires ont été suspendus.

7.157. Même s'il serait souhaitable qu'une demande de consultations fournisse les renseignements les plus complets dont dispose un Membre au moment où il la rédige, pour les raisons exposées plus haut, nous ne souscrivons pas au point de vue de la Russie selon lequel la référence à 16 instructions spécifiques dans la demande d'établissement d'un groupe spécial élargit la portée du différend.

7.158. En ce qui concerne les documents relatifs au rejet des certificats délivrés dans les autres pays de l'Union douanière, la Russie fait valoir que la demande de consultations ne faisait pas référence au Protocole de la soixante et unième réunion de la Commission du matériel roulant des 22-24 mars 2016 et à l'opinion dissidente annexée, et inclure ce document dans le mandat du Groupe spécial porterait atteinte au droit de la Russie de savoir l'argumentation à laquelle elle doit répondre. La Russie considère également que ce protocole ne contient aucune référence au rejet de la validité des certificats délivrés dans les autres pays de l'Union douanière. En outre, elle considère que le deuxième document énuméré à l'annexe III de la demande d'établissement d'un groupe spécial n'est pas indiqué de manière suffisante – il manque une date et un numéro de lettre –, ce qui la met dans l'impossibilité d'identifier et de localiser la communication contestée. La Russie considère donc que l'inclusion de ces deux documents dans la demande d'établissement d'un groupe spécial élargit la portée du différend et que le deuxième document de l'annexe III ne satisfait pas à la prescription de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord imposant d'indiquer la mesure spécifique en cause.¹²⁶

7.159. L'Ukraine rejette l'argument de la Russie. Elle fait valoir que la description du deuxième document énuméré à l'annexe III de la demande d'établissement d'un groupe spécial était suffisante pour indiquer la communication pertinente. Pour l'Ukraine, l'argument de la Russie selon lequel le fait de ne pas inclure le numéro et la date de la lettre l'a empêché de l'identifier manque de crédibilité. L'Ukraine se réfère à la pièce UKR-48 (RCC) en tant qu'élément de preuve montrant que la lettre mentionnée au point 2 de l'annexe III est la lettre d'accompagnement du Protocole n° A 4-3, qui est mentionné à la fois dans la demande de consultations et dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. En outre, l'Ukraine considère qu'en incluant le Protocole de la soixante et unième réunion de la Commission du matériel roulant des 22-24 mars 2016 dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, elle limite les instruments juridiques spécifiques sur lesquels repose la mesure contestée indiquée dans la demande de consultations. Enfin, l'Ukraine considère que la question de savoir si le Protocole de la soixante et unième réunion se rapporte à la non-reconnaissance des certificats délivrés par les autres pays de l'Union douanière ne doit pas être examinée au titre de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.¹²⁷

7.160. Le Groupe spécial note qu'il ressort une comparaison entre la demande de consultations et la demande d'établissement d'un groupe spécial que la demande de consultations ne contient aucune référence aux trois documents énumérés à l'annexe III de la demande d'établissement d'un groupe spécial. Toutefois, lorsque les cinquième et sixième paragraphes de la section I et le dixième point de la section II de la demande de consultations sont lus conjointement, il devient clair que les mesures en cause sont les décisions des autorités russes compétentes de ne pas reconnaître la validité sur le territoire de la Russie des certificats d'évaluation de la conformité

¹²⁵ Ukraine, réponse à la question n° 1 du Groupe spécial.

¹²⁶ Russie, demande de décision préliminaire, paragraphes 85 à 87; et observations sur la réponse de l'Ukraine à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphes 74 à 77.

¹²⁷ Ukraine, réponse à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphes 176 à 182 et 192 à 194; et observations concernant les observations formulées par la Russie sur la réponse de l'Ukraine à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphes 95 à 99.

délivrés par les autres pays de l'Union douanière aux producteurs ukrainiens de produits ferroviaires. Les mesures indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial se rapportent, dans des termes semblables, à cette mesure. Le point 2) de la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial fait référence aux refus de reconnaître les certificats de conformité valides délivrés par les autres pays de l'Union douanière, comme il est indiqué à l'annexe III.

7.161. Par ailleurs, le dixième point de la section II de la demande de consultations fait référence au "Protocole n° ATS-3 du Ministère des transports de la Fédération de Russie adopté le 20 janvier 2015 concernant l'invalidation des certificats délivrés pour certains produits ferroviaires d'origine ukrainienne". Dans leur réponse à la question n° 2 du Groupe spécial, les deux parties ont confirmé que la référence au Protocole n° ATS-3 devait être comprise comme se rapportant au Protocole n° A 4-3.¹²⁸ De même, l'annexe III contient une référence à la lettre par laquelle le Protocole n° A 4-3 a été transmis à la société qui cherchait à faire reconnaître la validité d'un certificat délivré à un producteur ukrainien au Bélarus. Cela donne à penser que la demande d'établissement d'un groupe spécial n'élargit ni ne modifie l'essence du différend.

7.162. Le Protocole n° A 4-3 du 20 janvier 2015, mentionné dans la demande de consultations, contient le compte rendu de "la réunion du Vice-Ministre des transports de la Fédération de Russie, A.S. Tsydenov, concernant la délivrance par l'autorité de certification de l'Union douanière des certificats de conformité pour les produits fabriqués par des pays tiers". Le compte rendu concerne la demande présentée par une société [[xxx]] en vue de l'enregistrement et de l'exploitation en Russie de certains produits ferroviaires ukrainiens, wagons-trémies pour le transport des céréales fabriqués par la société ukrainienne PJSC [[xxx]]. Cette demande visait la reconnaissance d'un certificat d'évaluation de la conformité délivré à une société ukrainienne, PJSC [[xxx]], le 30 décembre 2014 par l'autorité de certification biélorussienne. La conclusion du Vice-Ministre reflétée dans le Protocole n° A 4-3 est que les certificats délivrés par l'organisme de certification biélorussien ne sont pas valides en Russie parce que le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière s'applique uniquement aux produits fabriqués sur le territoire douanier de l'Union douanière. Le Protocole indique que les prescriptions et les procédures d'évaluation de la conformité pour les produits qui sont produits par des pays tiers, non membres de l'Union douanière, sont établies conformément aux législations nationales.¹²⁹

7.163. Nous rappelons que l'allégation de la Russie concerne les trois documents figurant à l'annexe III de la demande d'établissement d'un groupe spécial. Nous examinons maintenant chacun d'entre eux.

7.164. Le premier document énuméré à l'annexe III de la demande d'établissement d'un groupe spécial est une lettre du Ministère russe des transports datée du 4 février 2016 concernant une demande d'une société [[xxx]] en vue de faire reconnaître la validité en Russie du certificat délivré par l'organisme de certification biélorussien pour un produit ferroviaire ukrainien, à savoir les roues laminées monobloc. Dans cette lettre, le Ministère des transports a informé le requérant que les certificats délivrés par l'autorité biélorussienne n'étaient pas reconnus comme valides en Russie parce que le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière ne s'appliquait qu'aux produits qui étaient produits sur le territoire douanier de l'Union douanière.¹³⁰ Cette lettre est liée au Protocole n° A 4-3 car, bien qu'elle se rapporte à un producteur différent de celui qui est concerné par le Protocole n° A 4-3, elle avance les mêmes motifs juridiques pour rejeter la reconnaissance du certificat délivré au Bélarus que ceux qui sont énoncés dans le Protocole n° A 4-3 pour rejeter la reconnaissance d'un certificat différent également délivré au Bélarus. De plus, bien que cette lettre concerne un produit différent (roues laminées monobloc), il est clair que les produits visés par cette lettre et par le Protocole n° A 4-3 (wagons-trémies pour le transport des céréales) entrent dans la catégorie des produits en cause, à savoir les produits ferroviaires.

¹²⁸ Ukraine, réponse à la question n° 2 du Groupe spécial (dans laquelle elle explique que cela résulte d'un manque de clarté dans la numérotation du document original); et Russie, réponse à la question n° 2 du Groupe spécial.

¹²⁹ Letter from the Federal Railway Transport Administration of the Ministry of Transport of the Russian Federation to JSC [[xxx]] accompanied to Protocol No. A-4-3 of 20 January 2015 of the Ministry of Transport of the Russian Federation regarding issuance by the certification authority of the Customs Union of the certificates of conformity for products manufactured by third-countries (Lettre d'accompagnement et Protocole n° A 4-3 du 20 janvier 2015) (pièce UKR-48)(RCC), pages 3 et 4.

¹³⁰ Letter from the Federal Agency for Railway Transport to [[xxx]] – on validity of certificates, 4 February 2016 (pièce UKR-49)(RCC)(Corr.).

Compte tenu de ces considérations, nous sommes d'avis que l'inclusion de cette lettre à l'annexe III de la demande d'établissement d'un groupe spécial n'élargit pas la portée ni ne modifie l'essence du différend, car la nature et le type d'instrument juridique sur lequel repose la mesure contestée demeurent les mêmes.

7.165. Le deuxième document énuméré à l'annexe III est une "Lettre de l'Administration fédérale du transport ferroviaire du Ministère des transports de la Fédération de Russie à JSC "Russian Railways" accompagnant le Protocole n° A 4-3 du 20.01.2015 du Ministère des transports de la Fédération de Russie concernant la délivrance par l'autorité de certification de l'Union douanière des certificats de conformité pour les produits fabriqués par des pays tiers." Contrairement à ce que la Russie fait valoir, nous ne pensons pas que cette référence est insuffisante pour indiquer de manière appropriée la lettre en question. Certains éléments d'identification de la lettre sont suffisamment clairs, tels que le destinataire ([xxx]), l'auteur de la lettre (Administration fédérale du transport ferroviaire du Ministère russe des transports) et le document que la lettre accompagne (Protocole n° A 4-3 du 20 janvier 2015). Ces renseignements semblent suffisants pour comprendre ce qu'est la lettre en question. De plus, cette lettre est la lettre d'accompagnement du Protocole n° A 4-3, car elle indique clairement qu'elle contient les résultats de la demande présentée par une société [xxx] en vue de l'enregistrement et de l'exploitation en Russie de certains produits ferroviaires ukrainiens, wagons-trémies pour le transport des céréales produits par la société ukrainienne PJSC [xxx].¹³¹ En ce sens, il ne s'agit pas d'une nouvelle mesure, mais plutôt d'une lettre qui complète l'exemple spécifique déjà mentionné dans la demande de consultations. Compte tenu de ces considérations, nous sommes d'avis que l'inclusion de cette lettre à l'annexe III de la demande d'établissement d'un groupe spécial n'élargit pas la portée ni ne modifie l'essence du différend, car la nature et le type d'instrument juridique sur lequel repose la mesure contestée demeurent les mêmes.

7.166. Le troisième document est le Protocole de la soixante et unième réunion de la Commission du matériel roulant des 22-24 mars 2016 et l'opinion dissidente annexée.¹³² Le lien entre ce document et la mesure contestée n'est pas clair. Toutefois, comme il est expliqué plus haut, il s'agit d'un document mentionné par l'Ukraine dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial comme un élément de preuve concernant la mesure contestée. C'est pourquoi ce document ne peut être considéré comme une mesure distincte qui élargit la portée ou modifie l'essence du différend.

7.167. Pour les raisons exposées plus haut, nous ne souscrivons pas au point de vue de la Russie selon lequel l'inclusion des trois documents énumérés à l'annexe III de la demande d'établissement d'un groupe spécial élargit la portée ou modifie l'essence du différend. De plus, nous ne souscrivons pas au point de vue de la Russie selon lequel la demande d'établissement d'un groupe spécial n'a pas indiqué la mesure spécifique en cause en ce qui concerne la deuxième lettre énumérée à l'annexe III de la demande d'établissement d'un groupe spécial.

7.168. En ce qui concerne les documents relatifs aux rejets de demandes, la Russie fait valoir que si la lettre [xxx] du 9 février 2015 est mentionnée à la fois dans la demande de consultations et dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, les deux autres documents énumérés à l'annexe II de la demande d'établissement d'un groupe spécial ne figuraient pas dans la demande de consultations. La Russie considère que ces deux lettres ([xxx] du 10 février 2014 et [xxx] du 23 janvier 2015) sont de nouvelles mesures qui élargissent de façon inadmissible la portée du différend. En particulier, la Russie considère que la demande de consultations ne faisait spécifiquement référence aux lettres relatives aux demandes de certificats de conformité présentées conformément au Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière, tandis que les deux autres lettres ([xxx] du 10 février 2014 et [xxx] du 23 janvier 2015) traitaient des marchandises, dont la certification était régie par un règlement différent, à savoir le Règlement technique n° 001/2011. La Russie fait donc valoir que l'Ukraine, au moment des consultations, n'avait pas l'intention de contester ces mesures et que celles-ci n'étaient pas mentionnées dans la demande de consultations.¹³³

¹³¹ Lettre d'accompagnement et Protocole n° A 4-3 du 20 janvier 2015 (pièce UKR-48)(RCC), page 2.

¹³² Protocol of the 61st Meeting of the Commission of the Rolling Stock of 22-24 March 2016 and the annexed Dissenting opinion; The Railway Administration of the Russian Federation (pièce RUS-2).

¹³³ Russie, demande de décision préliminaire, paragraphes 88 à 90; et observations sur la réponse de l'Ukraine à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphe 81.

7.169. L'Ukraine fait cependant valoir que les mesures décrites dans la demande de consultations correspondent à celles qui sont indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial et que, par conséquent, les références à différents instruments juridiques ne peuvent pas être considérées comme élargissant la portée du différend. En particulier, l'Ukraine considère que les deux lettres figurant à l'annexe II de la demande d'établissement d'un groupe spécial et qui ne sont pas mentionnées dans la demande de consultations sont des instruments juridiques au moyen desquels la mesure indiquée dans la demande de consultations est exécutée. Elle fait valoir que, par conséquent, la référence à ces lettres réduit, plutôt qu'elle n'élargit, la portée du différend.¹³⁴

7.170. Le Groupe spécial constate qu'il ressort d'une comparaison entre la demande de consultations et la demande d'établissement d'un groupe spécial que la demande de consultations ne contient pas de référence à deux des trois décisions énumérées à l'annexe II de la demande d'établissement d'un groupe spécial. Toutefois, lorsque le septième paragraphe de la section I et le onzième point de la section II de la demande de consultations sont lus conjointement, il devient clair que les mesures en cause sont le rejet par les autorités russes des demandes de nouveaux certificats d'évaluation de la conformité présentées, conformément au Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière, par les producteurs ukrainiens de dispositifs d'aiguillage dont les certificats d'évaluation de la conformité valides ont été suspendus. La mesure indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial se rapporte, dans des termes semblables, à cette mesure. Cette mesure est décrite dans le deuxième paragraphe descriptif et aux points 1) et 2) de la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial comme étant le rejet des nouvelles demandes de certificats d'évaluation de la conformité présentées conformément aux règlements techniques pertinents par des producteurs ukrainiens de produits ferroviaires. Cela donne à penser que la demande d'établissement d'un groupe spécial donne une description plus générale de la mesure contestée. Nous passons donc à l'examen de la question de savoir si cette différence est un prolongement naturel de la demande de consultations.

7.171. Tant la demande d'établissement d'un groupe spécial que la demande de consultations font référence à la lettre du 9 février 2015 de l'IBF dans laquelle celle-ci faisait part de sa décision d'annuler les demandes de certification du matériel d'aiguillage présentées par un producteur ukrainien [[xxx]] conformément au Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière.¹³⁵ Comme il est expliqué dans la demande de consultations, cette lettre concerne des demandes de nouveaux certificats d'évaluation de la conformité présentées pour du matériel d'aiguillage par des producteurs ukrainiens dont les certificats précédemment valides avaient été suspendus. Les deux nouveaux documents énumérés à l'annexe II portent sur le même sujet. La lettre du 2 octobre 2014 de l'IBF informe un producteur ukrainien [[xxx]] que ses demandes de certificats d'évaluation de la conformité pour certains produits ferroviaires (bogies à deux essieux) présentées conformément au Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière lui ont été renvoyées sans être examinées.¹³⁶ De même, la lettre du 23 janvier 2015 de l'IBF informe un producteur ukrainien [[xxx]] que ses demandes de certificats d'évaluation de la conformité pour certains produits ferroviaires (longerons et autres produits ferroviaires) présentées conformément au Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière lui ont été renvoyées sans être examinées.¹³⁷

7.172. Les trois lettres susmentionnées ont un certain nombre d'éléments en commun. Premièrement, toutes rejettent les demandes de certificats de conformité présentées par des producteurs ukrainiens. Deuxièmement, toutes les demandes concernent différents produits qui font partie des produits en cause, à savoir le matériel ferroviaire roulant et les produits ferroviaires. Troisièmement, elles ont été émises en réponse à des demandes de certificats d'évaluation de la conformité conformément aux règlements techniques de l'Union douanière indiqués à la fois dans la demande de consultations et dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. Ces similitudes donnent à penser que les lettres du 2 octobre 2014 et du 23 janvier 2015 énumérées uniquement dans la demande d'établissement d'un groupe spécial ne sont pas d'une nature ou d'un type différent de la lettre du 9 février 2015 énumérée dans la demande de consultations. Nous considérons donc que la reformulation des mesures en cause

¹³⁴ Ukraine, réponse à la demande de décision préliminaire de la Russie, paragraphes 184 à 190 et 193.

¹³⁵ Letter [[xxx]] from the FBO to PJSC [[xxx]], 9 February 2015 (Lettre [[xxx]] de l'IBF du 9 février 2015) (pièce UKR-23)(RCC).

¹³⁶ Letter [[xxx]] from the FBO to PJSC [[xxx]], 2 October 2014 (pièce UKR-16(RCC) et pièce RUS-3).

¹³⁷ Letter [[xxx]] from the FBO to PJSC [[xxx]], 23 January 2015 (RCC) (pièce UKR-32(RCC) et pièce RUS-4).

dans la demande d'établissement d'un groupe spécial est un prolongement naturel de la demande de consultations. De plus, les similitudes entre les lettres étayent notre constatation selon laquelle celles-ci ne sont pas différentes et juridiquement distinctes de la mesure indiquée dans la demande de consultations.

7.173. Même s'il serait souhaitable qu'une demande de consultations fournisse les renseignements les plus complets dont dispose un Membre au moment où il la rédige, pour les raisons exposées plus haut, nous ne souscrivons pas au point de vue de la Russie selon lequel la référence aux lettres du 2 octobre 2014 et du 23 janvier 2015 dans l'annexe II de la demande d'établissement d'un groupe spécial élargit la portée du différend.

7.174. Nous rejetons donc l'allégation de la Russie selon laquelle certains aspects des mesures décrites au point 2) de la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial élargissent la portée de la demande de consultations en indiquant des mesures qui ne sont pas décrites dans la section II de la demande de consultations. Nous rejetons également l'allégation de la Russie selon laquelle la demande d'établissement d'un groupe spécial n'a pas indiqué la mesure spécifique en cause en ce qui concerne la deuxième lettre énumérée à l'annexe III de la demande d'établissement d'un groupe spécial.

7.1.2 Décision sur l'infraction à la règle de confidentialité

7.175. Le 14 juillet 2017, la Russie a informé le Groupe spécial que, à son avis, les membres de la délégation ukrainienne avaient enfreint la règle de confidentialité de la procédure. La Russie a demandé au Groupe spécial de demander à l'Ukraine de supprimer toutes les déclarations accessibles au public divulguant des renseignements confidentiels et de s'abstenir de faire de telles déclarations à l'avenir.

7.176. Le 18 juillet, le Groupe spécial a invité l'Ukraine à présenter ses observations sur la demande de la Russie et à prendre rapidement les mesures nécessaires pour empêcher la poursuite de la divulgation, ou toute nouvelle divulgation, de renseignements confidentiels. Il a rappelé qu'il avait, comme les parties, le devoir de préserver la confidentialité des présentes procédures.

7.177. L'Ukraine a présenté ses observations sur la demande de la Russie le 20 juillet 2017.

7.178. Le 1^{er} août 2017, le Groupe spécial s'est prononcé sur la demande de la Russie. Il a informé les parties qu'il rendrait compte des incidents dénoncés par la Russie dans son rapport final. Dans un souci de concision, la présente section contient une version abrégée de la décision du Groupe spécial sur la demande de la Russie. Le Groupe spécial a d'abord fait référence aux obligations concernant la confidentialité des travaux dans le cadre du règlement des différends à l'OMC puis est passé à l'évaluation des infractions à la règle de confidentialité alléguées par la Russie.

7.1.2.1 Confidentialité des renseignements présentés au Groupe spécial et par le Groupe spécial

7.179. La partie pertinente de l'article 18:2 du Mémoire d'accord dispose ce qui suit:

Les communications écrites présentées au Groupe spécial ou à l'Organe d'appel seront traitées comme confidentielles, mais elles seront tenues à la disposition des parties au différend. Aucune disposition du présent mémorandum d'accord n'empêchera une partie à un différend de communiquer au public ses propres positions. Les Membres traiteront comme confidentiels les renseignements qui auront été communiqués par un autre Membre au Groupe spécial ou à l'Organe d'appel et que ce Membre aura désignés comme tels.

7.180. Les obligations énoncées à l'article 18:2 figurent également au paragraphe 2 des procédures de travail du Groupe spécial. En outre, la partie pertinente du paragraphe 4 des procédures de travail du Groupe spécial dispose ce qui suit:

Chaque partie ou tierce partie sera responsable de tous les membres de sa propre délégation et s'assurera que chaque membre de cette délégation agit conformément au Mémorandum d'accord et aux présentes procédures de travail, en particulier en ce qui concerne la confidentialité de la procédure.

7.181. L'article 18:2 et le paragraphe 2 des procédures de travail n'indiquent pas expressément que les renseignements fournis aux parties ou aux tierces parties par un groupe spécial au cours de ses travaux doivent être traités comme confidentiels. Toutefois, les communications du Groupe spécial peuvent faire référence, directement ou indirectement, à des renseignements confidentiels communiqués par un Membre au Groupe spécial. De telles communications du Groupe spécial relèveraient de l'article 18:2 et du paragraphe 2. En outre, le paragraphe 23 des procédures de travail du Groupe spécial indique explicitement que le rapport intérimaire et le rapport sont confidentiels avant leur distribution officielle. De plus, il ressort clairement de l'article 12:1 du Mémorandum d'accord lu conjointement avec le paragraphe 2 de l'Appendice 3 du Mémorandum d'accord que "[l]e groupe spécial se réunira en séance privée". Les réunions de fond des groupes spéciaux, y compris les déclarations et annonces faites par un groupe spécial au cours de ces réunions, sont donc confidentielles. En outre, la règle VII:1 des Règles de conduite de l'OMC relatives au Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Règles de conduite) (WT/DSB/RC/1) dispose que les personnes visées "*préserver[ont]* à tout moment *la confidentialité des délibérations et procédures de règlement des différends* ainsi que de tout renseignement identifié par une partie comme confidentiel" (pas d'italique dans l'original). La règle IV:1 des Règles de conduite indique que les personnes visées comprennent les personnes faisant partie d'un groupe spécial et les membres du Secrétariat qui les aident. Il serait incongru d'imposer une obligation de confidentialité aux personnes visées, y compris en ce qui concerne les renseignements confidentiels fournis par un groupe spécial aux parties ou aux tierces parties, si la même obligation ne s'appliquait pas aux parties ou aux tierces parties. Enfin, la pratique de l'OMC en matière de règlement des différends indique que les renseignements fournis par un groupe spécial aux parties ou aux tierces parties sont généralement considérés comme étant confidentiels et traités comme tel. En ce qui concerne l'obligation de protéger la confidentialité des procédures de règlement des différends de l'OMC, il conviendrait de rappeler que les parties peuvent bien entendu renoncer à la protection de la confidentialité de leur propre initiative, comme dans le cas des audiences ouvertes de l'Organe d'appel, par exemple.¹³⁸

7.182. Ainsi, les parties sont tenues de traiter comme confidentiels les renseignements fournis par un groupe spécial aux parties ou aux tierces parties, d'autant plus lorsque ces renseignements sont classés confidentiels.

7.183. Dans les circonstances spécifiques de la présente procédure de groupe spécial, les obligations des parties en matière de protection de la confidentialité sont également régies par les procédures de travail additionnelles concernant les renseignements commerciaux confidentiels (procédures de travail concernant les RCC) adoptées par le Groupe spécial le 23 mars 2017. Les procédures de travail concernant les RCC s'appliquent aux RCC communiqués par une partie au Groupe spécial. D'après le paragraphe 2 des procédures de travail concernant les RCC, les RCC sont définis comme suit:

[T]ous renseignements qui ont été désignés comme tels par la partie qui les communique, qui ne sont pas du domaine public et dont la divulgation porterait gravement atteinte à un intérêt essentiel du Membre qui communique ces renseignements ou de la personne ou de l'entité qui les a fournis à ce Membre.

7.184. L'accès aux RCC est limité aux personnes autorisées énumérées au paragraphe 3 des procédures de travail concernant les RCC. Le paragraphe 4 des procédures de travail concernant les RCC énonce les obligations de confidentialité des parties et des tierces parties en ce qui concerne les RCC:

Une partie ou tierce partie ayant accès aux RCC les traitera comme étant confidentiels, c'est-à-dire qu'elle ne les divulguera qu'aux personnes autorisées à y avoir accès, conformément aux présentes procédures. Chaque partie ou tierce partie sera, à cet égard, responsable de ses employés, ainsi que de tous conseillers

¹³⁸ Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Maintien de la suspension*, Annexe IV, paragraphe 11.

extérieurs sollicités aux fins du présent différend. Les RCC obtenus conformément aux présentes procédures ne pourront être utilisés que pour fournir des renseignements et des arguments dans le cadre du présent différend et à aucune autre fin.

7.185. L'Organe d'appel et des groupes spéciaux antérieurs ont été confrontés à des cas exceptionnels d'infraction à la règle de confidentialité (par exemple, la divulgation non autorisée des observations d'une partie¹³⁹ ou la divulgation non autorisée de la teneur d'un rapport intérimaire¹⁴⁰). Dans la plupart de ces cas, l'Organe d'appel et les groupes spéciaux ont rendu compte de l'incident dans leurs rapports et rappelé aux parties l'importance de la confidentialité des procédures. Dans au moins un différend antérieur, le groupe spécial a également signalé l'incident à l'ORD.¹⁴¹

7.1.2.2 Infractions alléguées à la règle de confidentialité

7.186. La demande de la Russie concerne deux types de divulgation de renseignements confidentiels, à savoir a) la divulgation de certains éléments du calendrier des travaux du Groupe spécial et b) la divulgation de certains aspects de la position de la Russie.

7.1.2.2.1 Divulgation de certaines parties du calendrier des travaux du Groupe spécial

7.187. En ce qui concerne la divulgation de certains éléments du calendrier de ses travaux, le Groupe spécial note que la Russie a fourni des éléments de preuve montrant que la chef de la délégation ukrainienne à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties avait divulgué, par l'intermédiaire de ses comptes Facebook et Twitter, des renseignements concernant: a) la première réunion de fond (les dates précises des deux jours de la réunion), b) la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties (le mois et l'année où la réunion devait avoir lieu) et c) la remise aux parties du rapport final du Groupe spécial (le mois et l'année où le Groupe spécial devait remettre son rapport final).¹⁴² En outre, la Russie a présenté des éléments de preuve montrant que ces dates avaient également été divulguées sur le site Web du Ministère ukrainien du développement économique et du commerce et dans la publication intitulée "Eurointegration", qui citait la page Facebook de la chef de la délégation ukrainienne à la première réunion du Groupe spécial avec les parties.¹⁴³

7.188. Dans sa communication du 20 juillet 2017, l'Ukraine reconnaît que les renseignements contenus dans le calendrier des travaux du Groupe spécial sont confidentiels. En effet, le calendrier révisé adopté par le Groupe spécial le 10 avril 2017, téléchargé dans le dossier électronique du GNRD, est classé "confidentiel". La lettre d'accompagnement par laquelle le calendrier des travaux et les procédures de travail ont été transmis aux parties était également classée "confidentiel". Il aurait donc dû être clair pour les parties que les renseignements contenus dans le calendrier devaient être traités comme confidentiels, à l'exception de tout renseignement rendu public à la suite d'une communication officielle du Groupe spécial qui a été distribuée aux Membres (par exemple des avis de retard au titre de l'article 12:9 du Mémorandum d'accord ou le rapport). À cet égard, le Groupe spécial a distribué une communication au titre de l'article 12:9 du Mémorandum d'accord le 20 juillet 2017, sous la cote WT/DS499/4. Cependant, ce document a été

¹³⁹ Voir le rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Poutres en H*, paragraphe 74. Voir également le rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada II)*, paragraphes 3.1 à 3.15.

¹⁴⁰ Voir les rapports des groupes spéciaux *Inde – Cellules solaires*, paragraphe 6.4; *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphes 6.183 à 6.196; *États-Unis – Jeux (article 21:5 – Antigua-et-Barbuda)*, paragraphes 5.3 à 5.10; *CE – Subventions à l'exportation de sucre (Australie)*, paragraphes 7.86 à 7.100; *CE – Subventions à l'exportation de sucre (Brésil)*, paragraphes 7.86 à 7.100; *CE – Subventions à l'exportation de sucre (Thaïlande)*, paragraphes 7.86 à 7.100; *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 6.3 à 6.5; *États-Unis – Sauvegardes concernant l'acier*, paragraphe 9.41; et *États-Unis – Vêtements de dessous*, paragraphe 6.3.

¹⁴¹ Rapports des groupes spéciaux *CE – Subventions à l'exportation de sucre (Australie)*, paragraphe 7.99; *CE – Subventions à l'exportation de sucre (Brésil)*, paragraphe 7.99; et *CE – Subventions à l'exportation de sucre (Thaïlande)*, paragraphe 7.99.

¹⁴² Facebook post of 10 July 2017 (pièce RUS-15); Facebook post of 11 July 2017 (pièce RUS-16); et Facebook post of 9 July 2017 (pièce RUS-19).

¹⁴³ Official website of Ukraine's Ministry of Economic Development and Trade, "First meeting in the WTO with respect to Russia's ban on imports of Ukrainian railway products", 11 July 2017 (pièce RUS-17); et Eurointegration, "Russia's ban on imports of railway products from Ukraine will be considered in the WTO", 10 July 2017 (pièce RUS-18).

distribué par le Groupe spécial après la divulgation par l'Ukraine de la date cible pour la remise du rapport aux parties.¹⁴⁴

7.189. De l'avis du Groupe spécial, il importe peu que les renseignements rendus disponibles par l'intermédiaire de Facebook et de Twitter soient accessibles seulement aux personnes ayant un compte auprès de ces services, étant donné que de nombreuses personnes ont de tels comptes et que ces services sont couramment utilisés pour diffuser des renseignements. En outre, aucune des parties n'a laissé entendre que l'accès aux renseignements pertinents était limité, par exemple, aux personnes faisant partie de la délégation ukrainienne qui assistait à la réunion de fond du Groupe spécial.

7.190. De plus, l'Ukraine n'a pas demandé la permission au Groupe spécial d'autoriser la divulgation des dates de la première réunion de fond, de la deuxième réunion de fond ou de la date estimée de remise du rapport aux parties.

7.191. Pour ces raisons, nous considérons que la publication non autorisée par l'Ukraine de ces renseignements confidentiels équivaut à une infraction par l'Ukraine à l'obligation de préserver la confidentialité des renseignements qu'un groupe spécial fournit aux parties.

7.1.2.2.2 Divulgence de certains aspects de la position de la Russie

7.192. En ce qui concerne la divulgation de la position de la Russie concernant la qualité des produits ferroviaires ukrainiens, la Russie a fourni des éléments de preuve montrant que la chef de la délégation ukrainienne à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties avait divulgué, sur Facebook, un aspect de la position de la Russie sur les questions dont était saisi le Groupe spécial, en particulier une affirmation concernant la "mauvaise qualité et la non-conformité avec les normes de sécurité" des produits ferroviaires ukrainiens.¹⁴⁵ La Russie a présenté des éléments de preuve montrant que cette position avait également été rendue publique sur le site Web du Ministère ukrainien du développement économique et du commerce.¹⁴⁶

7.193. Dans sa communication du 20 juillet 2017, l'Ukraine indique que "les pièces déposées par la Fédération de Russie expriment principalement la position de l'Ukraine et les attentes concernant l'affaire (qui peuvent être rendues disponibles par l'Ukraine) ainsi que d'autres renseignements déjà du domaine public". L'Ukraine n'a pas précisé quels renseignements divulgués correspondaient à chaque catégorie de renseignements.

7.194. Ni l'Ukraine ni la Russie n'ont fait valoir ni fourni d'éléments de preuve indiquant que la Russie avait divulgué au public sa position s'agissant de la qualité des produits ferroviaires ukrainiens.

7.195. Comme il est mentionné plus haut, l'article 18:2 du Mémorandum d'accord, le paragraphe 2 des procédures de travail du Groupe spécial et le paragraphe 4 des procédures de travail du Groupe spécial concernant les RCC exigent que les parties traitent comme confidentiels les renseignements communiqués par un autre Membre au Groupe spécial et désignés par ce Membre comme confidentiels ou comme RCC. Toutefois, en vertu de l'article 18:2, les parties peuvent communiquer "au public [leurs] propres positions". En outre, le paragraphe 4 des procédures de travail du Groupe spécial concernant les RCC autorise les parties à utiliser les RCC uniquement aux fins de la procédure engagée dans le présent différend.

7.196. Au paragraphe 97 de sa première communication écrite, la Russie a fait une affirmation concernant la qualité du matériel roulant ukrainien, se référant à des déraillements de trains survenus pendant la période 2010-2014 et fournissant une analyse chiffrée de l'incidence du matériel roulant ukrainien dans ces déraillements. La Russie a signalé que le paragraphe entier contenait des RCC. Le paragraphe 29 de la déclaration liminaire de la Russie à la première réunion

¹⁴⁴ La divulgation par l'Ukraine avait eu lieu le 11 juillet 2017, comme il est indiqué dans les pièces Facebook post of 11 July 2017 (pièce RUS-16); et Official website of Ukraine's Ministry of Economic Development and Trade, "First meeting in the WTO with respect to Russia's ban on imports of Ukrainian railway products", 11 July 2017 (pièce RUS-17).

¹⁴⁵ Facebook post of 10 July 2017 (pièce RUS-15).

¹⁴⁶ Official website of Ukraine's Ministry of Economic Development and Trade, "First meeting in the WTO with respect to Russia's ban on imports of Ukrainian railway products", 11 July 2017 (pièce RUS-17).

avec le Groupe spécial a la même teneur et est lui aussi désigné dans sa totalité comme contenant des RCC.

7.197. L'Ukraine a divulgué l'affirmation de la Russie concernant la qualité du matériel roulant ukrainien en termes très généraux. Elle n'a pas divulgué la période ou tout autre renseignement spécifique contenu dans les paragraphes 97 et 29. De l'avis du Groupe spécial, les renseignements d'ordre général que l'Ukraine a divulgués ne correspondent pas à la définition de RCC qui est énoncée au paragraphe 2 des procédures de travail concernant les RCC. Toutefois, cela ne soustrait pas l'Ukraine à son obligation de préserver le caractère confidentiel de la position de la Russie exprimée dans sa communication écrite et sa déclaration orale, comme l'exigent l'article 18:2 et les paragraphes 2 et 4 des procédures de travail du Groupe spécial.

7.198. Pour ces raisons, en divulguant des aspects de la position de la Russie, en particulier s'agissant de la qualité du matériel roulant ukrainien, par l'intermédiaire des comptes Facebook et Twitter de la chef de la délégation ukrainienne et le site Web du Ministère ukrainien du développement économique et du commerce, l'Ukraine a enfreint les obligations de confidentialité qui lui incombent au titre de l'article 18:2 et des paragraphes 2 et 4 des procédures de travail du Groupe spécial.

7.199. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial a conclu dans sa communication du 1^{er} août 2017, ce qui suit:

22. Le Groupe spécial note avec préoccupation, et déplore, ces infractions à la règle de confidentialité et le fait qu'il n'a pas été tenu compte d'une prescription essentielle imposée par le Mémoire d'accord et par les procédures de travail du Groupe spécial.

23. Le Groupe spécial reconnaît et apprécie l'engagement de l'Ukraine, exprimé dans sa communication du 20 juillet 2017, de prendre les mesures nécessaires pour veiller à ce que les renseignements pertinents soient supprimés des sites Web mentionnés dans les pièces RUS-15, RUS-16, RUS-17 et RUS-19.

24. Le Groupe spécial est toutefois préoccupé par la déclaration faite par l'Ukraine dans la même communication selon laquelle "dans la mesure où ces renseignements ont également été publiés par des médias privés non soumis au contrôle du gouvernement ukrainien, comme l'indique la pièce RUS-18, l'Ukraine est dans l'impossibilité de contraindre ces entités privées à retirer les renseignements publiés de leurs sites Web". Il est sans doute vrai qu'un gouvernement ne peut pas contraindre un média privé à retirer des renseignements publiés. Toutefois, cela ne signifie pas que l'Ukraine ne peut pas prendre des mesures visant à préserver la confidentialité des renseignements divulgués. Ces mesures pourraient, par exemple, consister à i) informer les médias concernés que les renseignements publiés ont été indûment diffusés par le gouvernement et ii) leur demander de suivre l'exemple du gouvernement et l'aider à préserver la confidentialité des renseignements en s'abstenant de continuer à publier les renseignements pertinents.

25. Le Groupe spécial ne doute pas que l'Ukraine prendra rapidement les mesures raisonnables à sa disposition pour veiller à ce que la confidentialité des renseignements fournis au Groupe spécial ou par celui-ci, y compris tout renseignement qui sera fourni pendant le reste de la procédure, soit préservée.

26. Le Groupe spécial rendra compte de ces infractions à la règle de confidentialité dans son rapport.

7.1.3 Décision sur une demande d'exclusion de deux pièces du dossier

7.200. Le 20 juillet 2017, la Russie a demandé au Groupe spécial d'exclure du dossier les pièces UKR-62(RCC) et UKR-63(RCC). Le 25 juillet 2017, l'Ukraine a communiqué ses observations sur la demande de la Russie.

7.201. Le 11 septembre 2017, le Groupe spécial s'est prononcé sur la demande de la Russie. La présente section contient une version abrégée de la décision du Groupe spécial.

7.1.3.1 Principaux arguments des parties

7.202. La Russie allègue que les pièces UKR-62(RCC) et UKR-63(RCC) contiennent des erreurs factuelles parce qu'elles reflètent l'idée que la Crimée fait partie du territoire ukrainien. D'après la Russie, la Crimée fait partie du territoire russe. De l'avis de la Russie, l'Ukraine a communiqué ces pièces dans le seul but de créer une controverse et de nuire au processus de règlement des différends de l'OMC. De plus, la Russie déclare que les questions de nature politique, y compris celles qui concernent la souveraineté des États sur certains territoires, ne peuvent pas faire l'objet de ces procédures. Sur cette base, la Russie demande que le Groupe spécial exclue les pièces UKR-62(RCC) et UKR-63(RCC) du dossier.

7.203. L'Ukraine demande au Groupe spécial de rejeter la demande de la Russie. Elle soutient que les pièces UKR-62(RCC) et UKR-63(RCC) ont été communiquées dans le seul but d'étayer ses arguments et de répondre aux allégations de la Russie. L'Ukraine pense comme la Russie que les groupes spéciaux de l'OMC ne peuvent pas résoudre les différends territoriaux entre les Membres de l'OMC. Néanmoins, de l'avis de l'Ukraine, la Crimée est une partie du territoire ukrainien temporairement occupée. L'Ukraine se réfère aux résolutions 68/262 et 71/205 de l'Assemblée générale des Nations Unies.

7.1.3.2 Exclusion d'éléments de preuve dans le règlement des différends à l'OMC pour des motifs de procédure et autres

7.204. Le Mémoire d'accord et les procédures de travail du Groupe spécial ne disent rien au sujet de l'exclusion d'éléments de preuve présentés par une partie. Selon l'Organe d'appel, les groupes spéciaux, du fait de leur rôle en tant que juge des faits, doivent examiner et prendre en considération tous les éléments de preuve qui leur sont communiqués par les parties.¹⁴⁷ Toutefois, comme il est expliqué plus loin, l'Organe d'appel a confirmé que les groupes spéciaux pouvaient exclure des éléments de preuve pour des motifs de procédure. En outre, les groupes spéciaux ont rejeté des éléments de preuve pour d'autres motifs.

7.205. L'Organe d'appel a, dans certaines circonstances, appuyé le rejet d'éléments de preuve par des groupes spéciaux pour des motifs de procédure. Ce motif a été indiqué dans des cas où une partie avait présenté de nouveaux éléments de preuve à un stade tardif de la procédure, alors que la possibilité de présenter des éléments de preuve, telle qu'elle était prévue dans les procédures de travail, avait expiré. Cela a notamment été le cas lorsqu'une partie a communiqué de nouveaux éléments de preuve pendant la phase du réexamen intérimaire, dans le but de permettre un examen d'aspects précis du rapport intérimaire et non la communication de nouveaux éléments de preuve.¹⁴⁸

7.206. En outre, dans les affaires *CE – Produits dérivés du phoque*, le Groupe spécial a rendu une décision préliminaire sur une demande de l'Union européenne visant à retirer certaines pièces du dossier de ces procédures. La demande de l'Union européenne était fondée sur le fait que ces pièces contenaient des documents classés confidentiels en vertu des règles de l'Union européenne auxquels le Canada n'aurait pas dû avoir accès.¹⁴⁹ Le Groupe spécial a donné suite à la demande de l'Union européenne.

7.1.3.3 Évaluation de la demande de la Russie

7.207. La Russie demande que le Groupe spécial exclue du dossier "les renseignements communiqués par l'Ukraine dans la pièce UKR-62[(RCC)] et la pièce UKR-63[(RCC)]". Elle considère que ces pièces reflètent des "erreurs factuelles" que l'Ukraine a commises "délibérément et dans le seul but de créer une controverse et de nuire au processus de règlement des

¹⁴⁷ Rapport de l'Organe d'appel, *Australie – Pommes*, paragraphe 275.

¹⁴⁸ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Sardines*, paragraphe 301. Voir le rapport du Groupe spécial, *Russie – Porcs (UE)*, paragraphes 6.12 à 6.20.

¹⁴⁹ WT/DS400/6 et WT/DS401/7, paragraphe 2.1. Dans sa décision, le Groupe spécial a noté que les parties plaignantes avaient indiqué qu'elles étaient disposées à retirer les pièces en question du dossier (paragraphe 3.1).

différends." En outre, la Russie "soutient fermement la position que les questions de nature politique, y compris celles qui concernent la souveraineté des États sur certains territoires, ne relèvent pas du mandat de l'OMC, ne sont pas et ne peuvent pas être régies par les Accords de l'OMC et ne peuvent donc pas faire l'objet de la présente procédure."

7.208. Les motifs invoqués par la Russie à l'appui de sa demande ne relèvent pas des motifs susmentionnés acceptés par l'Organe d'appel et des groupes spéciaux antérieurs pour rejeter des éléments de preuve. La Russie ne fait pas valoir que les deux pièces ont été déposées tardivement dans la procédure ou qu'elles contiennent des renseignements classés confidentiels auxquels l'Ukraine n'aurait pas dû avoir accès. Les arguments de la Russie, y compris celui qui indique que les renseignements ont été déposés "dans le seul but de créer une controverse et de nuire au processus de règlement des différends", donnent plutôt à penser que la Russie s'oppose aux deux pièces parce que, à son avis, elles contiennent certains renseignements qui ne sont pas pertinents pour l'affaire dont le Groupe spécial est saisi.

7.209. Il apparaît donc que la demande de la Russie soulève la question de savoir si le manque de pertinence de certains renseignements communiqués au Groupe spécial pourrait constituer une base valable pour qu'un groupe spécial rejette ces pièces. Le Groupe spécial note que les procédures de règlement des différends de l'OMC seront souvent caractérisées par la grande divergence de vues entre les parties au différend quant à la pertinence, à l'exactitude et à la valeur des éléments de preuve communiqués par chacune des parties. Tout en reconnaissant le désaccord entre la Russie et l'Ukraine à cet égard, le Groupe spécial estime qu'il n'est pas nécessaire de se prononcer sur la "pertinence" des pièces UKR-62(RCC) et UKR-63(RCC) pour les questions dont il est saisi à titre préliminaire. Il est plus aisé d'analyser la pertinence de ces pièces dans le cadre de l'évaluation objective globale de l'affaire effectuée par le Groupe spécial, dont il est rendu compte dans la section du présent rapport consacrée aux constatations.

7.210. D'après les considérations qui précèdent, le Groupe spécial décide que les pièces UKR-62(RCC) et UKR-63(RCC) peuvent rester dans le dossier. En prenant cette décision, le Groupe spécial souligne que le simple fait que les pièces communiquées par les parties peuvent faire partie de son dossier n'implique aucunement un jugement du Groupe spécial sur la pertinence, l'exactitude ou la valeur de leur contenu pour les questions dont il est saisi. Il est utile de rappeler à cet égard le mandat spécifique du présent Groupe spécial, qui est le suivant:

"Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes des accords visés cités par les parties au différend, la question portée devant l'ORD par l'Ukraine dans le document WT/DS499/2; faire des constatations propres à aider l'ORD à formuler des recommandations ou à statuer sur la question, ainsi qu'il est prévu dans lesdits accords."¹⁵⁰

7.1.4 Désignation de renseignements comme renseignements commerciaux confidentiels (RCC)

7.211. Le 23 mars 2017, le Groupe spécial a adopté des procédures de travail additionnelles concernant les renseignements commerciaux confidentiels (procédures de travail additionnelles concernant les RCC). Le 18 octobre 2017, nous avons invité les parties à exprimer leurs vues sur la désignation de renseignements comme RCC dans les différentes communications qu'elles présenteraient au Groupe spécial et à proposer, le cas échéant, d'autres modalités ou approches qui éviteraient d'avoir à supprimer des éléments de la version publique du rapport. Les parties ont présenté leurs observations écrites le 23 novembre 2017.

7.212. Nous rappelons que nos procédures de travail additionnelles concernant les RCC définissent les renseignements commerciaux confidentiels (RCC) comme suit:

[T]ous renseignements qui ont été désignés comme tels par la partie qui les communique, qui ne sont pas du domaine public et dont la divulgation porterait

¹⁵⁰ WT/DS499/3.

gravement atteinte à un intérêt essentiel du Membre qui communique ces renseignements ou de la personne ou de l'entité qui les a fournis à ce Membre.¹⁵¹

7.213. Dans leurs communications, les parties ont désigné divers types de renseignements comme RCC. Dans la version confidentielle du rapport, nous faisons référence aux renseignements ci-après désignés par les parties comme RCC: la situation en matière de sécurité et de sûreté en Ukraine; les producteurs concernés; les produits concernés; le numéro et la date des instructions et décisions en cause de l'IBF; le nombre total de demandes déposées par les sociétés concernées; et des parties de certaines pièces classées comme contenant des RCC. Comme il est expliqué plus haut, la version publique du rapport divulgue certains des renseignements désignés par les parties comme RCC, parce que ces renseignements ne correspondent pas à la définition de RCC énoncée dans les procédures de travail additionnelles concernant les RCC.

7.214. L'Ukraine affirme que a) les noms des sociétés, b) le lieu et l'adresse d'une société, c) la date et le numéro des lettres, d) la date et le numéro des instructions, et e) le numéro spécifique de chacun des certificats détenus par une société particulière, pris isolément ou conjointement, constituent des RCC. Elle justifie son point de vue en donnant pour motif que la divulgation de ces renseignements permettrait d'identifier les sociétés ukrainiennes concernées et porterait gravement atteinte aux intérêts essentiels de ces sociétés. De même, l'Ukraine considère que le nombre total de demandes déposées par une société constitue un RCC parce que la divulgation de ces renseignements porterait gravement atteinte aux intérêts essentiels de cette société. L'Ukraine demande également au Groupe spécial de désigner comme RCC tous les renseignements directement cités de pièces désignées comme RCC.¹⁵²

7.215. De plus, l'Ukraine indique qu'elle a classé certaines régions du territoire ukrainien ainsi que des actions se déroulant dans ces zones comme RCC au motif que la divulgation de renseignements concernant ces régions et actions porterait gravement atteinte aux intérêts essentiels de l'Ukraine.¹⁵³

7.216. La Russie soutient que certains des renseignements initialement désignés par les parties comme RCC peuvent ne pas constituer des RCC. Elle estime qu'il convient de trouver une solution pour éviter une augmentation inutile ou dommageable des renseignements désignés comme RCC. Elle estime que les renseignements concernant la production, les achats et les ventes de sociétés particulières et leurs parts sur les marchés pertinents, y compris les renseignements statistiques, devraient être classés comme RCC, à moins qu'ils ne soient du domaine public. De l'avis de la Russie, ces renseignements constituent des RCC au sens de la définition donnée au paragraphe 2 des procédures de travail additionnelles concernant les RCC, et leur divulgation pourrait porter gravement atteinte à l'intérêt essentiel des entités qui les ont fournis au gouvernement russe.¹⁵⁴

7.217. En ce qui concerne d'autres types de renseignements désignés comme RCC dans le présent différend, la Russie soutient que certains renseignements désignés comme RCC par les parties au différend ne correspondent pas à la définition de RCC, dans la plupart des cas parce que les faits, les éléments et les données pertinents sont déjà accessibles au public.¹⁵⁵

7.218. Le Groupe spécial note que, conformément aux indications données par l'Organe d'appel, en examinant les vues des parties sur les renseignements qui devraient être désignés comme RCC dans la version publique de son rapport, il établira un équilibre entre, d'une part, la nécessité de protéger les RCC et, d'autre part, les droits des tierces parties et des autres Membres de l'OMC au titre du Mémoire d'accord et la nécessité de préparer une version publique du rapport qui soit compréhensible.¹⁵⁶

7.219. La définition des RCC applicable dans cette procédure comprend les éléments suivants: a) une partie a désigné les renseignements comme RCC; b) les renseignements désignés ne sont

¹⁵¹ Paragraphe 2 des procédures de travail additionnelles concernant les RCC.

¹⁵² Ukraine, observations sur la désignation RCC datées du 23 novembre 2017, paragraphes 5, 6, 10 et 19.

¹⁵³ Ukraine, observations sur la désignation RCC datées du 23 novembre 2017, paragraphes 13 à 15.

¹⁵⁴ Russie, observations sur la désignation RCC datées du 23 novembre 2017.

¹⁵⁵ Russie, observations sur la désignation RCC datées du 23 novembre 2017.

¹⁵⁶ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Thon II (Mexique)* (article 21:5 – Mexique), paragraphe 5.3.

pas du domaine public; et c) la divulgation des renseignements porterait atteinte à un intérêt essentiel du Membre qui les a fourni ou de l'entité qui les a fourni au Membre. Les renseignements qui satisfont à ces trois éléments peuvent bénéficier de la protection spéciale de la confidentialité accordée au titre des procédures de travail additionnelles concernant les RCC.

7.220. Les renseignements contenus dans la version confidentielle du présent rapport concernant des sociétés spécifiques sont le nom des producteurs; les produits concernés; le lieu d'implantation des producteurs; le numéro et la date des instructions et décisions de l'IBF concernant les produits de ces producteurs; la date des lettres échangées entre l'IBF et les producteurs; le nombre de demandes déposées par certains producteurs; les renseignements concernant des cas de non-conformité avec les règlements techniques applicables et des plaintes des consommateurs au sujet de la qualité des produits; et certains renseignements qui concernent les éléments précédant et qui figurent dans les pièces entièrement désignées comme RCC. Nous croyons savoir que certains de ces renseignements sont accessibles au public sur le site Web de l'IBF, comme le nom des producteurs, les produits concernés, l'adresse du producteur, le numéro du certificat, la date de délivrance du certificat, la date de toute suspension du certificat et la date d'expiration du certificat.¹⁵⁷ Ces renseignements étant du domaine public, ils ne pourraient pas, à eux seuls, satisfaire à la définition de RCC énoncée dans la présente procédure.

7.221. Pour que la version publique du présent rapport soit compréhensible, il est approprié, à notre avis, de divulguer au moins certains des renseignements qui sont déjà accessibles au public, comme les produits concernés. Nous devons également divulguer une partie du contenu et les dates de certaines des instructions et décisions en cause de l'IBF; une partie du contenu et les dates de certaines des lettres échangées entre les producteurs et l'IBF; et le nombre de demandes de nouveaux certificats déposées par certains producteurs ukrainiens qui ont été rejetées par l'IBF.

7.222. Néanmoins, pour protéger la confidentialité des renseignements qui constituent des RCC et empêcher l'identification de producteurs particuliers, nous ne divulguons pas dans la version publique du rapport les noms des producteurs et les numéros spécifiques des instructions et décisions en cause. Cette mesure de protection prise, nous considérons que la divulgation des renseignements visés au paragraphe précédent ne porterait pas atteinte à un intérêt essentiel de l'une quelconque des entités ayant fourni des RCC aux parties, ou d'une partie.

7.223. Le rapport contient également des renseignements concernant la situation en matière de sécurité et de sûreté en Ukraine ainsi que des références à des régions spécifiques d'Ukraine. Tous ces renseignements sont du domaine public, car ils proviennent d'articles publiés dans la presse et d'un rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) communiqués en tant qu'élément de preuve par la Russie.¹⁵⁸ De plus, nous notons que nos procédures de travail additionnelles concernent la protection des renseignements commerciaux confidentiels. Aucune partie n'a affirmé que ces renseignements concernant la situation en matière de sécurité et de sûreté en Ukraine et des régions spécifiques d'Ukraine étaient pertinents pour la protection des intérêts économiques ou commerciaux des sociétés et, par conséquent, étaient des renseignements "commerciaux confidentiels". Comme ces renseignements ne correspondent pas à la définition de RCC applicable dans la présente procédure, nous ne pouvons pas accepter la demande de l'Ukraine visant à ce qu'ils soient supprimés de la version publique de notre rapport.

7.224. Enfin, nous observons que l'analyse présentée dans certaines sections du rapport exige de se référer au contenu de certaines pièces entièrement désignées comme RCC par la partie qui les a communiquées. Nous ne divulguons pas le contenu spécifique de ces pièces, sauf si nous considérons que le contenu pertinent ne satisfait pas aux trois éléments de la définition de RCC. En

¹⁵⁷ Voir Screenshots of search engine available at FBO's website (pièce UKR-71)(RCC); et Extract of the FBO'S Register, November 2017 (pièce UKR-150). Voir également Ukraine, observations sur la désignation RCC datées du 23 novembre 2017, paragraphe 11.

¹⁵⁸ Media report "Chaos grips Odessa, Ukraine's third-largest city", 2 May 2014 (pièce RUS-33); Media report "Dozens die in Odessa, rebels down Ukraine helicopters", 2 May 2014 (pièce RUS-34); Media report "How did Odessa's fire happen?", 6 May 2014 (pièce RUS-35); Media report "Ukrainian protestors vandalise Russian bank", 22 November 2016 (pièce RUS-36); Mass media report "Ukraine Political Crisis Update: Russian Banks Attacked On Anniversary Of Revolution", 20 February 2016 (pièce RUS-37); article de presse, 20 février 2014 (pièce RUS-55); article de presse, 29 janvier 2014 (pièce RUS-56); article de presse, 2 mars 2014 (pièce RUS-57); article de presse, 2 mars 2014 (pièce RUS-58); article de presse, 3 février 2014 (pièce RUS-59); article de presse, 10 mai 2017 (pièce RUS-60); et Abstract from "Report on the human rights situation in Ukraine: 16 November 2016 to 15 February 2017" (Rapport de 2017 du HCDH) (pièce RUS-61).

effet, un document n'est pas automatiquement classé comme entièrement RCC simplement parce qu'une partie spécifique de son contenu constitue un RCC. S'il en était autrement, une partie pourrait empêcher la divulgation de renseignements importants pour la compréhension d'un rapport de Groupe spécial simplement en faisant référence à un élément précis qui est un renseignement commercial confidentiel.

7.2 Présentation des allégations et ordre d'analyse suivi par le Groupe spécial

7.225. Devant le Groupe spécial, l'Ukraine conteste les trois catégories de mesures suivantes:

- a. le fait d'empêcher systématiquement l'importation des produits ferroviaires ukrainiens en Russie en suspendant des certificats valides délivrés pour des produits ferroviaires, en refusant de délivrer de nouveaux certificats pour des produits ferroviaires et en ne reconnaissant pas les certificats délivrés par les autorités compétentes des pays de l'Union douanière autres que la Russie, ce qui, d'après l'Ukraine, est attesté par les instructions et les décisions énumérées dans les annexes I, II et III de la demande d'établissement d'un groupe spécial (fait d'empêcher systématiquement l'importation);
- b. les suspensions de certificats et les rejets de demandes de nouveaux certificats à l'égard des producteurs ukrainiens de produits ferroviaires, qui sont énumérés aux annexes I et II de la demande d'établissement d'un groupe spécial (suspensions et rejets); et
- c. la non-reconnaissance par la Russie des certificats délivrés en vertu du Règlement technique n° 001/2011 à des fournisseurs ukrainiens de produits ferroviaires dans les autres pays de l'Union douanière, constatée dans le Protocole n° A 4-3 du 20 janvier 2015 du Ministère des transports de la Fédération de Russie concernant la délivrance par une autorité de certification de l'Union douanière des certificats de conformité pour les produits fabriqués par des pays tiers et les différentes décisions de l'Agence fédérale du transport ferroviaire énumérées à l'annexe III de la demande d'établissement d'un groupe spécial.

7.226. L'Ukraine formule des allégations se rapportant à l'Accord OTC et au GATT de 1994 pour chacune des trois catégories de mesures alléguées, comme suit¹⁵⁹:

- a. En ce qui concerne le fait d'empêcher systématiquement l'importation, l'Ukraine demande au Groupe spécial de constater que la Russie agit d'une manière incompatible avec les obligations qui lui incombent au titre des dispositions suivantes:
 - i. l'article I:1 du GATT de 1994, car la Russie n'accorde pas immédiatement et sans condition aux produits ferroviaires ukrainiens l'avantage qu'elle accorde aux produits similaires en provenance d'autres pays;
 - ii. l'article XI:1 du GATT de 1994, car la Russie a institué et maintient une restriction à l'importation de produits ferroviaires ukrainiens; et
 - iii. l'article XIII:1 du GATT de 1994, car la Russie applique une restriction à l'importation de produits ferroviaires ukrainiens alors qu'une restriction semblable n'est pas appliquée à l'importation de produits similaires en provenance d'autres pays.
- b. En ce qui concerne les suspensions et les rejets, l'Ukraine demande au Groupe spécial de constater que la Russie agit d'une manière incompatible avec les obligations qui lui incombent au titre des dispositions suivantes:
 - i. l'article 5.1.1 de l'Accord OTC, car la Russie a appliqué et applique ses procédures d'évaluation de la conformité de manière que les fournisseurs de produits similaires ukrainiens y aient accès à des conditions moins favorables que celles qui sont accordées aux fournisseurs de produits similaires russes et de produits similaires originaires de tout autre pays, dans une situation comparable;

¹⁵⁹ Ukraine, demande d'établissement d'un groupe spécial, WT/DS499/2, page 2; Ukraine, première communication écrite, paragraphe 401; et deuxième communication écrite, paragraphes 447 à 449.

- ii. l'article 5.1.2 de l'Accord OTC, car la Russie applique ses procédures d'évaluation de la conformité avec pour effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce international et de manière plus stricte que nécessaire pour avoir une assurance suffisante que les produits ferroviaires ukrainiens sont conformes aux règlements techniques applicables, eu égard au risque que la non-conformité entraînerait; et
 - iii. l'article 5.2.2 de l'Accord OTC, car la Russie a) n'a pas examiné dans les moindres délais si la documentation des producteurs ukrainiens demandant des certificats était complète et n'a pas informé les requérants de manière précise et complète de toutes les lacunes, et b) n'a pas communiqué les résultats de l'évaluation aussitôt que possible et de manière précise et complète afin que des correctifs puissent être apportés en cas de nécessité.
- c. En ce qui concerne la non-reconnaissance des certificats délivrés dans les autres pays de l'Union douanière, l'Ukraine demande au Groupe spécial de constater que la Russie a agi d'une manière incompatible avec les obligations qui lui incombent au titre des dispositions suivantes:
- i. l'article 2.1 de l'Accord OTC, car en vertu du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière, la Russie accorde aux produits ferroviaires ukrainiens un traitement moins favorable que celui qui est accordé aux produits similaires russes et aux produits similaires originaires de tout autre pays;
 - ii. l'article 5.1.1 de l'Accord OTC, car la Russie applique ses procédures d'évaluation de la conformité de manière que les fournisseurs de produits similaires ukrainiens y aient accès à des conditions moins favorables que celles qui sont accordées aux fournisseurs de produits similaires russes et de produits similaires originaires de tout autre pays, dans une situation comparable;
 - iii. l'article 5.1.2 de l'Accord OTC, car la Russie applique ses procédures d'évaluation de la conformité avec pour effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce international et de manière plus stricte que nécessaire pour avoir une assurance suffisante que les produits ferroviaires ukrainiens sont conformes aux règlements techniques applicables, eu égard au risque que la non-conformité entraînerait;
 - iv. l'article I:1 du GATT de 1994, car, en n'acceptant pas sur son territoire la validité des certificats délivrés aux producteurs ukrainiens dans les autres pays de l'Union douanière, la Russie n'accorde pas immédiatement et sans condition aux produits ferroviaires ukrainiens l'avantage qu'elle accorde aux produits similaires originaires d'autres pays;
 - v. l'article III:4 du GATT de 1994, car en n'acceptant pas sur son territoire la validité des certificats délivrés aux producteurs ukrainiens dans les autres pays de l'Union douanière, la Russie accorde aux produits ferroviaires ukrainiens un traitement moins favorable que celui qui est accordé aux produits similaires russes; et
 - vi. l'article X:3 a) du GATT de 1994, car la Russie n'applique pas la "décision"¹⁶⁰ de non-reconnaissance d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable.

7.227. L'Ukraine demande au Groupe spécial de recommander, conformément à l'article 19:1 du Mémoire d'accord, que l'ORD demande à la Russie de rendre les mesures contestées conformes à ses obligations au titre de l'Accord OTC et du GATT de 1994.¹⁶¹

7.228. Comme il est noté plus haut au paragraphe 1.10, la Russie a présenté une demande de décision préliminaire conformément à l'article 6:2 du Mémoire d'accord. Elle a contesté divers aspects de la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Ukraine. La Russie a demandé au Groupe spécial de constater que la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Ukraine

¹⁶⁰ Ukraine, deuxième communication écrite, paragraphe 449.

¹⁶¹ Ukraine, première communication écrite, paragraphe 402; et deuxième communication écrite, paragraphe 450.

n'énonçait pas clairement le problème, n'indiquait, pas de manière appropriée certaines des mesures contestées, et élargissait la portée du différend parce que, à certains égards, elle ne correspondait pas à la demande de consultations de l'Ukraine. Sur cette base, la Russie a demandé au Groupe spécial de constater que toutes les mesures décrites dans la demande d'établissement d'un groupe spécial et les allégations connexes de l'Ukraine étaient en dehors de son mandat.¹⁶² La décision préliminaire du Groupe spécial figure plus haut dans la section 7.1.1. Comme il y est indiqué, et comme il a été communiqué aux parties le 17 juillet 2017, nous avons conclu qu'aucune des mesures ou allégations indiquées par l'Ukraine dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial n'était en dehors du mandat du Groupe spécial. Le Groupe spécial a également noté que cette conclusion n'avait pas d'incidence sur la question distincte de savoir si les mesures en cause étaient incompatibles avec les obligations de la Russie au titre des Accords de l'OMC.

7.229. En ce qui concerne le fond des allégations de l'Ukraine, la Russie demande que le Groupe spécial rejette toutes les allégations de l'Ukraine et constate que les mesures contestées ne sont pas incompatibles avec les obligations de la Russie au titre des Accords de l'OMC.¹⁶³

7.230. Le Groupe spécial examinera d'abord les allégations de l'Ukraine concernant les suspensions et les rejets. Il évaluera ensuite les allégations concernant la non-reconnaissance des certificats, avant d'examiner le fait allégué d'empêcher systématiquement l'importation. Nous traiterons le fait allégué d'empêcher systématiquement l'importation en dernier car cette question englobe les deux autres catégories de mesures.

7.231. Dans le cadre de l'examen des allégations de l'Ukraine concernant les différentes mesures, nous appliquerons, le cas échéant, le principe d'économie jurisprudentielle.¹⁶⁴ Par conséquent, nous ne ferons pas nécessairement de constatations sur toutes les allégations formulées par l'Ukraine dans le présent différend.

7.3 Allégations concernant la suspension de certificats

7.3.1 Mesures en cause

7.3.1.1 Aperçu du cadre juridique de la Russie concernant les procédures d'évaluation de la conformité

7.232. Avant l'entrée en vigueur des Règlements techniques n° 001/2011, 002/2011 et 003/2011 de l'Union douanière, les procédures russes d'évaluation de la conformité des produits ferroviaires étaient énoncées dans le Système de certification pour le transport ferroviaire fédéral (règles CS FRT).¹⁶⁵ Les règles CS FRT établissaient les procédures pour la certification obligatoire comme pour la certification volontaire.¹⁶⁶ Les questions soulevées dans le présent différend, ainsi que le débat et l'analyse qu'elles suscitent, concernent uniquement la certification obligatoire.¹⁶⁷

7.233. Pour être mis sur le marché russe, les produits ferroviaires devaient être soumis à une certification obligatoire conformément aux règles CS FRT et recevoir un certificat valide attestant la conformité avec les prescriptions en matière de sécurité de fonctionnement, de sécurité au travail et de sécurité de l'environnement établies par les règlements techniques et normes russes

¹⁶² Russie, demande de décision préliminaire, paragraphes 91 et 92.

¹⁶³ Russie, première communication écrite, paragraphes 186 à 190; et deuxième communication écrite, paragraphes 195 à 198.

¹⁶⁴ Rapports de l'Organe d'appel *Argentine – Mesures à l'importation*, paragraphe 5.190 (citant les rapports de l'Organe d'appel *Canada – Exportations de blé et importations de grains*, paragraphe 133; *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, page 20; *États-Unis – Thon II (Mexique)*, paragraphes 403 et 404; *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 732; *Australie – Saumons*, paragraphe 223).

¹⁶⁵ "Rules of the Certification System for Federal Railway Transport of the Russian Federation. General provisions" approved by the Ministry of Railways of the Russian Federation on 12 November 1996" (CS FRT 01-96) (pièce UKR-2). Voir aussi "Rules of the Certification System for Federal Railway Transport. Procedure for organizing and conducting an inspection control" (CS FRT 12-2003) (pièce UKR-3)(Corr.); et CS FRT 31/PMG 40-2003, 25 June 2013 (règles CS FRT 31/PMG 40-2003) (pièce UKR-80).

¹⁶⁶ Voir, d'une manière générale, les articles 6.5 et 3.10 de CS FRT 01-96 (pièce UKR-2).

¹⁶⁷ Ukraine, réponse à la question n° 121 du Groupe spécial, paragraphe 26; et deuxième communication écrite, note de bas de page 354.

pour les produits ferroviaires.¹⁶⁸ Les étapes de la certification obligatoire étaient établies dans les règles CS FRT, y compris les étapes avant (procédure de certification) et après (contrôle d'inspection) la délivrance d'un certificat. La procédure commençait lorsqu'un requérant présentait une demande de certification obligatoire et que l'IBF acceptait cette demande. La procédure de certification pouvait comprendre à la fois des essais sur échantillons et l'inspection de la production, sur la base desquels un certificat pouvait être délivré.¹⁶⁹

7.234. Le contrôle d'inspection (contrôle d'évaluation de la conformité) était réalisé après la délivrance d'un certificat, et établissait que les produits vendus étaient toujours en conformité avec les prescriptions dont le respect avait été confirmé lors de la certification.¹⁷⁰ Le contrôle d'inspection devait être réalisé au moins une fois par an pendant toute la période de validité du certificat et pouvait comprendre à la fois des essais sur échantillons et l'inspection de la production.¹⁷¹ Il devait être réalisé au moyen d'une inspection *sur site* (dans les installations du fabricant certifié) ou d'une inspection *à distance* (ailleurs).¹⁷² Des employés de l'IBF procédaient à ces deux modes de contrôle d'inspection¹⁷³ selon un programme d'inspection indiquant les motifs et les principales tâches de l'inspection ainsi que les installations concernées.¹⁷⁴

7.235. Les procédures spécifiques de la certification obligatoire dépendaient du dispositif de certification applicable. Les règles CS FRT comptaient 13 dispositifs différents de certification, selon le *type de production* et les *caractéristiques des produits et des fabricants* soumis à la certification.¹⁷⁵ L'IBF déterminait le dispositif de certification dans le cadre duquel une demande était examinée.¹⁷⁶ Les certificats délivrés à des producteurs ukrainiens qui étaient ensuite suspendus par l'IBF étaient délivrés dans le cadre de 3 de ces 13 dispositifs différents de certification, à savoir les dispositifs 3a, 4a et 5. Le tableau ci-après donne un aperçu de ces trois dispositifs de certification.

Tableau 3 – Dispositifs de certification CS FRT pertinents pour les 14 instructions contestées par l'Ukraine¹⁷⁷

Dispositif	Applicabilité	Procédure de certification	Contrôle d'inspection
3a	Utilisé pour certifier i) les produits; ii) dont la stabilité de la production en série ne fait aucun doute; et iii) les produits pour lesquels le prélèvement d'échantillons chez l'acheteur (le consommateur) est entravé ou impossible.	i) essais de type (essais sur échantillons) et ii) analyse des conditions de production (inspection de la production).	i) essais périodiques sur échantillons chez le fabricant et ii) inspection de la production.

¹⁶⁸ Article 4.1 de CS FRT 01-96 (pièce UKR-2). Voir aussi les articles 3.9 et 9.1 de CS FRT 01-96 (pièce UKR-2), où la certification obligatoire (mandatory certification) est appelée certification réglementaire (statutory certification).

¹⁶⁹ Article 9 de CS FRT 01-96 (pièce UKR-2).

¹⁷⁰ Articles 3.36 et 13.1 de CS FRT 01-96 (pièce UKR-2). Voir aussi les articles 3.2 et 5.3 de CS FRT 12-2003 (pièce UKR-3), où le contrôle d'inspection (inspection control) est appelé contrôle de supervision (supervisory control) (voir la réponse de la Russie à la question n° 39 a) du Groupe spécial).

¹⁷¹ Article 13 de CS FRT 01-96 (pièce UKR-2) et article 5 de CS FRT 12-2003 (pièce UKR-3). Le contrôle d'inspection comprend à la fois une inspection programmée et une inspection non programmée (voir l'article 5.1 à 5.4 de CS FRT 12-2003 (pièce UKR-3)). L'inspection programmée doit être réalisée au moins une fois par an pendant toute la période de validité du certificat. Une inspection non programmée peut être réalisée, pour donner suite à des allégations et à des renseignements concernant un défaut de conformité, sans avis préalable aux responsables des installations inspectées. Par la suite, nous parlerons de contrôle d'inspection pour désigner le contrôle d'inspection programmé.

¹⁷² Article 5.3 de CS FRT 12-2003 (pièce UKR-3).

¹⁷³ Articles 9.6, 13.4 et 13.6 de CS FRT 01-96 (pièce UKR-2); articles 4.1 et 4.3 de CS FRT 12-2003 (pièce UKR-3); articles 4.3 et 6.5 de CS FRT 31/PMG 40-2003 (pièce UKR-80); et articles 5.3 et 7.1 d'Organization Standard CTO PC-FZT 08-2013 "Procedure of organization and implementation of inspection control of certified products" (PC-FZT 08-2013) (pièce RUS-23). Voir aussi Documents of the FBO providing for the inconsistencies of the certified products of PJSC [[xxx]] (pièce RUS-62)(RCC), où il est indiqué qu'"une équipe d'inspection de [l'IBF]" a procédé à un contrôle d'inspection programmé".

¹⁷⁴ Article 5.6 de CS FRT 12-2003 (pièce UKR-3).

¹⁷⁵ Voir l'annexe B de CS FRT 01-96 (pièce UKR-79); et l'appendice A de CS FRT 31/PMG 40-2003 (pièce UKR-80).

¹⁷⁶ Article 9.17 de CS FRT 01-96 (pièce UKR-2).

¹⁷⁷ Annexe B de CS FRT 01-96 (pièce UKR-79); et l'appendice A de CS FRT 31/PMG 40-2003 (pièce UKR-80).

Dispositif	Applicabilité	Procédure de certification	Contrôle d'inspection
4a	Utilisé lorsqu'un contrôle de supervision strict des produits commerciaux est requis.	i) essais de type (essais sur échantillons) et ii) analyse des conditions de production (inspection de la production).	i) essais périodiques sur des échantillons prélevés chez le consommateur (le vendeur) et le fabricant (avant l'envoi au consommateur), à la même fréquence, et ii) inspection de la production.
5	Utilisé pour certifier les produits: i) dont la taille des échantillons prélevés aux fins des essais est insuffisante pour une évaluation objective de la conformité avec les prescriptions établies; ii) pour lesquels des prescriptions plus strictes relatives à la stabilité des caractéristiques sont établies; iii) dont les procédés technologiques de fabrication sont sensibles à des facteurs externes; iv) dont la fabrication peut subir des changements ou des modifications fréquents; et v) pour lesquels les essais ne peuvent être réalisés qu'après l'installation chez le consommateur.	i) essais de type (essais sur échantillons) et ii) certification du système de production ou de gestion de la qualité (inspection de la production).	i) essais concernant la stabilité de la production ou le fonctionnement du système de gestion de la qualité (inspection de la production); et ii) essais périodiques sur des échantillons prélevés chez le fabricant ou le vendeur avant l'envoi au consommateur (essais sur échantillons chez le fabricant ou le vendeur).

7.3.1.2 Instructions de l'IBF contestées

7.236. Le tableau ci-après rassemble des renseignements sur les 14 instructions contestées par l'Ukraine, au moyen desquelles l'IBF a suspendu des certificats valides. La première colonne indique le numéro de l'instruction et le nombre de certificats suspendus au moyen de l'instruction. La deuxième colonne indique la date de l'instruction. La troisième colonne indique les produits visés par l'instruction. La quatrième colonne fait référence au dispositif dans le cadre duquel l'IBF a délivré le certificat pour la procédure d'évaluation de la conformité pertinente, comme l'exige la législation russe applicable.¹⁷⁸ Pour chaque dispositif, le type de contrôle d'inspection requis est également indiqué. La dernière colonne reprend les raisons données dans la lettre d'accompagnement et dans chaque instruction, selon le cas, pour la suspension du certificat. Les instructions de suspension 1 et 2 ci-après concernent le producteur 1 [[xxx]]. La décision de suspension 3 ci-après concerne le producteur 2 [[xxx]]. Les instructions de suspension 4 et 5 concernent le producteur 3 [[xxx]]. Les instructions de suspension 6 et 7 concernent le producteur 4 [[xxx]]. Les autres instructions de suspension (8 à 14) concernent le producteur 5 [[xxx]].

¹⁷⁸ Voir Annex B to CS FRT 01-96 (pièce UKR-79); et Appendix A to CS FRT Rules 31/PMG 40-2003 (pièce UKR-80).

Tableau 4 – Instructions au moyen desquelles des certificats valides ont été suspendus

Instruction de suspension	Date	Produits visés	Dispositif et type d'inspection	Raisons de la suspension données dans les pièces correspondantes
Instruction de suspension 1 – [[xxx]] ¹⁷⁹ Concerne 7 certificats	08/08/2014	a) barres transversales de la timonerie de frein; b) bogies à 4 roues du [[xxx]] pour wagons; c) suspensions à ressorts hélicoïdaux; d) paires de roues pour wagons de type [[xxx]]; e) essieux finis pour wagons de type [[xxx]]; f) réservoirs d'air de type [[xxx]]; et g) wagons-trémies couverts.	Dispositif 5 (pour les 7 certificats), qui exige: a) des essais concernant la stabilité de la production ou le fonctionnement du système qualité (inspection de la production); et b) des essais périodiques sur des échantillons prélevés chez le fabricant avant l'envoi au consommateur (essais sur échantillons chez le fabricant).	Lettre d'accompagnement: "En raison d'opérations militaires engageant des forces armées menées par le gouvernement ukrainien sur le territoire des régions de Donetsk et Lougansk, le déplacement de nos employés en Ukraine à des fins d'inspection implique une menace pour leur vie et leur santé. De plus, le Service national des gardes-frontières ukrainien a restreint l'entrée dans le pays des ressortissants russes de sexe masculin âgés de 16 à 60 ans. En raison de ces circonstances de force majeure, les conditions nécessaires à l'inspection n'existaient pas. L'inspection des produits certifiés sera possible uniquement s'il est mis fin aux opérations militaires sur le territoire ukrainien et lorsque les restrictions à l'entrée des ressortissants russes seront levées." Instruction: "Conformément aux règles [CS FRT], les produits certifiés sont soumis à un contrôle d'inspection comme il est indiqué dans le certificat de conformité. La date limite pour effectuer le contrôle d'inspection est avril 2014. Les conditions nécessaires au contrôle d'inspection ne sont pas réunies à ce jour."
Instruction de suspension 2 – [[xxx]] ¹⁸⁰ Concerne 7 certificats	03/10/2014	a) et b) deux modèles de wagons à toit ouvrant; c) wagons pour le transport de charbon à usage technique; d) wagons-trémies couverts pour le transport de céréales et d'autres aliments; e) wagons plats pour le transport de conteneurs de très grande taille; f) wagons-trémies couverts pour le transport de ciment; et g) wagons pour le transport de bitume.	Dispositif 5 (pour les 7 certificats), qui exige: a) l'inspection de la production; et b) des essais sur échantillons chez le fabricant.	Lettre d'accompagnement: "En raison d'un changement de circonstances substantiel empêchant la réalisation par [l'IBF] des travaux nécessaires au contrôle d'inspection des produits certifiés, les conditions nécessaires à la réalisation de ces travaux ne sont pas réunies. Ces travaux pourront être réalisés uniquement lorsque les circonstances susmentionnées auront cessé d'exister". Instruction: "Conformément aux règles [CS FRT], les produits certifiés sont soumis à un contrôle d'inspection comme il est indiqué dans les certificats de conformité. La date limite pour effectuer le contrôle d'inspection est septembre 2014. Les conditions nécessaires au contrôle d'inspection ne sont pas réunies à ce jour."
Instruction de suspension 3 – [[xxx]] ¹⁸¹ Concerne 22 certificats	27/02/2015	Dispositifs d'aiguillage	Dispositif 3a (pour les 22 certificats), qui exige: a) l'inspection de la production; et b) des essais sur échantillons chez le fabricant.	Instruction: "Conformément aux règles [CS FRT], les produits certifiés sont soumis à une inspection, comme il est mentionné dans les certificats de conformité. La période prévue pour la prochaine inspection est janvier 2015. À ce jour, il n'y a pas les infrastructures nécessaires pour la tenue de l'inspection."

¹⁷⁹ Letter [[xxx]] from the FBO to PJSC [[xxx]] with instruction [[xxx]] attached, 8 August 2014 (Lettre [[xxx]] de l'IBF du 8 août 2014) (pièce UKR-15)(RCC). Voir aussi Letter [[xxx]] from PJSC [[xxx]], 22 September 2017 (pièce UKR-134)(RCC) pour les dispositifs applicables.

¹⁸⁰ Letter [[xxx]] from the FBO to PJSC [[xxx]] with instruction [[xxx]] attached, 3 October 2014 (Lettre [[xxx]] de l'IBF du 3 octobre 2014) (pièce UKR-19)(RCC)(Corr.). Voir aussi Letter [[xxx]] from PJSC [[xxx]], 22 September 2017 (pièce UKR-134)(RCC) pour les dispositifs applicables.

Instruction de suspension	Date	Produits visés	Dispositif et type d'inspection	Raisons de la suspension données dans les pièces correspondantes
Instruction de suspension 4 – [[xxx]] ¹⁸² Concerne 3 certificats	16/07/2014	a) porte-semelles de frein statiques; b) longerons pour wagons de marchandises; et c) traverses de bogies.	Dispositif 3a (pour 2 certificats), qui exige: a) l'inspection de la production; et b) des essais sur échantillons chez le fabricant. Dispositif 4a (pour 1 certificat concernant les traverses de bogies), qui exige: a) l'inspection de la production; et b) des essais périodiques sur des échantillons prélevés chez le consommateur (vendeur) et chez le fabricant, à la même fréquence.	Lettre d'accompagnement: "En raison d'importants changements de circonstances qui empêchent [l'IBF] de s'acquitter de ses obligations au titre des accords conclus entre nos organisations, il n'y a pas les conditions nécessaires pour mener à bien la supervision des produits certifiés au moyen d'inspections. Ces activités de supervision pourront avoir lieu lorsque les circonstances susmentionnées auront cessé d'exister." Instruction: "Conformément aux règles [CS FRT], les produits certifiés sont soumis à une supervision au moyen d'inspections, comme il est indiqué dans les certificats d'évaluation de la conformité. La date programmée pour l'inspection est mai 2014. Les conditions nécessaires n'existent pas pour mener à bien la supervision au moyen d'inspections à ce jour."
Instruction de suspension 5 – [[xxx]] ¹⁸³ Concerne 2 certificats	11/02/2015	a) butées de choc (pièces moulées) pour attelages automatiques; et b) butées de traction (pièces moulées) pour attelages automatiques	Dispositif 3a (pour les 2 certificats), qui exige: a) l'inspection de la production; et b) des essais sur échantillons chez le fabricant.	Instruction: "Conformément aux règles [CS FRT], les produits certifiés sont soumis à une supervision d'inspections, comme il est indiqué dans le certificat d'évaluation de la conformité. La date programmée pour l'inspection est décembre 2014. Les conditions nécessaires pour mener à bien la supervision au moyen d'inspections n'existent pas à ce jour."
Instruction de suspension 6 – [[xxx]] ¹⁸⁴ Concerne 1 certificat	27/01/2015	Wagons-citernes pour le transport de produits pétroliers	Dispositif 3a, qui exige: a) l'inspection de la production; et b) des essais sur échantillons chez le fabricant.	Instruction: "Conformément aux règles [CS FRT], les produits certifiés sont soumis à un contrôle d'inspection comme il est indiqué dans le certificat de conformité. La date limite pour effectuer le contrôle d'inspection est novembre 2014. Les conditions nécessaires au contrôle d'inspection ne sont pas réunies à ce jour."
Instruction de suspension 7 – [[xxx]] ¹⁸⁵ Concerne 4 certificats	11/02/2015	4 types de wagons-citernes pour le transport de produits pétroliers	Dispositif 3a (pour les 4 certificats), qui exige: a) l'inspection de la production; et b) des essais sur échantillons chez le fabricant.	Instruction: "Conformément aux règles [CS FRT], les produits certifiés sont soumis à un contrôle d'inspection comme il est indiqué dans le certificat de conformité. La date limite pour effectuer le contrôle d'inspection est décembre 2014. Les conditions nécessaires au contrôle d'inspection ne sont pas réunies à ce jour."

¹⁸¹ Letter [[xxx]] from the FBO to PJSC [[xxx]] with instruction [[xxx]] attached, 27 February 2015 (Lettre [[xxx]] de l'IBF du 27 février 2015) (pièce UKR-20)(RCC). Voir aussi Letter [[xxx]] from PJSC [[xxx]], 21 September 2017 (pièce UKR-135)(RCC) pour les dispositifs applicables.

¹⁸² Letter [[xxx]] from the FBO to PJSC [[xxx]] with instruction [[xxx]] attached, 17 July 2014 (Lettre [[xxx]] de l'IBF du 17 juillet 2014) (pièce UKR-25)(RCC). Voir aussi Letter [[xxx]] from PJSC [[xxx]], 7 September 2017 (pièce UKR-136)(RCC) pour les dispositifs applicables.

¹⁸³ Letter [[xxx]] from the FBO to PJSC [[xxx]] with instruction [[xxx]] attached, 11 February 2015 (Lettre [[xxx]] de l'IBF du 11 février 2015) (pièce UKR-31)(RCC). Voir aussi Letter [[xxx]] from PJSC [[xxx]], 7 September 2017 (pièce UKR-136)(RCC) pour les dispositifs applicables.

¹⁸⁴ Letter [[xxx]] from the FBO to PJSC [[xxx]] with instruction [[xxx]] attached, 27 January 2015 (Lettre [[xxx]] de l'IBF du 27 janvier 2015) (pièce UKR-36)(RCC). Voir aussi Letter [[xxx]] from PJSC [[xxx]], 25 September 2017 (pièce UKR-137)(RCC) pour les dispositifs applicables.

¹⁸⁵ Letter [[xxx]] from the FBO to PJSC [[xxx]] with instruction [[xxx]] attached, 11 February 2015 (Lettre [[xxx]] de l'IBF du 11 février 2015) (pièce UKR-37)(RCC). Voir aussi Letter [[xxx]] from PJSC [[xxx]], 25 September 2017 (pièce UKR-137)(RCC) pour les dispositifs applicables.

Instruction de suspension	Date	Produits visés	Dispositif et type d'inspection	Raisons de la suspension données dans les pièces correspondantes
Instruction de suspension 8 – [[xxx]] ¹⁸⁶ Concerne 6 certificats	08/10/2014	a) traverses de bogies pour wagons destinés au transport des personnes; b) wagons destinés au transport des personnes; c) wagons de marchandises à 4 roues; d) amortisseurs; e) porte-semelles de frein statiques; f) essieux finis pour wagons; et g) essieux montés.	Dispositif 3a (pour les 6 certificats), qui exige: a) l'inspection de la production; et b) des essais sur échantillons chez le fabricant.	Lettre d'accompagnement: "En raison d'importants changements de circonstances qui empêchent [l'IBF] de s'acquitter de ses obligations au titre de l'accord conclu entre nos organisations, il n'y a pas les conditions nécessaires pour mener à bien la supervision des produits certifiés au moyen d'inspections. Ces activités de supervision pourront avoir lieu lorsque les circonstances susmentionnées auront cessé d'exister." Instruction: "Conformément aux règles [CS FRT], les produits certifiés sont soumis à une supervision au moyen d'inspections, comme il est indiqué dans les certificats d'évaluation de la conformité. La date programmée pour l'inspection est août 2014. Les conditions nécessaires pour mener à bien la supervision au moyen d'inspections, n'existent pas à ce jour."
Instruction de suspension 9 – [[xxx]] ¹⁸⁷ Concerne 7 certificats	09/10/2014	a) wagons pour le transport des céréales; b) wagons pour le transport en vrac; c) wagons à plate-forme; et d) wagons-citernes pour le transport de ciment.	Dispositif 3a (pour les 7 certificats), qui exige: a) l'inspection de la production; et b) des essais sur échantillons chez le fabricant.	Lettre d'accompagnement: "En raison d'importants changements de circonstances qui empêchent [l'IBF] de s'acquitter de ses obligations au titre de l'accord conclu entre nos organisations, il n'y a pas les conditions nécessaires pour mener à bien la supervision des produits certifiés au moyen d'inspections. Ces activités de supervision pourront avoir lieu lorsque les circonstances susmentionnées auront cessé d'exister." Instruction: "Conformément aux règles [CS FRT], les produits certifiés sont soumis à une supervision au moyen d'inspections, comme il est indiqué dans les certificats d'évaluation de la conformité. La date programmée pour l'inspection est septembre 2014. Les conditions nécessaires pour mener à bien la supervision n'existent pas à ce jour."
Instruction de suspension 10 – [[xxx]] ¹⁸⁸ Concerne 2 certificats	11/02/2015	Ressorts hélicoïdaux en spirale pour suspensions de bogies pour matériel ferroviaire roulant	Dispositif 3a (pour les 2 certificats), qui exige: a) l'inspection de la production; et b) des essais sur échantillons chez le fabricant.	Instruction: "Conformément aux règles [CS FRT], les produits certifiés sont soumis à une supervision au moyen d'inspections, comme il est indiqué dans les certificats d'évaluation de la conformité. La date programmée pour l'inspection est décembre 2014. Les conditions nécessaires pour mener à bien la supervision n'existent pas à ce jour."

¹⁸⁶ Letter [[xxx]] from the FBO to PJSC [[xxx]] with instruction [[xxx]] attached, 8 October 2014 (RCC) (Lettre [[xxx]] de l'IBF du 8 octobre 2014) (pièce UKR-39)(RCC). Voir aussi Letter [[xxx]] from PJSC [[xxx]], 22 September 2017 (pièce UKR-138)(RCC) pour les dispositifs applicables.

¹⁸⁷ Letter [[xxx]] from the FBO to PJSC [[xxx]] with instruction [[xxx]] attached, 9 October 2014 (Lettre [[xxx]] de l'IBF du 9 octobre 2014) (pièce UKR-40)(RCC). Voir aussi Letter [[xxx]] from PJSC [[xxx]], 22 September 2017 (pièce UKR-138)(RCC) pour les dispositifs applicables.

¹⁸⁸ Letter [[xxx]] from the FBO to PJSC [[xxx]] with instruction [[xxx]] attached, 11 February 2015 (Lettre [[xxx]] de l'IBF du 11 février 2015) (pièce UKR-42)(RCC). Voir aussi Letter [[xxx]] from PJSC [[xxx]], 22 September 2017 (pièce UKR-138)(RCC) pour les dispositifs applicables.

Instruction de suspension	Date	Produits visés	Dispositif et type d'inspection	Raisons de la suspension données dans les pièces correspondantes
Instruction de suspension 11 – [[xxx]] ¹⁸⁹ Concerne 7 certificats	18/05/2015	a) réservoirs d'air; b) suspensions à ressorts hélicoïdaux; c) essieux finis pour wagons de type [[xxx]]; d) paires de roues pour wagons de type [[xxx]]; e) wagons destinés au transport des personnes [[xxx]]; f) essieux finis pour wagons de type [[xxx]]; et g) wagons à toit ouvrant.	Dispositif 3a (pour les 7 certificats), qui exige: a) l'inspection de la production; et b) des essais sur échantillons chez le fabricant.	Instruction: "Conformément aux règles [CS FRT], les produits certifiés sont soumis à une supervision au moyen d'inspections, comme il est indiqué dans les certificats d'évaluation de la conformité. La date limite pour effectuer le contrôle d'inspection est avril 2015. Les conditions nécessaires au contrôle de supervision ne sont pas réunies à ce jour."
Instruction de suspension 12 – [[xxx]] ¹⁹⁰ Concerne 3 certificats	08/06/2015	a) wagons-citernes; b) wagons couverts; c) matériel transversal de freinage pour bogies destinés au transport de marchandises.	Dispositif 3a (pour les 3 certificats), qui exige: a) l'inspection de la production; et b) des essais sur échantillons chez le fabricant.	Instruction: "Conformément aux règles [CS FRT], les produits certifiés sont soumis à une supervision au moyen d'inspections, comme il est indiqué dans les certificats d'évaluation de la conformité. La date programmée pour l'inspection est mai 2015. Les conditions nécessaires pour mener à bien la supervision n'existent pas à ce jour."
Instruction de suspension 13 – [[xxx]] ¹⁹¹ Concerne 1 certificat	06/07/2015	Wagons couverts	Dispositif 3a, qui exige: a) l'inspection de la production; et b) des essais sur échantillons chez le fabricant.	Instruction: "Conformément aux règles [CS FRT], les produits certifiés sont soumis à une supervision au moyen d'inspections, comme il est indiqué dans les certificats d'évaluation de la conformité. La date programmée pour l'inspection est juin 2015. Les conditions nécessaires pour mener à bien la supervision n'existent pas à ce jour."
Instruction de suspension 14 – [[xxx]] ¹⁹² Concerne 1 certificat	07/09/2015	Wagons pour le transport de ciment	Dispositif 3a, qui exige: a) l'inspection de la production; et b) des essais sur échantillons chez le fabricant.	Instruction: "Conformément aux règles [CS FRT], les produits certifiés sont soumis à un contrôle d'inspection comme il est indiqué dans le certificat de conformité. La date limite pour effectuer le contrôle d'inspection est août 2015. Les conditions nécessaires au contrôle d'inspection ne sont pas réunies à ce jour."

¹⁸⁹ Letter [[xxx]] from the FBO to PJSC [[xxx]] with instruction [[xxx]] attached, 18 May 2015 (Lettre [[xxx]] de l'IBF du 18 mai 2015) (pièce UKR-43)(RCC). Voir aussi Letter [[xxx]] from PJSC [[xxx]], 22 September 2017 (pièce UKR-138)(RCC) pour les dispositifs applicables.

¹⁹⁰ Letter [[xxx]] from the FBO to PJSC [[xxx]] with instruction [[xxx]] attached, 8 June 2015 (Lettre [[xxx]] de l'IBF du 8 juin 2015) (pièce UKR-45)(RCC)(Corr.). Voir aussi Letter [[xxx]] from PJSC [[xxx]], 22 September 2017 (pièce UKR-138)(RCC) pour les dispositifs applicables.

¹⁹¹ Letter [[xxx]] from the FBO to PJSC [[xxx]] with instruction [[xxx]] attached, 6 July 2015 (Lettre [[xxx]] de l'IBF du 6 juillet 2015) (pièce UKR-46)(RCC). Voir aussi Letter [[xxx]] from PJSC [[xxx]], 22 September 2017 (pièce UKR-138)(RCC) pour les dispositifs applicables.

¹⁹² Letter [[xxx]] from the FBO to PJSC [[xxx]] with instruction [[xxx]] attached, 7 September 2015 (Lettre [[xxx]] de l'IBF du 7 septembre 2015) (pièce UKR-47)(RCC). Voir aussi Letter [[xxx]] from PJSC [[xxx]], 22 September 2017 (pièce UKR-138)(RCC) pour les dispositifs applicables.

7.3.1.3 Mandat du Groupe spécial

7.237. L'Ukraine conteste, au titre de l'article 5.1.1, 5.1.2, et 5.2.2, 14 instructions au moyen desquelles l'IBF a suspendu des certificats de conformité valides détenus par des producteurs ukrainiens de produits ferroviaires. Elle demande que le Groupe spécial formule des constatations concernant chacune des 14 instructions.¹⁹³

7.238. La Russie affirme que, dans les parties pertinentes de la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Ukraine, rien n'indique que l'Ukraine demande au Groupe spécial de formuler des constatations sur chacune des 14 instructions des autorités russes. La Russie fait valoir qu'en l'absence d'une telle demande, des constatations sur les 14 instructions des autorités russes ne relèveraient pas du mandat du Groupe spécial.¹⁹⁴

7.239. Le Groupe spécial considère que, contrairement à ce que la Russie pense, les termes de la demande d'établissement d'un groupe spécial indiquent que chacune des instructions au moyen desquelles l'IBF a suspendu des certificats de conformité valides détenus par des producteurs ukrainiens de produits ferroviaires est une mesure en cause. Le point 2) de la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial décrit la mesure en cause comme étant la "suspension des certificats d'évaluation de la conformité ... mentionné[] [à l']annexe[] ... I".¹⁹⁵ L'annexe I comprend quant à elle une liste de 16 instructions au moyen desquelles l'IBF a suspendu des certificats de conformité détenus par des producteurs ukrainiens de produits ferroviaires. Il est donc clair que la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Ukraine indique, comme mesures contestées, les 16 instructions émises par l'IBF. Nous notons que dans des communications ultérieures, l'Ukraine a précisé qu'elle avait restreint le champ de sa contestation à seulement 14 de ces 16 instructions.¹⁹⁶ Sur cette base, nous considérons que les 14 instructions contestées par l'Ukraine relèvent à bon droit de notre mandat et que nous pouvons, et en fait nous devons, formuler des constatations spécifiques au sujet de chacune d'entre elles.

7.3.2 Compatibilité des suspensions avec l'article 5.1.1 de l'Accord OTC

7.240. Nous examinons à présent les allégations de violation formulées par l'Ukraine au titre de l'article 5.1.1 de l'Accord OTC. Le titre et le texte de l'article 5.1 et 5.1.1 disposent ce qui suit:

Article 5: Procédures d'évaluation de la conformité appliquées par des institutions du gouvernement central

5.1 Dans les cas où il est exigé une assurance positive de la conformité à des règlements techniques ou à des normes, les Membres feront en sorte que les institutions de leur gouvernement central appliquent les dispositions ci-après aux produits originaires du territoire d'autres Membres:

5.1.1 les procédures d'évaluation de la conformité seront élaborées, adoptées et appliquées de manière que les fournisseurs de produits similaires originaires du territoire d'autres Membres y aient accès à des conditions non moins favorables que celles qui sont accordées aux fournisseurs de produits similaires d'origine nationale ou originaires de tout autre pays, dans une situation comparable; l'accès comporte le droit pour les fournisseurs à une évaluation de la conformité selon les règles de la procédure d'évaluation, y compris, lorsque cette procédure le prévoit, la possibilité de demander que des activités d'évaluation de la conformité soient menées dans des installations et de recevoir la marque du système;

¹⁹³ Ukraine, première communication écrite, paragraphe 181; réponses aux questions n° 7 a) et 10 a) du Groupe spécial, paragraphes 1, 7 et 8; et déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 37.

¹⁹⁴ Russie, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 21.

¹⁹⁵ WT/DS499/2, page 2.

¹⁹⁶ Ukraine, première communication écrite, paragraphe 181; réponses aux questions n° 7 a) et 10 a) du Groupe spécial, paragraphes 1, 7 et 8; et déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 38.

7.241. En outre, l'Annexe 1.3 de l'Accord OTC définit les procédures d'évaluation de la conformité comme suit:

Toute procédure utilisée, directement ou indirectement, pour déterminer que les prescriptions pertinentes des règlements techniques ou des normes sont respectées.

Note explicative:

Les procédures d'évaluation de la conformité comprennent, entre autres, les procédures d'échantillonnage, d'essai et d'inspection; les procédures d'évaluation, de vérification et d'assurance de la conformité; les procédures d'enregistrement, d'accréditation et d'homologation; et leurs combinaisons.

7.242. L'Ukraine demande au Groupe spécial de constater que chacune des 14 instructions au moyen desquelles l'IBF a suspendu des certificats de conformité valides détenus par des producteurs ukrainiens de produits ferroviaires est incompatible avec l'article 5.1.1. Elle fait valoir que la Russie a suspendu des certificats détenus par des producteurs ukrainiens de produits ferroviaires sans réaliser de contrôles d'inspection des produits concernés, tout en maintenant la validité de certificats détenus par des producteurs russes de produits ferroviaires et par des producteurs de produits ferroviaires d'autres pays après avoir réalisé des contrôles d'inspection. L'Ukraine considère que la Russie a donc appliqué sa procédure d'évaluation de la conformité aux produits ferroviaires de manière que les fournisseurs de produits ferroviaires ukrainiens y aient accès à des conditions moins favorables que celles qui étaient accordées aux fournisseurs de produits ferroviaires russes et aux fournisseurs de produits ferroviaires d'autres pays, dans une situation comparable.¹⁹⁷

7.243. La Russie fait valoir que les 14 instructions contestées par l'Ukraine ne sont pas incompatibles avec l'article 5.1.1. Elle affirme qu'il appartenait à l'Ukraine de démontrer que les produits ukrainiens en cause étaient similaires aux produits russes ou aux produits d'autres pays. La Russie soutient également qu'en raison de la situation en matière de sécurité en Ukraine, la situation des fournisseurs de produits ferroviaires ukrainiens ne peut pas être comparée à la situation des fournisseurs de produits ferroviaires russes et de produits ferroviaires d'autres pays.¹⁹⁸

7.3.2.1 Interprétation

7.244. Le Groupe spécial se penchera tout d'abord sur l'interprétation de l'article 5.1.1. Nous notons que cette disposition n'a pas été interprétée par l'Organe d'appel ou par des groupes spéciaux antérieurs.

7.245. L'Ukraine affirme que le paragraphe introductif de l'article 5.1 énonce la portée générale des obligations qui y sont énoncées, qui font référence aux "cas où il est exigé une assurance positive de la conformité à des règlements techniques ou à des normes".¹⁹⁹

7.246. L'Ukraine considère que trois éléments doivent être démontrés pour établir l'existence d'une violation de l'article 5.1.1, à savoir a) que la mesure en cause est une procédure d'évaluation de la conformité, telle qu'elle est définie à l'Annexe 1.3; b) que les produits des fournisseurs concernés sont des produits nationaux similaires ou des produits d'autres pays, et c) que ces fournisseurs y ont accès à des conditions moins favorables que celles qui sont

¹⁹⁷ Ukraine, première communication écrite, paragraphes 253 à 256; et deuxième communication écrite, paragraphe 149.

¹⁹⁸ Russie, première communication écrite, paragraphes 73 à 78; et deuxième communication écrite, paragraphe 87.

¹⁹⁹ Ukraine, première communication écrite, paragraphe 250; et deuxième communication écrite, paragraphe 84.

accordées aux fournisseurs de produits nationaux similaires d'origine nationale et aux fournisseurs de produits similaires originaires de tout autre pays, dans une situation comparable.²⁰⁰

7.247. La Russie souscrit au point de vue de l'Ukraine selon lequel ces trois éléments doivent être démontrés pour établir l'existence d'une violation de l'article 5.1.1.²⁰¹

7.248. Le Groupe spécial note que l'article 5.1.1 établit les obligations d'accorder le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée (dénommées ci-après par souci de simplicité, les obligations de non-discrimination) en ce qui concerne l'accès des fournisseurs d'autres Membres aux procédures d'évaluation de la conformité visées des Membres importateurs.

7.249. Deux prescriptions doivent être respectées pour qu'une procédure d'évaluation de la conformité entre dans le champ de l'article 5.1.1. La première se trouve dans le titre et dans le paragraphe introductif de l'article 5.1. Il y est clairement indiqué que cette disposition concerne les procédures d'évaluation de la conformité appliquées *par des institutions du gouvernement central*. La deuxième prescription, qui figure également dans le paragraphe introductif de l'article 5.1, est que cette disposition s'applique dans les cas où il est exigé une *assurance positive de la conformité* à des règlements techniques ou à des normes. Ainsi, l'article 5.1.1 s'applique aux procédures d'évaluation de la conformité obligatoires et non aux procédures d'évaluation de la conformité volontaires.²⁰²

7.250. L'article 5.1.1 dispose que les Membres importateurs doivent "élabor[er]" "adopt[er]" et "appliqu[er]" leurs procédures d'évaluation de la conformité "de manière que" les fournisseurs de produits similaires originaires d'autres Membres aient des conditions d'accès non moins favorables, dans une situation comparable. Il est donc clair qu'une violation de l'article 5.1.1 peut résulter de l'élaboration ou de l'adoption d'une procédure d'évaluation de la conformité, en tant que telle, ou de son application.

7.251. À notre avis, un Membre importateur agit d'une manière incompatible avec une des obligations de non-discrimination énoncées à l'article 5.1.1 en ce qui concerne une procédure d'évaluation de la conformité visée si trois éléments sont établis:

- a. les fournisseurs d'un autre Membre auxquels un accès moins favorable a été accordé sont des fournisseurs de produits qui sont *similaires* aux produits de fournisseurs nationaux ou de fournisseurs de tout autre pays auxquels un accès plus favorable a été accordé;
- b. le Membre importateur (au moyen de l'élaboration, de l'adoption ou de l'application d'une procédure d'évaluation de la conformité visée) *accorde accès* à des fournisseurs de produits d'un autre Membre *à des conditions moins favorables* que celles qui sont accordées aux fournisseurs de produits nationaux ou de produits de tout autre pays²⁰³; et
- c. le Membre importateur accorde accès à des conditions moins favorables aux fournisseurs de produits similaires *dans une situation comparable*.

7.252. Nous allons examiner chacun de ces éléments plus en détail.

²⁰⁰ Ukraine, première communication écrite, paragraphe 251; et deuxième communication écrite, paragraphes 85 à 87. Voir aussi la première communication écrite de l'Ukraine, paragraphes 241 et 242, faisant référence à la définition d'une procédure d'évaluation de la conformité.

²⁰¹ Russie, première communication écrite, paragraphe 72.

²⁰² Dans le même ordre d'idées, l'Ukraine affirme que par certification obligatoire, il faut entendre qu'une assurance positive de la conformité à des règlements techniques ou à des normes est exigée. Ukraine, deuxième communication écrite, paragraphes 84 et 106. Voir aussi États-Unis, communication en tant que tierce partie, paragraphes 19 à 21.

²⁰³ Nous rappelons qu'en vertu de l'article 5.1.1 de l'Accord OTC, le traitement pertinent concerne les "conditions" d'accès accordées aux fournisseurs des Membres.

7.3.2.1.1 Produits similaires

7.253. En ce qui concerne le premier élément, l'analyse des "produits similaires", les parties et certaines tierces parties conviennent que pour qu'une mesure soit incompatible avec l'article 5.1.1, elle doit s'appliquer à des fournisseurs de produits originaires du territoire d'un autre Membre qui sont des produits nationaux similaires ou des produits similaires originaires de tout autre pays.²⁰⁴

7.254. Le Groupe spécial note que l'article 5.1.1 définit le champ des produits visés par les obligations de non-discrimination énoncées dans cet article. L'obligation d'accorder accès à des conditions non moins favorables est limitée aux fournisseurs de ces produits originaires du territoire d'autres Membres qui sont des produits nationaux "similaires" ou des produits "similaires" originaires de tout autre pays. À notre avis, les critères qui sont appliqués pour déterminer si des produits sont "similaires" dans le contexte de l'article 2.1 de l'Accord OTC sont applicables dans le contexte de l'article 5.1.1. Comme il est indiqué plus loin, lorsqu'elles examinent les allégations de l'Ukraine au titre de l'article 5.1.1, les parties ont des avis différents sur la façon d'établir que les produits sont "similaires" dans le présent différend.

7.3.2.1.2 Le Membre importateur accorde accès à des fournisseurs de produits d'un autre Membre à des conditions moins favorables

7.255. En ce qui concerne le deuxième élément, l'Ukraine fait valoir que l'accès est défini, entre autres choses, comme "le droit ou la possibilité de bénéficier d'un système ou d'un service, ou de l'utiliser".²⁰⁵ L'Ukraine fait également référence au fait que la deuxième phrase de l'article 5.1.1 confirme que l'accès comporte le droit pour les fournisseurs à une évaluation de la conformité selon les règles de la procédure d'évaluation, y compris, lorsque cette procédure le prévoit, la possibilité de demander que des activités d'évaluation de la conformité soient menées dans des installations et de recevoir la marque du système.²⁰⁶

7.256. L'Ukraine affirme également que l'article 5.1.1 concerne les "conditions" d'"accès" accordées aux fournisseurs de produits similaires qui sont dans une situation comparable et non la modification des conditions de concurrence par rapport aux produits similaires. Selon l'Ukraine, l'article 5.1.1 empêche les Membres d'imposer des conditions, par exemple des limitations ou des restrictions, concernant l'accès à une procédure d'évaluation de la conformité qui sont préjudiciables aux fournisseurs de produits d'un ou de plusieurs Membres de l'OMC.²⁰⁷

7.257. Le Groupe spécial note que la deuxième phrase de l'article 5.1.1 précise le sens du terme "accès". Ainsi, l'accès comporte "le droit pour les fournisseurs à une évaluation de la conformité selon les règles de la procédure d'évaluation, y compris, lorsque cette procédure le prévoit, la possibilité de demander que des activités d'évaluation de la conformité soient menées dans des installations et de recevoir la marque du système". Cette précision indique que l'accès devant être examiné dans une analyse au titre de l'article 5.1.1 concerne les conditions dans lesquelles les fournisseurs ont eu le droit de demander que la conformité de leurs produits soit évaluée selon les règles de la procédure d'évaluation de la conformité pertinente.²⁰⁸

7.258. Nous passons ensuite à l'expression "conditions non moins favorables". À notre avis, cette expression indique qu'il est nécessaire d'effectuer une analyse comparative des conditions d'accès accordées aux fournisseurs de produits du Membre plaignant, d'une part, et aux fournisseurs de produits nationaux similaires ou de produits similaires de tout autre pays, d'autre part. Si cette

²⁰⁴ Ukraine, première communication écrite, paragraphe 251; Ukraine, deuxième communication écrite, paragraphe 87; Russie, première communication écrite, paragraphe 72; Union européenne, communication en tant que tierce partie, paragraphes 37 à 41; et États-Unis, communication en tant que tierce partie, paragraphes 27 et 29.

²⁰⁵ Ukraine, deuxième communication écrite, paragraphe 87.

²⁰⁶ Ukraine, première communication écrite, paragraphes 241, 242 et 251; et deuxième communication écrite, paragraphes 87 et 88.

²⁰⁷ Ukraine, deuxième communication écrite, paragraphes 95 à 98.

²⁰⁸ Une analyse au titre de l'article 5.1.1 inclut également une évaluation du point de savoir si les fournisseurs ont eu la possibilité de demander que la conformité de leurs produits soit évaluée selon les règles de la procédure d'évaluation de la conformité pertinente. Il est également pertinent pour une analyse au titre de l'article 5.1.1 de savoir si les fournisseurs sont en mesure d'exercer le droit ou la possibilité de demander que la conformité de leurs produits soit évaluée selon les règles de la procédure d'évaluation de la conformité pertinente. États-Unis, communication en tant que tierce partie, paragraphe 30.

évaluation révèle une différence dans les conditions d'accès accordées aux fournisseurs du Membre plaignant, il se pose la question de savoir si cette différence équivaut à accorder accès à des conditions "moins favorables".²⁰⁹

7.259. L'Organe d'appel et des groupes spéciaux ont interprété l'expression "traitement moins favorable" dans le contexte d'autres dispositions des accords visés régissant le commerce des marchandises. En vertu de ces dispositions, des mesures sont considérées comme accordant un "traitement moins favorable" si elles modifient les conditions de concurrence d'une manière défavorable pour les produits importés du Membre plaignant par rapport aux produits similaires d'origine nationale ou aux produits similaires originaires de tout autre pays.²¹⁰

7.260. L'article 5.1.1 ne concerne pas la manière dont un Membre traite les produits importés d'un autre Membre. Il porte en revanche sur les fournisseurs et sur leurs conditions d'accès à une procédure d'évaluation de la conformité. Selon nous, il s'agit d'une différence importante. Toutefois, comme c'était le cas dans le contexte du traitement moins favorable concernant les produits importés, il est clair pour nous qu'une simple différence dans les conditions d'accès accordées aux fournisseurs du Membre plaignant et à d'autres fournisseurs n'est pas nécessairement suffisante pour conclure que l'accès a été accordé à des conditions moins favorables.²¹¹ À notre avis, des conditions d'accès différenciées sont pertinentes au titre de l'article 5.1.1 si elles modifient les conditions de concurrence, ou les possibilités de concurrence, entre les fournisseurs concernés de produits similaires au détriment des fournisseurs du Membre plaignant. Nous notons à cet égard que les fournisseurs de produits similaires se font concurrence pour obtenir un accès rapide et inconditionnel au marché du Membre importateur et que l'article 5.1 s'applique dans les cas où le Membre importateur exige une assurance positive de la conformité à des règlements techniques ou à des normes avant que le produit puisse être mis sur son marché.

7.261. Nous rappelons que, dans le présent différend, l'Ukraine conteste non pas l'élaboration ou l'adoption d'une procédure d'évaluation de la conformité (c'est-à-dire pas une procédure d'évaluation de la conformité en tant que telle), mais l'application d'une procédure d'évaluation de la conformité à des fournisseurs ukrainiens particuliers (c'est-à-dire des cas individuels d'application de la procédure). Lors d'une contestation de l'application d'une procédure d'évaluation de la conformité, il existerait, selon nous, des conditions d'accès moins favorables dans les cas où le Membre importateur nie ou limite le droit ou la possibilité pour un fournisseur d'un autre Membre de demander que des activités d'évaluation de la conformité soient menées selon les règles de la procédure d'évaluation de la conformité applicable, soit pour l'ensemble de la procédure d'évaluation de la conformité, soit pour une quelconque de ses parties pertinentes, mais ne nie ni ne limite le droit ou la possibilité d'accès d'un autre fournisseur d'un produit similaire du Membre importateur ou de tout autre pays.²¹² Dans les cas où le Membre importateur limite le droit ou la possibilité de deux fournisseurs de produits similaires de demander que des activités d'évaluation de la conformité soient menées, mais de manières différentes, il faudrait examiner plus avant si la différence confère un avantage concurrentiel à l'un ou à l'autre des fournisseurs. Si tel était le cas, le fournisseur désavantagé se serait vu accorder accès à des conditions moins favorables.

7.262. Nous notons que les parties et certaines tierces parties ont exposé des vues additionnelles sur la manière dont un groupe spécial devrait déterminer si un Membre accorde accès à des conditions moins favorables. Ces vues additionnelles concernent le point de savoir si, dans le

²⁰⁹ Japon, communication en tant que tierce partie, paragraphe 25.

²¹⁰ Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Thon II (Mexique)* (article 21:5 – Mexique), paragraphes 7.26 (concernant l'article 2.1 de l'Accord OTC) et 7.278 (concernant les articles I:1 et III:4 du GATT de 1994); et *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.116.

²¹¹ Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf*, paragraphe 137. Voir Japon, communication en tant que tierce partie, paragraphe 25.

²¹² Comme l'Ukraine n'a pas présenté de contestation "en tant que tel", nous n'avons pas besoin d'examiner en l'espèce si, dans le cas d'une contestation d'une procédure d'évaluation de la conformité en tant que telle, il serait nécessaire d'entreprendre une analyse de l'accès accordé aux fournisseurs du groupe de produits similaires originaires du territoire du Membre plaignant comparé à l'accès accordé aux fournisseurs du groupe de produits similaires originaires du territoire du Membre importateur ou de tout autre pays. Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Thon II (Mexique)* (article 21:5 – Mexique), paragraphe 7.281, qui concernait une contestation, au titre des articles I:1 et III:4 du GATT de 1994, de la mesure modifiée des États-Unis concernant le thon en tant que telle.

contexte de l'article 5.1.1, il est nécessaire d'appliquer le critère élaboré par l'Organe d'appel pour déterminer l'existence d'un traitement moins favorable au titre de l'article 2.1 de l'Accord OTC.

7.263. L'article 2 de l'Accord OTC concerne l'élaboration, l'adoption et l'application de règlements techniques par des institutions du gouvernement central. L'article 2.1 établit pour les Membres l'obligation de:

[faire] en sorte, pour ce qui concerne les règlements techniques, qu'il soit accordé aux produits importés en provenance du territoire de tout Membre un traitement non moins favorable que celui qui est accordé aux produits similaires d'origine nationale et aux produits similaires originaires de tout autre pays.

7.264. Une partie plaignante doit démontrer trois éléments pour établir qu'une mesure est incompatible avec l'article 2.1: a) la mesure en cause est un "règlement technique"; b) les produits pertinents sont des "produits similaires"; et c) la mesure en cause accorde un traitement moins favorable aux produits importés qu'au groupe pertinent de produits similaires.²¹³

7.265. L'Organe d'appel a identifié une analyse en deux étapes à suivre pour examiner le troisième élément, à savoir si un règlement technique accordait un traitement moins favorable aux produits importés au titre de l'article 2.1 de l'Accord OTC. La première étape est axée sur la question de savoir si le règlement technique en cause modifie les conditions de concurrence au détriment de ces produits importés par rapport aux produits similaires d'origine nationale ou aux produits similaires originaires de tout autre pays. Selon l'Organe d'appel, une constatation selon laquelle la mesure en cause modifie les conditions de concurrence au détriment des produits importés n'est pas suffisante pour démontrer qu'il y a traitement moins favorable au sens de l'article 2.1. Par conséquent, la seconde étape porte sur le point de savoir si l'effet préjudiciable sur les importations découle exclusivement d'une distinction réglementaire légitime, plutôt qu'elle ne reflète l'existence d'une discrimination à l'égard du groupe des produits importés. L'Organe d'appel a déterminé que dans les cas où l'effet préjudiciable causé par un règlement technique découlait exclusivement d'une distinction réglementaire légitime, ce règlement technique n'accordait pas un traitement moins favorable aux produits importés au sens de l'article 2.1 de l'Accord OTC.²¹⁴

7.266. L'Ukraine fait valoir que la seconde étape du critère relatif à la non-discrimination élaboré par l'Organe d'appel dans le contexte de l'article 2.1, c'est-à-dire le point de savoir si l'effet préjudiciable découle d'une distinction réglementaire légitime, devrait être adaptée aux particularités de l'article 5.1.1. Elle considère que, contrairement aux règlements techniques, les procédures d'évaluation de la conformité n'établissent pas, de par leur nature, de distinctions entre les produits. Les procédures d'évaluation de la conformité visent plutôt à assurer que les produits sont conformes aux règlements techniques ou aux normes. L'Ukraine estime que, alors que les règlements techniques peuvent chercher à atteindre des objectifs légitimes, y compris ceux qui sont identifiés à l'article 2.2 et au sixième considérant de l'Accord OTC, les procédures d'évaluation de la conformité ont pour seul objectif de déterminer "que les prescriptions pertinentes des règlements techniques ou des normes sont respectées". L'Ukraine considère donc qu'une évaluation du point de savoir si une différence dans les conditions d'accès découle d'une distinction réglementaire légitime devrait être limitée aux allégations de discrimination *de facto*, ainsi qu'à l'objectif visé par les procédures d'évaluation de la conformité. L'Ukraine indique que cette évaluation nécessiterait d'établir un lien rationnel entre la différence dans les conditions d'accès et l'objectif d'assurer la conformité avec le règlement technique.²¹⁵

7.267. La Russie estime qu'il ne faudrait pas transposer automatiquement le critère juridique élaboré au titre de l'article 2.1 dans le contexte de l'article 5.1.1. À son avis, il faut prendre en compte les différences dans le texte de ces dispositions ainsi que leur objet et leur but. La Russie affirme que les termes "dans une situation comparable" figurant à l'article 5.1.1 sont fonctionnellement équivalents aux termes "entre des pays où les mêmes conditions existent"

²¹³ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Thon II (Mexique) (article 21:5 – Mexique)*, paragraphe 7.25.

²¹⁴ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Thon II (Mexique) (article 21:5 – Mexique)*, paragraphe 7.26.

²¹⁵ Ukraine, deuxième communication écrite, paragraphes 89 à 105. Voir aussi la réponse à la question n° 28 du Groupe spécial; et la déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 57.

figurant dans le texte introductif de l'article XX du GATT de 1994, et à l'élément relatif à la distinction réglementaire légitime du critère du traitement moins favorable prévu à l'article 2.1. Elle fait valoir que le but de chacune de ces clauses est de préciser que l'existence de différences de traitement n'est pas suffisante pour qu'il y ait un traitement moins favorable, car un Membre est seulement tenu d'accorder un traitement non moins favorable dans les cas où une situation est comparable.²¹⁶ Toutefois, la Russie considère que, en cas d'allégations de discrimination *de facto* au titre de l'article 5.1.1, une partie plaignante doit démontrer que le traitement différent accordé aux producteurs d'un Membre par rapport à ceux d'autres origines ne découle pas d'une distinction réglementaire légitime.²¹⁷

7.268. Le Canada, l'Union européenne et le Japon considèrent que des allégations de discrimination *de facto* au titre de l'article 5.1.1 exigent une évaluation du point de savoir si l'effet préjudiciable découle d'une distinction réglementaire légitime.²¹⁸ Toutefois, les États-Unis estiment qu'une telle analyse est inappropriée, compte tenu des différences considérables de texte et de structure entre l'article 5.1.1 et l'article 2.1.²¹⁹

7.269. Se pose donc la question de savoir si, avant de parvenir à une conclusion sur le point de savoir si le Membre importateur a accordé accès à des conditions moins favorables, un groupe spécial doit examiner si la différence identifiée dans les conditions d'accès à une procédure d'évaluation de la conformité découle d'une distinction réglementaire légitime.

7.270. L'Organe d'appel a indiqué que le contexte spécifique fourni par d'autres dispositions de l'Accord OTC était instructif pour comprendre l'expression "traitement non moins favorable" figurant à l'article 2.1. Selon l'Organe d'appel, le contexte spécifique fourni, en particulier, par l'Annexe 1.1, l'article 2.2, et les deuxième, cinquième et sixième considérants du préambule, étaye une lecture selon laquelle l'article 2.1 n'a pas pour effet de prohiber *a priori* toute restriction du commerce international. Sur cette base, l'Organe d'appel a conclu qu'un effet préjudiciable pouvait ne pas constituer un traitement moins favorable au sens de l'article 2.1 dans les cas où il découlait exclusivement d'une distinction réglementaire légitime.²²⁰

7.271. Tout d'abord, nous notons qu'il existe des différences textuelles entre les articles 2.1 et 5.1.1. La première phrase de l'article 5.1.1 énonce des obligations relatives au traitement de la nation la plus favorisée et au traitement national s'agissant de l'accès des fournisseurs de produits similaires à la procédure d'évaluation de la conformité du Membre importateur. Contrairement à l'article 2.1, le texte de l'article 5.1.1 précise ces obligations en incluant le membre de phrase "dans une situation comparable".

7.272. L'inclusion du membre de phrase "dans une situation comparable" confirme que l'article 5.1.1 autorise des conditions d'accès différenciées dans les cas où les situations en question ne sont pas comparables. Il s'agit d'une différence importante avec l'article 2.1, qui ne contient pas le membre de phrase "dans une situation comparable". Le membre de phrase "dans une situation comparable" ménage au Membre importateur un certain degré de flexibilité pour concevoir et appliquer ses procédures d'évaluation de la conformité d'une manière qui soit appropriée à la situation.

7.273. Nous ne sommes donc pas convaincus de la nécessité d'inclure dans l'article 5.1.1 le critère élaboré par l'Organe d'appel dans le contexte différent de l'article 2.1.

²¹⁶ Russie, première communication écrite, paragraphe 72; réponse à la question n° 28 du Groupe spécial; et déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 34.

²¹⁷ Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 102.

²¹⁸ Canada, déclaration en tant que tierce partie, paragraphes 11 à 13; Canada, réponse en tant que tierce partie à la question n° 14 du Groupe spécial, paragraphes 54 à 60; Union européenne, communication en tant que tierce partie, paragraphe 66; Union européenne, déclaration en tant que tierce partie, paragraphe 5; Union européenne, réponse en tant que tierce partie à la question n° 14 du Groupe spécial (considérée par l'Union européenne comme la question n° 12), paragraphes 30 à 32; Japon, communication en tant que tierce partie, paragraphes 21, 22 et 28 à 34; et Japon, déclaration en tant que tierce partie, paragraphes 12 à 17.

²¹⁹ États-Unis, communication en tant que tierce partie, paragraphes 6 à 9; et réponse en tant que tierce partie à la question n° 14 du Groupe spécial.

²²⁰ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Thon II (Mexique) (article 21:5 – Mexique)*, paragraphe 7.30.

7.274. Sur la base de ce qui précède, nous considérons qu'il n'est pas nécessaire de déterminer si toutes les conditions d'accès différenciées découlent d'une distinction réglementaire légitime avant de parvenir à une conclusion sur le point de savoir si ces conditions équivalent à accorder accès à des conditions "moins favorables". Toutefois, comme il est indiqué dans le texte de l'article 5.1.1, même dans les cas où il a été conclu que des conditions d'accès moins favorables ont été accordées, il serait encore nécessaire de déterminer si l'accès moins favorable a été accordé dans une situation comparable.

7.3.2.1.3 Le Membre importateur accorde des conditions d'accès moins favorables aux fournisseurs de produits similaires, "dans une situation comparable"

7.275. En ce qui concerne le troisième élément, tant les parties que certaines tierces parties ont présenté des arguments concernant la précision apportée par "une situation comparable".

7.276. L'Ukraine affirme que le membre de phrase "dans une situation comparable" a été inclus dans l'article 5.1.1 parce que dans le cadre de cette disposition, la comparaison devait être faite entre les "fournisseurs" de produits similaires. Elle considère que les termes "dans une situation comparable" expriment l'idée que le critère relatif à la non-discrimination ne peut être appliqué que lorsque les éléments sont comparables. À son avis, des constatations antérieures formulées par l'Organe d'appel dans le contexte d'autres accords sont utiles pour interpréter le terme "comparable" figurant à l'article 5.1.1. L'Ukraine considère que ces constatations étayent le point de vue selon lequel si la situation des fournisseurs dans un pays présente des éléments communs et n'est pas "totalement" différente de celle des fournisseurs dans un autre pays, ces situations doivent être considérées comme "comparables" au titre de l'article 5.1.1. Elle soutient en outre que le terme "situation" (situation) est défini comme "the condition or state of a thing" (la condition ou l'état d'une chose) et que, au titre de l'article 5.1.1, la situation pertinente est celle des fournisseurs pour ce qui concerne la procédure d'évaluation de la conformité. Elle fait également valoir que l'évaluation de cette "comparabilité" doit être effectuée par fournisseur.²²¹

7.277. La Russie souligne de même que l'obligation énoncée à l'article 5.1.1 s'applique dans une situation comparable. Elle considère que des circonstances telles qu'une guerre ou des troubles civils peuvent objectivement rendre impossible, par exemple, des inspections sur site dans un pays et à un moment donnés. Elle estime que de telles circonstances pourraient impliquer que le pays concerné ne serait pas dans une situation "comparable" à celle d'autres pays qui ne sont pas touchés par une guerre ou des troubles civils. La Russie fait valoir que l'expression "dans une situation comparable" devrait être interprétée par référence au membre de phrase "pays où les mêmes conditions existent" qui figure dans le préambule de l'Accord OTC.²²²

7.278. Le Canada considère que, bien que le membre de phrase "dans une situation comparable" précise la portée de l'obligation énoncée à l'article 5.1.1, il devrait être interprété de façon à accorder l'accès aux procédures d'évaluation de la conformité à un éventail de fournisseurs potentiels aussi large que possible, compte étant tenu des objectifs légitimes de politique générale du Membre importateur. Le Canada affirme que pour évaluer si les fournisseurs des pays en question sont "dans une situation comparable", le Groupe spécial devrait donc axer son examen sur les facteurs pertinents pour la question de l'"accès" à la procédure d'évaluation de la conformité pertinente. Selon le Canada, il peut y avoir de nombreuses différences dans la situation des pays, qui ne concernent pas l'accès aux procédures d'évaluation de la conformité. Le Canada soutient que la mesure dans laquelle, par exemple, les "conditions" de sécurité dans le pays où un produit est produit sont pertinentes pour la "situation" d'un fournisseur dépend du produit en question et des prescriptions spécifiques de la procédure d'évaluation de la conformité en cause. En outre, le Canada considère que le terme "situation" peut inclure la situation en matière de sécurité dans le Membre concerné; toutefois, de telles considérations ne sont pertinentes que dans

²²¹ Ukraine, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphes 44 et 45; deuxième communication écrite, paragraphes 90 à 93 (citant les rapports de l'Organe d'appel *CE – Préférences tarifaires*, paragraphe 153; *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 476; et *CE – Hormones*, paragraphe 217) et 94 (citant la version en ligne du *Oxford English Dictionary*).

²²² Russie, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 26; deuxième communication écrite, paragraphes 95 et 96 (faisant référence à Union européenne, communication en tant que tierce partie, paragraphe 42; Union européenne, réponse en tant que tierce partie à la question n° 4 du Groupe spécial; Canada, réponse en tant que tierce partie à la question n° 14 du Groupe spécial; et Japon, réponse en tant que tierce partie à la question n° 4 du Groupe spécial); et déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 34.

la mesure où le "fournisseur" ou la réalisation d'une procédure d'évaluation de la conformité est affecté par cette situation.²²³

7.279. Le Japon estime que l'article 5.1.1 s'applique uniquement lorsqu'il y a discrimination entre des fournisseurs "dans une situation comparable". Selon lui, une "situation comparable" au titre de l'article 5.1.1 est une situation qui peut être comparée, ce qui couvre un large éventail de situations. Le Japon considère que les fournisseurs n'ont pas besoin d'être dans une situation identique pour que les situations soient "comparables".²²⁴

7.280. L'Union européenne considère que les termes "dans une situation comparable" se réfèrent aux fournisseurs et jouent un rôle semblable à celui du terme "similaire" qui est utilisé pour les produits, dans la mesure où ils circonscrivent la portée de la comparaison à effectuer au titre de l'article 5.1.1. Elle soutient que des circonstances telles qu'une guerre ou des troubles civils pourraient impliquer que le pays concerné ne serait pas dans une situation comparable à celle d'autres pays qui ne sont pas touchés par la guerre ou les troubles civils.²²⁵

7.281. Les États-Unis affirment que l'article 5.1.1 exige l'évaluation du point de savoir si les "conditions" sont "comparables" parmi les fournisseurs de produits de différents Membres auxquels est accordé un accès différent à la procédure d'évaluation de la conformité. Selon les États-Unis, la définition du mot "comparable" donne à penser que deux choses sont du même type, de sorte qu'elles peuvent être comparées, et qu'elles sont "semblables" ou égales. Les États-Unis estiment que la question de savoir s'il y a "une situation comparable" ne devrait pas revenir à une évaluation autonome du point de savoir si les fournisseurs de produits similaires sont dans une situation comparable. Ils font valoir que cette question devrait plutôt être considérée comme portant sur le point de savoir si les fournisseurs de produits étrangers se voient accorder les mêmes droits d'accès à une procédure d'évaluation de la conformité que les fournisseurs de produits d'autres Membres, dans une situation comparable.²²⁶

7.282. Le Groupe spécial note que, dans la version anglaise, le membre de phrase "in a comparable situation" précise la partie précédente de la première phrase de l'article 5.1.1, c'est-à-dire la prescription imposant d'accorder accès à des conditions non moins favorables.²²⁷ Ainsi, ce membre de phrase justifie la comparaison de conditions d'accès différenciées en vue de déterminer si des conditions d'accès moins favorables sont accordées alors que la situation est comparable.

7.283. Pour déterminer si la situation est comparable, auquel cas aucune condition d'accès moins favorable ne doit être accordée, il est nécessaire d'identifier les facteurs pertinents qui rendent une situation comparable ou non.²²⁸ Le contexte pertinent, comme il ressort clairement de la deuxième phrase de l'article 5.1.1, est l'évaluation de la conformité selon les règles de la procédure et la conduite d'activités d'évaluation de la conformité. Nous considérons également que l'article 5.1.2 et 5.2.7 de l'Accord OTC fournit un contexte utile à cet égard. Il indique que les procédures d'évaluation de la conformité ne doivent pas être appliquées de manière plus stricte qu'il n'est nécessaire pour donner "au Membre importateur une assurance suffisante que les produits sont conformes aux règlements techniques ou normes applicables" (article 5.1.2) et qu'elles servent à

²²³ Canada, déclaration en tant que tierce partie, paragraphes 14 et 15; et réponses en tant que tierce partie aux questions n° 4, 14 et 15 du Groupe spécial, paragraphes 15 à 17, 53, 63 et 69.

²²⁴ Japon, communication en tant que tierce partie, paragraphe 26 et 27; déclaration en tant que tierce partie, paragraphe 15; et réponse à la question n° 4 du Groupe spécial, paragraphe 7.

²²⁵ Union européenne, communication en tant que tierce partie, paragraphe 42; déclaration en tant que tierce partie, paragraphe 5; et réponses en tant que tierce partie aux questions n° 4, 14 (considérée par l'Union européenne comme la question n° 12) et 15 (considérée par l'Union européenne comme la question n° 13) du Groupe spécial, paragraphes 6, 7, 31 et 35.

²²⁶ États-Unis, communication en tant que tierce partie, paragraphe 31; déclaration en tant que tierce partie, paragraphe 8; et réponses en tant que tierce partie aux questions n° 4 et 15 du Groupe spécial, paragraphes 11 à 13, 34 et 35.

²²⁷ Nous notons que les membres de phrase équivalents à "in a comparable situation" dans les versions espagnole ("*en una situación comparable*") et française ("*dans une situation comparable*") de l'article 5.1.1 précisent la partie précédente de la phrase qui se réfère à l'obligation de ne pas élaborer, adopter ni appliquer des procédures d'évaluation de la conformité de manière à accorder accès à des conditions moins favorables.

²²⁸ L'adjectif "comparable" (comparable) est défini dans le dictionnaire comme "[a]ble to be compared" (qui peut être comparé) ou "[w]orthy of comparison" fit to be compared" (qu'il est utile de comparer, qui est apte à être comparé). *Shorter Oxford English Dictionary*, 6^{ème} édition, A. Stevenson (éd.) (Oxford University Press, 2007), Volume 1, page 469.

"déterminer s'il existe une assurance suffisante que le produit répond ... aux règlements techniques ou normes [applicables] en question" (article 5.2.7). Cela est confirmé par la définition des procédures d'évaluation de la conformité figurant à l'Annexe 1.3 de l'Accord OTC. Une procédure d'évaluation de la conformité s'entend de "toute procédure utilisée, directement ou indirectement, pour déterminer que les prescriptions pertinentes des règlements techniques ou des normes sont respectées". En conséquence, les aspects d'une situation qui ont une incidence, par exemple, sur la capacité du membre importateur de mener de telles activités selon les règles de la procédure avec une assurance suffisante sembleraient, en principe, pertinents. À notre avis, les aspects pertinents d'une situation comprendraient des aspects spécifiques aux fournisseurs dont il est allégué qu'ils se sont vu accorder accès à des conditions moins favorables, ou à l'emplacement des installations des fournisseurs. En tout état de cause, le point de savoir si une situation est comparable doit être évalué au cas par cas et à la lumière des règles pertinentes de la procédure d'évaluation de la conformité et d'autres éléments de preuve versés au dossier.

7.284. L'article 5.1.1 ne précise pas ce qui pourrait faire qu'une situation n'est plus comparable. Nous n'avons pas besoin de nous prononcer sur cette question dans l'abstrait et nous ne le faisons pas. Dans le présent différend, la Russie a fait valoir qu'en raison de la situation en matière de sécurité en Ukraine et des restrictions à l'entrée de ressortissants russes en Ukraine, la situation n'était plus comparable aux fins du contrôle d'inspection sur site. Cela était, d'après les allégations, dû au risque pesant sur la vie ou la santé des inspecteurs russes et constitue l'élément central de notre évaluation.

7.285. Sur la base de ces considérations, nous examinons à présent les allégations de l'Ukraine selon lesquelles les 14 instructions au moyen desquelles l'IBF a suspendu des certificats précédemment valides délivrés à des producteurs ukrainiens de produits ferroviaires sont incompatibles avec l'article 5.1.1.

7.3.2.2 Application

7.3.2.2.1 Nature des allégations

7.286. L'Ukraine conteste, au titre de l'article 5.1.1, 14 instructions au moyen desquelles l'IBF a suspendu des certificats de conformité valides détenus par des producteurs ukrainiens de produits ferroviaires. Elle formule ses allégations de manière à ce qu'elles portent sur l'application discriminatoire d'une procédure d'évaluation de la conformité dans les 14 instructions.²²⁹

7.287. Le Groupe spécial considère que l'Ukraine a donc la charge de démontrer que la Russie appliquait sa procédure d'évaluation de la conformité des produits ferroviaires de manière que les fournisseurs de produits similaires originaires d'Ukraine y aient accès à des conditions moins favorables que celles qui étaient accordées aux fournisseurs de produits similaires russes ou de produits similaires d'autres pays, dans une situation comparable. Ainsi, nous centrerons notre évaluation sur la manière dont la Russie a appliqué sa procédure d'évaluation de la conformité des produits ferroviaires dans les 14 instructions au moyen desquelles l'IBF a suspendu des certificats valides détenus par des producteurs ukrainiens de produits ferroviaires.

7.288. L'Ukraine a présenté des arguments généraux à l'appui de ses allégations de violation de l'article 5.1.1 pour les 14 instructions, sans fournir d'arguments spécifiques pour chacune de ces instructions. De même, la Russie répond aux allégations de l'Ukraine sans examiner chacune des 14 instructions suspendant des certificats de conformité valides contestées par l'Ukraine. Nous effectuons donc notre analyse au niveau général des arguments avancés par les parties, en gardant à l'esprit que l'Ukraine conteste les 14 instructions individuellement. En outre, nous formulerons des constatations spécifiques concernant les 14 instructions contestées par l'Ukraine.

7.3.2.2.2 Applicabilité de l'article 5.1.1 et ordre d'analyse

7.289. Il n'est pas contesté par les parties que les 14 instructions mises en cause par l'Ukraine concernent a) l'évaluation de la conformité par une institution du gouvernement central et b) une

²²⁹ Ukraine, première communication écrite, paragraphes 181, 238 et 248; réponses aux questions n° 7 a) et 10 a) du Groupe spécial, paragraphes 1, 7 et 8; et déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 37.

procédure d'évaluation de la conformité obligatoire.²³⁰ Nous considérons que les éléments de preuve versés au dossier confirment que l'article 5.1.1 est applicable aux 14 instructions.

7.290. Premièrement, les 14 instructions ont été émises par l'IBF. Selon les éléments de preuve versés au dossier, l'IBF est l'entité chargée de la certification du transport ferroviaire en Russie. L'IBF relève de la compétence de l'Agence fédérale du transport ferroviaire du Ministère des transports de la Russie.²³¹ Il est donc clair que l'IBF est une entité du gouvernement central. En outre, les instructions étaient fondées sur la procédure russe d'évaluation de la conformité des produits ferroviaires, les règles CS FRT, qui ont été adoptées au moyen de la Directive du Ministère russe des transports ferroviaires, une institution du gouvernement central de la Russie.²³² Nous considérons donc que les instructions en cause concernent l'évaluation de la conformité par une institution du gouvernement central.

7.291. Deuxièmement, les 14 instructions ont été émises afin de suspendre des certificats de conformité de produits ferroviaires détenus par des producteurs ukrainiens. Les certificats de conformité sont définis comme étant des documents "délivrés conformément aux règles [CS FRT] pour confirmer la conformité des [installations de transport ferroviaire] certifiées aux prescriptions applicables".²³³ Les produits ferroviaires peuvent uniquement circuler sur le territoire russe s'ils ont un certificat.²³⁴ Ainsi, il est clair que les instructions contestées concernent une procédure d'évaluation de la conformité obligatoire.

7.292. Nous passons maintenant à l'examen des éléments nécessaires pour démontrer une incompatibilité avec l'article 5.1.1. Nous examinerons d'abord si, en appliquant sa procédure d'évaluation de la conformité, la Russie a accordé l'accès à cette procédure à chacun des 5 fournisseurs concernés de produits ferroviaires ukrainiens (auxquels les 14 instructions étaient adressées) à des conditions moins favorables que celles qui étaient accordées aux fournisseurs de produits ferroviaires russes ou aux fournisseurs de produits ferroviaires originaires de tout autre pays. Aux fins de cet examen, nous supposerons que les fournisseurs ukrainiens concernés sont des fournisseurs de produits ferroviaires "similaires" à ceux des fournisseurs russes et d'autres fournisseurs étrangers dont l'Ukraine allègue qu'ils bénéficient de meilleures conditions d'accès. Nous examinerons ensuite si chacun des fournisseurs concernés de produits ferroviaires ukrainiens s'est vu accorder des conditions d'accès différenciées aux procédures russes d'évaluation de la conformité, "dans une situation comparable", avant de passer à la question de savoir si les produits des fournisseurs comparés sont "similaires".

7.3.2.2.3 Question de savoir si la Russie a accordé accès à des fournisseurs spécifiques de produits d'un autre Membre à des conditions moins favorables

7.293. L'Ukraine affirme que l'IBF a suspendu 73 certificats détenus par 5 producteurs ukrainiens de produits ferroviaires au motif de l'impossibilité alléguée d'effectuer le contrôle d'inspection des produits certifiés. L'Ukraine fait en outre valoir que les instructions au moyen desquelles ces certificats ont été suspendus ne précisaient pas suffisamment les raisons de l'"impossibilité" alléguée et n'indiquaient pas non plus les dispositions que les producteurs affectés devraient prendre pour permettre ou faciliter les inspections. Elle affirme en outre que l'IBF a rejeté ou a ignoré les suggestions présentées par certains des producteurs affectés prévoyant des arrangements pour la réalisation de visites de contrôle d'inspection en Ukraine. Sur cette base, l'Ukraine fait valoir que l'IBF a refusé l'accès à la procédure d'évaluation de la conformité des produits ferroviaires, sous la forme d'un contrôle d'inspection, à des producteurs ukrainiens de produits ferroviaires.²³⁵

7.294. L'Ukraine fait valoir que l'IBF n'a pas pris de décisions semblables s'agissant des fournisseurs russes ou des fournisseurs d'autres Membres qui, selon l'Ukraine, ont continué à bénéficier d'un accès sans restriction à la procédure russe d'évaluation de la conformité des

²³⁰ Ukraine, réponse à la question n° 64 du Groupe spécial, paragraphes 129 et 130; et Ukraine, deuxième communication écrite, paragraphe 106. Russie, première communication écrite, paragraphe 73.

²³¹ Extract from the FBO's website (pièce UKR-81).

²³² CS FRT 01-96 (pièce UKR-2).

²³³ Article 3.6 de CS FRT 01-96 (pièce UKR-2).

²³⁴ Article 9.1 de CS FRT 01-96 (pièce UKR-2); et article 29 de Federal Law No. 184-FZ "On Technical Regulation" of 27 December 2002 (Loi n° 184 sur la réglementation technique) (pièce UKR-1).

²³⁵ Ukraine, première communication écrite, paragraphes 253 et 254.

produits ferroviaires. L'Ukraine présente à l'appui de cette déclaration des certificats délivrés conformément aux règles CS FRT comme éléments de preuve. Elle affirme que les producteurs en Russie et dans l'Union européenne détiennent encore 609 et 190 certificats de ce type, respectivement. Selon l'Ukraine, étant donné que les règles CS FRT exigent un contrôle d'inspection annuel des produits certifiés, le fait que des produits dans ces pays aient encore des certificats valides démontre que des inspections ont eu lieu dans le cas de ces producteurs. L'Ukraine fait en outre valoir que cela démontre que si certains producteurs ukrainiens de produits ferroviaires se sont vu nier l'accès à la procédure russe d'évaluation de la conformité des produits ferroviaires, cela n'a pas été le cas pour les fournisseurs de produits ferroviaires russes et les fournisseurs de produits ferroviaires d'autres pays.²³⁶

7.295. L'Ukraine soutient qu'ainsi, en refusant d'effectuer les inspections et en suspendant les certificats sur cette base, la Russie a appliqué sa procédure d'évaluation de la conformité des produits ferroviaires aux fournisseurs de produits ferroviaires ukrainiens d'une manière moins favorable que celle qui était accordée aux fournisseurs de produits ferroviaires russes et de produits ferroviaires d'autres pays.²³⁷

7.296. La Russie affirme que les conditions d'accès des fournisseurs de produits ferroviaires à sa procédure d'évaluation de la conformité des produits ferroviaires sont les mêmes quelle que soit l'origine des produits, et l'Ukraine n'a pas prouvé le contraire. La Russie fait valoir que les conditions d'accès sont établies dans les règlements techniques pertinents.²³⁸

7.297. La Russie affirme en outre que, contrairement à ce que l'Ukraine fait valoir, l'IBF a suspendu des certificats délivrés à des producteurs ukrainiens ainsi que des certificats délivrés à d'autres Membres. La Russie affirme également qu'il y a des certificats délivrés à des producteurs ukrainiens qui n'ont pas été suspendus. En outre, elle fait valoir que la réalisation de la procédure d'évaluation de la conformité peut dépendre des caractéristiques des produits visés par les instructions contestées par l'Ukraine. De l'avis de la Russie, ce qui précède démontre que la suspension des certificats ne reflète pas l'existence d'une discrimination à l'égard des produits ukrainiens.²³⁹

7.298. Le Groupe spécial observe que la procédure russe d'évaluation de la conformité des produits ferroviaires comprend, parmi ses différentes étapes, la réalisation d'un contrôle d'inspection.²⁴⁰ Le contrôle d'inspection est défini comme le "contrôle d'évaluation de la conformité", qui est réalisé pour établir que les produits vendus sont toujours en conformité avec les prescriptions dont le respect a été confirmé lors de la certification. Le contrôle d'inspection doit être réalisé au moins une fois par an pendant toute la période de validité du certificat.²⁴¹ À notre avis, bien que le contrôle d'inspection ait lieu après la délivrance des certificats pour les produits, il fait partie de la procédure d'évaluation de la conformité aux fins de l'Accord OTC. Le contrôle d'inspection est une condition pour vérifier le maintien de la conformité des produits en cause avec les prescriptions techniques applicables. Nous considérons qu'il relève de la définition des "procédures d'évaluation de la conformité" figurant à l'Annexe 1.3 de l'Accord OTC, qui dans la note explicative, fait référence, entre autres, à l'"inspection" et à la "vérification et [l']assurance de la conformité".

7.299. Les allégations de l'Ukraine concernent le fait allégué que la Russie a nié à cinq fournisseurs ukrainiens identifiés l'accès à une partie spécifique de la procédure russe d'évaluation de la conformité, le contrôle d'inspection. À l'appui de ses allégations, l'Ukraine fournit des compilations de renseignements accessibles au public provenant du registre public de l'IBF et du Registre unifié de l'Union douanière. Elle présente ces renseignements comme des éléments de preuve indirects du fait que l'IBF a réalisé un contrôle d'inspection s'agissant des certificats de

²³⁶ Ukraine, première communication écrite, paragraphe 255; et réponse à la question n° 85 du Groupe spécial.

²³⁷ Ukraine, première communication écrite, paragraphe 256.

²³⁸ Russie, première communication écrite, paragraphe 76; et deuxième communication écrite, paragraphe 92.

²³⁹ Russie, deuxième communication écrite, paragraphes 90 et 91; et déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 32.

²⁴⁰ Article 13 de CS FRT 01-96 (pièce UKR-2).

²⁴¹ Articles 3.36 et 13.1 de CS FRT 01-96 (pièce UKR-2). Voir aussi les articles 3.2 et 5.3 de CS FRT 12-2003 (pièce UKR-3), où le contrôle d'inspection (inspection control) est appelé contrôle de supervision (supervisory control) (voir la réponse de la Russie à la question n° 39 a) du Groupe spécial).

conformité relatifs aux produits ferroviaires détenus par des producteurs russes et européens. L'argument de l'Ukraine est que si ces certificats sont restés valides, l'IBF doit avoir réalisé un contrôle d'inspection. L'Ukraine considère que les fournisseurs de produits ferroviaires russes et européens avaient accès à une partie de la procédure russe d'évaluation de la conformité des produits ferroviaires, mais que ce n'était pas le cas des fournisseurs concernés de produits ferroviaires ukrainiens.²⁴²

7.300. La Russie présente des éléments de preuve démontrant que l'IBF a suspendu des certificats détenus par des producteurs ukrainiens ainsi que par des producteurs européens, russes, kazakhs et suisses. Elle présente également des éléments de preuve indiquant que l'IBF n'a pas suspendu des certificats détenus par certains producteurs ukrainiens.²⁴³

7.301. Nous notons que les éléments de preuve démontrent que, au moyen des 14 instructions, l'IBF a suspendu des certificats valides détenus par les 5 fournisseurs affectés de produits ferroviaires ukrainiens. Les éléments de preuve démontrent également que la raison donnée pour expliquer pourquoi les 14 instructions en cause avaient suspendu des certificats valides était que les conditions nécessaires pour procéder au contrôle d'inspection n'étaient pas réunies au moment où l'instruction correspondante a été émise.²⁴⁴ À notre avis, ces éléments de preuve attestent que, dans le cas des 14 instructions en cause, l'IBF n'a pas accordé aux fournisseurs affectés de produits ferroviaires ukrainiens l'accès au contrôle d'inspection, qui fait partie de la procédure russe d'évaluation de la conformité des produits ferroviaires.

7.302. L'Ukraine présente des éléments de preuve démontrant que les fournisseurs de produits ferroviaires russes et européens détenaient des certificats délivrés par l'IBF conformément aux règles CS FRT.²⁴⁵ Comme il a été indiqué plus haut, les certificats soumis à un contrôle d'inspection annuel ne resteraient valides que si l'IBF avait examiné qu'ils restaient conformes. Le fait qu'un contrôle d'inspection annuel avait été effectué pourrait être démontré directement au moyen de copies des certificats ou des rapports de contrôle d'inspection. Or l'Ukraine s'appuie sur le Registre de l'IBF, dans lequel il est indiqué que certains producteurs détiennent des certificats valides. Nous notons que les éléments de preuve présentés par l'Ukraine ne sont pas des éléments de preuve directs indiquant que les fournisseurs de produits ferroviaires européens ou russes avaient accès au contrôle d'inspection afin de maintenir la validité des certificats. Cependant, nous souscrivons au point de vue de l'Ukraine selon lequel le fait que ces certificats continuent d'être valides laisse présumer que les certificats détenus par les fournisseurs de produits ferroviaires russes et européens soumis à un contrôle d'inspection annuel restaient valides parce que l'IBF avait réalisé le contrôle d'inspection annuel nécessaire. Les éléments de preuve présentés par l'Ukraine comprennent des certificats qui demeurent valides et qui ont été délivrés à des fournisseurs russes et européens qui étaient soumis à un contrôle d'inspection annuel. Nous considérons que ces éléments de preuve sont suffisants pour démontrer que l'IBF a accordé à des fournisseurs de produits ferroviaires russes et européens l'accès au contrôle d'inspection, qui fait partie de la procédure russe d'évaluation de la conformité des produits ferroviaires.

²⁴² Ukraine, première communication écrite, paragraphe 255 (faisant référence à Extract of the FBO's Register (pièce UKR-12), concernant des producteurs ukrainiens; Extract of Unified Register of Issued Certificates of Conformity and Registered Declarations of Conformity (Extrait du registre unifié) (pièce UKR-13), concernant des demandes présentées par des sociétés russes au nom de producteurs ukrainiens; Extract of the FBO's Register concerning European producers (pièce UKR-53); et Extract of the FBO's Register concerning Russian producers (pièce UKR-60)). Dans des observations ultérieures, l'Ukraine a fourni des éléments de preuve additionnels concernant la suspension de certificats détenus par des producteurs ukrainiens en présentant les pièces suivantes: List of producers holding certificates in 2013 and 2017 (pièce UKR-62)(RCC); et Extract of the FBO's Register indicating reasons for suspension (pièce UKR-82).

²⁴³ Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 90 (faisant référence à Extract of the FBO's Register with respect to the suspended certificates (pièce RUS-5)); et Extract of the FBO's Register (pièce UKR-12). Voir également Extract of the FBO's Register with respect to the suspended certificates (dates of suspension and reasons for suspension) (pièce RUS-85)(RCC).

²⁴⁴ Chacune des 14 instructions contestées par l'Ukraine l'atteste (voir plus haut le tableau 4). Voir également Extract of the FBO's Register (pièce UKR-12); et Extract of the FBO's Register indicating reasons for suspension (pièce UKR-82).

²⁴⁵ Extract of the FBO's Register concerning European producers (pièce UKR-53); et Extract of the FBO's Register concerning Russian producers (pièce UKR-60). Voir aussi les pièces ci-après concernant des certificats détenus par des producteurs du Bélarus et du Kazakhstan: Extract of the FBO's Register concerning Belarusian producers (pièce UKR-57); et Extract of the FBO's Register concerning Kazakh producers (pièce UKR-55).

7.303. Il y a également des éléments de preuve dans le dossier qui indiquent que l'IBF a suspendu des certificats détenus par des fournisseurs de produits ferroviaires européens, biélorussiens, kazakhs et suisses. Il apparaît que ces certificats ont été suspendus pour d'autres raisons que l'incapacité de l'IBF à procéder au contrôle d'inspection, comme le fait que le détenteur d'un certificat n'avait pas conclu de contrat avec l'organisme de certification pour qu'une inspection soit réalisée.²⁴⁶ Les éléments de preuve versés au dossier étayaient donc le point de vue selon lequel l'IBF a nié, seulement aux fournisseurs ukrainiens de produits ferroviaires, l'accès à une évaluation du maintien de la conformité en raison de l'impossibilité de réaliser un contrôle d'inspection. En outre, nous notons que le fait que certains certificats de fournisseurs européens ont également été suspendus ne modifie pas le fait que les certificats d'autres fournisseurs russes et européens n'ont pas été suspendus, comme l'Ukraine l'indique. L'Ukraine n'a pas besoin de montrer que tous les fournisseurs de produits similaires de Russie ou de tout autre pays se sont vu accorder des conditions d'accès plus favorables.

7.304. Sur la base des éléments de preuve versés au dossier, nous considérons que l'Ukraine a démontré que, au moyen de chacune des 14 instructions, l'IBF a nié à des fournisseurs de produits ferroviaires ukrainiens l'accès à une partie de la procédure russe d'évaluation de la conformité des produits ferroviaires (contrôle d'inspection), alors qu'au même moment elle accordait accès à certains fournisseurs de produits ferroviaires russes et européens à cette même partie de la procédure russe d'évaluation de la conformité des produits ferroviaires.

7.305. Comme l'IBF ne leur a pas donné accès au contrôle d'inspection, les cinq fournisseurs concernés de produits ferroviaires ukrainiens n'ont pas pu avoir accès à une évaluation du maintien de la conformité conformément à la procédure russe d'évaluation de la conformité des produits ferroviaires. Cela a empêché ces fournisseurs de produits ferroviaires ukrainiens de conserver des certificats valides, ce qui les a par la suite empêché d'entrer sur le marché russe. Il n'en a pas été de même pour les fournisseurs de produits ferroviaires russes et européens qui ont conservé des certificats valides parce que leurs produits ont continué d'avoir accès au contrôle d'inspection. Par conséquent, dans ce cas, la possibilité de demander que certaines activités d'évaluation de la conformité (contrôle d'inspection) soient menées n'a pas été donnée aux fournisseurs ukrainiens affectés par les 14 instructions, alors qu'elle a été donnée aux fournisseurs russes et européens. Il est donc clair pour nous que cette différence modifie les conditions de concurrence s'agissant de l'accès à la procédure russe d'évaluation de la conformité des produits ferroviaires au détriment de chacun des fournisseurs ukrainiens affectés. Nous considérons que cette différence dans l'accès à une partie de la procédure russe d'évaluation de la conformité équivaut pour la Russie à appliquer sa procédure d'évaluation de la conformité aux cinq fournisseurs concernés de produits ferroviaires ukrainiens à des conditions moins favorables que celles qui sont accordées aux fournisseurs de produits ferroviaires russes et européens. Nous considérons que cette conclusion n'est pas affectée par le fait que l'IBF n'a pas suspendu tous les certificats détenus par des fournisseurs de produits ferroviaires ukrainiens. L'Ukraine conteste chacun des 14 cas indiqués d'application de la procédure russe d'évaluation de la conformité (les 14 instructions au moyen desquelles l'IBF a suspendu des certificats valides), non la procédure d'évaluation de la conformité en tant que telle. Le fait que les certificats de certains fournisseurs de produits ferroviaires ukrainiens n'ont pas été suspendus ne change rien au fait que la Russie a appliqué sa procédure d'évaluation de la conformité pour en nier l'accès aux 5 fournisseurs ukrainiens auxquels les 14 instructions sont adressées.²⁴⁷

7.306. Sur la base de ce qui précède, nous constatons que la Russie, en émettant les 14 instructions contestées, a appliqué sa procédure d'évaluation de la conformité de manière que les fournisseurs concernés de produits ferroviaires ukrainiens y aient accès à des conditions moins favorables que celles qui étaient accordées aux fournisseurs de produits ferroviaires russes et européens. Nous examinons à présent si la Russie a accordé à ces fournisseurs ukrainiens un accès à des conditions moins favorables "dans une situation comparable", avant d'évaluer si les fournisseurs ukrainiens affectés sont des fournisseurs de produits ferroviaires qui sont "similaires" à ceux des fournisseurs russes et européens qui bénéficient de meilleures conditions d'accès.

²⁴⁶ Extract of the FBO's Register with respect to the suspended certificates (dates of suspension and reasons for suspension) (pièce RUS-85)(RCC). Voir Russie, réponses aux questions n° 16, 134 a) et 160 du Groupe spécial.

²⁴⁷ Voir les rapports des Groupes spéciaux *Argentine – Peaux et cuirs*, paragraphe 11.260; et *États-Unis – Essence*, paragraphe 6.14.

7.3.2.2.4 Question de savoir si la Russie a accordé des conditions d'accès moins favorables à des fournisseurs spécifiques de produits, "dans une situation comparable"

7.307. L'Ukraine affirme que les fournisseurs de produits ferroviaires ukrainiens sont dans une situation comparable à celle des fournisseurs de produits ferroviaires russes et européens.

7.308. La Russie fait valoir que la situation en matière de sécurité et de sûreté en Ukraine et l'existence de restrictions à l'entrée des ressortissants russes imposées par l'Ukraine placent les fournisseurs de produits ferroviaires ukrainiens dans une situation qui n'est pas comparable à celle des fournisseurs de produits ferroviaires russes et européens.

7.309. Le Groupe spécial examinera les arguments des parties en vue de déterminer si l'accès a été accordé à des conditions moins favorables, bien que la situation soit "comparable".

7.3.2.2.4.1 Considérations horizontales

7.310. La Russie affirme que l'Ukraine n'a pas tenu compte de l'élément "dans une situation comparable" de l'article 5.1.1. Elle fait valoir que la situation en Ukraine peut difficilement être comparée à celle de tout autre pays fournissant des produits ferroviaires à la Russie. La Russie considère que l'IBF a émis les 14 instructions suspendant les certificats détenus par des fournisseurs de produits ferroviaires ukrainiens parce qu'il était impossible de procéder au contrôle d'inspection des produits certifiés. Elle soutient que cela était dû à certaines activités ayant lieu en Ukraine, en particulier des opérations militaires sur le territoire ukrainien qui constituaient une menace pour la vie et la santé des employés de l'IBF. La Russie a en outre indiqué que les employés de l'IBF ne pouvaient pas réaliser des inspections en Ukraine en raison de l'existence de restrictions à l'entrée des ressortissants russes en Ukraine.²⁴⁸

7.311. L'Ukraine fait valoir que les arguments de la Russie à ce sujet ont été une cible mouvante. Selon elle, la Russie a d'abord fait valoir que la situation n'était pas comparable du fait de la situation en matière de sécurité en Ukraine, qui constituait une menace pour la vie et la santé des employés de l'IBF, et a par la suite ajouté que cela était également dû aux prescriptions en matière de voyage introduites par l'Ukraine qui empêchaient les employés de l'IBF d'entrer en Ukraine pour y réaliser des inspections. Selon l'Ukraine, la Russie n'a pas indiqué clairement pourquoi la situation en Ukraine n'était pas comparable.²⁴⁹

7.312. L'Ukraine estime que les explications que la Russie a fournies pour étayer l'idée que la situation des fournisseurs de produits ferroviaires ukrainiens n'était pas comparable à celle des fournisseurs de produits ferroviaires d'autres pays ont été fournies *a posteriori*, au cours de la présente procédure. L'Ukraine note qu'une seule des 14 instructions faisait explicitement référence à la situation en matière de sécurité en Ukraine et aux restrictions à l'entrée des ressortissants russes en Ukraine. Selon elle, le caractère *a posteriori* de ces explications jette un doute sur le point de savoir si les instructions de l'IBF étaient véritablement motivées par ces préoccupations.²⁵⁰ L'Ukraine considère que le critère d'examen applicable au titre de l'article 5.1.1 exige que le Groupe spécial procède à une évaluation objective des faits présentés par les deux parties.²⁵¹

7.313. La Russie affirme que les éléments de preuve versés au dossier concernant les préoccupations en matière de sécurité et de sûreté sont concomitants et proviennent de sources indépendantes. Elle affirme donc que ces éléments de preuve sont des plus pertinents pour que le Groupe spécial se prononce sur les allégations de l'Ukraine.²⁵²

²⁴⁸ Russie, première communication écrite, paragraphes 77 à 79 et 81; déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphes 23 et 25; et déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 35.

²⁴⁹ Ukraine, deuxième communication écrite, paragraphe 119.

²⁵⁰ Ukraine, deuxième communication écrite, paragraphe 120 (faisant référence à la lettre [[xxx]] de l'IBF du 8 août 2014 (pièce UKR-15)(RCC); ainsi qu'à la communication de l'Union européenne en tant que tierce partie (paragraphe 43); et à la communication du Japon en tant que tierce partie (paragraphe 17)).

²⁵¹ Ukraine, deuxième communication écrite, paragraphes 123 à 127.

²⁵² Russie, déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 36.

7.314. Le Groupe spécial examinera les raisons que la Russie a fournies à l'appui de son point de vue selon lequel la situation des fournisseurs de produits ferroviaires ukrainiens n'est pas comparable à celle des fournisseurs de produits ferroviaires russes ni à celle des fournisseurs de produits ferroviaires d'autres pays. À notre avis, procéder à une évaluation objective de la question suppose d'examiner tant les explications fournies dans les instructions contestées que les explications fournies par la Russie dans la présente procédure. Nous procéderons à cette évaluation sur la base des éléments de preuve versés au dossier.

7.315. L'Ukraine considère que, si la raison pour laquelle le contrôle d'inspection n'a pas été réalisé est la situation générale en Ukraine dont il est allégué qu'elle est risquée et précaire, ces considérations devraient affecter tous les fournisseurs en Ukraine. Or, comme l'a reconnu la Russie, neuf producteurs ukrainiens situés dans l'est du pays ont été autorisés à conserver leurs certificats à la suite d'un contrôle d'inspection réalisé sans inspection sur site. L'Ukraine considère que ce fait démontre que la sécurité n'est pas la véritable raison du refus d'achever la procédure d'évaluation de la conformité, étant donné que l'IBF aurait pu, de la même façon, employer une méthode autre que l'inspection sur site pour achever la procédure de certification au lieu d'invoquer l'impossibilité de procéder au contrôle d'inspection.²⁵³

7.316. La Russie fait valoir que l'absence d'inspections réalisées en Ukraine est la conséquence des mauvaises conditions de sûreté dans le pays, des prescriptions additionnelles en matière de voyage pour les ressortissants russes introduites par l'Ukraine et des mesures imposées par l'Ukraine concernant la possibilité de poursuites à l'encontre des ressortissants russes du fait de leur entrée antérieure en Crimée. Selon la Russie, ces facteurs ont empêché les employés des organismes de certification russes de se rendre en Ukraine pour y réaliser des inspections. La Russie mentionne en outre l'existence de mouvements antirusse qui propagent un sentiment antirusse en Ukraine comme facteur affectant la sûreté et la sécurité des employés de l'IBF voyageant en Ukraine. De plus, la Russie fait valoir qu'il a été possible de réaliser un contrôle d'inspection sans visiter le site de production s'agissant de certains producteurs de l'est de l'Ukraine parce que les conditions nécessaires à l'inspection hors site étaient remplies dans le cas de ces producteurs, mais pas dans celui des producteurs ukrainiens dont les certificats ont été suspendus.²⁵⁴

7.317. Étant donné les positions diamétralement opposées des parties, nous devons examiner en détail les éléments de preuve que chacune a présentés. Nous examinerons d'abord les éléments de preuve liés à l'incertitude alléguée quant aux conditions de sûreté et de sécurité en Ukraine, y compris le sentiment antirusse allégué. Nous examinerons ensuite les éléments de preuve concernant les restrictions alléguées à l'entrée des ressortissants russes en Ukraine. Nous procéderons enfin à un examen de la totalité des éléments de preuve en vue de procéder à une évaluation globale de la situation.

7.3.2.2.4.2 Incertitude quant à la sûreté et à la sécurité des employés de l'IBF voyageant en Ukraine pour réaliser des inspections

7.318. La Russie affirme que les suspensions de certificats sont dues à l'incertitude quant aux conditions de sûreté et de sécurité sur le territoire ukrainien qui font qu'il est impossible pour les inspecteurs russes de mener à bien les procédures d'évaluation de la conformité sur le site des installations des producteurs ukrainiens. Elle affirme que ces conditions en matière de sûreté et de sécurité englobent le sentiment antirusse en Ukraine. Elle fait valoir que les conditions risquées et dangereuses en Ukraine sont attestées par de multiples sources accessibles au public.²⁵⁵

7.319. L'Ukraine considère que les assertions de la Russie concernant une situation dont il est allégué qu'elle est risquée et précaire en Ukraine sont dénuées de fondement. Elle fait valoir qu'aucun élément de preuve n'atteste que la situation en Ukraine, dans son ensemble, était

²⁵³ Ukraine, deuxième communication écrite, paragraphe 121. Voir Ukraine, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphes 49 et 51.

²⁵⁴ Russie, première communication écrite, paragraphes 78 à 84; et réponses aux questions n° 15, 102 et 156 du Groupe spécial.

²⁵⁵ Russie, première communication écrite, paragraphe 80; réponses aux questions n° 15 et 102 du Groupe spécial; et déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 32.

dangereuse pour les ressortissants russes. L'Ukraine affirme que les inspecteurs russes pouvaient se rendre en Ukraine en toute sécurité pour réaliser les inspections requises entre 2014 et 2017.²⁵⁶

7.320. Le Groupe spécial note que les parties ont fourni des éléments de preuve concernant plusieurs aspects qu'elles estiment pertinents pour qu'il évalue la situation en Ukraine. Nous examinons les arguments et les éléments de preuve présentés par les parties à l'appui de leurs assertions concernant la situation en matière de sûreté et de sécurité en Ukraine.

Incidents en plusieurs lieux d'Ukraine et sentiment antirusse

7.321. La Russie affirme qu'à partir de 2014, plusieurs incidents liés à l'attitude envers les ressortissants russes ont eu lieu en Ukraine. Elle renvoie le Groupe spécial à des articles de presse faisant état d'incidents tels que des manifestations ayant donné lieu à des combats de rue et à des émeutes, de violents affrontements dans les rues entre "groupes pro- et anti-russes" ayant entraîné la mort de dizaines de personnes et des attaques contre des banques russes à Kiev.²⁵⁷

7.322. L'Ukraine fait valoir que les articles de presse sur lesquels s'appuie la Russie se rapportent à des événements survenus dans la ville ukrainienne d'Odessa où ne se trouve aucun des producteurs affectés par les 14 instructions. De plus, l'Ukraine considère qu'aucun élément de preuve n'indique que la situation sur l'ensemble de son territoire était dangereuse pour les ressortissants russes.²⁵⁸

7.323. La Russie fait valoir en outre que des incidents ont également eu lieu dans différentes régions de l'Ukraine, y compris celles où se trouvent les producteurs dont les certificats ont été suspendus.²⁵⁹

7.324. L'Ukraine répond que les éléments de preuve présentés par la Russie faisant référence à des incidents survenus ailleurs qu'à Odessa ne coïncident pas avec la période pertinente pour le présent différend. Selon l'Ukraine, cette période correspond aux dates auxquelles l'IBF a adopté les instructions suspendant des certificats et les décisions rejetant des demandes de nouveaux certificats, c'est-à-dire du 17 juillet 2014 au 7 septembre 2015.²⁶⁰

7.325. L'Ukraine considère par ailleurs que l'existence d'un sentiment antirusse ne serait pas pertinente pour la question des contrôles d'inspection, car ces derniers sont demandés par des sociétés qui souhaitent obtenir le certificat et chercheraient à faire en sorte que l'inspection se déroule sans heurts et dans le calme. Elle fait valoir en outre que les inspecteurs russes ne sont pas tenus de s'acquitter de leurs fonctions publiquement, et elle ne voit donc pas comment ils pourraient être exposés à un sentiment antirusse pendant l'inspection des sociétés ukrainiennes.²⁶¹

7.326. L'Ukraine affirme par ailleurs qu'une évaluation de la "comparabilité" au titre de l'article 5.1.1 doit être effectuée par fournisseur, ce qui signifie que les autorités ne peuvent pas se référer d'une manière générale à la situation politique alléguée du pays où se trouvent les fournisseurs sans examiner la situation de chaque fournisseur spécifique.²⁶²

²⁵⁶ Ukraine, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 47; réponse à la question n° 53 du Groupe spécial; et deuxième communication écrite, paragraphes 128 et 129.

²⁵⁷ Russie, première communication écrite, paragraphe 80. Voir Russie, réponse à la question n° 46 du Groupe spécial.

²⁵⁸ Ukraine, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 47; et deuxième communication écrite, paragraphes 129 et 132.

²⁵⁹ Russie, déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 38.

²⁶⁰ Ukraine, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 47; deuxième communication écrite, paragraphe 132; réponse à la question n° 114 du Groupe spécial; et observations sur les réponses de la Russie aux questions n° 116, 124 et 131 du Groupe spécial. Voir aussi Ukraine, première communication écrite, paragraphes 70, 82, 92, 105 et 113 (concernant l'endroit où se trouve les entreprises dont les certificats ont été suspendus par l'IBF).

²⁶¹ Ukraine, réponse à la question n° 63 du Groupe spécial, paragraphe 127.

²⁶² Ukraine, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 45.

7.327. La Russie répond que, pour justifier les suspensions contestées, elle s'est référée non pas à la "situation politique", mais à la situation en matière de sécurité en Ukraine.²⁶³

7.328. Le Groupe spécial note que la Russie a présenté différentes pièces en tant qu'éléments de preuve de la situation en matière de sûreté et de sécurité en Ukraine. Nous croyons comprendre qu'au moyen de certaines de ces pièces, la Russie entend démontrer l'existence d'un sentiment antirusse en Ukraine compromettant la sécurité des ressortissants russes qui se rendent dans le pays. De plus, elle a présenté ces pièces en tant qu'éléments de preuve de l'incertitude pesant sur la sûreté des employés de l'IBF qui se rendent en Ukraine pour réaliser des inspections. Les pièces présentées par la Russie consistent principalement en des articles de presse issus de médias internationaux et nationaux et font référence à des événements qui ont eu lieu en Ukraine en janvier, février, mars et mai 2014; en février et novembre 2016; et en mai 2017.²⁶⁴

7.329. La pièce datant de janvier 2014 est un article de presse d'un média en ligne concernant un incident survenu en Ukraine. L'article, daté du 29 janvier 2014, fait référence à l'occupation par des manifestants d'une ville ukrainienne où se trouve l'un des producteurs dont le certificat a été suspendu par l'IBF.²⁶⁵

7.330. La Russie a présenté deux pièces concernant des incidents survenus en Ukraine en février 2014. L'une d'entre elles est un article paru dans la presse internationale. Cet article fait référence à des incidents qui ont eu lieu pendant la première quinzaine de février, dont l'occupation de bureaux de l'administration par des manifestants, des actes à l'encontre de fonctionnaires gouvernementaux et des manifestations à caractère antigouvernemental, dans différentes villes d'Ukraine, y compris une où se trouve l'un des producteurs dont le certificat a été suspendu par l'IBF. L'autre pièce est un rapport de suivi sur la situation des droits de l'homme en Ukraine publié par une ONG. Ce rapport, daté du 3 février 2014, fait référence à la tenue de manifestations dans différentes régions d'Ukraine, dont deux régions où se trouvent des producteurs affectés par la suspension de certificats. Il indique que les rassemblements et manifestations étaient parfois accompagnés d'actes de violence, qui ont mené à l'arrestation de personnes dont il était allégué qu'elles avaient participé aux mouvements de protestation ainsi qu'à des poursuites à leur encontre.²⁶⁶

7.331. Les deux pièces concernant des incidents survenus en Ukraine en mars 2014 sont des articles de presse. Elles rapportent toutes deux qu'il y a eu des rassemblements et des manifestations pour et contre l'"intervention [russe] en Ukraine" dans certaines villes du pays. Au moins un de ces incidents a eu lieu dans une ville où se trouvent certains des producteurs affectés par les suspensions.²⁶⁷

7.332. Les trois pièces datant de mai 2014 sont des articles parus dans la presse internationale faisant référence à des incidents survenus à Odessa le même mois. L'un des articles fait référence à un incident au cours duquel des militants prorusses sont décédés dans un incendie résultant d'un affrontement avec des groupes antirusse. Les articles font aussi référence à des affrontements entre groupes pro- et anti-russes en Ukraine.²⁶⁸

²⁶³ Russie, deuxième communication écrite, paragraphes 94 à 97.

²⁶⁴ Nous notons que, dans ses communications et déclarations, l'Ukraine n'a pas formulé d'observations sur l'exactitude des renseignements rapportés dans les éléments de preuve présentés par la Russie. Nous notons en outre que l'Ukraine n'a pas fourni d'éléments de preuve additionnels qui mettraient en doute la description des événements rapportés dans les pièces présentées par la Russie.

²⁶⁵ Media report, 29 January 2014 (pièce RUS-56).

²⁶⁶ Media report, 20 February 2014 (pièce RUS-55); et Media report, 3 February 2014 (pièce RUS-59).

²⁶⁷ Media report, 2 March 2014 (pièce RUS-57); et Media report, 2 March 2014 (pièce RUS-58).

²⁶⁸ Article de presse, 2 mai 2014 (pièce RUS-33); article de presse, 2 mai 2014 (pièce RUS-34); et article de presse, 6 mai 2014 (pièce RUS-35). L'article de presse du 6 mai 2014 (pièce RUS-35) indique que "42 personnes piégées par un incendie ... sont mortes asphyxiées ou défenestrées". D'après l'article de presse du 2 mai 2014 (pièce RUS-33), "la police a annoncé qu'au moins 31 personnes étaient décédées". L'article de presse du 2 mai 2014 (pièce RUS-34) indique que "[l]a police a annoncé que trois personnes avaient été abattues et des dizaines d'autres blessées lors d'échauffourées entre partisans de Kiev et militants prorusses dans la cité portuaire [d'Odessa]. Un autre homme est mort et 31 autres personnes ont été tuées lorsqu'un immeuble abritant le siège d'un syndicat a été incendié et les combats se sont poursuivis jusqu'au soir, a dit la police. ... Le bilan définitif à Odessa a fini par atteindre 43 morts, a rapporté Interfax-Ukraine".

7.333. La pièce faisant référence à un incident survenu en Ukraine en février 2016 est un article paru dans la presse internationale. Cet article indique que "des groupes de manifestants ... ont attaqué deux grandes banques russes dans le centre de Kiev pendant que des milliers d'autres manifestants marquaient le deuxième anniversaire de l'une des journées les plus violentes de la révolution ukrainienne de 2014".²⁶⁹ Cet article fait en outre référence à la poursuite du conflit dans l'est de l'Ukraine, indiquant que 9 000 personnes sont mortes depuis le début du conflit en mars 2014 et 1,4 million ont été déplacées en raison des affrontements entre le gouvernement ukrainien et les rebelles dans l'est du pays.²⁷⁰

7.334. La pièce faisant référence à un incident survenu en Ukraine en novembre 2016 est un article paru dans la presse internationale. Cet article fait référence à des attaques perpétrées à Kiev contre une banque russe qui avait déjà été visée par des attaques en février 2016 et contre le bureau d'un politicien ukrainien. Ce politicien serait connu pour entretenir des liens avec de hauts fonctionnaires du gouvernement russe.²⁷¹

7.335. La pièce faisant référence à un incident survenu le 9 mai 2017 dans une ville ukrainienne est un article de presse paru dans un média ukrainien. Cet article fait référence à des affrontements entre représentants du Parti socialiste ukrainien et militants. Au moins un des producteurs affectés par les suspensions de certificats par l'IBF se trouve dans la ville où les événements ont eu lieu.²⁷²

7.336. Nous considérons que les éléments de preuve susmentionnés sont probants en ce qui concerne les aspects ci-après. Premièrement, à partir de janvier 2014, des troubles civils ont éclaté dans différentes zones de l'Ukraine et se sont poursuivis pendant le restant de l'année. Dans le cadre de ces troubles, au premier semestre de 2014, il y a eu des incidents lors desquels des civils et des agents de police ont été blessés et des dégâts matériels occasionnés, y compris dans des zones proches du lieu où se trouvent des producteurs dont les certificats de conformité ont été suspendus par l'IBF. Deuxièmement, après la fin du premier semestre de 2014, un conflit armé a éclaté dans les régions de l'est de l'Ukraine. Troisièmement, à partir du début de 2014, un sentiment antirusse a été exprimé lors de rassemblements et de manifestations en différents lieux d'Ukraine, jusqu'au début de mai 2017 au moins (d'après les éléments de preuve dont nous disposons).

Ressortissants russes en Ukraine entre 2013 et 2016

7.337. L'Ukraine affirme à titre de réfutation que des millions de ressortissants russes se sont rendus en Ukraine entre 2013 et 2016. Elle fait valoir que les visiteurs russes en Ukraine étaient notamment des ressortissants russes en voyage "officiel, d'affaires et diplomatique". L'Ukraine fait aussi valoir qu'elle est restée parmi les destinations préférées des voyageurs russes.²⁷³

7.338. Le Groupe spécial note que l'Ukraine a présenté des éléments de preuve en ce qui concerne a) le nombre de visiteurs russes entrés en Ukraine entre 2013 et 2016 et b) l'Ukraine en tant que destination prisée des voyageurs russes. Les statistiques présentées par l'Ukraine au sujet des visiteurs russes sur son territoire montrent qu'il y a eu une forte baisse du nombre annuel de ressortissants russes entrés en Ukraine entre 2013 et 2017. En 2013, 10 284 782 ressortissants russes sont entrés en Ukraine au total. Le nombre total de ressortissants russes se rendant en Ukraine est tombé à 2 349 736 en 2014, puis à 1 196 029 en 2015. Il est ensuite remonté à 1 401 889 en 2016, avant de tomber à son niveau le plus bas, soit 695 575, à la fin de juin 2017.²⁷⁴ De même, le nombre de ressortissants russes se rendant en Ukraine en voyage "officiel, diplomatique et d'affaires" est passé de 55 224 en 2013 à 8 196 en

²⁶⁹ Article de presse, 20 février 2016 (pièce RUS-37).

²⁷⁰ Article de presse, 20 février 2016 (pièce RUS-37).

²⁷¹ Article de presse, 22 novembre 2016 (pièce RUS-36).

²⁷² Media report, 10 May 2017 (pièce RUS-60).

²⁷³ Ukraine, deuxième communication écrite, paragraphe 137. Voir aussi Ukraine, réponses aux questions n° 52, 91 et 114 du Groupe spécial (paragraphe 15).

²⁷⁴ Les chiffres les plus récents communiqués au Groupe spécial datent de la fin de juin 2017. Letter of the State Border Service of Ukraine dated 29 June 2017; extract from the website of the State Statistics Service of Ukraine (Lettre du Service national des frontières de l'Ukraine du 29 juin 2017) (pièce UKR-88).

2014, 3 823 en 2015 et 3 622 en 2016.²⁷⁵ En termes absolus, il est manifeste qu'entre 2013 et 2017, un grand nombre de ressortissants russes sont entrés en Ukraine chaque année. Cependant, la baisse du nombre de ressortissants russes se rendant en Ukraine entre 2013 et 2017 est importante. De plus, après une très forte baisse en 2014, le nombre annuel de visiteurs a encore diminué et a commencé à fluctuer à un niveau restant bas. Les chiffres des Russes en voyage officiel, diplomatique et d'affaires ont connu une évolution très semblable.

7.339. Les éléments de preuve présentés par l'Ukraine à l'appui de sa déclaration selon laquelle elle figure parmi les destinations prisées des voyageurs russes montrent ce qui suit. Premièrement, pour la clientèle russe de deux agences de voyage privées russes, la destination étrangère la plus populaire pendant l'hiver 2016 était Kiev.²⁷⁶ Deuxièmement, le nombre de voyageurs russes à l'étranger a diminué d'une manière générale entre 2014 et 2016; toutefois, le nombre de voyages de ressortissants russes en Ukraine a augmenté d'environ 150 000 en 2016 par rapport à 2015.²⁷⁷ Troisièmement, entre 2014 et 2016, l'Ukraine figurait parmi les dix destinations les plus prisées des ressortissants russes à l'étranger.²⁷⁸ Il ressort de ces éléments de preuve que les touristes russes ont continué de se rendre en Ukraine entre 2014 et 2016. Toutefois, nous croyons comprendre que les statistiques communiquées par l'Ukraine concernant les visiteurs russes sur son territoire incluent les touristes. Si tel est le cas, cela tendrait à indiquer que le nombre de touristes russes se rendant en Ukraine avant 2014 étaient probablement bien plus élevé.

Rapport du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

7.340. Pour sa part, la Russie renvoie le Groupe spécial à un rapport du HCDH sur la situation des droits de l'homme en Ukraine entre le 16 novembre 2016 et le 15 février 2017. D'après ce rapport, entre la mi-avril 2014 et le 15 février 2017, "le HCDH a recensé 33 146 victimes dans la zone de conflit dans l'est de l'Ukraine, parmi la population civile, les forces armées ukrainiennes et les membres des groupes armés".²⁷⁹ La Russie affirme qu'au total, 9 900 personnes ont été tuées et 23 246 blessées.²⁸⁰

7.341. L'Ukraine répond que la Russie n'a pas présenté d'éléments de preuve corroborant le nombre de victimes en Ukraine indiqué dans le rapport du HCDH. De plus, elle fait valoir que le nombre de victimes dans la population ukrainienne ne peut pas être utilisé comme un élément de preuve d'un risque pour la sécurité des ressortissants russes, y compris les employés de l'IBF.²⁸¹

7.342. Le Groupe spécial considère que les renseignements figurant dans l'extrait du rapport du HCDH sur la situation des droits de l'homme en Ukraine, présenté par la Russie, sont pertinents pour comprendre le contexte général de la situation en matière de sécurité en Ukraine. Le rapport met en évidence l'effet négatif du "conflit en cours"²⁸² dans l'est de l'Ukraine sur les droits de l'homme de la population. De plus, il fait référence au nombre de victimes ukrainiennes parmi la population civile ainsi que les forces et groupes armés dans la zone de conflit dans l'est de l'Ukraine entre la mi-avril 2014 et le 15 février 2017.²⁸³ D'après le rapport, "[u]ne hausse des hostilités en novembre et décembre 2016 et l'escalade spectaculaire qui a eu lieu dans un intervalle très court entre la fin de janvier et le début de février 2017 ont causé des dégâts à des infrastructures civiles essentielles, dont des écoles et des installations médicales, mettant encore

²⁷⁵ Statistics "On the number of Russian citizens that travelled to Ukraine for 'official, business and diplomatic' purposes in 2014-2016" (pièce UKR-92); et Lettre du Service national des frontières de l'Ukraine du 29 juin 2017 (pièce UKR-88).

²⁷⁶ Gazeta.ru, "The most popular foreign city of winter was Kyiv", 1 June 2016 (pièce UKR-107); et LentaRu, "Ukraine enters the top 5 popular foreign country destinations for Russians", 25 July 2016 (pièce UKR-109).

²⁷⁷ RBC, "Russian tourists in 2016 became less likely to travel abroad", 16 March 2016 (pièce UKR-108).

²⁷⁸ Statistics on most popular destinations for Russian citizens in 2014-2016 (pièce UKR-110).

²⁷⁹ Rapport de 2017 du HCDH (pièce RUS-61), paragraphe 3.

²⁸⁰ Russie, première communication écrite, paragraphe 80; déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 23; et déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 39 (faisant référence au rapport de 2017 du HCDH (pièce RUS-61), paragraphe 6).

²⁸¹ Ukraine, deuxième communication écrite, paragraphe 139.

²⁸² Rapport de 2017 du HCDH (pièce RUS-61), paragraphe 5.

²⁸³ Rapport de 2017 du HCDH (pièce RUS-61), paragraphes 3, 5 et 6.

d'avantage la population civile en danger".²⁸⁴ Ainsi, le rapport atteste de la persistance d'un conflit dans l'est de l'Ukraine, qui a eu une incidence grave sur la population des zones touchées.

Visites en Ukraine d'inspecteurs d'autres pays entre 2014 et 2017

7.343. L'Ukraine affirme en outre qu'entre 2014 et 2017, des inspecteurs d'autres pays se sont rendus en Ukraine et ont réussi à effectuer les inspections pertinentes, aux fins à la fois de l'évaluation de la conformité de produits ferroviaires et de la vérification de données pour les besoins d'enquêtes antidumping.²⁸⁵ Spécifiquement, l'Ukraine a présenté deux certificats de conformité délivrés à des producteurs ukrainiens de produits ferroviaires: l'un délivré par un organisme de certification biélorussien sur la base d'une inspection réalisée en Ukraine le 6 novembre 2014 et l'autre délivré par un organisme de certification kazakh sur la base d'une inspection réalisée en Ukraine le 12 janvier 2015.²⁸⁶ Elle a également présenté des éléments de preuve concernant des activités de vérification menées en Ukraine dans le cadre d'enquêtes antidumping. Ces vérifications ont été effectuées par des fonctionnaires a) de l'Union européenne à Odessa en mars 2015 ainsi qu'à Zaporizhstal et Kiev en septembre 2016; b) du Pakistan en juillet 2016; et c) de l'Inde au premier trimestre de 2017.²⁸⁷

7.344. La Russie rejette l'argument de l'Ukraine concernant la vérification sur site effectuée par les autorités antidumping de pays tiers en Ukraine, affirmant que ces visites ne sont pas pertinentes. Elle considère que, entre 2014 et 2016, les fonctionnaires gouvernementaux d'autres pays, y compris du Bélarus et du Kazakhstan, n'étaient pas affectés par les restrictions spécifiques à l'entrée ni l'incertitude générale quant aux conditions de sécurité sur le territoire ukrainien qui touchaient les ressortissants russes.²⁸⁸

7.345. Le Groupe spécial considère que les éléments de preuve présentés par l'Ukraine démontrent que des fonctionnaires du Bélarus, du Kazakhstan, de l'Union européenne, du Pakistan et de l'Inde ont procédé à des inspections en différents lieux d'Ukraine, y compris Kiev et Odessa, entre novembre 2014 et le premier trimestre de 2017. Ils l'ont fait en dépit des troubles, rassemblements et manifestations qui ont eu lieu dans différentes zones de l'Ukraine comme l'attestent les éléments de preuve susmentionnés, et en dépit du conflit armé dans l'est du pays. Il convient cependant de noter qu'il n'y a, dans le dossier, aucun élément de preuve indiquant l'existence d'un quelconque sentiment d'hostilité envers les ressortissants de ces pays.

Conseils aux voyageurs du Ministère russe des affaires étrangères concernant l'Ukraine

7.346. À titre d'autre élément de preuve pertinent concernant la situation risquée en Ukraine, la Russie présente les conseils aux voyageurs émis par le Ministère russe des affaires étrangères. D'après les conseils aux voyageurs de la Russie, "[e]n raison de la crise politique intérieure en Ukraine, les risques associés aux affrontements armés dans les régions du sud-est du pays seront pris en compte ... Il peut être très risqué de séjourner dans la plupart des régions d'Ukraine en raison de l'attitude antirusse de la population encouragée par le gouvernement actuel, ainsi que de l'activité accrue d'ultranationalistes".²⁸⁹ La Russie affirme en outre que d'autres gouvernements ont émis des recommandations préconisant un degré élevé de prudence lors de voyages en

²⁸⁴ Rapport de 2017 du HCDH (pièce RUS-61), paragraphe 4.

²⁸⁵ Ukraine, réponse à la question n° 53 du Groupe spécial; deuxième communication écrite, paragraphe 138; et réponses aux questions n° 114 et 147 du Groupe spécial.

²⁸⁶ Certificate of compliance [[xxx]] issued to PJSC [[xxx]] (pièce UKR-89)(RCC)(Corr.); et Certificate of compliance [[xxx]] issued to PJSC [[xxx]] (pièce UKR-90)(RCC).

²⁸⁷ Règlement d'exécution (UE) 2016/90 de la Commission instituant un droit antidumping sur les importations de câbles en acier en provenance, entre autres, d'Ukraine (pièce UKR-124), douzième considérant; Rapport de la Commission tarifaire du Pakistan concernant les droits antidumping sur les rouleaux/tôles laminés à froid en provenance de Chine et d'Ukraine (pièce UKR-125), paragraphe 16.3; et Constatations finales du Département du commerce de l'Inde dans le cadre de l'enquête antidumping visant "les produits plats laminés à froid, en aciers alliés ou non alliés" en provenance, entre autres, d'Ukraine (pièce UKR-126), paragraphe 4 q). Voir aussi Ukraine, réponse à la question n° 53 du Groupe spécial.

²⁸⁸ Russie, observations sur la réponse de l'Ukraine à la question n° 114 du Groupe spécial.

²⁸⁹ Citation directe de la version en anglais de Travel advice of the Department of the Situation and Crisis Center of the Ministry of Foreign Affairs of Russia (Conseils aux voyageurs de la Russie) (pièce RUS-32) présentée par la Russie.

Ukraine; toutefois, elle n'a présenté au Groupe spécial aucune recommandation de ce type d'autres gouvernements.²⁹⁰

7.347. L'Ukraine conteste la valeur probante des conseils aux voyageurs émis par le Ministère russe des affaires étrangères, au motif qu'ils pourraient constituer une observation *pro domo* d'un gouvernement tentant de justifier une mesure.²⁹¹

7.348. Le Groupe spécial note que la Russie a présenté des éléments de preuve indiquant la position du Ministère russe des affaires étrangères en ce qui concerne la sécurité des voyages en Ukraine. D'après la Russie, ces éléments de preuve exposent le point de vue du Ministère du milieu de 2014 au début de 2017. Les renseignements que la Russie présente comme indiquant le point de vue du Ministère au milieu de 2014 ont été publiés sur le site Web du Ministère. Pourtant, nous notons que ce document fait référence à des événements survenus au premier semestre de 2015.²⁹²

7.349. Entre le second semestre de 2015 et le début de 2017, le Ministère des affaires étrangères a publié des renseignements concernant différents aspects de la situation en matière de sécurité en Ukraine. Les renseignements fournis concernaient: a) les risques associés aux affrontements armés dans le sud-est de l'Ukraine; b) les conditions potentiellement "très risquées" pour les ressortissants russes séjournant en Ukraine "en raison de l'attitude antirusse de la population encouragée par le gouvernement actuel, ainsi que de l'activité accrue d'ultranationalistes"; et c) les "actes de brigandage, vols, extorsions (dans certains cas par des représentants des forces de l'ordre locales), diverses fraudes financières" commis fréquemment. Le Ministère a en outre émis une recommandation préconisant d'éviter "les lieux où des opérations militaires [avaient] été ou [étaient] menées" ainsi que "divers types de manifestations, en des lieux de concentration massive de personnes, où des émeutes et des affrontements sont possibles".²⁹³

7.350. Nous notons que les gouvernements du monde entier émettent des conseils aux voyageurs afin de mettre en garde leurs citoyens contre les risques auxquels ils peuvent être exposés en voyageant dans différentes parties du monde, et les personnes tiennent compte de ces conseils pour organiser leurs voyages. Par conséquent, nous ne pouvons pas accepter l'assertion de l'Ukraine selon laquelle les conseils aux voyageurs émis par la Russie étaient *pro domo* et sont donc dénués de valeur probante. Nous observons en outre que les conseils officiels qu'un gouvernement donne aux citoyens devraient, en principe, s'appliquer aussi aux fonctionnaires gouvernementaux. Il y a cependant certains cas particuliers. Par exemple, certaines personnes employées par un gouvernement qui doivent se rendre à l'étranger, y compris, mais pas seulement, les membres d'équipes de recherche et de sauvetage, des experts de la santé ou les membres de forces de maintien de la paix, peuvent être exposés, du fait de leurs attributions professionnelles, à des risques plus importants que ceux que des citoyens ordinaires seraient généralement disposés à prendre. En outre, les gouvernements peuvent être en mesure de préparer ou d'aider leurs employés chargés de missions à l'étranger de manière à atténuer considérablement les risques éventuels. Par conséquent, il n'y a pas nécessairement de contradiction lorsqu'un gouvernement déconseille à ses citoyens de se rendre dans certains pays ou certaines régions, alors qu'il y envoie certains de ses propres fonctionnaires.

²⁹⁰ Russie, première communication écrite, paragraphe 80. Voir les conseils aux voyageurs de la Russie (pièce RUS-32), qui, selon la Russie, ont été émis au milieu de 2014 (réponse de la Russie à la question n° 60 du Groupe spécial). Voir aussi News on the web-site of Russian Ministry of Foreign Affairs "On changing of the order of trips of Russian citizens to Ukraine" (pièce RUS-45)(RCC); News on the web-site of Russian Ministry of Foreign Affairs "On changing of the order of trips of Russian citizens to Ukraine" (pièce RUS-46)(RCC), et News on the web-site of Russian Ministry of Foreign Affairs "Statement of the Russian Ministry of Foreign Affairs in connection with the new restrictions of the Ukrainian authorities against Russian citizens" (pièce RUS-47)(RCC).

²⁹¹ Ukraine, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 47; deuxième communication écrite, paragraphe 131 (citant le rapport du Groupe spécial *Chili – Boissons alcooliques*, paragraphe 7.119); et réponse à la question n° 114 du Groupe spécial.

²⁹² Conseils aux voyageurs de la Russie (pièce RUS-32).

²⁹³ Conseils aux voyageurs de la Russie (pièce RUS-32); News on the web-site of Russian Ministry of Foreign Affairs "On changing of the order of trips of Russian citizens to Ukraine" (pièce UKR-45)(RCC); News on the web-site of Russian Ministry of Foreign Affairs "On changing of the order of trips of Russian citizens to Ukraine" (pièce UKR-46)(RCC); et News on the web-site of Russian Ministry of Foreign Affairs "Statement of the Russian Ministry of Foreign Affairs in connection with the new restrictions of the Ukrainian authorities against Russian citizens" (pièce RUS-47)(RCC).

Déclaration des employés de l'IBF ayant refusé de se rendre en Ukraine

7.351. La Russie présente un document datant de mai 2017 dans lequel 12 employés de l'IBF confirment qu'ils ont refusé de se rendre en Ukraine pour réaliser des inspections comme la direction de l'IBF le leur avait demandé, faisant état de craintes relatives aux risques pour la vie et la santé des fonctionnaires gouvernementaux russes se rendant en Ukraine, à la possible incapacité de s'acquitter de leurs fonctions en raison d'intimidations et au risque de poursuites pénales lié au statut de fonctionnaire gouvernemental russe. La Russie indique que la décision des employés de ne pas voyager n'a pas eu de conséquences. Elle indique en outre que, en vertu du Code du travail de la Russie, il incombe à l'employeur d'assurer la sécurité de ses employés et que, lorsqu'un employé refuse de s'acquitter de certaines fonctions en raison d'une menace pour sa vie ou sa santé, l'employeur doit lui confier d'autres fonctions jusqu'à ce que la menace soit éliminée.²⁹⁴

7.352. L'Ukraine conteste la valeur probante de la déclaration des employés de l'IBF. Elle considère que cette déclaration est une explication *a posteriori* non fiable qui contient des hypothèses non étayées sur ce qui aurait pu arriver à des employés de l'IBF en Ukraine. De plus, selon l'Ukraine, ces éléments de preuve confirment en fait que la direction de l'IBF jugeait qu'il était sûr de se rendre en Ukraine pour y réaliser des inspections.²⁹⁵

7.353. Le Groupe spécial considère que la déclaration des employés de l'IBF a une valeur probante limitée. Elle porte sur le processus de prise de décisions interne de l'IBF avant l'émission des instructions contestées par l'Ukraine. Elle donne à penser que la direction de l'IBF a, du moins initialement, demandé à ses inspecteurs de se rendre en Ukraine. Elle est présentée pour indiquer que 12 employés de l'IBF avaient le sentiment que certaines conditions en Ukraine créaient une incertitude quant à leur sécurité et à leur capacité de s'acquitter de leurs fonctions s'ils devaient réaliser des inspections en Ukraine. Toutefois, nous observons que la position finale et officielle de l'IBF transparaît dans les différentes instructions en cause.

Communications adressées par des producteurs ukrainiens à l'IBF pour proposer des conditions de sécurité renforcée

7.354. Enfin, la Russie affirme que le fait que des producteurs ukrainiens qui souhaitent faire l'objet d'une inspection ont envoyé à l'IBF des lettres pour proposer d'assurer la sécurité de ses employés prouve qu'il y avait une incertitude quant à la sécurité des employés de l'IBF se rendant en Ukraine.²⁹⁶

7.355. L'Ukraine estime que le fait que des sociétés ukrainiennes ont envoyé des lettres pour proposer d'assurer la sécurité des employés de l'IBF ne prouve pas, comme l'allègue la Russie, que ces producteurs reconnaissent qu'il y avait une incertitude en ce qui concerne la sécurité des employés de l'IBF. L'Ukraine considère que ces lettres ont été envoyées en réponse aux instructions suspendant les certificats et, par conséquent, ne constituent pas des éléments de preuve de la reconnaissance de risques pour la sécurité des inspecteurs de l'IBF.²⁹⁷

7.356. Le Groupe spécial considère que, contrairement à ce que la Russie fait valoir, les lettres envoyées par des producteurs ukrainiens à l'IBF pour proposer des arrangements de sécurité renforcée ne prouvent pas l'existence d'une incertitude quant à la sécurité des employés de l'IBF se rendant en Ukraine. Au moyen de ces lettres, les producteurs ukrainiens tentaient de convaincre l'IBF d'envoyer ses employés sur leurs sites de production pour procéder au contrôle d'inspection. Face à la possibilité de ne pas pouvoir continuer de desservir le marché russe, il était

²⁹⁴ Declaration of FBO employees (pièce RUS-6)(RCC); Russie, première communication écrite, paragraphe 82; déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 24; réponse à la question n° 61 du Groupe spécial; et observations sur la réponse de l'Ukraine à la question n° 147 du Groupe spécial.

²⁹⁵ Ukraine, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 48; deuxième communication écrite, paragraphe 133; et réponse à la question n° 114 du Groupe spécial.

²⁹⁶ Russie, première communication écrite, paragraphe 82.

²⁹⁷ Ukraine, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 52; réponses aux questions n° 51 et 54 du Groupe spécial; deuxième communication écrite, paragraphe 135; et réponse à la question n° 114 du Groupe spécial.

dans l'intérêt commercial des producteurs ukrainiens de proposer des arrangements spéciaux même s'ils étaient d'avis que ces arrangements n'étaient objectivement pas justifiés.²⁹⁸

7.3.2.2.4.3 Restrictions à l'entrée des ressortissants russes en Ukraine

7.357. La Russie affirme qu'il y a deux restrictions à l'entrée des ressortissants russes en Ukraine.

Poursuites automatiques en Ukraine des ressortissants russes qui se sont rendus en Crimée après avril 2014

7.358. Premièrement, la Russie fait valoir que, en vertu de la législation ukrainienne, les personnes qui se sont rendues en Crimée après avril 2014 sans suivre la procédure établie par l'Ukraine en juin 2015 seront poursuivies par les autorités ukrainiennes. La Russie fait valoir que cela représente une menace de poursuites injustifiées pour les ressortissants russes tentant d'entrer en Ukraine, y compris les employés de l'IBF, s'ils se sont rendus en Crimée sans se conformer à la législation ukrainienne adoptée en juin 2015.²⁹⁹

7.359. L'Ukraine affirme que la Russie n'a pas démontré que, suite à la Résolution n° 367 du Cabinet des ministres de l'Ukraine, les ressortissants russes qui se sont rendus en Crimée après mars 2014 étaient passibles d'une peine allant jusqu'à huit ans d'emprisonnement, de façon quasi-automatique. D'après l'Ukraine, la Résolution n° 367 concerne non pas les conditions d'emprisonnement mais bien les conditions de passage de la frontière administrative avec la Crimée.³⁰⁰ De plus, l'Ukraine fait valoir qu'elle a démontré que la Résolution n° 367, lu conjointement avec le Code pénal ukrainien, ne prévoyait pas que les autorités ukrainiennes devaient poursuivre des personnes se rendant en Crimée.³⁰¹

7.360. Le Groupe spécial considère que les éléments de preuve présentés par les parties démontrent que l'Ukraine a mis en place une réglementation régissant l'"approbation de la procédure concernant l'entrée dans le territoire temporairement occupé de l'Ukraine et la sortie de ce territoire". De plus, l'article 332-1 du Code pénal ukrainien établit trois infractions pénales liées à la "violation de la procédure d'entrée dans le territoire temporairement occupé de l'Ukraine et de sortie de ce territoire". La première infraction est la violation de la procédure dans "le but de porter préjudice aux intérêts de l'État". Quiconque commet cette infraction fera l'objet d'une "restriction de liberté" ou d'une peine d'emprisonnement allant jusqu'à trois ans. La deuxième infraction est la violation de la procédure "de façon répétée ou par un groupe de personnes avec entente préalable, ou par un fonctionnaire utilisant son statut officiel". Quiconque commet cette infraction fera l'objet d'une peine d'emprisonnement de trois à cinq ans et sera "privé du droit d'occuper certaines fonctions ou d'exercer certaines activités" pour une durée allant jusqu'à trois ans. La troisième infraction survient lorsque l'une des deux autres infractions est commise par "un groupe organisé". Quiconque commet cette infraction fera l'objet d'une peine d'emprisonnement de cinq à huit ans et sera "privé du droit d'occuper certaines fonctions ou d'exercer certaines activités" pour une durée allant jusqu'à trois ans.³⁰²

7.361. L'existence des infractions pénales susmentionnées dans le Code pénal ukrainien confirme qu'il y a une possibilité de poursuites si un ressortissant russe commet l'une quelconque de ces infractions pénales. Toutefois, il n'y a aucun élément de preuve démontrant qu'une simple violation de la procédure régissant l'entrée dans le territoire en question et la sortie de ce

²⁹⁸ Letter [[xxx]] from PJSC [[xxx]] to the FBO, 13 March 2015 (pièce UKR-21)(RCC); et Letter [[xxx]] from PJSC [[xxx]] to the FBO, 10 October 2014 (pièce UKR-41)(RCC). Voir aussi Letter [[xxx]] from PJSC [[xxx]] to the FBO, 12 May 2014 (pièce UKR-17)(RCC); et Letter [[xxx]] from PJSC [[xxx]] to the FBO (pièce UKR-18)(RCC)(Corr.).

²⁹⁹ Russie, première communication écrite, paragraphe 81. Voir Russie, réponses aux questions n° 15 et 46 du Groupe spécial; et déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 37.

³⁰⁰ Ces conditions comprennent la présentation des documents requis et le passage par des points de contrôle spécifiques (Resolution No. 367 of the Cabinet of Ministers of Ukraine "On Approval of the Procedure for Entry into and Exit from the Temporarily Occupied Territory of Ukraine," 4 June 2015 (Résolution n° 367) (pièce UKR-127 et pièce RUS-38). Voir Ukraine, réponse à la question n° 55 du Groupe spécial; et deuxième communication écrite, paragraphe 134.

³⁰¹ Ukraine, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 50; réponse à la question n° 55 du Groupe spécial; deuxième communication écrite, paragraphes 134 et 143; et réponses aux questions n° 114 et 148 du Groupe spécial.

³⁰² Abstract from the Criminal Code of Ukraine (Code pénal ukrainien) (pièce RUS-22).

territoire, c'est-à-dire une violation qui ne remplit les conditions d'aucune des trois infractions pénales susmentionnées, entraînerait des poursuites automatiques, ni même de quelconques poursuites.

Restriction à l'entrée en Ukraine des ressortissants russes de sexe masculin âgés de 16 à 60 ans

7.362. Deuxièmement, la Russie affirme que l'Ukraine a imposé une restriction à l'entrée en Ukraine des ressortissants russes de sexe masculin âgés de 16 à 60 ans. Pour affirmer l'existence de cette restriction, la Russie se base, entre autres choses, sur un Protocole du Service national des frontières de l'Ukraine, du Département des frontières d'Odessa, daté du 17 avril 2014. Selon la Russie, les employés de l'IBF ont considéré que ces restrictions constituaient une prohibition à l'entrée en Ukraine des ressortissants russes de sexe masculin. La Russie considère que cela est aussi confirmé par le fait que 15 000 ressortissants russes se sont vu refuser l'entrée en Ukraine en 2014 et que les autorités de contrôle aux frontières ukrainiennes font régulièrement savoir qu'elles ont refusé l'entrée en Ukraine à des ressortissants russes.³⁰³

7.363. L'Ukraine affirme qu'elle a démontré que l'Administration ukrainienne du Service national des frontières n'avait donné aucune directive au Département des frontières d'Odessa en ce qui concerne les restrictions à l'entrée des ressortissants russes de sexe masculin âgés de 16 à 60 ans. L'Ukraine affirme en outre que les employés de l'IBF auraient pu quoi qu'il en soit entrer sur son territoire en présentant les originaux légalisés des invitations qui sont généralement adressées aux inspecteurs à la demande du producteur devant faire l'objet d'une inspection. De plus, l'Ukraine considère que le nombre de ressortissants russes qui se sont vu refuser l'entrée représente 0,7% du nombre total des ressortissants russes qui sont entrés en Ukraine en 2014.³⁰⁴

7.364. Le Groupe spécial considère que la Russie a présenté des éléments de preuve donnant à penser que, les fonctionnaires du Service national des frontières à l'aéroport d'Odessa estimaient, en avril 2014, que l'Administration ukrainienne du Service national des frontières et le chef du Département des frontières d'Odessa avaient mis en place une restriction à l'entrée de certains ressortissants russes en Ukraine, dans le but d'empêcher l'entrée d'"extrémistes"³⁰⁵ en Ukraine. Cette restriction comprenait notamment une suspension de l'entrée des ressortissants russes de sexe masculin âgés de 16 à 60 ans par le franchissement de la frontière nationale. Les éléments de preuve indiquent aussi que l'entrée de cette catégorie de ressortissants russes en Ukraine pouvait exceptionnellement être autorisée dans des situations d'urgence. Ils consistent en un protocole adopté à une réunion du 17 avril 2014 entre fonctionnaires locaux du Service national des frontières, administrateurs de l'aéroport et représentants de diverses compagnies aériennes internationales et russes. Le protocole indique qu'il a été décidé, entre autres choses, que les services compétents et les compagnies aériennes mettraient en œuvre des mesures visant à fournir en temps utile des renseignements fiables concernant les vols internationaux et les passagers voyageant sur ces vols.³⁰⁶ Le Ministère russe des affaires étrangères a publié une déclaration sur cette réunion, faisant référence aux renseignements fournis par le service des frontières d'Odessa aux transporteurs aériens russes au sujet des "nouvelles" restrictions que l'Ukraine imposait aux ressortissants russes. La déclaration fait aussi référence à des renseignements semblables fournis aux transporteurs aériens russes dans d'autres aéroports, y compris Kiev, Donetsk, Dnipropetrovsk et Kharkiv.³⁰⁷

7.365. L'Ukraine cherche à réfuter ces éléments de preuve en présentant différents types d'éléments de preuve. Premièrement, elle a présenté une communication adressée par

³⁰³ Russie, deuxième communication écrite, paragraphes 98 et 99; et réponses aux questions n° 15 et 118 du Groupe spécial. Voir aussi Russie, observations sur la réponse de l'Ukraine à la question n° 114 du Groupe spécial; et Protocol of the State Border Service of Ukraine, Border Department of Odessa, 17 April 2014 (Protocole du Service des frontières) (pièce RUS-14).

³⁰⁴ Ukraine, réponses aux questions n° 15, 98, 99 et 100 du Groupe spécial; deuxième communication écrite, paragraphes 141, 144, 145 et 147; déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 51; et réponses aux questions n° 114 et 153 du Groupe spécial. Voir aussi la réponse à la question n° 52 du Groupe spécial; et observations sur la réponse de la Russie à la question n° 118 du Groupe spécial.

³⁰⁵ Protocole du Service des frontières (pièce RUS-14).

³⁰⁶ Protocole du Service des frontières (pièce RUS-14).

³⁰⁷ News on the web-site of Russian Ministry of Foreign Affairs "Statement of the Russian Ministry of Foreign Affairs in connection with the new restrictions of the Ukrainian authorities against Russian citizens" (pièce RUS-47a et b).

l'Administration ukrainienne du Service national des frontières à un producteur ukrainien qui demandait une "clarification au sujet des restrictions existantes à l'entrée en Ukraine des ressortissants de la Fédération de Russie de sexe masculin âgés de 16 à 60 ans", datée du 8 août 2014. Dans cette communication, le producteur est informé que "la loi ne prévoit pas de restrictions concernant le franchissement de la frontière ukrainienne par les citoyens de sexe masculin âgés de 16 à 60 ans".³⁰⁸ Deuxièmement, l'Ukraine a présenté des communications adressées par l'Administration ukrainienne du Service national des frontières et le Département des frontières d'Odessa au Ministère ukrainien du développement économique et du commerce qui ont été élaborées aux fins de la présente procédure. Dans ces communications, les autorités ukrainiennes nient l'existence de restrictions à l'entrée et renvoient aux prescriptions applicables aux étrangers souhaitant entrer en Ukraine.³⁰⁹ Troisièmement, l'Ukraine a présenté certains textes réglementaires régissant l'entrée en Ukraine des étrangers, y compris des ressortissants russes.³¹⁰ Elle fait par ailleurs référence au nombre de visiteurs russes qui sont entrés sur son territoire entre 2013 et 2017 en tant qu'élément de preuve de la non-existence des restrictions à l'entrée alléguées.³¹¹

7.366. Nous notons que les communications de l'Administration ukrainienne du Service national des frontières indiquent que le cadre juridique ukrainien ne prévoit pas de restrictions à l'entrée des ressortissants russes de sexe masculin âgés de 16 à 60 ans. Ces communications font référence aux conditions, prescrites par la législation ukrainienne, applicables aux étrangers, y compris les ressortissants russes, qui souhaitent entrer en Ukraine. Ces conditions comprennent: a) la détention d'un passeport valide; b) l'absence d'une décision antérieure prohibant l'entrée dans le pays; c) l'indication du but du séjour, preuves à l'appui (par exemple une lettre d'invitation); et d) la démonstration de la possession de fonds suffisants. La réglementation régissant l'entrée des étrangers présentée par l'Ukraine donne également à penser qu'il n'y a pas de restrictions à l'entrée des Russes de sexe masculin. De plus, les lettres adressées au Ministère du développement économique et du commerce indiquent que l'Administration ukrainienne du Service national des frontières n'a donné aucune directive pour restreindre l'entrée des ressortissants russes en Ukraine. En outre, le service des gardes-frontières d'Odessa a indiqué qu'il n'avait pas, dans ses dossiers, le compte rendu de la réunion du 17 avril 2014, présenté par la Russie en tant que pièce RUS-14.

7.367. Il nous est difficile de concilier les vues opposées et éléments de preuve contradictoires des parties sur cette question. Comme il a été dit, rien dans les textes réglementaires officiels présentés par l'Ukraine n'indique que celle-ci a imposé une prohibition ou restriction générale à l'entrée en Ukraine des ressortissants russes de sexe masculin âgés de 16 à 60 ans.³¹² Comme nous l'avons vu plus haut, de nombreux Russes ont continué de se rendre en Ukraine entre 2014

³⁰⁸ Letter from State Border Service of Ukraine to PJSC [[xxx]] (pièce UKR-30)(RCC)(Corr.).

³⁰⁹ Letter No. 4422-05/26901-03 from the Administration of State Border Service of Ukraine to the Ministry of Economic Development and Trade of Ukraine, 3 August 2017 (pièce UKR-72); et Letter from Border Department of Odessa, 13 December 2017 (pièce UKR-147).

³¹⁰ Les pièces ci-après contiennent des textes réglementaires régissant les prescriptions relatives à l'entrée des étrangers en Ukraine: Ukraine's Law "On Border Control" (pièce UKR-114); Ukraine's Law "On the legal status of foreigners and stateless persons" (pièce UKR-115); Ukraine's Law No 1207-VII "On Securing the Rights and Freedoms of Citizens and the Legal Regime on the Temporarily Occupied Territory of Ukraine", 15 April 2014 (pièce UKR-116); Resolution No. 86 of the Cabinet of Ministers of Ukraine "On certain issues of the state border of Ukraine crossing", 4 March 2015 (pièce UKR-117); Resolution No. 884 of the Cabinet of Ministers of Ukraine "On approval of the Procedure of sufficient funds proof for foreigners and apartheid for entry into, stay in, transit through and leaving the territory of Ukraine and of calculation of such funds", 4 December 2013 (pièce UKR-118); et The Order of Administration of the State Border Service of Ukraine "On approval of Regulation on the State Border Protection Agency of the State Border Service of Ukraine (pièce UKR-155)(Corr.). Les pièces ci-après contiennent des textes réglementaires relatifs à l'entrée des ressortissants russes en Ukraine: Agreement between Ukraine and Russia on visa-free travels for citizens of Russia and Ukraine, 16 January 1997 (pièce UKR-119); Resolution of the Cabinet of Ministers of Ukraine No. 23 "On suspension of validity of certain provisions of the Agreement between the Government of Ukraine and Government of the Russian Federation on visa-free travels for citizens of the Russian Federation and Ukraine", 30 January 2015 (pièce UKR-120); et Agreement between Ukraine and Russia on the procedure of crossing Ukraine-Russian state border by citizens living in the border regions of Ukraine and Russia (pièce UKR-123).

³¹¹ Ukraine, observations sur les réponses de la Russie à la question n° 118 du Groupe spécial.

³¹² Le document Resolution No. 86 of the Cabinet of Ministers of Ukraine "On certain issues of the state border of Ukraine crossing", 4 March 2015 (pièce UKR-117) tend à indiquer que l'Ukraine a restreint l'entrée des ressortissants russes résidant dans des zones frontalières par certains points de passage à partir du 4 mars 2015. Voir News on the web-site of Russian Ministry of Foreign Affairs "On changing of the order of trips of Russian citizens to Ukraine" (pièce RUS-46).

et 2017. Étant donné les chiffres absolus concernés et le fait qu'ils recouvrent le tourisme et donc des familles, il n'est pas plausible qu'aucun Russe de sexe masculin âgé de 16 à 60 ans n'ait fait partie des voyageurs russes qui se sont rendus en Ukraine. Dans le même temps, il n'est pas non plus contesté que l'Ukraine a refusé l'entrée à certains ressortissants russes, même si leur pourcentage a pu être faible. La Russie fait valoir que 15 500 ressortissants russes se sont vu refuser l'entrée en 2014³¹³, un chiffre à rapporter aux plus de 2 millions de ressortissants russes qui sont entrés en Ukraine la même année. Nous notons également à cet égard que nous manquons d'éléments de preuve sur les raisons pour lesquelles l'entrée a été refusée. Il n'est donc pas évident que ces refus visaient les ressortissants russes de sexe masculin âgés de 16 à 60 ans.

7.368. En ce qui concerne le protocole adopté à la réunion d'avril 2014 convoquée par le Service national des frontières à l'aéroport d'Odessa et la déclaration du Ministère russe des affaires étrangères donnant à penser que l'entrée des Russes de sexe masculin serait également suspendue dans d'autres aéroports, nous notons que nous ne disposons d'aucun élément de preuve indiquant que les mesures annoncées ont été mises en œuvre ou, si elles l'ont été, qu'elles sont ou non restées en place. Les conseils aux voyageurs émis par le Ministère russe des affaires étrangères après février 2015 indiquaient que l'Ukraine avait annoncé, en avril 2014, des restrictions à l'entrée des Russes de sexe masculin âgés de 16 à 60 ans.³¹⁴ À l'inverse, dans une déclaration sur les conditions d'entrée en Ukraine de février 2015, le Ministère russe des affaires étrangères n'a fait mention d'aucune restriction visant les Russes de sexe masculin âgés de 16 à 60 ans.

7.369. En résumé, les éléments de preuve dont nous disposons n'étaient pas la conclusion que l'Ukraine a jamais appliqué, ou systématiquement appliqué, une restriction générale à l'entrée des hommes âgés de 16 à 60 ans. Toutefois, le protocole adopté à la réunion d'Odessa, ainsi que la communication adressée par l'Administration du Service national des frontières à un producteur ukrainien demandant une clarification, confirme qu'en 2014, l'Ukraine a créé, pour la Russie, une incertitude concernant l'existence d'éventuelles restrictions à l'entrée. Les éléments de preuve dont nous disposons ne permettent pas de déterminer clairement si cette incertitude a perduré les années suivantes.

7.370. Sur la base des éléments de preuve examinés plus haut, nous procédons maintenant à une évaluation globale des éléments de preuve présentés par les parties.

7.3.2.2.4.4 Évaluation globale des éléments de preuve présentés par les parties

7.371. Nous rappelons que, selon la Russie, les restrictions à l'entrée et l'incertitude quant aux conditions de sûreté et de sécurité en Ukraine, y compris le sentiment antirusse, ont fait qu'il était impossible pour les inspecteurs russes de mener à bien les procédures d'évaluation de la conformité sur le site des installations des producteurs ukrainiens. La Russie affirme en outre qu'aucune restriction à l'entrée ou incertitude concernant les conditions de sécurité semblable n'existe en Russie ni dans d'autres pays.

7.372. Les arguments de la Russie exigent que nous examinions si la situation dans laquelle elle nie aux fournisseurs de produits ferroviaires ukrainiens l'accès au contrôle d'inspection est comparable aux situations dans lesquelles elle accorde cet accès aux fournisseurs de produits ferroviaires russes et aux fournisseurs de produits ferroviaires d'autres pays. La Russie a indiqué que l'incertitude quant à la situation en matière de sûreté et de sécurité était l'aspect pertinent distinguant ces situations.

7.373. Comme nous l'avons noté, le point de savoir si la situation des fournisseurs ukrainiens est ou n'est pas comparable en raison des conditions de sûreté et de sécurité en Ukraine doit être évalué au cas par cas, dans le cadre d'un examen de la totalité des éléments de preuve versés au dossier.³¹⁵

7.374. Nous notons aussi que l'article 5.1.1 doit être appliqué par l'institution compétente du Membre importateur. L'organisme de certification du Membre importateur doit déterminer si la

³¹³ Report on the governmental portal of Ukraine "Citizens of the Russian Federation to enter Ukraine on foreign passports, PM on the Government's decision" (pièce RUS-43).

³¹⁴ Conseils aux voyageurs de la Russie (pièce RUS-32).

³¹⁵ Voir plus haut le paragraphe 7.283.

situation est comparable, de sorte que des conditions d'accès non moins favorables doivent être accordées aux fournisseurs de produits importés similaires. Nous soulignons à cet égard l'importance du respect par les Membres importateurs de leurs obligations dans le cadre de l'OMC, ce qui est une condition fondamentale pour le bon fonctionnement du système commercial multilatéral.³¹⁶ Comme il ressort clairement des faits en l'espèce, si les inspecteurs de l'IBF ne réalisaient pas d'inspections en Ukraine, les fournisseurs de produits ferroviaires ukrainiens perdraient tôt ou tard l'accès au marché russe, car l'IBF finirait par suspendre leurs certificats de conformité. À notre avis, les Membres importateurs ne devraient pas être autorisés à la légère à invoquer une incapacité de mener à bien certaines parties de leur procédure d'évaluation de la conformité, car cela pourrait compromettre des engagements en matière d'accès aux marchés.

7.375. Parallèlement, toutefois, nous notons que le présent différend illustre le fait que des inspections sont souvent réalisées à l'étranger par des fonctionnaires gouvernementaux du Membre importateur. Dans certaines situations, leur vie ou leur santé pourraient être exposées à des risques s'ils devaient procéder aux inspections quelle que soit la situation existant à l'étranger. Nous pensons que des gouvernements compréhensifs et responsables peuvent tenir compte de ces intérêts vitaux de leurs citoyens lorsqu'ils déterminent si leurs fonctionnaires gouvernementaux peuvent procéder à des inspections à l'étranger. Nous rappelons que l'Organe d'appel et des groupes spéciaux antérieurs ont reconnu qu'il était important de protéger la santé et la vie des personnes.³¹⁷

7.376. Il apparaît donc que, dans les circonstances spécifiques d'un différend tel que celui dont nous sommes saisis, le Membre importateur qui applique l'article 5.1.1 peut être confronté à la nécessité de soupeser et mettre en balance les intérêts des fournisseurs de produits originaires du territoire d'autres Membres dans le cadre d'une évaluation de la conformité et son intérêt s'agissant de protéger la santé ou la vie de ses employés lorsque ceux-ci mènent des activités d'évaluation de la conformité, telles que des inspections, à l'étranger. Comme il a été noté, la protection de la santé et de la vie des personnes est un intérêt vital. Toutefois, il doit y avoir un lien rationnel entre la nécessité de protéger la santé et la vie des inspecteurs se rendant à l'étranger et la situation qui existe dans le pays où les inspections doivent être réalisées. À notre avis, le Membre importateur bénéficie en principe d'une marge discrétionnaire pour procéder à ce soupesage et cette mise en balance des intérêts, selon qu'il est approprié en fonction des circonstances, qui comprennent l'importance des intérêts en jeu.

7.377. Dans notre évaluation globale des éléments de preuve dont nous disposons, nous devons avoir à l'esprit la période pertinente. Le début de la période pertinente est déterminé par les dates auxquelles des inspections étaient programmées, qui sont indiquées dans les 14 instructions suspendant les certificats, c'est-à-dire d'avril 2014 à août 2015.³¹⁸ De plus, nous notons que nous ne disposons d'aucun élément de preuve indiquant que, jusqu'à la date de l'établissement du Groupe spécial, le 16 décembre 2016, l'IBF a émis des instructions déterminant que les conditions de la suspension des certificats n'existaient plus. Nous en inférons que, de l'avis de l'IBF, il était justifié de maintenir la suspension des certificats détenus par les producteurs ukrainiens parce que les conditions nécessaires à la réalisation du contrôle d'inspection en Ukraine n'étaient toujours pas remplies.³¹⁹ Étant donné que les suspensions contestées étaient toujours en place à la date de l'établissement du Groupe spécial, nous considérons que la période pertinente pour notre évaluation se termine le 16 décembre 2016.

7.378. En examinant les éléments de preuve versés au dossier avec cette période à l'esprit, nous notons qu'il y avait effectivement une incertitude quant à la situation en matière de sécurité en Ukraine. Des mouvements de protestation et des manifestations contre le gouvernement ukrainien, accompagnés de troubles civils, ont eu lieu dans différentes zones du pays au début de la période pertinente. De plus, il a été rapporté que, pendant la période pertinente, il y avait eu des affrontements armés entre les forces armées ukrainiennes et des rebelles dans l'est du pays.

³¹⁶ Voir l'article XVI:4 de l'Accord de Marrakech instituant l'OMC; et le rapport de l'Organe d'appel *CE – Sardines*, paragraphe 213.

³¹⁷ Par exemple, dans le contexte de l'article XX b) du GATT de 1994, l'Organe d'appel a constaté que la protection de la vie et de la santé des personnes était une valeur vitale et importante au plus haut point (rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphe 172).

³¹⁸ Voir plus haut le tableau 4.

³¹⁹ Nous notons que, d'après l'article 8.4 a) de PC-FZT 08-2013 (pièce RUS-23), l'IBF peut suspendre un certificat en cas d'absence des conditions nécessaires au contrôle d'inspection, "jusqu'à ce que les conditions nécessaires à la mise en œuvre [du contrôle d'inspection] soient remplies".

7.379. Les éléments de preuve versés au dossier montrent aussi l'existence d'un sentiment antirusse en différents lieux d'Ukraine, y compris dans des zones où se trouvent les fournisseurs affectés par les 14 instructions contestées par l'Ukraine. Dans ces zones, le sentiment antirusse s'est exprimé lors de manifestations contre l'intervention russe en Ukraine en mars 2014 et lors d'affrontements entre le Parti socialiste ukrainien et des militants en mai 2017. Ailleurs, il s'est exprimé par des actes de violence contre les biens de sociétés russes et le bureau d'un politicien ukrainien prorusse.

7.380. Sur la base des éléments de preuve dont nous disposons, nous considérons qu'il pouvait être justifié pour l'IBF de craindre pour la vie ou la santé de tout employé qu'elle enverrait en Ukraine pour procéder à des inspections. Il n'est pas évident qu'il était probable que les employés de l'IBF iraient nécessairement là où des mouvements de protestation ou des manifestations avaient lieu ou là où des troubles civils avaient éclaté. Mais la situation pendant la période pertinente a été marquée par l'instabilité et l'imprévisibilité, ce qui ressortait également des conseils aux voyageurs que le Ministère russe des affaires étrangères diffusait à l'intention des citoyens russes. Du point de vue de l'IBF, il n'était donc pas aisé de savoir si une zone donnée du pays était suffisamment sûre, ou si elle le resterait, pour procéder à une visite d'inspection. De plus, nous pensons que les éléments de preuve concernant le sentiment antirusse corroborent les craintes de l'IBF concernant la vie ou la santé de ses employés.

7.381. Dans ce contexte, nous estimons pertinent et instructif de tenir compte de la forte baisse observée en 2014, et du niveau faible qui s'est maintenu par la suite jusqu'en 2016, à la fois du nombre de ressortissants russes se rendant en Ukraine et du nombre de ressortissants russes se rendant en Ukraine en voyage officiel, diplomatique et d'affaires. Ces éléments donnent à penser qu'un grand nombre de ressortissants russes ont décidé par eux-mêmes, dans leur propre intérêt, que la situation en Ukraine avait changé en 2014 et qu'il n'était plus indiqué de continuer de s'y rendre, ou que leurs employeurs l'ont décidé pour eux. Compte tenu de cela, il nous semble raisonnable que les employés de l'IBF, et la direction de l'IBF, aient pu arriver à la même conclusion.

7.382. Nous reconnaissons qu'un grand nombre de ressortissants russes ont continué de voyager en Ukraine en 2014 et après. Il n'en reste pas moins que seule une minorité des ressortissants russes qui s'étaient rendus en Ukraine en 2013 a continué de s'y rendre par la suite. Ainsi, les éléments de preuve versés au dossier donnent à penser que la décision de l'IBF de suspendre ses activités d'inspection en Ukraine pendant la période pertinente concordait avec la décision prise par un très grand nombre de Russes ordinaires de s'abstenir de se rendre en Ukraine. Dans ce contexte, et au vu des autres éléments de preuve versés au dossier, la décision de l'IBF de prendre en considération le risque que pouvait comporter l'envoi de fonctionnaires gouvernementaux en Ukraine en déplacement officiel ne nous apparaît pas déraisonnable compte tenu des circonstances et de la période spécifiques en question.

7.383. Nous rappelons que l'institution compétente des Membres importateurs doit garder à l'esprit les intérêts légitimes des fournisseurs de produits originaires du territoire d'autres Membres dans le cadre d'une évaluation de la conformité, ainsi que la forte incidence négative sur le commerce que peut avoir le fait de ne pas mener à bien certaines activités d'évaluation de la conformité, telles qu'un contrôle d'inspection. Nous notons à cet égard qu'en l'espèce, l'IBF a choisi la suspension, et non le retrait ou l'annulation des certificats de conformité pertinents, ce qui aurait été plus strict. De plus, l'IBF devait mettre en balance les intérêts des fournisseurs ukrainiens et les intérêts des inspecteurs de l'IBF, qui, en l'espèce, étaient vitaux puisqu'il s'agissait de la vie ou de la santé des employés sous la responsabilité de l'IBF.

7.384. En résumé, pendant la période pertinente, l'IBF n'a pas outrepassé sa marge discrétionnaire en mettant en balance les intérêts des fournisseurs ukrainiens et ceux des employés de l'IBF, puis en préférant assurer la sécurité de ces derniers et en déterminant que les conditions nécessaires à la réalisation du contrôle d'inspection en Ukraine n'étaient pas remplies.

7.385. Les autres aspects de la situation en Ukraine évoqués par les parties ont trait aux éléments de preuve concernant des restrictions à l'entrée et le risque de poursuites. Pour ce qui est des premières, nous avons déjà indiqué que, dans la mesure où il pouvait y avoir une incertitude quant à l'existence ou non d'une limitation à l'entrée des ressortissants russes de sexe masculin, cela n'apparaissait pas comme une raison suffisante pour ne pas procéder aux inspections en Ukraine. Les éléments de preuve indiquent que de nombreux Russes ont continué de se rendre en Ukraine.

Cela aurait dû créer un doute suffisant sur l'exactitude de la limitation supposée à l'entrée des ressortissants russes de sexe masculin.

7.386. En ce qui concerne le risque de poursuites à l'encontre de ceux qui sont entrés en Crimée en contravention à la réglementation ukrainienne relative à l'entrée sur ce territoire, nous rappelons que des poursuites sont prévues s'agissant de trois infractions pénales spécifiques qui se rapportent à des circonstances étroitement définies. Nous rappelons qu'au vu des éléments de preuve, rien ne nous permet de supposer que des personnes ordinaires, telles que des employés de l'IBF appelées à se rendre en Ukraine en déplacement officiel, qui voudraient entrer en Ukraine après s'être rendues en Crimée en contravention à la réglementation de l'Ukraine relative à l'entrée seraient poursuivies, et encore moins que les poursuites seraient automatiques. À cet égard, nous notons que des fonctionnaires de l'IBF se seraient rendus en Ukraine pour mener les activités d'évaluation de la conformité qui étaient nécessaires pour que les fournisseurs ukrainiens conservent leurs certificats, dont ils avaient besoin pour continuer d'exporter vers la Russie. Par conséquent, nous ne sommes pas convaincus que le risque de poursuites allégué constituait une raison suffisante pour que l'IBF décide qu'il n'était pas approprié de procéder au contrôle d'inspection en Ukraine.

7.387. Sur la base de l'évaluation globale des éléments de preuve versés au dossier qui précède, nous considérons que, dans ce cas, qui concerne les risques pour la vie et la santé des inspecteurs de l'IBF, pendant la période examinée plus haut, la situation en Ukraine n'était pas comparable à celle d'autres pays. Nous constatons donc que, entre avril 2014 et décembre 2016, les fournisseurs ukrainiens de produits ferroviaires se sont vu nier un accès non moins favorable dans une situation qui n'était pas comparable à celle dans laquelle la Russie a accordé accès aux fournisseurs de produits ferroviaires russes et aux fournisseurs de produits ferroviaires d'autres pays. Cette constatation porte sur chacune des 14 instructions contestées par l'Ukraine.

7.388. Nous soulignons que notre constatation selon laquelle la situation n'était pas comparable est liée à la période spécifique en cause. Nous notons que les événements survenant après qu'un groupe spécial a constaté qu'une situation n'était pas comparable pourraient rendre la situation comparable, en conséquence de quoi le Membre importateur devrait modifier les conditions d'accès accordées pour continuer d'agir d'une manière compatible avec l'article 5.1.1.

7.3.2.2.5 Analyse concernant les produits similaires

7.389. L'Ukraine fait valoir que la Russie accorde accès à des fournisseurs ukrainiens à des conditions moins favorables que celles qui sont accordées aux fournisseurs de produits similaires russes et de produits similaires ou de tout autre pays. D'après l'Ukraine, la similarité peut être présumée lorsqu'une mesure établit une distinction entre les produits uniquement sur la base d'un critère non lié aux produits en eux-mêmes. L'Ukraine fait valoir que ces critères peuvent comprendre le point de savoir si un produit particulier est importé définitivement ou vendu sur le marché intérieur, ainsi que les caractéristiques du vendeur ou de l'acheteur du produit.³²⁰

7.390. L'Ukraine fait valoir que les 14 instructions suspendant des certificats valides ne font pas de distinction entre les produits sur la base de critères de similarité traditionnels tels que les caractéristiques physiques ou les utilisations finales des produits en eux-mêmes, mais plutôt sur la base de l'endroit où se trouve le producteur concerné, et donc de l'origine des produits. L'Ukraine affirme qu'en l'espèce, la similarité peut donc être présumée. Elle considère en outre que le fait que l'IBF n'a pas suspendu les certificats détenus par certains producteurs ukrainiens ne signifie pas que les mesures ne font pas de distinction sur la base de l'origine des produits. L'Ukraine fait valoir que la distinction en fonction de l'origine ne doit pas nécessairement viser tous les produits originaires du territoire d'un Membre d'un côté, et tous les produits originaires du territoire d'un

³²⁰ Ukraine, première communication écrite, paragraphe 195 (faisant référence aux rapports des Groupes spéciaux *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphes 7.431 et 7.432; et *Colombie – Bureaux d'entrée*, paragraphe 7.357); déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 41 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *Colombie – Bureaux d'entrée*, paragraphes 7.183 et 7.184); réponses aux questions n° 14, 65 et 97 (faisant référence aux rapports des Groupes spéciaux *Argentine – Peaux et cuirs*, paragraphes 11.168 à 11.170; et *Chine – Publications et produits audiovisuels*, paragraphes 7.1446 et 7.1447); et deuxième communication écrite, paragraphe 109.

autre Membre de l'autre côté. De plus, elle estime que, dans le cas des 14 instructions, la distinction fondée sur l'origine constitue dans le même temps une distinction *de jure*.³²¹

7.391. La Russie répond que l'Ukraine n'a fourni aucune analyse des produits ferroviaires en cause ni expliqué en quoi ces produits étaient similaires aux produits ferroviaires nationaux et aux produits ferroviaires d'autres pays. La Russie fait valoir que, lorsque l'Ukraine compare les certificats délivrés à des producteurs russes, européens, biélorussiens et kazakhs avec les certificats suspendus de producteurs ukrainiens, elle fait abstraction du fait que tous ces certificats sont délivrés pour des produits ferroviaires différents. La Russie estime en outre que la présomption de similarité mentionnée par l'Ukraine est généralement admissible uniquement dans le cas de mesures impliquant une distinction *de jure* entre des produits d'origines différentes.³²²

7.392. La Russie affirme que l'Ukraine n'a pas indiqué de disposition spécifique de la législation russe qui prescrive une distinction fondée sur l'origine des produits. La Russie considère en outre que le fait que certains producteurs ukrainiens ne détiennent aucun certificat valide ne peut pas servir de preuve de l'existence d'une prescription fondée sur l'origine, parce que d'autres producteurs ukrainiens détiennent des certificats valides. Elle fait valoir que la similarité des produits en cause ne peut donc pas être présumée mais doit être démontrée. La Russie souligne à cet égard que l'Ukraine n'a présenté aucun élément spécifique étayant son point de vue selon lequel les produits ukrainiens en cause sont similaires aux produits russes ou aux produits d'autres pays.³²³

7.393. Le Groupe spécial rappelle la constatation qu'il a formulée plus haut selon laquelle la Russie a accordé un accès moins favorable aux cinq fournisseurs ukrainiens pertinents, mais elle l'a fait dans une situation qui n'était pas comparable à la situation dans laquelle elle a accordé accès aux fournisseurs de produits ferroviaires russes et européens. Compte tenu de cette constatation, il n'est pas nécessaire de faire des constatations additionnelles sur la question de savoir si les produits ferroviaires fournis par ces fournisseurs ukrainiens sont similaires aux produits ferroviaires russes ou européens dont les fournisseurs se sont vu accorder un accès plus favorable.

7.3.2.2.6 Conclusion

7.394. Sur la base de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que l'Ukraine n'a pas établi, s'agissant de chacune des 14 instructions en cause, que la Russie avait agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 5.1.1 de l'Accord OTC.

7.3.3 Compatibilité des suspensions avec l'article 5.1.2 de l'Accord OTC

7.395. Le Groupe spécial examine à présent les allégations de violation formulées par l'Ukraine au titre de l'article 5.1.2 de l'Accord OTC. Le texte de l'article 5.1 et 5.1.2 dispose ce qui suit:

5.1 Dans les cas où il est exigé une assurance positive de la conformité à des règlements techniques ou à des normes, les Membres feront en sorte que les institutions de leur gouvernement central appliquent les dispositions ci-après aux produits originaires du territoire d'autres Membres:

...

5.1.2 l'élaboration, l'adoption ou l'application des procédures d'évaluation de la conformité n'auront ni pour objet ni pour effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce international. Cela signifie, entre

³²¹ Ukraine, réponses aux questions n° 14 et 65 du Groupe spécial; deuxième communication écrite, paragraphes 110 à 113 et 115; et déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphes 47 et 48.

³²² Russie, première communication écrite, paragraphes 74 et 75; déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 13; réponse à la question n° 14 du Groupe spécial (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Services financiers*, paragraphe 6.36); et deuxième communication écrite, paragraphe 89. Voir aussi la deuxième communication écrite, paragraphes 57 à 61.

³²³ Russie, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 14; réponse à la question n° 14 du Groupe spécial; et deuxième communication écrite, paragraphes 88 à 91.

autres choses, que les procédures d'évaluation de la conformité ne seront pas plus strictes ni appliquées de manière plus stricte qu'il n'est nécessaire pour donner au Membre importateur une assurance suffisante que les produits sont conformes aux règlements techniques ou normes applicables, compte tenu des risques que la non-conformité entraînerait.

7.396. L'Ukraine allègue que chacune des 14 instructions au moyen desquelles l'IBF a suspendu des certificats détenus par des producteurs ukrainiens de produits ferroviaires est incompatible avec l'article 5.1.2. L'Ukraine affirme que ces incompatibilités résultent de l'application par la Russie de ses procédures d'évaluation de la conformité avec pour effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce international. Selon l'Ukraine, il existe des obstacles non nécessaires au commerce international parce que la Russie applique ses procédures d'évaluation de la conformité d'une manière plus stricte qu'il n'est nécessaire pour avoir une assurance suffisante que les produits ferroviaires ukrainiens sont conformes aux règlements techniques applicables, eu égard aux risques que la non-conformité entraînerait.³²⁴

7.397. La Russie allègue que les 14 instructions contestées par l'Ukraine ne sont pas incompatibles avec l'article 5.1.2. Elle fait valoir que l'Ukraine n'a pas démontré en quoi les autres manières d'appliquer la procédure d'évaluation de la conformité que l'Ukraine a identifiées apportaient une contribution équivalente pour ce qui était de donner à la Russie une assurance positive que les prescriptions pertinentes des règlements techniques étaient respectées, au niveau de protection recherché par la Russie.³²⁵

7.398. Le Groupe spécial note que les allégations de l'Ukraine sont limitées à l'application de la procédure russe d'évaluation de la conformité dans les 14 cas identifiés et ne concernent pas l'élaboration ni l'adoption de la procédure. En d'autres termes, l'Ukraine n'a pas soulevé d'allégation "en tant que tel" en ce qui concerne la procédure russe d'évaluation de la conformité, mais seulement des allégations concernant la manière dont la Russie avait appliqué sa procédure d'évaluation de la conformité dans chacune des instructions contestées.

7.3.3.1 Interprétation

7.399. Nous allons tout d'abord nous pencher sur l'interprétation de l'article 5.1.2.³²⁶

7.400. L'Ukraine fait valoir que, conformément au paragraphe introductif de l'article 5.1, l'article 5.1.2 s'applique dans les cas où un Membre exige "une assurance positive de la conformité à des règlements techniques". L'Ukraine fait valoir que l'article 5.1.2 est constitué d'obligations générales, énoncées dans la première phrase, et d'un exemple de ce type d'obligations, énoncé dans la deuxième phrase. L'Ukraine s'appuie sur les deux phrases pour établir que la Russie a agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 5.1.2.³²⁷

7.401. La Russie affirme qu'en vertu de l'article 5.1.2, les Membres ne doivent pas élaborer, adopter ni appliquer leurs procédures d'évaluation de la conformité avec pour objet ou pour effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce international.³²⁸

7.402. Le Groupe spécial note que l'article 5.1.2 énonce, dans sa première phrase, l'obligation générale de ne pas élaborer, adopter ni appliquer de procédures d'évaluation de la conformité avec pour objet ou pour effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce international. La deuxième phrase de l'article 5.1.2 donne un exemple de situation dans laquelle il y aurait incompatibilité avec cette obligation générale.

³²⁴ Ukraine, première communication écrite, paragraphe 260; déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 55; et deuxième communication écrite, paragraphe 150.

³²⁵ Russie, première communication écrite, paragraphe 94; et deuxième communication écrite, paragraphe 115.

³²⁶ Nous notons que cette disposition a été interprétée par le Groupe spécial *CE – Produits dérivés du phoque*. Toutefois, l'Organe d'appel a constaté que les constatations du Groupe spécial au titre de l'article 5.1.2 étaient sans fondement et sans effet juridique. Rapport de l'Organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.70.

³²⁷ Ukraine, première communication écrite, paragraphe 262; et deuxième communication écrite, paragraphes 153 à 155.

³²⁸ Russie, première communication écrite, paragraphe 89; et deuxième communication écrite, paragraphe 109.

7.403. Deux prescriptions doivent être respectées pour qu'une procédure d'évaluation de la conformité entre dans le champ de l'article 5.1.2. La première se trouve dans le titre et dans le paragraphe introductif de l'article 5.1. Il y est clairement indiqué que l'article 5.1 concerne les procédures d'évaluation de la conformité *par des institutions du gouvernement central*. La deuxième prescription, qui figure également dans le paragraphe introductif de l'article 5.1, est que cette disposition s'applique dans les cas où il est exigé une *assurance positive de la conformité* à des règlements techniques ou à des normes. Ainsi, l'article 5.1.2 s'applique aux procédures d'évaluation de la conformité obligatoires par des institutions du gouvernement central et non aux procédures d'évaluation de la conformité volontaires.

7.404. Nous allons examiner la manière dont les deux parties suggèrent que le Groupe spécial interprète de l'article 5.1.2, première phrase. Nous passerons ensuite à l'interprétation de l'article 5.1.2, deuxième phrase.

7.3.3.1.1 Article 5.1.2, première phrase

7.405. L'Ukraine considère que l'obligation énoncée dans la première phrase de l'article 5.1.2 s'applique à l'élaboration, à l'adoption ou à l'application de procédures d'évaluation de la conformité. Selon elle, le mot "obstacle" dans la première phrase est défini comme une "entrave" ou une "obstruction". L'Ukraine note que dans l'article 5.1.2, le mot "obstacle" est qualifié par le terme "non nécessaire". Elle affirme que les procédures d'évaluation de la conformité qui font obstruction au commerce international, ou l'entrave, plus qu'il n'est nécessaire violeront donc l'article 5.1.2. L'Ukraine considère que cette obligation ne se limite pas à une situation dans laquelle les mesures visent à créer des obstacles non nécessaires au commerce international, mais qu'elle concerne aussi les mesures qui ont pour effet de créer de tels obstacles.³²⁹

7.406. L'Ukraine affirme que le membre de phrase "pour objet ni pour effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce international" dans l'article 5.1.2 peut être interprété sur la base de l'interprétation donnée par l'Organe d'appel du membre de phrase similaire figurant dans la première phrase de l'article 2.2 de l'Accord OTC. Selon l'Ukraine, les indications de l'Organe d'appel donnent à penser que le Groupe spécial devrait évaluer la nécessité des obstacles au commerce international résultant de l'application des procédures russes d'évaluation de la conformité en examinant: a) le degré de contribution de la mesure à l'objectif consistant à avoir une assurance positive de la conformité aux prescriptions pertinentes d'un règlement technique ou d'une norme; b) le caractère restrictif pour le commerce de la mesure; c) la nature des risques en cause et la gravité des conséquences qui découleraient de ne pas donner une assurance positive de la conformité. L'Ukraine considère en outre que, comme outil conceptuel, le Groupe spécial peut par ailleurs comparer la mesure avec des mesures de rechange possibles, raisonnablement disponibles, qui sont moins restrictives pour le commerce et apporteraient une contribution équivalente pour ce qui est d'obtenir une assurance positive de la conformité, compte tenu des risques que la non-réalisation entraînerait.³³⁰

7.407. L'Ukraine affirme que la deuxième phrase de l'article 5.1.2 explique le sens de l'obligation générale en recouvrant à une situation dans laquelle une procédure d'évaluation de la conformité peut être jugée incompatible avec la première phrase. Elle considère qu'il n'est donc pas nécessaire qu'une partie plaignante montre qu'il y a une incompatibilité avec les prescriptions des deux phrases pour qu'un groupe spécial constate qu'une mesure est incompatible avec l'article 5.1.2. L'Ukraine fait valoir qu'une incompatibilité avec la première phrase pourrait être établie en démontrant qu'une procédure d'évaluation de la conformité donnée a pour effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce international ou en montrant l'existence d'une infraction à la prescription spécifique de la deuxième phrase.³³¹

7.408. La Russie considère que pour établir l'existence d'une violation de l'article 5.1.2, une partie plaignante doit montrer qu'il existait des mesures de rechange raisonnablement à la disposition de

³²⁹ Ukraine, première communication écrite, paragraphe 263; et deuxième communication écrite, paragraphe 157.

³³⁰ Ukraine, deuxième communication écrite, paragraphes 158 à 162.

³³¹ Ukraine, première communication écrite, paragraphe 264; et deuxième communication écrite, paragraphes 164 et 165.

la partie défenderesse, capables d'apporter une contribution équivalente à l'accomplissement de l'objectif au niveau de protection recherché.³³²

7.409. Le Groupe spécial rappelle que la première phrase de l'article 5.1.2 exige des Membres qu'ils fassent en sorte que l'élaboration, l'adoption ou l'application des procédures d'évaluation de la conformité n'aient ni pour objet ni pour effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce international.

7.410. L'Organe d'appel a constaté que le membre de phrase "obstacles non nécessaires au commerce international" figurant dans la première phrase de l'article 2.2 faisait référence à la notion de "nécessité". Le passage pertinent de l'article 2.2 de l'Accord OTC dispose ce qui suit:

Les Membres feront en sorte que l'élaboration, l'adoption ou l'application des règlements techniques n'aient ni pour objet ni pour effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce international. À cette fin, les règlements techniques ne seront pas plus restrictifs pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour réaliser un objectif légitime, compte tenu des risques que la non-réalisation entraînerait.

7.411. L'Organe d'appel a indiqué que dans le contexte de l'article 2.2, la deuxième phrase précisait le libellé de la première phrase. De plus, l'Organe d'appel considère que, dans le contexte de l'article 2.2, l'évaluation de la "nécessité" suppose une analyse relationnelle du caractère restrictif pour le commerce de la mesure, de son degré de contribution à l'accomplissement de l'objectif pertinent, et des risques que la non-réalisation entraînerait.³³³

7.412. Nous notons que l'article 2.2 concerne l'élaboration, l'adoption et l'application de règlements techniques par des institutions du gouvernement central. De même, l'article 5.1.2 régit l'élaboration, l'adoption et l'application de procédures d'évaluation de la conformité par des institutions du gouvernement central.³³⁴ Ainsi, les textes des deux dispositions ont certains éléments communs. L'un de ces éléments est la référence, dans la première phrase des deux dispositions, à des "obstacles non nécessaires au commerce international". Conformément aux indications de l'Organe d'appel, nous considérons que la mention dans l'article 5.1.2 des "obstacles non nécessaires au commerce international" fait référence à la notion de "nécessité".³³⁵

7.413. Nous notons qu'il existe une différence entre l'article 5.1.2 et l'article 2.2 en ce qui concerne la relation entre la première et la deuxième phrase de ces deux dispositions. Contrairement à ce qui se passe à l'article 2.2, la deuxième phrase de l'article 5.1.2 ne précise pas le libellé de la première phrase; l'expression "entre autres choses" au début de la deuxième phrase de l'article 5.1.2 indique que celle-ci donne plutôt la description d'une situation dans laquelle une procédure d'évaluation de la conformité serait élaborée, adoptée ou appliquée d'une manière incompatible avec la première phrase. En ce sens, nous considérons qu'une constatation d'incompatibilité avec la première phrase de l'article 5.1.2 peut reposer entièrement sur des constatations formulées en ce qui concerne la deuxième phrase de l'article 5.1.2. Par conséquent, une partie plaignante peut établir qu'il y a incompatibilité avec la première phrase soit en démontrant que la procédure d'évaluation de la conformité est appliquée avec pour objet ou pour effet de créer une restriction non nécessaire au commerce international, soit en utilisant les moyens spécifiques décrits dans la deuxième phrase.

7.3.3.1.2 Article 5.1.2, deuxième phrase

7.414. Selon l'Ukraine, l'analyse au titre de la deuxième phrase de l'article 5.1.2 implique de soupeser et de mettre en balance a) le caractère restrictif pour le commerce de la mesure, b) son degré de contribution à l'objectif pertinent, et c) des mesures de rechange possibles moins

³³² Russie, première communication écrite, paragraphe 93; et deuxième communication écrite, paragraphes 112 à 114.

³³³ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Thon II (Mexique)*, paragraphe 318.

³³⁴ Nous rappelons que, conformément à la définition donnée à l'annexe 1.3 de l'Accord OTC, les procédures d'évaluation de la conformité sont utilisées pour déterminer, directement ou indirectement, que les prescriptions pertinentes des règlements techniques ou des normes sont respectées.

³³⁵ Dans le cadre de l'examen de la deuxième phrase de l'article 5.1.2, nous développons plus avant les éléments qui doivent également être examinés pour déterminer si une procédure d'évaluation de la conformité crée des obstacles non nécessaires au commerce international.

restrictives pour le commerce. L'Ukraine fait valoir que le seul objectif pertinent dans le contexte de la deuxième phrase de l'article 5.1.2 est de donner au Membre importateur une assurance suffisante que les produits sont conformes aux règlements techniques ou normes applicables, compte tenu des risques que la non-conformité entraînerait. L'Ukraine affirme que le critère pertinent en matière d'assurance est "positif[]" et "suffisant[]", ce qui limite le niveau d'assurance que les Membres peuvent chercher à atteindre en ce qui concerne le risque que les marchandises ne respectent pas les prescriptions pertinentes des règlements techniques ou des normes.³³⁶

7.415. L'Ukraine estime qu'il est nécessaire qu'un groupe spécial évaluant une allégation au titre de la deuxième phrase de l'article 5.1.2 examine si, en élaborant, adoptant ou appliquant une procédure d'évaluation de la conformité, un Membre cherche à obtenir une assurance suffisante de la conformité. Elle soutient que pour faire une telle détermination, un groupe spécial doit examiner soigneusement quel est l'objectif recherché par la mesure en cause. Selon l'Ukraine, un groupe spécial doit également examiner si le Membre utilise effectivement la mesure comme un moyen d'établir une discrimination arbitraire ou de restreindre autrement le commerce afin d'accomplir un objectif qui n'est pas autorisé au titre de l'article 5.1.2. L'Ukraine considère qu'un Membre qui suspend des certificats ou rejette des demandes de nouveaux certificats pour des motifs autres que l'absence de conformité des produits concernés ou d'autres conditions indispensables sans lesquelles la conformité ne pourrait pas être examinée (telles que la collecte de renseignements, le paiement d'une redevance, la sélection d'un échantillon, l'emplacement d'une installation) applique donc sa procédure d'évaluation de la conformité d'une manière incompatible avec l'article 5.1.2.³³⁷

7.416. La Russie considère que pour établir si une mesure est incompatible avec la deuxième phrase de l'article 5.1.2, il est nécessaire de soupeser et de mettre en balance le caractère restrictif pour le commerce de la mesure, son degré de contribution à l'objectif pertinent et des mesures de rechange possibles moins restrictives pour le commerce. Elle estime que dans le cadre de l'article 5.1.2, le seul objectif pertinent est de donner une assurance positive que les prescriptions pertinentes du règlement technique sont respectées. La Russie convient que les procédures d'évaluation de la conformité ne doivent pas être appliquées de manière plus stricte qu'il n'est nécessaire pour lui donner une assurance suffisante que les produits sont conformes aux normes techniques applicables.³³⁸

7.417. Le Groupe spécial rappelle que, conformément à la deuxième phrase de l'article 5.1.2, les Membres doivent faire en sorte que leurs procédures d'évaluation de la conformité ne soient pas plus strictes, ni appliquées de manière plus stricte, qu'il n'est nécessaire pour leur donner une assurance suffisante de la conformité, compte tenu des risques que la non-conformité entraînerait.

7.418. Il existe des similitudes et des différences entre la deuxième phrase de l'article 5.1.2 et la deuxième phrase de l'article 2.2 de l'Accord OTC. S'agissant des similitudes, nous considérons que les deux dispositions concernent la notion de "nécessité". C'est pourquoi, nous considérons qu'il est utile de se référer aux indications de l'Organe d'appel sur le sens de la deuxième phrase de l'article 2.2.

7.419. L'Organe d'appel et des groupes spéciaux antérieurs ont interprété la notion de "plus restrictifs pour le commerce qu'il n'est nécessaire" dans le contexte de l'article 2.2 de l'Accord OTC. Selon l'Organe d'appel, la tâche d'un groupe spécial au titre de l'article 2.2 est de déterminer si le règlement technique en cause restreint le commerce international au-delà de ce qui est nécessaire pour que ce règlement technique atteigne le degré de contribution qu'il apporte à l'accomplissement d'un objectif légitime. L'Organe d'appel a constaté que pour faire une telle détermination, un groupe spécial devrait procéder à un exercice global de soupesage et de mise en balance de différents facteurs: a) le degré de la contribution de la mesure à l'objectif légitime en cause; b) le caractère restrictif pour le commerce de la mesure; et c) la nature des risques en cause ainsi que la gravité des conséquences qui découleraient de la non-réalisation de l'objectif recherché par le Membre au moyen de la mesure. En outre, sauf dans les cas où la mesure n'est pas restrictive pour le commerce ou ne contribue pas à l'accomplissement de l'objectif pertinent, un groupe spécial devrait comparer la mesure contestée à des mesures de rechange possibles.

³³⁶ Ukraine, première communication écrite, paragraphes 264 et 265; déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphes 59 à 61; et deuxième communication écrite, paragraphes 166 et 167, et 172 à 180.

³³⁷ Ukraine, deuxième communication écrite, paragraphes 168 à 170.

³³⁸ Russie, première communication écrite, paragraphe 91.

Cette comparaison nécessite d'examiner les aspects ci-après de la mesure de rechange proposée: a) son caractère restrictif pour le commerce; b) la question de savoir si elle apporterait une contribution équivalente à l'objectif pertinent, compte tenu des risques que la non-réalisation entraînerait; et c) la question de savoir si elle est raisonnablement à la disposition du Membre importateur.³³⁹

7.420. Ces considérations donnent des indications utiles pour interpréter la deuxième phrase de l'article 5.1.2. La deuxième phrase de l'article 2.2 et celle de l'article 5.1.2 présentent une différence pertinente, à savoir que si la première utilise le membre de phrase "nécessaire pour réaliser un objectif légitime", la seconde utilise le membre de phrase "nécessaire pour donner au Membre importateur une assurance suffisante que les produits sont conformes aux règlements techniques ou normes applicables". À notre avis, cette différence textuelle indique que le seul objectif pertinent pour un examen au titre de la deuxième phrase de l'article 5.1.2 est celui de donner au Membre importateur une assurance suffisante de la conformité.

7.421. Nous observons que la référence à une assurance "suffisante" a pour effet de limiter le type ou le niveau d'assurance qu'un Membre importateur peut chercher à atteindre au moyen de ses procédures d'évaluation de la conformité ou de leur application.³⁴⁰ Le contexte immédiat indique que ce qui constitue une assurance "suffisante" dépend des "risques que la non-conformité entraînerait". Ainsi, une plus grande assurance pourrait être exigée, par exemple, dans les situations dans lesquelles la probabilité que les risques se matérialisent est plus élevée ou celles dans lesquelles les risques à contrôler concernent des objectifs légitimes très importants. En outre, une plus grande assurance pourrait être atteinte en fonction des procédures d'évaluation de la conformité applicables. Toutefois, un type ou un niveau d'assurance qui est plus que "suffisant", compte tenu des risques qui peuvent résulter de la non-conformité aux règlements techniques ou normes sous-jacents, ne pourrait pas être appliqué d'une manière compatible avec la deuxième phrase de l'article 5.1.2.

7.422. La deuxième phrase de l'article 2.2 et celle de l'article 5.1.2 présentent une autre différence, à savoir que la première fait référence à la notion de "caractère restrictif pour le commerce", alors que la seconde fait référence à la notion de "caractère strict" ou d'"application stricte". À notre avis, une procédure d'évaluation de la conformité qui est plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire, ou qui est appliquée d'une manière plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire, constituerait une procédure d'évaluation de la conformité qui est plus stricte qu'il n'est nécessaire, ou une procédure d'évaluation de la conformité qui est appliquée de manière plus stricte qu'il n'est nécessaire. Cela tient au fait que la première phrase de l'article 5.1.2 interdit aux Membres de "créer des obstacles non nécessaires au commerce international" et la deuxième phrase indique que "[c]ela signifie" qu'une procédure d'évaluation de la conformité ne doit pas être plus stricte, ni appliquée de manière plus stricte, qu'il n'est nécessaire. Toutefois, il peut y avoir d'autres cas de figure (n'impliquant pas la restriction du commerce en soi) dans lesquels une procédure d'évaluation de la conformité pourrait être plus stricte, ou être appliquée de manière plus stricte, qu'il n'est nécessaire et pourrait donc aller à l'encontre de la deuxième phrase de l'article 5.1.2.

7.423. Sur la base de ce qui précède, nous allons procéder à un exercice global de soupesage et de mise en balance des facteurs ci-après pour déterminer si la Russie applique sa procédure d'évaluation de la conformité d'une manière compatible avec la deuxième phrase de l'article 5.1.2. Premièrement, nous examinerons la contribution de l'application par la Russie de sa procédure d'évaluation de la conformité à l'objectif de donner à la Russie l'assurance suffisante que les produits ferroviaires ukrainiens sont conformes aux règlements techniques pertinents.³⁴¹

³³⁹ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – EPO (article 21:5 – Canada et Mexique)*, paragraphes 5.197 et 5.198.

³⁴⁰ États-Unis, communication en tant que tierce partie, paragraphe 38; et réponse à la question n° 19 du Groupe spécial, paragraphe 45.

³⁴¹ Les parties ont, dans un certain nombre de cas, fait référence à la contribution que la manière dont la Russie applique sa procédure d'évaluation de la conformité apporte à l'objectif consistant à obtenir une "assurance positive de la conformité" des produits ferroviaires aux règlements techniques applicables. Nous notons que, conformément à l'article 5.1 et 5.2, l'article 5.1.2 s'applique aux procédures d'évaluation de la conformité qui exigent une "assurance positive de la conformité" aux règlements techniques ou aux normes, c'est-à-dire aux procédures d'évaluation de la conformité obligatoires. Toutefois, dans la deuxième phrase de l'article 5.1.2, il est fait référence au fait de "donner au Membre importateur une assurance suffisante que les produits sont conformes aux règlements techniques ou normes applicables". Par conséquent, ce qui doit être

Deuxièmement, nous examinerons le caractère strict de la manière dont la Russie applique sa procédure d'évaluation de la conformité, y compris le caractère restrictif pour le commerce. Troisièmement, nous examinerons la nature et la gravité des risques que la non-conformité entraînerait. Après avoir examiné ces éléments, nous comparerons la manière d'appliquer la procédure choisie par la Russie avec les autres manières d'appliquer la procédure russe d'évaluation de la conformité suggérées par l'Ukraine, sauf si la manière d'appliquer la procédure choisie par la Russie ne contribue pas à lui donner une assurance suffisante de la conformité. Nous déterminerons, pour les autres manières d'appliquer la procédure russe identifiées, si elles a) sont moins strictes; b) apportent une contribution équivalente pour ce qui est de donner à la Russie une assurance suffisante de la conformité; et c) sont raisonnablement à la disposition de la Russie.

7.424. S'agissant de la disponibilité raisonnable d'une autre manière d'appliquer la procédure russe, nous considérons que cet élément serait établi si l'autre option n'était pas de nature purement théorique, si le Membre importateur était capable de l'utiliser et si elle n'imposait pas une charge indue au Membre importateur, par exemple des coûts prohibitifs.³⁴² Dans le contexte spécifique d'une contestation concernant exclusivement l'"application" d'une procédure d'évaluation de la conformité (et non la procédure en tant que telle), il est clair pour nous que l'institution compétente doit composer avec les contraintes du droit interne alors en vigueur et ne peut pas appliquer la procédure d'évaluation de la conformité d'une manière que le droit interne n'autorise pas.³⁴³ Nous considérons donc qu'une autre manière d'appliquer une procédure d'évaluation de la conformité qui n'est pas admissible au regard du droit interne applicable ne devrait pas être considérée comme étant raisonnablement à la disposition du Membre importateur.³⁴⁴ Avant de traiter les allégations de l'Ukraine concernant les mesures contestées, nous examinerons comment la charge de la preuve devrait être attribuée au titre de l'article 5.1.2.

7.3.3.1.3 Charge de la preuve

7.425. L'Ukraine fait valoir que, dans le cadre de l'article 5.1.2, il incombe à la partie plaignante de prouver que la mesure en cause crée des obstacles non nécessaires au commerce et qu'elle est donc incompatible avec l'article 5.1.2. L'Ukraine estime qu'en s'acquittant de cette charge et donc en fournissant des éléments *prima facie*, une partie plaignante peut chercher à identifier des mesures de rechange moins restrictives pour le commerce qui sont raisonnablement disponibles et apportent une contribution équivalente pour ce qui est de donner une assurance positive de la conformité. Selon l'Ukraine, dans les cas où une partie plaignante identifie une mesure de rechange, elle n'est pas tenue de démontrer que la mesure de rechange proposée apporte une contribution identique au niveau d'assurance de la conformité, ni de fournir des renseignements détaillés sur la mise en œuvre spécifique de la mesure de rechange proposée. L'Ukraine soutient qu'une fois que la partie plaignante a identifié des mesures de rechange qui sont raisonnablement disponibles et apportent une contribution équivalente à l'objectif pertinent, la charge de la preuve passe à la partie défenderesse qui doit démontrer que la mesure contestée n'est pas plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire et, le cas échéant, que les mesures de rechange proposées ne sont pas raisonnablement disponibles.³⁴⁵

7.426. La Russie considère que pour établir l'existence d'une incompatibilité avec l'article 5.1.2, une partie plaignante doit montrer qu'il existait des mesures de rechange raisonnablement à la

examiné au titre de l'article 5.1.2 est la contribution qu'une manière contestée d'appliquer une procédure d'évaluation de la conformité apporte à l'objectif de donner au Membre importateur une assurance suffisante que les produits sont conformes aux règlements techniques ou normes applicables.

³⁴² Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – EPO (article 21:5 – Canada et Mexique)*, paragraphe 5.330.

³⁴³ Dans ce contexte, nous notons que le droit interne alors en vigueur comprend les règles régissant la procédure d'évaluation de la conformité ainsi que toutes les autres règles générales ou spécifiques applicables qui régissent l'institution compétente.

³⁴⁴ Nous notons que la partie plaignante pourrait soulever toute préoccupation au sujet de la non-admissibilité de certaines autres manières d'appliquer une procédure d'évaluation de la conformité au regard du droit interne applicable de la partie défenderesse, au moyen d'une allégation indiquant qu'une procédure d'évaluation de la conformité en tant que telle est incompatible avec l'article 5.1.2.

³⁴⁵ Ukraine, deuxième communication écrite, paragraphe 163.

disposition de la partie défenderesse, capables d'apporter une contribution équivalente à l'accomplissement de l'objectif au niveau de protection recherché.³⁴⁶

7.427. Le Groupe spécial rappelle que la deuxième phrase de l'article 5.1.2 contient l'obligation d'appliquer les procédures d'évaluation de la conformité d'une manière qui ne soit pas plus stricte qu'il n'est nécessaire. Pour établir *prima facie* que le Membre importateur a appliqué sa procédure d'évaluation de la conformité d'une manière incompatible avec la deuxième phrase de l'article 5.1.2, la partie plaignante doit démontrer que la manière d'appliquer sa procédure d'évaluation de la conformité choisie par le Membre importateur est plus stricte qu'il n'est nécessaire pour donner au Membre importateur une assurance suffisante de la conformité. La partie plaignante peut s'acquitter de cette charge en démontrant, par exemple, que la manière d'appliquer la procédure d'évaluation de la conformité choisie par le Membre importateur ne contribue pas à donner à celui-ci une assurance suffisante de la conformité. À titre subsidiaire, la partie plaignante peut s'acquitter de cette charge en faisant référence à d'autres manières d'appliquer la procédure d'évaluation de la conformité. Dans le cadre de cette deuxième approche, se pose la question de savoir ce que la partie plaignante doit démontrer concernant toute autre manière d'appliquer identifiée.

7.428. Dans le cadre de l'examen de cette question, nous rappelons que la structure et le texte de la deuxième phrase de l'article 2.2 de l'Accord OTC sont similaires à ceux de la deuxième phrase de l'article 5.1.2. Même si nous sommes conscients des différences concernant le type de mesure visé par chaque disposition et les objectifs devant être réalisés au moyen des mesures visées, nous considérons qu'il convient d'examiner comment l'Organe d'appel et un groupe spécial antérieur ont réparti la charge de la preuve au titre de l'article 2.2.

7.429. Selon l'Organe d'appel, dans le cadre de la deuxième phrase de l'article 2.2, une partie plaignante peut établir *prima facie* qu'un règlement technique est plus restrictif pour le commerce qu'il n'est nécessaire en identifiant une mesure de rechange qui a) est moins restrictive pour le commerce, b) apporte une contribution équivalente à l'objectif pertinent, et c) est raisonnablement disponible. L'Organe d'appel a également constaté qu'une partie plaignante ne devait pas démontrer que sa mesure de rechange proposée atteignait un degré de contribution identique à celui qui était atteint par la mesure contestée pour qu'il soit constaté qu'elle atteignait un degré équivalent. En fait, il y a une marge d'appréciation dans l'évaluation du point de savoir si une mesure de rechange proposée atteint un degré équivalent de contribution, dont les contours peuvent varier d'une affaire à l'autre. L'Organe d'appel a en outre constaté que, conformément à l'article 2.2, une partie plaignante devait établir *prima facie* que la mesure de rechange qu'il proposait était effectivement disponible.³⁴⁷

7.430. Un groupe spécial antérieur a également constaté que, dans le cadre de l'article 2.2, il incombait à la partie plaignante d'identifier la mesure de rechange spécifique et d'établir *prima facie* que cette mesure était moins restrictive pour le commerce, apportait une contribution équivalente à l'objectif pertinent et était raisonnablement disponible.³⁴⁸

7.431. En examinant si la même approche serait appropriée dans le contexte de la deuxième phrase de l'article 5.1.2, nous notons que la partie plaignante est totalement libre de décider si elle cherche à établir l'existence d'une violation de cette disposition en se concentrant sur la manière d'appliquer la procédure d'évaluation de la conformité pertinente choisie par le Membre importateur, ou en proposant une autre manière d'appliquer cette procédure. Si la partie plaignante décide de proposer une (ou plusieurs) autres manières d'appliquer moins strictes, il nous semble approprié qu'elle assume la charge d'établir, *prima facie*, que l'option la moins stricte est raisonnablement à la disposition du Membre importateur et contribue de manière équivalente à donner au Membre importateur une assurance suffisante de la conformité.

7.432. Nous rappelons que les éléments *prima facie* sont des éléments qui, "en l'absence de réfutation effective par la partie défenderesse, [font] obligation au groupe spécial, en droit, de

³⁴⁶ Russie, première communication écrite, paragraphe 93; et deuxième communication écrite, paragraphes 112 à 114.

³⁴⁷ Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – EPO (article 21:5 – Canada et Mexique)*, paragraphes 5.213, 5.215 et 5.338.

³⁴⁸ Rapports du Groupe spécial *États-Unis – EPO (article 21:5 – Canada et Mexique)* paragraphe 7.437.

statuer en faveur de la partie plaignante".³⁴⁹ Si la partie plaignante pouvait se limiter à identifier une ou plusieurs autres manières moins strictes d'appliquer la procédure d'évaluation de la conformité, sans s'acquitter d'aucune charge concernant le point de savoir si elles apportent une contribution équivalente et sont raisonnablement disponibles, la partie plaignante serait en fait libérée de la charge qui lui incombe de fournir des éléments *prima facie*. En d'autres termes, à notre avis, l'identification d'une manière d'appliquer moins stricte ne suffit pas à elle seule pour exiger ou justifier qu'un groupe spécial décide, en droit, que la manière dont le Membre importateur applique sa procédure d'évaluation de la conformité est plus stricte qu'il n'est nécessaire pour donner à ce Membre une assurance suffisante de la conformité.

7.433. Nous considérons donc que si une partie plaignante cherche à établir une incompatibilité avec la deuxième phrase de l'article 5.1.2 en proposant une autre manière d'appliquer une procédure d'évaluation de la conformité, elle doit d'abord identifier une autre manière quelconque d'appliquer une procédure d'évaluation de la conformité qui, à son avis, est moins stricte. En outre, la partie plaignante doit établir *prima facie* que cette autre manière d'appliquer a) est moins stricte, b) apporte une contribution équivalente à l'objectif de donner au Membre importateur une assurance suffisante de la conformité, et c) est raisonnablement à la disposition du Membre importateur.

7.434. Si la partie plaignante s'acquitte de cette charge, la partie défenderesse doit alors réfuter les arguments et les éléments de preuve de la partie plaignante, par exemple en montrant que l'autre manière d'appliquer proposée n'est pas moins stricte, n'apporte pas une contribution équivalente pour ce qui est de donner une assurance suffisante de la conformité, ou n'est pas raisonnablement à la disposition de la partie défenderesse.

7.435. Dans le présent différend, l'Ukraine a donc la charge de fournir des éléments *prima facie*. Elle peut s'acquitter de cette charge en fournissant des éléments de preuve et des arguments à l'appui de son allégation selon laquelle, pour chacune des 14 instructions contestées, la manière choisie pour appliquer la procédure d'évaluation de la conformité est plus stricte qu'il n'est nécessaire parce qu'il existe d'autres manières d'appliquer la procédure qui sont moins strictes, apportent une contribution équivalente pour ce qui est de donner à la Russie une assurance suffisante de la conformité, et sont raisonnablement à la disposition de la Russie.

7.3.3.2 Application

7.3.3.2.1 Nature des allégations

7.436. L'Ukraine conteste, au titre de l'article 5.1.2, 14 instructions au moyen desquelles l'IBF a suspendu des certificats détenus par des producteurs ukrainiens de produits ferroviaires.³⁵⁰ L'Ukraine allègue qu'en émettant les 14 instructions, la Russie a, dans chaque cas, appliqué ses procédures d'évaluation de la conformité avec pour effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce international.³⁵¹ L'Ukraine a donc la charge de démontrer que la Russie a appliqué sa procédure d'évaluation de la conformité pour les produits ferroviaires avec pour effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce international. Nous devons donc évaluer si la Russie a appliqué sa procédure d'évaluation de la conformité avec pour effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce international lorsqu'elle a suspendu, au moyen des 14 instructions, les nombreux certificats détenus par des producteurs ukrainiens de produits ferroviaires.

7.437. L'Ukraine a d'abord présenté des arguments d'ordre général à l'appui de ses allégations au titre de l'article 5.1.2. Par la suite, en réponse aux arguments de la Russie, elle a avancé des arguments en ce qui concerne chacune des 14 instructions. De même, la Russie répond aux arguments généraux de l'Ukraine et aborde chacune des 14 instructions contestées par l'Ukraine. Nous commencerons donc notre analyse par les arguments généraux avancés par les parties, puis nous examinerons les arguments et éléments de preuve spécifiques concernant chaque instruction. Nous rappelons que l'Ukraine formule des allégations en ce qui concerne chacune des 14 instructions et que nous avons constaté que ces allégations relevaient de notre mandat. Nous

³⁴⁹ Rapport de l'Organe d'appel CE – *Hormones*, paragraphe 104.

³⁵⁰ Ukraine, première communication écrite, paragraphe 181; déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 37; et réponses aux questions n° 7 a) et 10 a) du Groupe spécial.

³⁵¹ Ukraine, première communication écrite, paragraphes 238, 260 et 266.

établirons donc des constatations spécifiques en ce qui concerne chacune des 14 instructions contestées par l'Ukraine.

7.438. Par ailleurs, l'Ukraine ne conteste pas la compatibilité avec les règles de l'OMC de la procédure russe d'évaluation de la conformité en tant que telle. Par conséquent, seules les manières moins strictes d'appliquer la procédure russe d'évaluation de la conformité que l'IBF était habilitée à appliquer en vertu du droit interne russe tel qu'il existait alors peuvent, à notre avis, être considérées comme des solutions de rechange raisonnablement à la disposition de la Russie.

7.3.3.2.2 Applicabilité de l'article 5.1.2 et ordre d'analyse

7.439. Nous rappelons que, plus haut, dans la section 7.3.2.2.2, nous avons conclu que chacune des 14 instructions contestées par l'Ukraine concernait a) l'évaluation de la conformité par une institution du gouvernement central et b) une procédure d'évaluation de la conformité obligatoire.³⁵² Sur cette base, nous considérons que l'article 5.1.2 est applicable aux 14 instructions contestées par l'Ukraine.

7.440. Sur la base des arguments avancés par l'Ukraine, nous examinerons d'abord les éléments pertinents pour établir une incompatibilité avec l'article 5.1.2, deuxième phrase. Nous examinons ensuite, selon qu'il est nécessaire, les éléments requis pour établir une incompatibilité avec l'article 5.1.2, première phrase.

7.3.3.2.3 Article 5.1.2, deuxième phrase

7.441. Nous rappelons que, pour établir qu'une mesure est incompatible avec la deuxième phrase de l'article 5.1.2, nous devons soupeser et mettre en balance a) la contribution que la manière contestée d'appliquer la procédure russe d'évaluation de la conformité apporte pour ce qui est de donner à la Russie une assurance suffisante que les produits ferroviaires ukrainiens sont conformes aux règlements techniques correspondants, b) le caractère restrictif pour le commerce de la manière dont la Russie applique sa procédure d'évaluation de la conformité et c) les risques que la non-conformité avec les règlements techniques correspondants entraînerait. Nous devons en outre examiner les autres manières d'appliquer la procédure d'évaluation de la conformité proposées par l'Ukraine. Nous examinons chacun de ces éléments tour à tour.

7.3.3.2.3.1 Contribution pour ce qui est de donner à la Russie une assurance suffisante que les produits sont conformes aux règlements techniques

7.442. L'Ukraine ne conteste pas que la procédure de certification obligatoire de la Russie, y compris le contrôle d'inspection périodique, contribue à assurer que les produits ferroviaires sont conformes aux règlements techniques applicables. Elle considère toutefois que la manière dont la Russie a appliqué ses procédures d'évaluation de la conformité dans le cas des 14 instructions est plus stricte qu'il n'était nécessaire pour assurer la conformité.³⁵³

7.443. L'Ukraine considère qu'en l'espèce, la Russie a suspendu des certificats pour des motifs qui n'étaient pas liés à la conformité des produits avec les règlements techniques applicables ni à des "conditions indispensables"³⁵⁴ sans lesquelles la conformité ne pourrait pas être examinée. Selon l'Ukraine, l'objectif des instructions n'est pas d'obtenir une assurance positive de la conformité des produits ferroviaires ukrainiens avec les règlements techniques applicables. Elle estime qu'au lieu de cela, les mesures contestées sont des restrictions déguisées à l'importation de produits ferroviaires ukrainiens. Elle considère qu'en l'absence d'éléments de preuve montrant que, sur l'ensemble du territoire ukrainien, des préoccupations en matière de sûreté et de sécurité ont empêché les inspecteurs de l'IBF de procéder à des inspections sur site, les suspensions par la Russie ne visaient pas à obtenir une assurance positive de la conformité. De l'avis de l'Ukraine, les

³⁵² Les vues de l'Ukraine sur l'applicabilité de l'article 5.1.2 aux 14 instructions qu'elle conteste sont exposées dans sa deuxième communication écrite, aux paragraphes 182 à 184.

³⁵³ Ukraine, première communication écrite, paragraphe 274; et deuxième communication écrite, paragraphes 188 à 190.

³⁵⁴ Ukraine, deuxième communication écrite, paragraphes 192 et 199.

suspensions entraînent par conséquent la création d'obstacles non nécessaires au commerce international.³⁵⁵

7.444. La Russie affirme qu'au moyen des règles CS FRT, elle cherche, entre autres choses, a) à assurer la sécurité du réseau fédéral de transport ferroviaire, b) à protéger l'environnement, c) à protéger les biens des personnes physiques et morales et d) à prévenir les pratiques de nature à induire en erreur. Elle soutient ainsi que les objectifs qu'elle poursuit en veillant à la conformité avec les règlements techniques pertinents sont notamment la protection de la vie et de la santé des personnes et des animaux et la préservation des végétaux. Elle fait observer en outre que, étant donné les caractéristiques et les utilisations finales des produits ferroviaires en cause, elle recherche le niveau d'assurance de la conformité le plus élevé possible. La Russie affirme que ses organismes de certification exigent le même niveau d'assurance en ce qui concerne la conformité, quelle que soit la procédure adoptée pour vérifier la conformité. Elle estime qu'en l'espèce, le niveau de protection qu'elle recherchait exigeait la conduite d'inspections sur site, en Ukraine, des produits produits par les producteurs ukrainiens dont les certificats ont été suspendus.³⁵⁶

7.445. L'Ukraine considère que la Russie utilise indûment la notion de "niveau de protection" dans le contexte de l'article 5.1.2. De l'avis de l'Ukraine, cette notion n'est pas pertinente dans le contexte des procédures d'évaluation de la conformité, car l'unique objectif de ces procédures est de donner une assurance suffisante que les produits sont conformes aux règlements techniques applicables. L'Ukraine note que l'article 5.1.2 contient l'expression "adequate confidence" (assurance suffisante). Selon elle, cette notion renvoie à un degré d'assurance qui doit être "suffisant" ou "satisfaisant". L'Ukraine affirme que l'article 5.1.2 limite ainsi le pouvoir discrétionnaire du Membre importateur pour ce qui est de fixer le "niveau d'assurance" qu'il souhaite. Elle fait valoir en outre que les autres manières d'appliquer qu'elle a identifiées apporteraient une contribution équivalente à celle que les suspensions ont apportées pour ce qui est de donner à la Russie une assurance suffisante que les produits ferroviaires ukrainiens sont conformes aux règlements techniques applicables. De plus, l'Ukraine fait valoir à cet égard que la Russie n'a pas expliqué pourquoi les différentes formes de contrôle d'inspection annuel prévues dans les règles CS FRT ne pourraient pas donner le même niveau d'assurance de la conformité en l'espèce. L'Ukraine demande pourquoi il ne serait pas possible pour la Russie d'obtenir un niveau d'assurance suffisant au moyen d'autres manières d'appliquer ses procédures d'évaluation de la conformité.³⁵⁷

7.446. Le Groupe spécial note qu'au moyen de sa réglementation technique relative aux produits ferroviaires, les règles CS FRT, la Russie cherche à protéger, entre autres choses, l'environnement ainsi que la vie et la santé des personnes et des animaux et à préserver les végétaux contre les risques associés au déraillement de trains dû à du matériel de mauvaise qualité. Ces valeurs et intérêts sont tous importants.

7.447. Nous rappelons que la Russie affirme qu'elle "recherche le niveau le plus élevé possible d'assurance de la conformité avec les prescriptions pertinentes en matière de sécurité".³⁵⁸ Les éléments de preuve étayaient l'idée que la Russie recherche un niveau de conformité élevé. La Loi générale de la Russie sur la réglementation technique dispose que la sécurité des produits et des procédés de production connexes "désignera une situation dans laquelle il n'y a aucun risque inacceptable associé à des atteintes à la vie ou à la santé des personnes, aux biens des personnes physiques ou morales, de l'État ou des municipalités, à l'environnement ou à la vie ou à la santé des animaux".³⁵⁹ Pour assurer cette sécurité, les règlements techniques russes contiendront des règles relatives à l'évaluation de la conformité qui seront déterminées compte tenu du degré de risque.³⁶⁰

7.448. S'agissant des produits ferroviaires, les règles CS FRT établissent des procédures d'évaluation de la conformité servant à vérifier la conformité avec les prescriptions établies en matière de sécurité. Ces procédures reposent sur des méthodes d'essais et d'évaluation de la

³⁵⁵ Ukraine, deuxième communication écrite, paragraphes 197 à 202; et déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 62.

³⁵⁶ Russie, réponses aux questions n° 19, 104, 108, 116 et 137 du Groupe spécial.

³⁵⁷ Ukraine, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphes 58 à 61; et observations sur les réponses de la Russie aux questions n° 116, 124 et 131 du Groupe spécial.

³⁵⁸ Russie, réponse à la question n° 116 du Groupe spécial.

³⁵⁹ Voir également l'article 2 de la Loi n° 184-FZ sur la réglementation technique (pièce UKR-1).

³⁶⁰ Voir également l'article 7.3 de la Loi n° 184-FZ sur la réglementation technique (pièce UKR-1).

conformité qui permettent à l'IBF de vérifier des aspects tels que les données sur les installations du producteur, les produits, l'origine et la conformité avec les prescriptions en matière de sécurité.³⁶¹ Les règles CS FRT prévoient en outre la vérification du maintien de la conformité par différents moyens de contrôle d'inspection.³⁶² En vertu des procédures russes d'évaluation de la conformité, les requérants doivent présenter un certain nombre de documents, y compris les résultats d'essais, et sont soumis à différentes formes d'inspection, qui visent toutes à vérifier la conformité. Comme il est indiqué plus en détail plus loin, les règles CS FRT comprennent des dispositions régissant les conditions auxquelles les inspections peuvent être réalisées sur site ou hors site. L'existence de ces règles démontre que la Russie recherche effectivement un niveau de conformité élevé.

7.449. De plus, il y a des éléments de preuve montrant que la Russie a mis en application les règles régissant ses procédures d'évaluation de la conformité, ce qui étaye le point de vue selon lequel elle recherche un niveau de conformité élevé.³⁶³

7.450. La suspension par la Russie de certificats détenus par les cinq producteurs ukrainiens concernés de produits ferroviaires a permis d'assurer que les produits certifiés, pour lesquels des inspections sur site prévues en Ukraine n'ont pas pu être réalisées, n'entrent pas sur le marché russe. Nous considérons que cette manière d'appliquer la procédure d'évaluation de la conformité donne à la Russie un niveau élevé d'assurance qu'aucun produit non conforme visé par les suspensions n'entre sur son marché. Nous concluons donc que la suspension, qui est la manière choisie par la Russie pour appliquer sa procédure d'évaluation de la conformité dans les 14 cas en cause, contribue substantiellement à l'objectif qui consiste à donner à la Russie une assurance suffisante du maintien de la conformité des produits ferroviaires ukrainiens visés par les certificats suspendus au moyen des 14 instructions contestées.

7.3.3.2.3.2 Caractère strict de la manière d'appliquer la procédure d'évaluation de la conformité

7.451. L'Ukraine affirme que les suspensions ont un grave effet restrictif sur les importations de produits ferroviaires originaires de son territoire, puisque la suspension des certificats débouche sur l'impossibilité de mettre ces produits sur le marché russe.³⁶⁴

7.452. La Russie affirme que, contrairement à ce que l'Ukraine laisse entendre, les éléments de preuve versés au dossier en ce qui concerne les restrictions à l'entrée et l'incertitude quant aux conditions de sûreté et de sécurité en Ukraine établissent que les suspensions n'étaient ni de simples prétextes ni un obstacle non nécessaire au commerce international. La Russie estime que du fait de l'impossibilité de procéder à des inspections annuelles sur site, les certificats auparavant délivrés à des producteurs ukrainiens ne donnaient plus une assurance suffisante de la conformité.³⁶⁵

7.453. Le Groupe spécial note que la suspension de certificats entraîne, pendant sa durée, la perte de l'accès au marché russe car sans certificat valide, les produits ferroviaires ukrainiens ne peuvent pas entrer sur le marché russe. Nous considérons donc que la suspension de certificats restreint substantiellement le commerce, et peut être considérée comme une manière d'appliquer stricte.

7.454. Toutefois, nous notons également que la suspension n'est pas la manière la plus stricte d'appliquer la procédure russe d'évaluation de la conformité qui est prévue par les règlements

³⁶¹ Article 9 de CS FRT 01-96 (pièce UKR-2); et article 3.11 des règles CS FRT 31/PMG 40-2003 (pièce UKR-80).

³⁶² Article 13 de CS FRT 01-96 (pièce UKR-2); et article 7 des règles CS FRT 31/PMG 40-2003 (pièce UKR-80).

³⁶³ Voir, par exemple, les références aux certificats suspendus en ce qui concerne des producteurs de différents pays dans Extract of the FBO's Register with respect to the suspended certificates (pièce RUS-5); Extract of the FBO's Register with respect to the suspended certificates (dates of suspension and reasons for suspension) (pièce RUS-85)(RCC); Extract of the FBO's Register concerning Kazakh producers (pièce RUS-93)(RCC); Extract of the FBO's Register concerning Belarusian producers (pièce RUS-94)(RCC); et Extract of the FBO's Register concerning European producers (pièce RUS-95)(RCC).

³⁶⁴ Ukraine, première communication écrite, paragraphe 273; et deuxième communication écrite, paragraphe 187.

³⁶⁵ Russie, déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphes 41 et 42.

techniques pertinents de la Russie. La manière la plus stricte prévue par la législation russe consisterait à retirer (supprimer) les certificats purement et simplement.³⁶⁶

7.3.3.2.3.3 Risques que la non-conformité entraînerait

7.455. L'Ukraine considère que le risque lié à la non-conformité est que des produits ferroviaires entrent sur le marché russe sans satisfaire aux règlements techniques pertinents, privant ainsi ces règlements d'effet.³⁶⁷

7.456. La Russie affirme que les risques liés à la non-conformité sont que des marchandises de qualité insuffisante entrent sur le marché russe. Selon elle, un tel matériel de mauvaise qualité peut entraîner le déraillement de trains, ce qui irait à l'encontre des objectifs des règlements techniques, qui sont, entre autres choses, de protéger la vie et la santé des personnes et des animaux et de préserver les végétaux. La Russie considère qu'étant donné la menace grave d'atteinte à la vie et à la santé des personnes, à l'environnement ainsi qu'aux biens des personnes physiques et des personnes morales, les risques liés à la non-conformité sont sérieux.³⁶⁸

7.457. Le Groupe spécial note que les deux parties semblent convenir que des risques élevés sont associés à la non-conformité. En particulier, les produits ferroviaires non conformes peuvent provoquer des accidents, y compris le déraillement de trains, qui peuvent à leur tour causer des dommages considérables, y compris pour la vie et la santé des personnes et des animaux et la préservation des végétaux. Nous considérons que, étant donné les produits concernés (certain matériel ferroviaire roulant, dispositifs d'aiguillage, autres matériels ferroviaires et leurs parties, visés par les certificats suspendus), on pourrait raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences d'une défaillance de l'un de ces produits, due à sa non-conformité avec les règlements techniques correspondants, entraînent des risques substantiels pour la vie et la santé des personnes et des animaux et la préservation des végétaux, ainsi que pour l'environnement.

7.458. Nous notons que les parties sont en désaccord sur le point de savoir si différentes méthodes d'évaluation du maintien de la conformité auraient une incidence pour ce qui est de donner à la Russie une assurance suffisante de la conformité. À notre avis, ce désaccord concerne la disponibilité des manières d'appliquer moins restrictives pour le commerce, que nous examinons ci-après.

7.3.3.2.3.4 Manières d'appliquer moins restrictives pour le commerce

7.459. L'Ukraine fait valoir que la suspension de certificats, due à l'incapacité de procéder à des inspections sur site, correspondait à une application des procédures russes d'évaluation de la conformité plus stricte qu'il n'était nécessaire pour donner à la Russie une assurance suffisante que les produits ferroviaires ukrainiens pertinents étaient conformes aux règlements techniques pertinents. L'Ukraine affirme que d'autres manières d'appliquer la procédure russe d'évaluation de la conformité, moins restrictives pour le commerce, étaient à la disposition de la Russie. Spécifiquement, l'Ukraine a identifié les solutions de rechange suivantes: a) communiquer davantage avec les producteurs ukrainiens concernés; b) charger les autorités compétentes du Kazakhstan et du Bélarus des inspections sur site en Ukraine; c) accréditer des inspecteurs non russes, soit des experts, soit des organisations, pour procéder à des inspections en Ukraine; et d) des inspections hors site.³⁶⁹ L'Ukraine affirme qu'il s'agit de manières moins strictes d'appliquer la procédure russe d'évaluation de la conformité qui apportent une contribution équivalente pour

³⁶⁶ Article 26.2 de la Loi n° 184-FZ sur la réglementation technique (pièce UKR-1); l'article 13.7 de CS FRT 01-96 (pièce UKR-2) dispose que, "[s]ur la base des résultats du contrôle d'inspection, le certificat d'accréditation ou le certificat de conformité peut être suspendu ou retiré par les autorités qui l'ont délivré". L'article 7.2 de CS FRT 12-2003 (pièce UKR-3) dispose que, si des lacunes (non-conformités) sont constatées lors d'un contrôle d'inspection, l'IBF peut a) suspendre le certificat ou b) mettre fin au certificat.

³⁶⁷ Ukraine, deuxième communication écrite, paragraphe 209.

³⁶⁸ Russie, réponse à la question n° 104 du Groupe spécial; deuxième communication écrite, paragraphe 102; et réponse à la question n° 116 du Groupe spécial.

³⁶⁹ Dans ses communications, l'Ukraine a appelé cette solution de rechange "remote" inspections (inspections "à distance"). Nous préférons employer l'expression "off-site inspections" (inspections hors site) car elle est employée dans la traduction de l'article 7.4.1 de PC-FZT 08-2013 (pièce RUS-23). Nous notons que la traduction d'autres dispositions, comme l'article 5.3 de CS FRT 12-2003 (pièce UKR-3), fait référence à des "remote inspections" ("inspections à distance"). Toute référence à des inspections hors site devrait s'entendre comme englobant les inspections à distance.

ce qui est de donner à la Russie une assurance suffisante de la conformité, et qui sont à la disposition de la Russie.³⁷⁰

7.460. La Russie répond que l'Ukraine n'a pas démontré que l'une quelconque de ces autres manières d'appliquer étaient raisonnablement à la disposition de la Russie, et apportaient une contribution équivalente pour ce qui était de donner à la Russie une assurance suffisante que les produits ferroviaires ukrainiens étaient conformes aux règlements techniques applicables.³⁷¹

7.461. Le Groupe spécial va examiner en détail les arguments des parties en ce qui concerne chacune des autres manières d'appliquer identifiées par l'Ukraine en liaison avec les 14 instructions contestées.

Communiquer avec les producteurs ukrainiens

7.462. La première solution de rechange identifiée par l'Ukraine consiste pour les autorités russes à communiquer avec les producteurs ukrainiens.

7.463. L'Ukraine affirme que l'IBF aurait pu communiquer avec les producteurs concernés afin de créer, au besoin, les conditions nécessaires à la réalisation des inspections et à la procédure de certification en général. Selon l'Ukraine, cette mesure est moins restrictive pour le commerce que la suspension des certificats. L'Ukraine affirme que cette mesure était raisonnablement à la disposition des autorités russes. Elle observe que, de fait, des producteurs ukrainiens avaient contacté l'IBF pour demander que le contrôle d'inspection ait lieu et indiquer qu'ils étaient disposés à faciliter ses travaux. L'Ukraine considère que cette mesure apporterait une contribution équivalente pour ce qui est de donner à la Russie une assurance suffisante de la conformité car elle permettrait à l'IBF de mener à bien les procédures d'évaluation de la conformité.³⁷²

7.464. La Russie fait valoir que des employés de l'IBF ont parlé au téléphone avec les producteurs ukrainiens concernés. Toutefois, selon la Russie, les conditions nécessaires pour mener à bien les procédures ne pouvaient pas être assurées à la suite de ces communications. Elle considère que les producteurs concernés, en tant qu'entités privées, n'étaient pas en mesure d'assurer la sécurité des fonctionnaires de l'IBF en Ukraine. De plus, elle fait valoir que les procédures d'évaluation de la conformité ne peuvent pas être remplacées par le fait de communiquer avec les producteurs concernés.³⁷³

7.465. L'Ukraine répond que la Russie n'a fourni aucun élément de preuve attestant les communications téléphoniques alléguées entre l'IBF et les producteurs ukrainiens.³⁷⁴

7.466. Le Groupe spécial note que la solution de rechange proposée consistant à communiquer avec les producteurs ukrainiens revêt le caractère d'un processus ou d'une procédure.

7.467. L'Organe d'appel a traité une situation semblable dans l'affaire *États-Unis – Jeux*. Dans ce différend, le groupe spécial a examiné si les mesures contestées étaient nécessaires à la protection de la moralité publique ou au maintien de l'ordre public au titre de l'article XIV a) de l'AGCS. Il a constaté que les mesures contestées n'étaient pas nécessaires. Il a considéré qu'avant d'imposer une mesure incompatible avec les règles de l'OMC, la partie défenderesse aurait pu engager des consultations avec la partie plaignante afin de trouver des solutions de rechange. L'Organe d'appel a infirmé cette constatation du groupe spécial. Selon l'Organe d'appel, les négociations sont par définition un processus dont les résultats sont incertains. Il a considéré qu'elles ne pouvaient donc pas faire l'objet d'une comparaison avec les mesures en cause. Sur cette base, il a conclu que les

³⁷⁰ Ukraine, première communication écrite, paragraphe 275; déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphes 61 à 68; et deuxième communication écrite, paragraphes 212, 248 et 252.

³⁷¹ Russie, première communication écrite, paragraphes 94 à 98; et deuxième communication écrite, paragraphes 115 à 120.

³⁷² Ukraine, première communication écrite, paragraphe 275; et réponse à la question n° 66 du Groupe spécial.

³⁷³ Russie, première communication écrite, paragraphe 95; et deuxième communication écrite, paragraphe 116.

³⁷⁴ Ukraine, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 63.

consultations ne pouvaient pas être considérées comme une mesure de rechange raisonnablement disponible.³⁷⁵

7.468. Nous considérons que les indications de l'Organe d'appel sont utiles pour régler la question dont nous sommes saisis. La solution de rechange suggérée par l'Ukraine aurait un résultat incertain. Elle pourrait théoriquement conduire à une situation qui permettrait à la procédure d'évaluation de la conformité de se poursuivre, tout comme elle pourrait conduire à une situation dans laquelle la procédure d'évaluation de la conformité ne se poursuivrait pas et les certificats seraient suspendus. Nous notons en outre que le dossier contient certaines lettres dans lesquelles des producteurs ukrainiens proposaient à l'IBF des arrangements privés en matière de sécurité en vue de permettre aux inspections de l'IBF d'avoir lieu en Ukraine.³⁷⁶ Toutefois, ces lettres n'ont pas mis fin aux préoccupations de l'IBF s'agissant de l'envoi d'inspecteurs en Ukraine pour y réaliser des inspections et les certificats sont restés suspendus.³⁷⁷ Nous considérons donc que, de façon semblable à la situation examinée dans l'affaire *États-Unis – Jeux*, cette autre manière d'appliquer la procédure d'évaluation de la conformité ne pourrait pas être considérée comme étant raisonnablement à la disposition de la Russie ni faire l'objet d'une comparaison avec les suspensions contestées, dont le résultat était certain.

7.469. De plus, l'Ukraine n'a pas précisé pourquoi, à son avis, il n'était pas raisonnable que l'IBF considère que les arrangements en vue de la réalisation du contrôle d'inspection en Ukraine proposés par les producteurs ukrainiens n'étaient pas satisfaisants ou suffisants. En outre, l'Ukraine n'a pas présenté d'arguments sur le point de savoir si, en vertu du droit interne russe, que l'Ukraine n'a pas contesté comme étant incompatible avec les règles de l'OMC, l'IBF pouvait différer la suspension de certificats de produits dont le maintien de la conformité ne pouvait pas être vérifié.³⁷⁸

7.470. En conséquence, nous constatons que l'Ukraine n'a pas établi que communiquer avec les cinq producteurs ukrainiens concernés était une manière moins stricte d'appliquer la procédure russe d'évaluation de la conformité qui était raisonnablement à la disposition de la Russie.

Charger les autorités compétentes du Kazakhstan ou du Bélarus des inspections en Ukraine

7.471. La deuxième solution de rechange identifiée par l'Ukraine consiste pour l'IBF à charger les autorités compétentes du Bélarus et du Kazakhstan des inspections.

7.472. L'Ukraine affirme que la pratique des autorités compétentes du Bélarus et du Kazakhstan démontre que des inspections en Ukraine étaient possibles et ont pu y être menées par les autorités de ces deux pays. Elle affirme que, par conséquent, une autre manière d'appliquer la procédure russe d'évaluation de la conformité était que la Russie charge les autorités compétentes du Bélarus et du Kazakhstan des inspections.³⁷⁹

7.473. La Russie affirme que l'Ukraine n'a pas expliqué comment le fait de charger les autorités compétentes du Bélarus et du Kazakhstan des inspections permettrait d'obtenir le niveau de protection recherché par la Russie. En outre, la Russie considère que cette solution de rechange n'est pas raisonnablement à sa disposition parce que les ressortissants d'autres pays ne relèvent pas de sa juridiction. Elle affirme qu'aucune des disciplines régissant la reconnaissance des procédures d'évaluation de la conformité appliquées par d'autres Membres n'oblige les Membres à reconnaître les procédures d'évaluation de la conformité appliquées par d'autres Membres. La

³⁷⁵ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Jeux*, paragraphes 315 à 317 et 321.

³⁷⁶ Letter [[xxx]] from PJSC [[xxx]] to the FBO, 12 May 2014 (pièce UKR-17)(RCC); Letter [[xxx]] from PJSC [[xxx]] to the FBO (pièce UKR-18)(RCC)(Corr.); Letter [[xxx]] from PJSC [[xxx]] to the FBO, 13 March 2015 (pièce UKR-21)(RCC); et Letter [[xxx]] from PJSC [[xxx]] to the FBO, 10 October 2014 (pièce UKR-41)(RCC).

³⁷⁷ Voir Letter [[xxx]] from the FBO to PJSC [[xxx]], 26 March 2015 (pièce UKR-22)(RCC); et Letter [[xxx]] from the FBO to PJSC [[xxx]], 1 August 2014 (pièce UKR-28)(RCC).

³⁷⁸ Nous notons que, d'après l'article 13.1 de CS FRT 01-96 (pièce UKR-2) et l'article 5.2 de CS FRT 12-2003 (pièce UKR-3), le contrôle d'inspection devrait avoir lieu une fois par an. Cela donne à penser que l'IBF devait faire une détermination sur le maintien de la validité ou la suspension des certificats avant que ce laps de temps ne s'écoule.

³⁷⁹ Ukraine, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 68; et deuxième communication écrite, paragraphe 248.

Russie considère que l'absence d'une telle obligation confirme que ce type de mesure n'est pas une réelle mesure de rechange. De plus, elle affirme que l'IBF était la seule organisation habilitée à procéder au contrôle d'inspection en vertu des règles CS FRT.³⁸⁰

7.474. Le Groupe spécial note que l'Ukraine se réfère à l'idée de charger les organismes de certification du Bélarus et du Kazakhstan de procéder à des inspections en Ukraine au nom de la Russie comme solution de rechange destinée à remplacer les 14 instructions suspendant les certificats détenus par des producteurs ukrainiens. Toutefois, l'Ukraine n'a présenté aucun argument ou élément de preuve démontrant que cette solution de rechange était à la disposition de la Russie en vertu des règles russes régissant les procédures d'évaluation de la conformité. En effet, il ne va pas de soi à notre avis que l'IBF était habilitée à charger des autorités gouvernementales étrangères d'accomplir des tâches dont elle était chargée.³⁸¹ De plus, l'Ukraine n'a fourni aucun élément de preuve attestant que l'IBF a, dans le passé, chargé des organismes de certification d'autres pays de procéder à des inspections à l'étranger. Par conséquent, nous considérons que l'Ukraine ne s'est pas acquittée de la charge qui lui incombait d'établir que cette solution de rechange était à la disposition de la Russie.

7.475. En tout état de cause, nous notons que l'Ukraine n'a pas allégué que l'une quelconque des règles régissant les procédures russes d'évaluation de la conformité qui pouvaient empêcher l'IBF de charger les autorités compétentes du Kazakhstan ou du Bélarus de procéder à des inspections sur site à l'étranger étaient contraires à l'article 5.1.2.

7.476. En conséquence, nous constatons que l'Ukraine n'a pas établi que charger les autorités compétentes du Bélarus et du Kazakhstan de procéder à des inspections en Ukraine était une manière moins stricte d'appliquer la procédure russe d'évaluation de la conformité qui était raisonnablement à la disposition de la Russie.

Accréditer des experts ou organisations non russes pour procéder à des inspections en Ukraine

7.477. La troisième solution de rechange identifiée par l'Ukraine consiste pour l'IBF à accréditer des experts ou des organisations non russes pour procéder à des inspections en Ukraine.

7.478. L'Ukraine affirme que la Russie aurait pu accréditer des experts ou des organisations non russes pour procéder à des inspections en Ukraine. Selon elle, les règles régissant la suspension des certificats disposent que l'organisme de certification ou le ministère pertinent peut accréditer une organisation en tant qu'expert. L'Ukraine affirme que ces règles n'empêchent pas l'accréditation d'experts non russes car elles ne prescrivent pas la nationalité des experts pouvant être employés.³⁸²

7.479. La Russie considère que cette solution de rechange n'est pas raisonnablement à sa disposition parce que les ressortissants d'autres pays ne relèvent pas de sa juridiction. De plus, elle affirme que l'IBF était la seule organisation habilitée à procéder au contrôle d'inspection.³⁸³

7.480. Le Groupe spécial croit comprendre que l'Ukraine se réfère à la possibilité de nommer des experts, prévue à l'article 10 des règles CS FRT 01-96³⁸⁴, à l'appui de son point de vue selon lequel l'IBF pourrait accréditer des experts non russes pour procéder à des inspections en Ukraine. Toutefois, il n'apparaît pas clairement que cette disposition prévoit la possibilité d'accréditer des experts non russes pour procéder à des inspections sur site. Nous notons que l'article 10 prévoit une procédure pour être accrédité dans le cadre du système de certification de la Russie. Il ne précise pas la nationalité que les experts accrédités doivent avoir, mais l'Ukraine n'a fourni aucun

³⁸⁰ Russie, réponse à la question n° 43 du Groupe spécial; deuxième communication écrite, paragraphe 118; déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 44; et réponse à la question n° 116 du Groupe spécial.

³⁸¹ Les dispositions ci-après donnent à penser que seuls les employés de l'IBF sont habilités à procéder à des inspections sur site: articles 9.6, 13.4 et 13.6 de CS FRT 01-96 (pièce UKR-2); articles 4.1 et 4.3 de CS FRT 12-2003 (pièce UKR-3); articles 4.3 et 6.5 de CS FRT 31/PMG 40-2003 (pièce UKR-80); et articles 5.3 et 7.1 de PC-FZT 08-2013 (pièce RUS-23). Voir aussi Russie, réponse à la question n° 43 du Groupe spécial.

³⁸² Ukraine, deuxième communication écrite, paragraphe 252.

³⁸³ Russie, réponse à la question n° 43 du Groupe spécial; déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 44; et réponse à la question n° 116 du Groupe spécial.

³⁸⁴ CS FRT 01-96 (pièce UKR-2).

élément de preuve indiquant que des experts non russes avaient été accrédités. L'article 10.3 et 10.7 indique que les experts doivent déposer une demande d'accréditation et que les certificats d'accréditation et les licences sont délivrés par le Ministère des chemins de fer de la Russie. En d'autres termes, dans le système en place, les experts demandent l'accréditation. Il n'est pas prévu que le Ministère prenne contact avec des experts et leur délivre des certificats d'accréditation et des licences. Nous notons qu'en vertu de l'article 10.4, les experts accrédités sont inscrits au Registre d'État du Système de certification. Aucun élément de preuve versé au dossier n'indique qu'au moment où les 14 instructions suspendant des certificats ont été émises, des experts non russes étaient qualifiés pour procéder au contrôle d'inspection en Ukraine et détenaient des certificats d'accréditation russes valides. Nous observons en outre qu'aucun élément de preuve n'indique que l'IBF a, dans le passé, employé des experts accrédités pour procéder à des inspections à l'étranger. Par conséquent, nous considérons que l'Ukraine ne s'est pas acquittée de la charge qui lui incombait d'établir que cette solution de rechange était à la disposition de la Russie lorsque les 14 instructions ont été émises.

7.481. En tout état de cause, l'Ukraine n'a pas allégué que la procédure d'accréditation prévue dans les règles CS FRT 01-96 était incompatible avec les règles de l'OMC.

7.482. En conséquence, nous constatons que l'Ukraine n'a pas établi qu'accréditer des experts ou des organisations non russes était une manière moins stricte d'appliquer la procédure russe d'évaluation de la conformité qui était raisonnablement à la disposition de la Russie.

Procéder à des inspections hors site

7.483. La quatrième solution de rechange identifiée par l'Ukraine consiste pour l'IBF à procéder à des inspections hors site plutôt qu'à des inspections sur site en Ukraine.

7.484. L'Ukraine estime que la Russie aurait pu recourir à des inspections hors site au lieu de suspendre les certificats en raison de l'impossibilité de procéder à un contrôle d'inspection sur site. Elle estime que cette solution de rechange est moins restrictive pour le commerce que la suspension des certificats. Elle affirme que cette mesure était raisonnablement à la disposition des autorités russes parce que les inspections hors site sont explicitement prévues à l'article 5.3 des règles CS FRT 12-2003.³⁸⁵ L'Ukraine fait valoir que cette mesure apporterait une contribution équivalente pour ce qui est de donner à la Russie une assurance suffisante de la conformité car elle permettrait à l'IBF de mener à bien les procédures d'évaluation de la conformité pertinentes.³⁸⁶

7.485. La Russie rejette la solution de rechange proposée par l'Ukraine. Elle fait valoir que la possibilité de réaliser des inspections hors site était prévue à l'article 5.3 des règles CS FRT 12-2003 et qu'il pouvait y être recouru uniquement si certaines conditions spécifiées étaient remplies. Elle indique aussi que l'inspection hors site était disponible dans des situations exceptionnelles et n'était pas utilisée dans le cas de marchandises très dangereuses. La Russie mentionne le déraillement de trains équipés de matériel roulant produit en Ukraine. Elle considère qu'en raison de ces déraillements, les inspections hors site n'étaient pas disponibles. De plus, la Russie souligne que l'Ukraine n'a pas montré en quoi des inspections hors site donneraient une assurance équivalente de la conformité avec les règlements techniques russes.³⁸⁷

7.486. L'Ukraine répond que la Russie confirme que l'article 5.3 des règles CS FRT 12-2003 prévoit la possibilité de procéder à des inspections hors site. L'Ukraine affirme que, bien que la Russie fasse référence à un certain nombre de conditions nécessaires pour recourir à des inspections hors site, elle n'identifie pas les documents pertinents dans lesquels ces conditions sont énoncées. De plus, l'Ukraine considère que les accidents impliquant du matériel roulant ukrainiens ne justifieraient pas de cesser toutes inspections de produits ferroviaires ukrainiens.³⁸⁸

³⁸⁵ CS FRT 12-2003 (pièce UKR-3).

³⁸⁶ Ukraine, première communication écrite, paragraphe 275; et réponse à la question n° 66 du Groupe spécial.

³⁸⁷ Russie, première communication écrite, paragraphes 96 à 98; et déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphes 27 à 30.

³⁸⁸ Ukraine, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 67.

7.487. La Russie fait valoir que l'IBF a envisagé la possibilité d'une inspection hors site s'agissant des 14 instructions contestées par l'Ukraine. Elle affirme qu'une inspection hors site pouvait être réalisée uniquement si les conditions énoncées à l'article 7.4.1 de la norme PC-FZT 08-2013³⁸⁹ étaient remplies. Selon elle, ces conditions comprennent l'absence de non-conformités antérieures et l'absence de plaintes de consommateurs. Elle considère que cette manière d'appliquer sa procédure d'évaluation de la conformité correspond aux risques que la non-conformité entraînerait.³⁹⁰

7.488. Selon l'Ukraine, les certificats délivrés aux 5 producteurs affectés par les 14 instructions exigeaient des inspections annuelles de la production. Elle note que l'IBF a suspendu ces certificats à cause de l'absence de contrôles d'inspection sur site sans envisager ni offrir aux cinq producteurs la possibilité d'une inspection hors site. En outre, l'Ukraine note que c'est seulement dans ses réponses aux questions posées après la première réunion du Groupe spécial que la Russie a fait référence à l'article 7.4.1 de la norme PC-FZT 08-2013 comme étant l'instrument juridique qui énonçait les conditions régissant la possibilité d'inspections hors site. L'Ukraine considère que la Russie ne fournit pas d'éléments de preuve indiquant que l'IBF a examiné les conditions énoncées à l'article 7.4.1 en ce qui concerne les certificats suspendus au moyen des 14 instructions contestées par l'Ukraine avant de décider que les inspections hors site n'étaient pas possibles. Selon l'Ukraine, l'exercice d'un tel pouvoir discrétionnaire peut aussi montrer qu'une procédure d'évaluation de la conformité est appliquée de manière trop stricte.³⁹¹

7.489. En réponse à l'argument de la Russie selon lequel cette solution de rechange ne donnerait pas une assurance de la conformité équivalente, l'Ukraine fait valoir que la Russie a maintenu la validité des certificats de producteurs de l'est de l'Ukraine sans procéder à des inspection sur site. Il s'ensuit, pour l'Ukraine, que des inspections hors site pourraient donner à la Russie le même degré d'assurance de la conformité en ce qui concerne les producteurs situés ailleurs en Ukraine.³⁹²

7.490. La Russie fait valoir que les inspections hors site ne donnent pas le même niveau d'assurance de la conformité pour les certificats suspendus en question. Selon elle, pour chacun des producteurs dont les certificats ont été suspendus, soit une non-conformité avait été relevée lors du contrôle d'inspection précédent, soit il y avait eu des plaintes de consommateurs concernant la qualité de la production des produits certifiés. La Russie affirme que, dans ces circonstances, l'IBF devait procéder à des inspections sur site s'agissant des certificats suspendus. Elle fait valoir qu'il pouvait être recouru à des inspections sur site en tant qu'option moins restrictive pour le commerce uniquement si les conditions énoncées à l'article 7.4.1 étaient remplies. La Russie affirme que ces conditions s'appliquent également dans des circonstances où les inspecteurs ne peuvent pas se déplacer pour réaliser une inspection sur site, comme celles qui existent en l'espèce. Pour ce qui est des certificats détenus par des producteurs de l'est de l'Ukraine, la Russie affirme qu'aucune inspection sur site n'a été réalisée car ces producteurs remplissaient les conditions requises pour des inspections hors site.³⁹³

7.491. En ce qui concerne le sens de l'article 7.4.1 de la norme PC-FZT 08-2013, la Russie considère que, si des non-conformités étaient relevées lors du précédent contrôle d'inspection d'un produit ferroviaire, elles empêcheraient l'IBF de procéder au contrôle d'inspection suivant au moyen d'une inspection hors site. Elle considère que des non-conformités empêchent la réalisation d'un contrôle d'inspection pour tout produit ferroviaire produit par le producteur affecté, pas seulement le produit ferroviaire pour lequel une non-conformité a été constatée. En outre, la Russie estime que des plaintes de consommateurs concernant la qualité d'un produit ferroviaire spécifique empêcheraient l'IBF de procéder à des inspections hors site pour ce produit. Elle fonde

³⁸⁹ PC-FZT 08-2013 (pièce RUS-23).

³⁹⁰ Russie, réponses aux questions n° 22 et 41 du Groupe spécial; et deuxième communication écrite, paragraphe 117.

³⁹¹ Ukraine, deuxième communication écrite, paragraphes 215 à 219 et 221 à 227; et déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 63.

³⁹² Ukraine, deuxième communication écrite, paragraphes 228 à 231; et déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 62.

³⁹³ Russie, déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 43; et réponses aux questions n° 138, 139, 156 et 165 du Groupe spécial.

cette interprétation de l'article 7.4.1 sur le fait que seule la condition relative aux plaintes de consommateurs fait référence aux "produits certifiés".³⁹⁴

7.492. L'Ukraine ne souscrit pas à l'interprétation donnée par la Russie de l'article 7.4.1 de la norme PC-FZT 08-2013. Elle affirme que l'article 7.4.1 exclut l'inspection hors site uniquement lorsqu'il y a eu une non-conformité, ou des plaintes de consommateurs, en ce qui concerne les produits certifiés. De l'avis de l'Ukraine, des non-conformités et des plaintes de consommateurs peuvent donc empêcher l'inspection hors site uniquement pour des produits spécifiques, et non pour tous les produits produits par un producteur. L'Ukraine fait valoir en outre que les éléments de preuve présentés par la Russie au sujet de non-conformités font référence à seulement 15 des produits visés par les certificats suspendus, tandis que les éléments de preuve relatifs à des plaintes de consommateurs concernent seulement un de ces produits. Par conséquent, l'Ukraine rejette l'argument de la Russie selon lequel celle-ci ne pouvait pas procéder à des inspections hors site en raison de non-conformités ou de plaintes de consommateurs.³⁹⁵

7.493. La Russie répond que les éléments de preuve attestant de non-conformités qu'elle a présentés visent tous les producteurs ukrainiens en cause et donc l'ensemble des 73 certificats suspendus. De plus, elle fait valoir qu'elle a également présenté des éléments de preuve attestant de plaintes de consommateurs au sujet de certains des produits pertinents.³⁹⁶

7.494. Le Groupe spécial note que la norme PC-FZT 08-2013 est une norme organisationnelle élaborée, approuvée et adoptée par l'IBF concernant la "procédure d'organisation et de mise en œuvre du contrôle d'inspection des produits certifiés". Il ne sait pas clairement d'après la pièce présentée au Groupe spécial si la norme PC-FZT 08-2013 a été officiellement publiée. Le document n'est pas classé comme "confidentiel" et il y est indiqué que la norme ne peut pas être reproduite, copiée ou distribuée en tant que publication officielle sans l'autorisation de l'IBF.³⁹⁷ Cela donne à penser que des tierces parties peuvent accéder à la norme et même la publier et qu'il ne s'agit pas d'un document interne confidentiel. En outre, l'Ukraine n'a pas affirmé qu'il ne pouvait pas être accédé au contenu du document que ce soit directement ou sur demande. En effet, elle a présenté une lettre de l'IBF datée du 1^{er} août 2014 dans laquelle l'IBF ne faisait pas explicitement référence à l'article 7.4.1 de la norme PC-FZT 08-2013, mais indiquait néanmoins à un producteur ukrainien dont les certificats avaient été suspendus quelles étaient les conditions pertinentes pour l'inspection hors site.³⁹⁸

7.495. D'après l'article 5.6 de la norme PC-FZT 08-2013, le maintien de la conformité doit normalement être vérifié au moins chaque année. Cela peut être fait au moyen d'inspections programmées ou d'inspections non programmées. Les 14 instructions en cause concernent des inspections programmées.

7.496. Comme il est noté plus haut, les parties s'accordent à dire que la possibilité de procéder au contrôle d'inspection à distance (hors site) est prévue à l'article 5.3 b) des règles CS FRT 12-2003. Le principal point de désaccord entre les parties est la question de savoir si, en vertu de l'article 7.4.1 de la norme PC-FZT 08-2013, lequel énonce des conditions requises pour procéder à des inspections hors site qui ne figurent pas à l'article 5.3 b), il est interdit à l'IBF de procéder à des inspections hors site pour les produits ferroviaires affectés par les 14 suspensions. Pour traiter cette question, nous examinerons d'abord les conditions énoncées à l'article 7.4.1, puis nous examinerons les éléments de preuve afin de déterminer si l'IBF était fondée à s'abstenir de procéder à des inspections hors site s'agissant des certificats suspendus. Cet examen nous permettra d'établir si cette autre manière d'appliquer la procédure d'évaluation de la conformité était à la disposition de la Russie en ce qui concerne chacun des certificats suspendus.

³⁹⁴ Russie, deuxième communication écrite, paragraphes 117 à 121; et déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 43.

³⁹⁵ Ukraine, réponse à la question n° 145 du Groupe spécial; et observations sur la réponse de la Russie à la question n° 139 du Groupe spécial.

³⁹⁶ Russie, observations sur la réponse de l'Ukraine à la question n° 145 du Groupe spécial.

³⁹⁷ PC-FZT 08-2013 (pièce RUS-23), page 3.

³⁹⁸ Letter [[xxx]] from the FBO to PJSC [[xxx]], 1 August 2014 (pièce UKR-28)(RCC).

Possibilité de procéder à des inspections hors site en général

7.497. Les parties sont en désaccord sur le sens de l'une des conditions requises pour les inspections hors site, énoncée à l'article 7.4.1 de la norme PC-FZT 08-2013. Nous rappelons à cet égard que, selon les indications de l'Organe d'appel, le sens d'une disposition du droit interne doit être déterminé par référence au "texte de la législation ou des instruments juridiques pertinents, qui pourra être étayé, selon que de besoin, par des éléments de preuve de l'application constante de cette législation, les arrêts des tribunaux nationaux concernant le sens de cette législation, les opinions des experts juridiques et les écrits de spécialistes reconnus".³⁹⁹

7.498. Nous notons que, bien que les deux parties aient présenté des arguments en rapport avec leur interprétation de l'article 7.4.1, ni l'Ukraine ni la Russie n'ont présenté d'éléments de preuve attestant l'application de l'article 7.4.1 par l'IBF, des arrêts de tribunaux russes concernant le sens de cet article, ou des opinions d'experts juridiques ou des écrits de spécialistes reconnus en ce qui concerne le sens des conditions énoncées à l'article 7.4.1. En revanche, nous disposons du texte de l'article 7.4.1 et de la norme PC-FZT 08-2013. En conséquence, nous examinons l'article 7.4.1 et la norme PC-FZT 08-2013 sur la base de la traduction en anglais fournie par la Russie, qui n'a pas été contestée par l'Ukraine.

7.499. L'article 7.4.1 dispose ce qui suit:

The prerequisites for conducting an off-site [inspection control] are the following (Les conditions préalables à la réalisation d'un [contrôle d'inspection] hors site sont les suivantes):

[1] *Absence of instances of non-conformity in a production status analysis during product certification* (Absence de cas de non-conformité lors d'une l'analyse de l'état de la production au cours de la certification des produits);

[2] *Absence of facts of non-conformity during the previous [inspection control]* (Absence de faits de non-conformité lors du [contrôle d'inspection] précédent);

[3] *Absence of consumers' complaints as to the quality of certified products* (Absence de plaintes de consommateurs concernant la qualité des produits certifiés);

[4] *An [inspection control] of certified products is conducted again* (Nouvelle réalisation d'un [contrôle d'inspection] des produits certifiés).

In case of an off-site inspection, the scope (number of facilities to be inspected and their potential hazard level) and travel costs are taken into account (Dans le cas d'une inspection hors site, la portée (nombre d'installations à inspecter et leur niveau de danger potentiel) et les frais de déplacement sont pris en considération). Two successive off-site [inspection controls] are not allowed (Il ne peut pas être procédé à deux [contrôles d'inspection] hors site consécutifs).⁴⁰⁰

7.500. Le texte de l'article 7.4.1 indique clairement que des conditions sont requises pour procéder à un contrôle d'inspection hors site. Comme les parties, nous considérons que toutes les conditions énumérées doivent être remplies pour qu'il soit procédé à un contrôle d'inspection hors site. Ainsi, si toutes les conditions nécessaires à la réalisation d'une inspection hors site au titre de l'article 7.4.1 ne sont pas remplies, une inspection hors site ne serait pas possible en droit au regard de la norme PC-FZT 08-2013. Il s'ensuit qu'une inspection hors site dans une situation où toutes les conditions ne sont pas remplies ne donnerait pas le niveau minimum d'assurance recherché par la Russie, et ne constituerait donc pas une autre manière d'appliquer les procédures russes d'évaluation de la conformité qui soit raisonnablement disponible.

³⁹⁹ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 157. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures compensatoires et mesures antidumping (Chine)*, paragraphes 4.100 et 4.101.

⁴⁰⁰ PC-FZT 08-2013 (pièce RUS-23).

7.501. Nous notons que les parties ont indiqué que seules les deuxième et troisième conditions étaient pertinentes pour le présent différend. En outre, elles ont des interprétations différentes uniquement en ce qui concerne la deuxième condition, spécifiquement le membre de phrase "[a]bsence of facts of non-conformity during the previous [inspection control]" (absence de faits de non-conformité lors du [contrôle d'inspection] précédent).

7.502. Il apparaît que le membre de phrase "[a]bsence of facts of non-conformity" (absence de faits de non-conformité) fait référence à l'absence d'éléments de preuve de l'existence d'une non-conformité avec les règles applicables avec lesquelles la conformité est exigée. Le mot "previous" (précédent) figurant dans le membre de phrase "previous [inspection control]" ([contrôle d'inspection] précédent) est défini dans le dictionnaire comme signifiant "[c]oming or going before in time or order; foregoing, preceding, antecedent" (qui arrive ou vient avant du point de vue du temps ou de l'ordre; qui est antérieur, précède, est plus ancien).⁴⁰¹ Sur cette base, il apparaît que les termes "during the previous" (lors du contrôle d'inspection précédent) désigne le contrôle d'inspection qui précède ou qui a eu lieu en dernier. Avant d'analyser cette condition plus en détail, nous estimons approprié d'examiner d'autres dispositions de la norme PC-FZT 08-2013. Ces dispositions pourraient constituer un contexte utile pour notre évaluation du sens de l'article 7.4.1.

7.503. L'article 5.1 de la norme PC-FZT 08-2013 énonce les buts et les objectifs du contrôle d'inspection comme suit:

Vérification de la conformité avec les règles et procédures utilisées dans le SSFZHT (SSZHT);

Analyse de l'état de la fabrication des produits certifiés;

Vérification de la conformité des produits certifiés avec les prescriptions dont le respect a été confirmé lors de la certification.

7.504. L'article 5.2 de la norme PC-FZT 08-2013 énonce les objectifs du contrôle d'inspection comme suit:

a) relever la non-conformité des produits certifiés dans le SSFZHT (SSZHT) avec les prescriptions obligatoires des documents normatifs du SSFZHT (SSZHT) et les dispositions des accords;

6) vérifier le respect des règles et procédures établies dans le SSFZHT (SSZHT);

b) fournir des renseignements exacts sur les cas de non-conformité des produits certifiés dans le SSFZHT (SSZHT) avec les prescriptions obligatoires des documents normatifs du SSFZHT (SSZHT) à l'organe exécutif fédéral responsable du transport ferroviaire (FOIV ZhT) et d'autres organes et organisations compétents intéressés.

7.505. En ayant ce contexte à l'esprit, nous revenons à la deuxième condition de l'article 7.4.1. L'Ukraine fait valoir que c'est seulement si une non-conformité a été relevée en ce qui concerne le même produit ferroviaire certifié que celui pour lequel un contrôle d'inspection doit être réalisé que l'inspection hors site est exclue pour ce produit. Elle fait valoir que l'article 7.4.1 établit clairement qu'il est possible de procéder à des contrôles d'inspection hors site, sauf lorsqu'une non-conformité ou une plainte de consommateur concernant un produit particulier empêche de procéder à un tel contrôle seulement dans le cas du produit pour lequel une non-conformité a été relevée. De l'avis de l'Ukraine, une telle situation n'empêcherait pas l'inspection hors site pour tous les produits qui sont produits par un producteur.⁴⁰²

7.506. La Russie estime que l'article 7.4.1 mentionne, entre autres choses, deux prescriptions: a) l'absence de faits de non-conformité lors du contrôle d'inspection précédent; et b) l'absence de plaintes de consommateurs concernant la qualité des produits certifiés. Elle note que seule la

⁴⁰¹ *Shorter Oxford English Dictionary*, 6^{ème} édition, A. Stevenson (éd.) (Oxford University Press, 2007), volume 2, page 2341.

⁴⁰² Ukraine, réponse à la question n° 145 du Groupe spécial.

seconde fait référence aux "produits certifiés". Selon la Russie, la première prescription fait référence à n'importe quelle non-conformité. Par conséquent, à son avis, toutes les non-conformités, y compris celles qui concernent les documents servant de preuves, empêchent que l'inspection hors site soit possible pour le producteur concerné.⁴⁰³

7.507. Avant d'examiner le texte de la deuxième condition, nous notons que la situation à laquelle l'IBF était confrontée dans le cas des 14 instructions contestées par l'Ukraine était une situation dans laquelle le contrôle d'inspection à venir visait plusieurs produits ferroviaires simultanément. La question qui se pose est donc de savoir comment la deuxième condition de l'article 7.4.1 s'applique dans une telle situation.

7.508. Nous notons que le texte de la deuxième condition contient peu de détails en ce qui concerne la question présentée, puisqu'il fait simplement référence à l'absence de faits de non-conformité lors du contrôle d'inspection précédent. Contrairement à la troisième condition, le texte de la deuxième condition ne fait pas référence aux "produits certifiés". À notre avis, le texte de la deuxième condition pourrait, en principe, être lu de quatre façons différentes. Nous les examinons l'une après l'autre.

7.509. La première possibilité consiste à lire la deuxième condition comme englobant les non-conformités relevées lors du contrôle d'inspection immédiatement précédent concernant un produit ferroviaire quelconque du producteur, y compris un produit ferroviaire non visé par le contrôle d'inspection à venir. Selon cette lecture, l'IBF ne procéderait pas à une inspection hors site lors du contrôle d'inspection à venir si une non-conformité était relevée lors du dernier contrôle d'inspection concernant un produit ferroviaire quelconque de ce producteur, quel que soit le produit ferroviaire soumis au contrôle d'inspection à venir. À l'inverse, si, lors du dernier contrôle d'inspection concernant un ou plusieurs produits ferroviaires du producteur concerné (autres que ceux qui sont visés par l'inspection à venir), aucune non-conformité n'était relevée, la première condition nécessaire à la tenue d'une inspection hors site (l'absence de non-conformités) serait remplie pour tous les produits ferroviaires de ce producteur visés par l'inspection à venir. Dans ce dernier scénario, une inspection hors site pourrait être autorisée pour l'inspection d'un produit ferroviaire à venir même si une non-conformité avait été relevée lors du dernier contrôle d'inspection concernant ce produit.⁴⁰⁴ Nous ne voyons pas comment la réalisation d'une inspection hors site dans de telles circonstances pourrait être conciliée avec la position de la Russie selon laquelle la réalisation d'une inspection hors site concernant un produit ferroviaire particulier ne donnerait pas une assurance suffisante de la conformité si une non-conformité avait été relevée en ce qui concerne ce produit ferroviaire lors du contrôle d'inspection précédent.⁴⁰⁵

7.510. La deuxième possibilité consiste à lire la deuxième condition comme s'appliquant à une non-conformité relevée lors du dernier contrôle d'inspection concernant l'un quelconque des produits ferroviaires visés par le contrôle d'inspection à venir (qui pourrait ne pas être le dernier contrôle d'inspection visant le producteur concerné). Ainsi, si une non-conformité avait été relevée lors du dernier contrôle d'inspection concernant l'un quelconque des produits visés par le contrôle d'inspection à venir, l'inspection hors site serait exclue pour tous les produits visés, y compris ceux pour lesquels aucune non-conformité n'avait été relevée lors de la dernière inspection. Cette possibilité poserait problème en ce sens que, si l'on traitait les produits comme un groupe, certains produits ferroviaires visés par le contrôle d'inspection à venir pourraient ne pas avoir accès à une inspection hors site même si aucune non-conformité n'avait été relevée lors du dernier contrôle d'inspection concernant ces produits. Cela soulèverait des préoccupations au titre de l'article 5.1.2 qui exige de la Russie qu'elle n'applique pas sa procédure d'évaluation de la conformité de manière plus stricte qu'il n'est nécessaire pour se donner une assurance suffisante que les produits sont conformes aux règlements techniques correspondants.

⁴⁰³ Russie, observations sur la réponse de l'Ukraine à la question n° 145 du Groupe spécial.

⁴⁰⁴ Ainsi, suivant cette approche, dans le cas d'un producteur de wagons-citernes et de dispositifs d'aiguillage, entre autres l'IBF procéderait à un contrôle d'inspection hors site pour les wagons-citernes au motif qu'aucune non-conformité n'avait été relevée lors du dernier contrôle d'inspection concernant ce producteur (qui portait sur les dispositifs d'aiguillage), malgré le fait qu'une non-conformité avait été relevée lors du dernier contrôle d'inspection visant les wagons-citernes produits par ce producteur.

⁴⁰⁵ Russie, réponse à la question n° 116 du Groupe spécial. Voir aussi Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 117. Nous notons que le simple fait qu'un producteur a passé avec succès le dernier contrôle d'inspection concernant certains produits ferroviaires ne signifie pas nécessairement qu'il a éliminé une non-conformité relevée en ce qui concerne un autre produit ferroviaire lors d'un précédent contrôle d'inspection visant ce produit.

7.511. La troisième possibilité consiste à lire la deuxième condition comme excluant une inspection hors site pour un produit ferroviaire visé par un contrôle d'inspection à venir seulement si une non-conformité avait été relevée lors du dernier contrôle d'inspection concernant ce même produit. En d'autres termes, dans les cas où l'inspection à venir vise plusieurs produits, l'IBF ne s'abstiendrait pas de procéder à des inspections hors site en ce qui concerne les produits pour lesquels il n'avait pas été relevé de non-conformités lors du dernier contrôle d'inspection visant ces produits. Cette analyse par produit ne soulèverait pas les préoccupations au titre de l'article 5.1.2 que nous avons indiquées en rapport avec la deuxième possibilité, car seuls les produits pour lesquels une non-conformité aurait été relevée lors du contrôle d'inspection précédent se verraient refuser l'accès à l'inspection hors site. Cette lecture éviterait aussi le problème qui se posait dans le cadre de la première possibilité car, dans le cadre de la troisième lecture possible, un produit pour lequel une non-conformité avait été relevée lors du précédent contrôle d'inspection le concernant n'aurait pas accès à l'inspection hors site.

7.512. La quatrième possibilité consiste à lire la deuxième condition comme s'appliquant également aux non-conformités concernant le processus de production et non aux produits spécifiques produits. Les trois possibilités précédentes portent toutes sur les non-conformités relevées en ce qui concerne les produits certifiés. Étant donné que le texte de la deuxième condition énoncée à l'article 7.4.1 ne définit ni ne spécifie la non-conformité en cause, il apparaît que les non-conformités relatives à la production relevées lors du contrôle d'inspection précédent pourraient également servir de base à l'exclusion des inspections hors site. Ainsi, si un produit ferroviaire était produit dans une chaîne de production pour laquelle des non-conformités ont été constatées lors du contrôle d'inspection précédent, il apparaît que le texte de la deuxième condition autoriserait l'IBF à refuser une inspection hors site pour ce produit particulier. Toutefois, si une inspection hors site était refusée pour un produit au motif qu'il y avait eu une non-conformité dans la chaîne de production utilisée pour produire différents produits, cela soulèverait des préoccupations au titre de l'article 5.1.2, car la Russie ne doit pas appliquer sa procédure d'évaluation de la conformité de manière plus stricte qu'il n'est nécessaire pour se donner une assurance suffisante que les produits sont conformes aux règlements techniques correspondants.

7.513. Sur la base de ce qui précède, nous considérons que les première et deuxième possibilités de donner un sens à la deuxième condition énoncée à l'article 7.4.1 soulèvent des préoccupations qui empêchent de les accepter. La troisième possibilité ne soulève pas de telles préoccupations. La quatrième soulève des préoccupations dans sa version globale, selon laquelle toute non-conformité relative à la production serait suffisante pour exclure l'inspection hors site. Ces mêmes préoccupations n'apparaissent pas dans une version plus restreinte de la quatrième possibilité, qui conduirait à exclure l'inspection hors site seulement si une non-conformité relative à la production concernait le processus de production du produit visé par un contrôle d'inspection à venir. Compte tenu de cela, nous considérons que seules la troisième possibilité et la version restreinte de la quatrième sont acceptables car elles ne s'excluent pas mutuellement. En résumé, nous interprétons la deuxième condition énoncée à l'article 7.4.1 comme signifiant qu'une inspection hors site est exclue uniquement dans le cas des produits pour lesquels une non-conformité les concernant ou concernant leurs processus de production connexes a été relevée lors du dernier contrôle d'inspection visant ces produits.

7.514. Avant d'aller plus loin, nous examinons la troisième condition (les plaintes de consommateurs) énoncée à l'article 7.4.1. Elle indique qu'une inspection hors site est exclue dans le cas des produits ferroviaires visés par un contrôle d'inspection à venir s'il y a eu des plaintes de consommateurs concernant la qualité de ces produits certifiés. La troisième condition ne porte pas spécifiquement sur la question de savoir si toute plainte de consommateur antérieure est suffisante pour exclure la possibilité d'une inspection hors site ou si seules des plaintes de consommateurs récentes auraient cet effet. Il nous apparaît que, si la plainte d'un consommateur concernant un produit ferroviaire est antérieure au dernier contrôle d'inspection visant ce même produit ferroviaire, il se poserait la question de savoir si le producteur a déjà apporté les correctifs appropriés et si cela a déjà été examiné et confirmé lors du dernier contrôle d'inspection, comme on s'y attendrait. Si tel était le cas, il apparaîtrait que la plainte de consommateur ne constituerait plus un fondement valable pour refuser une inspection hors site. Ainsi, il nous semble que le moment auquel les plaintes de consommateurs ont été formulées pourrait bien être pertinent pour examiner si ces plaintes justifient d'exclure une inspection hors site.

Possibilité de procéder à une inspection hors site pour les produits ferroviaires visés par les certificats suspendus

7.515. Nous examinons maintenant si l'Ukraine a établi, en ce qui concerne chacun des certificats suspendus des cinq producteurs, que l'inspection hors site était raisonnablement à la disposition de l'IBF. Comme il est indiqué dans la section précédente, l'inspection hors site est possible en vertu des règles CS FRT uniquement s'il y a des éléments de preuve de l'absence de non-conformités en ce qui concerne le produit certifié ou son processus de production et s'il n'y a eu aucune plainte de consommateur au sujet du produit certifié. Nous examinerons les éléments de preuve concernant ces deux aspects en ayant à l'esprit la charge de la preuve qui incombe à l'Ukraine.

7.516. Nous rappelons que l'Ukraine a avancé des arguments en rapport avec la possibilité de procéder à des inspections hors site, d'abord au titre de l'article 5.3 des règles CS FRT 12-2003, et plus tard, une fois que la Russie s'était référée à l'article 7.4.1 de la norme PC-FZT 08-2013, au titre de l'article 7.4.1. Pour sa part, la Russie a fait valoir que les inspections hors site au titre de l'article 7.4.1 n'étaient pas possibles, et elle a en outre présenté des éléments de preuve qui, selon elle, montrent que les deuxième et troisième conditions énoncées à l'article 7.4.1 n'étaient pas remplies.⁴⁰⁶

7.517. Les éléments de preuve fournis par la Russie pour réfuter les assertions de l'Ukraine relatives à la possibilité de procéder à des inspections hors site ont été présentés à la deuxième réunion de fond du Groupe spécial. Nous rappelons à cet égard que l'Organe d'appel et des groupes spéciaux antérieurs ont indiqué que chaque partie pouvait utiliser les éléments de preuve présentés par l'autre à l'appui de ses allégations et moyens de défense.⁴⁰⁷ Par conséquent, une fois que la Russie avait présenté ses éléments de preuve, l'Ukraine était en droit de les utiliser.

7.518. La Russie a présenté des éléments de preuve attestant de non-conformités ou de plaintes de consommateurs pour certains des 73 certificats suspendus au moyen des 14 instructions. En outre, l'Ukraine a présenté des éléments de preuve attestant de contrôles d'inspection précédents en ce qui concerne certains des autres certificats suspendus, mais pas tous. À notre avis, des éléments de preuve de l'existence de contrôles d'inspection précédents auraient pu indiquer si des produits certifiés particuliers soumis à un contrôle d'inspection annuel avaient reçu des résultats positifs lors du contrôle d'inspection immédiatement précédent. Dans l'affirmative, selon notre lecture de l'article 7.4.1, cela aurait démontré que les inspections hors site pour ces produits étaient à la disposition de l'IBF (à moins qu'il n'y ait des plaintes de consommateurs concernant les produits ferroviaires certifiés pertinents).

7.519. Dans les circonstances de l'espèce, nous considérons qu'il appartenait à l'Ukraine de présenter des éléments de preuve de l'absence de non-conformités et de plaintes de consommateurs concernant les produits ferroviaires visés par les certificats suspendus. L'article 7.4.1 et les conditions qu'il énonce figurent dans un instrument juridique dont nous croyons savoir, comme il est expliqué plus haut, qu'il était soit mis à la disposition du public, soit disponible sur demande. Le simple fait que l'article 7.4.1 a d'abord été invoqué par la Russie ne libère pas l'Ukraine de la charge qui lui incombe d'établir la disponibilité raisonnable des inspections hors site pour les produits ferroviaires visés par les instructions contestées. À cet égard, nous croyons comprendre que, une fois que l'IBF a achevé le contrôle d'inspection, les

⁴⁰⁶ Les éléments de preuve présentés par l'Ukraine sont les suivants: Inspection act of certified products of PJSC [[xxx]], 23 January 2014 (pièce UKR-151)(RCC) et Inspection act of certified products of PJSC [[xxx]], 24 January 2014 (pièce UKR-152)(RCC).

Les éléments de preuve présentés par la Russie sont les suivants: Documents of the FBO providing for the inconsistencies of the certified products of PJSC [[xxx]] (pièce RUS-62)(RCC); Documents of the FBO providing for the inconsistencies of the certified products of PJSC [[xxx]] (pièce RUS-63)(RCC); Documents of the FBO providing for the inconsistencies of the certified products of PJSC [[xxx]] (pièce RUS-64)(RCC); Documents of the FBO providing for inconsistencies of the certified products of PJSC [[xxx]] (pièce RUS-65)(RCC); Documents of the FBO providing for the inconsistencies of the certified products of PJSC [[xxx]] (pièce RUS-66)(RCC); Letter from company [[xxx]] to the FBO of 23 May 2016 (pièce RUS-67)(RCC); Letter from company [[xxx]] to the Deputy Minister of the Ministry of Transport of 13 June 2013 (pièce RUS-68)(RCC); Letter from company [[xxx]] to the FBO of 3 December 2015 (pièce RUS-69)(RCC); et Letter from company [[xxx]] to the FBO of 17 February 2013 (pièce RUS-70)(RCC).

⁴⁰⁷ Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphes 135 à 150; et rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.446.

producteurs reçoivent un "compte rendu d'inspection" indiquant les résultats de l'inspection.⁴⁰⁸ En outre, d'après les éléments de preuve versés au dossier, il nous apparaît que l'IBF fournirait aux producteurs affectés des copies des plaintes de consommateurs, ou des renseignements y relatifs, soit rapidement après les avoir reçues, soit dans le contexte de tout contrôle d'inspection non programmé auquel l'IBF procéderait à l'égard d'un producteur affecté après avoir reçu une plainte d'un consommateur.⁴⁰⁹ À titre subsidiaire, l'Ukraine pourrait démontrer qu'elle a entrepris des efforts raisonnables pour obtenir de la Russie des renseignements concernant toutes non-conformités relevées lors du contrôle d'inspection précédent ou toutes plaintes de consommateurs, en expliquant pourquoi ces renseignements n'ont pas pu être obtenus. Or l'Ukraine ne l'a pas fait pour la plupart des produits ferroviaires visés par les certificats suspendus.

7.520. Sur cette base, nous allons examiner les éléments de preuve qui nous ont été présentés, afin de déterminer s'il a été établi que les inspections hors site étaient à la disposition de l'IBF dans le cas de chacun des produits ferroviaires visés par les certificats suspendus. Nous examinerons les certificats pertinents de chaque producteur ukrainien que l'IBF a suspendus au moyen de chacune des instructions en cause.

Producteur 1

7.521. L'IBF a suspendu des certificats détenus par le producteur 1 [[xxx]] au moyen de deux instructions. Au moyen de l'instruction 1 [[xxx]], l'IBF a suspendu sept certificats. La Russie a présenté le compte rendu du contrôle d'inspection précédent pour les produits visés par quatre de ces certificats [[xxx]]. Dans le même compte rendu, les inspecteurs de l'IBF ont analysé le système de gestion de la qualité sur la base duquel un autre de ces certificats a été délivré [[xxx]]. Toutefois, on ne sait pas exactement quels produits spécifiques sont affectés par les "incompatibilités relevées" qui sont mentionnées dans le compte rendu du contrôle d'inspection.⁴¹⁰ Le dossier ne contient en outre aucun élément de preuve ni aucune explication concernant le point de savoir s'il y a eu des plaintes de consommateurs s'agissant des produits visés par ces cinq certificats. De plus, il n'y a aucun élément de preuve dans le dossier relatif au deux autres certificats [[xxx]]. Par conséquent, nous n'avons pas d'éléments suffisants sur lesquels nous fonder pour constater qu'il n'y avait pas de non-conformités ou de plaintes de consommateur pertinentes concernant un produit particulier visé par les certificats en cause. Compte tenu de cela, nous constatons que l'Ukraine n'a pas démontré que des inspections hors site étaient possibles au titre de l'article 7.4.1 pour les produits ferroviaires visés par l'instruction 1.

7.522. Au moyen de l'instruction 2 [[xxx]], l'IBF a suspendu sept certificats. Les éléments de preuve fournis par la Russie indiquent que le contrôle d'inspection précédent a révélé des

⁴⁰⁸ Article 6.2 de CS FRT 12-2003 (pièce UKR-3).

⁴⁰⁹ D'après l'article 5.8 de PC-FZT 08-2013 (pièce RUS-23), il peut être procédé à un contrôle d'inspection non programmé sans aviser le détenteur du certificat dans le cas, entre autres, de la réception de renseignements concernant une non-conformité des produits ferroviaires avec les prescriptions dont le respect a été confirmé lors de la certification. L'article 5.8 indique que de tels renseignements peuvent être communiqués par des consommateurs. Nous notons en outre que l'article 37.2 de la Loi n° 184-FZ sur la réglementation technique (pièce UKR-1) dispose qu'une personne autre que le producteur qui se rend compte d'une non-conformité des produits mis en circulation avec les prescriptions des réglementations techniques peut envoyer ses renseignements sur la non-conformité des produits à l'organe de contrôle (supervision) de l'État. Dans de tels cas, cet organe doit informer le producteur de la réception des renseignements dans un délai de cinq jours. Voir aussi l'article 34.2 de la Loi n° 184-FZ. Les trois premiers paragraphes de l'article 36 de la même loi disposent en outre que les producteurs sont responsables de tout non-respect des règlements techniques, doivent compenser pour les préjudices causés et prendre des mesures pour prévenir tous préjudices causés à d'autres personnes, à leurs biens ou à l'environnement. Enfin, nous notons que, d'après l'article 7.12 de cette même loi, l'autorité russe compétente doit consigner "tous les cas de préjudices causés du fait de la violation des prescriptions des règlements techniques à la vie ou la santé des personnes, aux biens des personnes physiques ou morales, de l'État ou des municipalités, à l'environnement, à la vie ou la santé des animaux et à la préservation des végétaux, en tenant compte de la gravité de ces préjudices, et elle se chargera d'informer les acheteurs, y compris les consommateurs, les fabricants et les vendeurs, de la situation concernant la conformité avec les prescriptions des règlements techniques".

⁴¹⁰ Le texte du compte rendu d'inspection daté du 18 avril 2013 et reproduit dans la pièce RUS-62(RCC) est incomplet. Il n'est donc pas possible de déterminer à quels produits se rapportent les "incompatibilités relevées" qui sont mentionnées au paragraphe 7.3 du compte rendu d'inspection. De même, le rapport daté du 15 mai 2013 et reproduit dans la pièce RUS-62(RCC) n'apporte pas d'éclaircissements sur les produits qui sont affectés par ces incompatibilités.

non-conformités affectant six [[xxx]] des sept certificats.⁴¹¹ De plus, le dossier ne contient aucun élément de preuve concernant le certificat restant [[xxx]]. Sur cette base, nous constatons que l'Ukraine n'a pas démontré que des inspections hors site étaient possibles au titre de l'article 7.4.1 pour les produits ferroviaires visés par l'instruction 2.

Producteur 2

7.523. L'IBF a suspendu 22 certificats détenus par le producteur 2 [[xxx]] au moyen de l'instruction 3 [[xxx]]. L'IBF a examiné les 22 certificats suspendus conjointement lors du contrôle d'inspection précédent. Le compte rendu d'inspection indiquait que les produits ferroviaires visés par les 22 certificats étaient en conformité.⁴¹² Toutefois, dans le même rapport, les inspecteurs ont relevé des incompatibilités qui concernaient apparemment le processus de production.⁴¹³ Le compte rendu d'inspection n'établit pas de lien clair et direct entre les incompatibilités relevées dans le processus de production et les produits inspectés.⁴¹⁴ Il se pourrait que les produits visés par les 22 certificats aient été produits selon le même processus de production que celui pour lequel les inspecteurs ont constaté des incompatibilités. Toutefois, les éléments de preuve n'indiquent pas si tel est le cas ou si les produits concernés ont été produits selon des processus de production différents ou sur des sites de production différents. Par conséquent, les éléments de preuve versés au dossier ne sont pas déterminants pour la question de savoir si les incompatibilités concernant le processus de production affectaient les produits visés par les 22 certificats. De plus, le dossier ne contient aucun élément de preuve ni aucune explication concernant le point de savoir s'il y a eu des plaintes de consommateurs s'agissant des produits visés par ces certificats. Sur cette base, nous constatons que l'Ukraine n'a pas démontré que des inspections hors site étaient possibles au titre de l'article 7.4.1 pour les produits ferroviaires visés par l'instruction 3.

Producteur 3

7.524. L'IBF a suspendu des certificats détenus par le producteur 3 [[xxx]] au moyen de deux instructions. Au moyen de l'instruction 4 [[xxx]], l'IBF a suspendu trois certificats. La Russie a présenté des éléments de preuve concernant un de ces certificats [[xxx]]. Ces éléments de preuve démontrent que, bien que des non-conformités aient été relevées lors d'un contrôle d'inspection antérieur (en novembre 2012), aucune n'a été relevée lors du dernier contrôle d'inspection (en juin 2013).⁴¹⁵ Toutefois, la Russie a également présenté des éléments de preuve de l'existence d'une plainte de consommateur concernant le produit ferroviaire (les longerons) visé par ce certificat. Cette plainte a été soumise le 13 juin 2013, cinq jours seulement avant le début du dernier contrôle d'inspection.⁴¹⁶ Il n'est pas clair pour nous, et aucune des deux parties n'a laissé entendre, que la plainte a été traitée et la question réglée lors du dernier contrôle d'inspection.

⁴¹¹ Au moyen de l'instruction [[xxx]] du 2 octobre 2013, reproduite dans la pièce RUS-62(RCC), l'IBF a suspendu ces six certificats en raison des non-conformités relevées dans le compte rendu d'inspection du 27 septembre 2013 (qui se rapporte au dernier contrôle d'inspection réalisé avant celui qui était programmé pour septembre 2014).

⁴¹² D'après le rapport de l'IBF sur les résultats du contrôle d'inspection du 14 mars 2014, reproduit dans la pièce RUS-63(RCC), les produits visés par les 22 certificats "restent conformes aux prescriptions" (page 4) des règlements techniques pour lesquelles ces produits ont reçu un certificat. Le point 3 du rapport de l'IBF fait référence aux non-conformités spécifiées dans la partie 4 du compte rendu d'inspection du 24 janvier 2014.

⁴¹³ La partie 4 du compte rendu d'inspection du 24 janvier 2014, reproduit dans la pièce UKR-152(RCC), fait référence à des non-conformités qui apparaissent liées au processus de production.

⁴¹⁴ Documents of the FBO providing for the inconsistencies of the certified products of PJSC [[xxx]] (pièce RUS-63)(RCC); et Inspection act of certified products of PJSC [[xxx]], 24 January 2014 (pièce UKR-152)(RCC).

⁴¹⁵ Les non-conformités initiales ont été relevées dans le compte rendu d'inspection du 21 novembre 2012, auquel il est fait référence dans l'instruction [[xxx]] du 27 novembre 2012, reproduite dans la pièce RUS-65(RCC), au moyen de laquelle l'IBF a suspendu ce certificat en raison des non-conformités relevées. Dans le rapport de l'IBF sur l'inspection des produits certifiés du 31 juillet 2013, reproduit dans la pièce RUS-65(RCC), il est indiqué que ce certificat restait en conformité avec les règlements techniques ("admissibles") dont le respect avait été confirmé lors de la certification (page 7).

⁴¹⁶ Letter from company [[xxx]] to the Deputy Minister of the Ministry of Transport of 13 June 2013 (pièce RUS-68)(RCC). Nous notons que la Russie a présenté une autre plainte de consommateur concernant le même produit (Letter from company [[xxx]] to the FBO of 23 May 2016 (pièce RUS-67)(RCC)). Cette lettre est datée du 23 mai 2016, soit après la date d'émission de l'instruction pertinente (17 juillet 2014) et donc après le moment auquel l'IBF a dû décider si elle procédait au contrôle d'inspection programmé sur site ou hors site. Cette lettre tend à indiquer qu'au moins à partir de mai 2016, l'inspection hors site n'était pas possible en ce qui concerne le produit visé par cette plainte de consommateur (longerons produits par [[xxx]]).

Nous considérons donc que compte tenu de cette plainte de consommateur, l'inspection hors site n'était pas possible pour le produit visé par ce certificat ([xxx]) concernant les longerons). Le dossier ne contient aucun élément de preuve concernant les deux autres certificats ([xxx]). Compte tenu de ce qui précède, nous constatons que l'Ukraine n'a pas démontré que des inspections hors site étaient possibles au titre de l'article 7.4.1 pour les produits ferroviaires visés par l'instruction 4.

7.525. Au moyen de l'instruction 5 ([xxx]), l'IBF a suspendu deux certificats. Le dossier ne contient aucun élément de preuve concernant l'un ou l'autre de ces certificats. Nous constatons donc que l'Ukraine n'a pas démontré que des inspections hors site étaient possibles au titre de l'article 7.4.1 pour les produits ferroviaires visés par l'instruction 5.

Producteur 4

7.526. L'IBF a suspendu des certificats détenus par le producteur 4 ([xxx]) au moyen de deux instructions. Au moyen de l'instruction 6 ([xxx]), l'IBF a suspendu un certificat. Le dossier ne contient aucun élément de preuve concernant ce certificat. Nous constatons donc que l'Ukraine n'a pas démontré que l'inspection hors site était possible au titre de l'article 7.4.1 pour les produits ferroviaires visés par l'instruction 6.

7.527. Au moyen de l'instruction 7 ([xxx]), l'IBF a suspendu quatre certificats. Les parties ont présenté des éléments de preuve concernant les résultats du contrôle d'inspection précédent pour trois de ces certificats ([xxx]).⁴¹⁷ D'après les résultats de l'inspection présentés par les parties, aucune non-conformité n'avait été relevée s'agissant des produits ferroviaires visés par ces trois certificats. Par contre, les résultats de l'inspection font état de non-conformités au niveau de la production.⁴¹⁸ Les éléments de preuve versés au dossier ne sont toutefois pas déterminants pour la question de savoir si les incompatibilités concernant le processus de production affectaient les produits visés par les trois certificats. De plus, le dossier ne contient aucun élément de preuve ni aucune explication concernant le point de savoir s'il y a eu des plaintes de consommateurs s'agissant des produits visés par ces trois certificats. En outre, il ne contient aucun élément de preuve concernant le certificat restant ([xxx]). Nous constatons donc que l'Ukraine n'a pas démontré que l'inspection hors site était possible au titre de l'article 7.4.1 pour les produits ferroviaires visés par l'instruction 7.

Producteur 5

7.528. L'IBF a suspendu des certificats détenus par le producteur 5 ([xxx]) au moyen de sept instructions. Au moyen de l'instruction 8 ([xxx]), l'IBF a suspendu six certificats. La Russie a présenté des éléments de preuve concernant le contrôle d'inspection précédent pour cinq de ces certificats ([xxx]).⁴¹⁹ D'après les résultats de l'inspection, aucune non-conformité n'avait été relevée s'agissant des produits ferroviaires visés par ces cinq certificats. Par contre, les résultats de l'inspection font état de non-conformités affectant d'autres produits ou le processus de production. De plus, des éléments de preuve présentés par la Russie indiquent qu'il y a eu des plaintes de consommateurs, qui semblent concerner des produits visés par un des cinq certificats.⁴²⁰ Le dossier ne contient aucun élément de preuve ni aucune explication concernant le point de savoir s'il y a eu des plaintes de consommateurs s'agissant des produits visés par les quatre autres certificats. De plus, il n'y a aucun élément de preuve concernant le certificat restant ([xxx]). Nous constatons donc que l'Ukraine n'a pas démontré que l'inspection hors site était possible au titre de l'article 7.4.1 pour les produits ferroviaires visés par l'instruction 8.

⁴¹⁷ Documents of the FBO providing for the inconsistencies of the certified products of PJSC ([xxx]) (pièce RUS-64)(RCC); et Inspection act of certified products of PJSC ([xxx]), 23 January 2014 (pièce UKR-151)(RCC).

⁴¹⁸ Le compte rendu d'inspection du 23 janvier 2014, reproduit dans la pièce UKR-151(RCC), fait état d'une non-conformité consistant en la non-présentation de certains documents. Nous considérons que cette non-conformité concerne le processus de production.

⁴¹⁹ Documents of the FBO providing for the inconsistencies of the certified products of PJSC ([xxx]) (pièce RUS-66)(RCC).

⁴²⁰ Nous notons que la pièce Letter from company ([xxx]) to the FBO of 17 February 2013 (pièce RUS-70)(RCC) fait référence à l'un des produits visés par les cinq certificats mentionnés [wagons de marchandises]. Toutefois, en raison du caractère général de la référence figurant dans l'instruction 8, nous ne disposons pas de renseignements permettant de déterminer quel certificat concerne ce produit particulier.

7.529. Au moyen de l'instruction 9 [[xxx]], l'IBF a suspendu sept certificats. Les éléments de preuve fournis par la Russie indiquent que, lors du contrôle d'inspection précédent, des non-conformités concernant des produits visés par les sept certificats avaient été relevés.⁴²¹ Nous constatons donc que l'Ukraine n'a pas démontré que l'inspection hors site était possible au titre de l'article 7.4.1 pour les produits ferroviaires visés par l'instruction 9.

7.530. Au moyen de l'instruction 10 [[xxx]], l'IBF a suspendu deux certificats. Le dossier ne contient aucun élément de preuve étayant l'affirmation de l'Ukraine selon laquelle les conditions requises pour une inspection hors site en vertu de l'article 7.4.1 étaient remplies en ce qui concerne les produits ferroviaires visés par cette instruction. Nous constatons donc que l'Ukraine n'a pas démontré que l'inspection hors site était possible au titre de l'article 7.4.1 pour les produits ferroviaires visés par l'instruction 10.

7.531. Au moyen de l'instruction 11 [[xxx]], l'IBF a suspendu sept certificats. Le dossier ne contient aucun élément de preuve étayant l'affirmation de l'Ukraine selon laquelle les conditions requises pour une inspection hors site en vertu de l'article 7.4.1 étaient remplies en ce qui concerne les produits ferroviaires visés par cette instruction. Nous constatons donc que l'Ukraine n'a pas démontré que l'inspection hors site au titre de l'article 7.4.1 était possible pour les produits ferroviaires visés par l'instruction 11.

7.532. Au moyen de l'instruction 12 [[xxx]], l'IBF a suspendu trois certificats. Le dossier ne contient aucun élément de preuve étayant l'affirmation de l'Ukraine selon laquelle les conditions requises pour une inspection hors site en vertu de l'article 7.4.1 étaient remplies en ce qui concerne les produits ferroviaires visés par cette instruction. Nous constatons donc que l'Ukraine n'a pas démontré que l'inspection hors site était possible au titre de l'article 7.4.1 pour les produits ferroviaires visés par l'instruction 12.

7.533. Au moyen de l'instruction 13 [[xxx]], l'IBF a suspendu un certificat. Le dossier ne contient aucun élément de preuve étayant l'affirmation de l'Ukraine selon laquelle les conditions requises pour une inspection hors site en vertu de l'article 7.4.1 étaient remplies en ce qui concerne les produits ferroviaires visés par cette instruction. Nous constatons donc que l'Ukraine n'a pas démontré que l'inspection hors site était possible au titre de l'article 7.4.1 pour les produits ferroviaires visés par l'instruction 13.

7.534. Au moyen de l'instruction 14 [[xxx]], l'IBF a suspendu un certificat. Le dossier ne contient aucun élément de preuve étayant l'affirmation de l'Ukraine selon laquelle les conditions requises pour une inspection hors site en vertu de l'article 7.4.1 étaient remplies en ce qui concerne les produits ferroviaires visés par cette instruction. Nous constatons donc que l'Ukraine n'a pas démontré que l'inspection hors site était possible au titre de l'article 7.4.1 pour les produits ferroviaires visés par l'instruction 14.

7.535. En résumé, nous avons constaté que l'Ukraine n'avait établi, pour aucun des certificats suspendus visés par les 14 instructions contestées, que l'inspection hors site était possible au titre de l'article 7.4.1.

7.536. Par ailleurs, eu égard à toutes les considérations susmentionnées concernant la possibilité de procéder à une inspection hors site, nous notons que l'Ukraine n'a pas allégué que les conditions énoncées à l'article 7.4.1 étaient elles-mêmes plus strictes que nécessaire et donc contraires à l'article 5.1.2.

7.537. En conséquence, nous constatons que l'Ukraine n'a pas établi que procéder à un contrôle d'inspection hors site était une manière moins stricte d'appliquer la procédure russe d'évaluation de la conformité qui était raisonnablement à la disposition de la Russie.

⁴²¹ Au moyen de l'instruction [[xxx]] du 25 septembre 2013, reproduite dans la pièce RUS-66 (RCC), l'IBF a suspendu ces sept certificats en raison des non-conformités relevées lors d'un contrôle d'inspection qui a eu lieu en septembre 2013 (dernier contrôle d'inspection réalisé avant celui qui était programmé pour septembre 2014).

7.3.3.2.3.5 Évaluation globale du point de savoir si la Russie a appliqué sa procédure d'évaluation de la conformité de manière plus stricte que nécessaire

7.538. Nous rappelons que nous avons déterminé plus haut que, au moyen de chacune des 14 instructions contestées par l'Ukraine, la Russie avait appliqué sa procédure d'évaluation de la conformité d'une manière restrictive pour le commerce. Toutefois, nous avons aussi déterminé que cette manière d'appliquer la procédure d'évaluation de la conformité contribuait substantiellement à donner à la Russie une assurance suffisante que les produits ferroviaires visés par les certificats suspendus étaient conformes à ses règlements techniques applicables. Nous avons en outre déterminé que les risques que la non-conformité entraînerait étaient élevés. Dans les circonstances de l'espèce, la non-conformité pourrait provoquer des accidents et ainsi mettre en danger la vie et la santé des personnes et des animaux et la préservation des végétaux. De tels accidents pourraient en outre causer de graves dommages à l'environnement. Les valeurs et intérêts protégés sont donc clairement importants. Nous avons en outre observé que, dans le cadre de la procédure d'évaluation de la conformité applicable, la suspension de certificats n'était pas la manière la plus stricte selon laquelle l'IBF pouvait, en principe, appliquer la procédure (qui aurait été le retrait des certificats).

7.539. En soutesant et en mettant en balance ces éléments et déterminations, nous notons que, bien que l'IBF ait appliqué la procédure d'évaluation de la conformité correspondante d'une manière stricte qui a eu un important effet restrictif pour le commerce, cette manière d'appliquer la procédure russe a contribué substantiellement à donner à la Russie une assurance suffisante de la conformité avec les règlements techniques applicables et tenait compte des risques élevés que la non-conformité aurait entraînés pour des valeurs et des intérêts importants. Nous rappelons en outre notre constatation selon laquelle l'Ukraine n'a pas démontré que des manières moins strictes d'appliquer la procédure russe d'évaluation de la conformité étaient raisonnablement à la disposition de l'IBF dans le cadre de la procédure d'évaluation de la conformité applicable (que l'Ukraine n'a pas contestée comme étant incompatible avec les règles de l'OMC). Compte tenu de cela, nous considérons que l'Ukraine n'a pas démontré que l'IBF, au moyen de chacune des 14 instructions contestée par l'Ukraine, avait appliqué sa procédure d'évaluation de la conformité d'une manière plus stricte qu'il n'était nécessaire pour donner à la Russie une assurance suffisante de la conformité, eu égard aux risques que la non-conformité entraînerait.

7.3.3.2.3.6 Conclusion

7.540. Sur la base de ce qui précède, nous constatons que l'Ukraine n'a pas établi, pour aucune des 14 instructions en cause, que la Russie avait agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 5.1.2, deuxième phrase, de l'Accord OTC.

7.3.3.2.4 Article 5.1.2, première phrase

7.541. Nous rappelons que l'Ukraine s'appuie à la fois sur la première et la deuxième phrases de l'article 5.1.2. Toutefois, l'Ukraine n'a pas présenté d'éléments de preuve ou d'arguments qui soient différents de ceux que nous avons examinés plus haut en ce qui concerne la première phrase.

7.542. Nous rappelons que la première phrase de l'article 5.1.2 interdit, entre autres choses, à la Russie d'appliquer sa procédure d'évaluation de la conformité avec pour objet ou pour effet de créer "des obstacles non nécessaires au commerce international". Comme nous l'avons constaté plus haut dans notre analyse au titre de la deuxième phrase de l'article 5.1.2, l'IBF a appliqué la procédure d'évaluation de la conformité applicable d'une manière qui avait pour effet de créer un obstacle au commerce international, dans la mesure où elle restreignait les importations des produits ferroviaires en provenance d'Ukraine visés par les 14 instructions contestées de l'IBF. Toutefois, il ressort également de l'analyse des arguments et éléments de preuve pertinents que nous avons faite plus haut, les obstacles au commerce international créés par chacune des 14 instructions n'étaient pas "non nécessaires" au sens de l'article 5.1.2, première phrase.

7.543. Sur la base de ce qui précède, nous constatons que l'Ukraine n'a pas établi, pour aucune des 14 instructions en cause, que la Russie avait agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 5.1.2, première phrase, de l'Accord OTC.

7.3.3.2.5 Conclusion générale

7.544. Le Groupe spécial conclut que l'Ukraine n'a pas établi, pour aucune des 14 instructions en cause, que la Russie avait agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 5.1.2 de l'Accord OTC.

7.3.4 Compatibilité des suspensions avec l'article 5.2.2 de l'Accord OTC

7.545. Le Groupe spécial examine à présent les allégations de violation formulées par l'Ukraine au titre de l'article 5.2.2 de l'Accord OTC. Les allégations d'incompatibilité avec l'article 5.2.2 formulées par l'Ukraine en ce qui concerne les 14 instructions de l'IBF sont fondées sur la troisième obligation de l'article 5.2.2. Les parties pertinentes de l'article 5.2 et 5.2.2 disposent ce qui suit:

5.2 Lorsqu'ils mettront en œuvre les dispositions du paragraphe 1, les Membres feront en sorte:

...

5.2.2 que la durée normale de chaque procédure d'évaluation de la conformité soit publiée ou que la durée prévue soit communiquée au requérant s'il le demande; *que, lorsqu'elle recevra une demande, l'institution compétente examine dans les moindres délais si la documentation est complète et informe le requérant de manière précise et complète de toutes les lacunes; que l'institution compétente communique les résultats de l'évaluation au requérant aussitôt que possible et de manière précise et complète afin que des correctifs puissent être apportés en cas de nécessité; que, même lorsque la demande comportera des lacunes, l'institution compétente mène la procédure d'évaluation de la conformité aussi loin que cela sera réalisable, si le requérant le demande; et que, s'il le demande, le requérant soit informé du stade de la procédure, ainsi que des raisons d'éventuels retards[.]* (pas d'italique dans l'original)

7.546. L'Ukraine allègue que, dans le cas des 14 instructions au moyen desquelles l'IBF a suspendu les certificats de conformité valides détenus par les producteurs ukrainiens de produits ferroviaires, la Russie a agi d'une manière incompatible avec la troisième obligation de l'article 5.2.2 en ne communiquant pas les résultats de l'évaluation de la conformité aussitôt que possible et de manière précise et complète afin de permettre aux requérant d'apporter des correctifs en cas de nécessité.⁴²²

7.547. La Russie fait valoir qu'elle n'a pas agi d'une manière incompatible avec cette obligation énoncée à l'article 5.2.2 pour aucune des 14 instructions, parce qu'elle a fourni des renseignements très précis et parce que tous les producteurs qui demandaient une certification étaient parfaitement au courant de la situation en la matière.⁴²³

7.3.4.1 Interprétation des deuxième et troisième obligations de l'article 5.2.2

7.548. Le Groupe spécial commence son évaluation des allégations de l'Ukraine en traitant un certain nombre de questions d'interprétation découlant des deuxième et troisième obligations de l'article 5.2.2. Nous examinons les deuxième et troisième obligations conjointement, puisqu'elles ont certains concepts en commun et que l'Ukraine formule également des allégations au titre de la deuxième obligation, quoique au sujet des trois décisions de l'IBF de rejeter de nouvelles demandes, que nous traitons plus loin dans la section 7.4.4.

7.549. L'Ukraine observe que les deuxième et troisième obligations de l'article 5.2.2 contiennent toutes deux l'expression "in a precise and complete manner" (de manière précise et complète). Elle affirme que "precise" (précis) signifie "exact" (exact) ou "accurate" (juste), alors que "complete" (complet) signifie "having all its parts or elements; entire, full, total" (qui a toutes ses

⁴²² Ukraine, première communication écrite, paragraphe 277; et deuxième communication écrite, paragraphe 254.

⁴²³ Russie, première communication écrite, paragraphes 103, 104 et 106.

parties ou éléments; entier, exhaustif, total). L'Ukraine en déduit que les renseignements fournis doivent être exhaustifs et justes.⁴²⁴

7.550. L'Ukraine note que la troisième obligation énoncée à l'article 5.2.2 dispose que le "requérant" doit recevoir les résultats de l'évaluation de l'institution compétente. Selon l'Ukraine, rien dans la définition des "procédures d'évaluation de la conformité" figurant à l'article 1.3 de l'Accord OTC ne donne à penser qu'elles sont limitées aux procédures initiales conduisant à la délivrance d'un certificat. L'Ukraine soutient que la troisième obligation s'applique également aux procédures d'évaluation de la conformité qui ont lieu après la délivrance d'un certificat. À son avis, les producteurs qui ont déjà obtenu une certification mais qui continuent d'être soumis, par exemple, à des inspections annuelles, sont des "requérants".⁴²⁵

7.551. L'Ukraine fait en outre valoir que l'expression "résultats de l'évaluation" figurant dans la troisième obligation de l'article 5.2.2 devrait être interprétée comme renvoyant non seulement aux résultats de l'évaluation globale faite dans le cadre de la procédure d'évaluation de la conformité, mais aussi aux résultats de l'évaluation faite s'agissant de chaque procédure qui est un élément nécessaire de la procédure d'évaluation de la conformité. De l'avis de l'Ukraine, la mention dans le texte de la troisième obligation de l'article 5.2.2 du terme "correctifs" (qui, d'après l'Ukraine, renvoie à des correctifs apportés par le requérant) indique que l'obligation s'applique également en cas de résultat négatif de tout élément de la procédure ou de l'ensemble de la procédure d'évaluation de la conformité. L'Ukraine considère que les résultats de l'évaluation incluent donc également l'évaluation des raisons pour lesquelles la procédure ne peut être achevée. Elle soutient par conséquent que, dans les cas où une procédure d'inspection est un élément d'une procédure d'évaluation de la conformité et ne peut être effectuée, les résultats de cette évaluation doivent être communiqués au requérant.⁴²⁶

7.552. La Russie n'avance pas d'arguments spécifiques concernant l'interprétation de l'article 5.2.2.

7.553. Le Groupe spécial note que, en vertu de l'article 5.2, les obligations énoncées à l'article 5.2.2 s'appliquent au type de procédures d'évaluation de la conformité visées à l'article 5.1, c'est-à-dire des procédures d'évaluation de la conformité appliquées par des institutions du gouvernement central qui prévoient une évaluation obligatoire de la conformité.⁴²⁷ L'article 5.2.2 énonce cinq obligations procédurales distinctes dont l'institution compétente du gouvernement central doit s'acquitter.

7.554. La deuxième obligation de l'article 5.2.2 porte sur le caractère complet de la documentation et donc la tâche qui incombe au requérant. Elle suppose que l'institution compétente peut exiger des requérants qu'ils communiquent des documents établissant la conformité de leurs produits. La deuxième obligation impose un double devoir à l'institution compétente aussitôt qu'elle reçoit une demande. Premièrement, l'institution compétente doit examiner si la documentation est complète, c'est-à-dire si le requérant a communiqué tous les documents requis. Deuxièmement, elle doit informer le requérant de toutes les lacunes. Comme l'institution compétente a seulement examiné si la documentation était complète à ce stade, la "lacune" s'apparente, à notre avis, à une insuffisance de la demande ou à une documentation incomplète.

7.555. La deuxième obligation précise en outre qu'une institution compétente doit "promptly examine[] [the application] ... and inform[] the applicant" (examine[r] dans les moindres délais [la demande] ... et informe[r] le requérant). Nous considérons que l'adverbe "promptly" (dans les moindres délais) se rapporte à la fois au verbe "examine" (examiner) et au verbe "inform" (informer). Sinon, l'obligation d'examiner dans les moindres délais serait sans effet, car l'institution compétente pourrait retarder l'action d'informer le requérant des lacunes. Nous notons que "promptly" (dans les moindres délais) signifie "quickly" (vite) et "without undue delay" (sans

⁴²⁴ Ukraine, première communication écrite, paragraphe 280. L'Ukraine s'appuie sur le *Shorter Oxford English Dictionary*, 6^{ème} édition, A. Stevenson (éd.) (Oxford University Press, 2007), volumes 1 et 2, pages 471 et 2319.

⁴²⁵ Ukraine, deuxième communication écrite, paragraphes 269 à 271.

⁴²⁶ Ukraine, deuxième communication écrite, paragraphes 263, 264 et 268.

⁴²⁷ Voir plus haut le paragraphe 7.251.

retard indu).⁴²⁸ La question de savoir si l'institution compétente a agi dans les moindres délais dépendra des circonstances et doit être évaluée au cas par cas.

7.556. L'institution compétente est également dans l'obligation d'informer le requérant de "manière précise et complète" de toutes les lacunes qu'elle trouve lorsqu'elle examine la demande. Des renseignements précis et complets permettent au requérant de remplir correctement sa demande en présentant tout document manquant ou en rassemblant la documentation complète et en présentant à nouveau sa demande, selon le cas.⁴²⁹ Nous notons que l'obligation d'informer le requérant de manière précise et complète est également liée à l'obligation d'informer le requérant dans les moindres délais. Si l'institution compétente a informé le requérant dans les moindres délais, mais de manière imprécise ou incomplète, tout le temps qui pourrait être gagné du fait que l'institution compétente a informé dans les moindres délais pourrait être perdu si le requérant ne se représentait pas avec les documents corrects parce que l'information n'était pas précise ou complète.

7.557. Nous estimons qu'il convient d'évaluer au cas par cas si l'institution compétente a informé le requérant de "manière précise et complète". Nous notons toutefois que l'obligation de donner une information précise et complète est absolue. L'institution compétente doit toujours informer le requérant de manière précise et complète. Même si elle estime que le requérant saurait comment remplir correctement une demande lacunaire s'il recevait une information moins précise et complète, l'institution compétente est tout de même tenue de donner une information précise et complète. Le critère pour évaluer si l'information donnée est précise et complète est donc un critère objectif, et non subjectif, qui variera d'un requérant à l'autre. Cette interprétation permet également d'éviter les désaccords entre les institutions compétentes et les requérants et de faciliter l'examen par un organe d'examen.⁴³⁰

7.558. Nous passons ensuite à la troisième obligation de l'article 5.2.2, qui porte sur "les résultats de l'évaluation" et donc sur la tâche qui incombe à l'institution compétente. L'institution compétente doit communiquer les résultats au requérant "aussitôt que possible ... afin que des correctifs puissent être apportés en cas de nécessité". Même si le texte ne l'indique pas expressément, nous considérons que les correctifs auxquels il est fait référence doivent être apportés par le requérant.⁴³¹ En effet, si, par exemple, le résultat d'une inspection dans des installations était négatif (non-conformité), le requérant voudrait prendre les mesures nécessaires pour répondre aux préoccupations des inspecteurs.

7.559. La troisième obligation impose également à l'institution compétente l'obligation de communiquer au requérant les résultats de l'évaluation "de manière précise et complète". Nous considérons que l'expression "de manière précise et complète" devrait être interprétée de la même manière que dans la deuxième obligation de l'article 5.2.2, comme un critère objectif.

7.560. Comme il a été indiqué, la troisième obligation impose à l'institution compétente d'informer le requérant des "résultats de l'évaluation". L'"évaluation" à laquelle il est fait référence est l'"évaluation de la conformité", ce qui est confirmé par la quatrième obligation de l'article 5.2.2 (qui utilise l'expression "évaluation de la conformité"). La deuxième phrase de l'article 5.1.1 de l'Accord OTC indique clairement que l'évaluation de la conformité implique diverses "activités d'évaluation de la conformité". L'Annexe 1.3 de l'Accord OTC contient une note explicative indiquant que ces activités comprennent l'échantillonnage, l'essai, l'inspection, l'évaluation, la vérification et l'assurance de la conformité. Elles peuvent être combinées dans une seule procédure d'évaluation de la conformité, et au moins certaines d'entre elles peuvent aboutir à des résultats indépendants. Nous croyons comprendre que, en ce sens, les procédures d'évaluation de la conformité peuvent aboutir à des résultats multiples qui peuvent être rendus disponibles à différents moments du processus. Nous notons à cet égard que la troisième obligation exige que

⁴²⁸ Rapports du Groupe spécial *CE – Produits des technologies de l'information*, paragraphe 7.1074.

⁴²⁹ La quatrième obligation de l'article 5.2.2 impose à l'institution compétente d'aller aussi loin que cela est réalisable avec une demande incomplète, si le requérant le demande.

⁴³⁰ En vertu de l'article 5.2.8, les Membres sont tenus de mettre en place une procédure pour examiner les plaintes concernant l'application d'une procédure d'évaluation de la conformité.

⁴³¹ Le Canada, l'Union européenne et les États-Unis sont du même avis. Voir Canada, réponse en tant que tierce partie à la question n° 20 du Groupe spécial, paragraphe 87; Union européenne, réponse en tant que tierce partie à la question n° 18 du Groupe spécial, paragraphe 56; et États-Unis, réponse en tant que tierce partie à la question n° 20 du Groupe spécial, paragraphe 46.

les institutions compétentes communiquent les résultats "aussitôt que possible", "afin que des correctifs puissent être apportés en cas de nécessité".

7.561. Le présent différend pose la question de savoir qui correspond à un "résultat" devant être communiqué. Nous notons que le dictionnaire définit le terme "result" (résultat) comme signifiant, entre autres choses, "outcome" (conclusion).⁴³² Il ne fait aucun doute que les conclusions concrètes positives ou négatives d'une évaluation (conformité ou non-conformité) sont des "résultats" devant être communiqués. Il peut toutefois y avoir des cas, comme dans le présent différend, dans lesquels une activité d'évaluation pertinente qui, en principe, aboutirait à un résultat concret indépendant ne peut pas être entreprise ou achevée. Cela peut être dû, par exemple, à des circonstances qui empêchent de procéder à l'activité d'évaluation pertinente ou à un besoin de renseignements additionnels (ce qui peut arriver même lorsque la documentation accompagnant une demande était complète). En pareils cas, il n'y a pas de résultat concret positif (conformité) ou négatif (non-conformité). Toutefois, la tentative d'évaluation ou l'évaluation incomplète a quand même abouti à une conclusion, à savoir qu'aucune conclusion concrète n'est possible, du moins pour le moment. Nous considérons qu'une telle conclusion est aussi un "résultat" d'évaluation devant être communiqué.

7.562. S'il en était autrement, une institution compétente pourrait retarder le partage de l'information avec le requérant au sujet d'une conclusion même dans les cas où elle ne peut pas procéder à l'évaluation et où le requérant pourrait apporter des correctifs. Cela irait à l'encontre de l'objectif de la troisième obligation, qui est, entre autres choses, de permettre aux requérants d'apporter des correctifs dans les moindres délais.⁴³³

7.563. Après avoir traité les deuxième et troisième obligations de l'article 5.2.2 séparément, nous examinons à présent la relation entre les deux. Comme nous l'avons dit, la deuxième obligation porte sur une tâche qui incombe au requérant (caractère complet de la demande) et la troisième obligation, sur une tâche qui incombe à l'institution compétente (résultats de l'évaluation). Normalement – comme en témoigne l'ordre dans lequel les deux obligations apparaissent dans l'article 5.2.2 – l'institution compétente s'assurera d'abord qu'une demande est complète et, si tel est le cas, elle procédera alors à l'évaluation de la conformité et communiquera les résultats de son évaluation au requérant aussitôt que possible.

7.564. Toutefois, rien dans l'article 5.2.2 n'indique que la troisième obligation prend effet uniquement lorsque l'institution compétente a fini d'examiner si la documentation présentée par le requérant est complète. La troisième obligation indique, sans restriction, que l'institution compétente doit communiquer aussitôt que possible les résultats de son évaluation afin que des correctifs puissent être apportés. Par conséquent, l'institution compétente doit informer le requérant aussitôt que possible, dès que des résultats quelconques sont disponibles, même si cela a lieu avant que l'institution compétente n'ait été en mesure de finir d'examiner si la documentation est complète. Comme nous l'avons dit plus haut, les résultats devant être communiqués incluraient également les résultats "sans conclusion concrète".

7.565. En gardant ces constatations en matière d'interprétation à l'esprit, nous procédons maintenant à l'évaluation des mesures que l'Ukraine conteste au titre de l'article 5.2.2.

7.3.4.2 Application de la troisième obligation de l'article 5.2.2

7.3.4.2.1 Applicabilité de l'article 5.2.2

7.566. Le Groupe spécial commence son évaluation des allégations de l'Ukraine concernant les 14 instructions de l'IBF en examinant si l'article 5.2.2 s'applique aux procédures d'évaluation de la conformité qui ont abouti à ces instructions. Nous notons à cet égard que l'article 5.2.2 fait partie

⁴³² Le terme "result" (résultat) est défini dans le Shorter Oxford English Dictionary comme "[t]he effect, consequence, issue, or outcome of some action, process, or design" (l'effet, la conséquence, l'issue ou la conclusion d'une action, d'un processus ou d'un dessein). *Shorter Oxford English Dictionary*, 6^{ème} édition, A. Stevenson (éd) (Oxford University Press, 2007), volume 2, page 2554.

⁴³³ Nous sommes conscients que la cinquième obligation de l'article 5.2.2 donne au requérant la possibilité d'être informé du stade de la procédure et de la raison d'éventuels retards. Toutefois, cela ne garantirait pas que le requérant soit informé aussitôt que possible d'un résultat "sans conclusion concrète".

de l'article 5.2, qui contient des obligations que les Membres devront observer "lorsqu'ils mettront en œuvre les dispositions du paragraphe 1 [de l'article 5]".

7.567. Nous avons constaté plus haut que les 14 instructions relevaient de l'article 5.1 parce qu'elles concernaient l'évaluation de la conformité par une institution du gouvernement central et une procédure d'évaluation de la conformité obligatoire.⁴³⁴ Puisque la Russie était donc tenue de mettre en œuvre l'article 5.1 en ce qui concerne les procédures d'évaluation de la conformité ayant abouti à ces instructions, elle était tenue, eu égard à l'article 5.2, de se conformer également à l'article 5.2.2 lorsqu'elle engageait ces procédures d'évaluation de la conformité.

7.3.4.2.2 Aperçu des faits pertinents

7.568. La section 7.3.1 ci-dessus résume les faits pertinents.⁴³⁵ Elle indique que le dossier contient les instructions relatives aux 14 suspensions en cause. Pour 5 des 14 suspensions, le dossier contient également une lettre d'accompagnement distincte de l'instruction de l'IBF, mais qui lui est jointe. Les parties ont fondé leurs analyses des renseignements communiqués par l'IBF aux requérants concernés soit uniquement sur les instructions, soit, dans les cas où il existait des lettres d'accompagnement distinctes, sur les instructions et les lettres d'accompagnement.

7.569. Dans les 14 cas, les instructions utilisaient le même texte ou un texte similaire.⁴³⁶ Lorsqu'il y a des différences, elles concernent principalement des références à des dates. Elles reflètent les différents délais qui avaient été fixés dans chaque cas pour procéder au contrôle d'inspection en Ukraine.

7.570. Les lettres d'accompagnement de quatre des cinq suspensions pour lesquelles des lettres d'accompagnement sont disponibles – suspensions 2, 4, 8 et 9 – fournissent aux requérants des renseignements pertinents similaires. Une lettre d'accompagnement additionnelle, qui concerne la suspension 1, fournit des renseignements plus détaillés que les quatre autres.

7.571. Nous notons que toutes les instructions et toutes les lettres d'accompagnement invoquent comme raison immédiate des décisions de suspendre les certificats valides le fait que les conditions pour effectuer des contrôles d'inspection en Ukraine n'étaient pas remplies au moment voulu.

7.3.4.2.3 Compatibilité avec la troisième obligation de l'article 5.2.2

7.572. L'Ukraine allègue que, dans aucune des 14 instructions au moyen desquelles l'IBF a suspendu des certificats valides, la Russie n'a respecté la troisième obligation de l'article 5.2.2.⁴³⁷ Elle allègue également qu'en suspendant les certificats pertinents sans autre explication, l'IBF n'a pas communiqué de manière précise et complète les résultats de l'évaluation préliminaire qui permettraient aux requérants d'apporter des correctifs. Selon l'Ukraine, la raison générale qu'il n'y avait pas les conditions requises pour effectuer les contrôles d'inspection ne correspond pas à des renseignements exhaustifs et justes. L'Ukraine fait valoir que, s'ils connaissaient pas les raisons spécifiques pour lesquelles les contrôles d'inspection ne pouvaient pas avoir lieu, les producteurs n'étaient pas en mesure de prendre des dispositions pour remédier à la situation.⁴³⁸

7.573. En ce qui concerne la suspension 1, l'Ukraine indique que le producteur est situé en dehors des régions où, selon la lettre d'accompagnement, le gouvernement ukrainien mène des opérations militaires. Elle fait en outre valoir qu'il n'y a pas de restrictions à l'entrée des citoyens russes de sexe masculin. Il s'ensuit, pour l'Ukraine, que la lettre d'accompagnement n'explique pas pourquoi l'inspection ne pouvait être effectuée dans les locaux du fournisseur ni quels correctifs le

⁴³⁴ Voir plus haut les paragraphes 7.291 à 7.293.

⁴³⁵ Voir en particulier plus haut le tableau 4.

⁴³⁶ D'après l'Ukraine, le texte n'est pas toujours identique en raison de différences de traduction.

Ukraine, deuxième communication écrite, note de bas de page 360.

⁴³⁷ L'Ukraine ne fait aucune allégation concernant les 14 suspensions au titre de la deuxième obligation de l'article 5.2.2. Ukraine, deuxième communication écrite, paragraphe 254.

⁴³⁸ Ukraine, première communication écrite, paragraphes 282 et 283.

fournisseur pouvait apporter pour remédier à la situation. De l'avis de l'Ukraine, les renseignements concernant les résultats doivent être fournis par producteur.⁴³⁹

7.574. En outre, l'Ukraine fait valoir que les suspensions autres que la suspension 1 ne comportaient aucune explication sur les raisons pour lesquelles les inspections ne pouvaient être effectuées. De l'avis de l'Ukraine, l'institution compétente doit informer les requérants et ne pas supposer qu'ils sont parfaitement au courant de la situation. L'Ukraine fait valoir que la Russie ne peut pas satisfaire à la troisième obligation de l'article 5.2.2 en faisant une hypothèse sur les renseignements dont les requérants peuvent déjà avoir connaissance. L'Ukraine soutient que rien dans l'article 5.2.2 ne permet d'introduire un critère subjectif suivant lequel le respect de cet article par un Membre dépendrait de la connaissance que chaque requérant a des motifs de la décision de l'institution compétente ou de la situation sous-jacente.⁴⁴⁰

7.575. La Russie fait valoir que l'Ukraine n'a pas établi le bien-fondé de ses allégations au titre de l'article 5.2.2. En ce qui concerne la suspension 1, elle fait valoir que la lettre d'accompagnement informait le requérant de manière très précise en indiquant clairement que les conditions n'étaient pas réunies pour le contrôle d'inspection. La Russie note en outre qu'il y avait une explication additionnelle de la raison pour laquelle les conditions n'étaient pas réunies pour le contrôle d'inspection. Selon la Russie, il n'y avait aucune assurance quant aux conditions de sécurité sur le territoire ukrainien.⁴⁴¹

7.576. En ce qui concerne les suspensions 2 à 14, la Russie fait valoir que les instructions pertinentes informaient les requérants de manière précise en indiquant clairement que les conditions n'étaient pas réunies pour le contrôle d'inspection. Selon la Russie, l'IBF n'a pas fourni les renseignements additionnels dans le cas de ces suspensions parce que tous les requérants étaient parfaitement au courant de la situation sous-jacente et de la raison de l'impossibilité de procéder au contrôle d'inspection. La Russie affirme que cela est confirmé par des lettres envoyées à l'IBF⁴⁴² par certains requérants.⁴⁴³

7.577. Le Groupe spécial rappelle que la troisième obligation de l'article 5.2.2 exigeait que l'IBF communique les "résultats de l'évaluation ... de manière précise et complète" aux requérants afin qu'ils puissent apporter des correctifs en cas de nécessité. Nous examinerons d'abord la question de savoir si, au moyen des 14 instructions et des 5 lettres d'accompagnement, l'IBF a communiqué les résultats de son évaluation.

7.578. Nous notons que, dans les 14 cas, les contrôles d'inspection devaient avoir lieu quelque temps avant la date des instructions. Les instructions et les lettres d'accompagnement informaient les requérants⁴⁴⁴ que les conditions pour procéder aux contrôles d'inspection n'étaient pas remplies au moment où ces contrôles devaient avoir lieu ou à la date ultérieure des instructions.

7.579. Nous rappelons que le contrôle d'inspection était une composante distincte et à part entière de la procédure d'évaluation de la conformité alors applicable qui est énoncée dans les Règles CS FRT. L'"évaluation", dont le résultat doit être communiqué, est donc l'évaluation devant être effectuée au cours du contrôle d'inspection.

⁴³⁹ Ukraine, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 71; et deuxième communication écrite, paragraphes 303 à 305.

⁴⁴⁰ Ukraine, deuxième communication écrite, paragraphes 306 et 307; et déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 71.

⁴⁴¹ Russie, première communication écrite, paragraphes 103 et 106; et deuxième communication écrite, paragraphe 123.

⁴⁴² La Russie fait référence aux lettres suivantes: Letter [[xxx]] from PJSC [[xxx]] to the FBO, 12 May 2014 (pièce UKR-17)(RCC); Letter [[xxx]] from PJSC [[xxx]] to the FBO (pièce UKR-18)(RCC)(Corr.); Letter [[xxx]] from PJSC [[xxx]] to FBO, 13 March 2015 (pièce UKR-21)(RCC); et Letter [[xxx]] from PJSC [[xxx]] to the FBO, 10 October 2014 (pièce UKR-41)(RCC).

⁴⁴³ Russie, première communication écrite, paragraphe 104; et deuxième communication écrite, paragraphe 124.

⁴⁴⁴ Comme nous l'avons déjà indiqué, les suspensions concernent l'étape postérieure à la certification de la procédure d'évaluation de la conformité sous-jacente et il n'était pas nécessaire de présenter une demande spécifique pour qu'un contrôle d'inspection soit effectué. Toutefois, la troisième obligation de l'article 5.2.2 fait référence au "requérant" et, du point de vue de cette troisième obligation, les producteurs dont les certificats ont été suspendus sont les requérants initiaux.

7.580. De toute évidence, l'IBF n'a pas communiqué de conclusions concrètes de "conformité" ou de "non-conformité" au sujet des contrôles d'inspection, puisqu'aucun contrôle n'avait été effectué. Au lieu de cela, l'IBF a conclu que, pour le moment, les évaluations devant être effectuées pendant la partie de la procédure d'évaluation de la conformité consacrée au contrôle de l'inspection ne pouvaient pas aboutir à des conclusions concrètes. Suivant notre interprétation de l'expression "résultats de l'évaluation" qui apparaît dans la troisième obligation, nous considérons donc que le "résultat" de l'évaluation de l'inspection était qu'il n'y avait pas et ne pouvait pas y avoir de conclusion concrète pour le moment. Compte tenu de ce qui précède, il nous paraît clair que l'IBF a communiqué aux requérants le résultat de son évaluation.

7.581. Nous passons maintenant à la question de savoir si l'IBF a communiqué le résultat de son évaluation de manière précise et complète afin que des correctifs puissent être apportés.

7.582. Nous notons tout d'abord que, à notre avis, l'IBF a clairement indiqué aux requérants qu'il n'était pas possible d'avoir une conclusion de "conformité" ou de "non-conformité" du contrôle d'inspection. L'Ukraine fait valoir, cependant, que cela ne suffisait pas pour informer les requérants de manière précise et complète afin qu'ils puissent apporter des correctifs en cas de nécessité. Pour analyser cet argument, nous examinerons d'abord les renseignements que l'IBF a fournis aux requérants dans les instructions, puis, s'il y a lieu, les renseignements additionnels fournis dans les lettres d'accompagnement.

7.583. Dans les instructions pertinentes, les requérants sont informés que les conditions nécessaires à la réalisation de contrôles d'inspection n'existaient pas à la date des instructions. Les instructions informent ainsi les requérants du résultat obtenu. Toutefois, faute de renseignements sur la nature des "conditions" qui rendent impossible la réalisation de contrôles d'inspection, les requérants n'ont aucun moyen de déterminer si ces conditions échappent à leur contrôle ou s'ils pourraient apporter des correctifs en vue de permettre la réalisation des contrôles d'inspection. Pour ces raisons, les instructions n'informent pas les requérants de manière précise et complète et ne sont donc pas suffisantes, en soi, pour satisfaire aux prescriptions de la troisième obligation.

7.584. Selon la Russie, tous les requérants étaient parfaitement au courant de la situation sous-jacente. Cependant, comme nous l'avons indiqué plus haut, le critère pour évaluer si les résultats ont été communiqués de manière précise et complète est un critère objectif. Il n'est donc pas nécessaire d'examiner, en plus, ce que les requérants en question savaient ou non des "conditions" pertinentes. L'important est de savoir si l'information était objectivement précise et complète. Sur la base d'une évaluation objective, la référence aux "conditions" pour la réalisation de contrôles d'inspection pourrait englober toute sorte de circonstances, allant des conditions concernant l'institution compétente (par exemple, la disponibilité des inspecteurs) et des conditions concernant les requérants (par exemple, le fait qu'ils n'ont pas payé les redevances par le passé ou pour une inspection à venir ou qu'ils n'ont pas effectué certaines tâches préparatoires nécessaires), aux conditions concernant les installations à inspecter (par exemple, leur accessibilité ou la situation en matière de sécurité), entre autres conditions. Les requérants n'étaient donc objectivement pas en mesure, sans indications additionnelles, d'inférer de manière fiable de la référence à une "absence des conditions" requises pour effectuer des contrôles d'inspection quelles étaient les conditions pertinentes.

7.585. La Russie mentionne également des lettres envoyées à l'IBF par certains requérants en réponse aux instructions qu'ils avaient reçues de cette institution. Elle note à cet égard que ces requérants avaient été en mesure de faire des inférences correctes à partir des renseignements fournis par l'IBF et qu'ils avaient ainsi compris les raisons pour lesquelles l'IBF avait été dans l'impossibilité d'effectuer le contrôle d'inspection. Nous ne sommes pas convaincus par cet argument. Même si en fin de compte certains requérants ont fait des suppositions correctes s'agissant des renseignements fournis dans les instructions, cela n'enlève rien au fait que les instructions n'ont pas objectivement informé les requérants de manière précise et complète lorsqu'elles ont été communiquées et que les requérants n'auraient pas dû avoir besoin de faire des suppositions, qui auraient pu se révéler correctes ou incorrectes.

7.586. Nous examinons ensuite les renseignements additionnels fournis dans les quatre lettres d'accompagnement concernant les suspensions 2, 4, 8 et 9. Ils indiquent tous que la raison ayant empêché la réalisation de contrôles d'inspection est un changement important de circonstances et informent les requérants que, lorsque ces circonstances redeviendraient normales, les contrôles d'inspection pourraient reprendre. Les quatre lettres d'accompagnement fournissent donc peu de

renseignements additionnels. Tout ce qui peut en être inféré de façon fiable est qu'il y a eu un changement de circonstances. Les lettres d'accompagnement ne précisent pas quelles circonstances ont changé. Sur la base d'une évaluation objective, il n'apparaît une fois de plus pas clairement si ce sont les circonstances concernant l'institution compétente ou le requérant qui ont changé, ou si le changement de circonstances était lié au lieu ou au pays où le contrôle d'inspection devait être effectué. Par conséquent, les requérants ne disposent pas de suffisamment de renseignements pour déterminer s'il est possible d'apporter des correctifs. Pour ces raisons, les quatre lettres d'accompagnement concernant les suspensions 2, 4, 8 et 9, même considérées conjointement avec les instructions connexes, ne sont pas suffisantes pour satisfaire aux prescriptions de la troisième obligation de l'article 5.2.2.

7.587. Nous passons enfin à l'examen des renseignements additionnels fournis dans la lettre d'accompagnement concernant la suspension 1. Ces renseignements indiquent que les conditions pour effectuer des contrôles d'inspection en Ukraine n'étaient pas remplies pour deux raisons, qui sont qualifiées de cas de force majeure. Premièrement, la visite d'employés de l'IBF en Ukraine aurait, d'après les allégations, constitué une menace pour leur vie ou leur santé en raison des opérations militaires menées par le gouvernement ukrainien dans certaines régions du pays. Deuxièmement, le Service national des gardes-frontières ukrainien a, d'après les allégations, restreint l'entrée des ressortissants russes de sexe masculin âgés de 16 à 60 ans.

7.588. Cette lettre d'accompagnement fournit des renseignements plus complets et plus détaillés que les autres lettres d'accompagnement et que les instructions. Les renseignements additionnels précisent notamment la nature des "conditions" qui n'étaient pas remplies pour que le contrôle d'inspection ait lieu. Grâce à ces renseignements, le requérant était, à notre avis, dans une position où il pouvait évaluer s'il était possible d'apporter des correctifs. La lettre d'accompagnement indique expressément que les contrôles d'inspection seraient à nouveau possibles uniquement après la fin des opérations militaires sur le territoire de l'Ukraine et la levée des restrictions à l'entrée. Cette explication s'adresse à tous les producteurs ukrainiens, y compris au requérant en question. Nous ne souscrivons pas au point de vue selon lequel les renseignements fournis dans la lettre d'accompagnement devaient être davantage axés sur les producteurs particuliers. Nous observons également qu'il n'est pas pertinent, au regard de la troisième obligation de l'article 5.2.2, de savoir si les résultats communiqués sont bien fondés du point de vue du requérant.⁴⁴⁵ Pour ces raisons, nous considérons que la lettre d'accompagnement concernant la suspension 1, lue conjointement avec l'instruction pertinente, communiquait le résultat "sans conclusion concrète" au requérant de manière précise et complète.

7.589. La lettre d'accompagnement concernant la suspension 1 permet également, à notre avis, de confirmer nos constatations relatives aux 13 autres suspensions. La lettre d'accompagnement démontre que l'IBF était en mesure de fournir des renseignements plus exhaustifs que ceux qu'elle a fournis dans le cas des 13 autres suspensions. Nous ajoutons à cet égard que la troisième obligation de l'article 5.2.2 prescrit que le résultat doit être communiqué de manière précise et complète dans chaque procédure d'évaluation de la conformité engagée. Même si les résultats étaient identiques dans de nombreuses procédures d'évaluation de la conformité, il n'incombe pas aux requérants d'essayer d'identifier d'autres requérants dans la même situation et de leur demander quels renseignements additionnels, le cas échéant, l'institution compétente leur a fournis.

7.590. Enfin, nous notons que le dossier indique que, dans le cas des suspensions 1 et 2, le requérant est un seul et même producteur. En outre, l'instruction de suspension 2 a été émise après l'instruction de suspension 1. Le requérant a donc eu accès aux renseignements accompagnant la suspension 1 lorsqu'il a reçu l'instruction de suspension 2. Comme il est indiqué plus haut, la lettre d'accompagnement et l'instruction relatives à la suspension 2 ne sont pas suffisantes pour satisfaire aux prescriptions de la troisième obligation de l'article 5.2.2. À notre avis, la Russie ne peut pas se servir, dans le contexte de la suspension 2, du fait que le requérant avait eu accès à des renseignements additionnels concernant la suspension 1. Comme nous l'avons indiqué, les prescriptions de l'article 5.2.2 doivent être satisfaites dans chaque procédure d'évaluation de la conformité. Le niveau de précision et le caractère complet ne varient pas d'un

⁴⁴⁵ L'article 5.2.8 prévoit à cet égard que les Membres mettent en place une procédure permettant à un requérant de déposer plainte et de demander un examen concernant l'application d'une procédure d'évaluation de la conformité.

requérant à l'autre, ni en fonction des renseignements qui ont été fournis à un requérant dans le cadre d'une procédure d'évaluation de la conformité antérieure.

7.3.4.2.4 Conclusion

7.591. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que l'Ukraine a établi, pour chacune des instructions concernant les suspensions 2 à 14, que la Russie avait agi d'une manière incompatible avec la troisième obligation de l'article 5.2.2. Le Groupe spécial conclut également, toutefois, que l'Ukraine n'a pas établi, pour l'instruction concernant la suspension 1, que la Russie avait agi d'une manière incompatible avec la troisième obligation de l'article 5.2.2. En résumé, le Groupe spécial conclut que l'Ukraine a établi l'existence d'incompatibilités avec la troisième obligation de l'article 5.2.2 en ce qui concerne 13 des 14 suspensions.

7.4 Allégations concernant les rejets des demandes de nouveaux certificats

7.4.1 Mesures en cause

7.4.1.1 Aperçu du cadre juridique de l'Union douanière concernant les procédures d'évaluation de la conformité

7.592. La présente section concerne les procédures d'évaluation de la conformité appliquées par la Russie aux demandes de nouveaux certificats pour des produits ferroviaires présentées par des producteurs ukrainiens qui ont été rejetées par l'IBF. Les règlements techniques n° 001/2011, n° 002/2011 et n° 003/2011 de l'Union douanière sont appliqués en Russie depuis le 2 août 2014 et établissent les procédures d'évaluation de la conformité des produits ferroviaires.

7.593. Les Règlements techniques de l'Union douanière indiquent également les produits ferroviaires qui sont soumis à l'un des deux types de procédures d'évaluation de la conformité obligatoires: la déclaration de conformité du fournisseur ou la certification obligatoire.⁴⁴⁶ Le choix du type de procédure d'évaluation de la conformité dépend du type de produit ferroviaire en question.⁴⁴⁷ Les questions soulevées dans le présent différend, ainsi que le débat et l'analyse qu'elles suscitent, concernent uniquement la certification obligatoire.⁴⁴⁸

7.594. La certification obligatoire au titre des Règlements techniques n° 001/2011, n° 002/2011 et n° 003/2011 de l'Union douanière comprend les étapes⁴⁴⁹ qui se déroulent *avant* la délivrance d'un certificat (procédure de certification), ainsi qu'*après* la délivrance d'un certificat (contrôle d'inspection). Le présent différend concerne uniquement l'application de la procédure russe d'évaluation de la conformité à la procédure de certification. La "procédure de certification" comprend des étapes successives à mener avant que l'organisme de certification puisse délivrer un certificat au requérant, étapes qui peuvent inclure les essais sur échantillons et l'inspection de la production.⁴⁵⁰ En ce qui concerne l'échantillonnage du produit devant faire l'objet d'essais, le lieu

⁴⁴⁶ Article 6 2) du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière; article 6 6) du Règlement technique n° 002/2011 de l'Union douanière; et article 6 6) du Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière.

⁴⁴⁷ Par exemple, en vertu du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière, les "disques de frein pour matériel ferroviaire roulant" sont soumis à la "certification obligatoire", alors que les "sièges de conducteur pour locomotives" sont soumis à la "déclaration de conformité du fournisseur". Voir l'article 6 6) et les appendices 1 à 5 du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière; l'article 6 10) et les appendices 3 à 5 du Règlement technique n° 002/2011 de l'Union douanière; et l'article 6 10) et les appendices 3 et 4 du Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière.

⁴⁴⁸ Ukraine, réponse à la question n° 121 du Groupe spécial, paragraphe 26; et deuxième communication écrite, note de bas de page 354.

⁴⁴⁹ Article 6 21) à 70) du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière; article 6 24) à 73) du Règlement technique n° 002/2011 de l'Union douanière; et article 6 24) à 72) du Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière.

⁴⁵⁰ Ces étapes comprennent i) la présentation de la demande; ii) l'évaluation préliminaire de la demande afin de décider si elle peut être *rejetée* (l'évaluation de la demande ne peut plus continuer) ou *acceptée* (le requérant sera informé du dispositif de certification spécifique qui sera utilisé); iii) un échantillon du ou des produits ferroviaires visés par la demande est ensuite soumis à des essais dont les résultats sont analysés; iv) si le dispositif de certification applicable le spécifie, une inspection de la production du ou des produits ferroviaires concernés est effectuée; v) sur la base des résultats obtenus aux étapes iii) et iv), une décision finale est alors prise quant à la délivrance ou non du "certificat de conformité"; vi) si la décision finale est positive, le certificat est délivré et officiellement enregistré, et sera valable pendant une période allant jusqu'à

de l'échantillonnage dans le cadre de la procédure de certification est déterminé par les normes russes pertinentes (GOST 31814-2012).⁴⁵¹ S'agissant de la production en série, l'échantillonnage a lieu dans l'entrepôt des produits finis du producteur. Pour les lots ou les envois de produits, l'échantillonnage a lieu à l'endroit où se trouve le lot ou l'envoi (par exemple l'entrepôt des produits finis du producteur, un entrepôt de stockage temporaire, un entrepôt sous douane ou l'entrepôt du destinataire).⁴⁵²

7.595. En vertu de ces trois Règlements techniques de l'Union douanière, sept dispositifs de certification différents sont établis.⁴⁵³ Le dispositif applicable dépend du type et du volume de production du produit ferroviaire en question et les certificats délivrés dans le cadre de chaque dispositif ont des périodes de validité différentes.⁴⁵⁴ Lors d'une demande de certification, le requérant sélectionne le dispositif de certification applicable dans le cadre duquel la certification obligatoire de l'IBF est demandée.⁴⁵⁵ Les demandes de nouveaux certificats présentées par les producteurs ukrainiens en cause ont été présentées dans le cadre⁴⁵⁶ des dispositifs 3c, 4c et 6c.⁴⁵⁷ Le tableau ci-après donne un aperçu de ces trois dispositifs de certification.

Tableau 5 – Dispositifs de certification sélectionnés au titre des Règlements techniques 001/2011 et 003/2011 de l'Union douanière⁴⁵⁸

Dispositif	Type de production et validité	Procédure de certification
Au titre du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière		
3c	Applicable aux produits qui sont produits en série (production en série). Le certificat est délivré pour une période n'excédant pas 3 ans.	i) essais sur un échantillon représentatif (standard) du produit (provenant de l'entrepôt des produits finis du producteur)
6c	Applicable à un lot de produits (lot ou envoi). Le certificat est valable pour le lot de produits déclaré.	i) essai sur un échantillon du produit sélectionné dans le lot soumis à certification à l'endroit où se trouve l'envoi (l'entrepôt des produits finis du producteur, un entrepôt sous stockage temporaire, un entrepôt sous douane ou l'entrepôt du destinataire avec stockage responsable, dans la capacité du véhicule [sic]))
Au titre du Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière		
4c ⁴⁵⁹	Applicable aux produits qui sont produits en série (production en série). Le certificat est délivré pour une période n'excédant pas 5 ans.	i) essais sur un échantillon représentatif (standard) du produit (provenant de l'entrepôt des produits finis du producteur); et ii) inspection de la production

cinq ans (qui pourra être prolongée d'un an). Voir l'article 6 du Règlement technique n° 001/2011 sur la sécurité du matériel ferroviaire roulant (Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière) (pièce UKR-9)(Corr.).

⁴⁵¹ Russie, réponse à la question n° 141 du Groupe spécial.

⁴⁵² Article 4.2.3 de GOST 31814-2012 (pièce UKR-140); voir aussi Russie, réponse à la question n° 141 du Groupe spécial.

⁴⁵³ Ils sont identiques pour chacun des trois règlements techniques de l'Union douanière.

⁴⁵⁴ Article 6 7) et appendice 6 du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière; article 6 11) et appendice 6 du Règlement technique n° 002/2011 de l'Union douanière; et article 6 11) et appendice 5 du Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière.

⁴⁵⁵ Article 6 22) e) et annexe 6 du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière (pièce UKR-9); article 6 25) d) et demande n° 6 du Règlement technique n° 002/2011 sur la sécurité du transport ferroviaire à grande vitesse, (Règlement technique n° 002/2011 de l'Union douanière) (pièce UKR-10)(Corr.); et article 6 25) d) et demande n° 5 du Règlement technique n° 003/2011 sur la sécurité des infrastructures de transport ferroviaire, (Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière) (pièce UKR-11)(Corr.). Voir Russie, réponse à la question n° 141 du Groupe spécial.

⁴⁵⁶ Il s'agissait de trois des sept différents dispositifs de certification prévus par les trois Règlements techniques de l'Union douanière.

⁴⁵⁷ Trois des demandes des producteurs ukrainiens qui ont été rejetées par l'IBF ont été présentées en vue d'une certification volontaire. Ces demandes ne sont pas en cause dans le présent différend, car elles ne concernent pas la certification obligatoire. Voir plus loin le tableau 6.

⁴⁵⁸ Annexe 6 du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière (pièce UKR-9); demande n° 5 du Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière (pièce UKR-11); et article 4.2.3 de GOST 31814-2012 (pièce UKR-140). Comme il est expliqué plus loin, aux fins du présent différend, seuls ces trois dispositifs de certification sont pertinents pour les trois décisions de rejet en cause.

7.4.1.2 Décisions de l'IBF contestées

7.596. Le tableau ci-après rassemble des renseignements sur les trois décisions contestées par l'Ukraine, au moyen desquelles l'IBF a rejeté ou annulé les demandes de nouveaux certificats présentées par des producteurs ukrainiens. La première colonne indique le numéro de la décision et le nombre de demandes rejetées au moyen de la décision. La deuxième colonne indique la date de la décision. La troisième colonne comprend le numéro de la demande et les produits visés par la décision pertinente. La quatrième colonne fait référence au dispositif dans le cadre duquel le requérant a demandé les procédures d'évaluation de la conformité pertinentes, comme l'exige les Règlements techniques de l'Union douanière applicables.⁴⁶⁰ Les demandes que l'IBF a rejetées au moyen des décisions de rejet 1 et 2 ci-après ont été présentées conformément au Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière. Les demandes que l'IBF a annulées au moyen de la décision de rejet 3 ci-après ont été présentées conformément au Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière. Pour chaque dispositif, le type d'échantillonnage et d'inspection requis est également indiqué. La dernière colonne reprend les raisons données dans la décision de rejet des demandes correspondantes. La décision de rejet 1 concerne le producteur 1 [[xxx]]. La décision de rejet 2 concerne le producteur 3 [[xxx]]. La décision de rejet 3 concerne le producteur 2 [[xxx]].⁴⁶¹

⁴⁵⁹ La description des prescriptions prévues par le dispositif 4c dans le Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière (pièce UKR-11) est difficile à comprendre en raison de la qualité de la traduction en anglais fournie au Groupe spécial. La description figurant dans le tableau se base sur la traduction en anglais du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière (pièce UKR-9). La description du dispositif 4c dans l'original en russe semble être identique dans le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière (pièce UKR-9 a)) et dans le Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière (pièce UKR-11 a)).

⁴⁶⁰ Voir Annex B to CS FRT 01-96 (pièce UKR-79) et Appendix A to CS FRT Rules 31/PMG 40 2003 (pièce UKR-80).

⁴⁶¹ Les producteurs faisant l'objet des mesures en cause sont énumérés plus haut au paragraphe 7.236.

Tableau 6 – Décisions au moyen desquelles les demandes de nouveaux certificats ont été rejetées ou annulées

Décision de rejet	Date	Numéro de demande et produits visés	Dispositif et type d'inspection	Raison du rejet
Décision de rejet 1 – [[xxx]] ⁴⁶² Concerne 4 demandes	02/10/2014	D1 – [[xxx]]: bogies à 2 essieux; et bogies à 2 essieux pour wagons de marchandises de gabarit ferroviaire	3c, qui exige des essais sur un échantillon standard du produit et s'applique à la production en série.	"[L'IBF] renvoie sans l'examiner la demande de certification des marchandises produites par [société] [[xxx]] en raison de l'impossibilité de mener à bien une procédure de certification dans son intégralité."
		D2 – [[xxx]]: wagons plats universels; et wagons plats pour conteneurs de grande capacité.	3c	
		D3 – [[xxx]]: wagons plats universels et wagons plats pour le transport de bois d'œuvre.	3c	
		D4 – [[xxx]]: wagons ouverts.	3c	
Décision de rejet 2 – [[xxx]] ⁴⁶³ Concerne 2 demandes	23/01/2015	D1 – [[xxx]]: longerons de parties de voitures, chariots basculants et chariots similaires du lot 7581 (traverses de bogie).	6c, qui exige des essais sur un échantillon du produit sélectionné dans le lot soumis à certification. Ce dispositif s'applique à une quantité spécifique de produits.	"[L'IBF] renvoie sans les examiner les demandes de certification des produits fabriqués par [société] [[xxx]], en raison de l'impossibilité de mener à bien une procédure de certification dans son intégralité."
		D2 – [[xxx]]: longeron de parties de véhicules, chariots basculants et chariots similaires du châssis lot 15057 (châssis latéraux).	6c	
Décision de rejet 3 – [[xxx]] ⁴⁶⁴ Concerne 19 demandes	09/02/2015	D1 – [[xxx]]: croisements de dispositifs d'aiguillage en acier non trempé et cœurs de croisement.	4c, qui exige des essais sur un échantillon standard du produit et l'inspection de la production. Ce dispositif s'applique à la production en série.	"En raison de l'absence des documents nécessaires pour procéder à la certification (article 6 28) du Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière et VP SSFZhT 31/PMG 40-2003 (Procédure de certification des moyens de transport ferroviaires)), les demandes présentées en vue de la certification de matériel d'aiguillage de [société] [[xxx]] et enregistrées par [l'IBF] au 25.12.2014 ⁴⁶⁵ [[xxx]], sont annulées."
		D2 – [[xxx]]: matériel d'entretien des dispositifs d'aiguillage.	4c	
		D3 – [[xxx]]: dispositifs d'aiguillage.	4c	
		D4 – [[xxx]]: croisements de dispositifs d'aiguillage en acier non trempé et rails de raccordement pour le transport ferroviaire souterrain.	Demande présentée au titre du dispositif 4c. Toutefois, la demande a été acceptée initialement comme une demande de certification volontaire au titre du dispositif 3a.	
		D5 – [[xxx]]: matériel d'entretien des dispositifs d'aiguillage pour le transport ferroviaire souterrain.	Présentée au titre du dispositif 4c et acceptée au titre du dispositif 3a.	
		D6 – [[xxx]]: dispositifs d'aiguillage pour le transport ferroviaire souterrain.	Présentée au titre du dispositif 4c et acceptée au titre du dispositif 3a.	

⁴⁶² Letter [[xxx]] from the FBO to PJSC [[xxx]], 2 October 2014 (pièce UKR-16)(RCC). Voir également la description des produits pertinents figurant dans Applications submitted by PJSC [[xxx]], 1 October 2014 (pièce UKR-111)(RCC); et dans Letter of the FBO No. [[xxx]] of 2 October 2014 (pièce RUS-3).

⁴⁶³ Letter [[xxx]] from the FBO to PJSC [[xxx]], 23 January 2015 (pièce UKR-32)(RCC). Voir également la description des produits pertinents figurant dans Letter [[xxx]] from PJSC [[xxx]], 7 September 2017 (pièce UKR-136)(RCC); et dans Letter of the FBO No. [[xxx]] of 23 January 2015 (pièce RUS-4).

⁴⁶⁴ Lettre [[xxx]] de l'IBF du 9 février 2015 (pièce UKR-23)(RCC). Voir également la description des produits pertinents figurant dans la pièce UKR-112(RCC) et l'acceptation initiale de ces demandes dans Décisions [[xxx]], 20 and 21 January 2015 (pièce UKR-113)(RCC).

⁴⁶⁵ Nous notons que la version originale et la traduction de la pièce Lettre [[xxx]] de l'IBF du 9 février 2015 (pièce UKR-23)(RCC) font référence à des demandes enregistrées le 25 décembre 2015. Il semble s'agir d'une erreur d'écriture. La date à laquelle les demandes pertinentes ont été présentées, comme il est indiqué dans les documents figurant dans la pièce UKR-112)(RCC) et la pièce UKR-113(RCC), est le 25 décembre 2014.

Décision de rejet	Date	Numéro de demande et produits visés	Dispositif et type d'inspection	Raison du rejet
		D7 – [[xxx]]: croisements de dispositifs d'aiguillage en acier non trempé et modèles de rails de raccordement pour le transport industriel.	4c	
		D8 – [[xxx]]: matériel d'entretien des dispositifs d'aiguillage pour le transport industriel.	4c	
		D9 – [[xxx]]: dispositifs d'aiguillage de type renforcé pour le transport industriel.	4c	
		D10 – [[xxx]]: boulons pour le raccordement de pièces de type renforcé de dispositifs d'aiguillage.	4c	
		D11 – [[xxx]]: boulons d'éclisses et de raccordement des pointes d'aiguille aux rails.	4c	
		D12 – [[xxx]]: croisements fixes.	4c	
		D13 – [[xxx]]: mécanismes d'aiguillage.	3a, qui fait référence à la certification d'une déclaration volontaire de conformité.	
		D14 – [[xxx]]: aiguilles de dispositifs d'aiguillage de type renforcé pour le transport industriel.	4c	
		D15 – [[xxx]]: lames de dispositifs d'aiguillage de type renforcé.	4c	
		D16 – [[xxx]]: intercalaires avec amortisseurs pour les joints soudés dans les dispositifs d'aiguillage de type renforcé.	4c	
		D17 – [[xxx]]: intercalaires avec amortisseurs pour les joints soudés dans les dispositifs d'aiguillage de type renforcé.	4c	
		D18 – [[xxx]]: éléments pour l'extraction des systèmes de freinage.	3a	
		D19 – [[xxx]]: (mécanismes de) joints de réglage.	3a	

7.4.1.3 Mandat du Groupe spécial

7.597. La Russie affirme qu'il ressort clairement des termes mêmes de la demande d'établissement d'un groupe spécial que l'Ukraine n'a pas demandé au Groupe spécial de formuler des constatations sur chaque décision individuelle de l'IBF rejetant les demandes de nouveaux certificats. La Russie fait valoir qu'en l'absence d'une telle demande, les constatations sur chaque décision individuelle ne relèveraient pas du mandat du Groupe spécial.⁴⁶⁶

7.598. Le Groupe spécial considère que, contrairement à ce que la Russie pense, les termes de la demande d'établissement d'un groupe spécial indiquent que les mesures en cause sont chacune des décisions au moyen desquelles l'IBF a rejeté les demandes de certificats de conformité présentées par des producteurs ukrainiens au titre des Règlements techniques de l'Union douanière. Le point 2) de la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial décrit la mesure en cause comme étant "le rejet des nouvelles demandes de certificats d'évaluation de la conformité ... mentionné[] [à l']annexe[] ... II".⁴⁶⁷ L'annexe II comprend quant à elle la liste des trois décisions au moyen desquelles l'IBF a rejeté les demandes de certificats de conformité présentées par des producteurs ukrainiens au titre des Règlements techniques de l'Union douanière. Il est donc clair que la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Ukraine indique, comme mesures contestées, les trois décisions rendues par l'IBF. Sur cette base, nous considérons que les trois décisions contestées par l'Ukraine relèvent à bon droit de notre mandat.

7.4.2 Compatibilité des rejets avec l'article 5.1.1 de l'Accord OTC

7.4.2.1 Nature des allégations

7.599. L'Ukraine demande que le Groupe spécial constate que chacune des trois décisions par lesquelles l'IBF a rejeté les demandes de certificats de conformité présentées par des producteurs ukrainiens de produits ferroviaires au titre des Règlements techniques n° 001/2011 ou n° 003/2011 de l'Union douanière est incompatible avec l'article 5.1.1.⁴⁶⁸ L'Ukraine note que deux décisions ont rejeté des demandes en raison de l'"impossibilité de mener à bien une procédure de certification dans son intégralité" et qu'une autre décision a rejeté des demandes en raison de l'"absence de documents". Elle affirme que les demandes présentées par des producteurs de Russie, de l'Union européenne, du Bélarus et du Kazakhstan n'ont pas été rejetées de la même manière. Elle fait donc valoir que la Russie applique ses procédures d'évaluation de la conformité d'une manière incompatible avec ses obligations de non-discrimination (tant en ce qui concerne le traitement national que le traitement de la nation la plus favorisée) qui sont énoncées à l'article 5.1.1.⁴⁶⁹

7.600. La Russie fait valoir que les trois décisions contestées par l'Ukraine ne sont pas incompatibles avec l'article 5.1.1. Dans le cas de deux des décisions, la Russie soutient que la situation en matière de sécurité en Ukraine a empêché les inspecteurs de procéder aux inspections requises. Dans le cas de l'autre décision, elle affirme que le requérant n'a pas présenté les documents requis par le règlement technique pertinent pour que la demande puisse être examinée.⁴⁷⁰

7.601. Le Groupe spécial examine d'abord les arguments relatifs aux décisions rejetant les demandes en raison de l'"impossibilité de mener à bien une procédure de certification dans son intégralité" et passe ensuite à la décision rejetant les demandes en raison de l'"absence de documents".

7.602. L'Ukraine a formulé ses allégations de manière à ce qu'elles portent non pas sur une procédure d'évaluation de la conformité en tant que telle, mais sur l'application d'une procédure d'élaboration de la conformité.⁴⁷¹ Nous évaluerons donc si l'Ukraine a démontré que la Russie appliquait sa procédure d'évaluation de la conformité des produits ferroviaires de manière que les

⁴⁶⁶ Russie, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 21.

⁴⁶⁷ WT/DS499/2, page 2.

⁴⁶⁸ Ukraine, première communication écrite, paragraphe 183; réponse à la question n° 7 b) du Groupe spécial, paragraphe 2; et déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 37.

⁴⁶⁹ Ukraine, première communication écrite, paragraphes 257 à 259.

⁴⁷⁰ Russie, première communication écrite, paragraphes 83 à 87.

⁴⁷¹ Ukraine, première communication écrite, paragraphes 238 et 248.

fournisseurs spécifiques de produits similaires originaires d'Ukraine y aient accès à des conditions moins favorables que celles qui étaient accordées aux fournisseurs de produits similaires russes et de produits similaires d'autres pays, dans une situation comparable. Ainsi, nous centrerons notre évaluation sur l'application par la Russie de ses procédures d'évaluation de la conformité des produits ferroviaires – les Règlements techniques n° 001/2011 ou n° 003/2011 de l'Union douanière –, dans les trois cas qui ont abouti aux décisions au moyen desquelles l'IBF a rejeté les demandes de certificats de conformité présentées par les producteurs ukrainiens concernés.

7.4.2.2 Applicabilité de l'article 5.1.1 et ordre d'analyse

7.603. Nous notons qu'il n'est pas contesté par les parties que les trois décisions mises en cause par l'Ukraine a) ont été adoptées par une institution du gouvernement central et b) concernent une procédure d'évaluation de la conformité obligatoire.⁴⁷² Nous considérons que les éléments de preuve versés au dossier confirment que les trois décisions satisfont aux conditions requises pour être visées par l'article 5.1.1.

7.604. Premièrement, les trois décisions ont été rendues par l'IBF. Selon les éléments de preuve versés au dossier, l'IBF est l'entité chargée de la certification du transport ferroviaire en Russie. L'IBF relève de la compétence de l'Agence fédérale du transport ferroviaire du Ministère des transports de la Russie.⁴⁷³ Il s'agit donc d'une entité du gouvernement fédéral russe. En outre, les rejets étaient fondés sur les Règlements techniques n° 001/2011 et n° 003/2011 de l'Union douanière, qui sont appliqués par la Russie.⁴⁷⁴ Nous considérons donc que les décisions en cause ont été adoptées par une institution du gouvernement central.

7.605. Deuxièmement, les trois décisions ont été rendues en réponse à des demandes présentées par des fournisseurs de produits ukrainiens concernant des certificats de conformité. Les demandes rejetées au moyen de deux des décisions ont été présentées au titre du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière et les demandes rejetées au moyen de l'autre décision ont été présentées au titre du Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière. En vertu des Règlements techniques de l'Union douanière, l'évaluation de la conformité des produits ferroviaires est effectuée sous la forme d'une confirmation obligatoire de la conformité.⁴⁷⁵ Les produits ferroviaires peuvent être mis en circulation dans l'Union douanière uniquement s'ils sont conformes aux prescriptions techniques pertinentes. Pour le vérifier, la mainlevée douanière des produits est autorisée uniquement s'ils sont accompagnés de documents attestant leur conformité, comme des certificats de conformité.⁴⁷⁶ Ainsi, les décisions contestées concernent des procédures obligatoires d'évaluation de la conformité.

7.606. Il convient toutefois de noter qu'au moyen de la décision 3, l'IBF a rejeté 19 demandes présentées par un producteur ukrainien de produits ferroviaires. Les éléments de preuve indiquent qu'au moins 3 de ces 19 demandes étaient présentées conformément aux règles de l'Union douanière régissant la certification volontaire de conformité. L'article 5.1.1 s'applique uniquement à la certification obligatoire de la conformité et l'Ukraine a uniquement formulé des allégations au sujet de la certification obligatoire de la conformité en Russie.⁴⁷⁷ Par conséquent, nos constatations dans la présente section concernent uniquement le rejet par l'IBF de demandes de certification obligatoire au titre du Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière. Le rejet de demandes de certification volontaire au titre du Règlement technique n° 003/2011 de l'Union

⁴⁷² Ukraine, réponse à la question n° 64 du Groupe spécial; et deuxième communication écrite, paragraphe 106. Russie, première communication écrite, paragraphe 73.

⁴⁷³ Extract from FBO's website (pièce UKR-81).

⁴⁷⁴ Article 6 3) du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière (pièce UKR-9); article 6 7) du Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière (pièce UKR-11); et Ukraine, première communication écrite, paragraphe 57.

⁴⁷⁵ Article 6 1) du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière (pièce UKR-9).

⁴⁷⁶ Article 3 du Règlement technique n° 001/2011 (pièce UKR-9); et article 3 du Règlement technique n° 003/2011 (pièce UKR-11). Voir Articles 210(1)(2), 4(1)(8), and 195 of Customs Union Customs Code (selected provisions) (Code des douanes de l'Union douanière) (pièce UKR-129). Voir également l'article 29 de la Loi n° 184 "sur la réglementation technique" (pièce UKR-1); et Ukraine, deuxième communication écrite, paragraphes 15 et 16.

⁴⁷⁷ Ukraine, première communication écrite, paragraphe 39; deuxième communication écrite, note de bas de page 354 relative au paragraphe 287; et réponse à la question n° 121 du Groupe spécial.

douanière n'est pas en cause, et nos constatations ne visent donc pas le rejet par l'IBF de ces demandes.⁴⁷⁸

7.607. Nous passons maintenant à l'examen des éléments nécessaires pour démontrer une incompatibilité avec l'article 5.1.1. Nous évaluerons ces éléments en adoptant le même ordre et la même hypothèse que dans le cas des 14 instructions au moyen desquelles l'IBF a suspendu des certificats de conformité détenus par des producteurs ukrainiens.⁴⁷⁹

7.608. Compte tenu des différences dans les raisons avancées par l'IBF pour rejeter les demandes présentées par les fournisseurs concernés de produits ferroviaires ukrainiens, nous examinerons les décisions 1 et 2 ensembles avant de traiter la décision 3.

7.4.2.3 Décisions 1 et 2: impossibilité de mener à bien une procédure de certification dans son intégralité

7.4.2.3.1 Question de savoir si la Russie a accordé accès à des fournisseurs spécifiques de produits d'un autre Membre à des conditions moins favorables

7.609. L'Ukraine note que l'IBF a rejeté les demandes de certificats de conformité présentées par des producteurs ukrainiens de produits ferroviaires au titre du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière au motif de l'"impossibilité [alléguée] de mener à bien la procédure d'inspection dans son intégralité". L'Ukraine note en outre que les décisions ne précisaient pas davantage les raisons de l'"impossibilité" alléguée et n'indiquaient pas non plus les dispositions que les producteurs affectés devraient prendre pour remédier à la situation. L'Ukraine affirme en outre que, malgré les demandes répétées des producteurs en vue d'achever le processus de certification, l'IBF a refusé d'examiner les demandes et de délivrer de nouveaux certificats de conformité. Sur cette base, l'Ukraine fait valoir que l'IBF a effectivement nié le droit des fournisseurs de produits ferroviaires ukrainiens à une évaluation de la conformité selon les règles énoncées dans le Règlement technique de l'Union douanière.⁴⁸⁰

7.610. L'Ukraine fait valoir que l'IBF n'a pas pris de décisions similaires en ce qui concerne les produits russes ou les produits en provenance d'autres pays. Elle relève que les producteurs russes de produits ferroviaires et les producteurs de produits ferroviaires d'autres pays ont obtenu des certificats de conformité au titre des Règlements techniques de l'Union douanière. Selon l'Ukraine, les producteurs russes détiennent 1 103 certificats, les producteurs kazakhs en ont 39, les producteurs biélorussiens en ont 23 et les producteurs européens 97. Pour l'Ukraine, ces chiffres montrent que les fournisseurs de produits ferroviaires d'origine nationale et les fournisseurs de produits ferroviaires originaires d'autres pays n'ont pas été confrontés aux mêmes obstacles que les fournisseurs de produits ferroviaires ukrainiens en ce qui concerne l'accès aux procédures d'évaluation de la conformité prévues dans le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière.⁴⁸¹

7.611. De l'avis de l'Ukraine, en refusant de mener à bien la procédure de certification et en rejetant les demandes de nouveaux certificats de conformité, la Russie a appliqué la procédure d'évaluation de la conformité établie au titre du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière de manière que les fournisseurs de produits ferroviaires ukrainiens y aient accès à des conditions moins favorables que celles qui étaient accordées aux fournisseurs de produits ferroviaires russes et de produits ferroviaires d'autres pays.⁴⁸²

7.612. La Russie affirme que les conditions d'accès des fournisseurs de produits ferroviaires à sa procédure d'évaluation de la conformité des produits ferroviaires sont les mêmes quelle que soit l'origine des produits. De l'avis de la Russie, l'Ukraine n'a pas prouvé le contraire. La Russie fait valoir que les conditions d'accès sont établies dans les règlements techniques pertinents. Elle

⁴⁷⁸ Voir plus haut le tableau 6.

⁴⁷⁹ Voir plus haut le paragraphe 7.292.

⁴⁸⁰ Ukraine, première communication écrite, paragraphe 257.

⁴⁸¹ Ukraine, première communication écrite, paragraphe 258; et réponse à la question n° 85 du Groupe spécial.

⁴⁸² Ukraine, première communication écrite, paragraphe 259.

affirme en outre que l'IBF a délivré des certificats de conformité à des producteurs ukrainiens chaque fois que les conditions de délivrance des certificats étaient remplies.⁴⁸³

7.613. Le Groupe spécial note que, dans le cas de ces deux décisions, l'IBF "a renvoyé les demandes sans les examiner", en raison de l'"impossibilité de mener à bien une procédure dans son intégralité".⁴⁸⁴ Nous croyons comprendre, d'après les explications données par la Russie au Groupe spécial, que l'IBF communiquait aux fournisseurs sous forme abrégée ce qui suit. Premièrement, en raison de la situation en Ukraine, l'IBF ne serait pas en mesure de mener à bien toutes les parties de la procédure de certification. Plus précisément, l'IBF ne serait pas en mesure de réaliser des essais sur des échantillons de produits en Ukraine. Deuxièmement, comme il était déjà clair pour l'IBF qu'elle ne serait pas en mesure de mener à bien toutes les parties de la procédure, elle a renvoyé les demandes sans les examiner, sans les traiter plus avant.⁴⁸⁵

7.614. Le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière établit que, en fonction du dispositif au titre duquel une demande est présentée, l'institution de certification compétente doit réaliser des essais sur des échantillons de produits avant de délivrer un certificat.⁴⁸⁶ Sur cette base, nous considérons que les essais sur échantillons font partie intégrante de la procédure russe d'évaluation de la conformité des produits ferroviaires en vertu du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière.

7.615. Selon nous, la position de l'IBF n'était pas qu'elle n'accorderait aux fournisseurs ukrainiens concernés aucun accès à la procédure d'évaluation de la conformité. Il apparaît plutôt que la position de l'IBF était qu'elle ne pouvait pas donner accès à une partie de la procédure d'évaluation de la conformité, les essais sur échantillons, et qu'elle rejetait donc les demandes. Les éléments de preuve étayaient donc la conclusion que l'IBF n'a pas accordé aux deux fournisseurs de produits ferroviaires ukrainiens en question l'accès à une partie de la procédure russe d'évaluation de la conformité des produits ferroviaires.⁴⁸⁷

7.616. Il existe également des éléments de preuve démontrant que l'IBF a délivré des certificats de conformité à des fournisseurs de produits ferroviaires russes, biélorussiens, kazakhs et européens au titre des Règlements techniques de l'Union douanière.⁴⁸⁸ Nous notons que ces éléments de preuve ne démontrent pas directement que les fournisseurs de produits ferroviaires russes, biélorussiens, kazakhs et européens avaient accès aux essais sur échantillons afin d'obtenir des certificats de conformité. Cependant, nous convenons avec l'Ukraine qu'il y a une présomption selon laquelle l'IBF a délivré au moins un certain nombre de ces certificats sur la base des résultats d'essais sur échantillons.⁴⁸⁹ Cela est confirmé par des éléments de preuve présentés par la Russie.⁴⁹⁰ Nous inférons donc que l'IBF a accordé à des fournisseurs de produits ferroviaires russes, biélorussiens, kazakhs et européens accès aux essais sur échantillons, qui font partie de la

⁴⁸³ Russie, première communication écrite, paragraphe 76; deuxième communication écrite, paragraphes 92 et 100; et déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 32.

⁴⁸⁴ Lettre [[xxx]] de l'IBF du 2 octobre 2014 (pièce UKR-16)(RCC); et Lettre [[xxx]] de l'IBF du 23 janvier 2015 (pièce UKR-32)(RCC).

⁴⁸⁵ Russie, première communication écrite, paragraphes 83 et 84; et deuxième communication écrite, paragraphes 104 et 105.

⁴⁸⁶ Article 21 c) du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière (pièce UKR-9).

⁴⁸⁷ Voir plus haut les décisions 1 et 2 dans le tableau 6.

⁴⁸⁸ Extract of Unified Register of Issued Certificates of Conformity and Registered Declarations of Conformity concerning Russian producers (pièce UKR-83); Extract of Unified Register of Issued Certificates of Conformity and Registered Declarations of Conformity concerning European producers (pièce UKR-54)(Corr.); Extract of Unified Register of Issued Certificates of Conformity and Registered Declarations of Conformity concerning Belarusian producers (pièce UKR-58); et Extract of Unified Register of Issued Certificates of Conformity and Registered Declarations of Conformity concerning Kazakh producers (pièce UKR-56).

⁴⁸⁹ Nous notons que cette présomption vise les certificats délivrés par l'IBF dans le cadre de dispositifs qui exigent l'inspection d'échantillons. Toutefois, l'IBF aurait pu délivrer des certificats dans le cadre d'un dispositif qui n'exigeait pas l'inspection d'échantillons, comme celui qui exige la réalisation d'essais sur chaque produit spécifique. Dispositif 7c, tel qu'il est prévu à l'annexe 5 ("Application number 5" dans la traduction en anglais) du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière (pièce UKR-9)(Corr.).

⁴⁹⁰ Information provided by FBO on certificates of conformity with the requirements of CU Technical Regulations 001/2011, 002/2011, and 003/2011 issued in the period from 2 August 2014 to 31 August 2017 to foreign manufacturers (pièce RUS-77)(RCC). Voir également List of the certificates of conformity to the requirements of CU Technical Regulations 001/2011, 002/2011, 003/2011 issued in the period from 02 August 2014 to 31 August 2017 to foreign manufacturers (pièce RUS-42); et Certificates of conformity issued on the basis of CU Technical Regulations 001/2011, 002/2011 and 003/2011 during the period from 02 August 2014 to 31 August 2017 to the third countries producers (pièce RUS-50)(RCC).

procédure russe d'évaluation de la conformité des produits ferroviaires. De plus, nous notons qu'aucun élément de preuve versé au dossier ne démontre le contraire.

7.617. En résumé, l'IBF a, à notre avis, nié aux deux fournisseurs de produits ferroviaires ukrainiens en cause l'accès à une partie de la procédure russe d'évaluation de la conformité des produits ferroviaires, les essais sur échantillons, alors qu'au même moment elle accordait accès à des fournisseurs de produits ferroviaires russes, biélorussiens, kazakhs et européens à cette même partie de la procédure russe d'évaluation de la conformité des produits ferroviaires.

7.618. Comme l'IBF ne leur a pas donné accès aux essais sur échantillons, les fournisseurs concernés de produits ferroviaires ukrainiens n'ont pas pu obtenir de certificat, ce qui a par la suite empêché les produits concernés d'entrer sur le marché russe. Il n'en a pas été de même pour les produits ferroviaires russes, biélorussiens, kazakhs et européens qui ont reçu des certificats de conformité parce que leurs producteurs avaient eu accès aux essais sur échantillons. Par conséquent, dans ce cas, la possibilité de demander que certaines activités d'évaluation de la conformité (essais sur échantillons) soient menées n'a pas été donnée aux fournisseurs ukrainiens, alors qu'elle a été donnée aux fournisseurs russes et aux fournisseurs d'autres pays. Il est donc clair pour nous que cette différence a modifié les conditions de concurrence s'agissant de l'accès à la procédure d'évaluation de la conformité au détriment des fournisseurs ukrainiens affectés. Nous considérons donc que cette différence dans les conditions d'accès équivaut pour la Russie à accorder accès aux deux fournisseurs de produits ferroviaires ukrainiens à des conditions "moins favorables" que celles qui sont accordées aux fournisseurs russes, biélorussiens, kazakhs et européens de produits ferroviaires.

7.619. Cette conclusion n'est pas affectée par le fait que l'IBF a accordé des certificats de conformité en vertu du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière à certains autres fournisseurs de produits ferroviaires ukrainiens.⁴⁹¹ L'Ukraine conteste les deux cas indiqués d'application de la procédure russe d'évaluation de la conformité (les deux décisions de l'IBF), non la procédure d'évaluation de la conformité en tant que telle. Le fait qu'un traitement non moins favorable a été accordé à certains fournisseurs de produits ferroviaires ukrainiens ne change rien au fait que la procédure d'évaluation de la conformité a été appliquée pour nier l'accès à certaines activités d'évaluation de la conformité (essais sur échantillons) aux deux fournisseurs de produits ferroviaires ukrainiens auxquels les deux décisions sont adressées.⁴⁹²

7.620. Sur la base de ce qui précède, nous arrivons à la conclusion que la Russie, en rendant les deux décisions contestées, a appliqué sa procédure d'évaluation de la conformité de manière que les deux fournisseurs de produits ferroviaires ukrainiens concernés y aient accès à des conditions moins favorables que celles qui étaient accordées aux fournisseurs de produits ferroviaires russes, biélorussiens, kazakhs et européens. Nous examinons à présent la question de savoir si les fournisseurs ukrainiens se sont vu accorder des conditions d'accès moins favorables "dans une situation comparable".

7.4.2.3.2 Question de savoir si la Russie a accordé des conditions d'accès moins favorables à des fournisseurs spécifiques de produits, "dans une situation comparable"

7.621. L'Ukraine affirme que les fournisseurs de produits ferroviaires ukrainiens sont dans une situation comparable à celle des fournisseurs de produits ferroviaires européens, russes, biélorussiens et kazakhs.⁴⁹³

7.622. La Russie fait valoir que la situation en matière de sécurité et de sûreté en Ukraine et l'existence de restrictions à l'entrée des ressortissants russes en Ukraine ont empêché les employés de l'IBF de réaliser les essais sur échantillons nécessaires. De l'avis de la Russie, ces

⁴⁹¹ Extract of Unified Register of Issued Certificates of Conformity and Registered Declarations of Conformity (pièce UKR-13); Extract of the Unified Register of certificates issued to Ukrainian producers under the CU Technical Regulations (pièce UKR-154); et Table of the valid certificates issued to Ukrainian producers on the basis of CU Technical Regulations 001/2011, 002/2011 and 003/2011 (based on Exhibit UKR-13) (pièce RUS-49)(RCC).

⁴⁹² Voir aussi les rapports des Groupes spéciaux *Argentine – Peaux et cuirs*, paragraphe 11.260 et *États-Unis – Essence*, paragraphe 6.14.

⁴⁹³ Ukraine, déclaration liminaire, paragraphes 43 à 52; et deuxième communication écrite, paragraphes 118 à 121 et 128 à 148.

conditions placent les fournisseurs de produits ferroviaires ukrainiens dans une situation qui n'est pas comparable à celle des fournisseurs de produits ferroviaires européens, russes, biélorusses et kazakhs.⁴⁹⁴

7.623. Le Groupe spécial rappelle que, dans la section relative aux allégations de l'Ukraine concernant les 14 instructions au moyen desquelles l'IBF a suspendu des certificats de conformité valides détenus par des producteurs ukrainiens, il a examiné les éléments de preuve présentés par les parties sur la question de savoir si la situation en Ukraine était comparable. Nous avons conclu, après avoir procédé à une évaluation des éléments de preuve dont nous disposons, que, pendant la période allant d'avril 2014 à décembre 2016, les fournisseurs ukrainiens de produits ferroviaires se sont vu accorder un accès moins favorable dans une situation qui n'était pas comparable à celle dans laquelle la Russie a accordé accès aux fournisseurs de produits ferroviaires russes et aux fournisseurs de produits ferroviaires d'autres pays.

7.624. Les deux décisions au moyen desquelles l'IBF a rejeté les demandes pertinentes de fournisseurs ukrainiens sont datées du 2 octobre 2014 et du 23 janvier 2015. Ainsi, ces décisions ont été rendues dans une période couverte par les éléments de preuve que nous avons déjà examinés plus haut, dans la section 7.3.2.2.4. De plus, nous rappelons que nos constatations indiquant que la situation n'est pas comparable sont basées, en partie, sur des événements qui ont eu lieu dans certaines régions d'Ukraine. Certains de ces événements se sont produits dans des régions ou à proximité de régions où se trouvent les deux fournisseurs dont les demandes ont été rejetées par l'IBF.⁴⁹⁵ Par conséquent, notre constatation selon laquelle des conditions d'accès moins favorables ont été accordées aux producteurs ukrainiens de produits ferroviaires dans une situation qui n'était pas comparable s'applique également aux deux décisions au moyen desquelles l'IBF a rejeté les demandes présentées par des fournisseurs ukrainiens au titre du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière (c'est-à-dire les décisions 1 et 2).⁴⁹⁶

7.625. Comme nous l'avons fait plus haut dans la section 7.3.2.2.4.5, nous soulignons que notre constatation selon laquelle la situation en Ukraine n'était pas comparable est liée à la période spécifique en cause. Les événements survenant après qu'un groupe spécial a constaté qu'une situation n'était pas comparable pourraient rendre la situation comparable, en conséquence de quoi le Membre importateur devrait modifier les conditions d'accès accordées pour continuer d'agir d'une manière compatible avec l'article 5.1.1.

7.4.2.3.3 Analyse concernant les produits similaires

7.626. S'agissant de l'analyse concernant les produits similaires, les arguments des parties sont les mêmes, *mutatis mutandis*, que ceux qui sont résumés plus haut à la section 7.3.2.2.5.

7.627. Nous rappelons la conclusion que nous avons formulée plus haut selon laquelle la Russie a accordé des conditions d'accès moins favorables aux fournisseurs ukrainiens, mais elle l'a fait dans une situation qui n'était pas comparable à la situation dans laquelle elle a accordé accès aux fournisseurs de produits ferroviaires russes et aux fournisseurs de produits ferroviaires d'autres pays. Compte tenu de cette conclusion, il n'est pas nécessaire de faire des constatations additionnelles sur la question de savoir si les produits ferroviaires fournis par les fournisseurs ukrainiens sont "similaires" aux produits ferroviaires russes ou aux produits ferroviaires d'autres pays.

7.4.2.3.4 Conclusion

7.628. Sur la base de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que l'Ukraine n'a pas établi, s'agissant des deux décisions au moyen desquelles l'IBF avait "renvoyé sans les examiner" les demandes de certificats présentées par des producteurs ukrainiens au titre du Règlement

⁴⁹⁴ Russie, première communication écrite, paragraphes 83 et 84.

⁴⁹⁵ Voir plus haut les paragraphes 7.328 à 7.331.

⁴⁹⁶ Nous notons que plus haut, dans la section 7.3.2.2.4, nous nous concentrons sur la question de savoir si l'IBF pouvait envoyer ses employés en Ukraine pour effectuer un contrôle d'inspection. Dans le contexte des décisions au moyen desquelles l'IBF a rejeté les demandes, nous nous demandons si l'IBF pouvait envoyer ses employés en Ukraine pour réaliser des essais sur des échantillons de produits. Compte étant tenu de cette précision, les considérations que nous avons formulées plus haut à la section 7.3.2.2.4 s'appliquent également aux rejets au titre du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière.

technique n° 001/2011 de l'Union douanière, c'est-à-dire les décisions 1 et 2, que la Russie avait agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 5.1.1 de l'Accord OTC.

7.4.2.4 Décision 3: Absence de documents

7.629. Nous examinons à présent la décision 3, au moyen de laquelle l'IBF a "annulé" 19 demandes présentées par un producteur ukrainien au titre du Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière.⁴⁹⁷

7.4.2.4.1 Question de savoir si la Russie a accordé accès à des fournisseurs spécifiques de produits d'un autre Membre à des conditions moins favorables

7.630. En ce qui concerne la décision 3, l'Ukraine affirme que l'IBF a rejeté les demandes pertinentes de certificats de conformité présentées par des producteurs ukrainiens de produits ferroviaires au titre du Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière au motif de l'"absence [alléguée] de documents". L'Ukraine fait valoir que la décision ne précisait pas davantage pourquoi l'IBF considérait qu'il manquait certains documents et que l'IBF n'indiquait pas non plus les dispositions que les producteurs affectés devraient prendre pour remédier à la situation. Sur cette base, l'Ukraine fait valoir que l'IBF a effectivement nié le droit de ce fournisseur de produits ferroviaires ukrainiens à une évaluation de la conformité au titre du Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière.⁴⁹⁸

7.631. L'Ukraine fait valoir que l'IBF n'a pas pris de décisions similaires en ce qui concerne les produits russes ou les produits en provenance d'autres pays, qui ont obtenu des certificats de conformité au titre du Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière.⁴⁹⁹ De l'avis de l'Ukraine, en refusant de mener à bien la procédure de certification et en rejetant les demandes de nouveaux certificats de conformité, la Russie a appliqué la procédure d'évaluation de la conformité des produits ferroviaires établie au titre du Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière à ce fournisseur de produits ferroviaires ukrainiens d'une manière moins favorable que celle qui s'appliquait aux fournisseurs de produits ferroviaires russes et de produits ferroviaires d'autres pays.⁵⁰⁰

7.632. La Russie répond que l'IBF a rejeté les demandes visées par la décision 3 parce qu'elles étaient présentées sans les documents requis à l'article 6 28) du Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière. Elle considère que l'Ukraine n'a donc pas démontré qu'elle avait appliqué sa procédure d'évaluation de la conformité des produits ferroviaires d'une manière incompatible avec l'article 5.1.1.⁵⁰¹

7.633. L'Ukraine estime que l'argument de la Russie selon lequel les demandes avaient été rejetées parce qu'il manquait des documents est contredit par le fait que ces mêmes 19 demandes avaient précédemment été acceptées par l'IBF comme étant présentées au titre de l'article 6 21) du Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière. L'Ukraine considère que c'est seulement par la suite que l'IBF a rendu la décision 3 en faisant référence au manque de documents requis à l'article 6 28) du Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière.⁵⁰²

7.634. Le Groupe spécial rappelle qu'un Membre appliquerait une procédure d'évaluation de la conformité de manière que les fournisseurs y aient accès à des conditions moins favorables lorsqu'il nie ou limite le droit ou la possibilité pour ces fournisseurs de demander que des activités d'évaluation de la conformité soient menées selon les règles de la procédure d'évaluation de la conformité applicable. Selon la procédure d'évaluation de la conformité applicable à ce rejet, l'organisme de certification compétent doit rejeter les demandes présentées sans les documents

⁴⁹⁷ Letter [[xxx]] from the FBO of 9 February 2015 (pièce UKR-23)(RCC).

⁴⁹⁸ Ukraine, première communication écrite, paragraphe 257.

⁴⁹⁹ Ukraine, première communication écrite, paragraphe 258, et réponse à la question n° 85 du Groupe spécial.

⁵⁰⁰ Ukraine, première communication écrite, paragraphe 259.

⁵⁰¹ Russie, première communication écrite, paragraphes 85 à 87; réponse à la question n° 72 du Groupe spécial; et deuxième communication écrite, paragraphes 107 et 108.

⁵⁰² Ukraine, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 53; et réponse à la question n° 38 du Groupe spécial.

requis.⁵⁰³ L'Ukraine conteste l'application de la procédure d'évaluation de la conformité par la Russie (Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière), et non le fait que la Russie a adopté des règles spécifiques concernant la procédure d'évaluation de la conformité, à savoir, dans ce cas, la règle selon laquelle les demandes incomplètes doivent être rejetées. À notre avis, en rejetant les demandes pertinentes, l'IBF a suivi les règles applicables de la procédure. Les règles en question sont les mêmes pour tous les fournisseurs. En outre, l'IBF a appliqué les règles comme prévu. Elle a déterminé qu'il manquait des documents et a rejeté les demandes pour ce motif. De plus, nous ne voyons rien dans le Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière qui empêcherait le fournisseur ukrainien de présenter à nouveau de nouvelles demandes avec tous les documents requis. Enfin, l'Ukraine n'a signalé aucun cas d'application de la procédure d'évaluation de la conformité dans lequel l'IBF n'avait pas rejeté les demandes d'autres fournisseurs d'autres pays même si ces demandes ne contenaient pas les documents requis. Nous n'avons donc aucune raison de conclure que l'IBF a appliqué les règles applicables de manière à nier ou à limiter le droit ou la possibilité pour le fournisseur ukrainien concerné de demander que des activités d'évaluation de la conformité soient menées conformément à ces règles, et que le fournisseur ukrainien a ainsi eu accès à la procédure d'évaluation de la conformité dans des conditions moins favorables que celles qui sont accordées aux fournisseurs de Russie ou de tout autre pays.

7.635. Nous ne pensons pas que la référence faite par l'Ukraine aux décisions au moyen desquelles l'IBF a précédemment accepté les mêmes demandes a une incidence sur la réflexion précédente. La mesure contestée par l'Ukraine est la décision 3, qui indique que le motif du rejet de la demande est l'absence des documents requis à l'article 6 28) du Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière. Sur la base des éléments de preuve versés au dossier, nous considérons que les demandes de certification obligatoire concernant les produits qui sont produits en série doivent être accompagnées des documents énumérés à l'article 6 28).⁵⁰⁴ De plus, comme nous le verrons plus loin dans notre analyse des allégations de l'Ukraine au titre de l'article 5.1.2 de l'Accord OTC⁵⁰⁵, les éléments de preuve dont nous disposons donnent à penser qu'il y avait effectivement des documents énumérés à l'article 6 28) qui n'avaient pas été présentés à l'IBF dans le cadre des demandes en question.

7.636. Compte tenu de ce qui précède, nous considérons que l'Ukraine n'a pas démontré que, au moyen de la décision 3, l'IBF a appliqué le Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière au fournisseur concerné de produits ferroviaires ukrainiens de manière qu'il ait accès à la procédure d'évaluation de la conformité à des conditions moins favorables que celles qui étaient accordées aux fournisseurs de produits ferroviaires russes ou de produits ferroviaires d'autres pays.

7.637. Sur la base de ce qui précède, nous n'estimons pas nécessaire d'examiner plus avant si la situation dans laquelle l'IBF a rejeté les demandes du fournisseur ukrainien était "comparable" à d'autres dans lesquelles l'IBF a procédé au traitement des demandes qui lui avaient été présentées, ou si les produits du fournisseur ukrainien concerné étaient "similaires" aux produits des fournisseurs de Russie ou de tout autre pays dont les demandes n'avaient pas été rejetées au motif qu'elles étaient incomplètes.

7.4.2.5 Conclusion générale

7.638. Sur la base de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que l'Ukraine n'a pas établi, s'agissant des deux décisions au moyen desquelles l'IBF avait "renvoyé sans les examiner" des demandes de certificats présentées par des producteurs ukrainiens au titre du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière, et s'agissant de la décision au moyen de laquelle l'IBF avait "annulé" des demandes de certificats présentées par un producteur ukrainien au titre du Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière, que la Russie avait agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 5.1.1 de l'Accord OTC.

⁵⁰³ Article 33 a) du Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière (pièce UKR-11).

⁵⁰⁴ Les demandes de certification obligatoire concernaient la certification de "produits produits en série" (production en série). Applications submitted by PJSC [[xxx]] on behalf of PJSC [[xxx]], 22 December 2014 (pièce UKR-112)(RCC).

⁵⁰⁵ Voir plus loin le paragraphe 7.746.

7.4.3 Compatibilité des rejets avec l'article 5.1.2 de l'Accord OTC

7.4.3.1 Nature des allégations

7.639. L'Ukraine conteste, au titre de l'article 5.1.2, les trois décisions par lesquelles l'IBF a rejeté les demandes de nouveaux certificats présentées par des producteurs ukrainiens de produits ferroviaires.⁵⁰⁶ L'Ukraine allègue qu'en rendant les trois décisions, la Russie a, dans chaque cas, appliqué ses procédures d'évaluation de la conformité avec pour effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce international.⁵⁰⁷ L'Ukraine a donc la charge de démontrer que la Russie a appliqué sa procédure d'évaluation de la conformité pour les produits ferroviaires avec pour effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce international. Nous devons donc évaluer si la Russie a appliqué sa procédure d'évaluation de la conformité avec pour effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce international lorsqu'elle a rejeté, au moyen des trois décisions, de nombreuses demandes de nouveaux certificats présentées par des producteurs ukrainiens de produits ferroviaires.

7.640. L'Ukraine a d'abord présenté des arguments uniquement d'ordre général à l'appui de ses allégations au titre de l'article 5.1.2. En réponse aux arguments de la Russie, elle a également avancé des arguments en ce qui concerne chacune des trois décisions. La Russie a répondu à la fois aux arguments généraux de l'Ukraine et à ses arguments spécifiques concernant chacune des trois décisions contestées par l'Ukraine. Nous commencerons donc notre analyse par les arguments généraux avancés par les parties, puis nous examinerons les arguments et les éléments de preuve spécifiques concernant chaque décision. Nous rappelons que l'Ukraine formule des allégations en ce qui concerne chacune des trois décisions et que nous avons constaté que ces allégations relevaient de notre mandat. Nous établirons donc des constatations spécifiques en ce qui concerne chacune des trois décisions contestées par l'Ukraine.

7.641. Par ailleurs, nous rappelons que l'Ukraine ne conteste pas la compatibilité avec les règles de l'OMC des procédures russes d'évaluation de la conformité pertinentes en tant que telles. Par conséquent, seules les manières moins strictes d'appliquer les procédures russes d'évaluation de la conformité que l'IBF était habilitée à appliquer en vertu des règles régissant ces procédures qui existaient alors, ou du droit interne applicable de façon plus générale, peuvent, à notre avis, être considérées comme des solutions de rechange raisonnablement à la disposition de la Russie.

7.4.3.2 Applicabilité de l'article 5.1.2 et ordre d'analyse

7.642. Nous rappelons que, plus haut, dans la section 7.4.2.2, nous avons conclu que chacune des trois décisions contestées par l'Ukraine concernait a) l'évaluation de la conformité par une institution du gouvernement central et b) une procédure d'évaluation de la conformité obligatoire. Sur cette base, nous considérons que l'article 5.1.2 est applicable aux trois décisions contestées par l'Ukraine.

7.643. Nous examinerons d'abord les décisions 1 et 2 concernant les demandes présentées au titre du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière, rendue en raison de l'impossibilité de mener à bien la procédure d'évaluation de la conformité dans son intégralité. Nous examinerons ensuite la décision 3 de l'IBF concernant les demandes présentées au titre du Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière, rendue parce que les demandes n'étaient pas accompagnées de tous les documents nécessaires.⁵⁰⁸ Pour chacune de ces décisions, nous examinerons d'abord les éléments pertinents pour établir une incompatibilité avec la deuxième phrase de l'article 5.1.2. Nous examinerons ensuite, selon qu'il sera nécessaire, les éléments pertinents pour établir une incompatibilité avec la première phrase de l'article 5.1.2.

⁵⁰⁶ Ukraine, première communication écrite, paragraphe 183; déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 37; et réponse à la question n° 7 b) du Groupe spécial.

⁵⁰⁷ Ukraine, première communication écrite, paragraphes 238, 260 et 266.

⁵⁰⁸ Les mesures sont décrites plus haut dans le tableau 6.

7.4.3.3 Décisions 1 et 2

7.4.3.3.1 Article 5.1.2, deuxième phrase

7.644. Nous rappelons que pour établir qu'une mesure est incompatible avec la deuxième phrase de l'article 5.1.2, nous devons soupeser et mettre en balance a) la contribution que la manière contestée d'appliquer la procédure russe d'évaluation de la conformité apporte pour ce qui est de donner à la Russie une assurance suffisante que les produits ferroviaires ukrainiens sont conformes aux règlements techniques correspondants, b) le caractère strict (y compris le caractère restrictif pour le commerce) de la manière dont la Russie applique sa procédure d'évaluation de la conformité et c) les risques que la non-conformité avec les règlements techniques correspondants entraînerait. Nous devons en outre examiner les autres manières d'appliquer la procédure d'évaluation de la conformité proposées par l'Ukraine. Nous examinons chacun de ces éléments tour à tour.

7.4.3.3.1.1 Contribution pour ce qui est de donner à la Russie une assurance suffisante que les produits sont conformes aux règlements techniques

7.645. L'Ukraine ne conteste pas que la procédure de certification obligatoire de la Russie contribue à assurer que les produits ferroviaires sont conformes aux règlements techniques applicables. Elle considère toutefois que la manière dont la Russie a appliqué ses procédures d'évaluation de la conformité dans le cas des trois décisions est plus strict que nécessaire pour assurer la conformité.⁵⁰⁹

7.646. L'Ukraine considère qu'en l'espèce, la Russie a rejeté les demandes de nouveaux certificats pour des motifs qui n'étaient pas liés à la conformité des produits avec les règlements techniques applicables ni à des "conditions indispensables"⁵¹⁰ sans lesquelles la conformité ne pourrait pas être examinée. Selon l'Ukraine, l'objectif des décisions n'est pas d'obtenir une assurance positive de la conformité des produits ferroviaires ukrainiens avec les règlements techniques applicables. L'Ukraine estime qu'au lieu de cela, les mesures contestées sont des restrictions déguisées à l'importation de produits ferroviaires ukrainiens. Elle considère qu'en l'absence d'éléments de preuve montrant que, sur l'ensemble du territoire ukrainien, des préoccupations en matière de sécurité ont empêché les inspecteurs de l'IBF de procéder à des inspections sur site, les rejets par la Russie ne visaient pas à obtenir une assurance positive de la conformité. De l'avis de l'Ukraine, les rejets entraînent par conséquent la création d'obstacles non nécessaires au commerce international.⁵¹¹

7.647. La Russie affirme qu'au moyen du Règlement technique n° 001/2011, elle cherche, entre autres choses, a) à protéger la vie et la santé des citoyens; b) à protéger les biens des personnes physiques, des personnes morales, de l'État ou des municipalités; c) à protéger l'environnement ainsi que la vie ou la santé des animaux et à préserver les végétaux; et d) à prévenir les pratiques de nature à induire en erreur. Elle fait observer en outre que, étant donné les caractéristiques et les utilisations finales des produits ferroviaires en cause, elle recherche le niveau d'assurance de la conformité le plus élevé possible. La Russie affirme que ses organismes de certification exigent le même niveau d'assurance de la conformité, quelle que soit la procédure adoptée pour vérifier la conformité. Elle estime qu'en l'espèce, les dispositifs dans le cadre desquels les producteurs ukrainiens de produits ferroviaires ont présenté leur demande exigeaient l'inspection de la production ou des essais sur échantillons. Selon la Russie, pour ce qui est des produits en cause, il est uniquement possible de mener ces activités à bien en visitant les installations des producteurs en Ukraine, en raison des non-conformités ou des plaintes de consommateurs concernant les produits de tous les producteurs dont les demandes avaient été rejetées. La Russie affirme que l'IBF n'est pas en mesure de procéder à ces activités en ce qui concerne les producteurs en

⁵⁰⁹ Ukraine, première communication écrite, paragraphe 274; et deuxième communication écrite, paragraphes 188 à 190.

⁵¹⁰ Ukraine, deuxième communication écrite, paragraphes 192 et 199.

⁵¹¹ Ukraine, deuxième communication écrite, paragraphes 197 à 202; et déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 62.

Ukraine et elle n'a donc pas pu mener la procédure de certification dans son intégralité. Elle considère que l'IBF n'a donc pas pu avoir une assurance positive de la conformité.⁵¹²

7.648. L'Ukraine fait valoir que les autres manières d'appliquer qu'elle a identifiées apporteraient une contribution équivalente à celle du rejet des demandes pour ce qui est de donner à la Russie une assurance suffisante que les produits ferroviaires ukrainiens sont conformes aux règlements techniques applicables.⁵¹³

7.649. Le Groupe spécial note qu'au moyen du Règlement technique n° 001/2011, la Russie cherche à protéger, entre autres choses, l'environnement ainsi que la vie et la santé des personnes et des animaux et à préserver les végétaux contre les risques associés au déraillement de trains dû à du matériel de mauvaise qualité. Ces valeurs et intérêts sont tous importants.

7.650. Nous rappelons que la Russie affirme qu'elle "recherche le niveau le plus élevé possible d'assurance de la conformité avec les prescriptions pertinentes en matière de sécurité".⁵¹⁴ Les éléments de preuve étayaient l'idée que la Russie recherche un niveau de conformité élevé. L'article 52 du Traité de l'UEE dispose que les règlements techniques de l'UEE seront adoptés pour protéger la vie et la santé des personnes, les biens, l'environnement ainsi que la vie et la santé des animaux, préserver les végétaux, prévenir les pratiques de nature à induire en erreur les consommateurs et veiller à l'efficacité énergétique ainsi qu'à la conservation des ressources.⁵¹⁵ D'après son article 1 3), le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière établit des prescriptions relatives au matériel ferroviaire roulant et à ses composants afin de protéger la vie et la santé des personnes et des animaux et préserver les végétaux; de préserver la sécurité des biens; et de prévenir toutes actions qui induiraient les consommateurs en erreur en ce qui concerne la fonction et la sécurité des produits ferroviaires.⁵¹⁶

7.651. Pour assurer, entre autres choses, la protection de la vie et la santé des personnes et des animaux, la préservation des végétaux et la protection de l'environnement, le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière énonce des procédures d'évaluation de la conformité servant à vérifier la conformité avec les prescriptions établies en matière de sécurité. Ces procédures reposent sur des méthodes d'essai et d'évaluation de la conformité qui permettent aux organismes de certification des membres de l'Union douanière de vérifier la conformité des produits avec les prescriptions techniques figurant dans le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière.⁵¹⁷ En vertu de ce règlement technique, les requérants doivent présenter, avec leur demande, un certain nombre de documents, y compris les résultats d'essais, et sont soumis à différentes formes d'inspection, qui visent toutes à vérifier la conformité.⁵¹⁸ L'existence de ces règles démontre que la Russie recherche effectivement un niveau de conformité élevé.

7.652. De plus, il y a des éléments de preuve montrant que la Russie a mis en application les règles régissant ses procédures d'évaluation de la conformité, ce qui étaye le point de vue selon lequel elle recherche un niveau de conformité élevé.⁵¹⁹

7.653. Le rejet par la Russie des demandes de nouveaux certificats présentées par les deux producteurs ukrainiens pertinents de produits ferroviaires conformément au Règlement

⁵¹² Russie, réponses aux questions n° 19, 21 et 104 du Groupe spécial; deuxième communication écrite, paragraphe 102; et réponses aux questions n° 108, 124 et 137 du Groupe spécial.

⁵¹³ Ukraine, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 61; et observations sur les réponses de la Russie aux questions n° 116, 124 et 131 du Groupe spécial. Voir aussi plus haut le paragraphe 7.445.

⁵¹⁴ Russie, réponse à la question n° 116 du Groupe spécial.

⁵¹⁵ Treaty on the Eurasian Economic Union (Traité de l'UEE) (pièce UKR-5).

⁵¹⁶ Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière (pièce UKR-9).

⁵¹⁷ Article 6 11) du Règlement n° 001/2011 de l'Union douanière.

⁵¹⁸ Article 6 21) à 6 28) du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière.

⁵¹⁹ Voir, par exemple, les références aux certificats délivrés en vertu des Règlements techniques de l'Union douanière figurant dans les pièces suivantes: Extract of Unified Register of Issued Certificates of Conformity and Registered Declarations of Conformity (pièce UKR-13); Extract of Unified Register of Issued Certificates of Conformity and Registered Declarations of Conformity concerning European producers (pièce UKR-54)(Corr.); Extract of Unified Register of Issued Certificates of Conformity and Registered Declarations of Conformity concerning Kazakh producers (pièce UKR-56); Extract of Unified Register of Issued Certificates of Conformity and Registered Declarations of Conformity concerning Belarusian producers (pièce UKR-58); et Extract of Unified Register of Issued Certificates of Conformity and Registered Declarations of Conformity concerning Russian producers (pièce UKR-83).

technique n° 001/2011 de l'Union douanière a permis d'assurer que les produits pour lesquels de nouveaux certificats étaient demandés n'entrent pas sur le marché russe. Nous considérons que cette manière d'appliquer la procédure d'évaluation de la conformité donne à la Russie un niveau élevé d'assurance qu'aucun produit non conforme visé par les rejets n'entre sur son marché. Nous concluons donc que le rejet des demandes, qui est la manière choisie par la Russie pour appliquer sa procédure d'évaluation de la conformité dans le cas des deux décisions en cause, contribue substantiellement à l'objectif qui consiste à donner à la Russie une assurance suffisante de la conformité des produits ferroviaires ukrainiens visés par les demandes de nouveaux certificats présentées par les deux producteurs concernés conformément au Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière.

7.4.3.3.1.2 Caractère strict de la manière d'appliquer la procédure d'évaluation de la conformité

7.654. L'Ukraine affirme que les rejets ont un grave effet restrictif sur les importations de produits ferroviaires originaires de son territoire, puisque le rejet des demandes de nouveaux certificats débouche sur l'impossibilité de mettre ces produits sur le marché russe.⁵²⁰

7.655. La Russie affirme que, contrairement à ce que l'Ukraine laisse entendre, les éléments de preuve versés au dossier en ce qui concerne les restrictions à l'entrée et l'incertitude quant aux conditions de sûreté et de sécurité en Ukraine établissent que les rejets n'étaient ni de simples prétextes ni un obstacle non nécessaire au commerce international. La Russie affirme que du fait de l'impossibilité de procéder à l'inspection de la production, l'IBF n'était pas en mesure de mener à bien la procédure d'inspection dans son intégralité.⁵²¹

7.656. Le Groupe spécial note que le rejet des demandes de nouveaux certificats entraîne la perte de l'accès au marché russe tant que de nouveaux certificats ne sont pas délivrés, car sans certificat valide, les produits ferroviaires ukrainiens ne peuvent pas entrer sur le marché russe. Nous considérons donc que les rejets des demandes de nouveaux certificats restreint substantiellement le commerce, et peut être considéré comme une manière d'appliquer stricte.⁵²²

7.4.3.3.1.3 Risques que la non-conformité entraînerait

7.657. L'Ukraine considère que le risque lié à la non-conformité est que des produits ferroviaires entrent sur le marché russe sans satisfaire aux règlements techniques pertinents, privant ainsi ces règlements d'effet.⁵²³

7.658. La Russie affirme que les risques liés à la non-conformité sont que des marchandises de qualité insuffisante entrent sur le marché russe. Selon elle, un tel matériel de mauvaise qualité peut entraîner le déraillement de trains, ce qui irait à l'encontre de l'objectif des règlements techniques qui est de protéger la vie et la santé des personnes et des animaux et de préserver les végétaux. La Russie considère qu'étant donné la menace grave d'atteinte à la vie et la santé des personnes, à l'environnement ainsi qu'aux biens des personnes physiques et des personnes morales, les risques liés à la non-conformité sont sérieux.⁵²⁴

7.659. Le Groupe spécial note que les deux parties semblent convenir que des risques élevés sont associés à la non-conformité. En particulier, les produits ferroviaires non conformes peuvent

⁵²⁰ Ukraine, première communication écrite, paragraphe 273; et deuxième communication écrite, paragraphe 187.

⁵²¹ Russie, déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphes 41 et 42. et réponse à la question n° 24 du Groupe spécial.

⁵²² Nous rappelons que nous nous intéressons ici à la manière dont la Russie a appliqué les dispositions du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière relatives à la certification. La reconnaissance des certificats délivrés en vertu du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière dans les autres membres de l'Union douanière est une autre question. Nous rappelons à cet égard que les produits ferroviaires ukrainiens ont la possibilité d'entrer sur le marché russe avec un certificat valide délivré par un organisme de certification dans tout autre État membre de l'Union douanière. Toutefois, comme nous l'avons vu plus haut dans la section 7.5, la Russie n'a pas reconnu des certificats valides délivrés aux producteurs ukrainiens de produits ferroviaires par les autorités compétentes du Bélarus et du Kazakhstan.

⁵²³ Ukraine, deuxième communication écrite, paragraphe 209.

⁵²⁴ Russie, réponse à la question n° 104 du Groupe spécial; deuxième communication écrite, paragraphe 102; et réponse à la question n° 116 du Groupe spécial.

provoquer des accidents, y compris le déraillement de trains, qui peuvent à leur tour causer des dommages considérables, y compris pour la vie et la santé des personnes et des animaux et la préservation des végétaux, ainsi que pour l'environnement. Nous considérons que, étant donné les produits concernés (matériel ferroviaire roulant et ses parties, tel qu'essieux, wagons, longerons et bogies, visés par les demandes de nouveaux certificats), on pourrait raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences d'une défaillance de l'un de ces produits, due à sa non-conformité avec les règlements techniques correspondants, entraînent des risques substantiels pour la vie et la santé des personnes et des animaux et la préservation des végétaux, ainsi que pour l'environnement.

7.4.3.3.1.4 Manières d'appliquer moins restrictives pour le commerce

7.660. L'Ukraine fait valoir que le rejet des demandes de nouveaux certificats dû à l'incapacité de procéder à des inspections sur site correspondait à une application de la procédure russe d'évaluation de la conformité plus stricte qu'il n'était nécessaire pour donner à la Russie une assurance suffisante que les produits ferroviaires ukrainiens pertinents étaient conformes au règlement technique pertinent. L'Ukraine affirme que d'autres manières d'appliquer la procédure russe d'évaluation de la conformité, moins restrictives pour le commerce, étaient à la disposition de la Russie. Spécifiquement, l'Ukraine a identifié les solutions de rechange suivantes: a) communiquer davantage avec les producteurs ukrainiens concernés; b) charger les autorités compétentes du Kazakhstan et du Bélarus des inspections sur site en Ukraine; c) accréditer des inspecteurs non russes, soit des experts, soit des organisations, pour procéder à des inspections en Ukraine; et d) procéder à des inspections hors site.⁵²⁵ L'Ukraine affirme qu'il s'agit de manières moins strictes d'appliquer la procédure russe d'évaluation de la conformité qui apportent une contribution équivalente pour ce qui est de donner à la Russie une assurance suffisante de la conformité, et qui sont à la disposition de la Russie.⁵²⁶

7.661. La Russie répond que l'Ukraine n'a pas démontré que l'une quelconque de ces autres manières d'appliquer était raisonnablement à la disposition de la Russie, et apportait une contribution équivalente pour ce qui était de donner à la Russie une assurance suffisante que les produits ferroviaires ukrainiens étaient conformes au règlement technique applicable.⁵²⁷

7.662. Le Groupe spécial examine chacune des autres manières d'appliquer ci-après identifiées par l'Ukraine en liaison avec les deux décisions contestées.

Communiquer avec les producteurs ukrainiens

7.663. La première solution de rechange identifiée par l'Ukraine consiste pour les autorités russes à communiquer avec les deux producteurs ukrainiens concernés.

7.664. Nous avons examiné cette autre manière d'appliquer plus haut dans la section 7.3.3.2.3.4. Nous avons constaté que, pour plusieurs raisons, elle n'était pas raisonnablement à la disposition de la Russie. Premièrement, cette solution de rechange revêt le caractère d'une procédure, ce qui la rend inadaptée en tant que solution de rechange. Deuxièmement, l'Ukraine n'a pas précisé pourquoi, à son avis, il n'était pas raisonnable que l'IBF considère que les arrangements en vue de procéder au contrôle d'inspection en Ukraine proposés par les producteurs ukrainiens n'étaient pas satisfaisants ou suffisants. Troisièmement, l'Ukraine n'a pas présenté d'arguments sur le point de savoir si, en vertu du droit interne russe, que l'Ukraine n'a pas contesté comme étant incompatible avec les règles de l'OMC, l'IBF pouvait différer la suspension des certificats de produits dont il ne pouvait pas être vérifié qu'ils restaient conformes.

7.665. De même, nous considérons que communiquer avec les deux producteurs ukrainiens serait un processus qui ne constituerait pas une solution de rechange adaptée pour remplacer les rejets des nouvelles demandes. De plus, l'Ukraine n'a pas expliqué pourquoi communiquer davantage avec les producteurs ukrainiens aurait amené l'IBF à accepter que les conditions nécessaires pour

⁵²⁵ Nous rappelons que nous employons l'expression "inspection hors site" au lieu de l'expression "inspections à distance". Voir plus haut la note de bas de page 365.

⁵²⁶ Ukraine, première communication écrite, paragraphe 275; déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphes 61 à 68; deuxième communication écrite, paragraphes 212, 248 et 252.

⁵²⁷ Russie, première communication écrite, paragraphes 94 à 98; et deuxième communication écrite, paragraphes 115 à 120.

mener la certification dans son intégralité étaient remplies. Elle n'a pas non plus présenté d'arguments sur le point de savoir si, en vertu du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière ou, plus généralement, du droit interne russe, que l'Ukraine n'a pas contestés comme étant incompatibles avec les règles de l'OMC, l'IBF pouvait différer la prise de décisions au sujet des demandes.⁵²⁸

7.666. En conséquence, nous constatons que l'Ukraine n'a pas établi que communiquer avec les producteurs ukrainiens concernés était une manière moins stricte d'appliquer la procédure russe d'évaluation de la conformité qui était raisonnablement à la disposition de la Russie.

Charger les autorités compétentes du Kazakhstan ou du Bélarus des inspections en Ukraine

7.667. La deuxième solution de rechange identifiée par l'Ukraine consiste pour l'IBF à charger les autorités compétentes du Bélarus et du Kazakhstan des inspections.

7.668. L'Ukraine affirme que les règlements techniques de l'Union douanière établissent les prescriptions techniques et les procédures d'évaluation de la conformité applicables dans tous les membres de l'Union douanière. Elle fait valoir que les règlements techniques qui régissent les produits ferroviaires et reflètent un niveau de protection défini sont donc communs à la Russie, au Bélarus et au Kazakhstan. Selon l'Ukraine, il s'ensuit que la Russie ne peut pas s'en remettre à ses seuls niveau de protection (en ce qui concerne les règlements techniques) et son niveau d'assurance (en ce qui concerne les procédures d'évaluation de la conformité). De plus, l'Ukraine considère que, si les inspecteurs russes n'étaient pas en mesure de procéder à des inspections en Ukraine, l'IBF aurait pu demander leur aide aux autorités compétentes du Bélarus et du Kazakhstan pour mener à bien ce volet de la procédure d'évaluation de la conformité. Selon l'Ukraine, puisque les Règlements techniques sont communs à tous les organismes de certification de l'Union douanière, l'IBF et les autres organismes de certification de l'Union douanière doivent évaluer la conformité avec les mêmes prescriptions sur la base des mêmes renseignements. L'Ukraine note qu'il y a des éléments de preuve montrant que les autorités compétentes du Bélarus et du Kazakhstan ont procédé à des inspections sur site en Ukraine en rapport avec les demandes de certification qui leur avaient été présentées.⁵²⁹

7.669. La Russie considère que cette solution de rechange n'est pas raisonnablement à sa disposition parce que les ressortissants d'autres pays ne relèvent pas de sa juridiction. Elle reconnaît que les produits ferroviaires ukrainiens peuvent circuler en Russie à la faveur d'un certificat délivré en vertu des Règlements techniques de l'Union douanière. Toutefois, elle considère que, pour cela, les producteurs ukrainiens doivent présenter une demande de certification à l'organisme de certification pertinent du Bélarus ou du Kazakhstan. Dans de telles circonstances, l'organisme de certification du Bélarus ou du Kazakhstan agirait de sa propre initiative, et non en tant qu'organisme de certification russe.⁵³⁰

7.670. Le Groupe spécial note que l'Ukraine se réfère à l'idée de charger les organismes de certification du Bélarus et du Kazakhstan de procéder à des inspections en Ukraine au nom de la Russie comme solution de rechange destinée à remplacer les deux décisions rejetant les demandes de nouveaux certificats en raison de l'impossibilité de mener à bien la procédure dans son intégralité. Toutefois, l'Ukraine n'a présenté aucun argument ou élément de preuve démontrant que cette solution de rechange était raisonnablement à la disposition de la Russie. En effet, il n'est pas évident pour nous que l'IBF soit habilitée, en vertu du droit interne russe, à charger des autorités gouvernementales étrangères d'accomplir au nom de la Russie des tâches dont elle était chargée. En outre, l'article 6 31) du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière, qui fait partie du droit interne russe d'après ce que nous croyons comprendre, dispose qu'au cours de la certification, l'organisme de certification devrait procéder à l'identification et à l'échantillonnage des produits. L'article 6 32) indique qu'un certificat d'échantillonnage doit porter la signature des

⁵²⁸ Nous notons que, d'après l'article 6 28) du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière, l'organisme de certification doit notifier au requérant sa décision au sujet d'une demande de certification dans un délai d'un mois après la réception de la demande.

⁵²⁹ Ukraine, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 68; réponse à la question n° 69 du Groupe spécial; et deuxième communication écrite, paragraphes 250 et 251.

⁵³⁰ Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 119; déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 44; et réponse à la question n° 116 du Groupe spécial.

représentants de l'organisme de certification. Aux fins de cette autre manière d'appliquer la procédure d'évaluation de la conformité qui est proposée, l'organisme de certification est l'IBF, car les demandes dans le cas des décisions 1 et 2 ont été présentées à l'IBF. On ne sait pas si, au titre de l'article 6 31) et 6 32), l'organisme de certification doit lui-même mener à bien certaines tâches de certification, y compris l'échantillonnage des produits, ou s'il pourrait en charger une autre entité. Ainsi, nous considérons que l'Ukraine ne s'est pas acquittée de la charge qui lui incombait d'établir qu'il serait possible à l'IBF, en vertu des règles applicables, de charger les autorités compétentes du Bélarus ou du Kazakhstan de la partie pertinente du processus de certification. En outre, nous notons que l'Ukraine n'a pas fait valoir qu'une quelconque des règles applicables était contraire à l'article 5.1.2.

7.671. En conséquence, nous constatons que l'Ukraine n'a pas établi que charger les autorités compétentes du Bélarus et du Kazakhstan de procéder aux inspections en Ukraine était une manière moins stricte d'appliquer la procédure russe d'évaluation de la conformité qui était raisonnablement à la disposition de la Russie.

Accréditer des experts ou des organisations non russes pour procéder à des inspections en Ukraine

7.672. La troisième solution de rechange identifiée par l'Ukraine consiste pour l'IBF à accréditer des experts ou des organisations non russes pour procéder à des inspections en Ukraine.

7.673. L'Ukraine affirme que la Russie aurait pu accréditer des experts ou des organisations non russes pour procéder à des inspections en Ukraine. Selon elle, les règles régissant les demandes de nouveaux certificats disposent que l'organisme de certification ou le ministère pertinent peut accréditer une organisation ou un expert. L'Ukraine affirme que ces règles n'empêchent pas l'accréditation d'organisations ou d'experts non russes car elles ne prescrivent pas la nationalité des experts pouvant être employés.⁵³¹

7.674. La Russie considère que cette solution de rechange n'est pas raisonnablement à sa disposition parce que les ressortissants d'autres pays ne relèvent pas de sa juridiction. De plus, elle affirme que l'IBF était la seule organisation habilitée à procéder au contrôle d'inspection.⁵³²

7.675. Le Groupe spécial note que l'Ukraine n'a fait référence à aucune disposition particulière du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière qui prévoit la possibilité de nommer des experts, à l'appui de son point de vue selon lequel l'IBF pourrait accréditer des experts ou des organisations non russes pour procéder à des inspections en Ukraine. Nous notons que, dans l'article 6 3) du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière, il est indiqué que les "organismes de certification accrédités" énumérés dans le Registre unifié des organismes de certification et des laboratoires d'essais de l'Union douanière sont compétents pour évaluer la conformité avec ce règlement technique. Toutefois, le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière ne précise pas qui est admis à recevoir un certificat d'accréditation ni à quelles conditions. On ne sait donc pas s'il est possible que des experts ou des organisations non russes soient accrédités en tant qu'organismes de certification. De plus, l'Ukraine n'a pas fait valoir qu'une quelconque des règles applicables était contraire à l'article 5.1.2. De plus, aucun élément de preuve versé au dossier n'indique qu'au moment où les deux décisions rejetant les demandes de nouveaux certificats ont été rendues, des experts ou des organisations non russes étaient qualifiés pour procéder au contrôle d'inspection en Ukraine et détenaient des certificats d'accréditation de l'Union douanière valides. En outre, aucun élément de preuve n'indique que l'IBF a déjà employé des experts accrédités non russes pour procéder à des inspections à l'étranger. Par conséquent, nous considérons que l'Ukraine ne s'est pas acquittée de la charge qui lui incombait d'établir que cette autre manière d'appliquer était à la disposition de la Russie lorsque les deux décisions ont été rendues.

7.676. En conséquence, nous constatons que l'Ukraine n'a pas établi qu'accréditer des experts ou des organisations non russes était une manière moins stricte d'appliquer la procédure russe d'évaluation de la conformité qui était raisonnablement à la disposition de la Russie.

⁵³¹ Ukraine, deuxième communication écrite, paragraphe 252.

⁵³² Russie, déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 44; et réponse à la question n° 116 du Groupe spécial.

Procéder à des inspections hors site

7.677. La quatrième solution de rechange identifiée par l'Ukraine consiste pour l'IBF à procéder à des inspections hors site et à un échantillonnage hors site au lieu de les réaliser sur site dans le cas des deux producteurs concernés en Ukraine.

7.678. L'Ukraine estime que la Russie aurait pu recourir à des inspections hors site au lieu de rejeter les demandes de nouveaux certificats en raison de l'impossibilité de mener à bien la procédure dans son intégralité. Elle considère que cette autre manière d'appliquer la procédure russe d'évaluation de la conformité apporterait une contribution équivalente pour ce qui est de donner à la Russie une assurance suffisante de la conformité et permettrait à l'IBF de mener à bien les procédures d'évaluation de la conformité pertinentes.⁵³³

7.679. La Russie a d'abord fait valoir que l'Ukraine n'avait pas montré en quoi des inspections hors site donneraient une assurance équivalente de la conformité avec les règlements techniques russes. Elle a en outre affirmé que l'inspection hors site n'était pas prévue par les Règlements techniques de l'Union douanière. Elle a ensuite indiqué que l'IBF avait délivré de nouveaux certificats à des producteurs ukrainiens de produits ferroviaires situés dans l'est du pays à la suite de demandes présentées dans le cadre de dispositifs qui exigeaient l'échantillonnage, mais pas l'inspection de la production, car les producteurs avaient envoyé à l'IBF un groupe de produits dans lequel elle pouvait sélectionner l'échantillon à soumettre à des essais. La Russie indique que, à l'inverse, les demandes rejetées par l'IBF au moyen des deux décisions concernaient des produits produits en série et de grande taille, ce qui exigeait que l'échantillonnage soit réalisé dans les installations des producteurs.⁵³⁴

7.680. L'Ukraine répond que, contrairement à ce que dit la Russie, aucune disposition du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière n'exclut la possibilité de procéder à l'inspection de la production hors site. L'Ukraine affirme que les éléments de preuve montrent en fait que des inspections à distance sont possibles en vertu du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière. Elle se réfère au fait que l'IBF a délivré des certificats à des producteurs de l'est de l'Ukraine sans visiter leurs installations, alors qu'ils avaient présenté des demandes dans le cadre de dispositifs qui exigeaient à la fois l'inspection de la production et l'échantillonnage dans les installations des producteurs. De plus, l'Ukraine considère que, contrairement à ce que la Russie affirme, le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière ne fait aucune distinction entre les produits de grande taille et les autres produits. Elle fait par ailleurs observer que la Russie a délivré des certificats à des producteurs ukrainiens de l'est du pays sur la base d'un échantillonnage hors site de produits d'une taille semblable à celle des produits pour lesquels elle avait rejeté des demandes présentées par des producteurs ukrainiens de l'ouest du pays. L'Ukraine note en outre que des producteurs ukrainiens ont présenté des demandes de certification dans le cadre des dispositifs 3c et 6c du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière, qui exigent un échantillonnage. Elle admet que, conformément à la norme GOST 31814-2012⁵³⁵, la délivrance de certificats dans le cadre du dispositif 3c nécessite un échantillonnage dans les installations des producteurs; toutefois, elle affirme que la Russie a délivré des certificats à des producteurs de l'est de l'Ukraine sans réaliser d'essais sur échantillons dans leurs installations. De l'avis de l'Ukraine, la Russie admet ainsi que l'IBF pourrait réaliser des essais sur échantillons sans entrer en Ukraine et devoir se rendre sur le site. Pour l'Ukraine, cela démontre que refuser de délivrer des certificats en raison de l'impossibilité de mener à bien la procédure dans son intégralité est juste une excuse.⁵³⁶

7.681. La Russie note que, dans le cadre du dispositif 3c, l'inspection de la production n'est pas exigée, mais l'échantillonnage doit être réalisé avant la délivrance d'un certificat. Elle soutient que l'échantillonnage des produits de grande taille doit être réalisé dans les locaux du producteur. De plus, la Russie indique que les demandes présentées au titre du dispositif 3c ont été rejetées car, en raison de non-conformités antérieures qui avaient été relevées en ce qui concerne les produits

⁵³³ Ukraine, première communication écrite, paragraphe 275; et déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphes 62, 67 et 68.

⁵³⁴ Russie, première communication écrite, paragraphe 98; réponse à la question n° 22 du Groupe spécial; et deuxième communication écrite, paragraphes 22, 23 et 117.

⁵³⁵ GOST 31814-2012 "Conformity assessment. General Rules of sampling for tests of products in the course of conformity assessment" (GOST 31814-2012) (pièce UKR-140).

⁵³⁶ Ukraine, deuxième communication écrite, paragraphes 234 et 237 à 247; et déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphes 22 à 24 et 64.

visés par la demande présentée par le producteur ukrainien, l'IBF a dû réaliser l'échantillonnage dans les installations du producteur. La Russie note qu'à l'inverse, les produits visés par les certificats délivrés à des producteurs ukrainiens de l'est de l'Ukraine n'avaient pas été marqués par des non-conformités antérieures. En outre, la Russie fait observer qu'elle n'a pas délivré de certificats à un producteur de l'est de l'Ukraine dans le cadre d'un dispositif qui exigeait l'inspection de la production sans procéder à une inspection sur site des installations du producteur.⁵³⁷

7.682. La Russie explique que, bien que les Règlements techniques de l'Union douanière ne prévoient pas d'inspections hors site, l'IBF a procédé à de telles inspections sur la base des critères et sous réserve des conditions énoncés à l'article 7.4.1 de la norme PC-FZT 08-2013. Selon la Russie, ces critères permettent la réalisation d'une inspection hors site uniquement si, s'agissant des produits ferroviaires pour lesquels un producteur demande une certification, il n'y a eu aucune plainte antérieure au sujet de leur qualité et aucune non-conformité antérieure n'a été relevée par l'IBF.⁵³⁸

7.683. La Russie note par ailleurs que l'IBF tient compte des directives relatives aux procédures d'échantillonnage figurant dans la norme GOST 31814-2012. Elle affirme que, d'après cette norme, l'échantillonnage d'un envoi de produits, tels que ceux qui sont visés par le dispositif 6c, doit être réalisé à l'endroit où se trouve l'envoi. Selon la Russie, les renseignements dont l'IBF disposait indiquaient que les envois pour lesquels le producteur ukrainien pertinent demandait de nouveaux certificats se trouvaient dans les locaux de ce producteur en Ukraine. La Russie souligne que l'Ukraine n'a pas présenté d'éléments de preuve du contraire.⁵³⁹

7.684. L'Ukraine note que la Russie a modifié sa position concernant la possibilité de procéder à des inspections hors site en vertu des Règlements techniques de l'Union douanière. Selon l'Ukraine, il n'est plus contesté que les inspections hors site sont possibles en ce qui concerne les demandes de certification au titre des Règlements techniques de l'Union douanière. L'Ukraine affirme que, malgré cela, l'IBF n'a pas ménagé cette possibilité à tous les producteurs ukrainiens. Elle note que l'IBF a délivré de nouveaux certificats uniquement à certains producteurs ukrainiens situés dans des régions de l'est du pays sur la base d'inspections hors site ou d'un échantillonnage hors site.⁵⁴⁰

7.685. L'Ukraine affirme par ailleurs que les non-conformités relevées lors d'inspections réalisées au titre des anciennes règles CS FRT antérieures ne sont pas pertinentes aux fins de la certification au titre des Règlements techniques de l'Union douanière. Selon elle, seules les non-conformités relevées lors d'un contrôle d'inspection réalisé au titre des Règlements techniques de l'Union douanière seraient pertinentes aux fins de la certification au titre des Règlements techniques de l'Union douanière. L'Ukraine considère qu'en tout état de cause, les éléments de preuve présentés par la Russie démontrent l'existence de non-conformités dans le cas seulement de trois des produits visés par les demandes rejetées par l'IBF.⁵⁴¹

7.686. Le Groupe spécial note que l'Ukraine a d'abord identifié comme autre manière d'appliquer la procédure russe d'évaluation de la conformité s'agissant des deux producteurs concernés la réalisation d'une inspection hors site au lieu d'une inspection sur site par l'IBF. L'Ukraine a aussi évoqué la possibilité de réaliser un échantillonnage hors site. Après que la Russie a précisé que, dans le cadre des dispositifs de certification en cause, les dispositifs 3c et 6c, l'inspection de la production n'était pas exigée, l'Ukraine a focalisé son attention sur la solution de rechange consistant à vérifier la conformité au moyen d'un échantillonnage hors site au lieu de réaliser l'échantillonnage dans les installations du producteur.

7.687. Nous commencerons donc par examiner la possibilité de réaliser un échantillonnage hors site pour ce qui est des dispositifs 3c et 6c d'une manière générale. Sur la base de cette évaluation, nous examinerons ensuite si, s'agissant des décisions 1 et 2, l'échantillonnage hors site était une autre manière d'appliquer la procédure russe d'évaluation de la conformité qui était

⁵³⁷ Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 23; et réponses aux questions n° 163 et 166 du Groupe spécial.

⁵³⁸ Russie, réponse à la question n° 167 du Groupe spécial.

⁵³⁹ Russie, réponse à la question n° 123 du Groupe spécial.

⁵⁴⁰ Ukraine, observations sur les réponses de la Russie aux questions n° 165 et 166 du Groupe spécial.

⁵⁴¹ Ukraine, observations sur les réponses de la Russie aux questions n° 163, 165 et 166 du Groupe spécial.

raisonnablement disponible. Nous examinons d'abord la décision 1, qui concerne le dispositif 3c, avant d'examiner la décision 2, qui concerne le dispositif 6c.

Possibilité de réaliser des essais sur échantillons hors site pour les demandes présentées dans le cadre du dispositif 3c en général

7.688. D'après l'annexe 6 du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière, les demandes présentées dans le cadre du dispositif 3c concernent des produits ferroviaires produits en série et un échantillonnage des produits doit être réalisé pour qu'un certificat soit délivré. Le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière ne parle pas de la procédure à appliquer pour échantillonner les produits. Il n'est pas contesté que l'IBF suit les lignes directives énoncées dans la norme GOST 31814-2012⁵⁴², qui émane du droit interne russe, lorsqu'elle échantillonne des produits aux fins de la certification au titre des Règlements techniques de l'Union douanière.

7.689. La partie pertinente de l'article 4.2.3 de la norme GOST 31814-2012, qui régit la manière dont l'échantillonnage doit être réalisé, prévoit ce qui suit:

L'échantillonnage est réalisé:

[1] pour les articles faisant l'objet d'une production de masse (production en série) – dans l'entrepôt des produits finis du producteur.

[2] pour les produits en lots – à l'endroit où se trouve le lot (l'entrepôt des produits finis du producteur, un entrepôt de stockage temporaire, un entrepôt sous douane ou l'entrepôt du destinataire avec stockage responsable, dans la capacité du véhicule [*sic*])

[3] pour les produits individuels – à l'endroit où le produit se trouve (dans l'installation de production du fabricant, sur le lieu d'installation de l'acheteur, dans l'entrepôt de stockage temporaire[]).

7.690. Le premier paragraphe de l'article 4.2.3 de la norme GOST 31814-2012 exige que l'échantillonnage des produits produits en série soit réalisé dans l'entrepôt du producteur. Ainsi, pour les demandes de certification de produits produits en série, comme ceux qui sont visés par le dispositif 3c, l'échantillonnage devrait être réalisé dans les installations du producteur.

7.691. Toutefois, en réponse à une question du Groupe spécial, la Russie a fourni des clarifications supplémentaires au sujet de la pratique de l'IBF consistant à appliquer les directives de la norme GOST 31814-2012 relatives à l'échantillonnage lorsqu'elle examine les demandes présentées au titre du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière. La Russie affirme que dans la pratique, l'IBF a autorisé que l'échantillonnage dans le cadre du dispositif 3c ait lieu ailleurs que dans les installations du producteur suivant les conditions qu'elle appliquait auparavant en vertu de l'article 7.4.1 de la norme PC-FZT 08-2013 pour déterminer si elle autorisait un contrôle d'inspection hors site.⁵⁴³ D'après ce que nous croyons comprendre, cela signifie que l'IBF réalise des essais sur échantillons en prélevant un échantillon sur des produits situés ailleurs que dans les installations du producteur lorsqu'aucun élément de preuve préexistant n'indique qu'il y a eu des non-conformités ou des plaintes de consommateurs au sujet du producteur. Nous croyons comprendre que c'est sur cette base que l'IBF a délivré de nouveaux certificats à des producteurs de l'est de l'Ukraine qui avaient présenté des demandes dans le cadre du dispositif 3c, sans réaliser d'échantillonnage dans les installations du producteur. Selon la Russie, il n'y avait pas eu de non-conformités ni de plaintes de consommateurs antérieures en ce qui concerne ces producteurs.⁵⁴⁴

7.692. Les certificats délivrés à des producteurs de l'est de l'Ukraine prouvent ainsi que la Russie n'a pas appliqué les directives énoncées dans la norme GOST 31814-2012 de manière aussi stricte que le texte de cette norme semble le prévoir. Bien que l'article 4.2.3 de la norme GOST 31814-2012 prévoit un échantillonnage uniquement dans l'entrepôt du producteur,

⁵⁴² GOST 31814-2012 (pièce UKR-140).

⁵⁴³ Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 23; et réponses aux questions n° 163, 166 et 167 du Groupe spécial.

⁵⁴⁴ Russie, réponse à la question n° 156 du Groupe spécial.

l'IBF a appliqué cette disposition de manière moins stricte et a autorisé la réalisation d'essais sur échantillons hors site. Cela donne à penser que la norme GOST 31814-2012 n'empêche pas l'IBF de réaliser des essais sur échantillons hors site. De plus, nous notons qu'il y a dans le dossier aucun élément de preuve, et que la Russie n'a présenté aucun argument, montrant que la pratique de l'IBF consistant à autoriser les essais sur échantillons hors site pour des demandes présentées dans le cadre du dispositif 3c a été officiellement publiée ou est connue du public ou accessible au public.

7.693. La Russie n'a pas spécifiquement expliqué en quoi les conditions énoncées à l'article 7.4.1 de la norme PC-FZT 08-2013, qui concernent le contrôle d'inspection postérieur à la certification, sont pertinentes pour les demandes de certification au titre des règlements techniques de l'Union douanière. Nous rappelons à cet égard que les règlements techniques de l'Union douanière ont remplacé les précédents règlements techniques intérieurs de la Russie, y compris les procédures d'évaluation de la conformité qui y étaient énoncées. C'est pourquoi les producteurs qui détenaient des certificats délivrés au titre de la précédente réglementation intérieure ont dû présenter des demandes de nouveaux certificats au titre des règlements techniques de l'Union douanière afin de continuer de commercialiser leurs produits en Russie.

7.694. Le producteur 1 [[xxx]] en est un exemple significatif. Il a présenté des demandes de certification dans le cadre du dispositif 3c pour des produits ferroviaires qu'il avait déjà commercialisés en Russie conformément aux certificats délivrés au titre des précédentes règles CS FRT intérieures antérieures de la Russie. Étant donné que les produits pertinents du producteur 1 se trouvaient déjà sur le marché russe, et étaient déjà connus de l'IBF, il est compréhensible que, dans ces circonstances particulières, l'IBF considère les essais sur échantillons hors site comme acceptables aux fins de la certification au titre du nouveau Règlement technique de l'Union douanière. Toutefois, il est aussi compréhensible qu'il soit difficile pour l'IBF de ne pas tenir compte d'une non-conformité ou d'une plainte d'un consommateur connue qui n'avait pas été adéquatement prise en considération lors d'un précédent contrôle d'inspection au titre des règles CS FRT. Si les règles CS FRT étaient restées en vigueur, l'existence de précédentes non-conformités ou plaintes de consommateurs aurait nécessairement entraîné la réalisation sur site du contrôle d'inspection suivant. Il semble donc logique que l'IBF souhaite réaliser l'échantillonnage dans l'entrepôt du producteur dans les cas où les conditions nécessaires à une inspection hors site énoncées à l'article 7.4.1 n'étaient pas remplies.

7.695. Compte tenu de ce qui précède, nous considérons que la pratique de la Russie consistant à autoriser les essais sur échantillons hors site suivant les conditions énoncées à l'article 7.4.1 indique que cette forme d'essais donne à la Russie une assurance suffisante de la conformité. De plus, étant donné que l'article 4.2.3 de la norme GOST 31814-2012 prévoit des essais sur échantillons sur site, les essais sur échantillons hors site constituent une manière moins stricte d'appliquer cette partie de la procédure russe d'évaluation de la conformité. Dans les circonstances de l'espèce, les essais sur échantillons hors site sont aussi, en particulier, une manière d'appliquer la procédure moins restrictive pour le commerce, étant donné que l'IBF n'aurait pas besoin de se rendre en Ukraine pour achever la procédure de certification. Par conséquent, si les conditions appliquées par l'IBF pour les essais sur échantillons hors site sont remplies, les essais sur échantillons hors site seraient une autre manière d'appliquer la procédure d'évaluation de la conformité qui serait moins stricte, apporterait une contribution équivalente pour ce qui est de donner à la Russie une assurance suffisante de la conformité et serait à la disposition de la Russie.

7.696. Nous allons maintenant examiner la charge de la preuve. Plus haut, dans notre analyse des allégations de l'Ukraine au titre de l'article 5.1.2 concernant les suspensions, nous avons déterminé que l'Ukraine avait la charge de présenter des éléments de preuve et une argumentation afin d'établir que toute autre manière d'appliquer la procédure d'évaluation de la conformité identifiée était raisonnablement à la disposition de la Russie. Nous avons en outre fait observer que, pour démontrer le bien-fondé de son point de vue selon lequel les inspections hors site étaient une autre manière d'appliquer la procédure d'évaluation de la conformité que les inspections sur site qui était raisonnablement à la disposition de la Russie, l'Ukraine devait démontrer que les conditions prévues à l'article 7.4.1 de la norme PC-FZT 08-2013 pour les inspections hors site étaient remplies en ce qui concerne chacun des produits ferroviaires visés par les instructions contestées.⁵⁴⁵ Comme il a également été expliqué plus haut, les éléments de preuve versés au dossier indiquent que la norme PC-FZT 08-2013 était accessible au public ou sur

⁵⁴⁵ Voir plus haut la section 7.3.3.2.3.4.

demande. Enfin, nous rappelons qu'il y a des éléments de preuve montrant que l'IBF a envoyé à l'un des producteurs ukrainiens dont les certificats ont été suspendus une lettre dans laquelle elle n'a pas explicitement fait référence à l'article 7.4.1, mais a spécifié les conditions pertinentes qui devaient être remplies pour que l'inspection hors site soit possible.⁵⁴⁶

7.697. Par contraste, aucun élément de preuve versé au dossier ne montre que la pratique de l'IBF consistant à autoriser les essais sur échantillons hors site suivant les conditions énoncées à l'article 7.4.1 lorsqu'elle traite les demandes concernant des produits ferroviaires produits en série au titre du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière a été officiellement publiée ou est connue du public ou accessible au public. En outre, aucun élément de preuve ne montre que l'IBF a informé les producteurs situés ailleurs en Ukraine qui demandaient de nouveaux certificats au titre du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière que les essais sur échantillons hors site étaient possibles.

7.698. Nous considérons que ce contraste par rapport à la situation que nous examinons dans notre analyse concernant les suspensions a des implications pour l'attribution de la charge de la preuve dans le contexte des allégations relatives aux rejets. Il est évident que c'est à l'Ukraine d'établir des éléments *prima facie* et donc une présomption que ce qui est allégué est vrai. Toutefois, selon l'Organe d'appel, "la quantité et la nature précises des éléments de preuve qui seront nécessaires pour établir une telle présomption varieront forcément d'une mesure à l'autre, d'une disposition à l'autre et d'une affaire à l'autre".⁵⁴⁷ Comme nous l'avons souligné, il n'y a, en l'espèce, aucun élément de preuve ni aucune allégation indiquant que, lorsque la présente procédure de groupe spécial a commencé, l'Ukraine connaissait ou aurait dû connaître l'existence de la possibilité de réaliser des essais sur échantillons hors site et les conditions auxquelles les requérants devaient satisfaire pour bénéficier de la réalisation d'essais sur échantillons hors site.⁵⁴⁸ Dans ces circonstances, nous considérons que le principe d'équité procédurale ne serait pas respecté si l'Ukraine avait la charge de démontrer que ces conditions, dont elle n'avait auparavant pas connaissance, avaient été remplies dans le cas des décisions contestées.⁵⁴⁹

7.699. À notre avis, dans les circonstances particulières de l'espèce, il suffit que l'Ukraine établisse que l'échantillonnage hors site est une manière moins stricte d'appliquer le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière qui est raisonnablement à la disposition de la Russie. Nous considérons que l'Ukraine peut s'appuyer à cet égard sur le fait que la Russie elle-même a affirmé et reconnu devant le Groupe spécial que l'IBF pouvait appliquer, et avait appliqué, l'article 4.2.3 de la norme GOST 31814-2012 de manière moins stricte que le texte ne le prévoyait. En revanche, nous considérons que pour étayer son allégation selon laquelle l'échantillonnage hors site est une manière d'appliquer moins stricte raisonnablement à la disposition de la Russie, l'Ukraine n'a pas besoin de démontrer que les conditions énoncées à l'article 7.4.1 étaient remplies dans le cas des demandes présentées conformément au dispositif 3c.⁵⁵⁰ Toutefois, si des éléments de preuve versés au dossier démontraient que ces

⁵⁴⁶ Letter [[xxx]] from the FBO to PJSC [[xxx]], 1 August 2014 (pièce UKR-28)(RCC).

⁵⁴⁷ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, page 16.

⁵⁴⁸ Nous notons à cet égard que, dans l'affaire *CE – Préférences tarifaires*, pour déterminer si la partie plaignante "devait être ... consciente" du fait que la mesure contestée était un schéma de préférences tarifaires mis en œuvre conformément à la Clause d'habilitation, l'Organe d'appel a, de la même façon, examiné si cela ressortait clairement du libellé de la mesure ou de documents explicatifs mis à la disposition du public. Rapport de l'Organe d'appel *CE – Préférences tarifaires*, paragraphe 117.

⁵⁴⁹ Dans ce contexte, nous rappelons le point de vue de l'Organe d'appel selon lequel l'attribution de la charge de la preuve dans le cadre de l'article 22:8 du Mémoire d'accord dépend, entre autres considérations, des prescriptions en matière d'équité procédurale. Rapports de l'Organe d'appel *Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 361; et *États-Unis – Maintien de la suspension*, paragraphe 361. Nous rappelons en outre que, selon l'Organe d'appel, "[l]a régularité de la procédure est intrinsèquement liée aux notions d'équité, d'impartialité et aux droits des parties de se faire entendre et de se voir ménager des possibilités adéquates de présenter leurs allégations, de prouver la validité de leurs moyens de défense et d'établir les faits dans le contexte de procédures menées d'une manière équilibrée et harmonieuse, conformément aux règles établies". Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Cigarettes (Philippines)*, paragraphe 147.

⁵⁵⁰ Nous faisons observer à cet égard que, d'après l'Organe d'appel, "bien que le plaignant doive établir des éléments *prima facie* pour étayer sa plainte, il incomb[e] au défendeur de prouver les faits qu'il affirm[e] dans sa défense". Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Droits d'importation additionnels*, paragraphe 187. Nous notons qu'en l'espèce, la Russie affirme que les conditions énoncées à l'article 7.4.1 sont applicables dans le contexte de l'article 4.2.3 de la norme GOST 31814-2012 et que ces conditions étaient remplies dans le cas des demandes présentées conformément au dispositif 3c.

conditions n'étaient pas remplies, nous constaterions que l'échantillonnage hors site n'était pas raisonnablement à la disposition de la Russie.⁵⁵¹ S'agissant de ces conditions, nous rappelons que plus haut, dans la section 7.3.3.2.3.4, nous avons constaté que, d'après l'article 7.4.1 de la norme PC-FZT 08-2013, le contrôle d'inspection hors site n'était pas possible si des non-conformités avaient été relevées lors du dernier contrôle d'inspection s'agissant des produits ferroviaires pour lesquels un contrôle d'inspection était prévu et s'il n'y avait pas de plainte de consommateurs au sujet de ces produits. En conséquence, l'échantillonnage hors site ne serait de même pas possible s'il y a des éléments de preuve attestant de non-conformités relevés lors du dernier contrôle d'inspection du produit ferroviaire pour lequel une demande de certification a été présentée ou s'il y a des plaintes de consommateurs au sujet de ce produit.

7.700. En ayant à l'esprit les considérations qui précèdent, nous examinons la possibilité de réaliser un échantillonnage hors site dans le cas des demandes de nouveaux certificats rejetées par l'IBF au moyen de la décision 1.

Décision 1: Possibilité de réaliser des essais sur échantillons hors site

7.701. Au moyen de la décision 1 [[xxx]] du 2 octobre 2014, l'IBF a rejeté quatre demandes de nouveaux certificats présentées par le producteur 1 [[xxx]], au titre du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière. D'après cette décision 1, l'IBF a "renvo[yé] sans [les] examiner" les demandes présentées par le producteur 1, "car il [était] impossible de mener à bien la procédure de certification dans son intégralité".⁵⁵² La Russie a développé cette explication, expliquant qu'il n'était pas possible pour l'IBF de procéder à l'échantillonnage dans l'entrepôt du producteur en raison de la situation en Ukraine. Comme nous l'avons vu plus haut, les essais sur échantillons hors site serait raisonnablement à la disposition de la Russie si aucune non-conformité n'avait été relevée lors du dernier contrôle d'inspection du produit ferroviaire concerné et s'il n'y avait eu aucune plainte de consommateurs au sujet de ce produit.

7.702. Sur la base de ce qui précède, nous examinons la décision 1, qui concerne quatre demandes (D1, D2, D3 et D4) portant sur différents produits ferroviaires fabriqués par le producteur 1. Les quatre demandes ont été présentées dans le cadre du dispositif 3c. La demande D1 [[xxx]] concerne la certification de deux produits, à savoir les bogies à deux essieux et les bogies à deux essieux pour wagons de marchandises de gabarit ferroviaire de 1 520 mm [[xxx]]. La demande D2 [[xxx]] concerne deux produits, à savoir les wagons plats universels et les wagons plats pour conteneurs de grande capacité [[xxx]]. La demande D3 [[xxx]] concerne deux produits, à savoir les wagons plats universels [[xxx]] et les wagons plats pour le transport de bois d'œuvre [[xxx]]. Enfin, la demande D4 concerne un produit, à savoir les wagons ouverts à parois non amovibles [[xxx]].⁵⁵³

7.703. Les produits sur lesquels portent les quatre demandes avaient été visés par des certificats qui avaient été suspendus en vertu des règles CS FRT antérieures.⁵⁵⁴ La Russie a présenté des éléments de preuve de l'existence de non-conformités, relevées lors du dernier contrôle d'inspection disponible en vertu des règles CS FRT, en ce qui concerne un des produits visés par la demande D3 (wagons plats universels, [[xxx]]) et le produit visé par la demande D4 (wagons ouverts à parois non amovibles, [[xxx]]).⁵⁵⁵ Sur la base de ces éléments de preuve, nous considérons que l'IBF avait des raisons valables de ne pas réaliser un échantillonnage hors site en ce qui concerne un produit visé par la demande D3 et le produit visé par la demande D4.

⁵⁵¹ Comme il a été noté plus haut dans notre analyse des allégations de l'Ukraine au titre de l'article 5.1.2 concernant les suspensions, l'Ukraine n'a pas fait valoir que les conditions énoncées à l'article 7.4.1 étaient elles-mêmes plus strictes que nécessaire et donc contraires à l'article 5.1.2.

⁵⁵² Letter [[xxx]] from the FBO of 2 October 2014 (pièce UKR-16)(RCC). La version de cette communication présentée par la Russie dans la pièce RUS-3 contient une copie des demandes présentées par le producteur 1.

⁵⁵³ Le texte des demandes figure dans Letter of FBO No. [[xxx]] of 2 October 2014 (pièce RUS-3).

⁵⁵⁴ Les certificats des produits pour lesquels le producteur 1 a présenté de nouvelles demandes ont été suspendus par la Lettre [[xxx]] de l'IBF du 8 août 2014 (pièce UKR-15)(RCC); et par la Lettre [[xxx]] de l'IBF du 3 octobre 2014 (pièce UKR-19)(RCC).

⁵⁵⁵ Les non-conformités concernant ces deux produits (les wagons plats universels, [[xxx]], et les wagons ouverts à parois non amovibles, [[xxx]]) ont été relevées dans le compte rendu d'inspection du 28 janvier 2014 figurant dans la pièce RUS-62 (RCC).

7.704. Nous considérons donc que l'Ukraine n'a pas établi que l'échantillonnage hors site était une manière d'appliquer moins stricte raisonnablement à la disposition de la Russie en ce qui concerne un produit visé par la demande D3 (wagons plats universels, [[xxx]]) et la demande D4.

7.705. Toutefois, la Russie n'a pas présenté d'éléments de preuve de l'existence de non-conformités ou de plaintes de consommateurs spécifiques pour les produits visés par les demandes D1 (bogies à deux essieux et bogies à deux essieux pour wagons de marchandises de gabarit ferroviaire de 1 520 mm [[xxx]]), D2 (wagons plats universels et wagons plats pour conteneurs de grande capacité [[xxx]]) et pour un des produits visés par la demande D3 (wagons plats pour le transport de bois d'œuvre [[xxx]]).⁵⁵⁶ Nous considérons donc que l'Ukraine a établi que l'échantillonnage hors site était une manière d'appliquer moins stricte raisonnablement à la disposition de la Russie en ce qui concerne les produits visés par les demandes D1 et D2, et un des produits visés par la demande D3 (wagons plats pour le transport de bois d'œuvre [[xxx]]).

7.706. En conséquence, nous constatons que l'Ukraine a établi que les essais sur échantillons hors site étaient une manière d'appliquer moins stricte raisonnablement à la disposition de la Russie en ce qui concerne trois des quatre demandes (D1, D2 et D3 s'agissant d'un des produits ferroviaires visés) rejetées par l'IBF au moyen de la décision 1.

Possibilité de réaliser des essais sur échantillons hors site pour les demandes présentées dans le cadre du dispositif 6c en général

7.707. Nous examinons maintenant la possibilité, en général, de réaliser un échantillonnage hors site pour les demandes présentées dans le cadre du dispositif 6c. Nous rappelons que les demandes rejetées par l'IBF au moyen de la décision 2 ont été présentées dans le cadre du dispositif 6c.

7.708. D'après l'annexe 6 du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière, les demandes présentées dans le cadre du dispositif 6c concernent un lot de produits ferroviaires et un échantillonnage des produits ferroviaires du lot doit être réalisé pour qu'un certificat soit délivré. Comme il a été expliqué dans la section précédente, la procédure d'échantillonnage est énoncée à l'article 4.2.3 de la norme GOST 31814-2012. D'après le deuxième paragraphe de cet article, l'échantillonnage devrait être réalisé à l'endroit où se trouve le lot, tel que l'entrepôt du producteur, un entrepôt de stockage temporaire, un entrepôt sous douane ou l'entrepôt du client.

7.709. Nous rappelons que l'échantillonnage hors site serait une situation dans laquelle l'IBF permettrait à un producteur d'envoyer un échantillon du lot de produits, comportant un nombre d'unités suffisant pour qu'elle sélectionne celles qui seraient soumises à des essais. Sur la base du texte de l'article 4.2.3 de la norme GOST 31814-2012, l'IBF ménagerait cette possibilité, selon le lieu où se trouve le lot à certifier.

Décision 2: possibilité de réaliser des essais sur échantillons hors site

7.710. Au moyen de la décision 2, l'IBF a rejeté deux demandes présentées par le producteur 3 [[xxx]], l'une pour un lot de 7 581 unités de longerons et l'autre pour un lot de 15 057 unités de châssis latéraux.⁵⁵⁷ La seule référence à l'emplacement de ces lots a été faite par la Russie.⁵⁵⁸ Selon celle-ci, les renseignements à la disposition de l'IBF indiquent que ces lots se trouvaient dans les locaux des producteurs en Ukraine. L'Ukraine n'a pas contesté cette assertion, ni présenté d'éléments de preuve à l'effet contraire. D'après le deuxième paragraphe de l'article 4.2.3 de la

⁵⁵⁶ Comme il est indiqué plus haut dans la note de bas de page 410, le texte du compte rendu d'inspection du 18 avril 2013 figurant dans la pièce RUS-62(RCC) est incomplet, si bien qu'il est impossible de déterminer à quels produits se rapportent les "incompatibilités relevées" mentionnées au paragraphe 7.3 du compte rendu d'inspection. Nous notons en outre que le rapport sur les résultats du contrôle d'inspection daté du 15 mai 2013 figurant dans la pièce RUS-62 (RCC) indique que les non-conformités antérieures relevées dans le compte rendu d'inspection du 18 avril 2013, qui concerne l'inspection des produits visés par les demandes D1 et D2 (bogies à deux essieux et bogies à deux essieux pour wagons de marchandises de gabarit ferroviaire de 1 520 mm [[xxx]] et wagons plats universels et wagons plats pour conteneurs de grande capacité [[xxx]]) avaient été éliminées. Les éléments de preuve présentés par la Russie ne contiennent aucune référence à l'autre produit visé par la demande D3 (wagons plats pour le transport de bois d'œuvre [[xxx]]).

⁵⁵⁷ Letter [[xxx]] from PJSC [[xxx]], 7 September 2017 (pièce UKR-136)(RCC); et Letter of FBO No. [[xxx]] of 23 January 2015 (pièce RUS-4).

⁵⁵⁸ Russie, réponse à la question n° 123 du Groupe spécial.

norme GOST 31814-2012, lorsque le lot se trouve dans les locaux du producteur, l'échantillonnage doit être réalisé à cet endroit. Par conséquent, l'Ukraine n'a pas démontré qu'en vertu de l'article 4.2.3, l'IBF avait la possibilité de réaliser l'échantillonnage des lots visés par la décision 2 ailleurs qu'en Ukraine.

7.711. Nous rappelons à cet égard que des éléments de preuve montrent que l'IBF a appliqué le premier paragraphe de l'article 4.2.3 d'une manière souple, de façon à permettre un échantillonnage hors site s'agissant des demandes présentées dans le cadre du dispositif 3c (produits ferroviaires produits en série). Toutefois, il n'y a aucun élément de preuve dans le dossier qui indique que l'IBF a appliqué le deuxième paragraphe de l'article 4.2.3 de façon plus souple que le texte ne le prévoyait. Nous n'avons donc aucune raison de considérer que l'IBF avait la possibilité de ne pas appliquer le deuxième paragraphe de l'article 4.2.3 tel qu'il est libellé. Par ailleurs, nous constatons que l'Ukraine n'a pas contesté la compatibilité de l'article 4.2.3 avec les règles de l'OMC.

7.712. En conséquence, nous considérons que l'Ukraine n'a pas établi que l'échantillonnage hors site était une manière moins stricte d'appliquer de la procédure d'évaluation de la conformité qui était raisonnablement à la disposition de la Russie en ce qui concerne les deux demandes rejetées par l'IBF au moyen de la décision 2.

7.4.3.3.1.5 Évaluation globale du point de savoir si la Russie a appliqué sa procédure d'évaluation de la conformité de manière plus stricte que nécessaire

7.713. Nous rappelons que nous avons déterminé plus haut que, au moyen des décisions 1 et 2, la Russie avait appliqué sa procédure d'évaluation de la conformité d'une manière restrictive pour le commerce. Toutefois, nous avons aussi déterminé que cette manière d'appliquer la procédure d'évaluation de la conformité contribuait substantiellement à donner à la Russie une assurance suffisante que les produits ferroviaires visés par les demandes de nouveaux certificats rejetées étaient conformes à ses règlements techniques applicables. Nous avons en outre observé que les risques que la non-conformité entraînerait étaient élevés. Dans les circonstances de l'espèce, la non-conformité pourrait provoquer des accidents et ainsi mettre en danger, entre autres choses, la vie et la santé des personnes et des animaux et la préservation des végétaux. De tels accidents pourraient en outre causer de graves dommages à l'environnement. Les valeurs et les intérêts protégés sont donc clairement très importants.

7.714. En soupesant et en mettant en balance ces éléments, nous notons que, bien que dans le cas des décisions 1 et 2, l'IBF ait appliqué la procédure d'évaluation de la conformité correspondante d'une manière stricte qui a eu un important effet restrictif pour le commerce, cette manière d'appliquer la procédure a contribué substantiellement à donner à la Russie une assurance suffisante de la conformité avec les règlements techniques applicables et tenait compte des risques élevés que la non-conformité aurait entraînés pour des valeurs et des intérêts très importants.

7.715. S'agissant des autres manières d'appliquer, nous rappelons notre constatation au sujet de la décision 1 selon laquelle, en ce qui concerne les produits visés par les demandes D1 et D2, et un des produits visés par la demande D3, l'Ukraine a établi que l'échantillonnage hors site était une manière d'appliquer moins stricte raisonnablement à la disposition de l'IBF dans le cadre de la procédure d'évaluation de la conformité applicable. Dans le même temps, l'Ukraine n'a pas établi en ce qui concerne un des produits visés par la demande D3 et la demande D4, que des manières moins strictes d'appliquer la procédure russe d'évaluation de la conformité étaient raisonnablement à la disposition de l'IBF dans le cadre de la procédure d'évaluation de la conformité applicable (que l'Ukraine n'a pas contestée comme étant incompatible avec les règles de l'OMC).

7.716. Compte tenu de ce qui précède, nous considérons que, s'agissant de la décision 1, l'Ukraine a a) établi que l'IBF, en ce qui concerne les demandes D1 et D2 et un des produits visés par la demande D3 (wagons plats pour le transport de bois d'œuvre [[xxx]]), avait appliqué sa procédure d'évaluation de la conformité d'une manière plus stricte qu'il n'était nécessaire pour donner à la Russie une assurance suffisante de la conformité, eu égard aux risques que la non-conformité entraînerait; et b) n'a pas établi que l'IBF, en ce qui concerne la demande D4 et un des produits visés par la demande D3 (wagons plats universels [[xxx]]), avait appliqué sa

procédure d'évaluation de la conformité d'une manière plus stricte qu'il n'était nécessaire pour donner à la Russie une assurance suffisante de la conformité, eu égard aux risques que la non-conformité entraînerait.

7.717. Nous notons que la demande D3 est une seule demande visant deux produits. Aucune des parties n'a évoqué le point de savoir si, en vertu du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière, l'IBF pouvait rendre une décision mixte au sujet d'une telle demande et délivrer un certificat pour l'un des produits visés tout en refusant d'en délivrer un pour l'autre produit visé. L'article 6 21) e) et f) du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière prévoit que l'IBF peut soit décider de délivrer un certificat, soit refuser d'en délivrer un en fournissant une justification. Il n'indique pas que dans les cas où une demande vise plusieurs produits, l'IBF doit appliquer le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière de telle manière que soit accepté la demande dans sa totalité soit il la rejette dans sa totalité. Il convient de noter à cet égard que l'article 6 22) du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière indique qu'une demande de certification doit comprendre, entre autres choses, "des renseignements sur le produit et les caractéristiques permettant de l'identifier ..., [ainsi qu'une] description technique du produit ...". Or les éléments de preuve dont nous disposons permettent d'établir que, malgré l'emploi du terme "produit" au singulier, une demande peut viser plusieurs produits.⁵⁵⁹ Nous en inférons que le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière laisse aux Membres de l'Union douanière une certaine flexibilité s'agissant de la mise en œuvre. Nous partons donc du principe que le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière n'empêche pas l'IBF de rendre des décisions par produit au sujet de demandes de certification au titre du dispositif 3c qui visent plusieurs produits.

7.718. Pour ce qui est de la décision 2, nous rappelons notre constatation selon laquelle l'Ukraine n'a pas établi que l'échantillonnage hors site était une manière d'appliquer moins stricte raisonnablement à la disposition de l'IBF dans le cadre de la procédure d'évaluation de la conformité applicable (que l'Ukraine n'a pas contestée comme étant incompatible avec les règles de l'OMC en tant que telle).

7.719. Compte tenu de ce qui précède, nous considérons que, s'agissant de la décision 2, l'Ukraine n'a pas établi que l'IBF avait appliqué sa procédure d'évaluation de la conformité d'une manière plus stricte qu'il n'était nécessaire pour donner à la Russie une assurance suffisante de la conformité, eu égard aux risques que la non-conformité entraînerait.

7.4.3.3.1.6 Conclusion

7.720. Sur la base de ce qui précède, le Groupe spécial conclut, s'agissant de la décision 1, que l'Ukraine a établi, en ce qui concerne les demandes D1 et D2 et un des produits visés par la demande D3, que la Russie avait agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 5.1.2, deuxième phrase, de l'Accord OTC.

7.721. Le Groupe spécial conclut également s'agissant de la décision 1 que l'Ukraine n'a pas établi que, en ce qui concerne la demande D4 et un des produits visés par la demande D3, la Russie avait agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 5.1.2, deuxième phrase, de l'Accord OTC.

7.722. Enfin, le Groupe spécial conclut s'agissant de la décision 2 que l'Ukraine n'a pas établi que la Russie avait agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 5.1.2, deuxième phrase, de l'Accord OTC.

7.4.3.3.2 Article 5.1.2, première phrase

7.723. Nous rappelons que les allégations de l'Ukraine reposent à la fois sur la première et la deuxième phrases de l'article 5.1.2. Toutefois, en ce qui concerne la première phrase, l'Ukraine n'a pas présenté d'éléments de preuve ni d'arguments qui soient différents de ceux que nous avons examinés dans notre analyse au titre de la deuxième phrase de l'article 5.1.2.

⁵⁵⁹ L'article 6 25) du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière relatif aux demandes concernant la production en série, fait référence de la même façon, à un "produit de production en série" et à la "spécification du produit" au singulier.

7.724. La première phrase de l'article 5.1.2 interdit à la Russie d'appliquer sa procédure d'évaluation de la conformité avec pour objet ou pour effet de créer "des obstacles non nécessaires au commerce international". Dans notre analyse au titre de la deuxième phrase de l'article 5.1.2, nous avons constaté que l'IBF avait appliqué la procédure d'évaluation de la conformité applicable d'une manière qui avait pour effet de créer un obstacle au commerce international, dans la mesure où elle restreignait les importations des produits ferroviaires en provenance d'Ukraine visés par les décisions 1 et 2. Toutefois, comme il ressort également de l'analyse des arguments et éléments de preuve pertinents que nous avons faite plus haut, les obstacles au commerce international créés par a) la décision 1 en ce qui concerne la demande D4 et un des produits visés par la demande D3 et b) la décision 2 n'étaient pas "non nécessaires" au sens de l'article 5.1.2, première phrase. Dans le même temps, l'analyse que nous avons faite plus haut nous a amenés à conclure, s'agissant de la décision 1, que les demandes D1 et D2 et un des produits visés par la demande D3 étaient "non nécessaires" au sens de l'article 5.1.2, première phrase.

7.725. Sur la base de ce qui précède, nous constatons que l'Ukraine a établi, s'agissant de la décision 1, en ce qui concerne les demandes D1 et D2 et un des produits visés par la demande D3 (wagons plats pour le transport de bois d'œuvre [[xxx]]), que la Russie avait agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 5.1.2, première phrase, de l'Accord OTC.

7.726. Nous constatons également que l'Ukraine n'a pas établi, s'agissant de la décision 1, en ce qui concerne la demande D4 et un des produits visés par la demande D3 (wagons plats universels [[xxx]]), et s'agissant aussi de la décision 2, que la Russie avait agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 5.1.2, première phrase, de l'Accord OTC.

7.4.3.3 Conclusion générale

7.727. Le Groupe spécial conclut que l'Ukraine a établi, s'agissant de la décision 1, en ce qui concerne les demandes D1 et D2 et un des produits visés par la demande D3 (wagons plats pour le transport de bois d'œuvre [[xxx]]), que la Russie avait agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 5.1.2 de l'Accord OTC.

7.728. Le Groupe spécial conclut également que l'Ukraine n'a pas établi, s'agissant de la décision 1, en ce qui concerne la demande D4 et un des produits visés par la demande D3 (wagons plats universels [[xxx]]), et de la décision 2, que la Russie avait agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 5.1.2 de l'Accord OTC.

7.4.3.4 Décision 3

7.4.3.4.1 Article 5.1.2, deuxième phrase

7.729. Selon l'Ukraine, au moyen de la décision 3 [[xxx]] du 9 février 2015, l'IBF a annulé 19 demandes de nouveaux certificats présentées par un agent biélorusse [[xxx]] du producteur 2 [[xxx]] conformément au Règlement technique n° 003/2011, au motif qu'il manquait la documentation nécessaire. L'Ukraine allègue que, au moyen de la décision 3, la Russie a appliqué sa procédure d'évaluation de la conformité de manière plus stricte que nécessaire pour assurer que les produits ferroviaires originaires d'Ukraine soient conformes aux règlements techniques applicables, compte tenu du risque que la non-conformité entraînerait.⁵⁶⁰

7.730. La Russie affirme que l'IBF a rendu la décision 3 sur la base de l'article 6 33) du Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière. Elle affirme que l'IBF a rendu la décision 3 parce que

⁵⁶⁰ Ukraine, première communication écrite, paragraphe 271; et deuxième communication écrite, paragraphe 204.

les 19 demandes annulées⁵⁶¹ ne contenaient pas tous les documents requis à de l'article 6 28) du Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière.⁵⁶²

7.731. L'Ukraine affirme que l'IBF a d'abord accepté les 19 demandes comme étant complètes et n'a rendu la décision 3 qu'ultérieurement. Selon l'Ukraine, cela présuppose que l'IBF était d'avis qu'il ne manquait aucun document lorsque les demandes ont été présentées. Pour l'Ukraine, la référence faite par l'IBF à des documents manquants était un simple prétexte pour rejeter ces 19 demandes.⁵⁶³

7.732. L'Ukraine affirme par ailleurs que, indépendamment du point de savoir si la documentation requise était complète, l'IBF aurait sans doute rejeté les demandes en raison de l'impossibilité de procéder à une inspection sur site, requise dans le cadre du dispositif 4c du Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière.⁵⁶⁴

7.733. La Russie affirme que le point de vue de l'Ukraine selon lequel l'IBF a initialement accepté les demandes repose sur une vision incomplète des faits. La Russie fait valoir que, bien que l'IBF ait initialement accepté certaines demandes, elle a ensuite réexaminé la décision et constaté qu'il manquait des documents, ce qui l'a amenée à annuler ces demandes au moyen de la décision 3.⁵⁶⁵

7.734. Le Groupe spécial examinera chacun des éléments requis pour établir si la décision 3 constitue une application de la procédure russe d'évaluation de la conformité qui est plus stricte qu'il n'est nécessaire pour donner à la Russie une assurance suffisante que les produits ferroviaires ukrainiens sont conformes au Règlement technique n° 003/2011, compte tenu des risques que la non-conformité entraînerait.

7.4.3.4.1.1 Contribution pour ce qui est de donner à la Russie une assurance suffisante que les produits sont conformes aux règlements techniques

7.735. L'Ukraine estime que, parce qu'elle repose sur le prétexte que les documents n'étaient pas au complet, la décision 3 constitue une mesure restrictive pour le commerce qui n'apporte aucune contribution à l'objectif consistant à donner à la Russie une assurance suffisante que les produits ferroviaires ukrainiens sont conformes au Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière.⁵⁶⁶

7.736. La Russie affirme qu'au moyen du Règlement technique n° 003/2011, elle cherche, entre autres choses, a) à protéger la vie et la santé des citoyens; b) à protéger les biens des personnes physiques, des personnes morales, de l'État ou des municipalités; c) à protéger l'environnement ainsi que la vie ou la santé des animaux et à préserver les végétaux; et d) à prévenir les pratiques de nature à induire en erreur. Elle fait observer en outre que, étant donné les caractéristiques et les utilisations finales des produits ferroviaires en cause, elle recherche le niveau d'assurance de la conformité le plus élevé possible.⁵⁶⁷

7.737. L'Ukraine fait valoir que les autres manières d'appliquer qu'elle a identifiées apporteraient une contribution équivalente pour ce qui est de donner à la Russie une assurance suffisante que les produits ferroviaires ukrainiens sont conformes aux règlements techniques applicables.⁵⁶⁸

⁵⁶¹ La Russie a expliqué qu'il n'y avait aucune différence entre le fait d'annuler une demande et le fait de la renvoyer sans l'examiner, ce que l'IBF a fait dans le cas des décisions 1 et 2. Russie, réponse à la question n° 34 du Groupe spécial.

⁵⁶² Russie, première communication écrite, paragraphes 85, 86 et 99; réponse à la question n° 72 du Groupe spécial; deuxième communication écrite, paragraphe 106; et réponse à la question n° 169 du Groupe spécial.

⁵⁶³ Ukraine, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 53; réponses aux questions n° 38 et 70 du Groupe spécial; et deuxième communication écrite, paragraphe 205.

⁵⁶⁴ Ukraine, deuxième communication écrite, paragraphe 206.

⁵⁶⁵ Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 107; et réponse à la question n° 125 du Groupe spécial.

⁵⁶⁶ Ukraine, deuxième communication écrite, paragraphe 207.

⁵⁶⁷ Russie, réponses aux questions n° 108, 124 et 137 du Groupe spécial.

⁵⁶⁸ Ukraine, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 61; et observations sur les réponses de la Russie aux questions n° 116, 124 et 131 du Groupe spécial.

7.738. Le Groupe spécial note qu'au moyen du Règlement technique n° 003/2011, la Russie cherche à protéger, entre autres choses, l'environnement ainsi que la vie et la santé des personnes et des animaux et à préserver les végétaux contre les risques associés au déraillement de trains dû à du matériel de mauvaise qualité. Ces valeurs et intérêts sont tous très importants.

7.739. Nous rappelons que la Russie affirme qu'elle "recherche le niveau le plus élevé possible d'assurance de la conformité avec les prescriptions pertinentes en matière de sécurité".⁵⁶⁹ Les éléments de preuve étayaient l'idée que la Russie recherche un niveau de conformité élevé. L'article 52 du Traité de l'UEE dispose que les règlements techniques de l'UEE seront adoptés pour protéger la vie et la santé des personnes, les biens, l'environnement ainsi que la vie et la santé des animaux, préserver les végétaux, prévenir les pratiques de nature à induire en erreur les consommateurs et veiller à l'efficacité énergétique ainsi qu'à la conservation des ressources.⁵⁷⁰ D'après son article 1 3), le Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière établit les prescriptions relatives au matériel ferroviaire roulant et à ses composants en vue de protéger la vie et la santé des personnes et des animaux et préserver les végétaux, de préserver la sécurité des biens et de prévenir toutes actions qui induiraient les consommateurs en erreur en ce qui concerne la fonction et la sécurité des produits ferroviaires visés.⁵⁷¹

7.740. Pour assurer la protection de la vie et la santé des personnes et des animaux, la préservation des végétaux et la protection de l'environnement, le Règlement technique de l'Union douanière énonce une procédure d'évaluation de la conformité servant à vérifier la conformité avec les prescriptions en matière de sécurité. Ces procédures reposent sur des méthodes d'essai et d'évaluation de la conformité qui permettent aux organismes de certification des membres de l'Union douanière de vérifier la conformité des produits avec les prescriptions techniques figurant dans le Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière.⁵⁷² En vertu du Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière, les requérants doivent présenter, avec leur demande, un certain nombre de documents, y compris les résultats des essais, et les producteurs sont soumis à différentes formes d'inspection, qui visent toutes à vérifier la conformité.⁵⁷³ L'existence de ces règles démontre que la Russie recherche effectivement un niveau de conformité élevé.

7.741. De plus, il y a des éléments de preuve montrant que la Russie a mis en application les règles régissant ses procédures d'évaluation de la conformité, ce qui étaye le point de vue selon lequel elle recherche un niveau de conformité élevé.⁵⁷⁴

7.742. L'annulation et le rejet par la Russie des demandes présentées par le producteur 2 conformément au Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière a permis d'assurer que les produits ferroviaires pour lesquels de nouveaux certificats étaient demandés n'entrent pas sur le marché russe. Nous considérons que cette manière d'appliquer la procédure d'évaluation de la conformité donne à la Russie un niveau élevé d'assurance qu'aucun produit non conforme visé par la décision 3 n'entre sur son marché.

7.743. Nous notons que l'article 6 28) du Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière énonce dix documents ou types de renseignements spécifiques qui doivent être présentés avec une demande de nouveau certificat concernant des produits qui sont produits en série. Conformément à l'article 6 33) du Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière, un organisme de certification doit rejeter une demande lorsque a) celle-ci ne contient pas les

⁵⁶⁹ Russie, réponse à la question n° 116 du Groupe spécial.

⁵⁷⁰ Traité de l'UEE (pièce UKR-5).

⁵⁷¹ Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière (pièce UKR-11).

⁵⁷² Article 6 8) du Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière (pièce UKR-11).

⁵⁷³ Article 6 21) et 6 24) à 6 29) du Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière (pièce UKR-11).

⁵⁷⁴ Voir, par exemple, les références aux certificats délivrés en vertu des Règlements techniques de l'Union douanière figurant dans les pièces suivantes: Extract of Unified Register of Issued Certificates of Conformity and Registered Declarations of Conformity (pièce UKR-13); Extract of Unified Register of Issued Certificates of Conformity and Registered Declarations of Conformity concerning European producers (pièce UKR-54)(Corr.); Extract of Unified Register of Issued Certificates of Conformity and Registered Declarations of Conformity concerning Kazakh producers (pièce UKR-56); Extract of Unified Register of Issued Certificates of Conformity and Registered Declarations of Conformity concerning Belarusian producers (pièce UKR-58); et Extract of Unified Register of Issued Certificates of Conformity and Registered Declarations of Conformity concerning Russian producers (pièce UKR-83).

documents requis aux paragraphes 25, 26 et 28 de l'article 6 ou b) les renseignements figurant dans les documents présentés ne sont pas fiables. Pour nous, l'article 6 33) a) indique que toute demande, y compris une demande présentée au titre de l'article 6 21), doit être accompagnée des documents requis, selon qu'il est pertinent, aux paragraphes 25, 26 et 28 de l'article 6. La plupart des demandes rejetées au moyen de la décision 3 concerne des produits qui sont produits en série (conformément au dispositif 4c du Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière).⁵⁷⁵ Aussi, elles devraient être accompagnées des documents requis à l'article 6 28). L'Ukraine n'a pas démontré qu'il en était autrement. De plus, elle n'a pas allégué que les prescriptions de l'article 6 28) relatives à la documentation et aux renseignements étaient incompatibles avec les règles de l'OMC.

7.744. D'après le texte des demandes présentées par l'Ukraine dans le cadre du dispositif 4c, il n'apparaît pas que les documents joints aux demandes incluaient chacun des documents requis à l'article 6 28).⁵⁷⁶ L'Ukraine n'a pas présenté les pièces jointes elles-mêmes ni d'autres éléments de preuve concernant les documents qui ont été joints aux demandes. Compte tenu de cela, il nous apparaît que les demandes n'étaient effectivement pas accompagnées de tous les documents requis en vertu de l'article 6 28). Nous considérons que, sans les documents ou renseignements requis, l'IBF n'était pas en mesure d'évaluer correctement la conformité des produits visés par les demandes.

7.745. Ainsi, la manière choisie par la Russie pour appliquer sa procédure d'évaluation de la conformité – l'annulation des demandes – contribue substantiellement à l'objectif qui consiste à donner à la Russie une assurance suffisante de la conformité dans la mesure où il a permis d'assurer qu'aucun produit ferroviaire visé susceptible de ne pas être conforme au Règlement technique n° 003/2011 ne puisse entrer sur le marché russe.

7.4.3.4.1.2 Caractère strict de la manière d'appliquer la procédure d'évaluation de la conformité

7.746. L'Ukraine affirme que la décision 3 a un grave effet restrictif sur les importations de produits ferroviaires originaires de son territoire, puisque le rejet des demandes de nouveaux certificats débouche sur l'impossibilité de mettre ces produits sur le marché russe.⁵⁷⁷

7.747. La Russie affirme que l'IBF a rendu la décision 3 parce que les 19 demandes annulées ne contenaient pas tous les documents requis à l'article 6 28) du Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière.⁵⁷⁸

7.748. Le Groupe spécial note que le rejet des demandes de nouveaux certificats entraîne la perte de l'accès au marché russe tant que de nouveaux certificats ne sont pas délivrés, car sans certificat valide, les produits ferroviaires ukrainiens ne peuvent pas entrer sur le marché russe.⁵⁷⁹ Nous considérons donc que le rejet des demandes de nouveaux certificats restreint substantiellement le commerce, et peut être considéré comme une manière d'appliquer stricte.

7.4.3.4.1.3 Risques que la non-conformité entraînerait

7.749. L'Ukraine considère que le risque lié à la non-conformité est que des produits ferroviaires entrent sur le marché russe sans satisfaire aux règlements techniques de l'Union douanière, privant ainsi ces règlements d'effet.⁵⁸⁰

⁵⁷⁵ Nous notons qu'au moins 3 de ces 19 demandes ont été présentées conformément aux règles de l'Union douanière régissant la certification volontaire de la conformité. Voir plus haut le tableau 6.

⁵⁷⁶ Applications submitted by PJSC [[xxx]] on behalf of PJSC [[xxx]], 22 December 2014 (pièce UKR-112)(RCC).

⁵⁷⁷ Ukraine, première communication écrite, paragraphe 273; et deuxième communication écrite, paragraphe 187.

⁵⁷⁸ Russie, première communication écrite, paragraphes 85, 86 et 99; réponse à la question n° 72 du Groupe spécial; deuxième communication écrite, paragraphe 106; et réponse à la question n° 169 du Groupe spécial.

⁵⁷⁹ L'article 3 2) du Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière dispose que les objets et éléments de l'infrastructure ferroviaire pour lesquels la conformité n'a pas été certifiée ne peuvent pas être mis sur le marché (pièce UKR-11).

⁵⁸⁰ Ukraine, deuxième communication écrite, paragraphe 209.

7.750. La Russie affirme que les risques liés à la non-conformité sont que des marchandises de qualité insuffisante entrent sur le marché russe. Selon elle, un tel matériel de mauvaise qualité peut entraîner le déraillement de trains, ce qui irait à l'encontre de l'objectif des règlements techniques, y compris celui qui consiste à protéger la vie et la santé des personnes et des animaux et à préserver les végétaux. La Russie considère qu'étant donné la grave menace d'atteinte à la vie et à la santé des personnes, à l'environnement ainsi qu'aux biens des personnes physiques et des personnes morales, les risques liés à la non-conformité sont sérieux.⁵⁸¹

7.751. Le Groupe spécial note que les deux parties semblent convenir que des risques élevés sont associés à la non-conformité. En particulier, les produits ferroviaires non-conformes peuvent provoquer des accidents, y compris le déraillement de trains, qui peuvent à leur tour causer des dommages considérables, y compris pour la vie et la santé des personnes et des animaux et la préservation des végétaux. Nous considérons que, étant donné les produits ferroviaires visés par les demandes de nouveaux certificats (matériel ferroviaire roulant et ses parties, tel que wagons, dispositifs d'aiguillage, etc.), on pourrait raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences d'une défaillance de l'un de ces produits, due à sa non-conformité avec les règlements techniques correspondants, entraînent des risques substantiels, notamment pour la vie et la santé des personnes et des animaux et la préservation des végétaux ainsi que pour l'environnement.

7.4.3.4.1.4 Manières d'appliquer moins restrictives pour le commerce

7.752. Nous examinons maintenant les autres manières d'appliquer évoquées par l'Ukraine.

7.753. L'Ukraine fait valoir que le rejet des demandes de nouveaux certificats correspondait à une application des procédures russes d'évaluation de la conformité plus stricte qu'il n'était nécessaire pour donner à la Russie une assurance suffisante que les produits ferroviaires ukrainiens étaient conformes aux règlements techniques pertinents. L'Ukraine affirme que d'autres manières d'appliquer la procédure russe d'évaluation de la conformité, moins restrictives pour le commerce, étaient à la disposition de la Russie. Spécifiquement, l'Ukraine a identifié les solutions de rechange suivantes: a) communiquer davantage avec les producteurs ukrainiens concernés; b) charger les autorités compétentes du Kazakhstan et du Bélarus des inspections sur site en Ukraine; c) accréditer des inspecteurs non russes, soit des experts, soit des organisations, pour procéder à des inspections en Ukraine; et d) procéder à des inspections hors site.⁵⁸² L'Ukraine affirme qu'il s'agit de manières moins strictes d'appliquer la procédure russe d'évaluation de la conformité qui apportent une contribution équivalente pour ce qui est de donner à la Russie une assurance suffisante de la conformité, et qui sont à la disposition de la Russie.⁵⁸³

7.754. La Russie ne présente pas d'arguments au sujet des solutions de rechange proposées par l'Ukraine. Elle répond que l'IBF a annulé les demandes au moyen de la décision 3 parce que des documents nécessaires n'avaient pas été présentés avec ces demandes.

7.755. Le Groupe spécial croit comprendre que les autres manières d'appliquer proposées par l'Ukraine sont censées être des solutions de rechange pour remplacer le fait que l'IBF ne procède pas à des inspections (suspension) ou à un échantillonnage (rejet) en Ukraine. Toutefois, la décision 3 concerne l'application d'une partie différente et antérieure de la procédure russe d'évaluation de la conformité, à savoir l'examen initial du point de savoir si les demandes comportent des lacunes. Nous ne considérons donc pas que l'Ukraine a identifié d'autres manières d'appliquer quelconques qui auraient permis à l'IBF d'éviter d'annuler les demandes au moyen de la décision 3.⁵⁸⁴

⁵⁸¹ Russie, réponse à la question n° 104 du Groupe spécial; deuxième communication écrite, paragraphe 102; et réponse à la question n° 116 du Groupe spécial.

⁵⁸² Nous rappelons que, comme il est expliqué plus haut dans la note de bas de page 369, nous employons les expressions "inspection hors site" et "inspection à distance" de façon interchangeable.

⁵⁸³ Ukraine, première communication écrite, paragraphe 275; déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphes 61 à 68; et deuxième communication écrite, paragraphes 212, 248 et 252.

⁵⁸⁴ Nous notons l'argument de l'Ukraine selon lequel, indépendamment du point de savoir si la documentation requise était complète, l'IBF aurait sans doute rejeté les demandes en raison de l'impossibilité de procéder à une inspection sur site. Toutefois, nous ne pouvons pas conjecturer sur ce que l'IBF aurait fait. De plus, l'article 6 33) du Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière prévoit que l'IBF rejette les demandes qui ne sont pas complètes.

7.4.3.4.1.5 Évaluation globale du point de savoir si la Russie a appliqué sa procédure d'évaluation de la conformité de manière plus stricte que nécessaire

7.756. Nous rappelons que nous avons déterminé plus haut que, au moyen de la décision 3, la Russie avait appliqué sa procédure d'évaluation de la conformité d'une manière restrictive pour le commerce. Toutefois, nous avons aussi déterminé que cette manière d'appliquer de la procédure d'évaluation de la conformité contribuait substantiellement à donner à la Russie une assurance suffisante que les produits ferroviaires visés par les demandes de nouveaux certificats annulés ne pouvaient pas entrer sur le marché russe, à moins d'être conformes aux Règlements techniques russes applicables. Nous avons en outre constaté que les risques que la non-conformité entraînerait étaient élevés. Dans les circonstances de l'espèce, la non-conformité pourrait provoquer des accidents et ainsi mettre en danger la vie et la santé des personnes et des animaux et la préservation des végétaux. De tels accidents pourraient en outre causer de graves dommages à l'environnement. Les valeurs et les intérêts protégés sont donc importants.

7.757. En soupesant et en mettant en balance ces éléments et constatations, nous notons que bien que l'IBF ait appliqué la procédure d'évaluation de la conformité correspondante d'une manière stricte qui a eu un important effet restrictif pour le commerce, cette manière d'appliquer de la procédure a contribué substantiellement à donner à la Russie une assurance suffisante de la conformité avec les règlements techniques applicables et tenait compte des risques élevés que la non-conformité aurait entraînés pour des valeurs et des intérêts importants. Nous observons en outre qu'en annulant les demandes incomplètes, l'IBF a suivi les dispositions de l'article 6 33) a) du Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière. L'Ukraine n'a pas fait valoir que l'article 6 33) était contraire à l'article 5.1.2.

7.758. Nous rappelons aussi notre constatation selon laquelle l'Ukraine n'a pas identifié des manières d'appliquer moins strictes à la disposition de l'IBF dans le cadre du droit interne russe, y compris de l'article 6 33) et d'autres dispositions se rapportant à la procédure d'évaluation de la conformité applicable.

7.759. Compte tenu de cela, nous considérons que l'Ukraine n'a pas établi que l'IBF, au moyen de la décision 3, avait appliqué sa procédure d'évaluation de la conformité d'une manière plus stricte qu'il n'était nécessaire pour donner à la Russie une assurance suffisante de la conformité, eu égard aux risques que la non-conformité entraînerait.

7.4.3.4.1.6 Conclusion

7.760. Nous concluons donc que l'Ukraine n'a pas établi que, au moyen de la décision 3, la Russie avait agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de la deuxième phrase de l'article 5.1.2 de l'Accord OTC.

7.4.3.4.2 Article 5.1.2, première phrase

7.761. Nous rappelons que l'Ukraine fonde ses allégations au titre de l'article 5.1.2 à la fois sur la première et la deuxième phrases de cette disposition. Toutefois, en ce qui concerne la première phrase, l'Ukraine n'a pas présenté d'éléments de preuve ni d'arguments qui soient différents de ceux que nous avons examinés dans notre analyse au titre de la deuxième phrase de l'article 5.1.2.

7.762. La première phrase de l'article 5.1.2 interdit à la Russie d'appliquer sa procédure d'évaluation de la conformité avec pour objet ou pour effet de créer "des obstacles non nécessaires au commerce international". Dans notre analyse au titre de la deuxième phrase de l'article 5.1.2, nous avons constaté que l'IBF avait appliqué la procédure d'évaluation de la conformité applicable d'une manière qui avait pour effet de créer un obstacle au commerce international, dans la mesure où elle restreignait les importations des produits ferroviaires en provenance d'Ukraine visés par la décision 3. Toutefois, comme il ressort également de l'analyse des arguments et éléments de preuve pertinents que nous avons faite plus haut, l'obstacle au commerce international créé par la décision 3 n'était pas "non nécessaire[]" au sens de la première phrase de l'article 5.1.2.

7.763. Sur cette base, nous constatons que l'Ukraine n'a pas établi, s'agissant de la décision 3, que la Russie avait agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de la première phrase de l'article 5.1.2 de l'Accord OTC.

7.4.3.4.3 Conclusion générale

7.764. S'agissant de la décision 3, le Groupe spécial constate donc que l'Ukraine n'a pas établi que la Russie avait agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 5.1.2 de l'Accord OTC.

7.4.4 Compatibilité des rejets avec l'article 5.2.2 de l'Accord OTC

7.765. L'Ukraine a également présenté des allégations de violation au titre de l'article 5.2.2 de l'Accord OTC, que nous allons maintenant examiner. Les allégations de l'Ukraine concernent les trois décisions au moyen desquelles l'IBF a rejeté ou annulé les demandes des producteurs ukrainiens, et elles sont fondées sur les deuxième et troisième obligations de l'article 5.2.2.

7.766. L'Ukraine allègue que, dans le cas des trois décisions de l'IBF, la Russie a agi d'une manière incompatible avec l'article 5.2.2, à la fois en n'examinant pas dans les moindres délais si la documentation présentée par les requérants était complète et en ne les informant pas de manière précise et complète de toutes les lacunes de leurs demandes (deuxième obligation), et en ne communiquant pas les résultats de l'évaluation de la conformité de manière précise et complète afin de permettre aux requérants d'apporter des correctifs (troisième obligation).⁵⁸⁵

7.767. La Russie rejette toutes les allégations de l'Ukraine au titre des deuxième et troisième obligations de l'article 5.2.2, en faisant valoir que l'Ukraine n'a pas établi que les trois décisions étaient incompatibles avec l'article 5.2.2.⁵⁸⁶

7.768. Le Groupe spécial rappelle qu'il a déjà examiné le sens des deuxième et troisième obligations de l'article 5.2.2 plus haut, dans la section 7.3.4.1. Nous passons donc directement à l'application de l'article 5.2.2 aux rejets contestés.

7.4.4.1 Application des deuxième et troisième obligations de l'article 5.2.2

7.4.4.1.1 Applicabilité de l'article 5.2.2

7.769. Nous avons constaté plus haut que les trois décisions, au moyen desquelles l'IBF a rejeté ou annulé des demandes, relevaient de l'article 5.1 de l'Accord OTC, puisqu'elles concernaient l'évaluation de la conformité par une institution du gouvernement central et une procédure d'évaluation de la conformité obligatoire.⁵⁸⁷ L'article 5.2 indique que dans les situations où un Membre doit mettre en œuvre les obligations énoncées à l'article 5.1, il doit également mettre en œuvre celles qui sont énoncées à l'article 5.2, y compris les obligations figurant à l'article 5.2.2. Les trois décisions contestées relèvent donc de l'article 5.2.2.

7.4.4.1.2 Aperçu des faits pertinents

7.770. La section 7.4.1 ci-dessus résume les faits pertinents.⁵⁸⁸ Pour chacune des trois décisions, elle indique l'explication donnée à l'appui de la décision pertinente. Les explications données pour les décisions 1 et 2, au moyen desquelles l'IBF a renvoyé les demandes sans les examiner, sont pratiquement les mêmes. Une explication différente a été donnée pour la décision 3, au moyen de laquelle les demandes présentées ont été annulées.

7.771. Nous notons que les décisions 1 et 2 se réfèrent à l'impossibilité de mener à bien une procédure de certification dans son intégralité. Elles ne font pas référence à des documents manquants ou à des demandes incomplètes. Par contre, la décision 3 ne fait pas référence à

⁵⁸⁵ Ukraine, première communication écrite, paragraphe 277; et deuxième communication écrite, paragraphe 254.

⁵⁸⁶ Russie, première communication écrite, paragraphes 104 à 106.

⁵⁸⁷ Voir plus haut les paragraphes 7.608 à 7.611.

⁵⁸⁸ Voir en particulier plus haut le tableau 6.

l'impossibilité de mener à bien la procédure de certification dans son intégralité. En revanche, elle souligne l'absence de documents nécessaires pour procéder à la certification.

7.4.4.1.3 Compatibilité avec la troisième obligation de l'article 5.2.2

7.772. Passant à la question de la compatibilité des trois décisions de rejet avec l'article 5.2.2, nous examinerons les incompatibilités alléguées avec la troisième obligation de l'article 5.2.2 avant d'examiner les incompatibilités alléguées avec la deuxième obligation.

7.773. L'Ukraine allègue que la Russie n'a pas respecté la troisième obligation de l'article 5.2.2 en ce qui concerne les décisions 1 et 2 parce qu'elle n'a pas communiqué de manière précise et complète les résultats de l'évaluation préliminaire qui auraient permis aux requérants d'apporter des correctifs. L'Ukraine affirme que l'explication fournie par l'IBF n'abordait pas le point de savoir pourquoi la procédure de certification ne pouvait pas être menée à bien dans son intégralité ni quelle partie spécifique de la procédure de certification posait des difficultés.⁵⁸⁹

7.774. En ce qui concerne la décision 3, l'Ukraine affirme que la Russie a agi d'une manière incompatible avec la troisième obligation de l'article 5.2.2 parce qu'elle n'a pas informé le producteur concerné de manière précise et complète des résultats de l'évaluation de l'IBF. L'Ukraine fait valoir que la décision de l'IBF n'indiquait pas quels documents spécifiques n'avaient pas été fournis, mettant ainsi le producteur dans l'impossibilité de savoir quels correctifs il pouvait apporter (c'est-à-dire quels documents présenter) pour que les demandes soient traitées par l'IBF. Selon l'Ukraine, l'article 6 24) du Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière indique que, immédiatement après la présentation d'une demande, la procédure de certification prévoit, comme formant la deuxième des sept étapes, "l'évaluation de la demande ... par l'organisme de certification, la décision concernant ladite demande et la communication au requérant". De l'avis de l'Ukraine, il s'ensuit donc que la conclusion de l'IBF selon laquelle il manquait des documents constitue une "évaluation" au sens de la troisième obligation de l'article 5.2.2.⁵⁹⁰

7.775. La Russie fait valoir que l'Ukraine n'a pas établi le bien-fondé de ses allégations au titre de la troisième obligation de l'article 5.2.2. En ce qui concerne les décisions 1 et 2, elle fait valoir que les deux producteurs étaient parfaitement au courant de la situation existante et des raisons de l'impossibilité de procéder au contrôle d'inspection nécessaire à la certification, qui incluent l'incertitude quant à la sécurité des employés de l'IBF. Selon la Russie, il était impossible pour l'IBF de procéder à l'identification du produit, à l'échantillonnage des produits, à l'inspection de la production ou à la certification du système de gestion de la qualité ou de la production sans visiter les locaux du producteur. La Russie observe en outre que, conformément à l'article 6 9) du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière, la certification est effectuée sur la base d'un contrat entre l'organisme de certification et le requérant. La Russie affirme que l'IBF ne pouvait pas conclure de tels contrats compte tenu de la situation en Ukraine car, sinon, elle aurait contracté des obligations contractuelles qu'elle n'aurait pas pu remplir.⁵⁹¹

7.776. En ce qui concerne la décision 3, la Russie fait valoir que les demandes visées par cette décision étaient incomplètes et que la référence à l'article 6 28) du Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière était suffisante pour informer le requérant de manière précise et complète de tous les documents qui étaient nécessaires pour que les demandes soient acceptées.⁵⁹²

7.777. L'Ukraine réplique, en ce qui concerne les décisions 1 et 2, que rien dans l'article 5.2.2 ne permet de présumer que les requérants sont censés être parfaitement au courant de la situation. Selon l'Ukraine, il appartient à l'IBF d'informer les requérants de manière précise et complète. L'Ukraine fait également valoir que les dispositifs de certification pertinents pour les décisions 1 et 2, les dispositifs 3c et 6c, n'exigent pas que les inspecteurs de l'IBF visitent le site de production

⁵⁸⁹ Ukraine, première communication écrite, paragraphes 284 et 285.

⁵⁹⁰ Ukraine, première communication écrite, paragraphes 286 et 287; et deuxième communication écrite, paragraphes 316 et 317.

⁵⁹¹ Russie, première communication écrite, paragraphes 84 et 104; deuxième communication écrite, paragraphe 124; et réponses aux questions n° 21, 34 et 71 du Groupe spécial.

⁵⁹² Russie, première communication écrite, paragraphe 105.

du producteur. De l'avis de l'Ukraine, la référence à l'impossibilité de mener à bien la procédure de certification est donc une excuse pour refuser de délivrer des certificats.⁵⁹³

7.778. Le Groupe spécial commence son analyse par les décisions 1 et 2. Nous examinons d'abord si, au moyen des décisions 1 et 2, l'IBF communiquait les résultats d'une évaluation. Dans les deux décisions, l'IBF fait référence à l'impossibilité de mener à bien une procédure de certification dans son intégralité. Comme nous l'avons noté plus haut et comme cela a été expliqué par la Russie⁵⁹⁴, il apparaît que la position de l'IBF était qu'elle ne pouvait pas donner accès à une partie intégrante de la procédure russe d'évaluation de la conformité énoncée dans le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière, les essais sur échantillons, et qu'elle renvoyait donc les demandes sans les examiner sur le fond. Ainsi, l'"évaluation" pertinente, dont le résultat devait être communiqué, est l'évaluation concernant les essais sur échantillons.

7.779. Comme l'IBF a déterminé qu'il était impossible de réaliser les essais sur échantillons pour les fournisseurs ukrainiens concernés, il était clair que l'évaluation devant être effectuée par l'IBF au cours des essais sur échantillons ne pouvait pas avoir de conclusions concrètes de "conformité" ou de "non-conformité". Suivant notre interprétation de l'expression "résultats de l'évaluation"⁵⁹⁵, nous considérons donc que le "résultat" de l'évaluation de l'IBF concernant les essais sur échantillons était qu'il n'y avait pas et ne pouvait pas y avoir de conclusion concrète. Compte tenu de ce qui précède, nous considérons en outre qu'en faisant référence à l'impossibilité de mener à bien une procédure de certification dans son intégralité, l'IBF communiquait aux requérants concernés le résultat de son évaluation concernant une partie intégrante de la procédure d'évaluation de la conformité.

7.780. Nous passons maintenant à la question de savoir si l'IBF a communiqué le résultat de son évaluation de manière précise et complète afin que des correctifs puissent être apportés. Les décisions 1 et 2 informent les requérants qu'il n'est pas possible de mener à bien une procédure de certification dans son intégralité. Les décisions informent donc les requérants du résultat d'une évaluation, mais on ne voit pas clairement à quelle partie de la procédure d'évaluation de la conformité et donc à quelle évaluation l'IBF fait référence. En outre, les décisions ne fournissent aucun renseignement sur la nature et la raison de l'"impossibilité" qui empêche l'IBF de mener à bien la procédure de certification dans son intégralité. Par conséquent, les requérants n'ont aucun moyen de déterminer s'ils pourraient apporter des correctifs en vue de permettre la réalisation de la procédure de certification. Pour ces raisons, les décisions 1 et 2 n'informent pas les requérants de manière précise et complète et ne sont donc pas suffisantes pour satisfaire aux prescriptions de la troisième obligation.

7.781. À notre avis, l'argument de la Russie selon lequel les deux fournisseurs étaient parfaitement au courant de la situation existante et des raisons de l'impossibilité de mener à bien la procédure de certification dans son intégralité est dénué de pertinence. Comme nous l'avons expliqué plus haut, le critère pour évaluer si les résultats ont été communiqués de manière précise et complète est un critère objectif. Il n'est donc pas nécessaire d'examiner, en plus, ce que les requérants en question savaient ou non de l'"impossibilité". Sur la base d'une évaluation objective, les requérants n'étaient pas en mesure, sans indications additionnelles, d'inférer de manière fiable de la référence à l'"impossibilité" de mener à bien la procédure de certification dans son intégralité quelles étaient la nature et la raison de l'impossibilité.

7.782. S'agissant de la décision 3, nous notons qu'elle fait référence à l'absence des documents "nécessaires pour procéder à la certification". Cette décision informe le requérant que la documentation qu'il a présentée était incomplète. Par contre, rien dans la décision 3 n'indique que l'IBF communiquait le résultat d'une quelconque partie de la procédure d'évaluation de la conformité.

7.783. Certes, comme il a été noté par l'Ukraine, la décision 3 indique que l'IBF "a évalué" si les demandes étaient complètes et a constaté des lacunes à cet égard. Cependant, toutes les évaluations effectuées par l'institution compétente dans le cadre d'une procédure d'évaluation de la conformité ne relèvent pas de la troisième obligation de l'article 5.2.2. Évaluer si la

⁵⁹³ Ukraine, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 72; et deuxième communication écrite, paragraphes 313 et 314.

⁵⁹⁴ Voir plus haut le paragraphe 7.617; et Russie, réponse à la question n° 21 du Groupe spécial.

⁵⁹⁵ Voir plus haut la section 7.3.4.1.

documentation présentée par un requérant est complète n'équivaut pas à évaluer, ou à déterminer⁵⁹⁶, la conformité d'un produit. La première activité est spécifiquement traitée par la deuxième obligation de l'article 5.2.2; la seconde activité est visée par la troisième obligation de l'article 5.2.2. En outre, si l'évaluation du caractère complet de la documentation faisait l'objet de la troisième obligation, la deuxième obligation de l'article 5.2.2 serait redondante.⁵⁹⁷

7.784. Pour ces raisons, nous ne pensons pas comme l'Ukraine que la conclusion de l'IBF selon laquelle il manquait des documents constitue le résultat d'une évaluation que l'IBF devait communiquer de manière précise et complète au requérant, comme le prescrit la troisième obligation de l'article 5.2.2. Selon nous, la troisième obligation ne s'applique pas aux renseignements fournis dans la décision 3.

7.4.4.1.3.1 Conclusion

7.785. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que l'Ukraine a établi, pour les décisions 1 et 2, que la Russie avait agi d'une manière incompatible avec la troisième obligation de l'article 5.2.2. Le Groupe spécial conclut également, toutefois, que l'Ukraine n'a pas établi, pour la décision 3, que la Russie avait agi d'une manière incompatible avec la troisième obligation de l'article 5.2.2. En résumé, le Groupe spécial conclut que l'Ukraine a établi l'existence d'incompatibilités avec la troisième obligation de l'article 5.2.2 en ce qui concerne deux des trois rejets de nouvelles demandes.

7.4.4.1.4 Compatibilité avec la deuxième obligation de l'article 5.2.2

7.786. Nous passons maintenant à l'examen des allégations d'incompatibilité avec la deuxième obligation de l'article 5.2.2 formulées par l'Ukraine.

7.787. L'Ukraine allègue que la Russie n'a pas respecté la deuxième obligation de l'article 5.2.2 en ce qui concerne les décisions 1 et 2 parce qu'elle n'a pas informé les deux producteurs de manière précise et complète de toutes les lacunes de leurs demandes. L'Ukraine note que l'explication fournie par l'IBF n'abordait pas le point de savoir pourquoi la procédure de certification ne pouvait pas être menée à bien dans son intégralité ni quelle partie spécifique de la procédure de certification posait des difficultés.⁵⁹⁸

7.788. L'Ukraine affirme en outre que l'IBF n'a pas examiné si la documentation présentée par les producteurs était complète. Pour l'Ukraine, cela ressort clairement des deux décisions elles-mêmes, qui indiquent que l'IBF a décidé de renvoyer les demandes sans les examiner. L'Ukraine fait également valoir que l'IBF n'a pas eu suffisamment de temps pour examiner correctement si la documentation présentée était complète. En ce qui concerne la décision 1, l'Ukraine fait référence au nombre de documents présentés et au fait que la décision de l'IBF a été rendue un jour seulement après que les demandes ont été présentées. L'Ukraine note que, dans le cas de la décision 2, la décision de l'IBF a été rendue trois jours seulement après que les demandes ont été présentées.⁵⁹⁹

7.789. En ce qui concerne la décision 3, l'Ukraine affirme que la Russie a agi d'une manière incompatible avec la deuxième obligation de l'article 5.2.2 parce qu'elle n'a pas informé le producteur concerné de manière précise et complète de toutes les lacunes de ses demandes. L'Ukraine fait valoir que la décision de l'IBF n'indiquait pas quels documents spécifiques n'avaient pas été fournis, mettant ainsi le producteur dans l'impossibilité d'apporter des correctifs (c'est-à-dire de présenter les documents manquants).⁶⁰⁰

7.790. L'Ukraine fait en outre valoir que la référence dans la décision de l'IBF à l'article 6 28) du Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière n'était pas suffisante, dans les

⁵⁹⁶ L'article 5.2.7 utilise l'expression "détermination" de la conformité, tandis que la quatrième obligation de l'article 5.2.2 et l'article 5.2.3 font référence à l'"évaluation" de la conformité ou à "évaluer" la conformité.

⁵⁹⁷ Nous rappelons que les dispositions conventionnelles doivent être interprétées de manière à ne pas être privées de sens et d'effet. Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Essence*, page 26.

⁵⁹⁸ Ukraine, première communication écrite, paragraphes 284 et 285.

⁵⁹⁹ Ukraine, deuxième communication écrite, paragraphes 280 et 281, et 283 et 284.

⁶⁰⁰ Ukraine, première communication écrite, paragraphes 286 et 287; et deuxième communication écrite, paragraphes 316 et 317.

circonstances de la décision 3, pour respecter la deuxième obligation de l'article 5.2.2. L'Ukraine soutient que les demandes avaient été présentées et que l'IBF les avait acceptées au titre de l'article 6 21) du Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière, sans indiquer que des documents étaient manquants, avant de décider d'annuler ces demandes au motif qu'il manquait des documents requis à l'article 6 28). L'Ukraine fait valoir que, puisque l'IBF n'avait pas invoqué précédemment l'article 6 28), n'avait pas expliqué pourquoi cette disposition était invoquée et avait simplement fait référence à l'article 6 28), qui énumérait tous les documents devant être présentés avec une demande de certification pour la production en série, l'IBF n'avait pas informé le requérant de manière précise et complète des documents spécifiques qui étaient manquants.⁶⁰¹

7.791. La Russie fait valoir que l'Ukraine n'a pas établi le bien-fondé de ses allégations au titre de la deuxième obligation de l'article 5.2.2. En ce qui concerne les décisions 1 et 2, elle fait valoir que les deux producteurs étaient parfaitement au courant de la situation existante et des raisons de l'impossibilité de procéder au contrôle d'inspection nécessaire à la certification.⁶⁰²

7.792. En ce qui concerne la décision 3, la Russie fait valoir que la demande était incomplète et que la référence explicite à l'article 6 28) du Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière était suffisante pour informer le requérant de manière précise et complète de tous les documents qui étaient nécessaires pour que les demandes soient acceptées. La Russie note que l'article 6 28) énumère dix documents différents qui sont nécessaires pour présenter une demande de certification. Selon elle, l'IBF a annulé ces demandes parce qu'elles contenaient seulement deux des dix documents nécessaires, à savoir a) une proposition concernant la méthode et le point d'application d'un marquage unique pour les produits sur les marchés des membres de l'Union douanière, et b) le document qui fixe la date d'expiration des marchandises.⁶⁰³

7.793. En ce qui concerne la décision 3, l'Ukraine répond que l'affirmation de la Russie est incorrecte et que les demandes étaient accompagnées de nombreux documents montrant la conformité des produits ferroviaires visés avec le Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière, tels que de la documentation technique (certificats pour les composants) et des protocoles d'essai de certification.⁶⁰⁴

7.794. Le Groupe spécial commence à nouveau son analyse par les décisions 1 et 2. Comme il a été indiqué plus haut, les deux décisions informent les requérants du résultat de l'évaluation de l'IBF concernant une partie intégrante de la procédure d'évaluation de la conformité, les essais sur échantillons. Rien dans les décisions 1 et 2 ne laisse entendre que l'IBF avait déterminé que les demandes présentaient des lacunes. L'explication de l'IBF selon laquelle il lui était impossible de mener à bien une procédure de certification dans son intégralité n'indique pas que les demandes présentaient des lacunes. Dans cette optique, il est clair que la deuxième partie de la deuxième obligation de l'article 5.2.2, qui exige que l'institution compétente "informe le requérant de manière précise et complète de toutes les lacunes", n'est pas applicable aux renseignements fournis dans les décisions 1 et 2. Ainsi, les faits n'étaient pas l'allégation de l'Ukraine selon laquelle, pour ce qui est de ces deux décisions, la Russie a agi d'une manière incompatible avec la deuxième partie de la deuxième obligation de l'article 5.2.2.

7.795. L'Ukraine allègue également l'existence d'une incompatibilité avec la première partie de la deuxième obligation, selon laquelle, lorsqu'elle reçoit une demande, l'institution compétente doit examiner dans les moindres délais si la documentation est complète. Pour étayer ses allégations, l'Ukraine se réfère à la décision de l'IBF de renvoyer les demandes "sans les examiner". Cependant, il est important de garder à l'esprit l'explication complète donnée par l'IBF. L'IBF a renvoyé les demandes sans les examiner en raison de l'impossibilité de mener à bien une procédure de certification dans son intégralité. Ainsi, l'IBF a indiqué qu'elle ne procéderait pas à une évaluation de la conformité parce qu'il n'était pas possible de l'achever. En d'autres termes, l'examen que l'IBF a refusé d'effectuer concernait la question de savoir si les produits visés étaient

⁶⁰¹ Ukraine, deuxième communication écrite, paragraphes 288 à 290; et réponses aux questions n° 70 et 122 du Groupe spécial.

⁶⁰² Russie, première communication écrite, paragraphe 104; et réponse à la question n° 71 du Groupe spécial.

⁶⁰³ Russie, première communication écrite, paragraphes 85 et 86, et 105; deuxième communication écrite, paragraphe 125; et réponse à la question n° 72 du Groupe spécial.

⁶⁰⁴ Ukraine, deuxième communication écrite, paragraphe 286; et réponse à la question n° 70 du Groupe spécial.

conformes au Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière. L'IBF n'a pas déclaré qu'elle n'examinerait pas si les demandes étaient complètes.

7.796. L'Ukraine fait en outre valoir que l'IBF n'a pas eu suffisamment de temps pour examiner correctement si la documentation présentée était complète, puisque l'IBF a rendu les deux décisions un et trois jours, respectivement, après que les demandes ont été présentées. La Russie n'a pas fait valoir que l'IBF avait terminé d'examiner si la documentation était complète. Selon nous, l'IBF a rendu les deux décisions aussi rapidement parce qu'elle était en mesure de communiquer aux requérants le résultat de son évaluation, à savoir l'impossibilité de mener à bien une partie intégrante de la procédure d'évaluation de la conformité dans son intégralité. Nous notons à cet égard que la troisième obligation imposait à l'IBF de communiquer les résultats de son évaluation "aussitôt que possible". À notre avis, il ne peut être inféré du fait que les deux décisions ont été rendues rapidement que l'IBF n'avait pas du tout procédé, ou ne procédait plus, à l'examen du point de savoir si la documentation présentée était complète lorsqu'elle a rendu les deux décisions. En effet, l'Ukraine elle-même déclare, en ce qui concerne la décision 1, que de nombreux documents avaient été présentés avec les demandes. En ce qui concerne la décision 2, l'Ukraine affirme de même que trois jours n'étaient pas suffisants pour examiner correctement si la documentation était complète.

7.797. En outre, nous rappelons que, en vertu de l'article 5.2.2, l'institution compétente doit "dans les moindres délais" informer le requérant de toutes les lacunes de la demande et aussi communiquer les résultats de son évaluation "aussitôt que possible". Comme nous l'avons expliqué plus haut, dans la section 7.3.4.1, l'institution compétente doit, à notre avis, informer le requérant aussitôt que possible, dès que des résultats quelconques sont disponibles, même si cela a lieu avant que l'institution compétente n'ait été en mesure de finir d'examiner si la documentation était complète. Par conséquent, l'IBF n'était pas tenue d'avoir fini d'examiner si la documentation était complète avant de rendre les décisions 1 et 2 pour communiquer un résultat de son évaluation. Dans le cas des décisions 1 et 2, l'IBF a vite eu une idée claire du résultat de l'évaluation concernant les essais sur échantillons, ce qui explique pourquoi elle a communiqué les deux décisions sans tarder. De plus, l'Ukraine ne fait pas valoir que l'IBF aurait pu finir d'examiner si la documentation était complète avant de rendre les décisions 1 et 2. En fait, l'Ukraine fait valoir le contraire. Par conséquent, il ne peut être inféré du fait que les décisions 1 et 2 ont été rendues rapidement que l'IBF n'avait pas examiné dans les moindres délais si la documentation était complète. Pour ces raisons, nous rejetons l'allégation de l'Ukraine selon laquelle, la Russie pour ce qui concerne les décisions 1 et 2, a agi d'une manière incompatible avec la première partie de la deuxième obligation de l'article 5.2.2.

7.798. Nous passons maintenant à l'examen de l'allégation de l'Ukraine concernant la décision 3. Par la décision 3, l'IBF a clairement informé le requérant que ses demandes présentaient des lacunes. Il n'est pas contesté que l'IBF a indiqué qu'il manquait des documents nécessaires pour procéder à une évaluation de la conformité, ni qu'elle a renvoyé le requérant à l'article 6 28) du Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière où figurait une liste des documents requis.⁶⁰⁵ L'Ukraine allègue l'existence d'une incompatibilité avec la deuxième obligation de l'article 5.2.2 au motif que l'IBF n'a pas informé le requérant de manière précise et complète de toutes les lacunes que présentaient ses demandes.

7.799. Nous observons tout d'abord que l'Ukraine ne conteste pas la compatibilité avec les règles de l'OMC de l'article 6 28) en tant que tel, et qu'elle ne fait pas valoir qu'il y a un manque de clarté en ce qui concerne les documents ou le type de renseignements spécifiques qui sont énumérés à l'article 6 28) comme devant être présentés avec la demande de certification. Comme la Russie l'a souligné, l'article 6 28) énumère dix documents ou types de renseignements distincts.

7.800. Il est exact que la décision 3 n'indique pas les documents ou les types de renseignements spécifiques qui sont manquants. Toutefois, l'Ukraine ne fait pas valoir que le requérant n'avait pas une copie de la documentation qu'il avait présentée, ou qu'il n'aurait pas pu avoir eu accès à la

⁶⁰⁵ L'IBF a également renvoyé le requérant à VP SSFZhT 31/PMG 40-2003 (la procédure de certification des moyens de transport ferroviaires). Toutefois, comme aucune des parties n'a analysé cette procédure, notre analyse ne l'aborde pas plus en détail.

documentation qu'il a présentée sur demande.⁶⁰⁶ À notre avis, le requérant aurait donc dû être en mesure de vérifier quel était le document ou type de renseignement manquant dans sa demande. Pour ce faire, le requérant devait seulement comparer les documents et les renseignements qu'il avait présentés avec les dix éléments énumérés à l'article 6 28). Nous observons à cet égard que la première obligation de l'article 5.2.2 n'indique pas que l'institution compétente, qui peut avoir de nombreuses demandes à traiter à un moment donné, doit nécessairement identifier tous les documents manquants directement ou explicitement, ou de la manière la plus précise et complète possible, comme l'Ukraine semble le penser. Elle indique plutôt, de façon plus générale, que le requérant doit être informé de toutes les lacunes "de manière précise et complète".

7.801. Nous notons, en outre, que les parties divergent sur le point de savoir combien des dix documents ou types de renseignements énumérés à l'article 6 28) le requérant a présenté à l'IBF avec les demandes. Comme nous l'avons déjà dit au sujet de la troisième obligation de l'article 5.2.2, nous observons également que, à notre avis, il n'est pas pertinent au regard de la deuxième obligation de l'article 5.2.2, de savoir si l'allégation de l'institution compétente selon laquelle une demande présente des lacunes est bien fondée du point de vue du requérant.⁶⁰⁷

7.802. En résumé, nous notons que l'IBF a informé le requérant que ses demandes présentaient des lacunes et a précisé quelle en était la nature (documents manquants qui étaient nécessaires). L'IBF a en outre appelé l'attention du requérant sur la disposition juridique spécifique qui énumérait tous les documents et renseignements devant accompagner les demandes de certification. L'Ukraine n'affirme pas que la disposition juridique n'est pas claire en soi. En outre, la référence de l'IBF à la disposition juridique pertinente a permis, ou aurait dû permettre, au requérant de déterminer quels étaient les documents ou types de renseignements spécifiques manquants et donc quelles lacunes devaient être corrigées. Sur cette base, nous considérons que l'IBF a informé le requérant de toutes les lacunes de ses demandes de manière précise et complète.

7.803. L'Ukraine fait toutefois valoir que, dans les circonstances spécifiques de la décision 3, qui prêtaient selon elle à confusion, l'IBF aurait dû informer le requérant des documents spécifiques qui étaient manquants. Les éléments de preuve versés au dossier indiquent qu'après avoir reçu et "traité" les demandes, l'IBF a pris une décision pour chaque demande concernant la façon de mener la procédure de certification.⁶⁰⁸ L'article 6 21) du Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière est mentionné dans certaines de ces décisions initiales concernant des demandes de certification, ce qui illustre le fait que le requérant avait présenté des documents conformément à l'article 6 21). Les décisions initiales de l'IBF ne font pas référence à de quelconques documents manquants. Moins de trois semaines plus tard, l'IBF a rendu la décision 3.⁶⁰⁹

7.804. En examinant l'argument de l'Ukraine, nous notons que les éléments de preuve dont nous disposons sont loin d'indiquer clairement quelle est la relation entre l'article 6 21) et l'article 6 28) du Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière; pourquoi l'IBF a rendu la décision 3 peu après ses décisions initiales concernant la demande de certification; et si la décision 3 résultait de la détection ultérieure par l'IBF d'une lacune dans les demandes ou d'une évaluation différente de la disposition juridique applicable aux demandes. En réponse aux questions du Groupe spécial, la Russie a expliqué que les requérants qui demandaient la certification d'une production en série devaient toujours présenter les documents et renseignements énumérés à l'article 6 28), et qu'ils devaient en outre présenter les documents énumérés à l'article 6 21) dans les cas où l'article 6 21) était applicable.⁶¹⁰ La Russie a en outre déclaré qu'après avoir rendu ses décisions initiales, l'IBF

⁶⁰⁶ En effet, au cours de la présente procédure, l'Ukraine a présenté des copies des demandes en question. Applications submitted by PJSC [[xxx]] on behalf of PJSC [[xxx]], 22 December 2014 (pièce UKR-112) (RCC).

⁶⁰⁷ Comme cela a été indiqué précédemment, l'article 5.2.8 prévoit que les Membres mettent en place une procédure permettant à un requérant de déposer plainte et de demander un examen concernant l'application d'une procédure d'évaluation de la conformité.

⁶⁰⁸ Decisions [[xxx]], 20 and 21 January 2015 (pièce UKR-113)(RCC).

⁶⁰⁹ Les décisions initiales de l'IBF concernant les demandes de certification n'ont pas toutes des dates lisibles. Celles qui en ont sont datées du 21 janvier 2015, alors que la décision 3 est datée du 9 février 2015. Letter [[xxx]] from FBO of 9 February 2015 (pièce UKR-23)(RCC); et Decisions [[xxx]], 20 and 21 January 2015 (pièce UKR-113)(RCC).

⁶¹⁰ Russie, réponse à la question n° 125 a) du Groupe spécial.

les a réexaminé et a informé le requérant que les prescriptions de l'article 6 28) n'avaient pas été satisfaites.⁶¹¹

7.805. Alors que les circonstances entourant l'annulation des demandes ne sont donc pas tout à fait claires, nous notons que ce qui est clair, c'est que l'Ukraine conteste la décision 3. L'Ukraine allègue qu'en annulant les demandes au moyen de la décision 3, la Russie n'a pas informé le requérant de toutes les lacunes de manière précise et complète.⁶¹² La décision 3 indique que les demandes ont été annulées parce qu'il manquait des documents requis à l'article 6 28). Il est exact que l'IBF n'avait pas invoqué l'article 6 28) dans ses décisions initiales concernant les demandes de certification. Toutefois, ce seul fait, et l'absence d'explication quant à la raison pour laquelle l'article 6 28) était invoqué, n'empêchait pas, à notre avis, le requérant de vérifier, sur la base de la liste figurant dans l'article 6 28), quels étaient les documents ou types de renseignements spécifiques manquants. Compte tenu de ce qui précède, les circonstances entourant la parution de la décision 3 ne modifient pas notre évaluation initiale selon laquelle, au moyen de la décision 3, l'IBF a informé le requérant de toutes les lacunes de ses demandes de manière précise et complète. Pour toutes ces raisons, nous constatons que l'Ukraine n'a pas établi que la Russie, pour ce qui concerne la décision 3, avait agi d'une manière incompatible avec la deuxième obligation de l'article 5.2.2.

7.4.4.1.4.1 Conclusion

7.806. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que l'Ukraine n'a pas établi, pour les décisions 1, 2 et 3, que la Russie avait agi d'une manière incompatible avec la deuxième obligation de l'article 5.2.2. En résumé, le Groupe spécial conclut que l'Ukraine n'a pas établi l'existence d'incompatibilités avec la deuxième obligation de l'article 5.2.2 pour aucun des trois rejets de nouvelles demandes.

7.5 Allégations concernant la non-reconnaissance des certificats de l'Union douanière délivrés dans les autres pays de l'Union douanière en vertu du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière

7.807. Nous passons maintenant à la troisième mesure en cause, les allégations de l'Ukraine concernant, d'après les allégations, la non-reconnaissance par la Russie des certificats délivrés en vertu du Règlement technique de l'Union douanière par les autres pays de l'Union douanière.⁶¹³

7.808. L'Ukraine allègue que la Russie ne reconnaît pas sur son territoire la validité des certificats délivrés aux producteurs de produits ferroviaires ukrainiens dans les autres pays de l'Union douanière. Selon elle, cette mesure est incompatible avec les articles 2.1, 5.1.1 et 5.1.2 de l'Accord OTC et les articles I:1, III:4 et X:3 a) du GATT de 1994.⁶¹⁴

7.809. La Russie fait valoir que la mesure décrite par l'Ukraine dans sa première communication écrite est différente de la mesure indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial et ne relève donc pas du mandat du Groupe spécial, à l'exception de l'allégation au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Toutefois, même si le Groupe spécial devait considérer que la mesure décrite par l'Ukraine dans sa première communication écrite relève de son mandat, elle estime que l'Ukraine n'a pas montré que la mesure était incompatible avec les articles 2.1, 5.1.1 et 5.1.2 de l'Accord OTC ou les articles I:1, III:4 et X:3 a) du GATT de 1994.⁶¹⁵

⁶¹¹ Russie, réponse à la question n° 125 c) du Groupe spécial.

⁶¹² Nous notons que l'Ukraine n'allègue pas que l'IBF n'a pas informé le requérant de toutes les lacunes dans les moindres délais. Ukraine, deuxième communication écrite, paragraphe 285 à 290.

⁶¹³ Nous notons que l'expression "non-reconnaissance" est celle qui est utilisée par l'Ukraine et qu'elle est utilisée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. Cette expression ne doit pas être confondue avec le terme "reconnaissance" qui figure à l'article 6 de l'Accord OTC. Ce qui est en cause à l'article 6 est la reconnaissance des résultats des procédures d'évaluation de la conformité menées dans d'autres Membres conformément à leurs propres règles. Ce qui est en cause dans le contexte de la troisième mesure en cause dans le présent différend est, d'après les allégations, la non-reconnaissance par la Russie des résultats des procédures d'évaluation de la conformité menées dans les autres pays de l'Union douanière au titre des règles communes de l'Union douanière, à savoir le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière, qui est également applicable en Russie et dans les autres pays de l'Union douanière.

⁶¹⁴ Ukraine, première communication écrite, paragraphes 4 et 8.

⁶¹⁵ Russie, première communication écrite, paragraphes 107, 108 et 190.

7.5.1 Mesure en cause

7.810. Les parties ont des points de vue divergents sur la façon dont la troisième mesure en cause devrait être décrite et sur ce qu'elle comprend.

7.811. Selon l'Ukraine, la mesure en cause est la décision alléguée de la Russie de ne pas reconnaître la validité des certificats délivrés pour les produits ferroviaires ukrainiens par les organismes de certification dans les autres pays de l'Union douanière. L'Ukraine note que cette décision figure dans le Protocole n° A 4-3 du Ministère russe des transports et dans deux décisions individuelles de l'Agence fédérale du transport ferroviaire de la Russie. Les décisions individuelles sont énumérées à l'annexe III de la demande d'établissement d'un groupe spécial.⁶¹⁶

7.812. L'Ukraine explique en outre que la Russie fonde sa décision alléguée sur le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière. Plus spécifiquement, elle affirme que la Russie s'est appuyée sur le texte de ce règlement pour élaborer deux prescriptions "additionnelles".^{617,618} Selon elle, la Russie subordonne l'application des prescriptions énoncées dans ledit règlement à ces prescriptions additionnelles. L'Ukraine soutient que la Russie a utilisé ces prescriptions comme motifs pour ne pas reconnaître la validité des certificats délivrés pour les produits ferroviaires d'origine ukrainienne par les organismes de certification dans les autres pays de l'Union douanière.⁶¹⁹

7.813. L'Ukraine décrit les deux prescriptions comme suit:

- a. la prescription exigeant que seuls les produits fabriqués sur le territoire de l'Union douanière puissent faire l'objet d'une certification en vertu du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière; et
- b. la prescription exigeant que seules les entités enregistrées dans le même pays que l'organisme de certification pertinent puissent demander la certification.⁶²⁰

7.814. Selon l'Ukraine, ces prescriptions sont appliquées à l'égard des producteurs ukrainiens mais non à l'égard des producteurs des autres pays tiers. Suivant le fondement juridique de ses allégations, l'Ukraine conteste une prescription ou les deux. S'agissant de la première prescription, elle souligne que les autorités russes n'ont jamais invoqué cette prescription lorsqu'ils ont rejeté les demandes présentées à l'IBF par les producteurs ukrainiens au titre du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière en vue de la certification de produits produits en Ukraine⁶²¹, comme celles qui sont examinées plus haut dans le contexte de la mesure 2 contestée par l'Ukraine. S'agissant de la deuxième prescription, elle note que, selon les autorités russes, cette prescription est énoncée à l'article 6 9) du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière.⁶²²

7.815. Selon la Russie, il découle de la demande d'établissement d'un groupe spécial que la mesure en cause est le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière en tant que tel. La Russie estime que dans le cadre de cette mesure, qui a été incluse dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, l'Ukraine tente de contester des mesures différentes en fonction de la mesure qui serait plus appropriée pour étayer une allégation particulière. Elle fait valoir que dans sa première communication écrite, l'Ukraine présente une mesure nouvelle et

⁶¹⁶ Ukraine, première communication écrite, paragraphe 373.

⁶¹⁷ Ukraine, première communication écrite, paragraphe 373.

⁶¹⁸ L'Ukraine dit aussi que les deux prescriptions additionnelles sont imposées par le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière, lu conjointement avec le Protocole du Ministère des transports et les décisions énumérées à l'annexe III de la demande d'établissement d'un groupe spécial. Ukraine, première communication écrite, paragraphe 398.

⁶¹⁹ Ukraine, première communication écrite, paragraphes 4, 315, 373, 377 et 398; et deuxième communication écrite, paragraphe 339.

⁶²⁰ Ukraine, première communication écrite, paragraphes 375 et 376; et réponses aux questions n° 23, 26 et 36 du Groupe spécial.

⁶²¹ L'Ukraine conteste ces rejets dans le cadre de la mesure 2, qui est examinée plus haut.

⁶²² Ukraine, première communication écrite, paragraphe 398; déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphes 97 et 108; et réponse à la question n° 26 du Groupe spécial. Voir aussi les allégations de l'Ukraine concernant les rejets des demandes présentées au titre des Règlements techniques n° 001/2011 et 003/2011 de l'Union douanière, plus haut dans la section 7.4 et le tableau 6.

différente pour ses allégations concernant l'article 2.1 de l'Accord OTC et les articles I:1 et III:4 du GATT de 1994, à savoir la décision alléguée de la Russie de ne pas reconnaître la validité des certificats délivrés aux producteurs ukrainiens par les organismes de certification dans les autres pays de l'Union douanière. Elle fait valoir en outre que pour ses allégations au titre de l'article 5.1.1 et 5.1.2 de l'Accord OTC, dans sa première communication écrite, l'Ukraine conteste encore une autre mesure nouvelle, à savoir l'application de l'article 6 9) du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière, lu conjointement avec l'une des décisions énumérées à l'annexe III de la demande d'établissement d'un groupe spécial.⁶²³

7.816. L'Ukraine répond qu'une mesure unique peut être incompatible simultanément avec différentes dispositions de l'OMC, puisque des aspects différents de la même mesure peuvent être visés par des dispositions différentes de l'OMC. La mesure en cause inclut, selon elle, des éléments d'un règlement technique et des éléments relatifs aux procédures d'évaluation de la conformité. L'Ukraine précise aussi que ses allégations au titre du GATT de 1994 concernent à la fois la prescription relative à la production et la prescription relative à l'enregistrement, tandis que son allégation au titre de l'article 2.1 de l'Accord OTC concerne seulement la prescription relative à la production et que les allégations au titre de l'article 5.1.1 et 5.1.2 concernent seulement la prescription relative à l'enregistrement.⁶²⁴

7.817. Avant d'examiner les descriptions divergentes des parties concernant la troisième mesure en cause, le Groupe spécial doit examiner une allégation formulée par la Russie en ce qui concerne le mandat. La Russie allègue que la mesure décrite par l'Ukraine dans sa première communication écrite ne relève pas du mandat du Groupe spécial.

7.5.1.1 Mandat

7.818. La Russie exprime de vives préoccupations au sujet de la nature et de la teneur de la description que donne l'Ukraine de la troisième mesure dans sa première communication écrite. À son avis, dans la présente procédure, l'Ukraine n'a pas contesté la mesure visée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière, et elle n'a donc fourni aucun élément *prima facie* pour ses allégations concernant cette mesure. Selon la Russie, l'Ukraine conteste au lieu de cela des mesures qui ne sont pas visées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, à savoir la "décision" alléguée de la Russie et certaines prescriptions de la procédure d'évaluation de la conformité.⁶²⁵

7.819. S'agissant de sa "décision" alléguée de ne pas reconnaître, la Russie fait valoir qu'il n'y a "pas de trace"⁶²⁶ de cette nouvelle mesure dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, qui ne mentionne même pas le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière. À son avis, la mesure présentée par l'Ukraine dans sa première communication écrite n'est pas indiquée de façon adéquate dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. La Russie estime que la demande d'établissement d'un groupe spécial fait seulement référence au Règlement en tant que mesure contestée, alors que la première communication écrite de l'Ukraine fait aussi référence à la "décision" de la Russie. Selon elle, cette nouvelle mesure modifie et élargit considérablement le champ du différend et elle porte de ce fait atteinte au droit de la Russie de connaître les arguments auxquels elle doit répondre. La Russie demande donc au Groupe spécial de constater que la demande d'établissement d'un groupe spécial ne satisfait pas aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémoire d'accord et, par conséquent, que les allégations concernant cette mesure ne relèvent pas de son mandat.⁶²⁷

7.820. S'agissant de l'application de l'article 6 9) du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière, la Russie estime que cela ne concerne ni le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière en tant que tel ni la "décision" alléguée de la Russie. À son avis, cette mesure

⁶²³ Russie, première communication écrite, paragraphes 107 et 108; et déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 31.

⁶²⁴ Ukraine, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 76; et deuxième communication écrite, paragraphe 322.

⁶²⁵ Russie, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 31; et deuxième communication écrite, paragraphes 130 et 131.

⁶²⁶ Russie, première communication écrite, paragraphe 108.

⁶²⁷ Russie, première communication écrite, paragraphes 107 et 109 à 111; déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 31; deuxième communication écrite, paragraphe 130; et observations de la Russie sur la réponse de l'Ukraine à la question n° 132 du Groupe spécial.

n'est pas spécifiée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial et ne peut être raisonnablement dérivée d'aucune autre mesure spécifiée dans cette demande. La Russie demande donc au Groupe spécial de constater que la demande d'établissement d'un groupe spécial ne satisfait pas aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémoire d'accord et, par conséquent, que les allégations concernant cette mesure ne relèvent pas de son mandat.⁶²⁸

7.821. L'Ukraine rejette les arguments de la Russie. Selon elle, la mesure indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial est la décision de la Russie de ne pas reconnaître la validité des certificats délivrés aux producteurs ukrainiens par les autres pays de l'Union douanière. S'agissant de cette décision, l'Ukraine estime que les décisions énumérées à l'annexe III de la demande d'établissement d'un groupe spécial s'appuient effectivement sur le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière. Elle rappelle que la demande d'établissement d'un groupe spécial indique la mesure en cause comme étant le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière, lu conjointement avec le Protocole du Ministère des transports et les décisions énumérées à l'annexe III. S'agissant de l'application de l'article 6 9) dudit règlement, elle fait valoir que la mesure indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial est également une mesure concernant l'application des procédures d'évaluation de la conformité, puisque cette décision repose sur la prescription exigeant que seules les entités enregistrées dans le même pays que l'organisme de certification pertinent puissent demander la certification.⁶²⁹

7.822. Le Groupe spécial note d'emblée que contrairement à ce que la Russie donne manifestement à entendre, son allégation au sujet du mandat ne concerne pas le caractère suffisant de la demande d'établissement d'un groupe spécial et donc sa compatibilité avec l'article 6:2 du Mémoire d'accord. En fait, nous sommes déjà arrivés dans notre décision préliminaire à la conclusion positive que la demande d'établissement d'un groupe spécial satisfaisait à l'article 6:2 dans la mesure où elle concernait la troisième mesure. De fait, ce que la Russie allègue maintenant est que la mesure que l'Ukraine conteste devant le Groupe spécial est différente de celle qui est indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. Il ne fait pas de doute que nous ne sommes pas compétents pour formuler des constatations au sujet d'allégations concernant une mesure qui ne relève pas de notre mandat. Nous avons donc entrepris une analyse plus approfondie de la demande d'établissement d'un groupe spécial et de la mesure contestée par l'Ukraine devant le Groupe spécial.

7.823. Dans notre décision préliminaire, nous avons analysé la demande d'établissement d'un groupe spécial en détail.⁶³⁰ Notre analyse étaye la conclusion que la troisième mesure de l'Ukraine concerne une prescription alléguée dont les autorités russes estiment qu'elle découle du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière.⁶³¹ Au titre de cette prescription alléguée en matière de non-reconnaissance, les autorités russes ne doivent pas reconnaître les certificats délivrés aux producteurs ukrainiens dans les autres pays de l'Union douanière, à moins que certaines conditions ne soient remplies. Une telle condition est que pour que les certificats délivrés dans un autre pays de l'Union douanière soient reconnus, les produits couverts par ces certificats doivent avoir été produits dans un pays de l'Union douanière. Le troisième paragraphe descriptif de la demande d'établissement d'un groupe spécial indique spécifiquement cette condition relative à la production.⁶³² Il nous apparaît donc clairement d'après l'analyse de la demande d'établissement d'un groupe spécial figurant dans notre décision préliminaire que toute contestation de la prescription alléguée selon laquelle les autorités russes ne doivent pas reconnaître les certificats délivrés dans les autres pays de l'Union douanière si les produits certifiés n'ont pas été produits dans un pays de l'Union douanière relève de notre mandat.

7.824. Comme il est indiqué plus haut, l'Ukraine a également soulevé devant le Groupe spécial la question de la non-reconnaissance des certificats délivrés dans les autres pays de l'Union douanière dans les situations où une autre condition n'était pas remplie. Au titre de cette condition

⁶²⁸ Russie, première communication écrite, paragraphe 139.

⁶²⁹ Ukraine, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphes 78, 79 et 81; et réponse à la question n° 132 du Groupe spécial.

⁶³⁰ Voir plus haut le paragraphe 7.93.

⁶³¹ Comme nous l'avons noté dans notre décision préliminaire, l'Ukraine a indiqué qu'elle ne formulait aucune allégation concernant les instructions individuelles mentionnées à l'annexe III de la demande d'établissement d'un groupe spécial. Ukraine, réponse à la question n° 7 c) du Groupe spécial.

⁶³² Comme cela est indiqué plus haut, l'Ukraine fait référence dans ses communications à la condition relative à la production comme étant la "prescription" relative à la condition.

alléguée, les certificats délivrés dans un pays de l'Union douanière autre que la Russie ne peuvent pas être reconnus si les entités qui demandent la certification ne sont pas enregistrées dans le même pays que l'organisme de certification pertinent (la condition relative à l'enregistrement).⁶³³ Nous notons que le troisième paragraphe descriptif de la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial ne fait pas référence à une condition relative à l'enregistrement. Le paragraphe fait référence à la non-reconnaissance et indique ensuite que la non-reconnaissance était fondée sur le point de vue selon lequel le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière s'appliquait uniquement aux produits produits dans les pays de l'Union douanière. Cela ne signale pas au lecteur l'existence d'une seconde voie pour la non-reconnaissance. Nous notons en outre qu'aucun des points numérotés de la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial ne mentionne la condition alléguée relative à l'enregistrement. Par contre, le point 3) fait référence au fait que le Protocole du Ministère des transports concerne les "certificats ... pour les produits fabriqués par des pays tiers", ce qui est compatible avec la référence figurant dans le troisième paragraphe descriptif à la condition alléguée relative à la production. Enfin, il y a la référence à l'annexe III. Il est devenu clair au cours de la procédure que l'une des instructions mentionnées à l'annexe III identifiait la condition alléguée relative à l'enregistrement. Toutefois, la même instruction identifie aussi la condition alléguée relative à la production. Comme le troisième paragraphe descriptif fait seulement référence à la condition relative à la production, il serait logique d'inférer de l'absence de référence à la condition relative à l'enregistrement que la non-reconnaissance résultant de la non-réalisation de cette condition n'est pas contestée. En outre, nous notons que l'instruction en question est antérieure à la demande d'établissement d'un groupe spécial. Par ailleurs, il s'agit d'une lettre de l'Agence fédérale du transport ferroviaire de la Russie à une société ([[xxx]]). En tant que telle, elle n'est pas accessible au public. Nous rappelons à cet égard que les tierces parties aussi doivent être avisées de façon adéquate de ce que sont les mesures en cause.⁶³⁴

7.825. Pour ces raisons, nous constatons que la demande d'établissement d'un groupe spécial n'avise pas de façon adéquate la Russie et les tierces parties de ce qu'une plainte est formulée au sujet de la non-reconnaissance résultant du non-respect de la condition relative à l'enregistrement alléguée. La non-reconnaissance résultant du non-respect de la condition relative à l'enregistrement alléguée n'est donc pas une mesure relevant de notre mandat. Par conséquent, nous ne formulerons pas de constatations au sujet des allégations de l'Ukraine relatives à la non-reconnaissance qui concernent la condition relative à l'enregistrement alléguée.

7.826. Conformément à cette constatation, nous ne traiterons pas les allégations de l'Ukraine selon lesquelles la troisième mesure est incompatible avec l'article 5.1.1 et 5.1.2 de l'Accord OTC. S'agissant des allégations de l'Ukraine selon lesquelles la troisième mesure est incompatible avec les articles I:1, III:4 et X:3 a) du GATT de 1994, nous ne les traiterons pas dans la mesure où elles concernent la condition relative à l'enregistrement alléguée.

7.827. Dans ses communications au Groupe spécial, l'Ukraine décrit la troisième mesure comme étant la "décision" de la Russie de ne pas reconnaître sur son territoire les certificats délivrés aux producteurs ukrainiens dans les autres pays de l'Union douanière. Nous pensons comme la Russie que cette description diffère quelque peu de la description fournie dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. La demande d'établissement d'un groupe spécial ne fait état d'une "décision" que dans le troisième paragraphe descriptif, lorsqu'elle se réfère à la décision de la Russie concernant le sens et le champ du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière. En outre, le point 3) de la demande d'établissement d'un groupe spécial et le troisième paragraphe descriptif de la section II avec sa référence à l'interprétation donnée par la Russie de ce règlement indiquent l'un et l'autre que la non-reconnaissance alléguée trouve son fondement dans le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière tel qu'interprété par la Russie, et non dans quelque "décision" indépendante prise par la Russie et distincte dudit règlement.

7.828. Nous avons donc de bonnes raisons de faire référence à la prescription alléguée en matière de non-reconnaissance découlant du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière, et non à une "décision" de non-reconnaissance. Néanmoins, ce qui importe aux fins de notre évaluation des allégations de l'Ukraine concernant la troisième mesure, ce ne sont pas tellement

⁶³³ Comme cela est indiqué plus haut, l'Ukraine fait référence dans ses communications à la condition relative à l'enregistrement comme étant la "prescription" relative à l'enregistrement.

⁶³⁴ Rapport du Groupe spécial *Canada – Exportations de blé et importations de grains*, paragraphe 16 et note de bas de page 22 de la décision préliminaire incorporée au paragraphe 6.8.

les termes que l'Ukraine a employés devant le Groupe spécial pour décrire la troisième mesure. De fait, ce qui importe est de savoir si l'Ukraine a démontré l'existence de la mesure qu'elle a indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, c'est-à-dire la prescription alléguée en matière de non-reconnaissance. Que l'Ukraine ait fait référence à la "décision" de la Russie de ne pas reconnaître n'est pas une justification suffisante, en elle-même et à elle seule, pour constater que la mesure contestée par l'Ukraine ne relève pas de notre mandat et pour ne pas examiner les éléments de preuve communiqués par l'Ukraine à l'appui de la troisième mesure.

7.829. Pour terminer en ce qui concerne le mandat, nous observons que la demande d'établissement d'un groupe spécial circonscrit clairement le champ de la troisième mesure. La troisième mesure concerne seulement la non-reconnaissance par la Russie des certificats déjà délivrés à des producteurs ukrainiens en vertu du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière dans les autres pays de l'Union douanière. Elle ne concerne pas la non-certification par la Russie, c'est-à-dire tout refus de la part de la Russie de délivrer des certificats au titre du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière aux producteurs ukrainiens. Par conséquent, dans le contexte de la troisième mesure, nous n'examinerons aucune allégation d'incompatibilité découlant de la non-certification par la Russie des produits ukrainiens.⁶³⁵

7.830. Ayant précisé le champ de notre mandat en relation avec la troisième mesure en cause, nous pouvons procéder à l'examen des éléments de preuve qui nous ont été présentés en ce qui concerne l'existence de la troisième mesure.

7.5.1.2 Existence de la mesure en cause

7.831. La Russie estime qu'il incombe à l'Ukraine d'établir *prima facie* que la "décision" alléguée existe. Elle fait valoir qu'elle n'a pris aucune "décision" de ne pas reconnaître les certificats délivrés aux producteurs ukrainiens par les autres pays de l'Union douanière, *a fortiori* une décision contraignante. Elle soutient aussi que les documents présentés par l'Ukraine ne sont pas d'application générale, car ils concernent seulement deux producteurs ukrainiens. Elle indique que l'un de ces documents, le Protocole du Ministère des transports, a un caractère non contraignant et reflète les avis exprimés au cours de la réunion de janvier 2015 par les fonctionnaires d'État représentant divers organismes russes. Elle indique que son Agence fédérale du transport ferroviaire n'a pas pu trouver le premier des trois documents énumérés à l'annexe III (la lettre à la société [[xxx]] concernant des produits de la société [[xxx]]) qui, selon l'Ukraine, fait référence à la condition relative à l'enregistrement alléguée. Elle déclare qu'elle n'a donc pas été en mesure de vérifier la validité et la teneur du document. Elle fait valoir en outre que son Agence fédérale du transport ferroviaire n'est pas autorisée à rendre une quelconque décision sur la reconnaissance des certificats ni à prendre toute autre mesure concernant les certificats, qu'ils aient été délivrés en Russie ou dans d'autres pays de l'Union douanière. Elle fait valoir que même si l'Agence fédérale avait délivré le document en question, son importance serait limitée aux circonstances de la procédure d'évaluation de la conformité pertinente et ne pourrait contenir aucune décision ou prescription générale imposant de ne pas reconnaître les certificats délivrés dans les autres pays de l'Union douanière.⁶³⁶

7.832. La Russie affirme ainsi que conformément à l'article 53 du Traité de l'UEE⁶³⁷, les produits qui sont visés par les règlements techniques de l'Union douanière sont mis en circulation sur le territoire de l'Union douanière tout entière après achèvement de la procédure nécessaire d'évaluation de la conformité.⁶³⁸ Ainsi qu'elle le note également, l'article 53 dispose en outre que les pays de l'Union douanière doivent assurer la circulation des produits conformes aux règlements techniques de l'Union douanière sur leurs territoires respectifs, sans introduire aucune prescription

⁶³⁵ Nous rappelons que, par contraste, l'un des composants de la deuxième mesure en cause concerne les rejets par la Russie des demandes de certificats de conformité au titre du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière.

⁶³⁶ Russie, deuxième communication écrite, paragraphes 133 et 134; déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphes 48, 49 et 51; réponses aux questions n° 129 et 172 du Groupe spécial; et observations sur les réponses de l'Ukraine aux questions n° 127 et 154 du Groupe spécial.

⁶³⁷ Traité de l'UEE (pièce UKR-5); et Ukraine, réponse à la question n° 25 du Groupe spécial.

⁶³⁸ L'Ukraine observe que l'affirmation de la Russie est étayée en outre par la Décision n° 20 du 28 avril 2017 de la Commission économique eurasiatique (pièce UKR-94), paragraphe 1. Ukraine, réponse à la question n° 74 du Groupe spécial.

additionnelle par rapport à celles qui sont prévues dans les règlements techniques de l'Union douanière ni aucune procédure additionnelle d'évaluation de la conformité.⁶³⁹

7.833. S'agissant de la condition alléguée relative à la production, la Russie estime que cette condition n'existe pas. Elle observe que les produits fabriqués sur le territoire de l'Union douanière font effectivement l'objet d'une certification en vertu du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière. Elle soutient toutefois que ni le Protocole du Ministère des transports ni les décisions énumérées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial n'indiquent que le règlement en question s'applique seulement à ces produits.⁶⁴⁰ Elle souligne que ce règlement a été appliqué à des produits mis en circulation sur le territoire douanier mais fabriqués dans des pays tiers. Elle affirme que ces produits circulent librement sur le territoire de l'Union douanière, y compris en Russie.⁶⁴¹ Elle note en outre qu'elle a délivré des certificats au titre du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière à des producteurs ukrainiens.⁶⁴² Selon elle, ledit règlement s'applique donc au matériel ferroviaire roulant et à ses parties, mis en circulation sur le territoire douanier de l'Union douanière, quelle que soit leur origine. La Russie estime que les documents auxquels l'Ukraine fait référence ne contiennent aucune condition additionnelle fondée sur l'origine des producteurs ukrainiens.⁶⁴³

7.834. S'agissant de la condition relative à l'enregistrement alléguée, la Russie observe qu'il n'y a pas de prescription dans l'article 6 9) du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière exigeant que la personne morale demandant un certificat doive se faire enregistrer dans le pays de l'Union douanière où elle demande le certificat. Elle indique qu'au titre de l'article 6 9), le requérant peut être enregistré dans tout pays de l'Union douanière. Elle note en outre que le Protocole du Ministère et les décisions énumérées à l'annexe III ne contiennent pas non plus la prescription d'application générale alléguée. Selon elle, ni son Ministère des transports ni l'Agence fédérale du transport ferroviaire n'ont le pouvoir d'interpréter le champ du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière ou d'établir de quelconques prescriptions additionnelles. La Russie affirme aussi que l'IBF a délivré des certificats en réponse aux demandes présentées par des personnes morales enregistrées au Bélarus et au Kazakhstan.⁶⁴⁴

7.835. La Russie allègue que la raison de la non-reconnaissance des certificats visés par les décisions indiquées par l'Ukraine n'était pas l'imposition alléguée de deux prescriptions additionnelles. Selon elle, cette raison était l'article 6 51) du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière, qui prescrit que pour les produits contenant des composants, des certificats ne puissent être délivrés que s'il y a également des certificats de conformité pour les composants. La Russie souligne à cet égard que les certificats visés dans le Protocole du Ministère des transports indiquent que le marquage à l'aide d'un signe unique de circulation des produits sur le marché de l'Union douanière n'est effectué que s'il existe des certificats pour les composants soumis à une certification obligatoire.⁶⁴⁵ Elle affirme que l'organisme de certification du Bélarus a certifié les producteurs ukrainiens en vertu du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière malgré l'absence de certificats pour les composants du produit en question. Elle note à cet égard que la législation bélarussienne n'avait pas prévu la certification des composants avant l'entrée en vigueur de ce règlement, alors que la Russie l'avait fait. Selon elle, conformément à une lettre

⁶³⁹ Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 159.

⁶⁴⁰ Concernant deux des documents émanant de l'Agence fédérale du transport ferroviaire sur lesquels l'Ukraine s'appuie pour démontrer l'existence de la condition relative à la production, la Russie indique que l'Agence fédérale "aurait pu mentionner les dispositions du Règlement technique de l'Union douanière [plus clairement], sans créer cette ambiguïté". Russie, réponse à la question n° 77 du Groupe spécial.

⁶⁴¹ La Russie fait référence à la pièce RUS-51 (RCC), qui énumère 35 certificats délivrés par le Bélarus et le Kazakhstan à des producteurs ukrainiens entre 2014 et 2017. Elle fait également référence à la pièce UKR-54 Corr. (Extract of Unified Register of Issued Certificates of Conformity and Registered Declarations of Conformity concerning European producers) Selon l'Ukraine, ces éléments de preuve montrent que la Russie a délivré des certificats à des producteurs situés dans l'Union européenne après que le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière était entré en vigueur.

⁶⁴² Certificate of Conformity [[xxx]] (pièce RUS-11)(RCC); et Certificate of Conformity [[xxx]] (pièce RUS-12)(RCC). Nous notons que ces certificats concernent un producteur situé dans l'est de l'Ukraine.

⁶⁴³ Russie, première communication écrite, paragraphes 128 à 130; et déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 50.

⁶⁴⁴ Russie, deuxième communication écrite, paragraphes 158, 159, 164 et 168; déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 53; et réponses aux questions n° 26, 36, 75 et 82 du Groupe spécial.

⁶⁴⁵ Extract of Belarusian registry of certificates [[xxx]] (pièce RUS-52) et Extract of Belarusian registry of certificates [[xxx]] (pièce RUS-53).

explicative de 2014 de la Commission économique eurasiatique⁶⁴⁶, les composants des produits en cause pouvaient donc être mis en circulation seulement sur le territoire du Bélarus. La Russie estime que la non-reconnaissance des certificats concernés aurait eu lieu par conséquent pour tout producteur de toute origine. Elle observe enfin que les représentants présents à la réunion qui a débouché sur le Protocole du Ministère des transports ont souhaité dissiper leurs préoccupations et ont donc inclus dans le Protocole un paragraphe qui fait état de l'ouverture d'un dialogue avec les autorités du Bélarus. Elle note que quelques mois plus tard, le Bélarus a supprimé les certificats mentionnés dans la lettre à laquelle le Protocole était joint.⁶⁴⁷

7.836. L'Ukraine répond que le refus de reconnaître n'est pas une situation ponctuelle mais a affecté tous les producteurs ukrainiens qui essayaient d'exporter vers la Russie en utilisant des certificats bélarussiens ou kazakhs. Elle fait valoir que la Russie nie l'existence des conditions relatives à la production et à l'enregistrement mais qu'elle n'explique pas comment ce point de vue peut être concilié avec le texte des documents pertinents.⁶⁴⁸

7.837. S'agissant de la condition relative à la production, l'Ukraine estime que le texte du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière n'exige pas que seuls les produits ferroviaires fabriqués sur le territoire de l'Union douanière puissent faire l'objet d'une certification. Elle maintient toutefois que la Russie applique néanmoins cette prescription. Selon elle, la décision de ne pas reconnaître les certificats délivrés aux producteurs ukrainiens dans les autres pays de l'Union douanière est fondée sur le fait que ces certificats ont été délivrés pour des produits fabriqués à l'extérieur du territoire de l'Union douanière. De l'avis de l'Ukraine, les certificats délivrés en vertu du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière pour certains produits fabriqués dans des pays tiers ou dans certaines régions de l'est de l'Ukraine montrent simplement que la manière dont la Russie applique cette prescription additionnelle est arbitraire et cible spécifiquement les produits ferroviaires fabriqués en Ukraine. L'Ukraine observe également que le Groupe spécial ne dispose d'aucun élément de preuve montrant que de quelconques produits ukrainiens couverts par ces certificats circulent effectivement librement sur le territoire de la Russie.⁶⁴⁹

7.838. En ce qui concerne la condition relative à l'enregistrement, l'Ukraine indique que le texte du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière ne prescrit pas que le requérant doive être enregistré dans le même pays que l'organisme de certification pertinent. Elle estime qu'indépendamment de la question de savoir si cette prescription est fondée sur le texte du règlement, ce qui importe est que la Russie applique néanmoins cette prescription aux producteurs de produits ferroviaires ukrainiens. Selon elle, les producteurs russes présentant une demande par l'intermédiaire d'une entité enregistrée en Russie se sont vus délivrer des certificats au Kazakhstan et leurs produits sont mis en vente en Russie.⁶⁵⁰

7.839. S'agissant de l'absence alléguée de certificats pour les composants des produits concernés, l'Ukraine estime que cela n'a jamais été mentionné par les autorités russes dans leurs décisions de ne pas reconnaître les certificats. Elle fait valoir que les certificats délivrés aux producteurs ukrainiens dans les autres pays de l'Union douanière ont été délivrés en vertu du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière, ce qui signifie que leurs produits, y compris les composants, étaient conformes aux prescriptions pertinentes. Elle fait valoir aussi que la Russie n'a pas étayé son affirmation concernant les composants par des éléments de preuve qui indiqueraient que ces certificats étaient nécessaires pour ces produits et que la législation du Bélarus ne prévoyait pas la certification des composants. Selon elle, les produits mentionnés dans

⁶⁴⁶ Explanatory letter of the Eurasian Economic Commission (pièce RUS-13). Selon la Russie, la lettre explicative n'a pas un caractère contraignant mais a pour objet de clarifier les dispositions du Règlement technique de l'Union douanière. Russie, réponse à la question n° 106 du Groupe spécial.

⁶⁴⁷ Russie, première communication écrite, paragraphes 131 à 135; deuxième communication écrite, paragraphes 135 à 136; et réponse aux questions n° 25, 35, 76, 79, 81, 129 et 130 du Groupe spécial.

⁶⁴⁸ Ukraine, deuxième communication écrite, paragraphe 443; et déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 74.

⁶⁴⁹ Ukraine, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphes 90 et 91; deuxième communication écrite, paragraphe 357; déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 83; et réponse à la question n° 142 du Groupe spécial.

⁶⁵⁰ Ukraine, deuxième communication écrite, paragraphes 393 et 409; réponse à la question n° 82 du Groupe spécial; Certificate TC.KZ.7100990.22.01.00063 (pièce UKR-67); Tehnomashkomplekt's shop webpage (pièce UKR-68); Certificate TC.KZ.7100990.22.01.00061 (pièce UKR-69); et Rostok's shop webpage (pièce UKR-70).

la première lettre énumérée à l'annexe III de la demande d'établissement d'un groupe spécial concernant un type de produit (les roues laminées monobloc) qui ne contient aucun composant. L'Ukraine note aussi qu'il n'y a pas d'élément de preuve indiquant que la Russie n'ait pas reconnu les certificats des produits en provenance du Bélarus au motif que la législation biélorussienne ne prévoyait pas la certification des composants. S'agissant de la lettre explicative de 2014 de la Commission économique eurasiatique, elle estime que cette lettre concerne les dispositions transitoires pour l'entrée en vigueur des règlements techniques de l'Union douanière. Elle indique que ces dispositions concernaient les produits que les pays de l'Union douanière pouvaient mettre en circulation jusqu'au 2 août 2017 sans certificat ou avec des certificats nationaux, même s'ils n'avaient pas fait l'objet d'une évaluation de la conformité au titre des règlements techniques de l'Union douanière. Elle souligne que ces dispositions transitoires ne s'appliquent pas aux certificats que le Bélarus a délivrés en vertu du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière à des producteurs ukrainiens. Enfin, elle note que les deux certificats visés dans la lettre à laquelle le Protocole était joint ont été supprimés en raison d'erreurs matérielles et qu'ils ont été immédiatement remplacés par de nouveaux certificats.⁶⁵¹ Pour ces raisons, elle estime que l'absence alléguée de certificats pour les composants ne devrait pas être acceptée comme un motif de non-reconnaissance des certificats.⁶⁵²

7.840. Le Groupe spécial rappelle que les groupes spéciaux ont le pouvoir de formuler des constatations au sujet de mesures qui existaient à la date de leur établissement. Le présent Groupe spécial a été établi le 16 décembre 2016. Nous examinerons donc les éléments de preuve afin de déterminer si les autorités russes appliquaient la troisième mesure à cette date.

7.841. Les éléments de preuve présentés par l'Ukraine comprennent trois lettres de l'Agence fédérale du transport ferroviaire à des sociétés privées, dont les dates se situent entre janvier 2015 et août 2016. Les lettres concernent la validité des certificats délivrés en vertu du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière par l'organisme de certification au Bélarus pour les produits fabriqués par deux producteurs ukrainiens différents. Chacune contient ou mentionne une décision visant les produits pertinents. Les lettres ont été envoyées en réponse aux demandes de sociétés dont il apparaît qu'elles avaient demandé l'enregistrement des produits ferroviaires ukrainiens spécifiés pour une utilisation en Russie. Le tableau suivant réunit les renseignements pertinents au sujet des trois lettres:

Tableau 7 – Aperçu des lettres ne reconnaissant pas les certificats de conformité délivrés par l'organisme de certification biélorussien aux producteurs ukrainiens

Produit et producteur ukrainien	Date de la lettre et de la décision	Raisons indiquées
Lettre de janvier 2015		
Produit: 2 types de wagons Producteur: [[xxx]] (pièce UKR-48 (RCC))	La date n'est pas claire; la lettre date très probablement de peu après le 20 janvier 2015, ce qui est la date du Protocole du Ministère des transports qui lui était joint ("lettre de janvier 2015"). Décision: Les certificats ne sont pas valides sur le territoire de la Russie et les produits ne sont pas enregistrés.	Les produits ont été fabriqués par un pays tiers (un producteur en Ukraine). Le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière s'applique aux produits fabriqués sur le territoire de l'Union douanière. Les procédures d'évaluation de la conformité applicables aux produits fabriqués dans des pays tiers sont établies conformément aux lois nationales. La raison a été fournie dans le Protocole du Ministère des transports qui était joint.

⁶⁵¹ Extract of Belarus Register with information concerning certificates issued to PJSC [[xxx]] (pièce UKR-148)(RCC).

⁶⁵² Ukraine, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphes 92, 93 et 103; deuxième communication écrite, paragraphes 366, 371 à 374, 416 et 419; et déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 82.

Produit et producteur ukrainien	Date de la lettre et de la décision	Raisons indiquées
Lettre de février 2016		
<i>Produits:</i> 2 types de roues laminées monobloc	4 février 2016 ("lettre de février 2016") ⁶⁵³	Le Bélarus a délivré les certificats comportant 2 violations du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière. Conformément à son article 1 1), le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière s'applique aux produits produits sur le territoire de l'Union douanière. En outre, conformément à l'article 6 9), un requérant demandant la certification peut faire enregistrer dans un pays de l'Union douanière conformément à la législation de ce pays une personne morale qui est un producteur ou un vendeur ou qui remplit les fonctions d'un producteur étranger. En l'espèce, les produits ont été produits en Ukraine et le Bélarus les a certifiés à réception d'une demande émanant d'une entreprise commerciale enregistrée en Russie.
<i>Producteur:</i> [[xxx]] (pièce UKR-49)(RCC) (Corr.)	<i>Décision:</i> les certificats ne sont pas valides sur le territoire de la Russie.	
Lettre d'août 2016		
<i>Producteur:</i> Le même que dans la pièce UKR-48 (RCC) [[xxx]]	10 août 2016 ("lettre d'août 2016")	Le Bélarus a délivré le certificat comportant des violations du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière. Conformément à son article 1 1), le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière s'applique aux produits fabriqués sur le territoire de l'Union douanière. En outre, conformément à l'article 6 9), un requérant demandant la certification sera une personne morale enregistrée conformément à la législation du pays de l'Union douanière. En l'espèce, les produits ont été fabriqués en Ukraine et le Bélarus les a certifiés à la demande d'une entité économique enregistrée en Russie.
<i>Produits:</i> Un type de wagon (un de ceux qui sont également en cause dans la pièce UKR-48 (RCC)) (pièce UKR-141 (RCC))	<i>Décision:</i> les certificats ne sont pas valides sur le territoire de la Russie et le produit ne peut pas être enregistré.	

7.842. La Russie soulève trois questions préliminaires au sujet des lettres présentées par l'Ukraine qui, selon elle, en diminuent l'importance. Elle affirme tout d'abord que nonobstant les raisons données dans les lettres ci-dessus, la raison pour laquelle l'Agence fédérale du transport ferroviaire n'a pas accepté la validité des certificats en cause était l'absence de certificats pour les composants des produits pertinents. Nous ne pouvons pas accepter cette affirmation. La Russie n'a pas fourni d'éléments de preuve permettant de montrer que le Bélarus avait délivré des certificats au titre du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière sans exiger de certificats pour les composants ou que la législation biélorussienne n'exigeait pas de certificat pour les composants avant l'entrée en vigueur du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière. Les éléments de preuve versés au dossier n'indiquent pas non plus que le Bélarus ait supprimé et délivré à nouveau immédiatement les certificats pour les produits visés par les lettres de janvier 2015 et d'août 2016 en raison d'une absence de certificats pour les composants des produits.⁶⁵⁴

7.843. S'agissant de la lettre de janvier 2015, la Russie fait valoir que le Protocole du Ministère des transports est un document non contraignant qui consigne les avis des représentants de divers organismes ferroviaires russes. Le Protocole indique que le Vice-Ministre des transports a rencontré les représentants de ces organismes, y compris l'Agence fédérale du transport ferroviaire, l'IBF et Russian Railways, afin d'examiner une demande présentée par une personne morale en vue de l'enregistrement de produits ferroviaires ukrainiens pour une utilisation en Russie. Il énonce les "résultats" de l'examen de la demande, signés par le Vice-Ministre. Il révèle notamment que le Ministère des transports est parvenu à un point de vue particulier sur le champ du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière. Il énonce ensuite les "décisions" qui ont été adoptées sur la base de ce point de vue. Ces décisions incluent le fait que les certificats délivrés au Bélarus au titre du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière ne sont pas valides sur le territoire de la Russie et que l'Administration des douanes de la Russie doit en être

⁶⁵³ L'Ukraine a présenté initialement une traduction indiquant comme date le 4 février 2015 mais a fourni ensuite une version modifiée indiquant comme date le 4 février 2016 (Letter from the Federal Agency for Railway Transport to company [[xxx]] – on validity of certificates, 4 February 2016 (pièce UKR-49)(RCC)(Corr.)).

⁶⁵⁴ Les extraits du registre biélorussien des certificats communiqués par la Russie (pièce RUS-52 et pièce RUS-53) ne précisent pas la raison pour laquelle le Bélarus a supprimé les certificats pertinents.

informée; que l'Agence fédérale du transport ferroviaire devrait être informée du non-enregistrement des produits concernés; que les produits concernés requièrent un certificat délivré conformément à la législation russe; et que le Ministère des transports du Bélarus devrait être informé des résultats de l'examen de la demande. Par conséquent, il ressort du Protocole lui-même que la réunion correspondante n'était pas un simple échange de vues. De fait, des décisions spécifiques ont été prises en ce qui concerne la demande qui avait motivé la réunion.

7.844. S'agissant de la lettre de février 2016, la Russie met en doute son authenticité. Selon l'Ukraine, la copie fournie au Groupe spécial, une traduction anglaise de la lettre originale en russe, indiquait par erreur l'année 2015 au lieu de 2016. L'Ukraine a donc communiqué une version de la traduction avec la date modifiée. Nous notons à cet égard que le texte de la lettre indique que celle-ci a été envoyée en réponse à une demande de juillet 2015 et concerne des certificats délivrés au Bélarus en avril 2015. Dans cette mesure, on voit mal comment la date de la lettre qui a été fournie initialement, à savoir février 2015, pourrait être correcte. La Russie a communiqué quant à elle un document de janvier 2016 indiquant que la personne dont la signature figure sur la lettre de février 2016 était en congé de maladie à la date de la lettre.⁶⁵⁵ Toutefois, la lettre de février 2016 pourrait avoir été signée soit avant le début du congé de maladie soit pendant le congé et en dehors du bureau.⁶⁵⁶ La Russie fait valoir aussi que si la lettre date de février 2016, la troisième mesure n'existait pas lorsque les parties ont tenu des consultations dans le présent différend.⁶⁵⁷ Toutefois, l'Ukraine s'appuie sur la lettre de février 2016 comme élément de preuve indiquant l'existence de la troisième mesure; elle ne conteste pas la lettre de février 2016 en tant que telle. En tout état de cause, elle s'appuie aussi sur la lettre de janvier 2015 et sur le Protocole qui l'accompagne. À la lumière de ce qui précède, nous ne sommes pas convaincus que la lettre de février 2016 constitue un élément de preuve qui n'est pas valable ou que nous ne pouvons pas prendre en compte.

7.845. De plus, la Russie fait valoir que l'Agence fédérale du transport ferroviaire n'est autorisée à prendre aucune décision au sujet de la reconnaissance des certificats délivrés dans les autres pays de l'Union douanière. Elle communique à l'appui, mais sans autre explication, un règlement de l'Agence fédérale qui en énumère les pouvoirs.⁶⁵⁸ D'après ce que nous comprenons, sur la base des lettres de janvier 2015 et d'août 2016 ainsi que du Protocole, l'Agence fédérale est responsable de l'enregistrement des produits ferroviaires et il apparaît que l'enregistrement suppose l'existence d'un certificat valide. Toutefois, même si l'Agence fédérale avait agi *ultra vires* au regard de la législation russe en décidant de la validité des certificats délivrés dans les autres pays de l'Union douanière, cela n'empêcherait pas le Groupe spécial de formuler des constatations au sujet de la compatibilité de la troisième mesure avec les règles de l'OMC, qui concerne la non-reconnaissance effective par les autorités russes, qu'elle soit ou non autorisée dans la législation russe.

7.846. Ayant traité les questions préliminaires soulevées par la Russie, nous procédons maintenant à une analyse plus approfondie de la teneur des lettres et du Protocole. Ces éléments indiquent que le Ministère des transports (pour le Protocole envoyé avec la lettre de 2015) ou l'Agence fédérale du transport ferroviaire (pour les lettres de 2016) a décidé que les certificats pertinents délivrés par l'organisme de certification du Bélarus n'étaient pas valides sur le territoire de la Russie.⁶⁵⁹ Dans chaque cas, la décision était fondée explicitement sur les dispositions du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière. De fait, les documents indiquent très clairement que c'est à cause de ce règlement que la décision a été prise de ne pas reconnaître la validité des certificats délivrés au Bélarus.

⁶⁵⁵ Order of Federal Agency on Railway Transport as of 27 January 2016 No. 50/k "On temporary assignment of performance of duties" (pièce RUS-92)(RCC); et Russie, réponse à la question n° 172 du Groupe spécial. L'Ukraine observe que la pièce RUS-92 (RCC) a été déposée trop tardivement dans la procédure mais elle formule néanmoins des observations sur sa teneur et s'appuie sur elle. Ukraine, observations sur la réponse de la Russie à la question n° 172 du Groupe spécial.

⁶⁵⁶ L'Ukraine a observé que la signature apposée sur le document de janvier 2016 correspondait à celle apposée dans la lettre figurant dans la pièce UKR-49(RCC)(Corr.), qui a été signée par la même personne. Ukraine, observations sur la réponse de la Russie à la question n° 172 du Groupe spécial.

⁶⁵⁷ Russie, réponse à la question n° 172 du Groupe spécial.

⁶⁵⁸ Abstract from the Statute of the Federal Agency for Railway Transport of Russia's Ministry of Transport (pièce RUS-71).

⁶⁵⁹ Les lettres de janvier 2015 et d'août 2016 indiquent que la décision au sujet de la validité des certificats a abouti à ce que l'Agence fédérale du transport ferroviaire s'abstienne d'enregistrer les produits visés.

7.847. Spécifiquement, le Ministère et l'Agence fédérale ont donné leur interprétation des articles 1 1) et 6 9) du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière et l'ont ensuite appliquée aux certificats en cause. Selon l'interprétation reflétée dans le Protocole et les lettres de 2016, un certificat ne peut pas être valablement délivré au titre du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière, à moins que a) les produits devant être certifiés aient été produits dans l'Union douanière (la condition relative à la production) et que b) le requérant demandant la certification soit enregistré dans le pays de l'Union douanière où la demande a été présentée (la condition relative à l'enregistrement). En fait, les lettres de 2016 indiquent explicitement que les certificats pertinents ont été délivrés par le Bélarus en "violation" du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière parce que le Bélarus n'avait pas appliqué les deux prescriptions.

7.848. Nous observons à cet égard que, selon la Russie, le Protocole ou les lettres ne disent pas que le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière s'applique seulement aux produits produits sur le territoire de l'Union douanière. Toutefois, le Protocole indique que pour les produits produits dans les pays tiers, les procédures d'évaluation de la conformité applicables sont établies par les lois nationales des pays de l'Union douanière importateurs. Par ailleurs, les lettres de 2016 indiquent clairement que l'une des raisons pour lesquelles la validité des certificats en cause n'avait pas été reconnue était que les produits avaient été produits en Ukraine.

7.849. Nous notons aussi que le Protocole ne mentionne pas la condition relative à l'enregistrement (vraisemblablement parce que cela n'était pas un problème), mais que les lettres de 2016 le font. L'une des lettres dit que les requérants "peuvent" s'enregistrer dans le même pays de l'Union douanière que l'organisme de certification, l'autre dit qu'ils le "doivent". Cependant, il ressort clairement des deux lettres que la condition relative à l'enregistrement a été appliquée puisque l'une des raisons pour lesquelles la validité des certificats pertinents n'était pas reconnue était que le requérant était enregistré en Russie, alors que l'organisme de certification se trouvait au Bélarus.

7.850. La Russie estime que les lettres concernent les produits de deux producteurs ukrainiens seulement et qu'elles ne sont pas d'application générale. Toutefois, le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière est un règlement d'application générale. Il n'y a rien dans le Protocole ou les lettres de 2016 qui permette de penser que l'interprétation donnée par le Ministère et l'Agence fédérale des articles 1 1) et 6 9) du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière ne serait pas d'application générale et s'appliquerait seulement aux producteurs ukrainiens. Par conséquent, les documents pertinents fournissent une interprétation générale. En fait, le Protocole indique spécifiquement que la réunion correspondante concernait les "certificats de conformité pour les produits fabriqués par les pays tiers", lesquels pays comprennent, mais non exclusivement, l'Ukraine. Seules les décisions au sujet de la validité des certificats identifiés sont spécifiques aux produits visés.

7.851. La Russie fait valoir aussi, sans développer ce point, que ni le Ministère ni l'Agence fédérale n'ont le pouvoir d'interpréter le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière. Il se peut bien qu'en Russie, seuls les tribunaux puissent interpréter les lois d'une manière faisant autorité ou que, dans le cas de ce règlement, seul un organe de l'Union douanière puisse le faire. Toutefois, il ressort clairement du Protocole et des lettres que le Ministère et l'Agence fédérale sont arrivés à une conclusion au sujet du sens et du champ de certaines dispositions du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière et qu'ils ont fondé leurs décisions sur cette conclusion. La question de savoir si le Ministère et l'Agence fédérale avaient ou non le pouvoir d'interpréter ledit règlement et s'ils l'ont ou non interprété correctement n'est pas pertinente pour notre analyse qui, comme nous l'avons déjà noté, concerne ce que les autorités ont fait ou n'ont pas fait effectivement.

7.852. S'agissant de la non-reconnaissance qui en a résulté, il ressort clairement du Protocole et des lettres de 2016 que le Ministère et l'Agence fédérale étaient d'avis qu'il leur était interdit d'accepter un certificat comme ayant été valablement enregistré en vertu du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière dans un autre pays de l'Union douanière si ce certificat avait été délivré en violation du Règlement technique. Selon eux, l'application correcte du règlement exigeait qu'ils ne reconnaissent pas ces certificats comme valides sur le territoire de la Russie.

7.853. À la lumière de ce qui précède, nous estimons que les trois lettres et le Protocole étaient le point de vue selon lequel le Ministère et l'Agence fédérale ont appliqué une prescription générale en matière de non-reconnaissance en Russie (dont ils estimaient qu'elle découlait du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière tel qu'ils l'interprétaient). Les situations dans lesquelles cette prescription était appliquée comprenaient celles dans lesquelles un certificat avait été délivré dans un autre pays de l'Union douanière en violation de la condition relative à la production.

7.854. À notre avis, les éléments de preuve communiqués par l'Ukraine indiquent donc que le Ministère et l'Agence fédérale n'ont pas "décidé" de manière indépendante d'établir une nouvelle prescription générale en matière de non-reconnaissance. Au lieu de cela, cette prescription découle du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière tel que ceux-ci l'ont interprété. Nous pensons donc que la demande d'établissement d'un groupe spécial indique correctement comme étant la source de la prescription en matière de non-reconnaissance le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière, tel qu'interprété et appliqué par la Russie dans le Protocole et les lettres de 2016.

7.855. La Russie a également présenté des éléments de preuve et avancé des contre-arguments additionnels, que nous examinons maintenant. Nous commençons par examiner les éléments de preuve de la Russie concernant la situation antérieure à la demande d'établissement d'un groupe spécial. Ces éléments de preuve comprennent un rapport commercial analytique concernant un producteur ukrainien dont les produits sont également en cause dans la lettre de février 2016. Le rapport indique qu'en 2015, ce producteur a exporté 33 000 tonnes de roues ferroviaires vers la Russie.⁶⁶⁰ La troisième mesure concerne les certificats délivrés en vertu du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière par les autres pays de l'Union douanière. Toutefois, le rapport ne fournit pas de renseignements sur le point de savoir si ces exportations vers la Russie ont été faites en utilisant un certificat délivré en vertu de ce règlement ou un certificat délivré par la Russie avant l'entrée en vigueur dudit règlement. Comme il a été indiqué, tout certificat délivré par la Russie pour les produits ferroviaires avant l'entrée en vigueur des règlements techniques de l'Union douanière qui restait valide pouvait encore être utilisé jusqu'au 2 août 2017.⁶⁶¹ Pour ces raisons, le rapport fourni par la Russie ne démontre pas que, nonobstant les éléments de preuve communiqués par l'Ukraine, en 2015, la Russie n'appliquait pas de prescription imposant de ne pas reconnaître les certificats délivrés en vertu du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière dans les autres pays de l'Union douanière.

7.856. La Russie maintient en outre qu'elle n'a pas appliqué de condition relative à la production. Elle fait référence à l'article 53 du Traité de l'UEE, selon lequel un produit qui est conforme aux règlements techniques de l'Union douanière doit être autorisé à circuler librement sur le territoire de l'Union douanière. Toutefois, les lettres de 2016 des autorités russes communiquées par l'Ukraine indiquaient explicitement que les certificats avaient été délivrés en violation des règlements techniques de l'Union douanière. Cela étant dit, il y a en effet des éléments de preuve montrant que la Russie a elle-même délivré des certificats en vertu du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière à des producteurs situés dans des pays tiers.⁶⁶² Néanmoins, il n'y a pas d'élément de preuve indiquant qu'avant la date d'établissement du présent Groupe spécial, la Russie ait effectivement permis l'enregistrement et l'importation de produits produits en dehors de l'Union douanière et couverts par un certificat délivré en vertu du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière par un autre pays de l'Union douanière. La Russie n'a donc pas réfuté les éléments de preuve de l'Ukraine concernant la non-reconnaissance qui montrent qu'une condition relative à la production a été appliquée.

7.857. La Russie affirme de même qu'elle n'a pas appliqué de condition relative à l'enregistrement. Elle indique qu'elle a elle-même délivré des certificats à des requérants enregistrés dans les autres pays de l'Union douanière. Là encore, cependant, il n'y a pas d'élément

⁶⁶⁰ Information provided on analytical website Share Ukrainian Potential with respect to the company [[xxx]] (pièce RUS-72); et Russie, réponse à la question n° 128 du Groupe spécial.

⁶⁶¹ Ukraine, réponse à la question n° 45 du Groupe spécial. Selon l'Ukraine, les derniers certificats russes couvrant les produits du producteur ukrainien concerné ont été suspendus par la Russie le 21 décembre 2015, et l'Ukraine soutient que les certificats pouvaient donc être utilisés jusqu'à ce moment-là. Ukraine, réponses aux questions n° 142 et 154 du Groupe spécial; et Extract of the FBO's Register (pièce UKR-12).

⁶⁶² Extract of Unified Register of Issued Certificates of Conformity and Registered Declarations of Conformity concerning European producers (pièce UKR-54)(Corr.).

de preuve indiquant qu'avant la date d'établissement du présent Groupe spécial, la Russie ait effectivement autorisé l'enregistrement et l'importation de produits couverts par un certificat délivré en vertu du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière par un autre pays de l'Union douanière à un requérant non enregistré dans ce même pays. La Russie n'a donc pas réfuté les éléments de preuve de l'Ukraine concernant l'application de la condition relative à l'enregistrement pour les certificats délivrés dans les autres pays de l'Union douanière.

7.858. S'agissant du champ d'application temporel de la troisième mesure, nous notons que la plus récente des trois lettres communiquées par l'Ukraine date d'août 2016, alors que le présent Groupe spécial a été établi en décembre 2016. À notre avis, il peut être présumé dans les circonstances spécifiques de l'espèce que la prescription générale en matière de non-reconnaissance était encore appliquée par le Ministère et l'Agence fédérale à la date d'établissement du présent Groupe spécial. Le Groupe spécial a été établi seulement quatre mois après la lettre d'août 2016, et la lettre d'août 2016 concernait l'un des certificats en cause dans la lettre de janvier 2015 et confirmait en fait de nouveau cette décision. En outre, la Russie n'a pas fourni d'élément de preuve contraire.

7.859. Les deux parties ont également présenté des éléments de preuve concernant la situation après l'établissement du Groupe spécial. Ces éléments de preuve sont constitués de lettres établies au cours de la présente procédure et envoyées aux autorités des parties. L'Ukraine a présenté une lettre de septembre 2017 d'un producteur ukrainien ([xxx]) dans laquelle le producteur indique qu'à cette date, il n'avait pas de certificats valides pour l'exportation vers la Russie, entre autres choses, en raison de la non-reconnaissance par le Ministère des transports de la Russie des certificats qui avaient été délivrés en vertu du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière par les organismes de certification au Kazakhstan et au Bélarus.⁶⁶³ La Russie a fourni deux lettres de novembre 2017 concernant un certificat pour un produit qui est produit par un producteur ukrainien et qui est en cause également dans la lettre de février 2016 communiquée par l'Ukraine. Les lettres de novembre 2017 ont été envoyées par deux sociétés russes différentes. Elles indiquent qu'en novembre 2017, ces deux sociétés utilisaient le produit couvert par le certificat et que le certificat avait été délivré par le Bélarus.⁶⁶⁴

7.860. Nous notons que les lettres de septembre et de novembre 2017 ne sont pas des lettres émanant de sources gouvernementales russes officielles ou émanant spécifiquement du Ministère des transports ou de l'Agence fédérale de la Russie, autorités ayant appliqué la prescription en matière de non-reconnaissance. En outre, alors que la lettre de septembre 2017 donne à penser que la prescription était toujours appliquée en septembre, celles de novembre 2017 donnent à penser qu'au moins à partir de novembre 2017, la situation avait pu changer au moins en ce qui concerne le certificat d'un producteur ukrainien. Étant donné que nous avons peu d'éléments de preuve, que ces éléments de preuve sont seulement indirects et qu'ils sont contradictoires, nous nous abstenons de prendre position sur la question de savoir si une prescription générale en matière de non-reconnaissance a continué d'être appliquée par la Russie après l'établissement du Groupe spécial.

7.5.1.2.1 Conclusion

7.861. En conclusion, nous constatons qu'il a été démontré que la troisième mesure existait. Plus particulièrement, les éléments de preuve versés au dossier étayaient la conclusion qu'à la date d'établissement du présent Groupe spécial, le Ministère des transports et son Agence fédérale du transport ferroviaire appliquaient une prescription générale en matière de non-reconnaissance, dont ces autorités estimaient qu'elle découlait du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière tel qu'elles l'interprétaient. Conformément à cette prescription, le Ministère et l'Agence fédérale ne devaient pas reconnaître les certificats délivrés en vertu du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière dans les autres pays de l'Union douanière si a) les produits certifiés n'étaient pas produits dans un pays de l'Union douanière ou si b) le requérant demandant la certification n'était pas enregistré dans le pays de l'Union douanière où la demande avait été présentée.

⁶⁶³ Letter [xxx] from company [xxx] to Ukraine's Ministry of Economic Development and Trade, 12 September 2017 (pièce UKR-139)(RCC); et Ukraine, réponse à la question n° 127 du Groupe spécial.

⁶⁶⁴ Letter from company [xxx] to the FBO of 3 November 2017 (pièce RUS-73)(RCC); et Letter from company [xxx] to the FBO of 7 November 2017, [xxx] (pièce RUS-78)(RCC); et Russie, réponses aux questions n° 128 et 171 du Groupe spécial.

7.862. Comme il est indiqué plus haut, toutefois, la prescription en matière de non-reconnaissance relève du mandat du Groupe spécial seulement dans la mesure où elle exige la non-reconnaissance dans les situations où les produits certifiés n'ont pas été produits dans un pays de l'Union douanière. Par conséquent, dans le reste de la présente section et dans les sections suivantes de notre rapport, nous utiliserons l'expression "prescription en matière de non-reconnaissance" pour désigner la prescription imposant de ne pas reconnaître les certificats délivrés dans les autres pays de l'Union douanière si les produits n'ont pas été produits dans un pays de l'Union douanière.

7.5.2 Allégation de l'Ukraine au titre de l'article 2.1 de l'Accord OTC

7.863. Nous commençons maintenant notre analyse des allégations de violation formulées par l'Ukraine à l'égard de la troisième mesure. La première allégation formulée par l'Ukraine est que la troisième mesure est incompatible avec l'article 2.1 de l'Accord OTC. Le titre de l'article 2 et le texte de l'article 2.1 disposent ce qui suit:

Élaboration, adoption et application de règlements techniques par des institutions du gouvernement central

En ce qui concerne les institutions de leur gouvernement central:

2.1 Les Membres feront en sorte, pour ce qui concerne les règlements techniques, qu'il soit accordé aux produits importés en provenance du territoire de tout Membre un traitement non moins favorable que celui qui est accordé aux produits similaires d'origine nationale et aux produits similaires originaires de tout autre pays.

7.864. L'Ukraine décrit et énonce diversement son allégation au titre de l'article 2.1:

- a. la Russie viole l'article 2.1 parce que, pour ce qui concerne le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière, il est accordé aux produits ferroviaires d'origine ukrainienne un traitement moins favorable que celui qui est accordé aux produits similaires d'origine nationale et aux produits similaires originaires de tout autre pays⁶⁶⁵;
- b. la décision de la Russie par laquelle les autorités russes ont refusé de reconnaître la validité des certificats délivrés aux producteurs ukrainiens par les organismes de certification dans les autres pays de l'Union douanière contrevient aux obligations NPF et de traitement national énoncées à l'article 2.1⁶⁶⁶; et
- c. la Russie viole l'article 2.1 parce qu'en imposant la prescription additionnelle qui exige que seuls les produits fabriqués sur le territoire de l'Union douanière puissent faire l'objet d'une certification et en n'acceptant pas la validité des certificats délivrés aux producteurs ukrainiens dans les autres pays de l'Union douanière sur cette base, elle accorde d'un traitement moins favorable aux produits ferroviaires importés en provenance de l'Ukraine.⁶⁶⁷

7.865. La Russie fait valoir que la troisième mesure n'est pas incompatible avec l'article 2.1. Selon elle, la troisième mesure n'est pas un "règlement technique" au sens de l'Accord OTC et n'entre donc pas dans le champ de l'article 2.1. La Russie fait valoir que la décision alléguée de ne pas accepter les certificats délivrés dans les autres pays de l'Union douanière ne répond pas à la définition d'un règlement technique. Elle fait valoir en outre qu'en tout état de cause, l'Ukraine n'a pas démontré la similarité des produits en cause et n'a pas montré que la mesure contrevenait aux obligations NPF et de traitement national énoncées à l'article 2.1. Elle fait valoir qu'en tout état de cause, le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière ne contient aucune disposition discriminatoire et qu'il en va de même pour le Protocole du Ministère des transports et les lettres

⁶⁶⁵ Ukraine, première communication écrite, paragraphe 289; et deuxième communication écrite, paragraphe 324.

⁶⁶⁶ Ukraine, première communication écrite, paragraphe 304.

⁶⁶⁷ Ukraine, deuxième communication écrite, paragraphe 382.

de l'Agence fédérale du transport ferroviaire, qui eux non plus ne contiennent aucune prescription additionnelle fondée sur l'origine des producteurs ukrainiens.⁶⁶⁸

7.866. Le Groupe spécial note que trois éléments doivent être établis pour qu'une mesure soit incompatible avec l'article 2.1: a) la mesure doit être un "règlement technique", b) les produits pertinents doivent être des "produits similaires", et c) la mesure doit accorder un traitement moins favorable aux produits importés par rapport à un groupe de produits similaires pertinent.⁶⁶⁹ Nous commençons notre analyse de la prescription en matière de non-reconnaissance par le premier élément.

7.5.2.1 Obligation d'accorder un traitement non moins favorable "pour ce qui concerne les règlements techniques"

7.867. L'Ukraine souligne que l'article 2.1 énonce l'obligation d'accorder un traitement non moins favorable "pour ce qui concerne les règlements techniques". Elle fait valoir que les mots "pour ce qui concerne" indiquent que le champ de l'article 2.1 est plus large que les règlements techniques. À son avis, l'article 2.1 s'applique aussi dans les cas où une mesure se rapporte à un règlement technique applicable sur le territoire visé et au moyen duquel elle établit une discrimination entre les produits similaires pour ce qui concerne (l'application de) ce règlement technique. Selon l'Ukraine, l'article 2.1 s'applique donc aux règlements techniques et aux mesures concernant les règlements techniques.⁶⁷⁰

7.868. L'Ukraine estime en outre que l'article 2.1 n'est pas limité aux règlements techniques promulgués par les institutions du gouvernement central d'un Membre mais s'applique plus largement à tous les règlements techniques, et à toutes les mesures concernant les règlements techniques, qui sont applicables sur le territoire d'un Membre, indépendamment de l'organisme spécifique qui a adopté cet instrument. À son avis, dans le cas où un Membre fait partie d'une union douanière ou autre organisation supranationale ayant compétence pour adopter des règlements techniques directement applicables, ces règlements constituent des "règlements techniques" visés par l'Accord OTC. L'Ukraine estime que sinon, les Membres pourraient contourner leurs obligations au titre de l'article 2.1, par exemple en adoptant des mesures distinctes établissant des conditions discriminatoires pour l'application des règlements techniques mis en place par les organismes d'harmonisation supranationaux. S'agissant du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière, elle estime donc qu'il s'agit d'un règlement technique au sens de l'Annexe 1.1 de l'Accord OTC, car il a été adopté par un organisme supranational de l'Union douanière et est applicable sur le territoire de la Russie. Elle fait valoir en outre que la mesure en cause (la décision de la Russie de ne pas accepter la validité des certificats délivrés dans les autres pays de l'Union douanière) est une mesure relative à un règlement technique, à savoir le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière. Elle indique que c'est la raison pour laquelle la condition relative à la production appliquée par la Russie est un élément relatif à un règlement technique dans la mesure où il impose une condition à l'application des prescriptions énoncées dans le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière. Selon elle, la mesure prise sur la base de la condition relative à la production est, par conséquent, une mesure prise "pour ce qui concerne un règlement technique".⁶⁷¹

7.869. La Russie demande au Groupe spécial de ne pas tenir compte de l'interprétation donnée par l'Ukraine de l'article 2.1 selon laquelle cette disposition vise les mesures autres que les règlements techniques. Elle estime que l'Accord OTC établit une distinction nette entre deux types de mesures OTC: les "Règlements techniques et normes", d'une part, et la "Conformité aux règlements techniques et aux normes", d'autre part. Elle considère que la troisième mesure en cause peut relever d'un type de mesures OTC ou de l'autre. À son avis, il apparaît que les

⁶⁶⁸ Russie, première communication écrite, paragraphes 112, 125, 127, 128 et 130; et deuxième communication écrite, paragraphe 139.

⁶⁶⁹ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Thon II (Mexique)* (article 21:5 – Mexique), paragraphe 7.25.

⁶⁷⁰ Ukraine, première communication écrite, page 93 et paragraphe 310; et deuxième communication écrite, paragraphe 331.

⁶⁷¹ Ukraine, première communication écrite, paragraphes 311, 312, 315, 316, 320 et 346.

allégations de l'Ukraine concernant les questions visées par les articles 5 et 6 de l'Accord OTC, et non les questions visées par l'article 2.1.⁶⁷²

7.870. La Russie convient que le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière est un règlement technique au sens de l'Accord OTC. Cependant, elle considère que le Protocole du Ministère des transports et les lettres de l'Agence fédérale du transport ferroviaire ne satisfont pas aux critères établis dans la jurisprudence de l'OMC pour que des mesures soient considérées comme des règlements techniques.⁶⁷³

7.871. L'Ukraine répond que la mesure qu'elle conteste est la décision de ne pas accepter la validité des certificats délivrés dans les autres pays de l'Union douanière. Selon elle, cette mesure n'est pas elle-même un règlement technique mais c'est une mesure "... concern[ant] un règlement technique".⁶⁷⁴

7.872. Le Canada considère que l'article 2.1 peut s'appliquer également aux actions autres que l'élaboration, l'adoption et l'application des règlements techniques, dès lors que cette action concerne les règlements techniques. Il note cependant aussi que les décisions sur le point de savoir s'il convient d'accepter les certificats délivrés par les autres pays de l'Union douanière ne sont pas le type d'actions visées par l'article 2.1 si elles sont régies par l'article 5 de l'Accord OTC.⁶⁷⁵

7.873. L'Union européenne fait valoir que l'article 2.1 peut englober des mesures qui ne sont pas, en elles-mêmes et à elles seules, des règlements techniques au sens de l'Accord OTC. Elle observe cependant aussi que la décision contestée par l'Ukraine entre clairement dans le champ de l'article 6 de l'Accord OTC.⁶⁷⁶

7.874. Le Groupe spécial commence par examiner l'interprétation donnée par l'Ukraine de l'article 2.1, qui s'appuie sur l'expression "pour ce qui concerne". D'après nous, cette expression sert à circonscrire le champ d'application de l'obligation de non-discrimination⁶⁷⁷ énoncée à l'article 2.1.⁶⁷⁸ Elle précise les mesures – les règlements techniques – auxquelles l'obligation s'applique.⁶⁷⁹ En fait, nous ne voyons pas de différence à cet égard avec l'expression "en ce qui concerne" figurant dans le texte introductif de l'article 2. Cette expression fonctionnellement équivalente circonscrit plus précisément le champ d'application de l'obligation de non-discrimination énoncée à l'article 2.1. Elle précise que l'article 2 s'applique seulement aux mesures provenant des institutions du gouvernement central.

7.875. Selon l'Ukraine, l'article 2.1 "fait expressément référence aux mesures "... concern[ant] les règlements techniques""⁶⁸⁰ Cependant, nous sommes obligés de noter que le texte de l'article 2.1 ne contient pas le terme "mesures". Il ne dit pas non plus que les Membres doivent observer une obligation de non-discrimination "pour ce qui concerne" a) les "règlements techniques" et b) les mesures concernant les règlements techniques, c'est-à-dire d'autres mesures relatives à des règlements techniques. À notre avis, l'expression "pour ce qui concerne" telle qu'elle est utilisée à l'article 2.1 ne fournit donc aucune indication utile sur le point de savoir si l'article 2.1 peut être interprété largement de façon à englober aussi des mesures concernant les règlements techniques.

⁶⁷² Russie, deuxième communication écrite, paragraphes 140 et 141; et déclaration liminaire à la deuxième réunion avec le Groupe spécial, paragraphe 52.

⁶⁷³ Russie, première communication écrite, paragraphes 117, 119 et 124.

⁶⁷⁴ Ukraine, deuxième communication écrite, paragraphes 337, 338 et 343.

⁶⁷⁵ Canada, communication en tant que tierce partie, paragraphes 51 et 52.

⁶⁷⁶ Union européenne, communication en tant que tierce partie, paragraphes 54 et 56.

⁶⁷⁷ Nous utilisons l'expression "obligation de non-discrimination" comme une formulation abrégée pour désigner l'obligation de faire en sorte que les produits importés ne soient pas traités d'une manière moins favorable que les produits nationaux similaires ou les autres produits importés similaires.

⁶⁷⁸ Voir aussi le rapport du Groupe spécial *États-Unis – EPO*, paragraphe 7.245.

⁶⁷⁹ L'article III:4 du GATT de 1994, que nous examinons plus loin, indique de la même façon que les produits importés ne doivent pas être soumis à un traitement moins favorable "en ce qui concerne" toutes "lois, [tous] règlements ou [toutes] prescriptions affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation de ces produits sur le marché intérieur".

⁶⁸⁰ Ukraine, déclaration orale liminaire à la deuxième réunion avec le Groupe spécial, paragraphe 77 (italique dans l'original).

7.876. Au-delà de l'expression "pour ce qui concerne", nous observons que les articles 2 à 4 de l'Accord OTC sont précédés du titre "Règlements techniques ...". L'Annexe 1.1 de l'Accord OTC définit l'expression "règlement technique". L'expression désigne un "[d]ocument qui énonce les caractéristiques d'un produit ou les procédés et méthodes de production s'y rapportant, y compris les dispositions administratives qui s'y appliquent, dont le respect est obligatoire". L'application de cette définition à l'article 2.1 apporte une clarification utile quant à son sens: lorsque les Membres (au niveau du gouvernement central) prescrivent certaines caractéristiques de produits ou certains procédés et méthodes de production s'y rapportant, ils doivent faire en sorte de traiter les produits importés d'une manière non moins favorable que les produits nationaux similaires ou les autres produits importés similaires. Nous déduisons de cela que l'article 2.1 concerne les prescriptions techniques de fond relatives aux caractéristiques de produits et aux procédés et méthodes de production s'y rapportant.⁶⁸¹

7.877. Alors que l'article 2.1 concerne les règlements techniques et, partant, les prescriptions techniques de fond, les articles 5 à 9 de l'Accord OTC, comme l'indique le titre de leur section introductive, portent sur la "Conformité aux règlements techniques ..." ⁶⁸² et, partant, la conformité aux prescriptions techniques de fond. Nous rappelons que l'article 5, par exemple, est intitulé "Procédures d'évaluation de la conformité appliquées par des institutions du gouvernement central". En outre, l'Annexe 1.3 de l'Accord OTC définit l'expression "procédure d'évaluation de la conformité" comme étant "[t]oute procédure utilisée, directement ou indirectement, pour déterminer que les prescriptions pertinentes des règlements techniques ... sont respectées". Nous observons, enfin, que l'article 5.1.1 énonce une obligation spécifique de non-discrimination également en ce qui concerne les procédures d'évaluation de la conformité.

7.878. Selon nous, la distinction explicite figurant dans l'Accord OTC entre, d'une part, les disciplines applicables aux prescriptions techniques de fond et, d'autre part, les disciplines applicables aux procédures d'évaluation de la conformité aux prescriptions techniques de fond indique que les questions relatives à la conformité aux prescriptions techniques de fond n'entrent pas dans le champ d'application de l'article 2.1.⁶⁸³

7.879. Par conséquent, même si, en principe, l'article 2.1 pourrait englober aussi les "mesures ... concern[ant] les règlements techniques" (et nous ne prenons pas position sur cette question), il faudrait qu'il s'agisse de mesures concernant des prescriptions techniques de fond. Pour être visées par l'article 2.1, les "mesures ... concern[ant] les règlements techniques" ne pourraient pas inclure les mesures concernant l'évaluation de la conformité aux prescriptions techniques de fond. Toute conclusion contraire ferait indûment abstraction des titres de section différents pour les articles 2 à 4 (Règlements techniques) et pour les articles 5 à 9 (Conformité aux règlements techniques).

7.880. Gardant à l'esprit ces observations interprétatives d'introduction, nous examinons maintenant si la troisième mesure peut être qualifiée à juste titre de "mesure ... concern[ant] un règlement technique". Le règlement technique pertinent est le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière.

7.881. Ainsi que nous l'avons déterminé plus haut, la mesure en cause est la prescription générale en matière de non-reconnaissance (telle qu'appliquée par les autorités russes identifiées dans les situations où un produit certifié dans un autre pays de l'Union douanière n'aurait pas été produit dans un pays de l'Union douanière). Cette prescription est appliquée dans les cas où un autre pays de l'Union douanière a déjà évalué la conformité d'un produit aux prescriptions de fond d'un règlement technique, le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière, et a délivré un certificat en vertu de ce règlement. Ainsi, la prescription en matière de non-reconnaissance porte sur la question de savoir si, pour ce qui concerne un produit déjà certifié, il y a en fait conformité à un règlement technique appliqué au niveau de l'Union douanière.

7.882. Autrement dit, la prescription en matière de non-reconnaissance porte sur le point de savoir si certains produits sont conformes aux prescriptions techniques de fond applicables figurant

⁶⁸¹ Nous utilisons l'expression "prescription technique de fond", qui ne figure pas dans l'Accord OTC, comme une formulation abrégée pour désigner une prescription de fond figurant dans un règlement technique.

⁶⁸² Le titre complet se lit comme suit: "Conformité aux règlements techniques et aux normes".

⁶⁸³ Nous notons que l'Ukraine considère que les "procédures d'évaluation de la conformité et les règlements techniques s'excluent mutuellement". Ukraine, deuxième communication écrite, paragraphe 345.

dans le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière. Elle ne concerne pas certains produits devant se conformer à des prescriptions techniques de fond différentes ou additionnelles. Il s'ensuit que la prescription en matière de non-reconnaissance correspond bien à la section de l'Accord OTC intitulée "Conformité aux règlements techniques" (articles 5 à 9). La prescription en matière de non-reconnaissance n'entre pas dans le champ de l'article 2.1 simplement parce que le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière "sert de base"⁶⁸⁴ pour la non-reconnaissance des certificats.

7.883. Pour ces raisons, nous estimons que même si l'article 2.1 pouvait en principe viser les "mesures ... concern[ant] un règlement technique", la prescription en matière de non-reconnaissance n'est pas une telle mesure. Nous constatons par conséquent que la prescription en matière de non-reconnaissance n'entre pas dans le champ d'application de l'article 2.1.

7.884. Nous notons que dans l'une de ses diverses descriptions de l'allégation au titre de l'article 2.1, il apparaît que l'Ukraine allègue que la Russie viole l'article 2.1 en imposant la prescription qui exige que seuls les produits fabriqués sur le territoire de l'Union douanière puissent faire l'objet d'une certification.⁶⁸⁵ Toutefois, la condition relative à la production (c'est-à-dire la condition que seuls les produits produits dans l'Union douanière soient admissibles au bénéfice de la certification au titre du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière) n'est pas une mesure en cause qui peut être contestée séparément dans la présente procédure comme étant incompatible avec l'article 2.1. En effet, il n'y a rien dans la demande d'établissement d'un groupe spécial qui indique que la condition relative à la production en tant que telle serait une mesure contestée et dont il serait allégué de manière indépendante qu'elle est incompatible avec les obligations de la Russie au regard de l'OMC. En fait, comme cela ressort clairement des multiples références à la non-reconnaissance figurant dans la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial⁶⁸⁶, la troisième mesure que l'Ukraine a identifiée comme étant une mesure en cause concerne le fait allégué que la Russie ne reconnaît pas les certificats délivrés dans les autres pays de l'Union douanière. C'est dans ce contexte que la demande d'établissement d'un groupe spécial, dans le troisième paragraphe descriptif, fait référence à la condition relative à la production. Toutefois, cette référence explique simplement pourquoi les autorités russes "ont conclu que les certificats d'évaluation de la conformité délivrés aux producteurs ukrainiens dans les autres pays de l'Union douanière n'étaient pas valides".⁶⁸⁷ Par conséquent, nous n'examinerons pas si la condition relative à la production entre dans le champ d'application de l'article 2.1.

7.5.2.2 Conclusion

7.885. Comme la prescription en matière de non-reconnaissance n'entre pas dans le champ d'application de l'article 2.1, le Groupe spécial conclut qu'elle n'est pas incompatible avec l'article 2.1 de l'Accord OTC.

7.5.3 Allégation de l'Ukraine au titre de l'article I:1 du GATT de 1994

7.886. Nous examinons maintenant l'allégation de violation formulée par l'Ukraine au titre de l'article I:1 du GATT de 1994.⁶⁸⁸ Le texte de l'article I:1 dispose ce qui suit:

Tous avantages, faveurs, privilèges ou immunités accordés par une partie contractante à un produit originaire ... de tout autre pays seront, immédiatement et sans condition, étendus à tout produit similaire originaire ... du territoire de toutes les autres parties contractantes. Cette disposition concerne les droits de douane et les impositions de toute nature perçus à l'importation ... ou à l'occasion de l'importation ..., ainsi que ceux qui frappent les transferts internationaux de fonds effectués en règlement des importations ..., le mode de perception de ces droits et impositions,

⁶⁸⁴ Ukraine, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 85.

⁶⁸⁵ Voir plus haut le paragraphe 7.864 c.

⁶⁸⁶ Voir la section 7.1.1.1.5 concernant la décision préliminaire du Groupe spécial.

⁶⁸⁷ Voir plus haut le paragraphe 7.93.

⁶⁸⁸ Comme il est expliqué plus haut, nous ne formulons pas de constatations au sujet des allégations de l'Ukraine relatives à la non-reconnaissance qui concernent la condition relative à l'enregistrement.

l'ensemble de la réglementation et des formalités afférentes aux importations ... ainsi que toutes les questions qui font l'objet des paragraphes 2 et 4 de l'article III.⁶⁸⁹

7.887. L'Ukraine allègue que la décision de la Russie de ne pas accepter sur son territoire la validité des certificats délivrés aux producteurs ukrainiens dans les autres pays de l'Union douanière sur la base de la prescription selon laquelle seuls les produits fabriqués sur le territoire de l'Union douanière peuvent faire l'objet d'une certification est incompatible avec l'article I:1. À son avis, il y a violation parce que la décision de la Russie n'accorde pas immédiatement et sans condition aux produits ferroviaires originaires de l'Ukraine le même avantage que celui qui est accordé aux produits similaires originaires du territoire de l'Union douanière.⁶⁹⁰

7.888. La Russie fait valoir que la mesure en cause est compatible avec l'article I:1.⁶⁹¹

7.889. Le Groupe spécial note que quatre éléments doivent être démontrés pour établir une incompatibilité avec l'article I:1: a) la mesure en cause doit entrer dans le champ d'application de l'article I:1; b) les produits importés en cause doivent être des produits similaires; c) la mesure en cause accorde à un produit originaire du territoire de tout pays un avantage, une faveur, un privilège ou une immunité; et d) l'avantage, la faveur, le privilège ou l'immunité n'est pas immédiatement et sans condition étendu aux produits similaires originaires du territoire de tous les Membres.⁶⁹² Nous traiterons ces quatre éléments tour à tour, en combinant le troisième et le quatrième en un seul. Nous commençons par la question de savoir si la mesure entre dans le champ d'application de l'article I:1.

7.5.3.1 Questions visées à l'article III:4 du GATT de 1994

7.890. L'Ukraine note que l'article I:1 vise "toutes les questions qui font l'objet d[u] paragraphe[] ... 4 de l'article III". Elle estime que la mesure en cause est une prescription affectant la vente et la mise en vente des produits ferroviaires. Selon elle, le refus de reconnaître la validité des certificats délivrés dans les autres pays de l'Union douanière implique que les produits ferroviaires en provenance de l'Ukraine couverts par ces certificats ne peuvent pas être mis sur le marché de la Russie.⁶⁹³

7.891. La Russie fait valoir que la mesure en cause ne traite pas l'importation des produits ferroviaires en Russie et n'est donc pas une mesure "à l'occasion de l'importation" comme le prévoit l'article I:1. Elle allègue qu'en tant que telle, la mesure n'entre pas dans le champ de l'article I:1.⁶⁹⁴

7.892. Le Groupe spécial note qu'il apparaît que les parties conviennent que la mesure en cause est une mesure intérieure, et non une mesure à la frontière. L'Ukraine dit que la mesure affecte la vente ou la mise en vente, alors que la Russie dit que ce n'est pas une mesure prise à l'occasion de l'importation.

7.893. La mesure en cause est la prescription imposant de ne pas reconnaître les certificats délivrés dans les autres pays de l'Union douanière si les produits certifiés n'ont pas été produits dans un pays de l'Union douanière. La prescription exigeant que les produits aient été produits dans un pays de l'Union douanière est énoncée dans le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière tel qu'interprété par le Ministère des transports et l'Agence fédérale du transport ferroviaire de la Russie. La condition relative à la production s'applique à la fois aux produits importés en Russie et aux produits russes nationaux. Le règlement est appliqué dans le cas des produits importés et de certains produits produits dans le pays au moyen de la non-reconnaissance des certificats délivrés dans les autres pays de l'Union douanière, ce qui signifie manifestement que le produit ne pourrait pas être importé.⁶⁹⁵ Dans le cas des autres produits produits dans le pays, les autorités russes vérifieraient que les produits ont été en fait produits dans le pays et,

⁶⁸⁹ Note additionnelle omise.

⁶⁹⁰ Ukraine, première communication écrite, paragraphes 351 et 361.

⁶⁹¹ Russie, première communication écrite, paragraphe 157.

⁶⁹² Rapport de l'Organe d'appel CE – *Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.86.

⁶⁹³ Ukraine, première communication écrite, paragraphe 355.

⁶⁹⁴ Russie, première communication écrite, paragraphe 174.

⁶⁹⁵ Nous notons que le Protocole du Ministère donnait pour instruction que l'Administration des douanes de la Russie soit informée de la non-validité des certificats délivrés au Bélarus.

partant, peuvent faire l'objet d'une certification en Russie. Pour ces raisons, la prescription en matière de non-reconnaissance fait partie, à notre avis, d'une mesure intérieure qui est appliquée dans le cas des produits importés au moment ou au lieu de l'importation.⁶⁹⁶ En tant que telle, c'est une prescription intérieure qui entre dans le champ de l'article III.

7.894. L'article I:1 place dans le champ de son obligation de traitement de la nation la plus favorisée "toutes les questions qui font l'objet [du paragraphe] 4 de l'article III". L'Ukraine a indiqué à juste titre que cela incluait toute prescription "affectant" la "vente ... sur le marché intérieur" des produits importés ou leur "mise en vente". À notre avis, la non-reconnaissance d'un certificat délivré dans un autre pays de l'Union douanière a un effet défavorable sur la capacité d'un fournisseur de mettre en vente sur le marché intérieur le produit couvert par le certificat car il semblerait que le produit ne puisse pas être licitement mis en vente sur le marché intérieur de la Russie sans un certificat valide. Cependant, même si le produit pouvait être mis en vente, il ne pourrait pas être licitement vendu pour une utilisation sur ce territoire sans un certificat valide. En effet, si les producteurs ukrainiens pouvaient vendre en Russie malgré le refus de la Russie de reconnaître leur certificat délivré dans un autre pays de l'Union douanière, l'Ukraine n'aurait pas besoin de contester la troisième mesure. Nous constatons donc que la prescription en matière de non-reconnaissance entre dans le champ d'application de l'article I:1.

7.5.3.2 Produits importés similaires

7.895. S'agissant de la question des "produit similaires", l'Ukraine estime que la mesure en cause établit une distinction entre les produits qui repose uniquement sur la question de savoir si les produits ont été fabriqués sur le territoire de l'Union douanière (et donc fondée sur leur origine) et sur le lieu dans lequel le requérant et l'organisme de certification sont situés. Elle fait valoir que la structure et la conception de la mesure en cause établissent donc une distinction entre les produits sur la base de facteurs qui ne sont pas pertinents pour la définition de la similarité. Elle note que sur la base de la conception et de la structure de la mesure, tout produit exporté en provenance de l'Ukraine qui fait l'objet d'une certification pourrait potentiellement avoir une contrepartie similaire correspondante. Selon elle, il s'ensuit que la similarité entre les produits ferroviaires importés en Russie en provenance de l'Ukraine et les produits ferroviaires importés en provenance des autres pays a été établie.⁶⁹⁷

7.896. La Russie fait valoir que l'Ukraine n'a pas présenté d'éléments *prima facie* concernant la similarité des produits en cause. Elle estime que l'Ukraine n'a pas identifié les produits en question et n'a pas étayé l'existence d'une similarité. Elle dit que l'Ukraine n'a présenté aucun élément de preuve indiquant que les produits en cause satisfaisaient aux critères de la similarité (caractéristiques physiques, utilisations finales, goûts des consommateurs et classement tarifaire). En outre, à son avis, l'Ukraine n'a pas démontré que la mesure en cause établissait une distinction fondée sur l'origine. Selon la Russie, la présomption de similarité est donc inapplicable.⁶⁹⁸

7.897. Le Groupe spécial commence par rappeler qu'au titre de la prescription en matière de non-reconnaissance, le Ministère des transports et l'Agence fédérale du transport ferroviaire ne reconnaîtraient pas un certificat délivré en vertu du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière, par exemple par le Bélarus, pour un produit fabriqué en Ukraine, indépendamment de la question de savoir si le requérant demandant le certificat a été enregistré en Ukraine ou ailleurs. Par contre, les autorités susmentionnées reconnaîtraient un certificat délivré par le Bélarus pour un produit fabriqué au Bélarus ou au Kazakhstan (pour une utilisation dans les pays de l'Union douanière autres que la Russie) si le requérant a été enregistré au Bélarus. Par conséquent, dans les cas où les requérants sont enregistrés localement au Bélarus, un produit ukrainien, d'une part, et un produit bélarussien ou kazakh, d'autre part, sont traités différemment même s'ils sont couverts tous les deux par un certificat qui a été délivré au Bélarus. Le seul fondement de la

⁶⁹⁶ La partie pertinente de la note additionnelle relative à l'article III dispose que "[t]oute taxe ou autre imposition intérieure ou toute loi, réglementation ou prescription visées au paragraphe premier [de l'article III], qui s'applique au produit importé comme au produit national similaire et qui est perçue ou imposée, dans le cas du produit importé, au moment ou au lieu de l'importation, n'en sera pas moins considérée comme ... une loi, une réglementation ou une prescription visée au paragraphe premier et sera en conséquence soumise aux dispositions de l'article III".

⁶⁹⁷ Ukraine, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 106; deuxième communication écrite, paragraphes 429 et 430; et réponse à la question n° 23 du Groupe spécial.

⁶⁹⁸ Russie, première communication écrite, paragraphe 157; deuxième communication écrite, paragraphes 144 et 175; et réponse à la question n° 14 Groupe spécial.

différence de traitement entre les produits est le lieu où ils ont été produits. Dans le cas du produit ukrainien, il a été fabriqué en dehors de l'Union douanière, alors que dans le cas du produit biélorussien ou kazakh, il a été fabriqué dans l'Union douanière. Par conséquent, la prescription en matière de non-reconnaissance établit dans certaines situations une distinction fondée sur l'origine des produits importés – produits importés originaires de l'Union douanière par opposition aux produits importés non-originaires de l'Union douanière.

7.898. Selon la jurisprudence bien établie de l'OMC, lorsque l'origine est l'unique critère d'une distinction réglementaire entre des produits, il est suffisant pour une partie plaignante de démontrer qu'il peut y avoir ou qu'il y aura des produits importés qui sont "similaires" à des produits nationaux.⁶⁹⁹ Comme le montre l'exemple ci-dessus, en raison de la prescription exigeant que les produits aient été produits dans un pays de l'Union douanière si les certificats doivent être reconnus, la prescription en matière de non-reconnaissance aboutira dans certaines situations à un traitement différencié même si un produit produit en Ukraine est identique à tous égards à un produit produit au Bélarus ou au Kazakhstan. Compte tenu de cela, il n'est pas nécessaire pour la partie plaignante d'établir la similarité par référence aux critères de la similarité qui ont été pareillement élaborés dans la jurisprudence ni d'identifier les produits ferroviaires importés spécifiques couverts par le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière qui sont similaires.

7.899. Étant donné que la partie plaignante dans le présent différend a montré que dans certaines situations, la prescription en matière de non-reconnaissance aboutissait à une distinction entre les produits ferroviaires importés qui était fondée sur l'origine, la similarité des produits peut être présumée. Comme cela est expliqué, ces situations se produisent lorsque deux produits ferroviaires importés ont été certifiés dans un pays de l'Union douanière, l'un produit dans l'Union douanière, l'autre en dehors de l'Union douanière, et que le requérant a été dans chaque cas enregistré dans le pays de l'Union douanière où il a demandé la certification. La Russie n'a pas avancé d'arguments ou d'éléments de preuve suffisants pour réfuter cette présomption de similarité.

7.5.3.3 Non-extension d'un avantage

7.900. L'Ukraine estime que la mesure en cause accorde aux produits fabriqués sur le territoire des pays de l'Union douanière comme le Bélarus et le Kazakhstan un avantage qui n'est pas du tout accordé aux produits qui ne sont pas fabriqués sur le territoire de l'Union douanière, comme ceux de l'Ukraine. À son avis, la possibilité d'obtenir les certificats nécessaires pour mettre les produits ferroviaires sur le marché de la Russie constitue un avantage. L'Ukraine note que les certificats délivrés pour les produits en provenance de l'Ukraine ne sont pas acceptés comme étant valides en Russie et, en conséquence, ils ne peuvent pas être mis sur le marché russe. Elle fait donc valoir que la prescription exigeant que seuls les produits fabriqués sur le territoire de l'Union douanière puissent faire l'objet d'une certification en vertu du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière, que la Russie a utilisée comme motif pour ne pas reconnaître les certificats délivrés dans les autres pays de l'Union douanière, accorde un avantage aux produits fabriqués dans les pays de l'Union douanière.⁷⁰⁰

7.901. La Russie fait valoir que le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière est applicable aux produits ferroviaires mis en circulation sur le territoire de l'Union douanière indépendamment de leur origine. Selon elle, les documents auxquels l'Ukraine fait référence ne contiennent aucune prescription fondée sur l'origine des produits ukrainiens. La Russie note en

⁶⁹⁹ Voir, faisant spécifiquement référence à l'article I:1, par exemple, les rapports des Groupes spéciaux *Colombie – Bureaux d'entrée*, paragraphes 7.355 et 7.356; *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphes 7.424 à 7.432; faisant référence à l'article III:2 du GATT de 1994, par exemple, les rapports des Groupes spéciaux *Argentine – Peaux et cuirs*, paragraphe 11.168; *Chine – Pièces automobiles*, paragraphe 7.216; et faisant référence à l'article III:4 du GATT de 1994, par exemple, les rapports des Groupes spéciaux *Argentine – Mesures à l'importation*, paragraphe 6.274; *Canada – Automobiles*, paragraphe 10.74; *Canada – Exportations de blé et importations de grains*, paragraphe 6.164; *Chine – Publications et produits audiovisuels*, paragraphe 7.1447; *Inde – Automobiles*, paragraphe 7.174; *Thaïlande – Cigarettes (Philippines)*, paragraphe 7.661; *Turquie – Riz*, paragraphes 7.214 à 7.216; *États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)*, paragraphes 8.132 à 8.135. L'Organe d'appel a appliqué également cette approche dans le contexte des obligations de non-discrimination figurant dans l'AGCS. Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Services financiers*, paragraphe 6.38.

⁷⁰⁰ Ukraine, première communication écrite, paragraphes 357 à 360.

outre qu'elle a déjà expliqué les raisons de la non-reconnaissance des certificats pertinents pour les produits ukrainiens.⁷⁰¹

7.902. La Russie observe en outre qu'entre 2014 et 2017, les organismes de certification biélorussiens et kazakhs ont délivré 35 certificats à des producteurs ukrainiens et que les produits pertinents sont autorisés à circuler librement sur le territoire de l'Union douanière, y compris en Russie. Elle rappelle aussi que l'IBF avait délivré trois certificats à un producteur ukrainien ([xxx]) conformément aux Règles de certification de la Russie concernant le système de certification pour le transport ferroviaire fédéral, et que ces produits ont pu circuler librement sur le marché de l'Union douanière.⁷⁰²

7.903. Le Groupe spécial note qu'au titre de la prescription en matière de non-reconnaissance, deux produits importés, dont l'un est produit en Ukraine et l'autre au Bélarus ou au Kazakhstan, qui sont couverts tous les deux par un certificat délivré au Bélarus seront traités différemment, pour autant que le requérant ait été dans les deux cas enregistré au Bélarus. Le produit biélorussien ou kazakh bénéficie donc d'un avantage, puisque le certificat délivré au Bélarus qui couvre le produit peut être utilisé pour obtenir l'enregistrement du produit en Russie et pour utiliser le produit sur le territoire de la Russie.⁷⁰³ Le produit ukrainien ne peut être ni enregistré ni utilisé en Russie. L'avantage dont bénéficie le produit biélorussien ou kazakh n'est donc pas étendu, immédiatement et sans condition, à un produit ukrainien.

7.904. Les éléments de preuve de la Russie concernant les 35 certificats du Bélarus et du Kazakhstan indiquent seulement que les certificats ont été délivrés dans ces pays. Il n'y a pas d'éléments de preuve indiquant que ces produits pourraient également circuler librement sur le territoire de la Russie. En fait, nous avons déterminé qu'à la date d'établissement du Groupe spécial, une prescription générale en matière de non-reconnaissance était en place. En outre, l'Ukraine a présenté des éléments de preuve concernant des certificats très semblables aux 35 certificats communiqués par la Russie. Ces éléments de preuve – les trois lettres de l'Agence fédérale du transport ferroviaire de la Russie dont les dates sont situées entre janvier 2015 et août 2016 et qui concernent des certificats délivrés au Bélarus pour des produits produits en Ukraine – montrent que les produits certifiés n'étaient pas autorisés à circuler librement sur le territoire de la Russie. Nous ne pouvons donc pas admettre que les 35 certificats auxquels la Russie fait référence montrent que l'avantage accordé à certains produits couverts par des certificats délivrés dans un pays de l'Union douanière et produits dans un pays de l'Union douanière a été étendu aux produits ukrainiens similaires couverts par des certificats dans les mêmes pays.

7.905. S'agissant des trois certificats que l'IBF a délivrés à un producteur ukrainien en vertu des propres Règles de certification de la Russie, nous notons que l'allégation de l'Ukraine concerne la différence de traitement entre les produits importés similaires couverts par des certificats délivrés en vertu du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière dans un pays de l'Union douanière autres que la Russie. Les éléments de preuve auxquels la Russie fait référence concernent un règlement technique national différent et une situation différente, à savoir la délivrance des certificats par la Russie, et non la reconnaissance par la Russie des certificats délivrés ailleurs. Nous n'estimons donc pas que ces trois certificats démontrent que la Russie a étendu un avantage équivalent à tous les produits ukrainiens affectés par la prescription en matière de non-reconnaissance.

7.906. Nous constatons donc que dans certaines situations, la prescription en matière de non-reconnaissance confère aux produits produits dans un pays de l'Union douanière un avantage qui n'est pas, immédiatement et sans condition, étendu aux produits similaires produits en dehors des pays de l'Union douanière.

⁷⁰¹ Russie, première communication écrite, paragraphe 160.

⁷⁰² Russie, première communication écrite, paragraphes 178 et 179; et CS FRT 31/PMG 40-2003 (pièce RUS-25); et Ukraine, réponse à la question n° 49 du Groupe spécial.

⁷⁰³ Comme le texte de l'article I:1 fait référence à "tout autre pays", même un avantage accordé à un produit originaire d'un pays qui n'est pas Membre de l'OMC doit être étendu immédiatement et sans condition aux produits importés similaires des Membres de l'OMC.

7.5.3.4 Conclusion

7.907. Étant donné que les quatre éléments de l'article I:1 ont été établis, le Groupe spécial conclut que la prescription en matière de non-reconnaissance est incompatible avec l'article I:1 du GATT de 1994.

7.5.4 Allégation de l'Ukraine au titre de l'article III:4 du GATT de 1994

7.908. Le Groupe spécial examine maintenant l'allégation de violation formulée par l'Ukraine au titre de l'article III:4 du GATT de 1994.⁷⁰⁴ La partie pertinente du texte de l'article III:4 dispose ce qui suit:

Les produits du territoire de toute partie contractante importés sur le territoire de toute autre partie contractante ne seront pas soumis à un traitement moins favorable que le traitement accordé aux produits similaires d'origine nationale en ce qui concerne toutes lois, tous règlements ou toutes prescriptions affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation de ces produits sur le marché intérieur.

7.909. L'Ukraine allègue que la décision de la Russie de ne pas accepter sur son territoire la validité des certificats délivrés aux producteurs ukrainiens dans les autres pays de l'Union douanière est incompatible avec l'article III:4. À son avis, il y a violation parce que cette décision soumet les produits ferroviaires ukrainiens à un traitement moins favorable que celui qui est accordé aux produits similaires d'origine nationale.⁷⁰⁵

7.910. La Russie fait valoir que la mesure en cause est compatible avec l'article III:4 car les produits de l'Ukraine importés en Russie sont soumis à un traitement non moins favorable que celui qui est accordé aux produits similaires d'origine nationale.⁷⁰⁶

7.911. Le Groupe spécial note qu'une mesure est incompatible avec l'article III:4 si trois éléments ont été établis, à savoir que: a) la mesure en cause est une loi, un règlement ou une prescription affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation des produits sur le marché intérieur; b) les produits importés et les produits nationaux en cause sont des produits similaires; et c) les produits importés sont soumis à un traitement moins favorable.⁷⁰⁷ Nous examinerons ces éléments tour à tour, en commençant par la question de savoir si la mesure entre dans le champ d'application de l'article III:4.

7.5.4.1 Prescription intérieure affectant la vente et la mise en vente sur le marché intérieur

7.912. L'Ukraine estime que la mesure en cause est une prescription affectant la vente et la mise en vente des produits ferroviaires sur le marché intérieur.⁷⁰⁸

7.913. La Russie ne traite pas spécifiquement ce point.

7.914. Le Groupe spécial rappelle ses constatations au titre de l'article I:1 énoncées plus haut dans la section 7.5.3.1 en ce qui concerne le point de savoir si la mesure en cause concerne "les questions qui font l'objet [du paragraphe] 4 de l'article III". Nous avons déjà constaté dans ce contexte que la prescription en matière de non-reconnaissance était une prescription intérieure qui entrait dans le champ de l'article III:4. Plus particulièrement, nous avons déterminé que la non-reconnaissance d'un certificat délivré dans un autre pays de l'Union douanière avait un effet défavorable sur la mise en vente sur le marché intérieur ou, au moins, sur la vente sur le marché intérieur du produit couvert par le certificat.

⁷⁰⁴ Comme cela est expliqué plus haut, nous ne formulons pas de constatations au sujet des allégations de l'Ukraine relatives à la non-reconnaissance qui concernent la condition relative à l'enregistrement.

⁷⁰⁵ Ukraine, première communication écrite, paragraphe 362.

⁷⁰⁶ Russie, première communication écrite, paragraphe 171; et deuxième communication écrite, paragraphe 187.

⁷⁰⁷ Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf*, paragraphe 133.

⁷⁰⁸ Ukraine, première communication écrite, paragraphe 370.

7.5.4.2 Produits importés et nationaux similaires

7.915. S'agissant des "produit similaires", l'Ukraine estime que la mesure en cause établit une distinction entre les produits qui repose uniquement sur la question de savoir si les produits ont été fabriqués sur le territoire de l'Union douanière (et donc fondée sur leur origine) et sur le lieu dans lequel le requérant et l'organisme de certification sont situés. Elle fait valoir que la structure et la conception de la mesure en cause établissent donc une distinction entre les produits sur la base de facteurs qui ne sont pas pertinents pour la définition de la similarité. Elle note que sur la base de la conception et de la structure de la mesure, tout produit exporté en provenance de l'Ukraine qui fait l'objet d'une certification pourrait potentiellement avoir une contrepartie nationale similaire correspondante. Selon elle, il s'ensuit que la similarité entre les produits ferroviaires importés en Russie en provenance de l'Ukraine et les produits ferroviaires nationaux a été établie.⁷⁰⁹

7.916. La Russie fait valoir que l'Ukraine n'a pas présenté d'éléments *prima facie* concernant la similarité des produits en cause. Elle estime que l'Ukraine n'a présenté aucun élément de preuve indiquant que les produits en cause satisfaisaient aux critères de la similarité (caractéristiques physiques, utilisations finales, goûts des consommateurs et classement tarifaire). En outre, à son avis, l'Ukraine n'a pas démontré que la mesure en cause établissait une distinction fondée sur l'origine. Selon la Russie, la présomption de similarité est donc inapplicable.⁷¹⁰

7.917. Le Groupe spécial rappelle qu'au titre de la prescription en matière de non-reconnaissance, le Ministère des transports et l'Agence fédérale du transport ferroviaire ne reconnaîtraient pas un certificat délivré en vertu du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière, par exemple par le Bélarus, pour un produit fabriqué en Ukraine, indépendamment de la question de savoir si le requérant demandant le certificat a été enregistré au Bélarus ou ailleurs. Par contre, les autorités susmentionnées reconnaîtraient un certificat délivré par le Bélarus pour un produit fabriqué en Russie, si le requérant a été enregistré au Bélarus. Par conséquent, de manière analogue à ce que ce que nous avons observé plus haut dans le contexte de notre analyse au titre de l'article I:1, dans les cas où les requérants sont enregistrés localement au Bélarus, le produit ukrainien, d'une part, et le produit national (russe), d'autre part, sont traités différemment uniquement sur la base du lieu où ils ont été produits, alors même qu'ils sont couverts tous les deux par un certificat qui a été délivré au Bélarus.

7.918. Par conséquent, dans certaines situations (lorsque le requérant demandant la certification est enregistré à l'endroit où l'organisme de certification est également situé), la prescription en matière de non-reconnaissance établit une distinction entre les produits nationaux (russes) (qui sont par définition produits dans un pays de l'Union douanière) et une sous-catégorie de produits importés (ceux qui n'ont pas été produits dans un pays de l'Union douanière) qui repose uniquement sur leur lieu de production et, partant, sur leur origine. En revanche, la prescription n'établit pas de distinction fondée sur l'origine entre les produits nationaux et l'autre catégorie de produits importés (ceux qui ont été produits dans un pays de l'Union douanière).

7.919. Comme nous l'avons expliqué plus haut, la jurisprudence antérieure de l'OMC établit que lorsque l'origine est l'unique critère d'une distinction réglementaire entre des produits, la similarité des produits qui sont distingués de cette manière peut-être présumée.⁷¹¹ Nous avons expliqué aussi que, lorsque l'on considérerait la prescription en matière de non-reconnaissance sous l'angle du traitement national, l'origine était l'unique critère du traitement différencié entre produits nationaux et produits importés seulement pour une sous-catégorie de produits importés (ceux qui n'étaient pas produits dans un pays de l'Union douanière). L'allégation de l'Ukraine au titre de l'article III:4 est centrée exclusivement sur le traitement accordé à cette sous-catégorie particulière de produits importés. Nous n'avons donc pas besoin de formuler de constatations au sujet de la similarité s'agissant de l'autre sous-catégorie. En outre, les deux sous-catégories de produits importés ne se recouvrent pas. Compte tenu de ces circonstances, nous jugeons

⁷⁰⁹ Ukraine, deuxième communication écrite, paragraphes 433 et 434.

⁷¹⁰ Russie, première communication écrite, paragraphe 165; et deuxième communication écrite, paragraphes 144 et 183.

⁷¹¹ Voir le rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Services financiers*, paragraphe 6.38; et, par exemple, les rapports des Groupes spéciaux *Argentine – Mesures à l'importation*, paragraphe 6.274; *Chine – Publications et produits audiovisuels*, paragraphe 7.1447; et *Canada – Exportations de blé et importations de grains*, paragraphe 6.164.

approprié en l'occurrence d'appliquer le critère de la présomption de similarité pour examiner les produits importés qui sont traités différemment sur la base de leur origine.

7.920. En appliquant ce critère aux faits de l'allégation de l'Ukraine, nous notons qu'en raison de la prescription exigeant que les produits aient été produits dans un pays de l'Union douanière si les certificats doivent être reconnus, la prescription en matière de non-reconnaissance aboutira dans certaines situations à un traitement différencié même si le produit fabriqué en Ukraine est identique à tous égards à un produit fabriqué en Russie. Compte tenu de cela, il n'est pas nécessaire pour l'Ukraine d'établir la similarité par référence aux critères habituels de la similarité ni d'identifier les produits ferroviaires importés spécifiques couverts par le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière qui sont similaires aux produits nationaux.

7.921. Comme l'Ukraine a montré que la prescription en matière de non-reconnaissance aboutissait dans certaines situations à une distinction fondée sur l'origine entre les produits ferroviaires nationaux et la sous-catégorie de produits ferroviaires importés pertinente pour l'allégation de l'Ukraine, la similarité des produits peut être présumée. La Russie n'a pas présenté d'arguments ou d'éléments de preuve suffisants pour réfuter cette présomption.

7.5.4.3 Traitement moins favorable

7.922. L'Ukraine rappelle que la prescription exigeant que seuls les produits fabriqués sur le territoire de l'Union douanière puissent faire l'objet d'une certification a été utilisée par la Russie comme motif pour ne pas reconnaître la validité des certificats délivrés dans les autres pays de l'Union douanière pour les produits ferroviaires originaires de l'Ukraine. Selon elle, la condition relative à la production modifie les conditions de concurrence au détriment des produits ferroviaires ukrainiens importés puisqu'au titre de cette prescription, les produits russes peuvent obtenir la certification en vertu du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière et être mis sur le marché russe, alors que les produits ukrainiens ne le peuvent pas.⁷¹²

7.923. L'Ukraine estime en outre qu'au titre de la mesure en cause, seuls les certificats délivrés pour les produits fabriqués dans l'Union douanière pour des requérants situés dans le même pays que l'organisme de certification peuvent être reconnus en Russie. Selon elle, cela signifie que les producteurs russes de matériels ferroviaires peuvent utiliser les certificats obtenus dans les autres pays de l'Union douanière en Russie, alors que cela n'est pas le cas pour les producteurs ukrainiens. De l'avis de l'Ukraine, la Russie traite donc les fournisseurs de produits ferroviaires originaires des pays tiers moins favorablement que les fournisseurs de produits ferroviaires nationaux.⁷¹³

7.924. La Russie fait valoir qu'elle a déjà expliqué les raisons de la non-reconnaissance des certificats pertinents pour les produits ukrainiens.⁷¹⁴

7.925. Le Groupe spécial note que pour qu'il y ait traitement "moins favorable" au sens de l'article III:4, les distinctions réglementaires appliquées entre produits importés et produits nationaux similaires doivent "fauss[er] les conditions de concurrence au détriment des produits importés".⁷¹⁵ Cela est vrai aussi, à notre avis, dans les cas où le traitement différencié fausse la concurrence au détriment d'une sous-catégorie de produits importés seulement.

7.926. Nous rappelons qu'au titre de la prescription en matière de non-reconnaissance, deux produits importés, dont l'un est produit en Ukraine et l'autre en Russie, qui sont couverts tous les deux par un certificat délivré au Bélarus et font l'objet d'une demande présentée dans ce pays par un requérant enregistré au Bélarus, seront traités différemment. Alors que dans le cas du produit russe, le certificat délivré au Bélarus peut être utilisé pour obtenir l'enregistrement du produit en Russie et pour utiliser le produit sur le territoire de la Russie, le produit ukrainien ne peut être ni enregistré ni utilisé en Russie. Cela indique que dans certaines situations (lorsque le requérant demandant la certification est enregistré à l'endroit où l'organisme de certification est également situé), la prescription en matière de non-reconnaissance fausse les conditions de concurrence au détriment d'une sous-catégorie de produits importés qui est constituée des produits qui ne sont

⁷¹² Ukraine, première communication écrite, paragraphes 376 et 377.

⁷¹³ Ukraine, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 107.

⁷¹⁴ Russie, première communication écrite, paragraphe 160.

⁷¹⁵ Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Cigarettes (Philippines)*, paragraphe 128.

pas produits dans un pays de l'Union douanière. Nous déterminons donc que la prescription en matière de non-reconnaissance soumet ces produits importés à un traitement "moins favorable" que celui qu'elle accorde aux produits nationaux similaires.

7.927. Selon l'Ukraine, il y a des éléments de preuve permettant de montrer qu'en fait, la Russie a reconnu des certificats délivrés par l'organisme de certification kazakh à des producteurs russes présentant une demande par l'intermédiaire d'entités russes.⁷¹⁶ À l'appui de cette affirmation, l'Ukraine a présenté les copies de deux certificats délivrés par l'organisme de certification kazakh et deux pages imprimées provenant des sites Web de magasins russes où, selon elle, les produits peuvent être achetés pour être utilisés en Russie. Toutefois, il ne ressort pas clairement de ces éléments de preuve que dans les deux cas, les certificats et les pages Web couvrent des produits identiques, puisqu'il y a des différences mineures dans les descriptions des produits et les noms de type de produits. Il ne ressort pas clairement non plus des pages imprimées que ces produits pourraient en effet être achetés pour être utilisés en Russie, car les boutiques en ligne vendent souvent à l'étranger. En tout état de cause, l'Ukraine conteste la prescription en matière de non-reconnaissance en tant que telle, et les éléments de preuve versés au dossier établissent que cette prescription fausse les conditions de concurrence au détriment des produits importés. Des éléments de preuve indiquant l'existence d'effets réels sur le commerce, qu'ils soient favorables ou défavorables, ne sont pas nécessaires pour établir l'existence d'un traitement "moins favorable" au titre de l'article III:4. L'article III protège les possibilités de concurrence des produits importés, et non des flux commerciaux.⁷¹⁷

7.5.4.4 Conclusion

7.928. Étant donné que les trois éléments de l'article III:4 ont été établis, le Groupe spécial conclut que la prescription en matière de non-reconnaissance est incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994.

7.5.5 Allégation au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994

7.929. Nous commençons maintenant notre analyse de l'allégation de l'Ukraine selon laquelle la troisième mesure est incompatible avec l'article X:3 a) du GATT de 1994.

7.930. L'article X:3a) dispose ce qui suit:

Chaque partie contractante appliquera d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable, tous les règlements, lois, décisions judiciaires et administratives visés au paragraphe premier du présent article.

7.931. L'Ukraine allègue que la troisième mesure viole l'article X:3 a) du GATT de 1994 parce qu'elle n'a pas été appliquée d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable.⁷¹⁸

7.932. La Russie fait valoir que l'Ukraine n'a pas établi *prima facie* que la Russie n'appliquait pas ses lois d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable. Elle estime que l'Ukraine indique le Règlement technique n° 001/2011 dans son ensemble et le Protocole du Ministère des transports n° A 4-3 comme faisant partie de la mesure en cause. Elle fait valoir que le Règlement technique n° 001/2011 dans son ensemble et le Protocole du Ministère des transports n° A 4-3, tels qu'ils sont libellés, ne pourraient pas être visés par l'article X:3 a); seule leur application entre dans le champ de cet article. S'agissant des lettres de l'Agence fédérale du transport ferroviaire, elle rappelle que l'article X:1 concerne, non des transactions spécifiques, mais l'application des règles d'application générale. Elle estime que les lettres de l'Agence fédérale ne mettent pas en évidence

⁷¹⁶ Certificate TC.KZ.7100990.22.01.00063 (pièce UKR-67); Tehnomashkomplekt's shop webpage (pièce UKR-68); Certificate TC.KZ.7100990.22.01.00061 (pièce UKR-69); et Rostok's shop webpage (pièce UKR-70).

⁷¹⁷ Rapport de l'Organe d'appel Japon – Boissons alcooliques II, page 19; et rapport du Groupe spécial Argentine – Peaux et cuirs, paragraphe 11.20.

⁷¹⁸ Ukraine, deuxième communication écrite, paragraphe 437.

une prescription d'application générale imposant de ne pas reconnaître les certificats délivrés dans les autres pays de l'Union douanière.⁷¹⁹

7.933. S'agissant de l'application "uniforme" des lois, l'Ukraine fait valoir que la Russie ne reconnaît pas les certificats délivrés pour les produits ferroviaires ukrainiens dans les autres pays de l'Union douanière. Selon elle, un certain nombre de certificats ont été délivrés à des producteurs situés dans l'Union européenne. De l'avis de l'Ukraine, si la prescription avait été appliquée d'une manière uniforme à tous les pays en dehors de l'Union douanière, aucun certificat n'aurait été délivré pour des produits fabriqués dans l'Union européenne. L'Ukraine conteste le fait que la Fédération de Russie applique ces prescriptions seulement à l'égard des producteurs ukrainiens et non à l'égard des producteurs des autres pays tiers.⁷²⁰

7.934. La Russie fait valoir que le Règlement technique n° 001/2011 est appliqué d'une manière uniforme. Elle fait valoir que l'Ukraine essaie de bâtir son argumentation sur une lecture incorrecte des dispositions pertinentes. Selon elle, les éléments de preuve communiqués par l'Ukraine sont en partie dénués de pertinence, en partie peu concluants et, en tout état de cause, ne montrent pas l'existence d'un mode d'application non uniforme des lois pertinentes en Russie.⁷²¹

7.935. S'agissant de l'application "impartiale" des lois, l'Ukraine allègue que la Fédération de Russie n'applique pas les prescriptions d'une manière impartiale. Elle fait valoir que puisque les prescriptions sont appliquées seulement aux produits originaires de l'Ukraine, la manière dont les autorités russes ont appliqué le Règlement technique n° 001/2011, lu conjointement avec le Protocole du Ministère des transports n° A 4-3 et les décisions énumérées à l'annexe III de la demande d'établissement d'un groupe spécial, n'a pas été impartiale.⁷²²

7.936. La Russie répond que le Règlement technique n° 001/2011 est appliqué d'une manière impartiale car il est appliqué sans préjugé et sans parti pris, sans aucune distinction fondée sur l'origine.⁷²³

7.937. S'agissant de l'application "raisonnable" des lois, l'Ukraine rappelle que les autorités russes s'appuient sur la prescription selon laquelle les marchandises doivent être produites sur le territoire de l'Union douanière pour pouvoir être admissibles au bénéfice de la certification en vertu du Règlement technique n° 001/2011 dans le contexte du refus de validité des certificats délivrés pour les produits ferroviaires ukrainiens par des organismes de certification dans les autres pays de l'Union douanière. Elle note que cette prescription n'a cependant jamais été invoquée par les autorités russes dans le contexte du rejet des demandes de certification présentées par les producteurs ukrainiens en vertu de ce même Règlement technique. Selon elle, le fait que cette prescription a été invoquée seulement dans certains cas mais pas dans d'autres montre clairement que la troisième mesure a été appliquée d'une manière déraisonnable afin d'établir une discrimination à l'égard des produits ferroviaires en provenance de l'Ukraine.⁷²⁴

7.938. La Russie fait valoir que le Règlement technique n° 001/2011 est appliqué d'une manière raisonnable puisque les certificats en cause ont été suspendus pour une raison légitime, à savoir l'absence de certification par le Bélarus des composants intégrés dans un produit final (certifié).⁷²⁵

7.939. Le Groupe spécial a constaté que la troisième mesure était incompatible à la fois avec les articles I:1 et III:4 du GATT de 1994. Eu égard à nos conclusions selon lesquelles la Russie a agi d'une manière incompatible avec les articles I:1 et III:4, nous ne voyons pas la nécessité, aux fins du règlement du présent différend, de formuler des constatations additionnelles sur le point de savoir si la Russie a également agi d'une manière incompatible avec l'article X:3 a). Nous appliquons donc le principe d'économie jurisprudentielle et nous nous abstenons de formuler des constatations au sujet de cette allégation.

⁷¹⁹ Russie, deuxième communication écrite, paragraphes 189 à 194; et déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 53.

⁷²⁰ Ukraine, deuxième communication écrite, 439 à 445.

⁷²¹ Russie, première communication écrite, paragraphes 178 et 181; et deuxième communication écrite, paragraphe 150.

⁷²² Ukraine, première communication écrite, paragraphe 397.

⁷²³ Russie, première communication écrite, paragraphe 182.

⁷²⁴ Ukraine, première communication écrite, paragraphe 398.

⁷²⁵ Russie, première communication écrite, paragraphe 182.

7.5.5.1 Conclusion

7.940. Par conséquent, le Groupe spécial ne formule pas de constatations au sujet des allégations d'incompatibilité avec l'article X:3 a) du GATT de 1994 formulées par l'Ukraine.

7.6 Allégations concernant le fait allégué d'empêcher systématiquement l'importation

7.941. L'Ukraine allègue que la Russie maintient, depuis le milieu de 2014, une mesure consistant à empêcher systématiquement que des produits ferroviaires ukrainiens soient importés en Russie au moyen de ce qui suit: a) la suspension de certificats valides détenus par des producteurs ukrainiens, b) le refus de délivrer de nouveaux certificats, et c) la non-reconnaissance des certificats délivrés par les autres pays de l'Union douanière, comme l'attestent les instructions et décisions énumérées dans les annexes I, II et III de la demande d'établissement d'un groupe spécial. Elle allègue que cette mesure est incompatible avec les obligations de la Russie au titre des articles I:1, XI:1 et XIII:1 du GATT de 1994.⁷²⁶

7.942. La Russie allègue que l'Ukraine n'a pas démontré l'existence de cette mesure et, à titre subsidiaire, que l'Ukraine n'a pas démontré que la mesure alléguée était incompatible avec les articles I:1, XI:1 et XIII:1.⁷²⁷

7.943. Le Groupe spécial commencera par évaluer les arguments et éléments de preuve des parties concernant l'existence de la mesure. Si l'Ukraine a démontré l'existence de la mesure, nous évaluerons ensuite ses allégations d'incompatibilité avec les obligations de la Russie au titre des dispositions pertinentes du GATT de 1994.

7.6.1 Mesure en cause

7.6.1.1 Détermination de l'existence d'une mesure systématique non écrite

7.944. L'Ukraine estime que la mesure contestée est non écrite, globale et systématique. Selon elle, tout acte ou omission imputable à un Membre peut être une mesure de ce Membre aux fins d'une procédure de règlement des différends. Elle affirme que selon l'Organe d'appel, une partie plaignante cherchant à prouver l'existence d'une mesure non écrite devra prouver l'imputation de cette mesure à un Membre et la teneur précise de ladite mesure. De plus, la mesure spécifique contestée et la façon dont elle est décrite ou qualifiée par la partie plaignante déterminera le type d'éléments de preuve que celle-ci devra présenter et les éléments qu'elle devra prouver pour en démontrer l'existence. En outre, l'Ukraine fait valoir qu'une mesure systématique est une mesure "qui est faite suivant un système, un plan ou une méthode organisée". Elle estime qu'il est peut-être possible d'inférer l'existence d'un "système" lorsque la répétition observée est à ce point substantielle qu'il est fort probable qu'il existe un système, un plan, ou une méthode ou un effort organisés sous-jacents.⁷²⁸

7.945. La Russie répond que l'Ukraine a qualifié cette mesure de non écrite, systématique et distincte des actes juridiques sur lesquels elle est fondée ou des actes ou actions des autorités russes. Elle fait valoir que conformément aux indications données par l'Organe d'appel, la charge de démontrer l'existence d'une mesure non écrite est lourde. Elle pense comme l'Ukraine que la nature systématique d'une mesure doit être démontrée par l'existence d'un plan ou d'un effort organisé.⁷²⁹

7.946. Le Groupe spécial note que pour démontrer l'existence d'une mesure non écrite, une partie plaignante doit fournir des éléments de preuve démontrant a) que la mesure est imputable à la partie défenderesse; b) la teneur précise de la mesure; et c) d'autres éléments découlant de la manière dont la partie plaignante a décrit ou qualifié la mesure. Ces autres éléments peuvent

⁷²⁶ Ukraine, première communication écrite, paragraphes 187 et 188.

⁷²⁷ Russie, première communication écrite, paragraphes 29, 37, 60 et 70.

⁷²⁸ Ukraine, première communication écrite, paragraphes 142 à 144; déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphes 14 et 15; réponse à la question n° 87 du Groupe spécial; deuxième communication écrite, paragraphe 10.

⁷²⁹ Russie, première communication écrite, paragraphes 12, 13 et 16; et deuxième communication écrite, paragraphes 24 à 31. Voir aussi Russie, déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphes 6 à 12.

inclure le fait de démontrer la nature spécifique de la mesure, c'est-à-dire si cette mesure est appliquée de manière générale et prospective ou si elle est d'une nature différente. Une partie plaignante peut aussi avoir à démontrer comment les différents composants fonctionnent conjointement dans le cadre d'une mesure unique et comment une mesure unique existe en étant distincte de ses composants. En outre, le seuil qui est requis en matière d'éléments de preuve pour prouver l'existence d'une mesure non écrite est élevé.⁷³⁰

7.947. Nous observons en outre qu'une partie plaignante cherchant à démontrer la nature systématique d'une mesure doit démontrer que cette mesure vise à réaliser une politique ou à obtenir un résultat particulier et qu'elle est réalisée suivant un système, un plan, ou une méthode ou un effort organisés. Le caractère systématique d'une mesure pourrait être démontré, par exemple, en prouvant que la mesure est appliquée à des opérateurs économiques dans un large éventail de secteurs différents dans le cadre d'un effort organisé, coordonné et mis en œuvre aux niveaux les plus élevés du gouvernement.⁷³¹

7.948. Sur la base de ce qui précède, nous allons examiner les arguments et éléments de preuve des parties concernant la teneur précise et l'existence de la mesure.

7.6.1.2 Teneur précise de la mesure et éléments de preuve indiquant son existence

7.6.1.2.1 Composants et nature systématique de la mesure

7.949. Selon l'Ukraine, l'empêchement systématique de l'importation est non écrit et dirigé contre l'importation des produits ferroviaires ukrainiens en Russie. L'Ukraine estime que "to prevent" (prévenir, empêcher) signifie "provide beforehand against the occurrence of (something); make impractical or impossible by anticipatory action; stop from happening" (devancer l'accomplissement de (quelque chose); rendre irréalisable ou impossible en agissant par anticipation; mettre un terme à l'accomplissement de quelque chose).⁷³² Ainsi, elle considère que l'empêchement de l'importation des produits ferroviaires ukrainiens en Russie est constitué par l'action de la Russie consistant à rendre irréalisable l'importation de produits ferroviaires ukrainiens en Russie.⁷³³

7.950. L'Ukraine estime que l'empêchement systématique de l'importation a été mis en place au milieu de 2014. Selon elle, l'existence de cette mesure est attestée par a) la suspension systématique des certificats valides, le refus de délivrer de nouveaux certificats et la non-reconnaissance des certificats délivrés dans les autres pays de l'Union douanière, comme le montre la diminution brutale du nombre de certificats détenus par des producteurs ukrainiens, b) le fait que l'empêchement systématique de l'importation concerne seulement les produits ferroviaires originaires de l'Ukraine, et c) les décisions individuelles énumérées aux annexes I, II et III de la demande d'établissement d'un groupe spécial. L'Ukraine fait valoir que les producteurs ukrainiens ont été privés des certificats ou n'ont pas pu les utiliser pour des raisons autres que l'absence de conformité aux règlements techniques pertinents. Elle fait valoir que du fait que les certificats sont requis au moment de l'importation, il s'ensuit qu'en agissant par anticipation, la

⁷³⁰ Rapports de l'Organe d'appel *Argentine – Mesures à l'importation*, paragraphes 5.104 et 5.108; et *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphe 198; et rapports des Groupes spéciaux *Indonésie – Poulet*, paragraphes 7.616 et 7.656; et *Russie – Traitement tarifaire*, paragraphes 7.283, 7.338 et 7.341. Voir aussi Union européenne, communication en tant que tierce partie, paragraphes 10 à 12 et 16; Indonésie, communication en tant que tierce partie, paragraphes 9 à 12; Japon, communication en tant que tierce partie, paragraphes 4 à 7; et États-Unis, communication en tant que tierce partie, paragraphes 3 à 7.

⁷³¹ Rapports de l'Organe d'appel *Argentine – Mesures à l'importation*, paragraphe 5.142; et rapport du Groupe spécial *Russie – Traitement tarifaire*, paragraphes 7.302 à 7.311.

⁷³² Ukraine, première communication écrite, paragraphe 146 (faisant référence à la définition de "to prevent" (prévenir) fournie par l'Organe d'appel dans ses rapports sur l'affaire *Chine – Matières premières*, paragraphe 327).

⁷³³ Ukraine, première communication écrite, paragraphes 142 à 147; déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 16; réponse à la question n° 87 du Groupe spécial; et deuxième communication écrite, paragraphes 11 à 18.

Russie rend irréalisable ou impossible l'importation des produits ferroviaires ukrainiens en Russie.⁷³⁴

7.951. L'Ukraine estime, enfin, que la Russie empêche l'importation des produits ferroviaires ukrainiens par un effort organisé. Elle considère que la Russie a mis en place tous les moyens possibles pour empêcher les importations de produits ferroviaires ukrainiens en Russie. Elle fait valoir en outre que cette mesure a été appliquée à presque tous les producteurs de produits ferroviaires ukrainiens qui exportaient à destination de la Russie. À son avis, la mesure n'est donc pas simplement constituée de cas sporadiques ou d'applications sans lien entre elles. L'Ukraine soutient qu'il apparaît que cette mesure fait partie d'un ensemble de mesures restrictives pour le commerce prises par la Russie à son égard après la conclusion par l'Ukraine d'un Accord d'association avec l'Union européenne en juin 2014.⁷³⁵

7.952. La Russie estime que l'Ukraine n'a pas démontré l'existence de cette mesure et sa nature systématique.⁷³⁶ Elle considère que la simple référence faite par l'Ukraine à la suspension de 313 certificats et au rejet de 33 demandes de certificats par l'IBF en ce qui concerne des producteurs ukrainiens n'est pas un élément de preuve indiquant l'existence de l'empêchement systématique allégué de l'importation. Elle fait valoir qu'au contraire, les affirmations de l'Ukraine étayaient l'existence du commerce des produits ferroviaires entre l'Ukraine et la Russie, ce qui réfute l'existence de cette mesure. En outre, elle estime que l'Ukraine ne tient pas compte des éléments de preuve montrant que l'IBF a délivré des certificats à des producteurs ukrainiens dans certaines régions de l'Ukraine. Elle fait valoir aussi que l'Ukraine ne tient pas compte des raisons ayant motivé les suspensions de certificats valides et les rejets de demandes de nouveaux certificats.⁷³⁷

7.953. La Russie fait valoir en outre que les conditions déterminant les suspensions de certificats sont établies dans sa procédure d'évaluation de la conformité pour tous les producteurs indépendamment de leur origine. En outre, elle présente des éléments de preuve montrant qu'elle a suspendu des certificats ou rejeté des demandes de producteurs russes et de producteurs d'autres pays, ce qui signifie que les suspensions et les rejets n'ont pas été appliqués exclusivement aux producteurs ukrainiens.⁷³⁸

7.954. La Russie estime que l'Ukraine n'a pas satisfait au critère exigeant qui est requis en matière de preuve pour démontrer que les autorités russes ont agi conformément à un plan visant à empêcher que les produits ferroviaires ukrainiens soient importés en Russie. Elle considère que l'Ukraine n'a présenté aucun élément de preuve indiquant un "effort organisé" de la part des autorités russes qui pourrait faire que les mesures 2 (suspensions et rejets) et 3 (non-reconnaissance des certificats délivrés dans les autres pays de l'Union douanière) deviennent le fait allégué d'empêcher systématiquement l'importation. En outre, elle fait valoir que l'Ukraine n'a pas démontré en quoi cette mesure était distincte de ses composants ni en quoi ces composants fonctionnaient conjointement comme une mesure unique.⁷³⁹

7.955. La Russie demande au Groupe spécial de ne pas tenir compte de l'idée avancée par l'Ukraine selon laquelle la mesure alléguée fait partie des mesures restrictives pour le commerce illicites alléguées visant les produits de l'Ukraine. Elle souligne que ces mesures ne sont pas mentionnées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial et qu'elles ne relèvent donc pas

⁷³⁴ Ukraine, première communication écrite, paragraphe 147; deuxième communication écrite, paragraphes 13 et 18; et déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphes 30, 38 et 39; et réponse à la question n° 143 du Groupe spécial.

⁷³⁵ Ukraine, première communication écrite, paragraphes 132 à 141 et 150 à 159; deuxième communication écrite, paragraphes 19, 20 et 38 à 56; et déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 40. Voir aussi Ukraine, réponses aux questions n° 86 et 133 du Groupe spécial; et observations sur la réponse de la Russie à la question n° 109 du Groupe spécial.

⁷³⁶ Russie, première communication écrite, paragraphes 11 à 14; et deuxième communication écrite, paragraphes 24 à 26.

⁷³⁷ Russie, première communication écrite, paragraphes 11 à 14 et 18 à 22; deuxième communication écrite, paragraphes 24 à 26, 27, 33 et 35; déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphes 6 à 12; et observations sur la réponse de l'Ukraine à la question n° 143 du Groupe spécial.

⁷³⁸ Russie, première communication écrite, paragraphes 23 à 25; et deuxième communication écrite, paragraphe 34.

⁷³⁹ Russie, première communication écrite, paragraphes 15 à 17; deuxième communication écrite, paragraphes 26 et 28 à 32; déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphes 13 à 18 et 20 à 23; et observations sur les réponses de l'Ukraine aux questions n° 110 et 133 du Groupe spécial.

du mandat du Groupe spécial. En tout état de cause, elle considère que ces autres mesures alléguées ne sont pas pertinentes car elles ne sont en aucune façon liées aux importations des produits ferroviaires en Russie.⁷⁴⁰

7.956. Le Groupe spécial examine d'abord la teneur spécifique de la mesure contestée. Comme il a été expliqué, l'Ukraine considère que c'est en raison d'une mesure non écrite globale prise par la Russie que les producteurs ukrainiens ont été confrontés entre 2014 et 2016 à une réduction des possibilités commerciales sur le marché russe. Elle décrit cette mesure comme le fait d'empêcher systématiquement les importations de produits ferroviaires ukrainiens en Russie par des suspensions de certificats, des rejets de demandes de nouveaux certificats et la non-reconnaissance des certificats délivrés dans les autres pays de l'Union douanière. Selon elle, cette mesure n'est pas une interdiction d'importer mais en fait une mesure qui rend les importations de produits ferroviaires ukrainiens "irréalisables" en "agissant par anticipation". L'Ukraine fonde son interprétation du terme "prevention" (prévention, empêchement) sur la définition que donne l'Organe d'appel du terme "[to] prevent". Selon le *Shorter Oxford English Dictionary*, "[to] prevent" (prévenir, empêcher), signifie "[to p]rovide beforehand against the occurrence of (something); make impractical or impossible by anticipatory action; stop from happening" (devancer l'accomplissement de (quelque chose); rendre irréalisable ou impossible en agissant par anticipation; mettre un terme à l'accomplissement de quelque chose).⁷⁴¹ Sur la base de cette définition, l'Ukraine fait valoir que la mesure alléguée n'interdit pas formellement et complètement l'importation des produits en cause mais, en fait, rend irréalisable leur importation, en autorisant par conséquent un certain degré de commerce.

7.957. Gardant cela à l'esprit, nous allons évaluer d'abord si les instructions par lesquelles l'IBF a suspendu des certificats valides, les décisions par lesquelles l'IBF a rejeté les demandes de certificats et la prescription en matière de non-reconnaissance appliquée par les autorités russes, que nous avons examinées séparément dans les sections précédentes, sont des éléments de preuve indiquant l'existence de cette mesure et sa nature systématique.⁷⁴²

7.958. Dans les sections précédentes de nos constatations, nous avons examiné avec soin la compatibilité avec les règles de l'OMC des instructions par lesquelles l'IBF a suspendu des certificats valides, des décisions par lesquelles l'IBF a rejeté des demandes de certificats et de la prescription en matière de non-reconnaissance appliquée par les autorités russes.

7.959. Les éléments de preuve qui nous ont été présentés en ce qui concerne les 14 instructions par lesquelles l'IBF a suspendu des certificats valides n'étaient pas la conclusion que l'IBF a adopté ces instructions en vue d'empêcher, ou dans le cadre d'un plan visant à empêcher, l'importation de produits ferroviaires ukrainiens en Russie. De fait, ils donnent à penser que l'IBF a adopté ces instructions parce que son incapacité de procéder à des inspections en Ukraine en raison de la situation existant dans ce pays l'empêchait d'avoir une assurance suffisante que les produits en cause étaient encore conformes aux prescriptions techniques pertinentes.

7.960. Les éléments de preuve qui nous ont été présentés indiquent aussi, s'agissant des décisions contestées, que l'IBF avait des raisons valables de rejeter nombre de demandes de certificats communiquées par les producteurs ukrainiens au titre des Règlements techniques n° 001/2011 et 003/2011 de l'Union douanière. Nos constatations selon lesquelles, dans le cas de deux demandes et d'un produit visé par une autre demande, l'IBF a rejeté les demandes d'une manière injustifiable et contraire aux obligations de la Russie au titre de l'article 5.1.2 reposent sur l'absence d'éléments de preuve figurant dans le dossier relatifs à des non-conformités passées ou à des plaintes de consommateurs concernant les producteurs en cause. Nous notons en outre que des éléments de preuve versés au dossier indiquent que la Russie a fait droit à des demandes de certificats présentées au titre des Règlements techniques n° 001/2011 et 003/2011 de l'Union douanière pour des fournisseurs ukrainiens, situés

⁷⁴⁰ Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 43; et déclaration liminaire à la deuxième réunion, paragraphe 19.

⁷⁴¹ *The Shorter Oxford English Dictionary*, 6^{ème} édition, A. Stevenson (éd) (Oxford University Press, 2007), volume 2, page 2341.

⁷⁴² Nous notons que les instructions de suspension et décisions de rejet spécifiques au sujet desquelles nous avons formulé des constatations dans les sections ci-dessus ne sont pas les seuls cas de tels suspensions et rejets. Nous examinons les éléments de preuve pertinents communiqués par les parties en ce qui concerne les suspensions et rejets additionnels plus loin dans la présente section.

en majorité dans les régions de l'est de l'Ukraine.⁷⁴³ La Russie a expliqué qu'il avait été fait droit à ces demandes parce que, étant donné qu'aucune incompatibilité n'avait été relevée en ce qui concerne les produits en cause au cours des inspections précédentes, les conditions relatives aux essais sur échantillons hors site ou à l'inspection hors site de la production étaient remplies.⁷⁴⁴ Nous notons que les rapports d'inspection que la Russie a communiqués pour étayer le fait qu'aucune incompatibilité n'avait été relevée en ce qui concerne les produits en cause lors des précédentes inspections datent de 2016 et 2017 et sont postérieurs à la date de délivrance de ces certificats.⁷⁴⁵ Les parties n'ont pas communiqué d'autres éléments de preuve à cet égard. Par conséquent, il n'y a pas d'élément de preuve dans le dossier qui nous permettrait d'accepter ou de rejeter l'explication de la Russie. Compte tenu de cela, nous ne sommes pas convaincus que les demandes rejetées d'une manière injustifiable par l'IBF que nous avons mentionnées plus haut soient la preuve que l'IBF a utilisé ses pouvoirs en vue d'empêcher, ou dans le cadre d'un plan visant à empêcher, l'importation des produits ferroviaires ukrainiens en Russie.

7.961. De plus, nous avons constaté que la prescription, appliquée par le Ministère des transports et l'Agence fédérale du transport ferroviaire, qui exige que les certificats délivrés dans les autres pays de l'Union douanière ne soient pas reconnus si les produits certifiés n'ont pas été produits dans un pays de l'Union douanière était incompatible avec les articles I:1 et III:4 du GATT de 1994. Nous rappelons que la prescription en matière de non-reconnaissance est le résultat d'une interprétation particulière de l'article 1 1) du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière adopté et appliqué par le Ministère des transports de la Russie et l'Agence fédérale du transport ferroviaire de la Russie. Devant le présent Groupe spécial, la Russie a toutefois pris ses distances par rapport à cette interprétation, donnant à penser qu'au titre des règles du Traité de l'UEE, les produits certifiés en vertu du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière dans un pays de l'Union douanière pouvaient circuler librement sur le territoire des autres pays de l'Union douanière, y compris en Russie. Par ailleurs, il semble que l'IBF n'ait pas suivi la même interprétation lorsqu'elle a examiné les demandes de certification présentées par les producteurs ukrainiens au titre du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière. De fait, les décisions contestées par lesquelles l'IBF a rejeté les demandes n'indiquent pas que la certification n'était pas possible en raison du fait que les produits ukrainiens n'avaient pas été produits dans l'Union douanière.

7.962. Nous observons en outre qu'il n'y a pas d'élément de preuve versé au dossier qui indique que la prescription générale imposant que les autorités russes ne reconnaissent pas les certificats délivrés dans les autres pays de l'Union douanière si les produits certifiés n'ont pas été produits dans un pays de l'Union douanière ait été appliquée à des produits de pays autres que l'Ukraine. Il ne ressort pas clairement des renseignements qui nous ont été présentés, cependant, que des producteurs d'autres pays tiers (c'est-à-dire extérieurs à l'Union douanière) aient demandé aux autorités russes de reconnaître des certificats qu'ils avaient obtenus dans d'autres pays de l'Union douanière.

7.963. Ainsi, les faits entourant l'application par le Ministère des transports de la Russie et l'Agence fédérale du transport ferroviaire de la Russie de la prescription en matière de non-reconnaissance sont en principe compatibles avec l'allégation de l'Ukraine selon laquelle la Russie cherchait à empêcher l'importation de produits ferroviaires en provenance de l'Ukraine. De fait, l'application de la prescription en matière de non-reconnaissance a empêché les fournisseurs ukrainiens d'entrer sur le marché de la Russie en utilisant des certificats délivrés dans les autres pays de l'Union douanière dans les situations où ils ne pouvaient pas obtenir de certificats au titre

⁷⁴³ Extract of Unified Register (pièce UKR-13); Extract of the Unified Register of certificates issued to Ukrainian producers under the CU Technical Regulations (pièce UKR-154); et Table of the valid certificates issued to Ukrainian producers on the basis of CU Technical Regulations 001/2011, 002/2011 and 003/2011 (based on Exhibit UKR-13) (pièce RUS-49)(RCC).

⁷⁴⁴ Russie, réponse à la question n° 156 du Groupe spécial. Voir Table of the valid certificates issued to Ukrainian producers on the basis of CU Technical Regulations 001/2011, 002/2011 and 003/2011 (based on Exhibit UKR-13) (pièce RUS-49)(RCC). Nous notons que dans ses observations sur la réponse de la Russie à la question n° 156 du Groupe spécial, l'Ukraine a dit que les éléments de preuve communiqués par la Russie étaient insuffisants pour établir qu'il n'y avait pas eu de non-conformités concernant les produits.

⁷⁴⁵ Nous notons que les certificats ont été délivrés aux sociétés concernées entre 2015 et 2016 (Extrait du Registre unifié (pièce UKR-13)) et que les pièces communiquées par la Russie font référence à des rapports d'inspection de 2016 pour des certificats délivrés en 2015, et de 2017 pour des certificats délivrés en 2016 (pièce RUS-79(RCC), pièce RUS-80(RCC), pièce RUS-81(RCC) et pièce RUS-82(RCC)).

du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière directement en Russie (ou dans les cas où leurs certificats russes valides avaient été suspendus par la Russie).⁷⁴⁶

7.964. Toutefois, le fait que l'un des trois éléments du fait allégué d'empêcher systématiquement l'importation (suspensions de certificats, rejets de certificats et non-reconnaissance des certificats délivrés dans les autres pays de l'Union douanière) restreint d'une manière injustifiable l'accès au marché n'est pas suffisant pour démontrer l'existence d'un empêchement systématique des importations de produits ukrainiens en tant que mesure indépendante. Comme le montre clairement notre analyse des suspensions et rejets contestés par l'Ukraine, il n'a pas été démontré que les suspensions et les rejets étaient incompatibles avec l'article 5.1.1 et il a été démontré qu'une seule décision de rejet de demandes était incompatible avec l'article 5.1.2 s'agissant de deux demandes et d'un produit faisant l'objet d'une autre demande. Par conséquent, les suspensions et rejets contestés par l'Ukraine, considérés conjointement, étaient dans leur grande majorité justifiés. Compte tenu de cela, c'est seulement si les circonstances justifiant ces décisions disparaissaient et que celles-ci soient néanmoins maintenues ou que de telles décisions soient néanmoins adoptées à l'égard de nouvelles demandes que se poserait la question de savoir si ces mesures font partie d'un empêchement systématique global de l'importation qui couvre à la fois la reconnaissance des certificats délivrés dans les autres pays de l'Union douanière et la délivrance des certificats en Russie.

7.965. À notre avis, le simple fait que la prescription en matière de non-reconnaissance a été appliquée en même temps que des suspensions et rejets justifiés (pour l'essentiel), ce qui a eu également pour effet d'empêcher les importations de produits ukrainiens, ne signifie pas que ces mesures distinctes forment en fait une mesure cohérente unique dont l'objectif commun serait d'empêcher les importations de produits ukrainiens par tous les moyens possibles. Ou, pour le dire autrement, rien n'indique que l'effet combiné de ces mesures distinctes soit la raison pour laquelle *chacune* d'elles a été appliquée.

7.966. En outre, nous notons qu'un producteur au moins [[xxx]] situé dans la partie occidentale de l'Ukraine a maintenu des certificats valides après la date approximative à laquelle, selon l'Ukraine, la Russie a introduit l'empêchement systématique allégué de l'importation. Des éléments de preuve montrent que ce producteur a pu exporter vers la Russie entre 2014 et la fin de 2016.⁷⁴⁷ En même temps, l'Ukraine note que ce producteur avait des certificats à la fois pour des produits qui étaient produits en série et pour des produits par lots. Selon elle, les certificats des produits produits en série ont été suspendus à la fin de 2015, alors que les certificats des produits par lots auraient pu être utilisés seulement jusqu'à ce que le lot ait été exporté.⁷⁴⁸ La Russie répond que l'Ukraine n'a communiqué aucun élément de preuve étayant l'idée que ce producteur ne pouvait pas utiliser des certificats pour des produits par lots pendant la période pertinente et demande que le Groupe spécial prenne en compte les certificats délivrés à ce producteur.⁷⁴⁹ Nous notons que même si ce producteur avait la possibilité d'exporter ses produits ferroviaires vers la Russie entre 2014 et 2016, les explications fournies par l'Ukraine donnent à penser que cette possibilité n'a pas pu être utilisée pour les produits fabriqués en série après la fin de 2015 et, pour les produits par lots, après l'exportation du lot entier. Dans cette mesure, les exportations effectuées par le producteur concerné entre 2014 et 2016 n'étaient pas, en elles-mêmes, la conclusion qu'un empêchement systématique de l'importation n'était pas opéré à cette date.

7.967. Nous rappelons que l'Ukraine présente des éléments de preuve additionnels à l'appui de l'existence de cette mesure et de sa nature systématique alléguée. Premièrement, l'Ukraine fait valoir que la nature systématique de la mesure peut être établie sur la base d'une répétition substantielle (c'est-à-dire des suspensions répétées de certificats et des rejets répétés de nouvelles demandes de certificats affectant les producteurs ukrainiens), ce qui rend fort probable, selon elle, l'existence du système sous-jacent. Elle considère que la diminution du nombre de certificats détenus par des producteurs ukrainiens et du nombre de producteurs ukrainiens détenant des certificats est la preuve de cette répétition substantielle.⁷⁵⁰ Deuxièmement, elle

⁷⁴⁶ Nous rappelons que la prescription en matière de non-reconnaissance concerne le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière.

⁷⁴⁷ Ukraine, réponses aux questions n° 11, 32 et 49 du Groupe spécial; et Information provided on analytical website Share Ukrainian Potential with respect to the company [[xxx]] (pièce RUS-72).

⁷⁴⁸ Ukraine, réponses aux questions n° 115 et 143 du Groupe spécial.

⁷⁴⁹ Russie, observations sur la réponse de l'Ukraine à la question n° 115 du Groupe spécial.

⁷⁵⁰ Ukraine, réponse à la question n° 86 du Groupe spécial (faisant référence au rapport du Groupe spécial *Russie – Traitement tarifaire*, paragraphes 7.311 et 7.374); deuxième communication écrite,

estime que la nature systématique de la mesure est attestée par un "ensemble de mesures restrictives pour le commerce" adoptées par la Russie.⁷⁵¹

7.968. Le Groupe spécial a réuni les éléments de preuve présentés par l'Ukraine à l'appui de son argument concernant la répétition de la mesure dans le tableau ci-après.⁷⁵² Ce tableau indique les certificats a) accordés par l'IBF entre le 1^{er} janvier 2012 et le 31 juillet 2014, b) détenus par des producteurs en 2013, c) suspendus par l'IBF pour des producteurs de différents pays à partir de 2014, d) délivrés par l'IBF au titre des règlements techniques de l'Union douanière à partir d'août 2014, et e) détenus en avril 2017, délivrés à la fois au titre des Règles CS FRT et au titre des règlements techniques de l'Union douanière.

Tableau 8 – Renseignements concernant les certificats de conformité, par producteur de différents pays⁷⁵³

Origine des producteurs de produits ferroviaires	a) Délivrés entre janvier 2012 et juillet 2014 ⁷⁵⁴	b) Détenus en 2013	c) Suspendus depuis 2014, délivrés à la fois au titre des Règles CS FRT et des règlements techniques de l'Union douanière	d) Délivrés au titre du règlement technique de l'Union douanière à partir d'août 2014	e) Détenus en avril 2017 ⁷⁵⁵
Union européenne ⁷⁵⁶	260	126	109	97	287
Kazakhstan ⁷⁵⁷	34	26	22	39	38
Bélarus ⁷⁵⁸	35	39	6	23	26

paragraphes 38 à 46; déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 32; et réponse à la question n° 110 du Groupe spécial.

⁷⁵¹ Ukraine, première communication écrite, paragraphes 132 à 141; réponse à la question n° 86 du Groupe spécial; et deuxième communication écrite, paragraphes 51 à 55.

⁷⁵² La Russie a présenté des éléments de preuve à l'appui de ses observations concernant certains nombres de certificats et concernant les éléments de preuve présentés par l'Ukraine.

⁷⁵³ Sauf indication contraire, ce tableau réunit les données communiquées par l'Ukraine. Lorsque cela est pertinent, il inclut des notes de bas de page mentionnant tout écart entre les données figurant dans les communications de l'Ukraine, les pièces de l'Ukraine et les communications de la Russie et les pièces fournies à l'appui.

⁷⁵⁴ Cette colonne inclut les certificats délivrés par l'IBF au titre des Règles CS FRT entre le 1^{er} janvier 2012 et le 31 juillet 2014, indépendamment de leur statut valide, suspendu, annulé ou expiré.

⁷⁵⁵ Le nombre de certificats figurant dans cette colonne inclut les certificats délivrés au titre des règlements techniques de l'Union douanière et les certificats délivrés au titre des Règles CS FRT qui auraient pu rester valables jusqu'au 2 août 2017 parce qu'ils n'avaient pas été suspendus ou n'étaient pas arrivés à expiration.

⁷⁵⁶ Ukraine, première communication écrite, paragraphe 162; réponse à la question n° 85 du Groupe spécial (concernant les certificats détenus en avril 2017); et pièce UKR-53 et pièce UKR-54(Corr.) (concernant les certificats délivrés au titre des règlements techniques de l'Union douanière). La Russie conteste les chiffres communiqués par l'Ukraine (Russie, réponse à la question n° 134 b) du Groupe spécial (faisant référence à la pièce RUS-95 (RCC)). L'Ukraine répond que les chiffres de la Russie sont inexacts parce qu'ils incluent les certificats délivrés à des sociétés de pays non membres de l'UE, tels que la Suisse et la Serbie (Ukraine, observations sur les réponses de la Russie à la question n° 134 du Groupe spécial). Nous notons qu'il y a des écarts entre les chiffres communiqués par l'Ukraine dans sa première communication écrite, les renseignements figurant dans la pièce UKR-53, et les renseignements figurant dans la pièce RUS-95(RCC). Il n'y a pas suffisamment d'éléments de preuve versés au dossier pour vérifier l'exactitude des chiffres communiqués par l'Ukraine.

⁷⁵⁷ Ukraine, première communication écrite, paragraphe 163; et pièce UKR-55 et pièce UKR-56. La Russie conteste les chiffres communiqués par l'Ukraine (Russie, réponse à la question n° 134 b) du Groupe spécial (faisant référence à la pièce RUS-93 (RCC)). L'Ukraine ne conteste pas les observations de la Russie. Nous avons inclus dans le tableau les chiffres communiqués par l'Ukraine dans sa première communication écrite.

⁷⁵⁸ Ukraine, première communication écrite, paragraphe 164; et pièce UKR-57 et pièce UKR-58. La Russie conteste les chiffres communiqués par l'Ukraine (Russie, réponse à la question n° 134 b) du Groupe spécial (faisant référence à la pièce RUS-94 (RCC)). L'Ukraine répond qu'il manque certains certificats délivrés à des producteurs biélorussiens dans la pièce RUS-94 (RCC) (Ukraine, observations sur la réponse de la Russie à la question n° 134 du Groupe spécial).

Origine des producteurs de produits ferroviaires	a) Délivrés entre janvier 2012 et juillet 2014 ⁷⁵⁴	b) Détenus en 2013	c) Suspendus depuis 2014, délivrés à la fois au titre des Règles CS FRT et des règlements techniques de l'Union douanière	d) Délivrés au titre du règlement technique de l'Union douanière à partir d'août 2014	e) Détenus en avril 2017 ⁷⁵⁵
Ukraine ⁷⁵⁹	379	244	313 (entre le début de 2014 et la fin de 2015)	18 (ces 18 certificats ont tous, à l'exception de 3, été délivrés à des producteurs situés dans l'est de l'Ukraine)	40 ⁷⁶⁰

7.969. Le tableau montre qu'en 2017, les producteurs ukrainiens détenaient seulement une fraction des certificats qu'ils détenaient en 2013. Cela est dû, entre autres choses, au fait que les certificats délivrés avant que les règlements techniques de l'Union douanière soient entrés en vigueur ont été suspendus ou sont venus à expiration, et au fait que l'IBF a délivré peu de certificats à des producteurs ukrainiens au titre des nouveaux règlements techniques de l'Union douanière.⁷⁶¹ Nous notons que le tableau ne montre pas de répétition concernant le rejet de nouvelles demandes à partir d'août 2014. De fait, il montre le nombre de certificats acceptés.

7.970. Toutefois, le tableau montre effectivement une répétition s'agissant des suspensions de certificats valides depuis 2014. À notre avis, dans les circonstances particulières de l'espèce, les éléments de preuve fournis par l'Ukraine en ce qui concerne la répétition (c'est-à-dire le nombre substantiel de fois où les instructions de suspension ont été répétées dans le cas des certificats détenus par des producteurs ukrainiens), en eux-mêmes, n'indiquent pas de manière probante l'existence de la mesure ou son caractère systématique. Comme cela est expliqué plus haut, dans le cas des suspensions contestées, la Russie avait justifié les raisons de la suspension des certificats concernant les producteurs ukrainiens. Nous n'avons pas de base d'éléments de preuve qui permettrait d'inférer que l'IBF aurait dû suspendre davantage de certificats également dans le cas des producteurs des autres pays indiqués dans le tableau, mais ne l'a pas fait.

7.971. Spécifiquement, s'agissant des producteurs de l'Union européenne, nous notons que, comme les producteurs ukrainiens, un nombre substantiel de leurs certificats ont été suspendus depuis 2014. En même temps, le nombre de certificats détenus par des producteurs de l'Union européenne en avril 2017 était substantiellement plus élevé que le nombre correspondant pour les producteurs ukrainiens, en bonne partie parce que dans le cas des producteurs de l'Union européenne, il y a eu moins de certificats suspendus et plus de nouveaux certificats accordés au titre des nouveaux Règlements techniques de l'Union douanière. Comme cela est indiqué, nous n'avons pas d'éléments de preuve détaillés concernant le fondement du maintien de la validité des certificats délivrés au titre des Règles CS FRT ou concernant la délivrance de certificats au titre des Règlements techniques de l'Union douanière dans le cas des producteurs de l'Union européenne. En l'absence de ces éléments de preuve, nous n'avons pas de base permettant d'inférer que les raisons sous-jacentes aux suspensions et aux rejets que nous avons analysées dans le contexte de la mesure 2 (y compris la situation au regard de la sûreté et de la sécurité dans le pays des

⁷⁵⁹ Ukraine, première communication écrite, paragraphes 155 à 158; et pièce UKR-12 et pièce UKR-13. La Russie conteste les chiffres communiqués par l'Ukraine (Russie, réponse à la question n° 134 b) du Groupe spécial.). L'Ukraine répond que la Russie ne communique pas suffisamment d'éléments de preuve ou d'arguments pour étayer son point de vue sur les chiffres concernant les producteurs ukrainiens (Ukraine, observations sur la réponse de la Russie à la question n° 134 b) du Groupe spécial).

⁷⁶⁰ Bien qu'elle ait initialement affirmé que les producteurs ukrainiens détenaient 40 certificats valides en avril 2017, l'Ukraine considère que le nombre indiqué devrait être 30, parce que 10 de ces certificats ont été délivrés au titre des Règles CS FRT pour des lots de produits et que tous ces lots ont été exportés. D'après elle, cela signifie que même si ces 10 certificats apparaissent comme valides dans le registre de l'IBF, ils ne peuvent pas être utilisés par les producteurs qui en sont détenteurs pour exporter des produits ferroviaires vers la Russie. L'Ukraine fait valoir en outre qu'étant donné que ces certificats ont été délivrés pour des lots de produits, ils ne pourraient pas être suspendus parce que les lots de produits ne requièrent pas de contrôle annuel. Ukraine, réponses aux questions n° 110, 115 et 133 du Groupe spécial.

⁷⁶¹ Nous croyons comprendre que les chiffres communiqués par l'Ukraine n'incluent pas les certificats délivrés au titre des règlements techniques de l'Union douanière par des organismes de certification autres que l'IBF, que ce soit en Russie ou dans les autres membres de l'Union douanière.

producteurs, les non-conformités et les plaintes des consommateurs) ont affecté de la même façon les producteurs de l'Union européenne.

7.972. Pour toutes ces raisons, nous ne considérons pas que les différences dans le nombre des certificats détenus ou suspendus et des demandes rejetées en ce qui concerne les producteurs des différents pays établissent l'existence de l'empêchement systématique allégué de l'importation.

7.973. Nous avons examiné soigneusement les éléments de preuve communiqués par l'Ukraine en ce qui concerne l'"ensemble de mesures restrictives pour le commerce" allégué.⁷⁶² Selon l'Ukraine, le fait allégué d'empêcher systématiquement l'importation en ce qui concerne les produits ferroviaires fait partie d'un ensemble de mesures restrictives pour le commerce adoptées par la Russie en réponse à la négociation et à la conclusion par l'Ukraine d'un Accord d'association avec l'Union européenne en juin 2014. L'Ukraine ne fait pas valoir que l'ensemble des mesures restrictives pour le commerce alléguées sont des mesures contestées dans la présente procédure et que le Groupe spécial devrait formuler des constatations à leur sujet. De fait, elle présente des éléments de preuve concernant ces mesures à l'appui de son argument selon lequel la Russie a adopté l'empêchement systématique allégué de l'importation des produits ferroviaires ukrainiens. Nous limiterons notre évaluation de ces éléments de preuve à cette fin.

7.974. Les articles publiés dans les médias que l'Ukraine a présentés soulignent l'existence de tensions dans les relations bilatérales en lien avec la négociation et la conclusion par l'Ukraine d'un Accord d'association avec l'Union européenne. Ils font aussi référence aux mesures commerciales que les autorités russes pourraient prendre ou ont effectivement prises en réponse à l'égard de l'Ukraine. Nous rappelons que de l'avis de l'Ukraine, ces éléments de preuve étayaient en outre l'existence de l'empêchement systématique allégué de l'importation. En dernière analyse, toutefois, les éléments de preuve présentés au Groupe spécial ne démontrent pas que la Russie ait adopté un plan ou décidé de s'engager dans un effort organisé pour empêcher l'importation en Russie des produits ukrainiens en général ou des produits ferroviaires ukrainiens en particulier. En outre, même si des mesures restrictives pour le commerce ont été prises à l'égard de certains producteurs ukrainiens, cela ne signifie pas nécessairement que ces mesures ont été prises également en ce qui concerne les produits ferroviaires ukrainiens.

7.6.1.2.2 Données commerciales sur les importations

7.975. L'Ukraine indique en outre que certaines données commerciales étayaient l'existence de l'empêchement systématique allégué de l'importation des produits ferroviaires ukrainiens en Russie. Elle fait valoir qu'entre 2012 et 2016, il y a eu un recul des importations de produits ferroviaires en Russie qui a surtout affecté l'Ukraine. Selon elle, la diminution des importations ukrainiennes représente 85% de celle des importations de produits ferroviaires en provenance de toutes sources en Russie. L'Ukraine estime que cet effet négatif se traduit, de façon distincte, par la perte de 54% de la part de l'Ukraine dans les importations de produits ferroviaires en Russie, alors que dans le même temps la part de la Chine et celle de l'Union européenne ont augmenté.

⁷⁶² "Between two stools: Ukraine says EU trade deal certain, Russia-led union also an option", RT, 25 Sep, 2013 (pièce UKR-50); "Minister of the EEC: exports of goods from the Customs Union to Ukraine could be complicated", Chamber of Commerce of the Russian Federation, 30 September 2013 (pièce UKR-51); Irina Ksayanova, "Glazyev: Euromissioners receive good fees for involving Ukraine", Vesti, December 14, 2013 (pièce UKR-52); "Russia's customs service halts all Ukrainian imports, says Ukraine's Employers Federation", Interfax-Ukraine, 14 August 2013 (pièce UKR-95); R. Emmott, "Putin warns Ukraine over Europe ambitions", Reuters, 23 September 2014 (pièce UKR-96); "Russia is getting ready to cease cooperation with Ukraine in production of aircraft", 22 August 2013, Levyy Bereg (pièce UKR-97); B. Hoyle, "Russia threatens to back Ukraine split", The Times, 23 September 2013 (pièce UKR-98); S. Walker, "Ukraine's EU trade deal will be catastrophic, says Russia", The Guardian, 22 September 2013 (pièce UKR-99); J. Fleming, "Lithuania warns Russia over cheese ban and KGB smears", Euractiv, 6 November 2013 (pièce UKR-100); "More than 500 trucks occupied the Russian-Ukrainian border", Vesti, 31 October 2013 (pièce UKR-101); "Russia will strengthen customs control if Kyiv is to sign an agreement with the EU", RIA Novosti Ukraine, 18 August 2013 (pièce UKR-102); "Russia hits at Ukraine with chocolate war", Euractiv, 14 August 2013 (pièce UKR-128); D. Cenusă, M. Emerson, T. Kovziridese & V. Movchan, Russia's Punitive Trade Policy Measures towards Ukraine, Moldova and Georgia, CEPS Working Document, No. 400, September 2014 (pièce UKR-131); et "An unfortunate agreement with the anti-Russian nature - Russia's reaction to the ratification of the Ukraine-EU Association Agreement", 24TV, 31 May 2017 (pièce UKR-132).

Elle fait également référence à la diminution substantielle des importations de produits ferroviaires ukrainiens en Russie.⁷⁶³

7.976. La Russie fait valoir que les renseignements communiqués par l'Ukraine montrent seulement qu'il y a une diminution des importations des produits en cause en Russie. Elle indique qu'il y a eu une diminution globale des importations en Russie, qui a affecté les importations en provenance de tous les pays. Elle dit en outre que la diminution des importations ukrainiennes peut être expliquée par d'autres facteurs, tels que a) la diminution de la production de produits ferroviaires en Ukraine; b) une crise industrielle généralisée en Ukraine, qui a commencé en janvier 2015; et c) une diminution de la demande de produits ferroviaires sur le marché russe. Elle conclut que la diminution des importations en provenance de l'Ukraine n'est pas la conséquence de mesures prises par les autorités russes.⁷⁶⁴

7.977. La Russie dit aussi que l'augmentation de la part des importations de produits ferroviaires de la Chine et de l'Union européenne en Russie peut être expliquée par des raisons autres que les mesures de la Russie, y compris les fluctuations des taux de change. En outre, elle note que les produits importés en provenance de la Chine et de l'Union européenne ne sont pas les mêmes que les produits importés en provenance de l'Ukraine entre 2014 et 2016. Elle considère donc que les éléments de preuve présentés par l'Ukraine en ce qui concerne la part de la Chine et celle de l'Union européenne sont dénués de pertinence et ne démontrent pas la nature systématique de la mesure alléguée.⁷⁶⁵

7.978. L'Ukraine répond que la baisse de la production de produits ferroviaires ukrainiens s'explique par l'existence de l'empêchement systématique allégué de l'importation par la Russie. Elle indique en outre que les produits ferroviaires sont fabriqués sur commande. Elle note à cet égard qu'en 2013, 60% des exportations de produits ferroviaires ukrainiens étaient à destination de la Russie. Elle fait valoir que du fait que les exportateurs ne pouvaient plus obtenir de certificats pour exporter vers la Russie, ils n'ont plus reçu de commandes et ont donc arrêté leur production. Elle considère que cela démontre l'existence de l'empêchement systématique allégué de l'importation. Elle dit aussi que les problèmes économiques auxquels la Russie fait référence ont surtout affecté les sociétés situées dans les régions de l'est de l'Ukraine, qui n'étaient pas visées par la mesure alléguée.⁷⁶⁶

7.979. S'agissant de la diminution de la demande en Russie, l'Ukraine répond que la diminution de la demande de produits ferroviaires en Russie est le résultat d'une politique de remplacement des importations qui a été menée par la Russie, visant à favoriser la consommation de produits russes. Elle ne souscrit pas au point de vue de la Russie selon lequel, entre 2014 et 2016, celle-ci a importé des produits en provenance d'autres pays qui étaient différents de ceux qui étaient importés en provenance de l'Ukraine. Selon elle, les producteurs des autres pays avaient des certificats pour les mêmes produits précisément que ceux qui étaient importés en provenance de l'Ukraine, tels que les locomotives et leurs parties, les dispositifs d'aiguillage et leurs parties ainsi que les wagons de marchandises et les wagons citernes. En outre, l'Ukraine estime que la diminution de la demande en Russie a affecté aussi le volume des exportations de produits ukrainiens vers le Kazakhstan et le Bélarus. Elle considère que la baisse de la demande en Russie a entraîné un déclin de la production industrielle à la fois au Kazakhstan et au Bélarus, aboutissant ainsi à une moindre demande de parties de produits ferroviaires en provenance de l'Ukraine. Elle considère que la diminution de la demande au Kazakhstan et au Bélarus a également été causée par l'impossibilité de vendre des produits ferroviaires ukrainiens en Russie.⁷⁶⁷

7.980. La Russie conteste que tous les produits ferroviaires soient fabriqués sur commande et que la production en Ukraine ait donc diminué à cause des suspensions de certificats ou alors que les

⁷⁶³ Ukraine, première communication écrite, paragraphes 169 à 171; réponse à la question n° 90 du Groupe spécial; deuxième communication écrite, paragraphes 21 et 24; déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphes 34 et 35; et réponse à la question n° 109 du Groupe spécial.

⁷⁶⁴ Russie, première communication écrite, paragraphes 26 à 28; et deuxième communication écrite, paragraphe 38.

⁷⁶⁵ Russie, deuxième communication écrite, paragraphes 39 à 42; réponse à la question n° 109 du Groupe spécial; et observations sur la réponse de l'Ukraine à la question n° 111 du Groupe spécial.

⁷⁶⁶ Ukraine, réponse à la question n° 88 du Groupe spécial; deuxième communication écrite, paragraphes 26 à 29; réponse à la question n° 112 du Groupe spécial.

⁷⁶⁷ Ukraine, réponse à la question n° 47 du Groupe spécial; déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphes 36 et 37; et réponses aux questions n° 90 et 111 du Groupe spécial.

demandes ou les renouvellements étaient en attente. En outre, elle déclare qu'elle n'a pas mis en place une politique de remplacement des importations. Elle précise que ce à quoi l'Ukraine fait référence est une mesure visant à développer et à accroître les possibilités de concurrence de la branche de production nationale. Elle note néanmoins que l'argument de l'Ukraine relatif au remplacement des importations semble concéder que des facteurs autres que le fait allégué d'empêcher systématiquement l'importation sont responsables de la diminution des importations de produits ferroviaires ukrainiens.⁷⁶⁸

7.981. L'Ukraine considère que même si le programme de remplacement des importations explique une baisse de la demande de produits ferroviaires en Russie, ce recul de la demande ne peut pas expliquer à lui seul pourquoi la part de marché de l'Ukraine a diminué en Russie, alors que celles de la Chine et de l'Union européenne ont augmenté. Selon elle, cette évolution est en fait le résultat du fait allégué d'empêcher systématiquement l'importation.⁷⁶⁹

7.982. Le Groupe spécial examinera les éléments de preuve en vue de déterminer si les données commerciales et économiques démontrent l'existence de la mesure alléguée, y compris sa nature systématique.

7.983. Les éléments de preuve versés au dossier concernant les données commerciales et économiques sur les importations de produits ferroviaires ukrainiens en Russie étayent les trois points suivants. Premièrement, entre 2012 et 2016, il y a eu une diminution brutale des importations de produits ferroviaires en Russie, qui a affecté plus fortement les importations ukrainiennes.⁷⁷⁰ Deuxièmement, la production de produits ferroviaires ukrainiens a diminué de façon notable entre 2012 et 2016.⁷⁷¹ Troisièmement, les exportations de produits ferroviaires de l'Ukraine ont diminué non seulement s'agissant des exportations vers la Russie, mais aussi s'agissant des importations vers le Kazakhstan et le Bélarus.⁷⁷²

7.984. Les éléments de preuve étayent le point de vue selon lequel il y a eu des problèmes concernant la production industrielle ukrainienne, y compris la branche de production des produits ferroviaires, associés à des facteurs tels que le recul de l'activité économique et de l'investissement sur le marché intérieur de l'Ukraine et le recul des ventes à la Russie.⁷⁷³ Même si ces conditions ont pu affecter surtout les producteurs situés dans l'est de l'Ukraine, comme celle-ci le fait valoir, les éléments de preuve donnent à penser que ces circonstances ont affecté d'une manière générale la production industrielle en Ukraine. Ces éléments nous permettent de penser que certains facteurs économiques du côté de l'offre en Ukraine peuvent fort bien expliquer la baisse de la production en Ukraine. Sur cette base, nous ne sommes pas convaincus par l'argument de l'Ukraine selon lequel la diminution des commandes de produits ferroviaires passées par des clients russes a été la cause principale de la diminution de la production en Ukraine. Nous estimons donc que les éléments de preuve versés au dossier n'établissent pas que le recul de la production de l'Ukraine résulte de l'empêchement systématique allégué de l'importation.

7.985. En outre, nous ne considérons pas que l'augmentation de la part des importations de produits ferroviaires de la Chine et de celle de l'Union européenne en Russie, lorsqu'on la compare à la diminution notable de la part détenue par l'Ukraine, démontre l'existence de l'empêchement

⁷⁶⁸ Russie, réponse à la question n° 113 du Groupe spécial; et observations sur la réponse de l'Ukraine à la question n° 112 du Groupe spécial.

⁷⁶⁹ Ukraine, observations sur la réponse de la Russie à la question n° 113 du Groupe spécial.

⁷⁷⁰ Ukraine, première communication écrite, paragraphe 60; et Export data from International Trade Centre for customs code 86 (pièce UKR-14).

⁷⁷¹ Voir Russie, première communication écrite, paragraphe 27; Report of Financial Results for 2015 of Public Joint-Stock Company [[xxx]] (pièce RUS-27)(RCC); Report of Financial Results for 2015 of Public Joint-Stock Company [[xxx]] (pièce RUS-28)(RCC); Report of Financial Results for 2015 of Public Joint-Stock Company [[xxx]] (pièce RUS-29)(RCC); Report of Financial Results for 2015 of Public Joint-Stock Company [[xxx]] (pièce RUS-30)(RCC); Report of Financial Results for 2015 of Public Joint-Stock Company [[xxx]] (pièce RUS-31)(RCC); Ukraine, réponse à la question n° 48 du Groupe spécial; et State Statistics Service of Ukraine "On production of railway products in Ukraine during 2012-2016" (pièce UKR-87).

⁷⁷² Ukraine, réponse à la question n° 47 du Groupe spécial.

⁷⁷³ Dmytro Kostyuk (First Deputy Director of JSC "Electrovazhmash"), "Results of the year for Ukrainian heavy manufacturing", 29 December 2014 (pièce UKR-64); Olga Levkovich, "Infographics: what's happening to import and export in Ukraine", 1 October 2015 (pièce UKR-65). Voir aussi Information provided on analytical website Share Ukrainian Potential with respect to the company [[xxx]] (pièce RUS-72); Uaprom.info, extract from article (pièce RUS-74); et Center of Transport Strategies, extract from the article, "Second life: How [[xxx]] produces railway wheels from scrap iron", 8 November 2016 (pièce RUS-75).

systématique allégué de l'importation. Les éléments de preuve montrent que la baisse générale des importations de produits ferroviaires en Russie a surtout affecté l'Ukraine.⁷⁷⁴ Toutefois, comme nous l'avons expliqué, il y a plusieurs facteurs spécifiques à l'Ukraine qui expliquent pourquoi les importations de produits ferroviaires ukrainiens en Russie ont diminué. Ces facteurs incluent des aspects du côté de l'offre, tels qu'un recul de la production des produits ferroviaires ainsi que de l'activité économique et de l'investissement en Ukraine, y compris dans le secteur des produits ferroviaires. Nous rappelons aussi que les importations de produits ferroviaires ukrainiens au Kazakhstan et au Bélarus ont diminué de la même façon, encore que pour des raisons qui peuvent aussi être liées à la situation sur le marché des produits ferroviaires de la Russie.

7.986. Selon la Russie, la baisse des exportations de produits ferroviaires ukrainiens a résulté d'une diminution de la demande de produits ferroviaires en Russie. Les éléments de preuve versés au dossier ne démontrent pas qu'il y ait eu une diminution de la demande de produits ferroviaires en Russie.⁷⁷⁵ Toutefois, nous ne pouvons pas exclure que cette diminution de la demande existe et que, conjugué à d'autres facteurs économiques sur le marché russe, cela ait entraîné une baisse des importations de produits ferroviaires en Russie, y compris en provenance de l'Ukraine.

7.987. Nous notons à cet égard l'idée de l'Ukraine selon laquelle la diminution de la demande peut être expliquée par une politique de remplacement des importations appliquée par la Russie. La position de l'Ukraine donne à penser qu'elle admet l'existence d'une diminution de la demande de produits ferroviaires de la part de la Russie. Toutefois, les éléments de preuve présentés par l'Ukraine en ce qui concerne la politique de remplacement des importations de la Russie ne permettent pas de conclure à l'existence d'un tel objectif de politique.⁷⁷⁶ Même s'il avait été démontré que cet objectif existe, nous ne voyons pas en quoi cela indiquerait de façon probante l'existence d'une autre mesure, le fait allégué d'empêcher systématiquement l'importation.

7.988. En résumé, les éléments de preuve versés au dossier ne présentent pas une image claire de ce qui a causé la diminution de la part de marché des importations de l'Ukraine en Russie. Les éléments de preuve concernant la situation économique en Ukraine donnent à penser qu'il peut y avoir des facteurs économiques autres que le fait allégué d'empêcher systématiquement l'importation qui auraient pu causer la diminution des importations de produits ferroviaires ukrainiens en Russie. Nous considérons toutefois que les données commerciales et autres données économiques versées au dossier ne démontrent pas l'existence de l'empêchement systématique allégué de l'importation.

7.6.1.2.3 Évaluation globale des éléments de preuve présentés à l'appui de l'existence de la mesure

7.989. Nous rappelons que les éléments de preuve présentés par l'Ukraine pour étayer l'existence de l'empêchement systématique allégué de l'importation sont constitués a) de suspensions des certificats valides, de refus de délivrer de nouveaux certificats (y compris ceux qui sont contestés individuellement et qui ont été examinés plus haut) et de la prescription générale en matière de non-reconnaissance, et b) des données commerciales et économiques concernant la diminution des importations de produits ferroviaires ukrainiens en Russie et de celle de la part de l'Ukraine dans les importations de produits ferroviaires de la Russie, par rapport à celle des autres pays.

⁷⁷⁴ Ukraine, première communication écrite, paragraphe 60; et Export data from International Trade Centre for customs code 86 (pièce UKR-14).

⁷⁷⁵ Nous notons que les éléments de preuve présentés par la Russie à l'appui de cette affirmation sont limités au volume des achats de wagons de marchandises et de matériel roulant réalisés par une société russe entre 2012 et 2016 (Volume of Purchase by the company [[xxx]] of the park of Russia's cargo wagons in 2013-2016 (pièce RUS-39)(RCC); et Volume of Purchase by the company [[xxx]] of Production for Rolling Stock in the Period 2012-2016 (pièce RUS-40)(RCC). À notre avis, ces éléments de preuve sont insuffisants pour servir de base à la conclusion qu'il y a eu un recul de la demande de produits ferroviaires sur le marché russe.

⁷⁷⁶ Russia's government Order No. 328 "On implementation of state program of Russian Federation 'Development of the manufacturing industry and increase of its competitiveness'", 15 April 2014 (pièce UKR-104); The main results of the work of Russia's Ministry of Industry and Trade in 2016, 19 April 2017 (pièce UKR-105); et Russia's government Decree No. 925 Moscow "On the priority of goods of Russian origin, works and services performed by Russian persons in relation to goods originating from a foreign country, work, services performed by foreign Persons", 16 September 2016 (pièce UKR-106). Voir Ukraine, réponse à la question n° 90 du Groupe spécial.

7.990. À notre avis, les éléments de preuve versés au dossier n'établissent pas que les trois éléments du fait allégué d'empêcher systématiquement l'importation (suspension des certificats, rejet des certificats et non-reconnaissance générale des certificats délivrés dans les autres pays de l'Union douanière) ont été conçus, structurés ou fonctionnent conjointement de manière à constituer une mesure distincte visant à empêcher systématiquement les importations de produits ferroviaires ukrainiens en Russie.

7.991. En outre, les éléments de preuve n'établissent pas que ces éléments fassent partie d'un plan ou d'un effort coordonné visant à atteindre l'objectif d'empêcher l'importation des produits ferroviaires ukrainiens en Russie.

7.992. Enfin, les données commerciales et autres données économiques communiquées par l'Ukraine n'établissent pas non plus l'existence de l'empêchement systématique allégué de l'importation. Les éléments de preuve ne démontrent pas qu'il est fort probable que la cause de la diminution des importations et de celle de la part des importations de l'Ukraine en Russie ait été l'existence de l'empêchement systématique allégué des importations par la Russie. De fait, nous considérons que les éléments de preuve versés au dossier donnent à penser qu'il y a d'autres causes qui pourraient expliquer la diminution des importations de produits ferroviaires ukrainiens en Russie.

7.993. Sur la base d'une évaluation globale des éléments de preuve versés au dossier, nous estimons donc que l'Ukraine n'a pas démontré que la Russie empêchait systématiquement l'importation des produits ferroviaires ukrainiens en Russie.

7.6.2 Conclusion

7.994. Par conséquent, nous constatons que l'Ukraine n'a pas démontré l'existence de l'empêchement systématique allégué des importations de produits ferroviaires ukrainiens en Russie.

7.995. Comme l'Ukraine n'a pas démontré l'existence de l'empêchement systématique de l'importation, le Groupe spécial conclut qu'elle n'a pas établi ses allégations d'incompatibilité avec les articles I:1, XI:1 et XIII:1 du GATT de 1994.

8 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATION

8.1. Pour les raisons exposées dans le présent rapport, le Groupe spécial conclut ce qui suit:

- a. en ce qui concerne la demande de décision préliminaire de la Russie:
 - i. le Groupe spécial constate que la Russie n'a pas établi que la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Ukraine était incompatible avec l'article 6:2 du Mémoire d'accord;
- b. en ce qui concerne les instructions suspendant des certificats:
 - i. le Groupe spécial constate que l'Ukraine n'a pas établi, pour aucune des 14 instructions en cause, que la Russie avait agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 5.1.1 de l'Accord OTC;
 - ii. le Groupe spécial constate que l'Ukraine n'a pas établi, pour aucune des 14 instructions en cause, que la Russie avait agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 5.1.2, première et deuxième phrases, de l'Accord OTC;
 - iii. le Groupe spécial constate que l'Ukraine a établi, pour 13 des 14 instructions en cause, que la Russie avait agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 5.2.2, troisième obligation, de l'Accord OTC;

- iv. le Groupe spécial constate que l'Ukraine n'a pas établi, pour l'autre instruction en cause, que la Russie avait agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 5.2.2, troisième obligation, de l'Accord OTC;
- c. en ce qui concerne les décisions rejetant des demandes de certificats:
 - i. le Groupe spécial constate que l'Ukraine n'a pas établi, s'agissant des deux décisions au moyen desquelles l'IBF avait "renvoyé sans les examiner" des demandes de certificats présentées par des producteurs ukrainiens au titre du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière, et s'agissant de la décision au moyen de laquelle l'IBF avait "annulé" des demandes de certificats présentées par un producteur ukrainien au titre du Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière, que la Russie avait agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 5.1.1 de l'Accord OTC;
 - ii. le Groupe spécial constate que l'Ukraine a établi, s'agissant d'une des décisions au moyen de laquelle l'IBF avait "renvoyé sans les examiner" des demandes de certificats présentées par un producteur ukrainien au titre du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière (décision 1 dans la mesure où elle concerne les demandes D1 et D2 et un des produits visés par la demande D3), que la Russie avait agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 5.1.2, première et deuxième phrases, de l'Accord OTC;
 - iii. le Groupe spécial constate que l'Ukraine n'a pas établi, s'agissant des deux décisions au moyen desquelles l'IBF avait "renvoyé sans les examiner" des demandes de certificats présentées par un producteur ukrainien au titre du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière (décision 1 dans la mesure où elle concerne un des produits visés par la demande D3 et la demande D4, et la décision D2), et s'agissant de la décision au moyen de laquelle l'IBF avait "annulé" des demandes de certificats présentées par un producteur ukrainien au titre du Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière, que la Russie avait agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 5.1.2, première et deuxième phrases, de l'Accord OTC;
 - iv. le Groupe spécial constate que l'Ukraine n'a pas établi, s'agissant des deux décisions au moyen desquelles l'IBF avait "renvoyé sans les examiner" des demandes de certificats présentées par des producteurs ukrainiens au titre du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière, et s'agissant de la décision au moyen de laquelle l'IBF avait "annulé" des demandes de certificats présentées par un producteur ukrainien au titre du Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière, que la Russie avait agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 5.2.2, deuxième obligation, de l'Accord OTC;
 - v. le Groupe spécial constate que l'Ukraine a établi, s'agissant des deux décisions au moyen desquelles l'IBF avait "renvoyé sans les examiner" des demandes de certificats présentées par des producteurs ukrainiens au titre du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière, que la Russie avait agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 5.2.2, troisième obligation, de l'Accord OTC;
 - vi. le Groupe spécial constate que l'Ukraine n'a pas établi, s'agissant de la décision au moyen de laquelle l'IBF avait "annulé" des demandes de certificats présentées par un producteur ukrainien au titre du Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière, que la Russie avait agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 5.2.2, troisième obligation, de l'Accord OTC;
- d. en ce qui concerne la non-reconnaissance des certificats délivrés dans les pays de l'Union douanière autres que la Russie:
 - i. le Groupe spécial constate que la prescription en matière de non-reconnaissance lui est soumise à bon droit;

- ii. le Groupe spécial constate que l'Ukraine n'a pas établi que la prescription en matière de non-reconnaissance entraine dans le champ d'application de l'article 2.1 de l'Accord OTC;
 - iii. le Groupe spécial ne formule pas de constatations concernant les allégations de l'Ukraine au titre de l'article 5.1.1 et 5.1.2 de l'Accord OTC parce que ces allégations concernent des aspects de la prescription en matière de non-reconnaissance qui ne lui sont pas soumis à bon droit;
 - iv. le Groupe spécial constate que l'Ukraine a établi, s'agissant de la prescription en matière de non-reconnaissance, que la Russie avait agi d'une manière incompatible avec l'article I:1 du GATT de 1994;
 - v. le Groupe spécial constate que l'Ukraine a établi, s'agissant de la prescription en matière de non-reconnaissance, que la Russie avait agi d'une manière incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994; et
 - vi. le Groupe spécial applique le principe d'économie jurisprudentielle s'agissant des allégations d'incompatibilité avec l'article X:3 a) du GATT de 1994 formulées par l'Ukraine;
- e. en ce qui concerne le fait d'empêcher systématiquement l'importation:
- i. le Groupe spécial constate que l'Ukraine n'a pas établi le bien-fondé de ses allégations d'incompatibilité avec les articles I:1, XI:1 et XIII:1 du GATT de 1994, parce qu'elle n'a pas démontré l'existence de l'empêchement systématique de l'importation.

8.2. Conformément à l'article 19:1 du Mémoire d'accord, le Groupe spécial recommande que l'Organe de règlement des différends demande à la Russie de rendre ses mesures en cause conformes à ses obligations au titre de l'Accord OTC et du GATT de 1994.
